

LES
PRÉTENTIONS DE CHARLES III

DUC DE LORRAINE
A LA COURONNE DE FRANCE

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR
LOUIS DAVILLÉ

PROFESSEUR AU COLLÈGE DE ROMORANTIN

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551801_0058

LES
PRÉTENTIONS DE CHARLES III

DUC DE LORRAINE

A LA COURONNE DE FRANCE

LES
PRÉTENTIONS DE CHARLES III

DUC DE LORRAINE

A LA COURONNE DE FRANCE

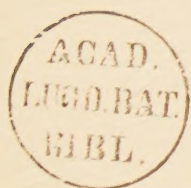
THÈSE COMPLÉMENTAIRE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

LOUIS DAVILLÉ

PROFESSEUR AU COLLÈGE DE ROMORANTIN



PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—
1908

A MON MAITRE
M. CHR. PFISTER

HOMMAGE
DE RESPECTUEUSE RECONNAISSANCE

polémiques en Lorraine au début du XVIII^e siècle ⁽¹⁾. A vrai dire, elle n'a jamais été qu'effleurée. Les historiens français en général, et en particulier les écrivains lorrains, dom Calmet d'abord ⁽²⁾, et plus tard Augustin Digot ⁽³⁾ ou d'Haussonville ⁽⁴⁾, étaient fort mal renseignés sur elle; ce n'est que dans la seconde moitié du XIX^e siècle que Bouillé ⁽⁵⁾ ou de Croze ⁽⁶⁾ y ont jeté quelque lumière en étudiant l'histoire de la maison de Guise d'après les documents d'archives, en particulier les papiers de Simancas ⁽⁷⁾;

(1) Baleicourt [Ch.-L. Hugo], *Traité historique et critique sur l'origine et la généalogie de la maison de Lorraine* (titre complet au n° 25 du *Catalogue des livres et documents imprimés du Fonds lorrain de la Bibliothèque municipale de Nancy*, dressé et publié sous la direction de J. Favier), Berlin, 1711, préface non paginée et p. 229 ss., et *Réflexions sur deux ouvrages nouvellement imprimés, concernans l'histoire de la maison de Lorraine*. S. l. n. n., 1712 (*Catalogue Favier*, n° 426), p. 11-12; Benoît Picard, *Remarques sur le « Traité historique et critique »* (*Catalogue Favier*, n° 423), Toul 1712, p. 7-8, et *Réplique aux deux lettres qui servent d'apologie au Traité historique...* » (*Catalogue cité, ibidem*), Toul, 1713, p. 31-34 et 121-122. C'est évidemment sous l'effet de cette polémique que toute la partie de l'histoire de Lorraine relative à la Ligue fut supprimée dans la première édition de dom Calmet, comme nous l'indiquons à la note suivante.

(2) *Histoire ecclésiastique et civile de Lorraine*, 1^{re} éd., t. II, 1728 (*Catalogue Favier*, n° 359), et 2^e éd., 1757, t. V (*Id.*, n° 361). La première est rarement complète (le numéro du catalogue cité est un des rares exemplaires qui le soit). L'on y a remplacé brusquement, à la colonne 1391, les colonnes 1384-1437 par la page suivante : « Je n'entre point icy dans le detail des guerres civiles et de Religion qui partagerent la France, et qui causerent tant de desordres à l'occasion de la Ligue, ces choses n'entrant pas proprement dans mon dessein, et on les trouve amplement traitées dans les Histoires de France. Pendant cet intervalle le Duc Charles III employa tous ses soins et toute sa politique à écarter l'herésie de ses Etats, et à les policer par de bonnes Loix et par de sages Reglemens. » La seconde, aux colonnes 789-859, rétablit les passages supprimés; c'est pourquoi nous la citerons toujours à la suite de l'autre.

(3) Ouvr. cité, t. IV.

(4) *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, 2^e éd., 1860, t. I.

(5) *Les ducs de Guise*, 1849-1850, t. III-IV.

(6) *Les Guises, les Valois et Philippe II*, 1866, t. I-II, et surtout les documents en Appendice.

(7) Il faut rendre justice à Capefigue qui avait déjà exploré ces archives et en avait donné de nombreux extraits dans son *Histoire de la Réforme, de la Ligue et du règne de Henri IV*, 1834-1835, t. IV à VI. Henri Martin

mais l'exposé des prétentions de Charles III n'était naturellement pour eux qu'un épisode. Pour traiter cette question avec tout le développement qu'elle nous paraît comporter, au double point de vue de l'histoire locale et générale, nous avons tenté d'étudier toute l'histoire de la Ligue, principalement en Lorraine, et de retracer ici les origines, les développements et tout le côté politique de ce mouvement dans le duché, en ne laissant en dehors de ce travail que les événements militaires, presque complètement élucidés ⁽¹⁾, et que nous avons partiellement exposés ailleurs ⁽²⁾.

Dans la recherche des documents, nous avons essayé d'être aussi complet que possible. Nous avons puisé des renseignements dans les sources narratives des contemporains de la Ligue et dans les documents d'archives, soit directement, soit dans des ouvrages de seconde main. Parmi les sources narratives figurent les historiens proprement dits, les chronologistes et les auteurs de mémoires.

Le grand historien de cette période, de Thou, n'est pas très bien renseigné ⁽³⁾. Il ne fait guère, en général, que reproduire les relations contemporaines imprimées, mais il le fait avec une merveilleuse précision et un souci de la chronologie qui donne à ces documents une grande valeur de mise en œuvre; de plus, il renferme parfois des renseignements desquels nous ignorons la source, mais dont

(Hist. de France, 4^e éd., 1878, t. X, p. 257, n. 1) croit qu'il faut beaucoup s'en défier; mais il y a énormément à y prendre. Cf. sur Capefigue, Ranke, *Französische Geschichte, vornehmlich im 16. und 17. Jahrhundert*, 3^e éd., t. V, 1877, p. 116.

(1) En particulier, grâce aux recueils de G. Hérelle, cités ci-dessous, p. XIV, n. 2.

(2) *Les relations de Henri IV et des ducs de Lorraine (1589-1610)*, *Annales de l'Est*, t. XIII (juillet 1900), p. 436-442. Cf. t. XIV (janvier 1900), p. 161-163.

(3) *Histoire universelle de Jacques-Auguste de Thou depuis 1543 jusqu'en 1607*, traduite sur l'édition latine de Londres. Londres, 1736, 16 vol. in-4^o (le t. XVI forme la Table des matières).

nous ne pouvons suspecter la valeur. Des historiens un peu postérieurs, Pierre Matthieu et Henri Davila, renferment, au contraire, de nombreux détails caractéristiques. Le premier a même jusqu'ici joué le rôle de source unique pour la fondation de la Ligue à Nancy ⁽¹⁾, et sa qualité de « Ligueur repentant » ⁽²⁾ permet de le croire bien informé. Le second, grâce à l'abondance et parfois à la précision des renseignements qu'il fournit, à l'intérêt dramatique de son histoire ⁽³⁾, a été longtemps considéré, à son tour, comme un écrivain original et digne de foi ⁽⁴⁾. Depuis longtemps, il est vrai, son crédit baissait et on arrivait presque à le considérer de nos jours comme un second Varillas ⁽⁵⁾. Léopold von Ranke, qui en a fait une étude assez approfondie, avait vu qu'après s'être inspiré constamment de de Thou, il tirait la plus grande partie de ses détails en apparence inédits des Vénitiens Tortora et Campiglia ⁽⁶⁾; nous nous sommes aperçu, à notre tour, que, si pour la question qui nous concerne, Davila n'avait pas emprunté au dernier, il avait puisé largement dans le

(1) *Histoire de France sous les regnes de François I. Henry II..., Henry III. Henry IV...*, t. I, 1631.

(2) Mariéjol, *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution* (publiée sous la direction de E. Lavisse), t. VI, 2^e part., p. 454. — Sur la valeur de Matthieu, v. Lacroix, *Histoire de France pendant les guerres de religion*, 1812-1816, t. III, p. 44 note; Martin Philippon, *Henrich IV. und Philipp III.*, t. I, 1870, p. 384 sq. pour le règne de Henri IV, et surtout, pour celui de Henri III, l'abbé Richard, *Pierre d'Epinaç, archevêque de Lyon, 1573-1599*, thèse, 1901, p. xxviii et 399, n. 1.

(3) *Istoria delle guerre civili di Francia*, Venetia, 1641, in-4^o, et traduction I. Baudouin, Paris, 1657, 3 vol. in-folio d'une seule pagination.

(4) Bouillé le cite comme une source. H. Hauser, *François de la Noue*, thèse, Paris, 1891, p. 224, le dit très bien informé sur les affaires de Lorraine; mais ailleurs, p. xiv, 248-249 et 288, note, il le juge très sévèrement.

(5) « Remarques sur Davila », à la suite des *Mémoires* de Beauvais-Nangis, t. I, 1665, p. 123-283. Sur sa fortune depuis le XVII^e siècle, v. A. Rébelliau, *Bossuet historien du protestantisme*, thèse, Paris, 1891, p. 176-177.

(6) « Ueber Davila's Geschichte der französischen Bürgerkriege. » Ouvr. cité, t. V, p. 5.

premier; par suite, c'est chez Tortora ⁽¹⁾ qu'il faut chercher des informations précises et nouvelles. Nous avons fait la même constatation pour un Espagnol contemporain de la Ligue, Cabrera de Cordoba ⁽²⁾, que nous avons trouvé copiant presque textuellement un de ses compatriotes, Herrera ⁽³⁾. Un autre Espagnol, Cornejo, que de Thou qualifiait d'écrivain « peu exact » ⁽⁴⁾, paraît, au contraire, avoir assez bien connu les événements ⁽⁵⁾.

Parmi les chronologistes, L'Estoile a une importance considérable à cause de sa précision, de son excellente information et des pièces rares qu'il nous a conservées : c'est l'écho vivant du Paris de la Ligue ⁽⁶⁾. Assez loin de lui, mais non sans utilité, est la *Chronologie novenaire* de Palma Cayet, qui reproduit bon nombre de pièces officielles et est toujours très bien au courant ⁽⁷⁾. A ces deux ouvrages français nous devons ajouter le lorrain François de Rosières, seigneur de Chaudeney, prévôt de Saint-Mihiel ⁽⁸⁾,

(1) Homero Tortora da Pesaro, *Istoria di Francia, Nelle quale se contengono le cose auuenute sotto Francesco Secondo, Carolo Nono, Enrico Terzo e Quarto*, Venetia, 1619, in-4^o.

(2) *Felipe Segundo rey de España*. La première édition est de Madrid, 1629. Nous nous sommes servi de l'« edición publicada da real orden », 1876-1877, 4 vol. in-4^o.

(3) Antonio de Herrera, *Historia... de los sucesos de Francia (1585-1594)*, Madrid, 1598, in-4^o.

(4) A propos de l'épisode de la ville de Paris sauvée par les Jésuites. Ce fait est prouvé par les archives de Simancas. V. Forneron, *Histoire de Philippe II*, 1882, t. IV, p. 65.

(5) *Compendio y breve relación de la Liga y Confederacion Francesa*, Bruxelles, 1591. Sur cet ouvrage, v. Hauser, ouvr. cité, p. 225.

(6) *Mémoires-Journaux*, édition des Bibliophiles (Jouaust), 1875-1884, t. I à VII.

(7) Ed. Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, t. XII. L'ouvrage n'est pas, comme la *Chronologie septennaire*, contemporain des événements qu'il raconte; la *Chronologie novenaire* a été rédigée à la suite de la septennaire. Sur Cayet, v. L'Estoile, t. VII, p. 42 sq.; Maimbourg, *Histoire de la Ligue*, 1686, in-4^o, Avertissement non paginé; d'Artigny, *Nouveaux Mémoires*, t. V, p. 155-157, et Philippson, ouvr. cité, t. I, p. 383-384.

(8) V. sur lui Dumont, *Histoire de la ville de Saint-Mihiel*, 1860-1862, t. III, p. 137, et t. IV, p. 410-412 et 249, et surtout notre article, *Rosières de*

qui mit la dernière main à une « Histoire de Lorraine Et des choses memorables advenues en France » et dans les autres pays de l'Europe « Durant soixante-trois années Du Regne de Charles troisieme Duc de Lorraine et de Bar » restée manuscrite, ouvrage de son oncle, l'archidiacre de Toul François de Rosières, qui, en sa qualité de conseiller d'Etat, a connu beaucoup de pièces originales, en reproduit un assez grand nombre et donne toujours des dates très précises ⁽¹⁾.

La plupart des mémoires authentiques, tels ceux de Villeroy, de Chiverny, des Saulx-Tavannes ⁽²⁾, sans parler des recueils d'origine douteuse, comme les Mémoires de Castelnau ⁽³⁾ et surtout ceux du duc de Nevers ⁽⁴⁾, ne peuvent avoir pour nous une très grande valeur, parce qu'ils ont été rédigés dans un but apologétique ou fort longtemps après les événements. Il en est deux, cependant, qui revêtent pour nous une haute importance : ce sont ceux du marquis de Bassompierre et de la Huguerye. François de Bassompierre nous permet d'entrevoir dans son *Journal*, que nous avons tout lieu de croire exact et bien informé ⁽⁵⁾,

Chaudeney et l'histoire de Charles III, Annales de l'Est et du Nord, t. III, avril 1907, p. 194-208, et, en réponse à cet article, celui de Léon Germain du mois d'octobre, *François de Rosières, seigneur de Chaudeney*.

(1) Bibl. mun. de Nancy, ms. 795 (anc. 152). « Dedié à Son Altesse [Charles IV] par le sieur de R. D. C. 1630. » Le titre complet en a été donné par Beaupré, *Nouvelles recherches de bibliographie lorraine, 1500-1700*, 1856, p. 70, et note. Sur le véritable auteur de cette compilation, v. plus loin, p. 62, et l'article cité ci-dessus.

(2) Leurs *Mémoires* sont tous édités dans les tomes VIII à XI de la 1^{re} série de l'édition Michaud et Poujoulat.

(3) Publiés avec additions du Laboureur et de J. Godefroy, 1659, 3 vol. in-folio.

(4) Ed. par Gomberville, 1665, 2 vol. in-folio. V. sur eux : Brémont d'Ars, *Une question de critique historique. Les Pièces fausses des Mémoires de Nevers* (*Revue des questions historiques*, t. XXV, janvier 1884, p. 226-235).

(5) *Journal de ma vie. Mémoires du maréchal de Bassompierre*. Ed. par le marquis de Chantérac pour la Société de l'histoire de France, Paris, 1870, t. I. Sur ces mémoires, v. Chr. Pfister, *les Economies royales de Sully et*

le rôle considérable que son père joua dans la Ligue, en Lorraine. Quant à la Huguerye, un protestant qui fut longtemps secrétaire du comte-palatin Jean-Casimir avant d'entrer au service de Charles III, se mêla constamment aux intrigues des deux princes et connut presque tous les secrets des maisons de Bourbon et de Lorraine; il est pour nous d'autant plus précieux que ses *Mémoires* ont été écrits assez peu de temps après les faits qu'ils relatent ⁽¹⁾; qu'en les dédiant au duc de Lorraine, leur auteur a eu intérêt à ne pas mentir, tout en exagérant souvent son propre rôle, et que la publication de la correspondance de Jean-Casimir ⁽²⁾ vient de les corroborer d'une façon éclatante.

Avec cette correspondance et les *Mémoires de la Ligue* ⁽³⁾, nous avons cité deux des principaux recueils de documents d'archives, intéressant à la fois la Lorraine et la France. Parmi ceux qui ont un caractère local, les *Lettres et instructions de Charles III... relatives à la Ligue*, éditées par Henri Lepage ⁽⁴⁾, le *Mémoire présenté aux Etats de la Ligue*

le grand dessein de Henri IV. *Revue historique*, t. LVI (sept.-oct. 1894), p. 58-60 (tirage à part, p. 46-48), et notre article, *Les relations de Henri IV avec la Lorraine de 1608 à 1610*. *Revue historique*, t. LXXVII (sept.-oct. 1901), p. 46, n. 5.

(1) *Mémoires inédits de Michel de la Huguerye*, éd. pour la Société de l'histoire de France, par le baron A. de Ruble, 1880, t. I à III, et *Ephéméride de l'Expédition des Allemands en France (août-décembre 1887)*, éd. pour la même Société par L. Marlet et le comte Lionel de Laubespain, 1892. — Sur la Huguerye. v. outre les préfaces de ces deux ouvrages (et surtout celle du t. III des *Mémoires*), E. Merlet, *Bibliothèque chartraine (Mém. de la Soc. arch. et hist. de l'Orléanais)*, t. XXX, 1883, p. 228-231; H. Longnon, *Revue des questions historiques*, t. LXXIII (janv. 1903), p. 223-250; E. Duvernoy, *Bull. de la Soc. d'arch. lorraine*, 1903, p. 68, et *Bull. de la Soc. hist. du protestantisme français*, sept.-oct. 1903, p. 468-471.

(2) Briefe des Pfalzgrafen Johann Casimir mit verwandten Schriftstücken, éd. par Fr. von Bezold, München, 1892-1903, t. I à III.

(3) [Simon Goulard], *Mémoires de la Ligue, concernant les evenements les plus remarquables depuis 1576, jusqu'à la Paix accordée par le Roi de France et d'Espagne en 1598*, 2^e éd., Amsterdam, 1756, 6 vol. in-4^o.

(4) Recueil de documents sur l'histoire de Lorraine, 1864.

par Charles III, publié par A. Digot ⁽¹⁾, et les deux volumes de pièces éditées ou résumées par G. Herelle sous le titre de *La Réforme et la Ligue en Champagne* ⁽²⁾ sont les plus importants. Parmi ceux qui intéressent plus particulièrement la France et ont été publiés dans la *Collection des Documents inédits*, figurent les *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane* ⁽³⁾, les *Lettres de Catherine de Médicis* ⁽⁴⁾, les *Recueils des Lettres-Missives de Henri IV* ⁽⁵⁾, les *Procès-verbaux des Etats-Généraux de 1593* ⁽⁶⁾. Les *Calendars of state papers*, édités par le *Record Office* ⁽⁷⁾, ont un caractère plus général, ainsi que les documents tirés des papiers de Simancas et des Archives nationales ou des manuscrits de la Bibliothèque nationale, publiés complètement ou par fragments, en texte ou en traduction, dans les ouvrages déjà anciens de Capefigue, de Bouillé, de de Croze, de E. Henry ⁽⁸⁾, ou les livres plus récents de Tuetey ⁽⁹⁾, de Forneron ⁽¹⁰⁾ et de l'Épinois ⁽¹¹⁾.

(1) Recueil de documents sur l'histoire de Lorraine, t. I, 1855, *in fine*.

(2) T. I, pièces de 1546 à 1598; t. II, de 1559 à 1600. Ed. dans la *Soc. des Sc. et Arts de Vitry-le-François*, t. XIII (1883-1884) et XVI (1889-1890), et à part, Paris, 1888-1892. — C'est aussi l'éditeur des *Mémoires des choses les plus notables advenues en la Province de Champagne (1585-1598). Travaux de l'Acad. de Reims*, t. LXVIII (1879-1880), p. 303-455.

(3) Ed. par A. Desjardins, Paris, 1860-1886, t. IV et V, pour les règnes de Henri III et de Henri IV.

(4) Ed. par les comtes de la Ferrière et Baguenault de Puchesse, 1880 à 1905, t. IV à IX, pour le règne de Henri III.

(5) Ed. par Berger de Xivrey et J. Guadet, 1842-1876, t. I à IV et t. VIII.

(6) Ed. par Aug. Bernard, Paris, 1846.

(7) Nous indiquerons les séries et les volumes dans le cours de ce travail.

(8) *La Réforme et la Ligue en Champagne et à Reims*. Thèse posthume, Saint-Nicolas, 1867.

(9) *Les Allemands en France et l'invasion de Montbéliard par les Lorrains, 1587-1588*, Paris et Montbéliard, 1883, t. I-II.

(10) *Histoire de Philippe II*, 1882, t. IV, *Les ducs de Guise et leur époque*, Paris, 1877, du même auteur, ne contiennent aucun document inédit.

(11) *La Ligue et les Papes*, Paris, 1886 (paru d'abord dans la *Revue des quest. hist.*, sous forme d'articles que nous indiquerons toujours).

Mais les imprimés ne permettent guère que le dégrossissement du travail. Nous avons dû, pour l'achever, dépouiller les Archives de Meurthe-et-Moselle, spécialement les registres des lettres-patentes et les comptes des receveurs ⁽¹⁾, dont E. Henry, dans un article bourré de faits et criblé de notes substantielles, avait déjà tiré un excellent parti ⁽²⁾, et les différents fonds parisiens : à la Bibliothèque nationale la Collection de Lorraine ⁽³⁾, la correspondance des ambassadeurs vénitiens, surtout pour le règne de Henri III ⁽⁴⁾, celle de Henri IV avec M. de Maisse, son ambassadeur à Venise ⁽⁵⁾, celles de Charles III et du duc de Guise ⁽⁶⁾; à la Bibliothèque de l'Institut la collection Godefroy ⁽⁷⁾; aux Archives nationales la correspondance de Philippe II et de ses ambassadeurs en France, provenant des anciens papiers de Simancas ⁽⁸⁾; aux Archives des Affaires étrangères d'autres lettres d'origine lorraine, française, bourguignonne, italienne ou espagnole ⁽⁹⁾, et différentes instructions d'ambassadeurs ⁽¹⁰⁾.

Dans la mise en œuvre de ces documents, nous avons parfois donné, quand il s'agissait d'originaux difficiles à déchiffrer, des traductions, au lieu de rapporter le texte, souvent plus aisé à comprendre qu'à transcrire avec exac-

(1) Série B, registres 44 à 66 et 1155 à 1265.

(2) *Intervention de Charles III, duc de Lorraine, dans les affaires de la Ligue en Champagne. Mém. de la Soc. d'arch. lorraine*, 2^e série, t. VI (1864), p. 72-136. Il y a là toute l'histoire de la Ligue en Lorraine, malheureusement sans références; nous y renverrons constamment.

(3) En particulier les t. 12, 12 bis et 27 à 32.

(4) Fonds Italien, t. 1731 à 1743.

(5) Colbert (V^e), t. 369.

(6) *Id.*, t. 9 à 11, 398; Fonds Clairambault, t. 357-358 et Fonds Dupuy, t. 537 et 582.

(7) En particulier les t. 51 et 97.

(8) Ancienne série A et B, aujourd'hui K. 1448-1450 et 1543-1589.

(9) *Fonds Mémoires et Documents*, Espagne, t. 297 à 332.

(10) En particulier *Id.*, France, t. 371.

titude ⁽¹⁾. Nous avons souligné nous-même les passages caractéristiques. Pour les ouvrages imprimés, nous avons toujours donné les éditions originales en langue étrangère, en faisant suivre l'indication de la traduction; il n'y a guère que de Thou dont nous n'avons pas vu l'original latin. Lorsque nous l'avons pu, nous avons cité les différentes éditions du même ouvrage ⁽²⁾, et, quand celui-ci était rare, nous en avons indiqué la cote à la Bibliothèque nationale. Nous espérons ainsi, grâce aux secours de toutes sortes qui ne nous ont jamais manqué ⁽³⁾, avoir fait un travail à la fois utile à l'histoire de la Lorraine et de la France et à celle de la Ligue en général.

(1) C'est ce qu'avait fait déjà M. de Carné à propos de la correspondance du duc de Mercœur (ouvr. cité plus bas, p. 2, n. 5).

(2) En particulier pour les ouvrages parus d'abord sous forme d'articles de revue.

(3) Nous avons ici le plaisir et le devoir de remercier M. R. Parisot, professeur d'Histoire de l'Est à l'Université de Nancy, qui nous a donné la première idée de cette étude; pour les manuscrits, M. E. Duvernoy, docteur ès lettres, archiviste départemental de Meurthe-et-Moselle, qui a guidé nos recherches dans le dépôt confié à sa garde, nous a prêté ses livres et ses notes; MM. Favier, A. et G. Pélerin, conservateur et bibliothécaires de la Bibliothèque municipale de Nancy, qui nous ont communiqué, avec une bienveillance inlassable, les livres et les manuscrits du *Fonds lorrain*; nos maîtres, MM. Chr. Pfister et G. Pariset, et notre ami, M. G. Morizet, professeurs d'histoire aux Universités de Paris et de Nancy et au lycée de Nancy, qui nous ont tous trois prêté leurs livres.

LES PRÉTENTIONS DE CHARLES III

DUC DE LORRAINE

I

Les origines des prétentions de Charles III.

Charles II de Lorraine, que nous appelons Charles III ⁽¹⁾, était né en 1543 ⁽²⁾ du duc François I^{er} et de Christine de Danemarck. Il avait succédé à son père en 1545 et devait régner jusqu'en 1608. C'était, au physique, un homme grand et vigoureux, d'une excellente santé entretenue par des exercices répétés, d'une physionomie fine et grave, mais dont ses panégyristes ont sensiblement exagéré la beauté ⁽³⁾. Son grand air était encore relevé par l'aisance de ses manières. Elevé dès 1552 à la cour du roi de France Henri II, avec ses fils et Marie Stuart, le duc avait l'esprit cultivé, aimait les lettres et les arts, surtout l'histoire et le

(1) En tenant compte du dernier carolingien, Charles de Lorraine.

(2) Le 22 février 1542 ancien style ou 1543 nouveau style, d'où la différence que l'on trouve chez certains historiens lorrains. Cf. *Journal de la Soc. d'archéolog. lorr.*, 1889, p. 260.

(3) Suivant Le Pois, *Caroli III. Macarismos*, reproduit par dom Calmet, t. V, col. 718 (II, 1344), Charles III passait pour le plus beau prince de son siècle; il était si bien fait que tous les princes de l'Europe voulaient avoir son portrait et que le sultan Amurat III se le faisait apporter tous les ans. Celui que nous présente une médaille reproduite au frontispice de l'*Eloge de Charles III*, par J.-F. C. (Jean-François Coster), Nancy, 1764 (*Catalogue Favier*, n° 545), et par R. de Magnienville dans son *Claude de France*, Paris, 1885, p. 72, est loin de nous donner cette impression. — Cependant telle paraît avoir été celle des contemporains : au fol. 66 v° du ms. franç. 11.809, cité plus loin (p. 10, n. 2), on a ajouté après la mort de Charles III : « il était le prince de son temps le mieux fait, d'une taille riche et majestueuse, d'un esprit supérieur, affable, libéral, prudent, amateur de sciences, riche ».

droit, la guerre et les constructions. Aussi était-il volontiers fastueux et allait-il introduire à la cour de Nancy un luxe et un appareil qui contrastaient singulièrement avec la simplicité de ses prédécesseurs ⁽¹⁾.

Le règne de Charles III, que ses sujets ont nommé *le Grand*, devait être, d'ailleurs, marqué par une transformation complète de la Lorraine ⁽²⁾. La seconde moitié du XVI^e siècle correspond, en effet, à une modification dans la situation économique du pays, étroitement liée à une transformation politique qui s'explique en partie par l'hérédité et l'éducation de Charles III. Avec lui la Lorraine, d'Etat féodal qu'elle était restée, tend à devenir un Etat moderne, à l'imitation de la France. Déjà le nouveau duc, fils de Christine de Danemarck, nièce, admiratrice et auxiliaire de la politique de Charles-Quint, semblait pré-disposé à l'absolutisme; un séjour de sept années à la cour de France (1552-1559) devait encore fortifier ces dispositions; on le vit bien quand Charles III, de retour dans son duché, s'abstint, deux ans durant, de faire à Nancy une entrée solennelle qui l'entraînait à confirmer les privilèges de la chevalerie lorraine ⁽³⁾.

Cependant, s'il aimait à se voir obéi, Charles III savait aussi se plier aux circonstances : ce souverain prudent, qui devait mériter le surnom de *Cunctator* ⁽⁴⁾, avait toutes les qualités d'un homme politique. Il parlait peu ⁽⁵⁾, écou-

(1) Sur la cour de Nancy à la fin du XVI^e et au commencement du XVII^e siècle, v. H. Lepage et A. de Bonneval, *Les Offices des duchés de Lorraine et de Bar et la Maison des ducs de Lorraine et de Bar*. Mém. de la Soc. d'arch. lorr., 1869, p. 17-440.

(2) Cf. E. Duvernoy, *Les Etats généraux des duchés de Lorraine et de Bar jusqu'à la minorité de Charles III* (1559), thèse, 1904, p. v, 243-245 et 417.

(3) *Id.*, p. 244. Cf. Dom Calmet, t. V, col. 731; Lionnois, *Histoire... de Nancy*, 1805 (*Catalogue Favier*, n° 2.436), t. I, p. 326, et Ch. Sadoul, *Essai historique sur les institutions judiciaires de Lorraine*, 1898, p. 143-144.

(4) D. Calmet, t. V, col. 888 (II, 1454), d'après Le Pois, *o. c.* p. 169.

(5) C'était là, peut-être, un trait de famille. En 1591, Diégo de Maldonaldo écrivait à Philippe II sur le duc de Mercœur : « il y a bien peu de gens aux-

tait volontiers les avis des personnes compétentes, faisait de fréquents voyages dans ses Etats pour en connaître directement les besoins et s'entoura toujours de conseillers avisés. Tous ses actes étaient calculés et, le plus souvent, dictés par son intérêt : c'est ainsi que sa générosité s'alliait à une sévère économie, son amour du faste à une réelle simplicité de vie ⁽¹⁾. Jamais, semble-t-il, il ne poussa ses principes jusqu'à leurs conséquences extrêmes : très religieux, il lutta comme son aïeul Antoine contre les calvinistes; mais il ne fut jamais intolérant, accueillait les juifs ⁽²⁾, traitait volontiers avec les protestants : l'un d'eux, Jean IX, comte de Salm, maréchal de Lorraine de 1560 à 1600 ⁽³⁾, était en quelque sorte son premier ministre ⁽⁴⁾. Ce n'est que très tard, et pour des raisons personnelles, que le duc se mêla en France aux guerres de religion; son ambition fut toujours en quelque sorte tempérée par la politique ⁽⁵⁾.

Cette ambition, qui le fit viser au trône de France, avait chez Charles III ses origines dans sa qualité de chef de la maison de Lorraine et dans ses propres alliances. Depuis le début du XVI^e siècle, l'on croyait généralement que la maison de Lorraine descendait de Charlemagne ⁽⁶⁾.

quels il donne sa confiance, *ce qui est un défaut de tous les membres de la maison de Lorraine* ». G. de Carné, *Correspondance du duc de Mercœur et des ligueurs bretons avec l'Espagne*, 1899, t. I, p. 53.

(1) D. Calmet, l. c.

(2) A. Bloch, *Une expulsion des juifs en Alsace au XVI^e siècle*. *Revue des études juives*, t. XXXI (1895), p. 88-96. Cf. Chr. Pfister, *Les fortifications de Nancy du XVI^e siècle jusqu'à nos jours*. *Annales de l'Est et du Nord*, t. I (1905), p. 209.

(3) Lepage, *Offices*, p. 75, et sur les attributions des maréchaux, p. 69-71. Sur ce personnage, v. G. Save, *Correspondance des comtes de Salm de 1550 à 1600*. *Bull. de la Soc. philomathique vosgienne*, t. XVI (1890-1891), p. 129 et 135.

(4) *Mém. de Nevers*, t. I, p. 121.

(5) C'est pourquoi on a pu prétendre qu'il n'était pas ambitieux. Cf. Benoît Picard, *Réplique à Baleicourt*, p. 33-34.

(6) Digot, t. I, p. 421, cite comme étant de Louis de Haraucourt, évêque de Verdun à la fin du XV^e siècle, une chronique qui paraît avoir été inventée

A cette époque, Symphorien Champier, premier médecin du duc Antoine et historien fécond ⁽¹⁾, écrivit « *Le recueil ou croniques des hystoires des royaumes daustrasie ou france orientale, dite a present lorraine De hierusalem, de Cicile Et de la duché de Bar, Ensemble des saintz contes et euesques de toulx contenant sept liures tant en latin que en francoys* ⁽²⁾ ». Non seulement il était persuadé que les ducs de Lorraine descendaient de Guillaume de Boulogne, frère de Godefroi de Bouillon ⁽³⁾, mais il montrait « Comment les ducz de lorraine sont descenduz du roy pépin et de charlemaigne empereur et roy ⁽⁴⁾ », déclarant contre Robert Gaguin et d'après Antoine Florentin que Charles de Lorraine n'était pas mort prisonnier à Orléans et avait laissé un fils Othon lequel, n'ayant pas d'enfant, céda la Lorraine à Godefroi, comte d'Ardenne, « qui estoit sorty et descendu de sa ligne masculine ⁽⁵⁾ ». Il appuyait sa généalogie de deux fondations de Thierry I^{er}, trouvées « dedans les archives de saint George de Nancy, datees de lan de grace mil LXX. », où le duc disait « estre des-

beaucoup plus tard et où, tout en considérant Thierry I^{er} comme fils de Gérard d'Alsace, l'on paraît déjà faire descendre celui-ci de la maison de Boulogne. Toutes les généalogies des ducs de Lorraine dont nous parlons plus loin sont, d'ailleurs, résumées par Digot, p. 422-424.

(1) Il a composé, entre autres, une *Francorum rerum genealogia* dont Th. Godefroy a donné des extraits dans son *Histoire de Charles VIII*, 1617. H. Hauser, *Les sources de l'Histoire de France, XVI^e siècle (1494-1610)*, 1906, p. 12.

(2) D'après Beaupré, *Recherches sur les commencements de l'imprimerie en Lorraine*, p. 29 ss., l'ouvrage aurait été publié à Lyon en 1510. L'exemplaire de la Bibliothèque nationale que nous avons consulté (Réserve L5 a, 1), Lugdunum, s. d., a sa préface datée de Nancy, 5 février 1509 : c'est évidemment l'ancien style.

(3) Chap. XIV, fol. e.

(4) *Id.*, fol. diij.

(5) *Id.* fol. diij v^o. Au chap. XVI, intitulé : « Comment Godeffroy conte d'ardenne grant père de Godeffroy de boloingne de par sa mere fut duc de lorraine », il est dit qu'il le devint « comme le plus prochain de la ligne masculine de Otho », et que la sœur de Godefroi d'Ardenne, Ydain, épousa Eustache, comte de Boulogne, d'où sortirent Godefroi de Bouillon et Guillaume de Boulogne (fol. diij et v^o).

cendu de Charles le grant ⁽¹⁾ ». Il allait encore plus loin et, remontant dans la généalogie des rois d'Austrasie, les faisait venir d'Albéron, fils de Clodion le Chevelu ⁽²⁾, que dans « La genealogie des nobles princes de lorraine dont vient Godeffroy de bologne », il faisait descendre de Priam, « le premier prince entre les francoys » régnant en 421 ⁽³⁾.

Dès lors l'impulsion était donnée. Sous le règne de Charles III, Edmond du Boullay, son premier « hérault et roy d'armes », répéta à peu près la même chose ⁽⁴⁾; mais son confesseur, frère Jean d'Aucy, religieux observantin de Saint-François, ne craignit pas de faire remonter la maison de Lorraine jusqu'à Adam ⁽⁵⁾. Dans un ouvrage

(1) Fol. *etij.*

(2) Fol. *b vo.*

(3) Chap. XVII. Champier a soin de répéter que « Charles le grant et guerrien estoient sortis de Alberon, premier roy d'Austrasie. »

(4) Nous ne connaissons de lui que « les Genealogies des tres illustres et tres puissans Princes les Ducz de Lorraine », Paris, 1549, in-16 (Bibl. nat., Lm³ 587), ouvrage dédié à Charles III; mais Wassebourg, dans son ouvrage paru la même année, cite comme source « Maistre Edmond du Boullay », auquel il adresse une épigramme. Il s'agit sans doute de la vie des ducs Antoine et François, éditée en 1547 (Digot, t. I, p. 422 sq.), où du Boullay fait descendre les ducs de Lorraine « du roi Priam et des Troyens » en citant de prétendus historiens pour garants, à moins que ce ne soit « Les dialogues des trois estatx de Lorraine, sur la très joyeuse nativité de... Charles de Lorraine, avec la généalogie de tous les roys et ducs qui ont régné en Austrasie dicte Lorraine, depuis Adam jusque au dict prince Charles... », Strasbourg, 1543 (*Catalogue Favier*, n° 544) que nous n'avons pas vu. Dans ses « Genealogies », du Boullay donne comme premier duc de Lorraine le troyen Mosellanus, qui aurait donné son nom à la Moselle et se borne à faire remonter la famille à Pharamond. Il ne diffère guère de Champier qu'en ce qu'il fait mourir (p. 1) Charles de Lorraine à Orléans.

(5) « Epitome de l'origine et succession du duché de Lorraine » (Bibl. nat., ms. franç. 4.891), ouvrage de 114 feuillets à écriture gothique, daté de Nancy, juillet 1556, et dédié à Charles III, pour qui il déclare l'avoir écrit en français. Le passage où d'Aucy remonte de Pharamond à Adam, par une cinquantaine de générations, est aux fol. 24 ss. (Cf. Digot, t. I, p. 423). — Mais ce religieux avait, lui aussi, écrit bien avant : en 1549, Wassebourg cite comme source les « Lustrations de Jean d'Aucy, pour les antiquitez de Lorraine ».

pédantesque, où les années sont toujours comptées à la fois d'après la création et l'ère chrétienne, l'auteur, pour « clorre la parole des mal disans », prétendait citer ce que « Pierre de Treues, Abbé de Saint Maximin les Treues et Adalbert d Andernach, Abbé de Metteloch viuantz en lan 699 et 718 ont laissé par escriptz de lorigine de Lorraine ez vies de saintz Basin et Luthuin Archeuesque de Treues ⁽¹⁾ .» Mais son livre resta manuscrit.

Ainsi les historiens lorrains s'efforçaient d'appuyer leurs élucubrations sur d'anciens textes, qu'ils inventaient; l'archidiaque de Verdun, Richard de Wassebourg, tenta de faire mieux encore. Il voulut dresser un corps de ces théories et, en reprenant les systèmes de Champier et de du Boullay, en les corrigeant et en les appuyant sur des documents inédits, d'apparence irréfutables, parvint à établir pour trois quarts de siècle l'origine carolingienne des ducs de Lorraine ⁽²⁾. Dans son « *Premier Volume des Antiquitez de la Gaule, Belgique, Royaulme de France, Austrasie et Lorraine. Avec l'origine des Duchez et Contez de l'ancienne et Moderne Brabant... Lorraine, Barrois... Waudemont, Iainville... et aultres principaultez. Extraites sous les vies des Euesques de Verdvn... Ancienne cité d'icelle Gaule, Avec plusieurs Epithomes, et sommaires, es vies des Papes, Empereurs, Roys, et princes dessus dictz. Depuis Iules Cæsar iusques a present* », ouvrage publié à Paris en 1549 ⁽³⁾, Wassebourg, copiant presque

(1) Ms. cité, fol. 2 v^o. Les extraits sont, en latin et en français, au folio suivant.

(2) Toutes ces fausses généalogies, comme l'établira plus tard Théodore Godefroy, dans sa *Genealogie des ducs de Lorraine fidèlement recueillie de plusieurs Historiens et Titres authentiques*, MDCXXIV, in-4^o (*Catalogue Favier*, n^o 407), préface, p. *aiij*, provenaient de la confusion établie par les historiens entre les duchés de Basse-Lorraine et de Lorraine Mosellane.

(3) Bibl. nat., L^{es} 55. « Fut achevé d'imprimer le 15 de novembre 1549 ». Le privilège est daté du 1^{er} octobre.

textuellement du Boullay, faisait descendre Thierry I^{er} de Guillaume de Boulogne et, par suite, des Carolingiens ⁽¹⁾, qu'il unissait encore aux ducs de Lorraine par d'étroites alliances, « Au royaume de lorraine y auait vn grand prince nommé Reginervs ou Reginerivs, d'ancienne noblesse, extraicte par longue posterité de Clodion le Chevelu, deuxiesme roy de France, *et partant du sang de Charlemaigne*, et comme dict l'historien de lorraine ⁽²⁾, il auoit espousé Ermengarde, fille de Lothaire » 1^{er}, qui donna son nom à la Lorraine. Et non seulement il rattachait les Carolingiens aux Mérovingiens, mais il faisait descendre ceux-ci directement de Jules César et des Troyens ⁽³⁾. Dans sa partie fondamentale, celle qui concernait les origines carolingiennes des ducs de Lorraine, Wassebourg s'appuyait sur des chartes falsifiées, mais qu'il ne paraît pas avoir inventées ⁽⁴⁾. L'ouvrage avait ainsi un caractère historique qui dut déconcerter les contemporains : trois ans après, lorsque Henri II se fut emparé de Metz, Toul et Verdun, Charles Estienne, fils du fameux Robert, voulant faire connaître au roi la Lorraine ⁽⁵⁾, se bornait à copier l'archidiacre de Verdun pour le passage du duché de la famille de Charles de Lorraine à celle de

(1) Sur Othon, fils de Charles de Lorraine, voir fol. xv et ccxviii; sur son successeur, Godefroi et leurs descendants, fol. ccxv et cclxiii ss.

(2) C'est évidemment du Boullay dont Wassebourg, dans son épigramme citée plus haut (p. 5, n. 4), qualifie l'ouvrage de « livre de vie ». Tout ce passage (fol. x v^o) se retrouve au fol. bi des « Genealogies » citées au même endroit.

(3) Marcomir, fils du roi des Troyens « Scythiens » étant allé en « Saxonie », son fils Anténor s'établit en Gaule (fol. vi et v^o); un de leurs descendants, Austrasius, donna son nom à l'Austrasie. Sur la descendance de Jules César, v. Digot, t. I, p. 424. Sur cet ouvrage en général, v. Benoît Picard, *L'origine de la très illustre maison de Lorraine*, p. iii, vii et xii.

(4) Digot, l. c.

(5) « Discours des Histoires de Lorraine et de Flandres. Au Roy très chrestien Henry II. A Paris, chez Charles Estienne, Imprimeur du Roy. M.D.LII. Par privilege dudict Seigneur ». (Bibl. nat., Lk^a 896). La dédicace est d'août 1552 et Charles Estienne paraît être l'auteur.

Godefroi de Bouillon ⁽¹⁾, et reconnaissait implicitement que la lignée de celui-ci descendait des Carolingiens ⁽²⁾.

A ce moment, Charles III se trouvait à la cour de France; mais en 1549 il était trop jeune pour avoir eu la moindre part à la rédaction des ouvrages de du Boullay et de Wassebourg; ils étaient dus vraisemblablement à la maison de Guise, les cadets de Lorraine issus de René II, qui commençaient alors en France leur brillante fortune et avaient besoin, pour se pousser, de relever leur origine. En 1550, en effet, dans l'oraison funèbre de Claude de Lorraine, premier duc de Guise, le religieux Guillauld rattachait ouvertement la maison de Lorraine à la race de Charlemagne ⁽³⁾. Ce fut surtout le cardinal de Lorraine qui eut à cœur d'établir cette parenté. Ronsard lui adressait une poésie commençant par ce vers :

Si je voulois chanter ton ayeul Charlemaigne ⁽⁴⁾.

Si l'on en croit le cardinal d'Ossat, Charles de Lorraine aurait fait publier sous François II un ouvrage intitulé :

(1) Les noms et les dates du « Discours » (fol. *eii* v^o et sq.) sont identiques à ceux des fol. ccxv et v^o des « Antiquitez » de Wassebourg.

(2) Charles de Lorraine étant mort prisonnier à Orléans « Et partant demeura le Duché de Lorraine au royaume de France : mais les Roys qui furent depuis Capet, permirent que la lignée de Charles, filz de Lothaire, en iouyst par cy apres en tiltre de Duché, soubz le Roy de France, *parce que la lignee de Charles estoit extraite des Roys de France* ». Or l'auteur dit expressément ensuite que Othon mourut sans enfants. D'ailleurs, adoptant comme les historiens lorrains le passage de la Lorraine à la maison de Boulogne, il devait admettre la parenté de ses ducs avec les Carolingiens.

(3) Labitte, *De la démocratie chez les prédicateurs de la Ligue*, 2^e éd., 1865, p. 91. L'ouvrage de Guillauld est indiqué au *Catalogue* Favier, n^o 756.

(4) La pièce, faite évidemment de commande, car les vers en sont très faibles, est reproduite dans la « Genealogie de la tres illustre et royale maison de Lorraine » (Bibl. nat., L³ m. 391), arbre généalogique rédigé sous Charles III, sans doute vers la fin du XVI^e siècle, car Charles, cardinal de Lorraine, n'y est pas nommé primat. On y reproduit aussi deux fondations de Godefroi de Bouillon de 1090 « lesquelles se voit es Archives de leglise S. George de Nancy ».

« La maison de Lorraine descend en ligne droite, et de père en fils, de Charlemagne ⁽¹⁾. »

Charles III, devenu majeur, devait, d'ailleurs, persévérer dans une voie qui flattait sa vanité. Il aimait tout ce qui rappelait l'histoire de sa race : en 1570, il rétribua deux peintres différents, l'un pour « la peinture et description de la genealogie des comtes de Bar », l'autre pour l'ornementation « d'ung livre armoyé (*sic*) de la genealogie des ducs de Lorraine et de Barrois », dont il fit cadeau à son cousin le duc d'Aumale ⁽²⁾, sans doute Claude de Lorraine, le frère du cardinal Charles. L'année suivante, il remboursait à l'archidiacre de Toul, François de Rosières, 500 francs que celui-ci avait avancés « pour l'achat d'une carte des genealogies de Lorraine, escripture d'icelles, pourtraictz, salaires et vacations de peintres, louages de maison et autres choses, laquelle carte auroit esté dressée et faict peindre de l'ordonnance » du duc lui-même ⁽³⁾. Dans ces conditions, il est permis de croire que des ouvrages comme les *Austrasiæ reges et duces epigrammatis* de Nicolas Clément, qui rappelaient à la fois l'origine troyenne et carolingienne des ducs de Lorraine ⁽⁴⁾, n'étaient ni composés sans son agrément, ni accueillis comme de vaines flatteries. On comprend aussi que Charles III ait généreusement récompensé un de ses secrétaires ordinaires « pour quelques libures qu'il luy auoit donné signamment

(1) *Discours sur les effets de la Ligue en France*, traduit de l'italien et placé en tête de la *Vie du cardinal d'Ossat* [par M^{me} d'Arconville], 1771, p. 35. — Nous n'avons trouvé mention du livre cité par d'Ossat ni dans la *Bibliothèque* du P. Lelong, ni dans le *Catalogue de l'Histoire de France* de la Bibliothèque nationale.

(2) Mandements des 18 mai et 19 octobre 1570. Arch. de M.-et-M., B. 1155, fol. 242 v^o, et B. 1158, fol. 343.

(3) Mandement du 17 mai 1571. *Id.*, B. 1158, fol. 285 v^o. Cité par H. Lepage, *Inventaire des Archives de la Meurthe*, t. I, p. 143, avec rajeunissement de l'orthographe.

(4) Le *Catalogue* Favier (n^o 404) donne à ce livre la date de 1593; or le titre porte M.D.XCI (et II ajouté à l'encre). De plus, l'épître dédicatoire

celuy du (*sic*) Godefroy de Bouillon contenant les loix et edictz faictz en la terre sainte ⁽¹⁾. »

On peut aller plus loin et croire que le duc avait demandé à l'archidiacre de Toul, après avoir surveillé la carte de 1571, de composer les « Alliances et genealogies des serenissimes, tres puissans Ducs de Lorraine des Clodomir roy de France Orientale, commençant lan 319. Ivsques a Charles 3^e Regnant », ouvrage qui fut achevé dans le courant de l'année 1574 ⁽²⁾. L'auteur commençait par établir « l'origine des françoys Orientaux et Occidentaux, D'esquels sont sortis les sérénissimes Ducs de Lorraine et de Bar. Les roys et Ducs des François Orientaux et Occidentaux, déclarait-il, selon les plus fameux historiographes

à Charles III est datée de Vizetiae Vaudalimontanæ tuæ (Vezelize) II. Non. sextil. CIOLOXXIII, ce qui reporte à près de 20 ans la composition de l'ouvrage. Cette épître commence ainsi :

Dardania qui tangis origine numen

Le volume se termine par ces vers, qui semblent rappeler la parenté des ducs de Lorraine avec Godefroi de Bouillon :

Hic Regum de stirpe satus qui viribus olim
Turearum sceptris imponere iugum.

Les vers de cette dernière page (p. 130), où le poète souhaite au duc de vivre aussi vieux que Nestor avec son épouse Claude, montrent que la date doit bien en être reportée à 1573. — Il y a par suite une erreur dans la préface de la traduction française (*Catal.* cité, n^o 405), imprimée à Epinal en 1617, et qui commence ainsi : « Il y a environ 16 ans que feu Nicolas Clement composa en latin cet ouvrage ».

(1) Mandement du 27 juillet 1579. Arch. de M.-et-M., B. 1183, fol. 269 v^o. Il s'agit des Assises de Jérusalem.

(2) Bibl. nat., ms. franç. 11.809, in-4^o relié de 110 feuillets, avec rubriques et armoiries des ducs de Lorraine. L'ouvrage est sans nom d'auteur; mais la façon dont sont disposées les preuves, à la fin de chaque chapitre, est exactement la même que dans les *Stemmata* de Rosières et elles renvoient aux mêmes auteurs. De plus, certains passages — que nous indiquerons en note — sont à peu près identiquement traduits dans l'ouvrage latin. Quant à la date, on peut la déterminer assez exactement. Au fol. 66 v^o, l'auteur dit que Charles III a épousé Claude de France, dont il a eu neuf enfants, dont le dernier Claude, « vivans tous heureusement ». Or, d'après dom Calmet, t. V, col. 857 (II, 1438), Claude et Elisabeth, sœurs jumelles, sont nées en 1574 et la première est morte la même année. D'autre part, la mort de Claude de France, survenue le 25 février 1575, n'est pas mentionnée.

sont issus des Roys de Troye la grande ⁽¹⁾. » Après avoir longuement discuté et cité, entre autres, l'autorité de Trithème et de Régino, abbé d'Ursperg, il écrivait que « les ducs commencerent a regner sous le Roy Clodomir, et les Roys et Ducs des François procedent veritablement d'un mesme tronc ⁽²⁾. » Puis venait le « Recueil sommaire de l'origine, ancienneté, grandeur, noblesse et alliance de la tres illustre maison de Lorraine dez Dagobert Roy des François Orientaux jusques a Charles III^e », que Rosières prétendait avoir entrepris pour réfuter, par les chartes, les « calomnies daucuns mal-veullans et detracteurs dicelle ⁽³⁾. » D'après les documents authentiques, ajoutait-il, « en ceste tres noble maison de Lorraine se trouuent deux lignees masculines, Lesquelles iagoit semblent estre interrompues par fautes d'hoirs masles, toutefois elles sont continuées iusque au iourd'hui. La première est de Dagobert iusque Godefroy a la Bosse, et la seconde des Eustache pere de Godefroy de Buillon iusques a Charles » III. « Et iagoit que ceste Lignee soit continuee de pere en fils, Ce neantmoins quant a la succession au Duché de Lorraine, elle na esté tousiours par lignee directe, ains interrompue par deux fois, et consequemment ledict Duché et son droict venu en ligne collaterale ⁽⁴⁾. » Après avoir suivi la première lignée, Rosières reprenait la seconde en remontant de Charles III à Eustache de Boulogne, et notait deux interruptions dans la succession masculine pour le duché, mais non pour la descendance de la maison. « Quant a l'autre lignee ascavoir desdicts Pepins et Charlemaigne, continuait-il, ledict Eustache de Boullongne en est sorty tant du costé paternel que maternel. » Et Rosières montrait

(1) Bibl. nat., ms. franc. 11.809, fol. 2.

(2) *Id.*, fol. 4.

(3) *Id.*, fol. 5 v°. Cf. le passage de Jean d'Aucy cité plus haut, p. 6.

(4) *Id.*, fol. 6 et v°; cf. *Stemmata*, fol. 172 v°.

comment, par son père, il procédait de Charles le Chauve, et, par sa mère, de Charles de Lorraine, et comment Charles III était issu, par Yolande d'Anjou, de Louis de France, fils de Jean le Bon, et, par suite, descendait de Hugues Capet. « Par lesquelles gradations et desductions apert clerement que *la maison de Lorraine est descendue de trois lignees de Roys de France* et auparavant du noble sang troyen », sans parler de ses alliances matrimoniales avec les « premieres maisons de la chrestienté ⁽¹⁾. » L'origine de la première lignée, montrait-il en terminant l'ouvrage, « se prouve non seulement par les historiens françois, ceux de la gaulle belgique et Flandres, mais encor par aucunes chartes trouuees ez diverses eglises et monasteres », entre autres ceux de Mételoch, de Tholée, de Saint-Martin de Trèves, de Saint-Arnould de Metz, de Saint-Vanne de Verdun, dont il se bornait à donner les dates « pour cause de briefueté », mais qu'il devait publier plus tard ⁽²⁾.

Sous le règne des premiers Valois-Angoulême, ces généalogies ne pouvaient avoir aucune valeur effective; elles ne faisaient que rehausser le prestige d'une famille princière et avaient surtout servi aux Guises. Il n'en devait plus être de même sous Henri III. Avec ce roi au caractère bizarre, aux mœurs décriées, qui semblait prendre à tâche de mécontenter toutes les classes de la nation, n'avait pas d'enfant et ne paraissait pas près d'en avoir, une généalogie montrant qu'à côté de la race régnante existaient les descendants d'une famille à laquelle revenait par droit de succession le trône de France, pouvait être un puissant auxiliaire pour l'établissement d'une dynastie nouvelle.

(1) Bibl. nat., ms. franç., fol. 7-8; cf. *Stemmata*, fol. 173.

(2) *Id.*, fol. 110 et v^o; cf. *Stemmata*, fol. 173. Dans la préface de ce dernier ouvrage se trouvent presque toutes les chartes citées dans le manuscrit.

Dès la fin du règne de Charles IX, le « *Réveille-Matin des François* » opposait à l'usurpation du trône par la famille de Hugues Capet les droits du duc de Guise, descendant de Charlemagne ⁽¹⁾. En 1576, l'année de la fondation de la Ligue de Péronne, l'avocat David avait déclaré dans un mémoire fameux que « combien que la race des Capet ait succédé à l'administration temporelle du Royaume de Charlemagne, elle n'a point... succédé à la bénédiction Apostolique affectée à la postérité dudit Charlemagne tant seulement.... Il se voit à l'œil que la race des Capet est du tout abandonnée à sens réprouvé : les uns étant frappés d'un esprit d'étourdissement... les autres réprouvés de Dieu et des hommes, pour leur hérésie.... Au contraire les rejettons de Charlemagne sont verdoyants... pleins de vigueur en esprit et en corps, pour exécuter choses hautes et louables. » Par suite, il était naturel et nécessaire « d'annihiler la succession ordinaire, introduite par Hugues Capet, et rendre la déclaration d'icelle sujette à la disposition des Etats, comme elle estoit anciennement. » Et David concluait que le duc de Guise, en faveur de qui il écrivait, devait enfermer « le Roi et la Reine dans un Monastère comme Pépin son ancêtre fit à Childeric; et par ce moyen » réunir « l'héritage temporel de la Couronne a ceux de la bénédiction Apostolique qu'il possède maintenant pour tout le reste de la succession de Charles le Grand ⁽²⁾. »

Evidemment ces paroles étaient l'expression personnelle de la pensée de David et elles ne visaient que Henri de Guise; mais elles montraient comment, dans le méconten-

(1) Mariéjol, ouvr. cité, p. 147.

(2) *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 2-3 et 5; Capefigue, t. IV, p. 45-49. Cf. de Thou, l. LXXIII, t. VII, p. 453-454 et 456. Sur l'origine, la date et la valeur de ce document, v. Henri Martin, t. X, p. 441, note; G. Weill, *Les théories sur le pouvoir royal en France pendant les guerres de religion*, thèse, 1891, p. 145, et Brémont d'Ars, *Jean de Vivonne*, 1884, p. 73.

tement croissant contre le roi, on pouvait exploiter des prétentions qui s'appuyaient sur les droits du sang, et si elles faisaient la part si belle à un cadet de Lorraine, que ne pouvaient-elles faire espérer au chef de cette maison, prince souverain, héritier et descendant de plusieurs familles de France, et étroitement apparenté aux Valois eux-mêmes ! Charles III paraissait le donner lui-même à penser lorsqu'il faisait frapper, l'année suivante, une médaille avec la devise ancienne de la maison de Lorraine : « *Et adhuc spes durat avorum* ⁽¹⁾. » Et lui qui, en qualité de descendant de René I^{er}, duc de Lorraine et d'Anjou, comte de Provence et roi de Sicile, s'intitulait duc de Lorraine et de Bar et comte de Provence ⁽²⁾, et qui avait obtenu de Henri III, en 1575, la renonciation à ses droits de souveraineté sur le Barrois mouvant ⁽³⁾, ne pouvait-il, le cas échéant, réclamer au moins l'Anjou et la Provence, alors que les ducs de Guise émettaient des prétentions sur ces deux provinces ⁽⁴⁾ ?

Charles III eût été d'autant mieux fondé à une réclamation de ce genre que la dot de sa femme, Claude de France, laquelle seule devait garantir la validité de ses renonciations à « tout droit paternel et maternel qui lui pourroit

(1) Chantereau Le Febvre, *Considérations historiques sur les généalogies de la maison de Lorraine*, 1642, p. 3. Cf. Digot, t. IV, p. 285. La devise était depuis longtemps adoptée par la maison de Lorraine. — Cette même année, Jérôme Lippomano, ambassadeur de Venise à Paris, déclarait que la maison de Lorraine passait pour « la plus ancienne de toute la chrétienté et la plus noble. » *Relations des ambassadeurs vénitiens* (Soc. de l'Hist. de France), 1^{re} éd., t. II, p. 633.

(2) Naturellement, les rois de France ne lui reconnaissaient pas ce dernier titre, qui ne figure pas dans le contrat de mariage de Claude de France. D. Calmet, t. VII, *Preuves*, col. xc III, cccxxvi).

(3) *Id.*, t. V, col. 756-757 (II, 1369-1370). Cf. Digot, t. IV, p. 222-224.

(4) En 1582, *Relations des ambassadeurs vénitiens*, 1^{re} série, t. IV, p. 439. En 1583, « Discours sur le droit prétendu par ceux de Guise sur la couronne de France, *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 18. Cf. en 1587, du Bellay, *Examen du discours contre la Maison royale de France* (Bibl. nat., Lb³⁴, 325), fol. 12.

échoir et aduenir ⁽¹⁾ » sur « toutes successions directes et collaterales de la couronne de France ⁽²⁾ », n'était pas entièrement payée et ne paraissait pas devoir l'être de si tôt. Claude de France, mariée à Charles III le 22 janvier 1559 et morte le 20 février 1575 ⁽³⁾, devait avoir pour dot 300.000 écus d'or au soleil, payables en trois ans, et dont la rente avait été, en attendant, assignée sur les revenus du comté de Champagne ⁽⁴⁾; mais il semble que cette somme fut convertie dès l'année suivante en une rente de 24.000 livres tournois, portée au double sous François II, réduite à 36.000 par Charles IX, et qui était due presque entièrement depuis 1560 ⁽⁵⁾. De plus, en 1559, Henri II avait accordé à son gendre une garde de 10 hommes d'armes et de 15 archers, dont la solde, évaluée à 7.000 livres par an, n'était également pas payée ⁽⁶⁾. Après la mort de sa sœur, Henri III, par lettres-patentes du 18 mars 1575, avait reconnu aux fils aînés du duc comme succession de leur mère une rente de 50.000 écus sur l'hôtel de ville, à savoir 36.000 au marquis du Pont, l'aîné, et 14.000 au comte de Vaudémont, « Et ce pour leur entretenement jusques à ce qu'ilz soyent parvenuz en age ⁽⁷⁾ »; mais cette rente n'était que très irrégulièrement acquittée : en 1578 il y avait déjà 150.000 livres, c'est-à-dire un an

(1) Contrat de mariage du 19 janvier 1559. D. Calmet, t. VII, *Preuves*, col. xci (II, ccccxvii).

(2) Instruction à Lenoncourt, 4 février 1589. Lepage, p. 95.

(3) R. de Magnienville, *Claude de France, duchesse de Lorraine*, 1885, p. 57 et 132. — Une note manuscrite de l'ouvrage de Ch. Estienne cité plus haut, p. 7, n. 5, porte sur Charles III : « Il espousa ma dame Claudez fille du roy henrry roy de France a Paris sous le portaz de la grande eglise le dimanche 22 Ianvier 1558. » Cette dernière date est de l'ancien style.

(4) Magnienville, p. 95, n. 3.

(5) Arch. de M.-et-M., B. 1234, fol. 100.

(6) *Id.*, fol. 101 v°.

(7) *Id.*, fol. 104 v°.

d'arrérages ⁽¹⁾. Il est vrai que Charles III, peut-être avec intention, ne mettait pas trop d'insistance à réclamer ses créances; bien plus, il prêtait de l'argent au roi et se faisait volontiers son répondant. Après la paix de Beaulieu (1576), Henri III, n'ayant pas les moyens de payer les reîtres du comte-palatin Jean-Casimir, venu au secours des huguenots de France, s'adressa à son beau-frère qui s'engagea à verser pour lui un million et dut, pour le faire, engager les diamants de la couronne ducale; le roi, qui avait promis de se libérer au bout de deux ans, ne le fit qu'en 1582 ⁽²⁾. Cette position de créancier de la couronne de France, que le duc de Lorraine devait à ses bonnes finances et aux ressources particulières de ses Etats, surtout aux mines et aux salines ⁽³⁾, pouvait être pour lui une nouvelle occasion d'émettre un jour des prétentions, au moins sur une partie du royaume.

Charles III avait ainsi bien des raisons d'aspirer au trône de France, soit pour lui, soit pour ses fils. N'en avait-il pas d'autres plus précises et, peut-être, plus décisives pour ses enfants? Si l'on en croyait la plupart des historiens contemporains de la Ligue, Catherine de Médicis, prévoyant que ses deux derniers fils, Henri III et François d'Anjou, ne tarderaient pas à mourir sans successeurs et voulant se préparer une nouvelle régence, aurait désiré donner la couronne à son petit-fils, le marquis du Pont, l'aîné des enfants de sa fille bien-aimée Claude; suivant quelques-uns même, c'est dans ce dessein qu'elle aurait créé la Ligue, en s'alliant aux Guises contre son propre fils pour favoriser son gendre. Cette opinion, que le

(1) Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 435, fol. 81.

(2) Fourier de Bacourt, *Charles III et les diamants de la couronne ducale. Mém. de la Soc. d'arch. lorr.*, 1895, p. 226-234. Cf. D. Calmet, t. V, col. 772 (II, 1378).

(3) Cf. Magnienville, ouvr. cité, p. 77-78, et Duvernoy, ouvr. cité, p. 345.

chroniqueur L'Estoile enregistre et appuie de diverses pièces satiriques⁽¹⁾, est rapportée aussi par Philippe Hurault⁽²⁾ et par le cardinal d'Ossat⁽³⁾, exposée par les historiens de Thou⁽⁴⁾, Pierre Matthieu⁽⁵⁾, Davila⁽⁶⁾, Scipion Dupleix⁽⁷⁾; on la trouve dans les mémoires de Chiverny⁽⁸⁾ et de Gaspard de Saulx-Tavannes⁽⁹⁾, dans les compilations postérieures comme les Mémoires de Castelnau⁽¹⁰⁾ et de Nevers⁽¹¹⁾, l'ouvrage de de Lezeau⁽¹²⁾, et elle a naturellement été répétée dans les ouvrages de seconde ou de troisième main, écrits au XVII^e siècle par Hardouin de Périfixe⁽¹³⁾, Mézeray⁽¹⁴⁾, Varillas⁽¹⁵⁾; au XVIII^e par dom Calmet⁽¹⁶⁾, Chevrier⁽¹⁷⁾, Anquetil⁽¹⁸⁾, d'Artigny⁽¹⁹⁾; au XIX^e par Henri Martin⁽²⁰⁾ et Michelet⁽²¹⁾, Bouillé⁽²²⁾,

(1) En juillet 1585 et à la suite de cette année, t. II, p. 205; *Eccho*, p. 242-243; *Discours de la pluie et du vent*, p. 284-285.

(2) *Excellent et libre discours sur l'estat present de la France. Satire Ménippée*, éd. de Ratisbonne, 1728, t. III, p. 118, et *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 24-25. Ed. du discours à part, 1593, p. 53, et éd. des *Quatre excellens discours*, 1593, p. 37.

(3) *Discours* cité, p. 94.

(4) *Hist.*, l. LXXXI, t. IX, p. 267.

(5) *Histoire des derniers troubles de France*, 1605, 1^{re} partie, fol. 83 v^o.

(6) *Istoria* citée, p. 506 (trad. II, 610).

(7) *Histoire générale de France*, 1635, t. III, p. 108 et 155.

(8) Coll. Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, t. X, p. 493-494.

(9) *Id.*, t. VIII, p. 400.

(10) T. II, p. 313, et III, p. 34 et 36-37. V. plus bas, p. 157, n. 4.

(11) T. I, p. 163.

(12) *De la religion catholique en France* (*Arch. curieuses de Cimber et Danjou*, 1^{re} série, t. XIV), p. 48.

(13) *Histoire du roi Henri le Grand*, éd. 1655, t. I, p. 66 et 80, et éd. 1662, p. 42 et 54.

(14) *Abrégé chronologique de l'histoire de France*, éd. 1717 (in-12), t. IX, p. 134.

(15) *Histoire de Henri III*, 1694, t. II, p. 408.

(16) T. V, col. 795 et 819 (II, 1389 et 1411).

(17) *Histoire de Lorraine et de Bar*, 1758, t. IV, p. 231.

(18) *L'esprit de la Ligue*, 1779, t. II, p. 296-297.

(19) *Nouveaux Mémoires*, t. V, p. 226, note 6.

(20) T. IX, p. 533.

(21) *Histoire de France*, nouvelle édition, t. X, p. 68 et 91.

(22) T. III, p. 122, et IV, p. 20.

Digot ⁽¹⁾ et d'Haussonville ⁽²⁾, Martha Freer ⁽³⁾ et Dargaud ⁽⁴⁾, Saint-Mauris ⁽⁵⁾, Frémy ⁽⁶⁾, Forneron ⁽⁷⁾, La Barre-Duparcq ⁽⁸⁾, Pinodan ⁽⁹⁾, Mourin ⁽¹⁰⁾, et sans doute bien d'autres encore. Nous ne connaissons guère que l'Italien Alberi qui la rejette formellement ⁽¹¹⁾.

Une allégation aussi unanimement soutenue et répétée mérite d'être examinée de près. Jamais, à notre connaissance, elle n'a été prouvée par les contemporains; un seul d'entre eux, Brantôme, apporte une raison qui a une certaine valeur. Le grand obstacle aux prétentions des enfants de Lorraine, fils de Claude de France, c'était leur descendance féminine; or, si l'on en croit l'auteur de la *Vie des Dames illustres*, Catherine de Médicis aurait désiré pour le « juste droict » de ses filles « l'abolition de la loy salique », déclarant « que c'estoit un grand abus que ceste loy salique et qu'elle avoit ouy dire à M. le cardinal de Lorraine » que, lors des préliminaires de la paix de Cateau-Cambrésis, « le cardinal de Granvelle... en rabroua fort... le cardinal de Lorraine, lui disant que c'estoient de vrais

(1) T. IV, p. 227.

(2) T. I, p. 45.

(3) *Henry III King of France*, 1858, t. II, p. 390-391.

(4) *Histoire de la liberté religieuse en France*, 1859, t. IV, p. 134.

(5) *Etudes sur l'ancienne Lorraine*, 1861, t. II, p. 5.

(6) *Essai sur les diplomates du temps de la Ligue*, 1873, p. 150, note.

(7) *Les ducs de Guise et leur époque*, t. II, p. 218, 235-236, 260, 296, 389 et 400.

(8) *Histoire de Henri III*, 1882, p. 187, note.

(9) *La réunion de Toul à la France*, 1885, p. 208.

(10) *Récits lorrains*, 1895, p. 200.

(11) *Vita di Caterina di Medici*, 1838, p. 195, 208 et 440 (trad. franç. de M^{lle} Sala, 1844, qui est plutôt une adaptation, p. 290-292). D'après l'historien italien, la répugnance de Catherine pour le mariage de Henri III avec Louise de Lorraine prouve qu'elle ne pouvait favoriser cette maison, et elle aurait poussé son fils à se réconcilier avec Henri de Navarre; de plus, le fils de Charles III n'aurait pu régner sans l'abrogation de la loi salique. — Mais les sentiments de Catherine en 1574 ne s'adressaient qu'aux Guises, et c'est Henri III qui poussa sa mère à se rapprocher du roi de Navarre; la dernière objection peut être entamée par le passage de Brantôme, que nous citons ci-dessous, et qu'Alberi ne paraît pas avoir connu.

abus que nostre loi salique ⁽¹⁾. » Ce passage, que certains historiens ont appliqué à Claude de France ⁽²⁾, concerne sa sœur, Marguerite de Valois, femme de Henri, roi de Navarre; il pourrait, par conséquent, prouver que la reine-mère, avant d'être brouillée avec sa dernière fille, aurait voulu la voir acquérir le trône par elle-même, et non par son mari, le plus proche parent de Henri III par les mâles. Tout au plus montre-t-il que Catherine rêvait la suppression de la loi salique et que, lorsqu'elle eut jeté les yeux sur le marquis du Pont, elle pensait que c'était le seul moyen de lui assurer le trône.

Les témoignages des historiens et des mémorialistes contemporains sont donc loin d'être décisifs; d'autre part, les correspondances du temps ne nous donnent guère de preuves convaincantes. Dans toutes les lettres de Catherine de Médicis, on ne trouve pas un mot qui pût confirmer directement l'idée que la mère de Henri III voulait lui voir succéder le fils de Charles III ⁽³⁾; et nous n'avons trouvé que quelques missives assez tardives de contemporains qui semblent l'affirmer ⁽⁴⁾. Par suite, il ne resterait, sur cette question capitale pour nous, qu'à adopter l'attitude dubitative de Ranke ⁽⁵⁾, si nous ne pouvions, croyons-nous, la résoudre, en étudiant les relations de Catherine avec son

(1) Vie de Marguerite, reine de France et de Navarre. *Œuvres complètes de Pierre de Bourdeille, seigneur de Brantôme*, éd. par Ludovic Lalanne pour la Société de l'Histoire de France, Paris, 1864-1882, t. VIII, p. 45.

(2) Varillas, Anquetil et H. Martin, aux passages cités page 17, notes 15, 18 et 20.

(3) Par suite, M. Baguenault de Puchesse n'en parle pas dans l'introduction des différents volumes des *Lettres de Catherine de Médicis*.

(4) En 1586, 1587 et en 1588. V. plus bas, p. 108, n. 2, 116, n. 1, et 158, n. 2.

(5) *Französische Geschichte*, t. I, p. 372, n. 2, et 357 (trad. Porchat, t. II, p. 62, n. 2, et p. 49). La citation que donne Ranke, d'après un manuscrit du British Museum, est textuellement reproduite dans le passage des *Mém. de Nevers* indiqué plus haut, p. 17, n. 11. C'est la preuve de son authenticité; il serait intéressant d'en connaître la date pour faire la critique de cette partie de la compilation de Gomberville.

gendre et son petit-fils. Dans un problème dont les données sont nécessairement obscures — et c'est le cas de l'histoire entière de la Ligue — on ne peut arriver à découvrir les intentions des personnes qu'en examinant leurs actes. Nous pensons ainsi pouvoir établir que Catherine n'est arrivée qu'assez tard et presque inconsciemment à favoriser l'ambition de Charles III et à s'associer aux projets des Guises, quand elle a enfin désespéré de ramener à elle Henri III, qui ne cessait de s'en détacher.

Claude de France avait été la fille préférée de la reine-mère, qui la pleura ⁽¹⁾; Charles III, qui avait beaucoup aimé sa femme et ne voulut jamais se remarier ⁽²⁾, à qui Claude, morte en couches, « laissa une belle race ⁽³⁾ », devait, par suite, être assez près du cœur de sa belle-mère. Il se montra toujours pour elle plein de déférence ⁽⁴⁾. En revanche, Charles III était à la cour de France, où il venait souvent ⁽⁵⁾, un conseiller écouté : en 1573, il avait été question de le nommer lieutenant-général du royaume ⁽⁶⁾, et c'est de lui qu'avait dépendu en partie le sort du frère de Henri III, François ⁽⁷⁾. Catherine semble, d'ailleurs,

(1) Lettres de Cath. de Médicis, t. V, p. XLVII.

(2) Dom Calmet, t. V, col. LXXX sq., paraît établir qu'il se serait remarié secrètement.

(3) Brantôme, *Vies de mesdames Elisabeth et Claude de France*, t. VIII, p. 138. Cf. Magnienville, p. 132-133.

(4) En 1583, il lui envoie, en même temps qu'à sa fille Christine, des miroirs. Arch. de M.-et-M., B. 1196, fol. 148 v^o et 149 v^o. En 1588 il fera faire « le dessein de la chapelle et la sépulture » de Claude par le propre sculpteur de la reine-mère, Etienne du Perat. *Id.*, B. 1214, fol. 386 v^o.

(5) V. la liste de ses séjours en France, de 1570 à 1582, dans P. Boyé, *Qualis vir fuerit Theodoricus Alisius* (thèse latine), Nancy, p. 55-56.

(6) De Thou, t. VII, p. 24 et 43; de Crue, *Le parti des politiques au lendemain de la Saint-Barthélemy*, 1892, p. 119; Guadet, *Henri IV, sa vie, ses œuvres et ses écrits*, 2^e éd., 1882, p. 63.

(7) L'Estoile, t. I, p. 234; *Calendar of State Papers, Elizabeth, 1577-1578*, p. 502. Cf. *Négociations avec la Toscane*, 2 février 1578, t. IV, p. 134, et Kervyn de Lettenhove, *Les Huguenots et les Gueux*, Bruxelles, 1883-1886, t. V, p. 5.

avoir eu une préférence marquée pour les aînés de ses enfants, Henri et Christine, nés en 1563 et en 1565. Christine, élevée à la cour depuis son enfance ⁽¹⁾, ne quittait pas sa grand'mère ⁽²⁾, dont elle devint la confidente et le secrétaire ⁽³⁾, et qui s'efforçait de lui assurer les plus beaux partis, projetant tour à tour de la marier en Italie avec le prince de Mantoue ⁽⁴⁾ ou même un des fils du grand-duc de Toscane ⁽⁵⁾, et surtout avec le duc de Savoie ⁽⁶⁾; en France avec le prince de Condé ⁽⁷⁾, le duc d'Anjou ⁽⁸⁾; peut-être même avec Don Antonio ⁽⁹⁾ ou Jacques VI ⁽¹⁰⁾, pour lui donner au besoin le trône de Portugal ou d'Ecosse, à défaut de celui de France. Il est vrai que ces différentes alliances devaient tour à tour servir la politique de la reine-mère.

(1) Elle y est signalée dès 1575 et en 1577. *Relat. des ambas. vénitiens*, t. II, p. 219 et 639.

(2) Elle l'accompagnait dans ses voyages. *Lettres de Cath. de Méd.*, 17 octobre 1579, t. VII, p. 171, 17 novembre 1579 et janvier 1580. *Calendar of St. P. Foreign, 1579-1580*, p. 92 et 135. En février-mars 1584, Duplessis-Mornay la trouve dans le cabinet de la reine-mère (*Mém. de Dupl.-M.*, t. I, p. 306 et 321, et *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 565 et 575), qui la soignait l'année suivante. *Lettres de Cath. de Méd.* du 26 mai et d'août 1585, t. VIII, p. 189 et 252.

(3) Martha Freer, ouvr. cité plus haut, p. 18, n. 3.

(4) De 1580 à 1582, *Lettres*, t. VII, p. 283, note, et 374; t. VIII, p. 153.

(5) Priuli au doge de Venise, 18 déc. 1581. Bibl. nat., ms. Ital. 1732, p. 228.

(6) Lettres des 31 juillet et 23 août 1579, 19 février 1580. *Calendar of St. P.* cité, p. 28-29 et 51; du 16 octobre 1580, Raulich, *Storia di Carlo Emmanuele*, 1896, t. I, p. 21, note; du 24 août 1582, *Lettres de Cath. de Méd.*, t. VIII, p. 53, note; du 26 janvier 1583, *Arch. curieuses*, 1^{re} série, t. X, p. 71; du 30 mars 1583 et du 20 février 1584, *Corr. des ambass. de Toscane*, t. IV, p. 461 et 490.

(7) Le 18 avril et le 14 décembre 1579, *Corr. de Toscane*, t. IV, p. 255 et 272, et Kervyn de Lettenhove, ouvr. cité, t. V, p. 474.

(8) Le 8 avril 1580, *Calendars of St. P., Venitian, 1558-1580*, p. 634; le 15, *Lettres de Cath. de Méd.*, t. VIII, p. 241 et note; le 15 août 1581, le 22 août 1583, *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 387 et 469, et Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 157; en mai 1583, *Mém. de Duplessis-Mornay*, t. I, p. 176; le 27 août, *Arch. cur.*, t. X, p. 95.

(9) Lettres d'octobre 1580, Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 510, et du 11 juillet 1581. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 376.

(10) *Corr. des ambass. vénitiens*. Bibl. nat., ms. Ital. 1733, p. 475.

Henri, marquis du Pont-à-Mousson, l'héritier présomptif de Lorraine, né le 8 novembre 1563 et dont le baptême avait été l'occasion de grandes fêtes ⁽¹⁾, devait être aussi l'objet des tendresses de sa grand'mère. Lorsqu'il vint à Paris en 1581, à l'âge de dix huit ans, il tomba légèrement malade; Catherine le fit soigner chez elle ⁽²⁾. Comme elle avait fait pour sa sœur, elle songea un moment à le marier en Italie : la reine-mère désirait « infiniment » l'unir à la fille « aînée de Florence ⁽³⁾ », c'est-à-dire le placer dans sa propre famille. Plus tard, le bruit courait à Paris que Charles III allait le « laisser à la cour ⁽⁴⁾ », comme Christine. Catherine de Médicis le désirait sans nul doute. N'avait-elle pas pour le prince de Lorraine des ambitions plus hautes ? On pourrait croire qu'à un certain moment elle le destinait secrètement à la couronne de France ⁽⁵⁾; mais ce ne put guère être avant qu'il eût atteint sa vingtième année. Henri d'Anjou était son enfant bien-aimé et, devenu

(1) *Mém. de Castelnau*, t. III, p. 313-339, et *Mém. de Marguerite de Valois* (Soc. de l'hist. de France, 1842), p. 8.

(2) Le 8 novembre 1581, dons à des médecins « pour avoir assisté à une consultation... sur la maladie » du marquis et, les 1^{er} et 6 décembre, don à « un valet de chambre de la Royne mere du Roy et au concierge du logis de la Royne mere du Roy au lieu de Paris ou estoit logé Monseigneur le marquis durant son indisposition. » Arch. de M.-et-M., B. 1188, fol. 289 et 290 v^o.

(3) *Lettres de Cath. de Médicis*, 12 novembre 1582, t. VIII, p. 154.

(4) Giovanni Moro au doge et au sénat de Venise. Bibl. nat., ms. Ital. 1732, p. 442.

(5) D'après M. Meaume, « une miniature d'un livre de prières » que possédait la reine-mère représente « Henri de Lorraine, petit-fils de Catherine, et sa robe est semée de fleurs de lys. » Ce portrait, qui est celui du marquis « à l'âge de huit ou dix ans, a dû être fait en 1573. » L'auteur en conclut « qu'elle pensait déjà que son petit-fils pourrait être appelé à lui succéder ». *Etude historique sur Louise de Lorraine, reine de France, 1552-1601*. Paris, 1882, p. 74 sq. — Si le fait est matériellement exact, ce que nous admettons volontiers, l'interprétation nous en paraît singulièrement hasardée. Catherine, quel que soit son amour pour les enfants de sa fille aînée, ne pouvait évidemment songer à les faire passer avant ses propres fils, et en 1573, où Charles IX vivait encore, elle en avait trois, dont deux au moins, Henri et François, jeunes et, en apparence,

roi de France, il le resta ⁽¹⁾ jusqu'en 1583 environ où l'influence du duc d'Epemon l'arracha complètement à l'action de sa mère ⁽²⁾. On peut croire que jusqu'à l'époque où l'opinion se répandit définitivement qu'il n'aurait pas d'enfant, celle-ci ne désespéra pas de se voir un nouveau petit-fils ⁽³⁾; mais que depuis quelque temps cependant elle prévoyait l'éventualité d'un changement de dynastie conforme à ses inclinations, et l'on peut admettre que, entre les années 1575 environ où l'on commença à prédire que le roi et son frère ne vivraient pas ⁽⁴⁾, et 1582, où sa complicité avec Charles III paraît évidente ⁽⁵⁾, une évolution presque inconsciente se dessina dans l'esprit de la reine-mère et lui fit jeter les yeux sur son petit-fils.

Ainsi le duc de Lorraine a pu avoir de bonne heure, peut-être même dès le début du règne de Henri III, l'ambition de faire monter son fils aîné sur le trône de France, et ces prétentions ont pu être encouragées, sinon favorisées, par Catherine de Médicis elle-même, jusqu'au jour où elle a agi de concert avec lui.

pleins de santé. On peut, d'ailleurs, discuter cette date. De ce que le marquis a été dessiné quand il avait huit ou dix ans, il ne s'ensuit pas que ce soit alors qu'il a été couvert de fleurs de lys, peut-être par Catherine elle-même.

(1) Baguenault de Puchesse, *Lettres de Cath. de Méd.*, t. V, Introduction.

(2) En 1581, Théodore de Bèze écrivait : « Rex... data matri regni gubernatione... non aliter quam si sepultus esset conspicitur. » Stähelin, *Der Uebertritt Heinrichs IV. zur römisch catholischen Kirche*, 1856, p. 63, note. Le 12 août 1582, Busini écrivait encore que Henri III abandonne le gouvernement à sa mère. Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 348.

(3) On en parle dès 1582. *Relations des ambassadeurs vénitiens*, 1^{re} série, t. I, p. 423-424. Le 9 septembre 1583, Catherine écrivait à Henri III d'une manière qui montrait qu'elle espérait encore lui voir des héritiers. *Lettres*, t. VIII, p. 142.

(4) *Relat. des ambas. vénit.*, t. II, p. 247. Cf. Capefigue, t. IV, p. 134, note, et 135.

(5) V. plus bas, p. 53.

II

Les préliminaires de la Ligue de Nancy.

Le mécontentement causé par son mauvais gouvernement et par la confiance qu'il accordait à d'indignes favoris grandissait contre Henri III. Le 10 mai 1578, « les ducs de Lorraine, de Guise, de Maienne et d'Aumale, avec le marquis d'Elbœuf et le nouveau cardinal de Guise, partirent ensemble de la ville de Paris et se retirèrent en leurs maisons, mal contents et indignés contre les mignons du Roy (ou pour le moins, faisant semblant de l'estre, car telles faveurs avancoient plus leurs desseins qu'elles ne les reculoient) ⁽¹⁾. » Ces dispositions durent s'aggraver encore à la suite de l'expédition du duc d'Anjou dans les Pays-Bas et de la politique hésitante du roi; celui-ci ne se décidait ni à soutenir, ni à empêcher d'agir son frère, qui s'empara de Cambrai en octobre 1579. Le mois suivant, Condé, qui ne parvenait pas à se faire mettre en possession de la Picardie, promise par le traité de Beaulieu, surprenait La Fère. En même temps éclatait dans le Midi la « guerre des amoureux ⁽²⁾. »

Cependant il y avait dans l'Est de la France une fermentation générale qui faisait craindre une révolte des catholiques et des protestants à la fois; l'on redoutait surtout de les voir s'unir entre eux ⁽³⁾. Le centre d'action paraissait être la Lorraine. Deux gentilshommes disgrâciés, Henri de

(1) L'Estoile, t. I, p. 255.

(2) Sur tous ces événements, v. entre autres Mariéjol, ouvr. cité, p. 198 ss.

(3) *Lettres de Cath. de Médicis* des 1^{er} et 5 octobre et du 23 novembre 1579, t. VII, p. 148, 155, 199 et 201.

Silly, comte de la Roche-Guyon, originaire de Normandie, damoiseau de Commercy ⁽¹⁾, et M. de Chantelou, seigneur de Libus en Beauvaisis, s'étant retirés au château de Commercy ⁽²⁾, deux partisans du duc de Guise, tous deux protestants, Robert de Heu, seigneur de Malleloy en Lorraine, originaire de Metz, et Pierre de Mornay, seigneur de Buhy, frère du fameux Duplessix-Mornay, vinrent les y rejoindre ⁽³⁾. Henri III voulait les faire attaquer dans Commercy; Catherine l'en détourna, par crainte des conséquences ⁽⁴⁾. D'ailleurs, il eût été trop tard. Les conjurés avaient sans doute eu vent du danger : la Roche-Guyon s'était réfugié en Allemagne, auprès de Jean-Casimir ⁽⁵⁾; Chantelou en Lorraine, auprès de son beau-frère, Christophe de Bassompierre, baron d'Haroué ⁽⁶⁾. Les intrigues du palatin, chef des calvinistes d'Allemagne et ancien commandant des forces venues en 1568 et en 1575 au secours des protestants de France, semblaient d'autant plus redoutables qu'il n'était pas encore entièrement payé de ses dernières expéditions, que la Roche-Guyon lui engageait son château de Commercy pour la valeur de 200.000 écus, afin « de faire une grosse levée de gens de

(1) V. sur lui Lepage, *Instructions*, p. 35, note. — Le fief de la Roche-Guyon, situé aux frontières occidentales du Vexin français, avait été érigé en comté en 1574 par Charles IX en faveur de la maison de Silly.

(2) *Lettres de Cath. de Médicis*, du 23 novembre 1579, citée, t. VII, p. 198 sq., *Mémoires de Claude Haton* (Soc. de l'hist. de France), t. II, p. 998.

(3) Von Bezold, t. II, n° 183, note 2, p. 352. Cf. Lippomano au doge de Venise, 27 septembre 1579, ms. Ital. 1731, fol. 203-204.

(4) *Lettres de Cath. de Médicis*, du 23 novembre 1579, t. VII, p. 197 sq.

(5) Von Bezold, t. I, p. 356, n. 1, et 366. Cf. Lippomano au doge de Venise, 10 et 18 octobre 1579, ms. Ital. 1731, p. 214 et 222.

(6) *Lettres de Cath. de Médicis*, du 23 novembre, citée, t. VII, p. 199, et *Mémoires de Bassompierre*, t. I, p. 39 et 388. On voit par là que le maréchal s'est trompé en attribuant à la fin de l'année 1586 le séjour de La Roche-Guyon et Chantelou à Haroué et que la date de 1580, donnée p. 388 comme erronée, est la vraie.

pied et de cheval ⁽¹⁾ », et que Bassompierre, colonel de reîtres pour Charles IX et Henri III ⁽²⁾, « était des plus avant dans ces pernicieuses menées ⁽³⁾. » De plus, le baron lorrain était « l'ami de cœur » du duc de Guise ⁽⁴⁾, qui cherchait alors à se rapprocher de Casimir par l'intermédiaire de François de Quincampoix, sieur du May, comte de Vignory ⁽⁵⁾, comme il avait tenté de le faire, sans succès d'ailleurs, avec le duc d'Anjou, et allait essayer encore avec le prince de Condé ⁽⁶⁾. Le Balafré tentait, à ce moment, d'accord avec Charles III, de s'emparer de Strasbourg afin de prendre pied en Allemagne ⁽⁷⁾. Il eût voulu entraîner de son côté le palatin et décida de se trouver avec lui à Nancy ⁽⁸⁾.

(1) Lippomano au doge, 26 octobre 1579, ms. cité, p. 240.

(2) *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 16, 18, note, et 25. Cf. *Mém. de Castelnau*, t. II, p. 3-4, passage reproduit dans la *Collection Leber*, t. XX, p. 360-361. Christophe de Bassompierre, qui, en 1586, devait être chargé de lever 900 reîtres pour Henri III, *Mém.*, t. I, p. 380, est encore qualifié dans les comptes du 8 juin 1588 de « Gentilhomme de la Chambre du Roy Tres Chrestien et Collonel de quinze cens Chevaux Reistres pour le service de Sa Majesté ». Arch. de M.-et-M., B. 1210, fol. 731.

(3) *Lettre de Cath. de Médicis*, citée, du 23 novembre, p. 199.

(4) *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 20.

(5) Von Bezold, t. I, n° 196, note 1, p. 361. Cf. [Pierre du Bellay] *Apolo-gie catholique contre les... declarations... publiées par les Liguez*, 1585, p. 94-95, dont les particularités se retrouvent dans « Le veritable sur la Sainte-Ligue », *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 109, et dans de Thou, t. VIII, p. 396-397.

(6) Von Bezold, t. I, p. 362.

(7) Hollaender, *Ein Anschlag gegen die Unabhängigkeit Strassburgs im Jahre 1579. Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*. Neue Folge, Band XVII. (1902), p. 291-339. Aux documents cités dans cet article, on peut ajouter le témoignage de l'ambassadeur vénitien Lippomano (lettre du 4 octobre 1579, citée, p. 207), d'après lequel le duc de Guise voulait s'emparer de la ville, grâce aux intelligences que lui et Charles III y avaient, afin de fermer aux reîtres le passage du Rhin.

(8) Lettre du 19 janvier 1580. Von Bezold, t. I, p. 363. Le 11 janvier 1580, 30 écus sont donnés à « dix jadis (*sic*) officiers de Monsieur le Cardinal de Guise » venus de Joinville à Pont-à-Mousson trouver Charles III. Arch. de M.-et-M., B. 1186, fol. 270 v°.

Cependant tous ces armements n'étaient pas sans être soupçonnés à la cour ⁽¹⁾ : dans ces conditions, il eût été peu prudent que les deux chefs, Henri de Guise et Jean-Casimir, se rencontrassent ouvertement ⁽²⁾. C'est sans doute pourquoi le duc de Mayenne remplaça le Balafré à Nancy ⁽³⁾. Charles de Lorraine était évidemment au courant des projets de son frère et de ceux de Charles III, qu'il était venu voir l'année précédente ⁽⁴⁾, à l'occasion du baptême du fils de Christophe de Bassompierre, le futur maréchal François, dont il avait été le parrain ⁽⁵⁾. Le duc de Lorraine profita du carnaval pour faire à Casimir, avec qui il avait été élevé en France ⁽⁶⁾, une réception grandiose : du 11 au 18 février, où le palatin séjourna à Nancy, se succédèrent

(1) Charles III avait lui-même averti Henri III que Casimir lui demandait le passage à travers ses Etats. Lettres du 10 janvier 1580, *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 282; du 14 février, Arch. nat., K. 1558, n° 52. Cf. celle du 28 mars, Von Bezold, t. I, p. 373.

(2) Beutterich, « qui erat moderator et director omnium consiliorum arcanium » (Von Bezold, t. I, p. 406), écrivait à Malleloy, le 19 janvier 1580 : « Les soubsons et jalousies estant si grandes, *je doute, s'il sera expedient aux deux de s'entrevoir*, quelque pretexte que l'on prenne, craignant que cela ne ennuyât à l'un et à l'autre. » *Id.*, p. 363-364.

(3) Brantôme, qui pensait écrire l'histoire des ducs de Guise et de Mayenne (t. IV, p. 274 et 239), comme celle de Henri III et du duc d'Anjou (t. V, p. 294), mais n'en eut pas le temps, dit à tort (t. I, p. 325), que c'était « M. de Guyse ». Cf. Von Bezold, t. I, p. 368. Peut-être son frère, le cardinal de Guise, y était-il. Les comptes du 17 avril et du 7 mars portent des dons faits « à plusieurs officiers du cardinal de Guise » et au « maistre d'hostel de monsieur du Mayne ». Arch. de M.-et-M., B. 1186, fol. 266 et 267.

(4) En 1579 on refit les paillasses de certaines chambres du palais ducal « pour la venue de Monsieur le duc du Mayne ». Arch. de M.-et-M., B. 7660, fol. 41 v°.

(5) *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 39. Le futur maréchal, né à Haroué, le 12 avril 1579, fut baptisé le 21. Peut-être Charles III assistait-il à cette cérémonie : les comptes du 1^{er} juin mentionnent un don de 25 écus « aux officiers de Monsieur de Bassompierre à Harouel que Monseigneur leur a faict don estant audict lieu ». Arch. de M.-et-M., B. 1183, fol. 266. Les mandements de paiement étaient souvent bien postérieurs au déboursement des sommes avancées.

(6) Brantôme, t. I, p. 324, et la Huguerye, *Mém.*, t. III, p. 4-5.

festins, danses, jeux de paume et de dague ⁽¹⁾. Casimir fut sans doute reçu au palais ducal dans la Galerie des Cerfs ⁽²⁾, avec ses conseillers, le baron Dohna et Beutterich, les comtes Albert et Philippe de Nassau, qui l'accompagnaient ⁽³⁾. A côté de ces Allemands et du ministre protestant de Charles III, le comte de Salm ⁽⁴⁾, il y avait, avec Mayenne, de nombreux catholiques. C'étaient les bannis la Roche-Guyon et Chantelou et plusieurs gentilshommes de Normandie, dont M. de Pontberacq ⁽⁵⁾; six ou sept colonels de reîtres ⁽⁶⁾, dont vraisemblablement Bassompierre ⁽⁷⁾ et certainement son cousin germain et compagnon d'armes le comte Charles de Mansfeld ⁽⁸⁾, et enfin un Lorrain, Christophe de Savigny, sieur de Rosne-en-Barrois, maître du château de Tūrquestein en Lorraine, chancelier de François d'Anjou, venu auprès de Casimir pour demander « la continuation de son ancienne amitié ⁽⁹⁾. »

(1) Von Bezold, t. III, p. 662.

(2) « in gehornt sal » *ibid.* C'est évidemment la grande salle du palais ducal.

(3) *Id.*, t. I, p. 367-368.

(4) *Id.*, t. II, p. 662.

(5) *Ibid.*, et lettre du 23 février 1580. *Calendar of State Papers, Foreign, 1579-1580*, p. 167. Lippomano (lettres du 28 septembre et du 26 octobre 1579, ms. cité, p. 203 et 240) parle d'une « conjuration de Normandie, » dont la Roche-Guyon aurait été le chef.

(6) Henry, art. cité, p. 80.

(7) La présence de Christophe de Bassompierre n'est signalée nulle part d'une manière formelle; mais en raison du rôle considérable qu'il joua dans toutes les assemblées de Nancy, on peut aisément la conjecturer. Bien plus, nous croyons que c'est de lui que parle Casimir sous le nom de « M^r de Bilstein » (au lieu de Bettstein, *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 27), qui fut envoyé au-devant du palatin de la part du duc de Lorraine (Von Bezold, t. II, p. 662). — Bassompierre était parent par alliance de Charles III : Anne de Lorraine, mère du marquis de Havré, qui épousa la cousine germaine de Bassompierre, Diane de Dommarin, était la tante paternelle de Charles III, *Mém. cités*, t. I, p. 14 et 21. La femme de Bassompierre était alliée aux Montmorency, *Mém. de Castelnau*, passage cité plus haut, p. 26, n. 2.

(8) Von Bezold, t. I, p. 368. Sur sa confraternité d'armes et sa parenté avec Bassompierre, v. *Mémoires cités* du maréchal, t. I, p. 16 et 20-22.

(9) Von Bezold, t. I, p. 367. — Bassompierre et Rosne ont joué un rôle si important dans la Ligue en Lorraine (cf. plus bas, p. 34, n. 1 et 2), qu'il

Les représentants des divers partis étaient nombreux; les affaires durent être importantes. Si l'on en croyait le propre compte rendu de Casimir, tout se serait borné à des fêtes ⁽¹⁾; mais la politique était le but de son voyage, et les réticences mêmes de Dohna nous prouvent qu'elle joua à la première assemblée de Nancy un rôle considérable ⁽²⁾. L'occasion de l'entrevue de Casimir avec Charles III était le règlement du paiement des reîtres; cette affaire fut, en effet, examinée et peut-être résolue ⁽³⁾; mais ce n'était là pour eux qu'un prétexte. Les mécontents et les exilés se plaignirent du mauvais gouvernement de Henri III ⁽⁴⁾; ils s'entendirent avec Casimir pour régler contre le roi de France une action commune : moyennant quelques villes

est bon de transcrire ici le passage qui les concerne du « Pasquil français du XXVI. d'aoust 1585 » ou Arche de Noé (Bibl. nat. fonds Colbert (V^o), t. 500, fol. 125 v^o :

« Et le FAULCON gloutonnier
Qui le canard point ne marchande
Pour une gorgée friande
BASSOMPIERRE va le premier. »
« Plus de hait (?) et d'habile port
Caut pour soy mais le reste gaste
Comme un SERPENT RHOSNE se haste
S'il jette venin ou s'il mord. »

On peut y ajouter ces autres vers, éd. par L'Estoilé, t. II, p. 228 et 226 :

« L'escouffe (milan) de la Ligue,
Bassompierres aussi pour Escouffe on arreste
Dedans l'Arche, volant d'une estrange façon :
Neantmoins ne demande avoir pour son boucon
Qu'un simple passereau, ou bien une alouette. »
« Le serpent de la Ligue :
Rosne fait sa démarche, et pour un fin Serpent
De tous est remarqué : car il perd leur troupeau,
De sa langue et poison, et despoillant sa peau,
Change d'opinion assez légèrement. »

(1) Von Bezold, t. II, p. 662.

(2) *Ibid.*, et t. I, p. 368, où Dohna écrit dans son Autobiographie « Alles zu erzelen, was zu Nanci sonsten forgangen, wolte zu viel zeit und papier weg nehmen. » Cf. t. I, p. 386.

(3) Lettre du 23 février 1580, citée plus haut, p. 28, n. 5, et du 16 février, Arch. nat., K. 1558, nos 54 et 61.

(4) Lettre du 13 mai 1580. Von Bezold, t. I, p. 395.

qu'on lui donnerait en otage, le palatin s'engageait à faire entrer en France les colonels avec 5.000 reîtres au moins, tandis que la Roche-Guyon et les autres gentilshommes normands lèveraient des fantassins ⁽¹⁾. Si l'on en croit même le rapport postérieur d'un calviniste au service de Henri de Navarre, Ségur, Jean-Casimir devait s'armer sous prétexte de secourir ce prince et les protestants, alors occupés à la « guerre des amoureux »; le duc de Guise ferait accorder aux huguenots une paix honorable, après quoi « messieurs de Guise s'armeroyent contre le roy et la maison de France et appelleroient à leur secours ledit sieur duc Casimir, qui se joindroit à eux et les ayderoit à ruiner le roy et la maison de France ⁽²⁾ »; le duc d'Anjou devait, semble-t-il, être également attaqué, évidemment avec l'aide de Philippe II, l'allié des Guises ⁽³⁾.

Cette décision aurait dû être promptement suivie d'exécution : un mois environ après l'assemblée de Nancy, Beutterich, qui avait poussé son maître à agir, s'attendait à une prise d'armes ⁽⁴⁾. Cependant celle-ci n'eut pas lieu. Henri III eut certainement connaissance des projets des Ligueurs, car un colonel allemand, naturalisé français, Gaspard de Schomberg, comte de Nanteuil, essaya de faire une « contre-Ligue » et s'efforça de faire venir Henri III

(1) Von Bezold, t. I, p. 395, et lettre du 23 février, citée plus haut, p. 28, n. 5.

(2) Instruction de Ségur pour M. d'Averly, envoyé en Angleterre, 26 août 1587. Von Bezold, t. III, p. 68.

(3) Lettre du 30 mars 1580. Groen van Prinsterer, *Archives de la maison de Nassau*, 1^{re} série, t. VII, p. 302. Cf. Hollaender, art. cité, p. 317, n. 4. — Sur les tentatives de Philippe II pour gagner Casimir, v. l'autobiographie de Dohna dans Von Bezold, t. I, p. 406. — On peut se demander si le gouverneur des Pays-Bas n'était pas représenté à la conférence de Nancy : les comptes du 9 avril 1580 mentionnent un don à « un capitaine espagnol venu de la part du prince de Parme. » Arch. de M.-et-M., B. 1186, fol. 265 v°.

(4) Lettre du 12 mai 1589 : « Nous n'entendons aucuns effects *des armes prises*. » Von Bezold, t. I, p. 394.

en Lorraine pour s'acquitter envers le comte palatin ⁽¹⁾. Le roi ne se prêta pas à ce projet, mais ne tarda pas à faire dédommager Jean-Casimir ⁽²⁾. D'autre part, le projet des Guises sur Strasbourg échoua ⁽³⁾.

Il y avait donc eu, en 1580, de la part des catholiques alliés aux protestants, un essai de révolte à main armée. Ce plan avait été conçu évidemment avec la complicité de Charles III, qui avait prêté sa capitale et son propre palais à la réunion, y avait assisté et allait bientôt s'entremettre avec Bassompierre pour obtenir du roi la grâce de la Roche-Guyon et de Chantelou ⁽⁴⁾. Il est difficile de savoir si le duc eût pris une part directe au soulèvement, au cas où il eût éclaté; mais il n'est pas téméraire d'affirmer que le chef de la maison de Lorraine espérait en tirer parti, comme il devait faire cinq ans après ⁽⁵⁾. On doit même se demander si, étant données ses prétentions, il ne pensait pas profiler du mécontentement général contre Henri III, de l'alliance des Guises et de Casimir et de l'hostilité de Philippe II contre François d'Anjou pour essayer de détrôner le roi et ses héritiers les plus proches, afin de faire donner la couronne à son propre fils. La coalition des catholiques et des protestants eût été, en effet, bien plus redoutable pour Henri III que ne le sera le parti de

(1) Bezold, t. I, p. 378-380 et 398 ss. — Henri III devait venir avec sa femme, Louise de Vaudémont, aux eaux de Plombières; d'après le P. Abram, le fameux jésuite Fronton-du-Duc, alors professeur de rhétorique à l'Université de Pont-à-Mousson, avait, à ce sujet, composé une tragédie française intitulée « Jeanne d'Arc. » Carayon, *Documents inédits concernant la compagnie de Jésus*, t. XXII, 1870, p. 150.

(2) A la fin de 1581. Von Bezold, t. I, p. 447.

(3) Hollaender, art. cité. Cf. de Thou, l. LXXIV, t. VIII, p. 557-559.

(4) Lettre du 22 mars 1580 (date rectifiée d'après les textes cités plus haut, p. 25, n. 6), *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 387-388. Cf. lettre du 16 octobre 1581, *Corr. de Toscane*, t. IV, p. 407. — De même Bassompierre devait réconcilier le roi avec le comte de Maulevrier. Beutterich à Malleloy, 12 mai 1580. Von Bezold, t. I, p. 395.

(5) V. plus bas, p. 87 ss.

la Ligue en 1585. Il semble même qu'à la première assemblée de Nancy, Charles III ait essayé de faire reconnaître la candidature du marquis du Pont au trône de France, mais qu'il ait échoué ⁽¹⁾.

D'après les notes de Jean-Casimir, qui paraît être bien renseigné sur les agissements de son voisin, après que Henri III eût appris le dessein des Guises de s'emparer de Strasbourg, le sieur Pange fut « *envoyé en Espagne pratiquer la Ligue* »; Mayenne alla « *a Rome pratiquer* », et le Balafre essaya de mettre garnison à Châlons. Et le palatin ajoute cette phrase capitale : « *Guisa a beu à Lorraine comme à ung roy de France* ⁽²⁾. » Nous connaissons ce M. de Pange qui alla en Espagne au milieu de l'année 1580, et nous savons quel rôle capital il joua dans la Ligue en Lorraine. Jean I^{er} de Beauvau, quatrième fils de René II, seigneur de Beauvau, sénéchal du Barrois, et de Claude de Baudoche, dame de Pange près Metz, d'une ancienne famille des paraiges messins ⁽³⁾, avait par ses alliances et par lui-même une haute situation en Lorraine. Descendant d'Isabeau de Beauvau, femme de Jean II de Bourbon, comte de Vendôme, il était à la fois apparenté à Henri de

(1) D'après le passage de Pierre Matthieu cité plus bas, p. 71-72, et analysé p. 77, Casimir s'y serait opposé à cause du roi de Navarre. — Henri de Navarre a connu la première assemblée de Nancy ; il en parle dans son manifeste du 10 juin 1585. *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 140. Cf. de Thou, I. LXXXIII, t. IX, p. 323.

(2) Juin-juillet 1583. Von Bezold, t. II, p. 139. L'éditeur a écrit par erreur Pange, qu'il essaie vainement d'identifier avec un Charles Paget, agent des Guises, qui fut envoyé en Ecosse en 1583. — Nous ne connaissons pas le voyage de Mayenne, dont Casimir parle un peu plus haut en ces termes : « Le roy veult repudier sa femme; Guise offensé; duc du Maine pour cela allé à Rome. » La pratique du Balafre à Châlons est peut-être dénoncée par Dinteville en avril et en juin 1583 (Hérelle, t. I, p. 223, et t. II, p. 114-115).

(3) « Histoire généalogique de la maison de Beauveau, par Chevillard, généalogiste du Roy et Historiographe de France, » 1712, in-fol. Bibl. nat., anc. fonds Saint-Germain (cité *Lettres-Missives de Henri IV*, t. III, p. 324, n. 4), aujourd'hui ms. franç. 16.975, fol. 94. — Le château de Pange était un fief du duché de Lorraine. Cf. plus bas, p. 163 n. 2.

Bourbon et allié à Henri de Guise par la mère de celui-ci, Antoinette de Bourbon, avec qui sa sœur, Marguerite de Beauvau, avait été « nourie jeune ⁽¹⁾. » Son frère aîné, Claude de Beauvau, d'abord maître de la garde-robe d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, était devenu à la cour de Charles III gouverneur du marquis du Pont ⁽²⁾. Son second frère, Pierre de Beauvau, premier gentilhomme de la chambre de François de Lorraine, grand prieur de France et frère du cardinal de Lorraine, était, de par sa mère, seigneur de Pange; à sa mort, sa veuve épousa Renaud de Gournay, bailli de Lorraine, et la seigneurie de Pange échut à Jean ⁽³⁾. Celui-ci, seigneur de Pange et de Beslise, avait épousé Marie de Salcède, fille de Pierre de Salcède, sieur d'Auvillars ⁽⁴⁾, d'origine espagnole, gouverneur de l'évêché de Metz, beau-frère de l'évêque et allié à la maison de Lorraine; il était, par suite, le beau-frère de Nicolas de Salcède ⁽⁵⁾. Ainsi apparenté, ambitieux, souple et sans scrupules, ce cadet de famille était devenu conseiller d'Etat et chef des finances du duc de Lorraine ⁽⁶⁾. Sans doute il rêvait pour Charles III et pour lui-même une plus haute fortune, car il fut, avec Bassompierre et Rosne, qu'il accompagnait sans doute à la réunion de Nancy ⁽⁷⁾, un

(1) Ms. cité, fol. 95.

(2) Ms. cité, fol. 95-97. Ce Claude de Beauvau, dont l'épitaque est donnée par Lionnois, t. I, p. 205, est le père du fameux Tremblecourt, sur lequel on consultera le passage des *Lettres-Missives* cité plus haut et surtout Chr. Pfister, *Catherine de Lorraine (1573-1648)*, Nancy, 1898 (extrait des *Mém. de l'Acad. de Stanislas de 1897*), p. 9-11, et que nous retrouverons plus bas, p. 298-299, au service de Henri IV.

(3) *Id.*, fol. 160.

(4) *Id.*, fol. 161. Les armes de M. de Pange étaient celles des maisons de Beauvau et de Salcède. Sur Auvillars, v. plus bas, p. 47, n. 4.

(5) V. plus loin, p. 46-47.

(6) Le 14 janvier 1576. Lepage, *Offices*, p. 206.

(7) En qualité de chef des finances, il devait évidemment assister au règlement des comptes de Charles III avec Casimir. — Peu après l'assemblée, le 17 avril 1580, Pange dînait à Nancy avec Bassompierre. *Mém. de la Soc. philomat. vosgienne*, t. XVI. p. 115.

des « solliciteurs de la Ligue envers le... duc de Lorraine ⁽¹⁾ » et devait avec eux former « l'un des piliers et bastisseurs de la Ligue en Lorraine ⁽²⁾. »

Il était donc tout naturel qu'il fût envoyé comme ambassadeur auprès de Philippe II. Evidemment Pange était au courant de tous les projets de Charles III et des Guises, car il avait été choisi peu auparavant par le duc pour traiter avec le Balafre de l'acquisition de Hombourg et Saint-Avold ⁽³⁾. C'était un beau parleur ⁽⁴⁾, et, en raison du séjour qu'avait fait en Espagne son frère Claude, et surtout de son propre mariage, il devait savoir l'espagnol. Envoyé à la fin du mois de juin 1580 auprès du roi catholique par Charles III « pour ses grandz et importans affaires ⁽⁵⁾ », après être revenu de Paris, où il avait été sans doute s'entendre avec la reine-mère et les Guises ⁽⁶⁾, il arriva à Madrid vers la fin de l'année, fut reçu par Philippe II au début de la suivante ⁽⁷⁾, et bien accueilli par le cardinal de Granvelle, qui « l'honora et festoya souvent avec sa suite ⁽⁸⁾ » ; mais bientôt les affaires traînèrent en longueur. Dès le mois de mars 1581, le roi d'Espagne était allé conquérir le Portugal, où il resta plus de deux ans ⁽⁹⁾. L'ambassadeur lorrain,

(1) La Huguerye, t. III, p. 13.

(2) *Chronique de Buffet [1580-1588]*, éd. par E. de Bouteiller et Aug. Prost, 1884, p. 57.

(3) Arch. de M.-et-M., B. 1325. Ces deux villes devaient être vendues le 23 novembre 1581 pour 288.000 livres tournois. D. Calmet, t. V, col. 761 (II, 1372), et t. III (1^{re} éd.), *preuves*, col. cccxxxix sq. Cf. Bouillé, t. III, p. 56.

(4) « L'ambassadeur que caquette beaucoup a la françoise, » écrit de lui le cardinal de Granvelle, le 23 février 1583. *Correspondance du cardinal de Granvelle*, éd. dans la *Collection des chroniques belges*, t. X, p. 66.

(5) Comptes du dernier juin 1580. Arch. de M.-et-M., B. 1186, fol. 303.

(6) Les comptes du dernier juin (*Ibid.*, fol. 307) indiquent un « voyage fait en cour de France. »

(7) Philippe II à Marguerite de Parme, 15 janvier et 20 février 1581. *Corr. de Granvelle*, t. VIII, p. 581-584.

(8) Lettre du 23 février 1583, citée. *Id.*, t. X, p. 65.

(9) Brémond d'Ars, *Jean de Vivonne*, p. 126, n. 1, et 127, n. 4.

qui avait obtenu 4.000 écus pour son voyage ⁽¹⁾, reçut, dans le courant de 1581, 10.000 francs « pour distribuer et faire dons la part que Son Altesse luy a commandé par lettres ⁽²⁾. » Sans doute, à ce moment, il se croyait sur le point d'aboutir, et il resta toute l'année à Madrid dans ce but, essayant, semble-t-il, de gagner les Espagnols en vantant la puissance du roi catholique ⁽³⁾. Au début de 1582, « se trouvant à court de deniers », il dut emprunter 500 écus à un marchand français ⁽⁴⁾, sans doute afin d'aller en Portugal trouver Philippe II; mais celui-ci retint Pange plus longtemps qu'il n'avait pensé et promis de lui envoyer une dépêche que le Lorrain attendait encore au milieu de l'année. De plus, à son retour de ce voyage, ayant été « bien mallade... dun cataire », il dut emprunter de nouveau 500 écus à un Français ⁽⁵⁾, puis 500 autres au secrétaire de l'ambassadeur de France, M. Longlée, et enfin 1.455 écus à un Milanais ⁽⁶⁾. Il paraît être revenu bientôt, peut-être au début de l'automne ⁽⁷⁾. A ce moment sa mission était évidemment terminée. Par sa durée et le prix qu'elle avait coûté, on peut, jusqu'à un certain point, augurer de son importance.

Quelle était donc cette mission? Nous savons que Pange était chargé de deux sortes de négociations : il devait traiter des affaires territoriales et des affaires financières;

(1) Arch. de M.-et-M., B. 1186, fol. 303.

(2) Comptes du 3 mars 1581. *Id.*, B. 1188, fol. 264.

(3) Tassis à Philippe II, 7 octobre 1581. Arch. nat., K. 1559, n° 59. D'après ce document, il semble que Pange eût été alors à la cour de France; par suite, il faudrait lire, dans la date, 1582 au lieu de 1581, bien que la lettre eût été exactement classée aux Archives d'après cette dernière date.

(4) Jean de Beauvau à Le Clerc, sieur du Vivier, Madrid, 27 février 1582. Original autographe. Arch. de M.-et-M., B. 1198.

(5) Lettre autographe au même, 20 juin 1582. *Ibid.*

(6) Mandement de paiement du 28 décembre 1582. *Ibid.*

(7) Si, comme nous l'avons supposé plus haut, note 3, la lettre de Tassis est d'octobre 1582.

L'on peut croire aussi qu'il avait à s'occuper d'affaires politiques. Les premières nous sont bien connues, elles furent de bonne heure à peu près terminées; les secondes se laissent facilement entrevoir, il semble qu'elles aient traîné en longueur et n'aient finalement pas été résolues; quant à la dernière, qui dut motiver le long séjour de l'ambassadeur en Espagne, nous sommes réduit sur elle à des conjectures.

Tout d'abord, Jean de Beauvau devait faire à Philippe II des réclamations au sujet des différends que ne cessaient d'amener entre les officiers de Charles III et ceux des Pays-Bas et de Franche-Comté la juridiction des « terres communes » et l'absence de limite précise des duchés de Lorraine et de Bar; il devait demander au roi une prompte solution de ces difficultés ⁽¹⁾. Charles III, dont les états étaient enclavés entre les possessions espagnoles et sans cesse traversés par les armées qui allaient faire la guerre aux Pays-Bas, y avait un grand intérêt ⁽²⁾. Aussi l'ambassadeur « fait instance afin que l'on envoie » à Marguerite de Parme « commission pour faire vacquer sur l'ung et sur l'autre ⁽³⁾, et le roi d'Espagne, qui tout d'abord voulait, à son ordinaire, « gagner temps et entretenir le tout en espoir » pendant que l'on pourrait « reconnoistre quel chemin prendront les affaires ⁽⁴⁾ », consentit bientôt à accorder ce que Charles III lui avait « audict endroit

(1) Philippe II à Marguerite de Parme, lettre citée du 15 janvier 1581, *Corr. de Granvelle*, t. VIII, p. 281-282. — Sur les « terres communes », qui comprenaient surtout Marville et ses dépendances, v. dom Calmet, *Notice de Lorraine*, t. I, col. 764-766, et Lepage, *Instructions de Charles III*, p. 121, note. On trouve, sur ces territoires, de nombreux documents manuscrits dans la Collection de Lorraine à la Bibliothèque nationale.

(2) D'après une lettre de Granvelle, du 23 décembre 1582, le duc pensait avoir Marville et empêcher les Espagnols de loger « gens de guerre si près de ses pays, qu'ordinairement s'en sentent. » *Corr. citée*, t. IX, p. 447. Cf. lettre citée du 23 février 1583, t. X, p. 65.

(3) Lettre de Granvelle, du 14 décembre 1582. *Id.*, t. IX, p. 424.

(4) Lettre du 15 janvier 1581, citée. *Id.*, t. VIII, p. 582.

requis » et donna « ample procuration » à Marguerite pour faire vider les difficultés par des commissaires ⁽¹⁾. Dès le mois de novembre 1581, des députés bourguignons se réunirent avec ceux de Lorraine à Marville et y restèrent jusqu'à la semaine sainte de l'année suivante ⁽²⁾, une nouvelle conférence s'était ouverte après Pâques ⁽³⁾; mais au dernier moment Charles III « recula de ce qu'il » avait « demandé du superarbitre ⁽⁴⁾ » et l'affaire resta pendante ⁽⁵⁾.

Du moins Pange avait-il obtenu de ce côté une prompte réponse. Il n'en fut pas de même pour les questions financières, non moins importantes pour le roi d'Espagne et le duc de Lorraine que les questions territoriales. Il s'agissait du douaire de la mère de Charles III, Christine de Danemarck, et, sans doute, de celui de sa sœur, Dorothée de Lorraine, mariée en 1575 à Eric de Brunswick. Christine, veuve de François Sforza, duc de Milan ⁽⁶⁾, devait, d'après son contrat de mariage, conserver la ville de Tortone, tandis que Philippe II prétendait la lui racheter après l'en avoir laissé jouir sa vie durant ⁽⁷⁾. D'autre part, le roi catholique devait 400.000 florins « pour service de guerre » à Eric, qui les avait cédés « en propriété » à sa femme

(1) Lettre du 20 février 1581, citée, et lettre de Granvelle à Marguerite de Parme, 20 juin 1582. *Id.*, t. VIII, p. 584, et t. IX, p. 188.

(2) Marguerite de Parme à Philippe II, 18 avril 1582. *Id.*, t. IX, p. 667.

(3) Marguerite de Parme à Granvelle, 23 avril et 31 mai 1581. *Id.*, t. IX, p. 514 et 521.

(4) Lettre de Granvelle du 23 février 1583, citée. *Id.*, t. X, p. 65.

(5) Granvelle à Marguerite et réponses. *Id.*, t. X, p. 161, 305 et 307. — Rien n'était changé en 1589 : le 26 septembre, Charles III écrivait au prévôt de Marville au sujet de la publication « d'une ordonnance de Luxembourg ès terres communes » faite à son préjudice. Lepage, *Instructions*, p. 209-210. Ce n'est que le 7 mai 1604 qu'il y eut un partage des terres communes entre la Lorraine et l'Espagne. Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 881-885.

(6) Elle l'avait épousé en 1534; à sa mort elle se remaria à François de Lorraine. *Corr. de Granvelle*, t. VIII, p. 58, note.

(7) Christine à Charles III, Tortora, 13 luio (*sic*) 1580. Original autographe en italien. Bibl. nat., Collection de Lorraine, t. 28, fol. 83-84.

par donation du 2 décembre 1575, et cette somme avait été réduite à 269.266 ducats « de l'ordonnance de Sa Maïesté par ses ministres à Madrid l'an » 1580 même « en un certain accord fait avec ledit Eric pour raison de ses deniers ⁽¹⁾. » D'après l'ambassadeur français à Madrid, le duc et la duchesse de Brunswick, après avoir été caressés par le roi ⁽²⁾, venaient, en effet, de voir « arrêté les comptes et assignations de leurs payements. On leur a donné douze mil escuz dayde de costé et six mil escuz de pension qui samortiront aduenant la mort de la duchesse que lon retire delle pour cent mil escuz len laissant jouir sa vie durant. Je ne scay, ajoutait-il, comment mons^r de Lorraine se contantera de ce marché Lequel je croy nestre fait a son aduantaige ⁽³⁾. » Du moins sa mère ne pouvait s'en contenter. Dès qu'elle eut appris cet arrangement, Christine de Danemarck écrivit à Charles III pour l'en informer et le prier d'envoyer quelqu'un protester auprès de Philippe II ⁽⁴⁾. Déjà le chef des finances du duc était en route. Il réclama en invoquant les droits de la princesse, soutint que Tortone « luy deubt demeurer pour soy et les siens » et en demanda « perpetuité en la maison de Lorraine »; mais Granvelle, qui avait volontiers favorisé l'ambassadeur pour l'affaire des terres communes, « soultint ferme la part de Sa Majesté ». En vain Beauvau s'éleva contre ce refus

(1) « Commission sur Georges de Chastenoy pour poursuivre auprès du roy d'Espagne le payement de 269.266 ducats advenus à S. A. par le décès du duc de Brunswick, » 13 mars 1586, et « Constitution de rente pour l'usufruit des deniers de Naples pour Madame la duchesse de Brunswick », 14 septembre 1590. Arch. de M.-et-M., B. 55, fol. 55 v^o, et B. 59, fol. 254.

(2) La duchesse avait été marraine de l'infante Marie. Saint-Gouard à Henri III, 2 mars 1580. Bibl. nat., ms. franç. 16.107, fol. 89.

(3) Saint-Gouard à Henri III, 18 mai 1580. Ms. cité, fol. 229. Nous n'avons pas, dans la correspondance de cet ambassadeur, trouvé mention de Jean de Beauvau. Peut-être en parle-t-il dans certaines lettres qui sont restées chiffrées et que nous n'avons pu lire.

(4) Lettre du 13 juillet 1580, citée plus haut, p. 37, n. 7.

« et y employa l'Empereur, le Duc de Bavières, les Archiducs et autres princes » allemands ⁽¹⁾, Granvelle et Philippe II furent intraitables. Sans doute le chef des finances de Charles III protesta aussi contre la réduction des deniers dus à Dorothée; mais, là encore, il fut évidemment débouté de sa plainte, puisque l'affaire était encore en suspens à la mort d'Eric de Brunswick ⁽²⁾.

Tels sont les motifs connus et avoués de l'ambassade de Pange. On peut croire aussi, d'après son propre caractère, la situation de son maître et les révélations de Jean-Casimir, qu'il était chargé d'une mission politique, et celle-ci fut évidemment la plus importante de toutes, puisque les autres affaires paraissent avoir été réglées dès la première année de son séjour, soit positivement, soit négativement. Mais, comme nous sommes, sur cette mission, dans une ignorance à peu près complète, il convient d'examiner, d'abord quelles ont pu être ces affaires politiques, ensuite comment elles ont pu être résolues.

Il s'agissait sans doute des affaires d'Ecosse et des Pays-Bas. D'après l'ambassadeur français à Madrid, Longlée, l'ancien secrétaire qui avait aidé Beauvau pendant son séjour dans la péninsule, les menées des Guises en Espagne remontaient aux années 1580-1581 au moins, et, deux ans après environ, ils y avaient traité « de l'entreprise d'Angleterre » où « le pape proposa d'envoyer monsieur de Guyse ⁽³⁾. » On peut croire par suite que, lors de l'am-

(1) Lettre de Granvelle, citée, du 23 février 1583. *Corr.*, t. X, p. 65-66.

(2) Procuration citée plus haut, p. 38, n. 1. Eric II de Brunswick-Goettingue, dit le Jeune, qui avait épousé en secondes noces Dorothée de Lorraine, le 20 décembre 1575 (Save, *Mém. de la Soc. philomat. vosgienne*, t. XVI, p. 108), devait mourir à Pavie le 18 novembre 1584. De Thou, l. lxxix, t. IX, p. 230. Cf. Von Bezold, t. II, p. 248, n. 1.

(3) Lettre du 23 novembre 1585. Bibl. nat. ms. franç. 16.109, fol. 236 v^o. Le 14 mai 1582 (Von Bezold, t. I, p. 478) et le 18 (Teulet, *Relations politiques de la France et de l'Espagne avec l'Ecosse au XVI^e siècle*, nouv. éd., 1862, t. V, p. 262 ss.), il est question d'une expédition projetée par les

bassade de Pange, les princes lorrains essayaient déjà de combiner avec Philippe II une attaque contre Elisabeth pour délivrer leur nièce, Marie Stuart. Ils avaient déjà tenté l'aventure en 1578 et Charles III avait été étroitement associé à leurs projets ⁽¹⁾; les propositions de mariage entre Christine de Lorraine et Jacques VI ⁽²⁾ prouvent qu'il conservait toujours de bonnes relations avec le fils de sa cousine ⁽³⁾. Il est donc permis de supposer que Jean de Beauvau eut à traiter, au nom de son maître, des affaires de l'Ecosse. On peut également soupçonner qu'il dut parler de l'attaque du duc d'Anjou dans les Pays-Bas : Pange était le beau-frère de Salcède, qui tramait alors une conju-

Guises en Ecosse. Au début de 1582, Casimir avait reçu avis de Flandre que Philippe II voulait « troubler la France par le moyen des princes de la maison de Guyse afin d'empescher le roy de France de s'opposer à son entreprise sur l'Angleterre. » *Mém. de la Huguerye*, t. II, p. 152. Cf. rapport du 9 juin 1582 dans Groen van Prinsterer, 1^{re} série, t. VIII, p. 100. Des détails sur le projet d'expédition concerté en 1583 entre Grégoire XIII, Philippe II et les Guises sont donnés dans une lettre de l'ambassadeur à Rome Pisani (l'ancien Saint-Gouard d'Espagne), le 14 février 1588. Aubery, *Histoire du Cardinal Duc de Joyeuse*, 1654. *Preuves*, p. 91.

(1) Mignet, *Journal des Savants*, 1844, p. 462-464, réédité dans *Antonio Perez et Philippe II*, 5^e éd., 1881, p. 419-421, en partie d'après la lettre du 13 avril 1578, éd. par Teulet, t. V, p. 144.

(2) Dès 1578, Mignet, *Journal* cité, p. 465, et ouvr., p. 482; le 31 janvier 1583, Duplessis-Mornay en parle, *Mém.*, t. I, p. 159 et 161. Cf. pl. haut, p. 21, n. 10.

(3) Le 14 mai 1578, on écrit que des lettres de Marie Stuart à Guise et à Charles III ont été interceptées. Teulet, t. V, p. 153. Les relations mentionnées le 4 septembre 1580 par Mendoza (*Collección de Documentos inéditos para la historia de España*, t. XCI, p. 512), avaient continué l'année suivante entre les princes lorrains et l'Ecosse et paraissent avoir été dès lors favorisées par Philippe II : le « Mémoire pour l'argent qu'on doit recevoir pour les affaires d'Ecosse » (Arch. nat., K. 1573, n° 2), dont la signature « A Nancy le 25 septembre 79 » est d'une grosse écriture où nous croyons reconnaître la main du Balafgré, concerne les subsides envoyés par le roi catholique aux Guises pour les ecclésiastiques écossais et le séminaire anglais de Reims, d'où parlaient les Jésuites destinés à soulever la Grande-Bretagne (lettres du 18 octobre 1581 et du 29 janvier 1583. Arch. nat. citées, nos 5 et 23). Cf. Henry, ouvr. cité, p. 48, et Robiquet, *Paris et la Ligue sous Henri III*, thèse, 1886, p. 192-193). Le 24 septembre 1582, le duc de Guise reçut un premier paiement de 10.000 écus (Arch. citées, n° 14, et Forneron, *Philippe II*, t. III, p. 226, note 3).

ration contre Monsieur ⁽¹⁾. Granvelle connaissait cette parenté et, sans nul doute ⁽²⁾, la conspiration; c'est peut-être même ce qui lui fit si bien accueillir l'ambassadeur lorrain.

Mais ces affaires de politique courante, la première surtout, ne furent évidemment que secondaires; l'important, pour Beauvau, fut « de pratiquer la Ligue ». Que devons-nous entendre par ces mots, que Casimir écrivait vers la fin de 1583? Evidemment l'idée d'une action commune des catholiques français, dirigés par la maison de Lorraine, contre Henri III et son frère, et contre Henri de Navarre, l'héritier présomptif de la couronne de France; par suite, la préparation d'un changement de dynastie en faveur de ceux qui, par leur prétendue origine carolingienne, se considéraient comme les véritables héritiers du trône de France. Et ceci n'est pas une vaine supposition. Si nous en croyons le cardinal d'Ossat, rappelant la fondation de la Ligue de 1584, « on avait parlé dès l'année précédente d'élire un roi en France. La délibération en avait été faite en Espagne, et S. M. C. l'avoit ordonné à ceux qui lui avoient été envoyés de la part de MM. de Guise ⁽³⁾. » Cette date de 1583 peut être, semble-t-il, avancée : à la fin de septembre 1582, Philippe II, à la suite de l'affaire de Salcède, faisait sonder le Balafre sur le successeur éventuel de Henri III ⁽⁴⁾. A la même époque, le médecin du duc de Parme confessait : « *Les ducs de Guise et de Lorraine tiennent bonne correspondance, et en cas que le Roy de France mourroit, aspireroient à la cou-*

(1) V. plus bas, p. 46 ss.

(2) Lettre du 23 février 1583, citée. *Corr.*, t. X, p. 66.

(3) Discours cité, p. 51 sq.

(4) Philippe II à Tassis, 24 septembre 1582. Teulet. t. V, p. 262-263. Cf. Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 556.

ronne ⁽¹⁾. » Or Guise, pensionnaire de Philippe II ⁽²⁾, ne pouvait guère espérer se voir appuyé par lui; il en était tout autrement, croyons-nous, de Charles III, créancier de Philippe II comme de Henri III, allié au roi catholique par sa mère et devenu par son mariage son beau-frère comme celui du roi très chrétien, prince souverain et chef de la famille de Lorraine. Et Philippe II ne pouvait qu'être bien disposé en sa faveur. Marguerite de Parme, qui avait eu à traiter avec Charles III au moment du départ de Pange, dépeignait le duc comme « serviteur tout dévoué et affectionné » au roi catholique ⁽³⁾. Le monarque avait été heureux de recevoir l'ambassadeur de son « bon frere et cousin », « pour plusieurs respectz, mesmes pour luy appartenir de si près et parentage d'alliance », et, lors du règlement des terres communes, il déclarait avoir « à cœur de luy gratifier et donner tout raisonnable contentement, non seulement pour la proximité du sang et alliance dont il m'appartient, écrivait-il, mais aussi pour les offices d'amitié et bonne voisinance dont il a usé et use à mon endroict ⁽⁴⁾. »

Il est donc permis de croire que Pange eut à faire au roi catholique quelque ouverture sur les prétentions de son maître au trône de France, et qu'il fut assez bien accueilli; mais il serait téméraire d'affirmer qu'il ait obtenu l'adhésion de Philippe II à sa candidature ⁽⁵⁾. Ce n'était pas

(1) Septembre 1582. Groen van Prinsterer, 1^{re} série, t. VIII, p. 135. Foncq, écrivant le 24 au cardinal de Granvelle, parle d'« installer sur le trône de France quelque nouveau Hugué Capet. » *Id.*, p. 133. Cf. Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 555.

(2) Cf. plus haut, p. 40, n. 3. Dès le début de 1581 l'ambassadeur de Toscane le dit pensionné par l'Espagne, *Négoc.*, t. IV, p. 352.

(3) Marguerite à Philippe II, 4 juillet 1580. *Corr. de Granvelle*, t. VIII, p. 527.

(4) Philippe II à Marguerite, lettres citées du 15 janvier et du 20 février 1581. *Ibid.*, p. 581-582 et 584.

(5) Le contraire paraît même probable. V. plus bas, p. 80-81.

l'habitude du cauteleux et méthodique monarque de donner des solutions fermes et rapides; la réponse qu'il fit tant attendre à Beauvau en est la preuve. Si, comme nous avons tout lieu de le supposer, elle concernait ces affaires, elle dut être une de ces assurances vagues qui pouvaient se plier à toutes les interprétations et dans lesquelles ce prince excellait ⁽¹⁾. Quoi qu'il en soit, ce fut sans doute cette réponse qui mit fin à l'ambassade de Pange et elle sembla évidemment favorable aux prétentions du duc de Lorraine. Vers le moment du retour de l'ambassadeur, au commencement d'octobre 1582, Charles III paraît être allé à Joinville ⁽²⁾: c'est là sans doute que Henri de Guise « a beu à sa santé comme roi de France. » Une telle attitude n'excluait pas, d'ailleurs, les prétentions du Balafre qui

(1) Ses lettres et ses instructions en sont remplies. C'est, d'ailleurs, ce que paraît dire Granvelle dans une lettre du 15 mai 1583 : « Touchant le duc de Lorraine, on l'amuse en France sur le fondement du mariage de sa fille, *si esperè-je qu'il ne variera à l'endroit du Roy nostre maistre. Il doit savoir combien il luy vad d'estre neutre.* » *Corr.*, t. X, p. 207.

(2) Le 6 de ce mois, le conseiller d'Etat Michel Bouvel écrivait au secrétaire Guérin, à propos d'un voyage de Charles III à Kœurs. « *Je crains que de Kœurs Il naille par Gondrecourt à Joinville veoir madame la douairiere de Guise* et de là au neufchasteau et a Nancy comme jay entendu d'aucun. *Vous sçavez comme le partement de Son Altesse se tient secret.* » Bibl. nat., Collection de Lorraine, t. 13, fol. 3, original autographe. Le duc était à Kœurs le 9, le 12 il se trouvait à Bar-le-Duc, où, le 16, il perdait au jeu de paume avec Rosne (Arch. de M.-et-M., B. 1192, fol. 123 v^o et 314 v^o); nous ne savons pas s'il est allé à Joinville, mais on peut le croire, car le procès de Salcède préoccupait alors à bon droit les Lorrains. — Sur ses relations avec la douairière, v. P. de Bourculle, *Antoinette de Bourbon, duchesse de Guise au temps des rivalités entre Bourbons et Lorrains*. *Bull. de la Soc. philomat. vosgienne*, t. XVI (1890-1891), p. 30-74. Charles III avait avec elle d'assez nombreuses relations : il lui envoyait son peintre le 18 juillet 1579 et des courriers le 28 juin et le 11 octobre 1580 (Arch. de M.-et-M., B. 1183, fol. 292 v^o, et B. 1186, fol. 302 v^o et 308). Le 23 mars 1580, la duchesse lui avait écrit pour lui demander la jouissance de Vano-le-Château (Coll. de Lorraine, t. 27, qui contient de nombreuses lettres de la princesse depuis 1575, fol. 37, original). Quand elle mourut, Charles III envoya un de ses gentilshommes à Joinville, le 26 janvier 1583, pour « plorer le deuil de madame la vieille douairiere de Guise. » Arch. citées, B. 1196, fol. 376.

pouvait, en secret, travailler pour soi, tout en paraissant favoriser les projets de son cousin ⁽¹⁾.

Tandis que le duc préparait ainsi sa candidature au trône, il prenait nettement position vis-à-vis du roi de France. Pour arriver au cœur du monarque, il ne suffisait pas de flatter ses manies, comme Charles III le faisait à l'occasion ⁽²⁾, il fallait encore gagner ses favoris, les mignons. Henri III en chérissait spécialement deux, Joyeuse et d'Epemon, entre lesquels la faveur royale élevait déjà une rivalité profonde. Le duc de Lorraine dut choisir; mais entre le Normand Anne, baron d'Arques, vicomte de Joyeuse, et le Gascon Jean-Louis Nogaret de la Valette, comte d'Epemon, le choix du Lorrain ne pouvait être douteux. Henri III les avait fait tous deux ducs et pairs; mais d'Epemon n'était encore que colonel-général de l'infanterie que Joyeuse était déjà maréchal de France et amiral ⁽³⁾. Cependant le roi rêvait pour eux les plus hautes destinées; il les voulait allier à sa propre famille en les mariant dans la maison de Lorraine. Il commença par Joyeuse, qui était le plus jeune, mais qu'il chérissait alors le plus, et lui fit épouser la propre sœur de la reine, Marguerite de Lorraine ⁽⁴⁾. Charles III consentit volontiers à cette union qui lui créait un nouvel appui à la cour, donna, en qualité de tuteur de sa cousine, sa procuration ⁽⁵⁾, et assista au mariage de Joyeuse en grand équipage ⁽⁶⁾. Il montra toujours pour son allié beaucoup de condescen-

(1) Cf. plus bas, p. 127, n. 2.

(2) Le 9 mai 1582, il lui envoie trois chiens. Arch. de M.-et-M., B. 1192, fol. 306. C'était sans doute de ces chiens minuscules, que Henri III portait volontiers dans une corbeille attachée à son cou.

(3) L'Estoile, t. II, p. 22, 36 et 70.

(4) *Id.*, p. 12 et 21-22.

(5) Le 14 juillet 1581. Arch. de M.-et-M., B. 50, fol. 90.

(6) *Mém. de Cl. Haton*, t. II, p. 1071. Cf. lettres des 7 et 26 septembre 1581. *Négoc. avec la Tosc.*, t. IV, p. 394 et 402.

dance ⁽¹⁾ et se servit, d'ailleurs, de lui pour se faire rembourser par Henri III ⁽²⁾.

Il n'agit pas de même vis-à-vis d'Epéron. Quand celui-ci vint avec Joyeuse en Lorraine, le duc les reçut tous deux avec de grands honneurs ⁽³⁾; mais lorsque Henri III parla de marier le premier à Christine de Lorraine ou à sa sœur Antoinette, Charles III refusa énergiquement, plein d'« horreur pour une alliance si indigne ⁽⁴⁾. » C'était peut-être une faute : d'Epéron, devenu « l'archimignon » du roi, eût été d'autant plus à ménager qu'en juin 1583 Henri III devait lui donner le gouvernement des Trois-Evêchés ⁽⁵⁾, d'où il pouvait à la fois surveiller Henri de Guise en Champagne et Charles III en Lorraine. L'union du duc avec le gouverneur de Metz eût pu, d'ailleurs, favoriser le projet de restaurer le royaume d'Austrasie que certains contemporains prêtent à Charles III ⁽⁶⁾.

(1) Envoi d'oiseaux le 18 septembre 1582. Arch. citées, B. 1192, fol. 315.

(2) Lettre du 18 janvier 1583. Coll. de Lorraine, t. 12, fol. 5.

(3) Comptes du 13 janvier 1583. Arch. de M.-et-M., B. 1192, fol. 321. Cf. L'Estoile, t. II, p. 61.

(4) Lettre de Busbec, 11 mai 1583. Arch. curieuses, 1^{re} série, t. X, p. 82. Cf. l'ambassadeur vénitien qui, le 1^{er} avril, écrivait que Charles III aurait répondu au roi qu'il ne voulait pas marier sa fille à la Valette, « privatissimo Capitano. » Ms. Ital. 1733, p. 67; lettre à Walsingham, 18 avril, citée dans les *Lettres de Cath. de Méd.*, t. VIII, p. 411; Journal de Casimir de juin-juillet, Von Bezold, t. II, n^o 175, p. 130, et lettre de l'ambassadeur de Toscane du 30 octobre. *Négoc.*, t. IV, p. 475. Ce projet de mariage était peu ancien. Cf. Discours de Duplessis-Mornay, du 26 décembre 1582, *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 506. — De tous ces témoignages si précis, il semble résulter que Scipion Dupleix (p. 87 et 142), reproduit par Girard, *Vie du duc d'Epéron*, 1655, p. 23, a confondu Christine de Lorraine, sœur de la reine, avec la fille du duc.

(5) L'Estoile, t. II, p. 127. — En juillet 1583, d'Epéron vint à Metz où on lui fit une entrée triomphale. « Quand le Roy y fut esté en personne on ne luy eut sceu faire plus d'honneur. » Chronique de Metz par un protestant anonyme, Bibl. nat., ms. franç. 14530, fol. 51 v^o. Cf. le *Journal de Jean Beauchez* (1551-1661), éd. par Ch. Abel et E. de Bouteiller, Metz, 1888, p. 40 ss.

(6) Par exemple l'agent anglais Geoffrey, dans la lettre à Walsingham citée plus haut (note 4); la Noue, lettre du 4 juin 1588, citée plus bas, p. 165, n. 3, à propos du siège de Jametz, et Scoffier, *Discours du siège*

et qui a pu être un moment celui de Henri III lui-même ⁽¹⁾. Aussi, tandis que Joyeuse, devenu Lorrain par alliance, allait se montrer l'auxiliaire complaisant de Charles III, des Guises et de la Ligue, d'Epervon, qui, du reste, ne manquait pas d'esprit politique, sera-t-il leur plus implacable adversaire; rival de Joyeuse, il sera aussi celui du duc de Lorraine, s'efforcera de contrebalancer auprès du roi l'influence de sa mère et de rapprocher Henri III de son autre beau-frère, Henri de Navarre.

Cependant, en 1582 ce n'était pas encore lui qui pouvait faire échec aux projets de Charles III sur la couronne de France; c'était ce François d'Anjou qui, en dépit des prédictions des astrologues, s'obstinait à vivre et dont la politique indépendante et toute française, favorable aux huguenots et hostile aux Espagnols, contrariait forcément les projets des catholiques et en particulier des Lorrains. Une occasion de se débarrasser de lui parut s'offrir à ceux-ci tellement à propos, qu'il est difficile d'y voir une simple coïncidence : ce fut la conspiration de Salcède.

Nicolas Salcède était un Français né d'un père espagnol. Celui-ci, le commissaire Pierre Salcedo, de la famille de Figueroa, parent de l'ambassadeur d'Espagne en Angleterre, don Bernardin de Mendoza, ayant quitté son pays d'origine à la suite d'affaires ⁽²⁾, était entré au service de Henri II ⁽³⁾ et, devenu gouverneur de l'évêché de Metz,

de Jametz (composé vers 1590 et reproduit dans les *Mém. de la Ligue*, t. III), p. 571. Cf. Meurisse, *Histoire des évêques de Metz*, cité par Thirion, *Etude sur l'histoire du protestantisme à Metz*, thèse, 1884, p. 192; Girard, ouvr. cité, p. 38, et Digot, t. IV, p. 285.

(1) Jean-Casimir, dans le passage cité plus haut, p. 45, n. 4, écrit, en parlant de Henri III, cette phrase curieuse : « Loraine et ses mignons veult il faire roy; *hat er etwas hinder sich.* » Cette dernière phrase nous semble rappeler la locution française : « avoir une idée de derrière la tête. »

(2) Gachard, *Correspondance de Guillaume... d'Orange*, Bruxelles, 1847-1848, t. VI, p. LXXIII, et Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 334.

(3) Henri III à du Perrier, 16 août 1582. *Négociations de la France dans le Levant*, éd. par E. Charrière (Coll. des Docum. inéd.), t. IV, p. 134, note.

avait épousé Françoise de Beaucaire-Péguillou, sœur de l'évêque de cette ville et tante de Marie de Luxembourg, femme du duc de Mercœur ⁽¹⁾. Il était donc apparenté à la maison de Lorraine ⁽²⁾; mais en dirigeant contre Charles de Lorraine, administrateur de l'évêché, la « guerre cardinale », il s'était attiré la haine des Guises, qui le firent tuer à la Saint-Barthélemy ⁽³⁾. Nicolas Salcède ne chercha point à venger son père; c'était un scélérat. Sieur d'Auvillars en Normandie et pourvu d'un assez beau revenu ⁽⁴⁾, il s'était mis à fabriquer de la fausse monnaie et, condamné à mort par le Parlement de Rouen, le 22 décembre 1581, il n'avait échappé à sa peine que grâce à l'intervention de Charles III ⁽⁵⁾. Alors il s'était sauvé quelque temps en Espagne, puis avait reparu aux Pays-Bas où il cherchait à gagner les bonnes grâces du duc d'Anjou quand, soupçonné de le vouloir empoisonner, il fut arrêté à Bruges, le 21 juillet 1582, avec un Italien qui mourut presque aussitôt ⁽⁶⁾.

(1) *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 15. Cf. Martha Freer, ouvr. cité, t. II, p. 305, n. 2.

(2) Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur, était fils de Nicolas de Lorraine, comte de Vaudémont, oncle de Charles III et père de Louise de Lorraine, femme de Henri III.

(3) *Mémoires de Condé*, éd. 1745, t. VI, 1^{re} partie, p. 137 (Cf. J.-J. Guillemin, *Histoire du cardinal de Lorraine*, 1847, p. 405-406). L'Estoile, t. II, p. 74, et de Thou, t. V, p. 37-40, et VI, p. 411.

(4) Kervyn de Lettenhove, l. c.; cf. Gachard, ouvr. cité, p. clvii. Auvillars est aujourd'hui dans le département du Calvados; son église date en partie du XVI^e siècle, ainsi que certaines tombes du cimetière.

(5) *Discours tragique et véritable de Nicolas Salcedo*. *Arch. curieuses*, 1^{re} série, t. X, p. 144, et *Mém. de Nevers*, t. I, p. 149; de Thou, t. VIII, p. 621; *Mém. de Villeroy* (Coll. Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, t. X), p. 110. Cf. lettre de Busbec, 1^{er} octobre 1582 (*Arch. cur.*, vol. cité), p. 64, et Bouillé, t. III, p. 164. — D'après une lettre du duc d'Anjou à Henri III, du 7 septembre 1580 (Bibl. de l'Institut, coll. Godefroy, t. 260, fol. 50, original), les faux-monnayeurs pullulaient en Normandie.

(6) D'après les relations françaises, il se serait tué dans sa prison. *Discours tragique*, p. 144-147, et *Mém. de Nevers*, p. 569-570. Cf. de Thou, t. VIII, p. 624 ss. Granvelle prétend, au contraire (*Corr.*, t. IX, p. 304), que l'italien mourut des suites de la question. — Salcède avait été arrêté sur

Interrogé le lendemain de son arrestation, Salcède déclara qu'envoyé au mois de mars par le baron d'Haussonville, chargé d'affaires du duc de Lorraine à Paris, de la part de son maître vers le duc de Guise, il était allé ensuite en Lorraine porter des lettres du Balafre à Charles III, à Bassompierre et à Rosne, puis était resté quelque temps en Champagne. Renvoyé à Paris au retour du duc de Mayenne, il était ensuite revenu à Nancy, d'où il était parti à la Saint-Jean pour trouver le duc de Parme, qui avait promis de lui faire rendre ses terres en Espagne et lui avait donné un Italien pour l'accompagner auprès de François d'Anjou. Suivant sa déposition, après s'être débarrassé de Monsieur, on devait « mettre le roi en cage ». Salcède pensait s'emparer de quelques places, comme Cambrai et Dunkerque, pour Philippe II, et les conjurés devaient, semble-t-il, « mettre la France entre les mains du roi d'Espagne. » Il nommait comme complices de ce projet, outre Charles III et les Guises, les ducs d'Elbœuf et de Nevers, la plupart des gentilshommes des provinces de Picardie, de Normandie et de Bretagne, surtout la Roche-Guyon et Chantelou, la Chastre et Mandelot; à Paris Hotteman et le ministre Villeroy; en Lorraine d'Haussonville et Saint-Baslemont. L'accusé signa sa déposition et la compléta quelque peu ⁽¹⁾. Transporté en France et interrogé successivement par la reine-mère et le roi, il se rétracta, déclarant qu'il avait agi par contrainte et que son témoignage lui avait été dicté; il

les soupçons d'un conseiller du duc d'Alençon, Du Vair, qui fut envoyé en France instruire l'affaire. R. Radouant, *Guillaume Du Vair. L'homme et l'orateur jusqu'à la fin des troubles de la Ligue*, thèse, Paris, s. d. (1907), p. 42-43.

(1) Copie de la déposition de Salcède, prise sur l'original écrit et signé de sa main. *Arch. curieuses*, 1^{re} série, t. X, p. 154-160, et *Revue rétrospective*, t. VII (1835), p. 360-366, dont l'édition est beaucoup plus correcte. Cf. de Thou, t. VIII, p. 625-630.

devait, d'ailleurs, revenir plusieurs fois sur ses aveux et se rétracter encore, jusqu'à la place de Grève où il fut écartelé le 26 octobre 1582, après avoir été condamné par le Parlement pour crime de lèse-majesté ⁽¹⁾.

Que peut-on croire au milieu de tant de contradictions ? Il est certain que Salcède était coupable et nous savons qu'une partie au moins de sa première déposition est vraie. Il était venu trouver le duc de Parme avec des lettres de recommandation de Charles III et Saint-Baslemont, qui commandait des troupes lorraines au Pays-Bas, avait garanti au duc la fidélité de Salcède envers Philippe II ⁽²⁾. Toute la question est donc de savoir quels étaient au juste ses projets et ses complices. Suivant de Thou et les historiens protestants qui le copient plus ou moins ⁽³⁾, Salcède voulait tuer le duc d'Anjou et son allié, le prince d'Orange, pour débarrasser de leurs rivaux la maison de Lorraine et le duc de Parme; d'après certains historiens catholiques modernes ⁽⁴⁾, il se serait contenté de vouloir livrer quelques

(1) *Discours sur la mort de Nicolas de Salcède, dressé par le sieur Ange-noust de Sens. R. rétrosp.*, t. XII, 369-374 (*Arch. cur.*, 1^{re} série, t. X, p. 164-169), et *Conspiration de Salcède. R. rétrosp.*, t. XVIII, p. 81-85. Cf. *L'Es-toile*, t. II, p. 73-75, et de Thou, t. VIII, p. 633-636. L'arrêt du Parlement est rapporté par Gachard, ouvr. cité, p. clviii-ix. Cét arrêt est imprimé en latin et en français; un exemplaire s'en trouve aux Arch. nat., K. 1560, n° 94, suivi de ces mots : « collationné a loriginal par moy coner not^e secre^{te} du roy maison et couronne de France. » Un exemplaire sur parchemin en figure à la Bibliothèque nationale, fonds Colbert (V^e), t. 29, fol. 516. Au fol. 512 de ce manuscrit est copiée la déposition de Salcède, du 22 juillet 1582, suivie de ces mots : « faut escrire ensuite l'arrest que suit et est sur parchemin. »

(2) Le duc de Parme à Philippe II, 25 août 1582. Gachard, ouvr. cité, texte espagnol, p. clii-cliii, et traduction française, p. lxxiii ss.

(3) Entre autres, Le Petit, *La Grande Chronique ancienne et moderne de Hollande...*, Dordrecht, 1600, p. 450-451. Cet auteur est un « contemporain de la révolution dans laquelle il a joué un rôle actif, du côté de Guillaume d'Orange. » *Annales de l'Est et du Nord*, t. II (1906), p. 563. Ses informations ont donc pu corroborer celles de de Thou.

(4) Gachard, ouvr. cité, p. lxxii-lxxviii, reproduit par Rübsam, *Johann Baptist von Taxis (1530-1610)*, Freiburg im Brisgau, 1889, p. 58-59.

villes aux Espagnols. Aussi, tandis que les premiers admettent la complicité des Ligueurs, les seconds la nient. Il convient donc d'examiner avec soin leurs arguments respectifs.

De Thou reproduit à peu près textuellement la déposition de Salcède; par suite, son témoignage a une grande importance, car le père de l'historien, chancelier du duc d'Anjou et Premier Président au Parlement de Paris, avait étudié l'affaire de près ⁽¹⁾; il corrobore la copie de la déposition qui nous est parvenue et dont l'original n'existe plus ⁽²⁾. La valeur de ce témoignage est d'autant plus considérable que de Thou n'avait d'abord ajouté aucune foi aux déclarations du misérable ⁽³⁾; après avoir entièrement douté, il s'est en quelque sorte rendu à l'évidence du fait. Pour lui, la complicité des Ligueurs s'explique logiquement par leur situation, et il remarque que la plupart des prédictions de Salcède se sont réalisées ⁽⁴⁾. Au contraire, les historiens catholiques n'admettent aucun projet de meurtre de sa part, ni aucune complicité des Ligueurs; ils s'appuient, pour l'établir, sur les dénégations des principaux intéressés, Salcède dans ses rétractations, le duc de Parme et l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Jean-Baptiste de Tassis, et croient que les ducs d'Orange et d'Anjou auraient intentionnellement inventé une conspiration générale contre Henri III pour pousser ce prince

(1) T. VIII, p. 634-637. Cf. Gachard, p. LXXII. — Sur le rôle de Christophe de Thou vis-à-vis du roi dans cette affaire, rôle qui fut l'occasion de sa mort, v. Radouant, ouvr. cité, p. 64-65.

(2) Toutes les pièces ont, en effet, été détruites, par ordre de Henri III. V. plus bas, p. 53, n. 3.

(3) *Mémoires de de Thou* (Coll. Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, t. XI), p. 302-303 et 307-310.

(4) *Histoire*, t. VIII, p. 637. C'est aussi l'avis d'Estienne Pasquier, lettre à M. de Sainte-Marthe sur les origines de la Ligue. *Œuvres complètes*, 1723, t. II (lettre 2 du livre XI), col. 285, et *Œuvres choisies*, éd. Feugère, 1869, t. II, p. 292.

à déclarer la guerre à Philippe II ⁽¹⁾. Il s'agit, par suite, de savoir si le duc de Parme a pu et a dû vouloir se débarrasser des deux princes et avoir la maison de Lorraine et les Ligueurs pour complices. Cela ne peut, croyons-nous, être mis en doute.

Que les Espagnols aient désiré se défaire de Guillaume d'Orange, c'est là un fait avéré. Le roi d'Espagne et Alexandre Farnèse avouaient hautement qu'ils voulaient se débarrasser d'un hérétique, et bientôt Jauréguy allait entreprendre de le faire ⁽²⁾. Pour le duc d'Anjou, catholique et beau-frère de Philippe II, la question n'était pas aussi simple. Le roi catholique n'eut garde de l'ordonner et son cousin d'en souffler mot, car il semble bien qu'en 1582 Farnèse y songeait; il agissait, d'ailleurs, par intérêt personnel : un attentat contre François d'Anjou eût été pour lui un acte de représailles utile et quasi nécessaire ⁽³⁾. Mais il est bien certain que, si Parme a armé Salcède, il ne devait pas s'en vanter; ainsi sa dénégation n'a qu'une valeur très minime ⁽⁴⁾, et celle de l'ambassadeur Tassis, qui n'était pas sur les lieux, n'en a aucune. Tout au contraire, la complicité du duc nous paraît ressortir du fait qu'il donna à Salcède un compagnon italien de confiance. On pourrait même croire que Philippe II n'était pas tout à fait hors de cause, tant il mit d'insistance

(1) Gachard, ouvr. cité, p. LXXV. C'est déjà ce que Foncq écrivait de Lisbonne au cardinal de Granvelle le 24 septembre 1582, lettre citée plus haut, p. 42, n. 1. — C'est là, naturellement, l'opinion de Granvelle, v. plus bas, p. 52, n. 1.

(2) Gachard, qui examine l'affaire de Salcède dans la Préface du t. VI de la *Correspondance de Guillaume d'Orange*, consacre ce volume en entier aux attentats dirigés contre le Taciturne.

(3) Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 319-320.

(4) Il en est de même de la « parole de gentilhomme » qu'il donne au baron Sfondrato dans une lettre du 30 septembre 1582. *Corr. de Granvelle*, t. IX, p. 761. Le vieux renard était trop politique pour attacher quelque valeur à un serment quel qu'il fût.

à menacer Henri III et à réclamer à propos de l'exécution de Salcède ⁽¹⁾.

Reste à établir la complicité des Ligueurs. Elle résulte, à notre avis, non seulement des faits postérieurs, comme le croyait de Thou, mais encore des événements antérieurs qu'il ne connaissait pas et que nous avons exposés. Ce n'est pas, croyons-nous, pure coïncidence si, dans la bouche du misérable, se sont trouvés joints tous les noms des principaux conjurés de Nancy : Charles III, Bassompierre et Rosne, Mayenne et Henri de Guise, la Roche-Guyon et Chantelou ⁽²⁾, sans compter d'autres Ligueurs dont nous verrons plus tard le rôle. Cette complicité résulte aussi de l'attitude des princes lorrains avant, pendant et après l'exécution de Salcède. Charles III surtout, qui avait sauvé le misérable du gibet et l'avait envoyé auprès du duc de Parme, s'était toujours fort intéressé à lui : il avait déjà été parrain d'un de ses enfants ⁽³⁾ et devait

(1) Lettres de Cobham du 23 septembre 1582, citée par Hauser, *François de la Noue*, p. 119, et lettre de Busbec du 25 novembre, *Arch. cur.*, 1^{re} série, t. X, p. 66. — D'après Le Petit, p. 451, Salcède, amené à Paris, a « confessé d'avoir... receu à bon compte du Roy d'Espagne 4.000 ducats. » Cf. d'Aubigné, *Histoire universelle*, éd. par le baron de Ruble (*Soc. de l'Hist. de France*), 1892-1898, t. VI, p. 290, qui ne nomme pas Philippe II. D'après Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 338, cet argent aurait été fourni par le duc de Parme. — Il va sans dire que les dénégations répétées de Granvelle (lettres du 1^{er} et 19 septembre et du 9 décembre 1582, *Corr.*, t. IX, p. 304, 324 et 401), ne prouvent rien : le bon cardinal poussait lui-même le roi catholique à se débarrasser de tous ses ennemis, aussi bien du duc d'Anjou et d'Antoine de Portugal, princes catholiques, que des hérétiques comme Guillaume d'Orange et Elisabeth.

(2) Il n'y a d'exception que pour Pange; mais il était en Espagne et il est tout naturel que Salcède n'ait pas plus accusé son beau-frère que le duc de Mercœur, son allié.

(3) Le 17 octobre 1581, à Paris, dépense de 155 écus sols 3/4 pour « deux coupes d'argent couvertes vermeilles dorées et ciselées que monseigneur a faict prendre et achepter... desquelles il a faict don a madame de Salcedo ayant en son nom faict tenir leur enfant sur les saints fondz de baptisme. » *Arch. de M.-et-M.*, B. 1188, fol. 297.

l'être de nouveau après sa mort ⁽¹⁾; de plus, par l'entremise de Catherine de Médicis, il s'était fait céder les biens du condamné et devait les remettre à sa veuve ⁽²⁾. On peut voir là de la part du chef de la maison de Lorraine une condescendance pour sa parente; mais comment expliquer, autrement que par sa complicité, qu'il se soit, avec la reine-mère, entremis pour faire disparaître les pièces du procès ⁽³⁾ ?

Ainsi la conspiration de Salcède nous semble avoir été réellement dirigée contre le duc d'Anjou et le prince d'Orange par Charles III et les Guises de concert avec le duc de Parme. On peut admettre que l'accusé ait quelque peu amplifié ses dires; mais le fonds de sa première déposition doit être vrai. D'ailleurs, interrogé le lendemain même de son arrestation, il n'a pas eu matériellement le temps d'inventer un système absolument vraisemblable; ce n'est que plus tard qu'il a tour à tour augmenté et diminué ses accusations, soit qu'il espérât par là prolonger sa vie, soit qu'il se plût à jeter ainsi le trouble dans les consciences. On peut donc croire que le duc de Lorraine, en sauvant ce misérable de la mort, a voulu se l'attacher corps et âme pour se débarrasser de François d'Anjou qui lui paraissait un obstacle à ses desseins; on peut admettre aussi que,

(1) Discours cité, *R. rétrosp.*, t. VII, p. 374 (mal reproduit dans les *Arch. cur.*, 1^{re} série, t. X, p. 169, où on a imprimé : « M. de Pozrane fut parrain de l'enfant » au lieu de « M. de Lorraine »).

(2) *Ibid.*, et lettre du 13 août 1582. *Corr. de Toscane*, t. IV, p. 466, Une procuration du 29 mai 1582 (*Arch. de M.-et-M.*, B. 51, fol. 44 v^o) montre que Charles III avait déjà procédé ainsi pour les biens de Salcède, confisqués après la condamnation de Rouen.

(3) Discours cité, p. 24, n. 5. — Dans son *Discours sur la Ligue*, p. 49, le cardinal d'Ossat attribue cette intervention au duc de Guise. — Un pamphlet royaliste de 1585 parle, à propos de Salcède, de « l'assassinat marchandé contre la personne de feu Monsieur, frère du Roy, moyennant 6.000 écus qui lui furent donnés à Nancy. » *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 109. Nous n'avons, naturellement, pas trouvé trace de cette prétendue donation dans les comptes de Lorraine. Peut-être est-ce une confusion avec les 4.000 ducats de Philippe II (V. plus haut, p. 52, n. 1).

par une conspiration générale contre le roi, il ait voulu, d'accord avec les Guises, ressaisir l'occasion qui lui avait échappé après l'assemblée de Nancy et, avec l'aide de l'Espagne, acquérir la couronne de France. Les contemporains, surtout les protestants, semblent l'avoir bien senti ⁽¹⁾ et Henri III lui-même le lui avoir témoigné ⁽²⁾.

A peine cette affaire semblait-elle étouffée qu'il allait en surgir entre le duc et le roi une autre, qui devait montrer une fois de plus les prétentions du Lorrain, la faiblesse de Henri III et la politique oblique de sa mère. L'archidiacre de Toul, François de Rosières, reprenant la généalogie qu'il avait composée trois ans auparavant ⁽³⁾, l'avait enchâssée dans un ouvrage latin, dédié à Charles III en 1579, et publié à Paris l'année suivante, qu'il intitulait *Stemmata Lotharingæ ac Barri ducum*, et qui était, en réalité, une histoire universelle en sept parties des grands personnages ayant vécu depuis la prise de Troie jusqu'à l'époque contemporaine ⁽⁴⁾. Le tome I^{er} allait à peu près jusqu'à l'ère chrétienne, le second (où il parlait de l'usur-

(1) Cf. de Thou, t. VIII, p. 621-622 et 624.

(2) Instruction de Charles III à Lenoncourt, 4 juin 1588, citée plus bas, p. 163. En 1589, après l'assassinat des Guises, Henri III déclara qu'il croyait à leur culpabilité dans l'affaire de Salcède (Instruction donnée à l'évêque du Mans, citée plus bas, p. 173, n. 5). S'il en est ainsi, il devait considérer Charles III comme leur complice.

(3) V. plus haut, p. 10 ss.

(4) Le titre complet est : « *Stemmatum Lotharingiæ ac Barri ducum tomi septem. Ab Antenore, Trojanarum reliquiarum ad paludes Maeotides Rege, ad hæc usque illustrissimi potentissimi et serenissimi CAROLI TERTII Ducis Lotharingiæ tempora. In quibus præterea habes totius orbis nobiliorem familiarem, ac rerum ubique gentium præclare gestarum à supremis Pontificibus, Imperatoribus, Orientis et Occidentis, Regibus, Ducibus, Comitibus, etiam Turcis et Barbaris, perutile compendium, mirabile theatrum, et... ex selectissimis et gravissimis quibusque Chronographis et Historicis delineatum simulacrum ut instar BIBLIOTHECAE OMNIUM HISTORIARUM esse possit. Authore Francisco de Rosieres, Nobili et Patricio Barroductæo, Archidiacono Tullensi. Parisiis, apud Guillelmum Chaudiere... 1580 cum privilegio regiae majestatis.* » Le privilège du roi est daté du 2 août 1579 et la préface à Charles III, des calendes de janvier 1580.

pation de Mérovée, dépossédant l'héritier légitime Albéron, fils de Clodion, duquel descendaient les Carolingiens) jusqu'au V^e siècle, le troisième jusqu'au milieu du IX^e. C'est au tome IV, finissant en 1213, que se trouvaient les passages capitaux pour l'origine de la maison de Lorraine ⁽¹⁾. L'auteur, traduisant presque textuellement en latin ce qu'il avait dit dans ses « Alliances et généalogies », parlait des deux lignes masculines de la maison de Lorraine, mais en faisant remonter, cette fois, la première à Anténor au lieu de Dagobert. Il les déclarait aussi interrompues quant à la succession au duché, mais non à la descendance masculine, et montrait comment Charles III était issu de Hugues Capet ⁽²⁾. Pour mieux établir que les ducs de Lorraine étaient originaires, soit des rois de France, soit d'autres princes, et, par suite, ne pouvaient passer pour une famille étrangère, il y développait leur généalogie ⁽³⁾. Plus loin, arrivant à l'histoire de Hugues Capet, Rosières déclarait que ce roi avait usurpé le trône sur Othon, fils de Charles de Lorraine ⁽⁴⁾. Enfin, dans les trois derniers tomes, qui allaient de 1213 à 1576, et où l'histoire des empereurs, des papes, des rois et des divers ducs était à peu près traitée parallèlement, l'archidiacre se plaisait à déchirer les Capétiens et les Valois et à relever la maison de Lorraine ⁽⁵⁾.

(1) « *Stemmatum Lotharingiae ducum brevis et summaria repetitio*, » fol. 172 v^o et 173.

(2) *Ibid.* Cf. plus haut, p. 12.

(3) « Ex quibus gradationibus satis constat Lotharingicam, planèque regiam familiam nostrorum principum partim à Franciæ regibus, partim ab aliis principibus processisse, *hincque falsò exteros à quibusdam vocitari.* » Fol. 173. La généalogie va du fol. 173 v^o au 174 v^o.

(4) « *Hugo capetus... Franciæ regnum invasit iniuste.* » Fol. 200 v^o, que Lenient, *la Satire en France au XVI^e siècle*, t. II, p. 80, cite à tort sous cette forme versifiée :

« Capetus, ille invasor regni Galliae. »

(5) « Jam a publico rerum statu alienior domesticæ curæ indulgere coepit, » disait-il de Henri III (fol. 369), et il faisait peser sur lui de graves soupçons au sujet de la mort du cardinal de Lorraine.

L'ouvrage, un pédantesque in-folio, était précédé d'une ample bibliographie et d'une préface, contenant les preuves : 115 diplômes allant de 623 à 1263 ⁽¹⁾. C'est sur ces documents, qu'il n'avait fait jadis qu'indiquer ⁽²⁾, que Rosières comptait sans doute pour éblouir le public. Ce furent eux précisément qui attirèrent les premiers l'attention. Un médecin de Bar-sur-Seine, Nicolas Vignier, frère du prévôt de cette ville, auteur de différents ouvrages d'histoire et futur historiographe de Henri III ⁽³⁾, en fit la critique dans le *Traicté de l'estat et origine des anciens François* ⁽⁴⁾. Après avoir raillé en passant les « longues et prolixes narrations de certains Escriuains Allemans, Flamans et Lorrains de ce siecle » sur les origines des Francs ⁽⁵⁾, le judicieux historien s'attaquait aux « fausses Chartes » publiées par Rosières et particulièrement aux 38 premières, « Lesquelles se demonstrent evidemment estre fausses, tant par le style, qu'on voit estre dissemblable, de celuy qui a esté pratiqué es autres Chartes, vrayment attribuees aux mesmes Roys et Princes. Que pour aucunes manieres de parler et choses de substances

(1) Fol. I-XXIII.

(2) V. plus haut, p. 12.

(3) « Nicolaus Vignierius, historiographus regius, qui a. D. 1587. librum de nobilitate familiae Capetinae, dictum Hyperaspiten, sine nomine suo ediderat, contra Petrum Sanjulianensem, qui bienno ante paradoxum de origine Capetina in publicum miserat. Et Vignierius jam antea in chronico rerum Burgundicarum Basileae a. 1575 edito notarat ad a. D. 887. ex loco quodam chronici S. Benigni Divionensis tunc inediti, Robertum Fortem et Hugonem abbatem fratres fuisse. » Leibniz, *Annales Imperii occidentis Brunsvicenses*, éd. Pertz, 1843, ann. 861, § 8, t. I, p. 598. Il en est encore question à l'année 899, § 8, t. II, p. 182, où, à propos des descendants d'Arnulf de Carinthie, il écrit : « Eo Ratoldo filio naturali Wolfgangus Lazius et Nicolaus Vignierius antiquos in Bavaria Andechsenses dynastas duxere. » Cf. 894, § 17, t. II, p. 149 et 997, § 4, t. III, p. 670 et Augustin Thierry, *Dix ans d'études historiques*, éd. Garnier, p. 406-407.

(4) Troyes, 2^e éd., 1582, in-4^e. L'Épître est datée du 22 mai, l'ouvrage fut achevé d'imprimer le 22 mai 1582. Bibl. nat., La⁴⁷.

(5) Fol. oij v^o.

contenues en icelles : mesmes pour leurs dattes, qui ne conviennent ny aux temps, ny aux regnes des Roys, desquelles elles sont soubscrites ⁽¹⁾. » Et Vignier en donnait quelques exemples, critiquant les dates des unes ⁽²⁾, les titres des personnages employés dans d'autres ⁽³⁾, et concluait : « Si est-ce que, pour ce qu'elles sont quasi toutes sorties d'une mesme boutique, que la pluralité de tant de fausses, rend les autres fort suspectes. Ioinct qu'il me seroit bien aisé de me persuader, qui se soit trouvé aucuns Roys où Princes, des le temps du Roy Dagobert et depuis, qui ayant eu vne si sottie opinion de leur origine, et qui l'ayent voulu declarer en leurs lettres par ces termes tant ridicules », en se disant issus des Troyens ⁽⁴⁾. « Comme s'il estoit possible, que les Roys de France, eussent ià des le temps du Roy Dagobert, telle opinion d'eux. Et que Gregoire de Tours, qui viuoit quelque vingt ou trente ans auparavant, l'eut ignoré ⁽⁵⁾. »

Malheureusement Vignier ne citait ni le nom de Rosières, ni le titre de son ouvrage. Et puis c'était un historien et la première leçon de diplomatique ⁽⁶⁾ devait rester longtemps lettre morte. En somme, l'ouvrage n'eût guère soulevé de protestations que contre son pédantisme ⁽⁷⁾, si la politique ne s'en fût mêlée. En la même année 1582, il fut dénoncé par Duplessis-Mornay, le vigilant surintendant de

(1) Fol. *oij*.

(2) Des nos 1 et 2, 11 et 17, 22, 33 et 34 (*Stemmata*, fol. i et verso, iv verso et vii, viii et xii verso).

(3) Nos 11 et 17 déjà cités (*Stemm.*, fol. iv verso et vii).

(4) Il s'agit des diplômes nos 7, 32 et 35 (*Stemmata*, fol. x, xii et xiii).

(5) Fol. *oij* vo et sq. Avec cette phrase se termine l'ouvrage.

(6) Elle a échappé à A. Gry, dans son *Manuel de diplomatique*, Paris, 1894, qui ne cite, p. 880, que la réponse de Duplessis-Mornay.

(7) « Le plus inepte et impertinent livre... qui ait esté de ce temps » dit L'Estoile, t. II, p. 125. Dans l'*Apologie catholique* du Du Bellay, citée plus haut, p. 26, n. 5, Rosières est qualifié de « Chronologue et historien autant faucere que stupide, peu subtil, et mauvais jurisconsulte. » *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 262.

Henri de Navarre, dans le « *Discours sur le droit prétendu par ceux de Guise à la couronne de France* ⁽¹⁾. » Le pamphlétaire protestant y déclarait que l'ouvrage de l'archidiacre était fait « pour instruire un chacun du droit prétendu par ceux de Guise sur ceste couronne et du tort que la Maison de France leur retient, afin que le peuple y soit préparé, avenant la mutation qu'ils cuidoient prochaine.... Et est bien la voix commune que ceux de Lorraine prétendent la Couronne comme heritiers de Charles maigne, mais, ajoutait-il, si cet auteur est cru, elle leur est due dès le Cheval de Troie, et leur a esté ostée par Mérovée et ses Descendants », car « auroit esté le vrai heritier de la Couronne François en la maison des Ducs de Mosellane dont se disent issus ceux de Lorraine ⁽²⁾. » La généalogie des descendants d'Albéron montrait, il est vrai, comment était « à présent le Duché de Lorraine en la maison de Vaudemont ⁽³⁾ », et cela aurait dû faire taire les prétentions de leurs représentants, les ducs de Lorraine et de Guise, s'ils ne les fortifiaient en faisant venir « ceux de Vaudemont... de la maison des Comtes d'Alsatz et iceux de Conrad l'Empereur issu de la race de Charles maigne ⁽⁴⁾. *Maintenant que tout ceci soit dit pour cause, à savoir pour reveiller les prétentions de ceux de Lorraine sur le sang de nos Rois issus de Capet, l'autheur le montre assez en la procedure* ⁽⁵⁾. » Et Duplessis déclarait que Rosières inventait des épitaphes, disait tout le mal possible de Mérovée et de Hugues Capet. « Je sais, ajoutait-il, infinis mots qu'il jette à la traverse au mepris de la race des Capets; pareillement les prétentions sur Anjou, Provence, Naples... préjudiciables à cette couronne, et qu'il debat

(1) Publié dans les *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 7-20.

(2) *Id.*, p. 8-9.

(3) *Id.*, p. 11-16.

(4) Cf. l'*Anti-Guisard*, 1586, dans les *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 370.

(5) P. 16.

tant qu'il peut. Mais les louanges qu'il donne à ceux de Guyse de nostre temps, au mepris de nostre Roi, ne se peuvent aucunement dissimuler ⁽¹⁾. » Il critiquait ensuite l'origine troyenne des Lorrains et leur prétendue descendance d'Albéron, et ajoutait cette phrase capitale : « Ou peut-il montrer cela, sinon *en quelques Genealogies supposées de Lorraine*, encore que sur la fin de ses Contes, il cite plusieurs autheurs pour leur doner lustre, qui n'en disent pas un mot ⁽²⁾. » Puis il examinait en détail ces généalogies au point de vue de la loi salique et terminait par un vigoureux appel au roi ⁽³⁾.

Ainsi Duplessis, qui n'avait évidemment pas lu Vignier, se doutait que la généalogie carolingienne de la maison de Lorraine était, tout comme son origine troyenne, une fable forgée à plaisir et Rosières un faussaire, dont les inventions et les allégations pédantesques devaient servir à éblouir les contemporains; il le montrait s'attachant à rendre suspecte la légitimité des Valois et la valeur de la loi salique ⁽⁴⁾, exaltant les Lorrains aux dépens de Henri III. Ce dernier appel fut seul entendu. Rosières, accusé d'avoir imprimé « des articles non veritables et calomnieux » pour les rois de France, prédécesseurs de Henri III, et d'avoir parlé « fort irreverement » de ce dernier, fut appréhendé afin de déclarer « qui l'a mû ou a composer ou mettre en lumiere le susdit Livre » et son procès instruit par le Conseil d'Etat ⁽⁵⁾. Interrogé du 29 janvier au 1^{er} février

(1) P. 17-18.

(2) P. 18.

(3) P. 19-20. Le passage concernant la loi salique est reproduit par Bouillé, t. III, p. 99.

(4) Cf. les notes de Casimir de juin-juillet 1853. « Ung conseiller Lorrain a esté mené prisonnier à Verdun pour ce qu'il a démontré que la maison de Lorraine vient de Charlemagne et est plus proche de la couronne que les Valois. » Von Bezold, t. II, p. 139.

(5) Commission de Henri III au président de Metz, Viart, et à Sillery, 31 décembre 1582. Dom Calmet, t. VII, Préface, col. xcviij-viii. Cf. Nau,

1583, il se vit surtout reprocher d'avoir dit que Hugues Capet était un usurpateur, attaqué les Valois, principalement Louis XI, François I^{er} et Henri II, et les Français en général, tandis qu'il louait les princes lorrains. Rosières déclara qu'il avait été seul à concevoir l'ouvrage et qu'il l'avait composé d'après différents auteurs, surtout Richard de Wassebourg; que, par suite, si ses imputations étaient calomnieuses, il n'en était pas responsable. Il déclara qu'il s'était montré bon Français en sollicitant à Paris un privilège et en ne divulguant pas le livre à l'étranger; toutefois il reconnut qu'il l'avait composé à l'honneur de la maison de Lorraine ⁽¹⁾. Les conseillers du roi parurent se contenter de ces explications; on n'essaya même pas de vérifier l'exactitude de ses citations !

Cependant l'archidiacre restait sous l'inculpation du crime de lèse-majesté; le sort de Salcède l'attendait peut-être ⁽²⁾. Heureusement pour lui, la reine-mère veillait. Elle avait sans doute averti Charles III dès le début de l'affaire ⁽³⁾. Le duc vint à Paris à la fin de janvier pour sauver Rosières ⁽⁴⁾. Le 26 avril, au Louvre, devant les

Le procès de lèse-majesté intenté en 1583 à François de Rosières... d'après les relations manuscrites conservées... au British Museum. Journal de la Soc. d'arch. lorr., 1897, p. 125-126.

(1) Interrogatoire de Rosières. Dom Calmet, t. VII, Préface, col. LXXVII-xcvi, et Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 303 v^o à 315. Cf. Nau, art. cité, p. 124-129.

(2) « *Le procès de l'Archidiacre de Thoul ira loin si on ne l'esteint, car c'est un estrange livre.* » Lettre de Duplessis-Mornay, *Mémoires*, t. I, p. 160.

(3) Dès le 7 janvier 1583, Charles III parlait de son prochain départ pour la France; le 13 il est question du « présent veage que Son Altesse faict en Court de France. » Arch. de M.-et-M., B. 1198.

(4) Le 12 janvier 1583, Charles III nommait son second fils, le comte de Vaudémont, lieutenant-général en son absence (Lepage, *Offices*, p. 34). Le 29 janvier, l'ambassadeur vénitien Giovanni Moro écrit que le duc est arrivé la veille « accompagné d'un grand nombre de princes, honoré et caressé par leurs Majestés. » Ms. Ital. 1732, fol. 451. Charles III resta trois mois à Paris (Boyé, ouvr. cité, p. 56). Le 27 avril 1583, le même ambassadeur dit que le duc était parti le samedi précédent, « accompagné de plus de 500 cavaliers. » Ms. Ital. 1733, p. 90.

représentants de la maison de Lorraine et le conseil du roi, l'archidiacre convaincu dut demander grâce; le chancelier Chiverny lui fit une remontrance sévère. Tout à coup, Catherine de Médicis, « sortant comme d'une machine ⁽¹⁾ », demanda à son fils, « pour l'amour d'elle et du duc » de Lorraine, la grâce du coupable. Henri III la lui accorda, se contentant de faire lacérer l'ouvrage, et mit Rosières à la disposition de Charles III ⁽²⁾. Ainsi éclataient, aux yeux même des contemporains, et la responsabilité du duc et la complaisance de sa belle-mère ⁽³⁾.

La culpabilité de l'archidiacre était complète. Il avait sciemment faussé des documents en les interpolant, il en avait inventé d'autres ⁽⁴⁾; mais on était alors assez loin de

(1) De Thou, t. IX, p. 71. L'historien avait été avocat général dans l'affaire, par suite son témoignage a une grande valeur.

(2) « Procès verbal de ce qui se passa au Conseil d'Etat du Roy contre François de Rosières. » *Satire Ménippée*, t. II, p. 368-371, copié par dom Calmet, t. VII, col. xcviij ss.; de Thou, t. IX, p. 71 et 667, et L'Estoile, t. II, p. 124-125. D'après l'*Examen du discours contre la Maison Royale de France et particulièrement contre la maison de Bourbon... imprimé nouvellement, 1587, s. l.*, attribué à Pierre du Bellay, à la suite du procès où l'archidiacre aurait « protesté que ce qu'il avoit mis en son livre » sur l'origine carolingienne de la maison de Lorraine « estoit faux », Charles III aurait promis au roi « de luy faire escrire le contraire dans certain temps » (Préface, fol. 4 v^o). C'est là évidemment une supposition gratuite.

(3) De Thou, t. IX, p. 667 (supplément à la p. 71)

(4) Lenglet du Fresnoy (1^{re} éd., 1729), t. IV, p. 444-445. et surtout le baron de Zurlauben dans les *Mém. de l'Acad. des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. XXXIV (1770), p. 180-199. Cf. Pardessus, *Diplomata, Chartae*, t. I, 1843, texte latin avec traduction française en regard, p. 314-316. Le catalogue des actes inventés ou truqués par Rosières est dans Mühlbacher, *Regesten des Kaiserrechts unter den Karolingern*. — Déjà Leibniz, en étudiant le X^e siècle, s'était aperçu des faux de Rosières : « Confectorum diplomatum dudum reus peractus est Franciscus Roserius, neque ejus nugas attingerem, nisi animadvertissem, Martinum Magerum jurisconsultum doctum in Advocatie armatae opere tale documentum pro genuino adduxisse, non nominato auctore, quod ex hoc officina esse, statim conjeci; et Joh. Conradum Dietericum in rebus Ottonis Magni eo usum, ut ostenderet, Ottonem ante Romanam coronationem imperatorem appellatum. Id ergo critices gratia et in specimen examinabimus, nam si genuinum esset, ad hujus anni exitum pertineret, neque enim Fredericus et Bruno, nisi hoc anno quarto Kal. Januar. simul archiepiscopi fuere. » Suit un extrait et un jugement, qui finit

s'en douter ⁽¹⁾. On peut croire que, s'il avait choisi Paris pour éditer son livre et s'il avait sollicité le privilège du roi, ç'avait été pour donner à l'ouvrage plus de retentissement. Certes, Charles III ignorait les procédés de Rosières; mais c'était lui et non les Guises qui avait poussé l'archidiacre à écrire : son neveu, Rosières de Chaudeney, le dit formellement ⁽²⁾ et la dédicace de l'ouvrage le prouve amplement ⁽³⁾. François de Rosières était le généalogiste et devait devenir en quelque sorte l'historien officiel du duc de Lorraine : nous l'avons vu préparer pour lui une généalogie qui contenait en germe les *Stemmata* ⁽⁴⁾; plus tard, il devait écrire une histoire de Charles III après avoir composé celle de ses ancêtres ⁽⁵⁾. L'archidiacre de Toul, s'il avait été d'abord dévoué au cardinal de Lor-

ainsi : « Haec pleraque Ottonianis temporibus convenire non possunt. » *Ann. Imp.*, 953, § 22, t. II, p. 633-634. Leibniz y revient en 962, § 11, t. III, p. 91 en ces termes : « Sed hoc ex Francisci Roserii officina sumtum exposimus ad a. D. 953. » Le mot deux fois employé, que nous avons souligné, paraît rappeler la « boutique » dont parle Nicolas Vignier (v. plus haut, p. 57), de qui Leibniz a dû connaître le *Traicté* avec tous les autres ouvrages.

(1) Pierre du Bellay, p. 256 de l'*Apologie* citée, dit que Rosières s'est servi de « chartres, et documens falsifiez » et rappelle le jugement de Nicolas Vignier; mais tous deux paraissent croire que ces textes n'avaient pas été fabriqués par Rosières même.

(2) Ms. cité, fol. B. « Feu monsieur de Rosieres Grand Archidiacre de Toul mon Oncle paternel qui fut en credit aupres de Charles... fit mettre en lumiere en sa faveur et par son commandement la Genealogie des Princes de nostre maison. »

(3) « Atqui si tuae nobilissimae familiae certius stemma desyderes... interim hanc laboris molem excellentissimo tuo nomini consecrari supplex peto, quaeve postulare potes, antea satis ab Historicis apertè probata respondeo, adeo ut clariori non egeant emulatione. » Fol. xiii v^o. — Rosières, dans son interrogatoire (Calmet, t. VII, col. lxxx), déclare avoir offert des exemplaires de son ouvrage à Charles III et à deux de ses fils, le marquis du Pont et l'évêque de Metz.

(4) V. plus haut, p. 10 ss.

(5) « C'est Auteur avoit desseïn de laisser à la postérité les faits et Gestes du Grand Charles » dit Rosières de Chaudeney, l. c. à propos de son oncle. Le 19 avril 1606, 28 francs sont donnés à « Jean Papigny Seruiteur domestique de venerable nostre très cher et feal Conseiller d'Estat le sieur de Rozieres Grand Archidiacre et Chanoine en l'eglise de Toul... pour ses

raïne ⁽¹⁾, était devenu après sa mort l'homme de confiance du duc; originaire de Bar-le-Duc et issu d'une famille de conseillers et d'ambassadeurs lorrains ⁽²⁾, Rosières avait été envoyé en 1580 à Mayence prendre possession d'un canonicat pour l'évêque de Metz, troisième fils de Charles III ⁽³⁾; deux ans après il était devenu conseiller privé du duc, dans des conditions qui montrent combien Charles III estimait sa valeur et ses services ⁽⁴⁾. Plus tard, l'archidiacre devait, en qualité de représentant des diocèses de Toul et de Verdun, rédiger, avec deux autres commissaires, les statuts de l'Université de Pont-à-Mousson ⁽⁵⁾, et ce ne fut pas, semble-t-il, le terme de sa fortune auprès du

pouins de nous avoir icy aporté la traduction françoise en six volumes escriitz à la main de l'histoire latine de nos predecesseurs Ducz et nous composee et traduite par ledit Rosieres et M. de Gleysenove. » Arch. de M.-et-M., B. 1293 (cité dans *l'Inventaire de Lepage*, t. I, p. 158). V. plus haut, p. xi-xii, et surtout notre article cité. *Annales de l'Est et du Nord*, t. III, p. 199-200.

1) Il l'avait accompagné dans divers voyages et probablement à Rome. Ranke, t. I, p. 348 (trad. II. 39). Le 18 janvier 1574, il lui dédiait encore un ouvrage pédantesque : « Six livres du Politique contenant l'origine et estat des Cités, condition des personnes. Economie et police des Monarchies... Reims, chez Jean de Foigny, Imprimeur de Monseigneur le Cardinal de Lorraine, 1574, in-4° (*Catal. Favier*, n° 11.340).

(2) L'archidiacre parle dans son interrogatoire (Calmet, t. VII, col. xci) de ses grands oncles qui furent envoyés près des rois de France pour les affaires du duché de Bar.

(3) Comptes du 12 mai 1580. Arch. de M.-et-M., B. 1186, fol. 29 sq.

(4) « Pour le bon rapport et relation qui nous a esté faictz, jointct l'experience et congnoissance que nous avons des sens discretion literature habileté, suffisance et autres bonnes vertus » de l'archidiacre, dit Charles III dans le préambule de la nomination, « Ayans mesinement esgard et favorable consideration aux services fidelz et agreables qu'avons receu de luy, en certains veages qu'il a fait de nostre part, ou il s'est comporté avec telle dexterité preudence et fidelité qu'avons occasion de tout bon contentement de luy. » *Id.*, B. 51, fol. 80 v°.

(5) Abbé Martin, *l'Université de Pont-à-Mousson*, thèse, Nancy, 1892, p. 63; Dom Calmet, *Bibliothèque lorraine*, col. 842. La commission de Rosières est datée du 24 janvier 1587. Arch. de M.-et-M., B. 56, fol. 11. — Si l'on en croit dom Calmet, *l. c.*, l'archidiacre aurait même été recteur de la faculté de droit de Pont-à-Mousson, ce qui est inexact.

duc ⁽¹⁾. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si Charles III l'avait choisi pour préparer devant l'opinion ses prétentions au trône de France en écrivant un ouvrage historique qui fit sensation.

Cependant, cette fois encore, le duc de Lorraine avait échoué. Une occasion devait s'offrir qui allait, semble-t-il, lui permettre de satisfaire enfin son ambition : ce fut la mort de l'héritier présomptif des Valois, François d'Anjou.

(1) En 1590, Charles III lui octroyait 321 fr. « pour certaines considérations. » Lepage, *Instructions*, p. 38, n. 2. Le 30 août 1592, le « grand Archidiacre de Toul » avait été, avec un conseiller d'Etat, le maître des requêtes ordinaires Maimbourg et M. de Mondreville, « à Nomeny par commandement de S. A. », sans doute pour renouveler la trêve de Metz. Arch. citées, B. 1233, fol. 168.

III

La Ligue de Nancy et la première prise d'armes.

Au début de l'année 1584, le duc d'Anjou était tombé si gravement malade que l'on désespérait de le sauver⁽¹⁾. Aussi Henri III n'attendit-il pas sa fin pour se choisir un successeur : le 16 mai, il envoyait d'Epéron offrir à Henri de Navarre de le reconnaître comme héritier présomptif, s'il consentait à abjurer le protestantisme, et essayer de le faire venir à la cour⁽²⁾. Le roi ne s'en cachait point, d'ailleurs, et assurait Mayenne qu'il considérait son beau-frère Henri comme son successeur⁽³⁾. Les Guises, furieux, « minutaient, disait-on, leur congé⁽⁴⁾ », se préparaient à soulever les provinces, d'accord avec le duc de Nevers⁽⁵⁾, et s'entendaient de plus en plus avec les Espagnols⁽⁶⁾. A Nancy on suivait avec anxiété les progrès de la maladie

(1) Lettres du 11 mars 1584, Ms. Ital. 1733, p. 378; du 28 mars, *Bull. de la Soc. philomat. vosgienne*, t. XVI, p. 121; du 14 avril et du 2 mai, *Mém. de Duplessis-Mornay*, t. I, p. 352 et 372; du 29 avril, *Arch. cur.*, 1^{re} série, t. X, p. 112.

(2) L'Estoile, t. II, p. 154. Cf. lettre du 21 juin 1584, dans Burghley et Murdin, *A Collection of State Papers, relating to affairs in the reign of Queen Elizabeth (1571-1596)*, London, 1759, p. 409; lettre du 11 juillet, Von Bezold, t. III, p. 117; lettre d'Estienne Pasquier, *Œ. compl.*, t. II, col. 287 (éd. Feugère, II, 291) et Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 551-552.

(3) L'Estoile, t. II, p. 156. — Peut-être ne désespérait-il pas d'avoir des enfants, car il prenait à cet effet du lait d'ânesse! Lettre du 11 mars 1584, Ms. Ital. 1733, p. 385.

(4) Lettres de Duplessis-Mornay, 20 février 1584. *Mém.*, t. I, p. 309.

(5) Lettre du 2 mai 1584. *Id.*, t. I, p. 372.

(6) Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 558.

de Monsieur ⁽¹⁾; aux mois d'avril et de mai, Charles III et le marquis du Pont lui envoyaient un gentilhomme ⁽²⁾, sans doute pour prendre de ses nouvelles. Cependant le duc de Lorraine restait calme ⁽³⁾; il continuait à s'occuper des affaires de l'Ecosse et on lui prêtait le projet de faire venir à sa cour Marie Stuart, dès qu'elle serait délivrée ⁽⁴⁾.

La mort de François d'Anjou, survenue le 10 juin, et dont Ranke a pu dire qu'elle était plus importante que sa vie ⁽⁵⁾, devait modifier cette situation, en déterminant l'explosion, longtemps contenue, de la Ligue. Cette mort laissait le trône de France en perspective à un hérétique relaps, qui venait de refuser d'abjurer et de venir à la cour ⁽⁶⁾. Elle était à la fois une espérance pour la maison de Lorraine, une menace pour les catholiques et un péril pour Philippe II. Aussi Charles III, les Guises et les Ligueurs s'armèrent et les Espagnols intriguèrent, tandis que le roi de Navarre se disposait à la lutte.

A peine Monsieur eût-il disparu, que l'on vit Henri de Guise et le cardinal de Bourbon, qui depuis quelque temps ne se quittaient plus, courtiser les serviteurs du feu duc ⁽⁷⁾. Les deux princes étaient d'accord avec le duc de Nevers; tous croyaient, d'ailleurs, que Henri III ne pouvait vivre longtemps ⁽⁸⁾. On prêtait de plus en plus aux Guises le

(1) Lettre de Louise de Stainville, du 5 avril 1584. *Bull. de la Soc. philomat. vosgienne*, t. XVI, p. 123.

(2) Le 26 avril 1584, envoi d'un écuyer à Château-Thierry; le 10 mai, d'un gentilhomme de la chambre du marquis du Pont. Arch. de M.-et-M., B. 1201, fol. 351 et 352.

(3) Lettre de Beutterich, du 20 mars 1584. Von Bezold, t. II, p. 201.

(4) Lettre du 14 janvier 1584. Burghley, ouvr. cité, p. 437. — Le 19 février 1584, Jacques VI demandait du secours au duc de Guise qui, le 15 avril, écrivait en sa faveur au Pape et au cardinal de Côme. Arch. des Aff. étr., Espagne 319, fol. 95 à 99.

(5) T. I, p. 346 (trad. II, 37).

(6) Lettre du 11 juillet citée plus haut, p. 65, n. 2.

(7) Lettre du 21 juin 1584. Burghley, ouvr. cité, p. 409.

(8) Lettre du 23 juillet 1584. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 522.

projet de retourner dans leur gouvernement; mais ce dessein paraissait si « suspect » que l'on pensait le voir empêché par le roi ⁽¹⁾. Celui-ci flattait les princes, et quand on demandait au Balafré ce qu'il comptait faire, il répondait, en bon Lorrain, qu'il partirait « la semaine qui vient » ⁽²⁾. » Cependant lui, Mayenne et Mercœur se retirèrent successivement en Champagne, en Bourgogne et en Bretagne ⁽³⁾, tandis que Henri III allait à Moulins attendre le retour d'Épernon, et Catherine de Médicis à Lyon pour faire aboutir le mariage de Christine de Lorraine avec le duc de Savoie ⁽⁴⁾. Aussitôt les Guises, qui allaient recevoir des subsides d'Espagne ⁽⁵⁾, essayèrent de recruter des partisans ⁽⁶⁾ et entreprirent des levées de soldats ⁽⁷⁾; l'un d'eux, le duc d'Aumale, alla à Rome sonder le Pape Grégoire XIII ⁽⁸⁾ et y retrouva un jésuite lorrain, le Père Claude Mathieu, provincial de l'Université de Pont-à-Mousson ⁽⁹⁾,

(1) Burghley, lettre citée, p. 411.

(2) Giovanni Moro au doge de Venise, 6 et 20 juillet 1584. Ms. Ital. 1733, p. 418 et 430. L'expression « la semaine qui vient » s'emploie encore en Lorraine pour promettre quelque chose d'une manière évasive.

(3) Lettre du 10 juillet 1584. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 518. Cf. Giovanni Moro au doge, 3 août. Ms. cité, p. 445-446.

(4) Lettre du 7 août 1584. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 525.

(5) Lettre de Don Juan de Idiaquez à Tassis, du 2 septembre 1584, touchant un paiement de 12.000 écus à faire au duc de Guise (Arch. nat., K. 1573, n° 36), paiement qui fut fait dans le courant du mois, comme le constate le compte des dépenses de l'ambassade de Tassis en 1590 (*Id.*, n° 56).

(6) Le 5 août 1584, le Balafré écrivait d'Arzillières, sur les frontières de Champagne et du Barrois (auj. dép. de la Marne) à Dinteville, son lieutenant général, pour le prier de le venir trouver. Original. Le post-scriptum autographe porte : « Venez voisiner et voir vos vieux amys quand vous naurez que faire et chez vous ne serez aveq plus de puissance quen la maison de Vostre tres affectionné et asseuré amy Henry de Lorraine. » Le 22 octobre, il écrivait de Dolevant (?) à Dinteville, au sujet de sa santé et, au moment de la prise d'armes, le 22 mars 1585, essayait encore de l'attirer à lui (Bibl. nat., Collection Dupuy, t. 537, fol. 212, 214 et 233).

(7) Lettre de Casimir du 29 août 1584. Von Bezold, t. II, p. 232.

(8) D'Ossat, Discours cité, p. 54, dit que d'Aumale tomba malade à Rome vers la fin de juin 1584.

(9) Abbé Martin, ouvr. cité, p. 22. Le Père Claude était né à Gugney, dans le diocèse de Toul (auj. départ. de Meurthe-et-Moselle, au S. de Nancy).

envoyé en Italie, peut-être avant la mort de Monsieur, pour s'entendre avec les cardinaux de Côme et de Pellevé afin de pousser le Pontife à se déclarer pour la Ligue ⁽¹⁾. L'Espagne était depuis longtemps circonvenue; dès le début de l'année, le roi catholique avait envoyé en France Jean de Moreo, commandeur de Saint-Jean-de-Jérusalem, pour surveiller de près les affaires ⁽²⁾; le cardinal de Granvelle poussait Philippe II à déclarer la guerre à Henri III ⁽³⁾ et les Espagnols préparaient de nombreuses forces aux Pays-Bas, quoique la situation y fût fort calme ⁽⁴⁾. Tout était concerté entre le roi catholique et la maison de Lorraine : il devait y avoir à Nancy une réunion préparatoire, où Philippe II promettait d'envoyer un représentant ⁽⁵⁾; après quoi l'on pensait traiter à Joinville ⁽⁶⁾, chez Henri de Guise. Le monarque aurait désiré, pour cette assemblée, qu'on attendit l'arrivée en France de dom Bernardin de Mendoza, qui avait quitté Londres et était envoyé à la cour de Henri III pour lui porter des condoléances sur la mort de son frère ⁽⁷⁾; mais les instructions de l'ambassadeur vinrent

(1) D'Ossat, p. 53. Sur ce voyage, v. De Thou, l. LXXXI, t. IX, p. 293-294, et surtout Tortora, ouvr. cité, t. II, p. 108-109. — D'après une lettre du nonce de France au cardinal de Côme, du 25 juin 1584, il semble que Claude Mathieu était alors à Rome ou en était revenu depuis peu. Knox, *The letters... of William Cardinal Allen* (1532-1594), London, 1882, p. 415.

(2) Rübsam, ouvr. cité, p. 67. Cf. Ranke, t. I, p. 345 (trad. II, 35) et Baguenault de Puchesse, *La politique de Philippe II dans les affaires de France. R. des quest. historiques*, t. XV (janv. 1879), p. 29. Sur Moreo, v. aussi Forneron, *Philippe II*, t. IV, p. 48-50.

(3) Longlée à Henri III, 21 juillet 1584. Groen van Prinsterer, 2^e série, t. I, p. 5.

(4) Avis de juillet 1584. Von Bezold, t. II, p. 227.

(5) « En lorrena aura persona de mi estesa (?) » Philippe II à Tassis, 2 septembre 1584. Arch. nat., K. 1448, n^o 15.

(6) D'après les *Commentaires de Tassis* (*Commentarii de tumultibus Belgicis*, t. II, part. II des *Analecta Belgica* de Hoynck, la Haye, 1743), p. 444, passage traduit par A. Morel-Fatio, *Don Bernardino de Mendoza* (*Ann. de la Fac. des Lettres de Bordeaux. Bulletin hispanique*, janv.-mars 1906), p. 45.

(7) Philippe II à Tassis, lettre du 2 septembre 1584 citée et du 23. Arch. nat., K. 1448, n^o 16.

trop tard, la réunion était déjà faite quand il arriva à Paris (1).

Cependant Charles III faisait de grands préparatifs : il amassait surtout de l'argent, son arme principale, en se faisant avancer la valeur de trois ans de revenus (2), réclamait pour l'évêque de Metz le chapeau de cardinal (3) et aménageait la nouvelle réunion qui eut lieu à Nancy pendant la première moitié de septembre, dans le plus grand mystère. Nous sommes, sur cette seconde assemblée, beaucoup moins bien renseignés que sur la première; deux historiens seulement, l'Espagnol Cornejo et le Français Matthieu nous en ont parlé avec quelques détails (4). D'après le premier, on se serait surtout plaint à Nancy de la menace

(1) Mendoza paraît être parti d'Espagne avant la lettre du 23 septembre citée ci-dessus. Il n'arriva pas à Paris avant le début de novembre 1584; l'ambassadeur de Toscane le signale dès le 12 (*Négoc.*, t. IV, p. 542); les comptes de Tassis pour son ambassade en France s'arrêtent au 15 novembre (Arch. Nat., K. 1573, n° 57) et c'est le 25 seulement que Catherine de Médicis (*Lettres*, t. VIII, p. 226) signifie son arrivée à Philippe II.

(2) Avis de juillet cité plus haut, p. 68, n. 4.

(3) Lettre du cardinal d'Este du 28 juillet 1584. Bibl. nat., fonds Colbert (Ve), t. 338, fol. 435 ss.; *Lettres du cardinal d'Ossat*, du 24 septembre (éd. Amelot de la Houssaye, 1698, t. I, p. 1-3). Cf. abbé Degert, *Le cardinal d'Ossat*, thèse, Paris, 1894, p. 30.

(4) Nous ne parlons pas d'Edmond Richer qui, au fol. 194 du t. III de l'*Hist. Acad. Parisiensis* (ms. autographe, Bibl. nat., fonds latin, 9.946), après avoir rapporté la mort du duc d'Anjou ajoute : « idque ansam præbuit Guisiis tum aperte et palam nova moliendi Cardinali Borbonio prope octuogenario ad suas partes adacto tanquam futuro Regi. Eamque ob causam, commeatus habuerunt Nanciaci 1585 die octava Maij in peruigilio S^{ti} Nicolai (le 9 mai est la date de la translation de saint Nicolas) quo die tam horrida tempestas per totum franciæ regnum bacchata est ut plurima Campanilia et turres aedium sacrarum ventorum turbinibus corruerint ». L'auteur dit qu'il était alors à Angers. Il est bien évident qu'il n'a rien connu de l'assemblée; sachant seulement qu'elle a été tenue à Nancy et funeste à la France, il en a conclu qu'elle devait avoir eu lieu un jour de grande catastrophe. — Campiglia, *Della turbulenze delle Francie in vità del Re Henrico il Grande*, Venezia, 1617, p. 310, dit que le cardinal de Bourbon, le duc de Guise, « d'autres seigneurs, pairs et princes et des députés des villes et communautés catholiques du royaume se réunirent dans la ville de Thionville aux confins de la Lorraine », le 24 février 1585. C'est là sans doute une confusion avec l'assemblée de Nancy.

que créait pour le catholicisme la candidature de Henri de Bourbon au trône de France, on aurait traité du grand désordre que provoquait parmi les ecclésiastiques du royaume l'usurpation des bénéfices ecclésiastiques par les séculiers et on aurait résolu « de garder le Saint Concile de Trente; » finalement on aurait nommé le cardinal de Bourbon, successeur au trône de France et le duc de Guise seconde personne du royaume ⁽¹⁾. Ce récit est assez vraisemblable; mais il est difficile d'y distinguer ce qui a été fait réellement à Nancy de ce qui devait avoir lieu quatre mois plus tard à Joinville, et on peut craindre que Cornejo n'ait confondu la réunion de septembre avec celle du 31 décembre ⁽²⁾. Quant à Matthieu, il donne des détails plus cir-

(1) Le roi se montrait ami des hérétiques et se déclarait protecteur « de la ville de Genève en Savoie et des villes de Sedan et Jametz en Lorraine et de Montbéliard en Franche-Comté ». « Considerando todas estas cosas por los Principes Catholicos, y viendo quan sin remedio yuan estas burlas, hizieron vna junta muy de veras dando de ella parte a su Sandidad y Principes Christianos : la qual se hizo en Nanzi, villa capital del ducado di Lorena, donde se halleron el Duque de Lorena el Principe su hijo, el señor de Guisa, el de Mena, muchos Duques y Condes de esta casa y otras personas en nombre de algunos Principes Christianos, y villas de Francia. Aqui se tracto del gran daño que vendria a la Christiandad si venia a reynar en Francia algun Rey heretico; porque juntando sus fuerças con Ingalatera, y hereticos de Alamania, no solamente quedarian seguros los Catholicos de Francia, pero las prouincias circunuizinas se resentirian : como Flandes, Lorena, Burgoña, y aun la misma España : y que esto se començaua a entablar, pues de vna parte se veyla la importentia del Rey para dexar successor, y de la otra voluntad que tenia de conseruar la Corona el Principe di Bierna Henrrique de Borbon como persona despues del Cardenal su tio la mas allegada por linea colateral a la casa Real y genealogia de Valois, la quel fenecia con la vida del mesmo Rey.... Tracto se tambien en esta junta el gran desorden de las Ecclesiasticas de Francia » provenant de l'usurpation des bénéfices en collation des personnes séculières et de garder le Saint Concile de Trente. « An fina se resoluia en la junta, que fiendo oponerse y contrauenir as estas desordenes », on nomma le cadinal de Bourbon successeur de Henri III et le duc de Guise seconde personne du royaume. Cornejo, ouvr. cité, fol. 8-9.

(2) Cette confusion paraît d'autant plus probable qu'après la réunion de Nancy l'auteur ne parle pas du traité de Joinville et passe de suite à celui de Nemours.

constanciés, malheureusement sans préciser la date. Comme les différents historiens n'ont fait jusqu'ici que le copier ⁽¹⁾ sans l'éclairer, nous croyons nécessaire de reproduire en entier le passage de son histoire.

« Ils (les Ligueurs) s'assemblerent en la Maison de Bas-sompierre près Nancy. Là se trouverent les Ministres du Roy d'Espagne, le Duc Casimir y envoya, le Duc de Lorraine en fut, le Cardinal de Guise, le Duc de Guise, le Duc de Mayenne, Rosne, Menneville, Mondreville, Senecey et quelques autres de leurs plus confidens. Les premieres propositions ne furent que d'aviser aux moyens de soulager la France qui s'en alloit mourant, par les estranges et violentes convulsions qu'elles souffroit par les daces, impositions et extorsions » des Mignons « pour descharger le Roy de leurs pernicious conseils, rendre l'autorité et le credit aux bonnes Maisons du Royaume, qui estoient reculées et eslongnées de la Cour; pour redresser les loix et l'ancienne police de l'Estat, mettre le Clergé en assurance, et le peuple en repos : Le remède à tous ces maux fut trouvé dans une ligue et association naturelle des forces et moyens communs. Le Roy d'Espagne presenta tout l'or des Indes, le Duc de Lorraine eut bien desiré que son Fils fust Chef de ceste Ligue.

» On ne parloit point de Religion, et le premier Manifeste qui se publia sur ce n'avoit autre fondement que le bien public. Vn Iesuiste du Pont à Mousson, nommé Claude Mathieu, Prouvincial de ceste Compagnie, remonstra que si ceste pierre fondamentale estoit oubliee le bastiment se ruyneroit de soy mesme. Mais comme il n'y avoit point de peril en la Religion, que la crainte du peril estoit trop eslon-

(1) D. Calmet, t. V, col. 789-790 (II, 1384-1385); Digot, t. IV, p. 228-229; Bouillé, t. III, p. 126-127; d'Haussonville, t. I, p. 46-47, et en dernier lieu Mariéjol, ouvr. cité, p. 240. — Nous ne parlons pas de Lacretelle, ouvr. cité, p. 165-172, qui fait de ce texte une longue paraphrase.

gnee, que ceste feinte seroit trop descouuerte, tant que Monsieur le Duc d'Alençon vivroit : il fut dit que l'on ne traiteroit point le fait de la Religion. Aussi le Duc Casimir declara que si on en parloit cela regardoit l'exclusion du Roy de Navarre à la Couronne, a quoy il ne pourroit consentir ⁽¹⁾. »

Un fait immédiatement postérieur, rapporté au 11 décembre 1584 ⁽²⁾, montre qu'il s'agit bien de la seconde assemblée de Nancy, quoique Matthieu dise expressément que François d'Anjou vivait encore. Nous savons, d'autre part, que Henri de Guise, prévenu le 3 septembre par un courrier de Charles III ⁽³⁾, vint à Nancy avec son fils aîné, le prince de Joinville ⁽⁴⁾, que Mayenne et le cardinal de Guise y étaient, que l'on y attendait le duc d'Aumale, revenu de Rome, et peut-être Mercœur, alors malade ⁽⁵⁾. Il y avait alors à Nancy sûrement Rosne ⁽⁶⁾ et à peu près certainement Bassompierre ⁽⁷⁾ et Mondreville, gouverneur

(1) *Hist. de Henri III*, p. 492-493.

(2) *Id.*, p. 493. Il s'agit du délai accordé aux protestants pour rendre leurs places, dont Busini parle dans sa lettre à Vinta, du 24 décembre 1584. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 544.

(3) Arch. de M.-et-M., B. 1201, fol. 356. Le 12 septembre 1584, 42 fr. sont payés à un courrier « pour avoir été en diligence de poste pour le service de Son Altesse jusques à Bures trouver les mareschaux de logis de monseigneur le duc de Guyse. » *Id.*, 1204, fol. 300 v°. Ce lieu est évidemment Bure, village situé aujourd'hui dans le département de la Meuse, sur la frontière de celui de la Haute-Marne, jadis dans le bailliage et la prévôté de Chaumont, évidemment aux frontières de la Champagne. Le prince de Joinville en était seigneur et le *Pouillé* de 1711 le nomme Burés. *Dict. topogr. de la Meuse*, s. v.

(4) V. plus bas, p. 81, n. 5.

(5) Busini à Vinta, 18 septembre 1584. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 530.

(6) Mandements du 5 octobre 1584 concernant 350 écus sols « que Son Altesse estoit redevable au sieur de Rosne, lequel l'auroit gagné au jeu de la plotte à Nancy au mois de septembre » et une « monstre enrichie de Diamants, rubis et perles » de 285 fr. donnée à Madame de Rosne. Arch. citées, B. 1204, fol. 112 et 294.

(7) V. plus bas, p. 75, n. 7.

de Sainte-Menehould ⁽¹⁾; on peut admettre que Méneville, agent du cardinal de Bourbon ⁽²⁾, et Claude de Beaufremont, baron de Senecey, créature des Guises ⁽³⁾, y étaient aussi. Il est absolument hors de doute que Philippe II était représenté, probablement par le commandeur Moreo et un autre ambassadeur ⁽⁴⁾; mais il est complètement faux qu'il

(1) Le 26 septembre, mandement concernant l'envoi d'un courrier à Sainte-Menehould. *Id.*, fol. 301 v^o. Or Jacques du Val, seigneur de Mondrainville ou de Mondreville, « gentilhomme ordinaire de la Chambre, maistre d'hostel de Catherine de Médicis, conducteur et commissaire général des gens de guerre allemands », devenu par son mariage comte de Dampierre, était gouverneur de la ville et citadelle de Sainte-Menehould (*Bull. de la Soc. des antiquaires de Normandie*, t. XV, p. 561). Il possédait près de cette ville le château de Ham. *Revue de Champagne*, t. VII (1879), p. 45, note. Il avait joué un certain rôle dans les affaires d'Ecosse (Teulet, t. III, p. 20-21 et 26-27).

(2) François de Roncherolles, sieur de Maineville, avait servi d'agent aux Guises en Ecosse. Chéruel, *Marie Stuart et Catherine de Médicis*, 1858, p. 96-97, et Teulet, t. V, p. 281 ss. Il devait jouer dans la Ligue un rôle si considérable que Henri III le nomma « Mène-Ligue » (Henri Martin, t. IX, p. 539). L'arche de Noé (L'Estoile, t. II, p. 227) le nomme :

« Le Pélican de la Ligue.
On voit tost en après, venir, philosopant,
Et d'un stoïque pas, le brave Meneville,
Qui s'estimant de tous [estre] le plus habille,
Du Pélican a pris et l'habit et le chant. »

(3) Claude de Beaufremont, seigneur de Senecey, avait accompagné avec Bassompierre le duc de Guise en Hongrie et été député de la noblesse aux Etats de Blois, en 1575. Brantôme, t. V, p. 405, et t. VI, p. 451. Il devait, avec Rosne, essayer, sur la fin de 1584, d'attirer Beauvais-Nangis (Mém., p. 33, *Soc. de l'Hist. de France*) à la cause du Balafgré. Sur ces deux personnages, v. « le Pasquil françois » :

« Voicy les suivre un doux AGNEAU
Beau, sans tache, à tous profitable
BEAUVAIS que sans besler s'estable
Fors qu'à presentir son tombeau.

Puis vient du RENARD amorsé
De la jeune et tendre couvée
Des Poulllets pour faire enrée
C'est le baron de SENECE. »

(4) « Entr'autres nous fut ouvert le conseil d'Espagne, qui se tenoit à Nancy en Lorraine, où fut conféré de la Ligue fort secrettement et signée d'un chacun une belle Ligue pour le conserver envers tous et contre tous ». *Le Supplément du Catholicon. Satire Ménippée*, t. II, p. 279, et éd. Ch. Labitte, 1874, p. 328. Il est tout à fait inexact, comme l'a dit M. de

en fût ainsi de Casimir : le palatin, à peu près brouillé avec Charles III depuis que le duc avait acquis Phalsbourg ⁽¹⁾, n'avait pu envoyer personne; qu'eût fait, du reste, dans cette réunion exclusivement catholique, dirigée contre le chef du protestantisme en France, le représentant des calvinistes allemands? Enfin, on peut fort bien croire que le P. Mathieu se trouvait à la réunion de Nancy; c'était à la fois le confesseur et le confident du Balafre ⁽²⁾, Charles III l'estimait beaucoup ⁽³⁾ et il avait joué un rôle considérable dans les affaires d'Ecosse ⁽⁴⁾. Depuis le début de l'année 1584, il remplissait le rôle de « courrier de la Ligue ⁽⁵⁾ »; sans doute, au mois de septembre, il était revenu de Rome, où il n'allait pas tarder à retourner ⁽⁶⁾.

l'Epinois, la *Ligue et les Papes*, p. 7 (reprod. par Raulich, ouvr. cité, t. I, p. 234), que Tassis y ait été avec Moreo : l'ambassadeur espagnol était encore à Paris (v. plus haut, p. 69, n. 1). On peut affirmer, au contraire, que le commandeur s'y trouvait avec un autre représentant du roi catholique. Dans sa lettre du 23 septembre citée plus haut (p. 68, n. 7), Philippe II écrit : « esta bien que Moreo y su compañero huuiessen ayda a poner buen animo a Mucio (le duc de Guise). » D'autre part, Tassis dit (*Comment., l. c.*) que « Moreo, que les Guises avaient envoyé de Joinville vers Philippe, arriva à Madrid peu après le départ de Mendoza, » c'est-à-dire vers le début d'octobre. On peut croire que le commandeur venait, non de Joinville, mais de Nancy; il allait évidemment mettre son souverain au courant des résultats de l'assemblée qui s'y était tenue.

(1) Sur cette acquisition, v. Lepage, *Communes de la Meurthe*, t. II, p. 276 (s. v. PHALSBURG); sur les protestations des comtes palatins au sujet de l'achat de cette ville, v. Von Bezold, t. II, p. 214-215 et 226-227. D'après un autre passage (*id.*, p. 235, n. 2), il semblerait que George-Jean, comte de Veldenz, qui avait vendu Phalsbourg à Charles III, Malleloy et Saint-Paul, partisans des Guises, aient été aussi à l'assemblée de Nancy.

(2) D'après le P. Abram, dans Carayon, ouvr. cité, p. 39 à 41, et Knox, ouvr. cité, p. xxxiv, 387 et 393.

(3) La lettre qu'il écrivait au P. Claude, le 7 mai 1580, commence ainsi : « M. le Provincial, Vostre arrivée dans ma bonne ville de Pont-à-Mousson m'a été on ne peut plus agréable. » Carayon, ouvr. cité, p. 134-135.

(4) De 1582 à 1584. Knox, ouvr. cité, p. 129, note, 415 et 236, note.

(5) Sur l'explication de ce mot, v. L'Estoile, de Thou, Crétineau-Joly, *Histoire des Jésuites*, t. II, p. 305-306, et abbé Martin, ouvr. cité, p. 22.

(6) Il était à Rome en novembre 1584 (*Mém. de Nevers*, t. I, p. 654) et y est signalé le 3 décembre comme envoyé par le cardinal de Bourbon (*Lettres du cardinal d'Ossat*, t. I, p. 18); il devait en revenir au début

Les Guises furent logés au palais ducal que l'on avait fait fournir de meubles à cette occasion ⁽¹⁾; des acteurs italiens jouèrent « plusieurs fois » devant le duc et l'on fit venir « des violons de Nancy pour solepniser la feste, » il y eut aussi des carrousels ⁽²⁾. Sans doute les princes se divertirent avec Rosne ⁽³⁾ et Charles III au jeu de paume de Nancy ⁽⁴⁾, pour lequel le duc avait « envoyé à Turin querre des ballons ⁽⁵⁾ » et à celui de Saint-Dizier-lès-Nancy, où l'on joua aussi ⁽⁶⁾. Cette dernière circonstance nous autorise même à croire que des réunions secrètes eurent lieu chez Bassompierre, qui possédait une propriété le long du chemin de Boudonville, dépendant alors du village de Saint-Dizier ⁽⁷⁾. On peut admettre, d'ailleurs, que le Balafre, qui

de 1585. Crétineau-Joly, t. II, p. 307. Sans doute il y était allé notifier au Pape les résultats de l'assemblée de Nancy et jouer auprès de Grégoire XIII le même rôle que Moreo auprès de Philippe II. Dans ses lettres des 2 et 23 septembre citées plus haut, p. 68, n. 7, le roi catholique parle du confident que le cardinal de Bourbon pense envoyer à Rome en diligence : c'est évidemment Claude Mathieu.

(1) Dépenses de 435 fr. 4 gros payés à « plusieurs particuliers pour meubles qu'ilz ont forniz et delivrez a mectre au chateau de Nancy » et de 28 fr. 8 deniers donnés à un « potier d'étain demeurant audict Nancy pour meubles qu'il a fourny durant que Messeigneurs de Guyse ont été à Nancy, » 9 septembre et 16 novembre 1584. Arch. citées, B. 1204, fol. 315 et 110 v^o.

(2) Comptes des 27, 12 et 15 septembre 1584. *Id.*, fol. 280 v^o, 278 v^o et 114 v^o.

(3) V. plus haut, p. 72, n. 6.

(4) Comptes des 17 septembre et 5 octobre 1584. *Id.*, fol. 293 et 112.

(5) Compte du 4 août 1584. *Id.*, fol. 355. Le 1^{er} octobre, 15 écus sont donnés à « un pelottier de Thurin pour luy aider a sen retourner audict Thurin. » *Id.*, fol. 282. Les pelottiers du Piémont étaient renommés (Cf. Gerland, *Leibniz's Briefwechsel mit Papin*, p. 261). A Barcelonnette, il existe diverses familles du nom de « Pelottier, » sans doute originaires du Piémont.

(6) « A Nicolas Collot maitre du jeu de paulme de saint-Dizier les Nancy » 32 fr. 5 gros « pour fournitures de raquettes et en avoir remonté d'autres, le tout pour le service de S. A. » Comptes du 30 septembre 1584. *Id.*, fol. 361 v^o.

(7) Un acte de partage du 14 mai 1563 (Arch. citées, G. 336) fait par Antoine de Bassompierre au nom de ses frères Bernard et Christophe, porte qu'ils possèdent ensemble « la moictié d'une piece de terre contenant environ ung journal vingt deux verges et demi *on ban de saint-dizier on*

devait un peu plus tard se cacher à Haroué chez son ami ⁽¹⁾, a pu en faire autant pendant son séjour à Nancy.

Ainsi le passage de Matthieu se rapporte bien à la seconde assemblée de Nancy ⁽²⁾; l'auteur nous paraît bien informé pour le lieu de la réunion et le nom des personnages, à une exception près. Il paraît en être de même pour les agissements des Ligueurs. On peut admettre toute la première partie du récit, celle qui concerne les classes de l'Etat et la fondation de la Ligue, aussi bien que ce qui touche la religion. Le P. Mathieu a dû en réclamer l'adjonction ⁽³⁾,

lieu qu'on dict en boudonville partant du travers, » c'est-à-dire sans doute que la pièce était partagée suivant la hauteur en deux parties, qui évidemment avoisinaient le chemin. La tradition, enregistrée par Digot (t. IV, p. 228), mais qu'on ne trouve pas dans dom Calmet, rapporte en effet que l'assemblée de 1584 a eu lieu à Boudonville. — Ce village était depuis le 10 juillet soumis au procureur de Nancy. Lionnois, t. I, p. 368. V. sur Boudonville, Chr. Pfister, *Histoire de Nancy*, t. I, p. 22-23.

(1) V. plus bas, p. 81, n. 4.

(2) C'est à elle, évidemment, que se rapporte cet autre passage (p. 501) : « Le pauvre paysan qui ne scait que c'est une *Ligue*... de Peronne ny de Nancy, ou elle fut bastie. » Dans l'*Hist. des derniers troubles de la France* (citée plus haut, p. 17, n. 5), Matthieu, sans parler de la réunion de Nancy, dit aussi : « que le Roy se souvienne des traitez de Peronne, de Nancy et Chalon » (fol. 34 v^o). Il s'agit évidemment de l'assemblée de 1584, car une note indique au traité de Châlons la date « du 20 de mars 1585. » Dans l'*Hist. de Henri III*, l. viii, p. 663, le même historien rapporte que, pour décider la mort des Guises, on représenta au roi « le Conseil tenu à Nancy, duquel le premier article tendoit à se saisir de la personne du Roy. » Ce fait est placé entre le rappel de la conjuration de Salcède et un autre, daté de 1587, de sorte qu'il paraît que Matthieu fait encore allusion ici à l'assemblée de 1584; nous craignons malheureusement qu'il n'y ait ici une nouvelle confusion, cette fois avec les résolutions de janvier 1588. Cf. plus bas, p. 143.

(3) Dans la « Response aux Declaration et protestation de MM. de Guise faites sous le nom de Monsieur le Cardinal de Bourbon pour justifier l'injuste prise de ses armes », Duplessis-Mornay écrira en 1585 (Mém., t. I, p. 458, et *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 98) : « Tels sont les fruits de l'assemblée generale qu'ils tenoient a Paris nagueres en Septembre, et y presidoit certain Jesuite de Pont a Mousson, directeur de ces Conseils. » Il faut lire évidemment Nancy au lieu de Paris et il y a là une allusion très nette au Père Claude. — A la cour du roi de Navarre on était très bien informé de ce qui se passait à celle de Lorraine, témoin les paroles du Béarnais à Christine de Lorraine rapportées plus loin, p. 112.

que l'on n'a pas admise parce que la réunion avait un caractère purement politique⁽¹⁾. Naturellement, Casimir n'étant pas représenté à Nancy, n'a pu protester ni directement, ni par ses envoyés, contre l'exclusion de Henri de Navarre de la succession; mais telle a dû être son attitude en 1580⁽²⁾. Par là, nous arrivons à cette conclusion : Pierre Matthieu, ligueur bien informé, a confondu dans son récit la première et la seconde assemblée de Nancy; en voulant, à son habitude, grouper les personnages et les événements pour les rendre plus dramatiques, il les a en quelque sorte superposés⁽³⁾. Ainsi s'explique cette apparente contradiction qui a dérouté certains historiens, qu'il ait à la fois déclaré expressément que le duc d'Anjou vivait et donné la date de décembre 1584 comme immédiatement postérieure à la réunion⁽⁴⁾.

(1) Matthieu le dit formellement en invoquant le « premier manifeste » sur lequel nous avons fait plus bas une longue digression, p. 87, n. 1.

(2) V. plus haut, p. 32.

(3) L'abbé Richard, ouvr. cité, p. xxviii et 218, note, remarque la même chose à propos des entrevues de Pierre d'Épinac avec les Guises. — Matthieu dit, p. 493, que l'assemblée de Nancy fut divulguée au roi par La Rochette, qui y avait assisté. On peut se demander aussi si ce renseignement n'est pas une nouvelle confusion. Nous savons, en effet, que La Rochette fut surpris au mois de mars 1585 en conduisant des armes pour le duc de Guise et relâché en avril. *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 649), et lettre du 12 avril 1585 de l'ambassadeur vénitien (ms. Ital. 1734, fol. 45), qui écrit : « Esto La Rochette ha publicato la legha di questi Principi per stabilimento della religione, sendone capo il Cardinal di Borbone. »

(4) Cette confusion de Matthieu explique la date de mars 1584, donnée par Chalambrert, *Histoire de la Ligue sous Henri III et Henri IV*, 1584, t. I, p. 418, et reproduite par différents historiens (Lallemand, *Les maisons historiques de Nancy*, p. 21; Baudoin, *Histoire du protestantisme et de la Ligue en Bourgogne*, 1887, t. II, p. 246). Sachant que la réunion de Nancy était de l'année 1584 et, suivant Matthieu, avant le mois de juin, date de la mort du duc d'Anjou, et abusés par le passage de Brantôme qui déclare (v. plus haut, p. 27, n. 3), que Guise et Casimir s'étaient vus à Nancy *au carnaval*, au début de la Ligue, ils ont peut-être aussi confondu la date julienne (3 mars) avec la date grégorienne (15 février) du mardi-gras et ont fait tomber l'entrevue en mars. — Cependant un romancier postérieur de plus d'un siècle, Stavayer de Mollondin, paraît avoir connu la vraie date de l'assemblée. Dans *l'Histoire et les amours du duc de Guise, surnommé le Balafré*, Paris,

Nous sommes à présent en mesure d'étudier ce que les Guises, Charles III, leurs partisans et les Espagnols ont résolu à Nancy en septembre 1584. Le prétexte de leur réunion fut peut-être un service que le duc de Lorraine paraît avoir fait célébrer alors pour l'âme du duc d'Anjou ⁽¹⁾; mais la véritable cause fut la question de sa succession au trône. Comme à la première assemblée de Nancy ⁽²⁾, les seigneurs, et en particulier les Guises, durent se plaindre de la faveur croissante accordée par Henri III à ses favoris, en particulier à d'Epemon ; mais l'on alla certainement plus loin et ce ne fut pas là, croyons-nous, l'objet principal de la réunion, ni l'occasion du renouvellement de la Ligue. L'héritier présomptif étant désormais un hérétique soutenu par le roi, il fallait les combattre tous deux et ce fut évidemment contre eux que fut faite la Ligue, c'est-à-dire, suivant Matthieu, une « association mutuelle de forces et moyens communs » à tous les catholiques. La seconde assemblée de Nancy créa la véritable *Ligue*, telle qu'elle

1695, p. in-12, ouvrage intéressant pour la réforme de l'orthographe, il dit, après avoir rappelé la mort de François d'Anjou, en parlant de Henri de Guise : « Ce chef étoit à Nancy, capitale de Loraine, les Princes de sa Maison s'y étoient assemblez à sa priere, pour convenir entre eux des moyens de profiter d'une si favorable conjecture. » Il serait intéressant de savoir si l'auteur n'a pas eu à sa disposition des papiers des ducs de Guise et si ce n'est pas là un ouvrage d'une certaine valeur historique, comme les *Amours du Grand Alcandre* pour Henri IV (que Ranke a jugé, t. II, p. 33, note (trad. II, 247, n. 1). Ce dernier ouvrage, attribué à la princesse de Conti, n'a paru qu'au milieu du XVII^e siècle; d'après A. Lefranc, (*Rev. des cours et conférences*, 14 déc. 1905, p. 215), il n'a pas une grande valeur. Il serait d'autant plus curieux de rechercher si l'*Astrée* d'Honoré d'Urfé, qui contient des allusions aux amours de Marguerite de Valois, ne renferme rien sur la Ligue, que d'Urfé a combattu et négocié pour elle.

(1) Le 18 septembre 1584, paiement de 82 fr. 2 gros à « Gerard Burotte fumelier en l'estat de Son Altesse pour fourniture de cire et aultres fraiz... pour les obseques de feu monsieur frere du Roy »; le 11 octobre, paiement d'un menuisier « pour plusieurs ouvrages par lui faictz et soustenuz a dresser le candelabre qui a servy a leglise des Cordeliers de Nancy pour le service y faict de Monsieur frere du Roy. » Arch. citées, B. 1204, fol. 110 v^o et 380.

(2) V. plus haut, p. 29.

est connue dans l'histoire, bien différente de celle qui avait été ébauchée à Péronne; c'était peut-être la répétition et certainement l'extension de celle que, selon Casimir, Charles III avait essayé de conclure avec le Roi Catholique à la suite de la première réunion de Nancy : ce fut une alliance des catholiques fanatiques de France, hostiles aux rois de France et de Navarre, avec les princes lorrains et Philippe II contre la monarchie légitime et son légitime représentant, au profit d'une famille étrangère, et, en somme, une union politique établie contre les Valois-Bourbons, beaucoup plus qu'une association religieuse conclue contre les protestants. On peut donc affirmer que Henri de Navarre fut alors déclaré déchu de la couronne et admettre, avec Cornejo ⁽¹⁾, qu'on proclama à Nancy le cardinal de Bourbon successeur éventuel de Henri III. Depuis longtemps le Balafré s'entendait avec l'oncle de Henri de Navarre ⁽²⁾, qui avait pour lui les droits incontestés du sang et qu'il était facile de diriger; peu avant la mort du duc d'Anjou, le cardinal, soutenu par les Guises, avait proclamé ses droits à la couronne ⁽³⁾, et ses prétentions n'avaient pu que s'affirmer ensuite. Même, si l'on en croyait des témoignages espagnols, Catherine de Médicis, qui depuis longtemps s'était attaché le vieillard ⁽⁴⁾, aurait été sa complice ⁽⁵⁾.

(1) V. plus haut, p. 70.

(2) Leur entente est signalée par Tassis à Philippe II à propos des affaires du Portugal, dès le 7 septembre 1582. Arch. nat., K. 1559, n° 56.

(3) Lettres de l'ambassadeur vénitien, 11 mars et 13 avril 1584. Ms. Ital. 1733, p. 378 et 360. Le 10 mai, Tassis écrivait à son maître que le duc de Guise voulait « faire déclarer le cardinal de Bourbon héritier de la couronne. » Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 538.

(4) Dès 1575, Jean Michel écrit : « Elle s'attache... le cardinal de Bourbon, homme doux et inoffensif, qu'elle emmène toujours avec elle. » *Relat. des ambass. vénitiens*, 1^{re} série, t. II, p. 249.

(5) Le 28 juin 1584, Granvelle écrivait : « La Reine-Mère cherchera... à faire reconnaître le cardinal de Bourbon, son grand ami du moment, comme le plus proche parent du roi, dans l'espoir de faire, en attendant, tout ce qu'elle voudra. » *Corr.*, t. IX, p. 432. D'après Tassis (*Commentaires*

En Espagne, et peut-être à Rome, cette candidature était bien accueillie ⁽¹⁾; il est tout naturel que le roi catholique ait ordonné à ses envoyés de la faire triompher ⁽²⁾.

Mais s'il en fut ainsi, Charles III ne put les laisser faire sans protester, bien que la nomination du cardinal réservât en quelque sorte tous ses droits et lui permit de les faire valoir à la mort du vieillard. C'est pourquoi, sans doute, le duc essaya de faire nommer son fils chef de la Ligue. Nulle occasion plus belle n'eût pu se présenter de faire arriver le marquis au trône de France : c'était, d'ailleurs, reprendre les négociations de Pange en Espagne ⁽³⁾. Ce fut peut-être à cette occasion que Charles III fit frapper une

cités), la reine-mère et le duc de Guise, que Mendoza « voyait souvent séparément, cherchant à capter leur bienveillance par des promesses utiles à leurs desseins, firent si bien qu'ils convinrent ensemble » que l'ambassadeur « se rendrait le plus vite possible auprès de Philippe II et que la reine pour plus de sûreté le ferait accompagner jusqu'à la frontière par un courrier. » Il s'agissait, selon Tassis, de le supplanter. Mendoza partit de Paris en avril 1584, en pleine maladie de Monsieur (Morel-Fatio, art. cité, p. 27). — Nous ne pouvons admettre cette complicité de Catherine et des Guises avec Bourbon, qui eût contrarié les projets de Charles III.

(1) Nous n'avons pas le témoignage de Philippe II, mais on peut l'induire de la place que joue le cardinal, à côté du Balafre, dans les lettres de septembre citées plus haut, p. 68, n. 7, et surtout du fait que les instructions de Mendoza (*Comment.* de Tassis, l. c.) portaient d'abord qu'il devait aller à Joinville, où la candidature du vieux Bourbon fut formellement reconnue. Dès le 29 juin 1584, Olivares écrivait de Rome à Philippe II que le cardinal de Bourbon et le comte de Montpensier pourraient être choisis comme héritiers présomptifs au trône de France. Arch. des Aff. étrang., Espagne 297, fol. 172.

(2) Cependant Philippe II se réservait encore de traiter avec le roi de Navarre, sans doute afin de mieux troubler la France. Il semble, en effet, que les dernières négociations des deux monarques, rappelées par Duplessis-Mornay (*Mém.*, t. I, p. 461, et II, 584), soient de la fin de l'année 1584. Cf. les fragments de L'Estoile, publiés par H. Omont, *Mém. de la Soc. de l'hist. de Paris*, t. XXVII (1900), p. 14-15.

(3) V. plus haut, p. 42-43. Tortora, p. 17, copiée par Cabrera, t. III, p. 77, rapporte que Charles III « offrait de favoriser la cause de tout son pouvoir, mais en secret, ne jugeant pas à propos de se découvrir, le roi ne l'ayant pas provoqué ni offensé, et étant son allié par le sang. » C'est là, en réalité, la politique que suivra le duc quand il se verra évincé dans ses prétentions.

médaille au nom de Henri de Lorraine, représenté « entre deux mains qui lui mettent la couronne sur la tête, avec les mots : *Crescenti crescunt cœlestia dona* ⁽¹⁾. » Il en fut évidemment pour ses frais. Cependant rien n'était encore officiellement résolu. Après l'assemblée de Nancy, Moreo alla en soumettre les résultats à son maître et le P. Mathieu au Pape ⁽²⁾, en attendant la réunion de Joinville.

Il était naturel que les chefs lorrains se préparassent à une lutte qui paraissait prochaine et décisive. Tandis qu'une partie des Guises gagnait la Bourgogne pour faire leurs adieux à M^{me} de Nemours, qui se rendait en Italie ⁽³⁾, le Balafre allait secrètement chez Bassompierre à Haroué afin d'« y traiter avecques plusieurs colonels de reitres, lantsquenets et Suisses, pour les levées de la Ligue ⁽⁴⁾. » En même temps Charles III, accompagné du prince de Joinville ⁽⁵⁾, faisait un voyage jusqu'aux frontières orientales de ses Etats, peut-être pour dissimuler une entrevue avec les deux conjurés à Haroué ⁽⁶⁾, et, de retour à Nancy, le 10 octobre, réunissait les Etats généraux, qu'il avait convoqués

(1) « Une médaille de bronze avec les armes de Lorraine en plein, et aux deux côtés un Henri avec une épée en dedans, et autour cette légende : *Henricus et Lothar. Marchio Pontiss. 1584.*

Sur le revers, le même Prince est représenté armé, la lance à la main droite et un bouclier à la main gauche, ayant les pieds sur un Croissant. » Nous avons donné dans le texte la suite de cette citation. D. Calmet, t. V, préface, col. LXXXII. — Nous n'avons trouvé, dans les comptes, aucune indication permettant de préciser la date.

(2) V. plus haut, p. 73, n. 4, et p. 74, n. 6.

(3) Lettres du 18 septembre 1584 citée, Burghley, p. 422, et du 2 octobre, *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 534.

(4) *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 39.

(5) Le 7 octobre 1584, à Lunéville, don de 60 écus à un gentilhomme servant du marquis du Pont « pour un cheval que son Altesse a faict achepter de luy pour en faire don à monsieur le prince de Joinville. » Arch. de M.-et-M., B. 1204, fol. 309 v^o.

(6) Le 30 septembre 1584, le duc est encore à Nancy, le 1^{er} octobre à Lunéville, le 2 à Deneuvre, le 4 et le 5 à Blâmont où il possédait un château, le 7 il est de retour à Lunéville, après quoi nous perdons sa trace jusqu'au 10 octobre où il est à Nancy. *Id.*, fol. 281 v^o, 282, 293, 282 v^o, 380 et note précédente.

dès le 14 septembre ⁽¹⁾ : il voulait évidemment avoir de l'argent et, sans doute, en obtint moyennant l'opposition de la noblesse ⁽²⁾.

Cependant l'assemblée de Nancy avait été loin d'être un mystère : à Paris, l'ambassadeur de Toscane et celui d'Angleterre la connaissaient dès qu'elle eut lieu ⁽³⁾, celui de Venise un peu plus tard ⁽⁴⁾. Henri III lui-même paraît en avoir été informé au début même ⁽⁵⁾, du moins ne tarda-t-il pas à l'apprendre de divers côtés, et peut-être dans le détail ⁽⁶⁾; cependant il ne fit rien pour empêcher la réunion, ni surtout pour en prévenir les suites, continua à favoriser d'Epernon contre Joyeuse ⁽⁷⁾ et à s'entendre avec Henri de Navarre ⁽⁸⁾. Ce ne fut que le 11 novembre qu'il défendit les ligues et enrôlements ⁽⁹⁾; en même temps il appelait à la cour, où il avait réuni une assemblée des notables, le car-

(1) Duvernoy, ouvr. cité, p. 317. Cf. comptes du 22 octobre. Arch. citées, fol. 302 v^o.

(2) Nous ne connaissons, en effet, ces Etats, que par la lettre de l'ambassadeur de Toscane du 2 octobre 1584 citée plus haut, p. 81, n. 3, qui nous apprend que les nobles firent de l'opposition au duc à propos des Grands-jours de saint Mihiel; mais il était d'usage qu'ils accordassent tous les subsides réclamés.

(3) Lettres citées plus haut, p. 81, n. 3. On écrivait à Walsingham le 18 septembre (Burghley, *l. c.*), qu'on espérait bientôt le renseigner complètement; nous n'avons malheureusement pas cette nouvelle lettre.

(4) Le 12 octobre 1584. Ms. Ital. 1733, fol. 474.

(5) Lettres citées plus haut, p. 81, n. 3. D'après l'ambassadeur de Toscane, le roi se proposait d'envoyer Joyeuse en Lorraine.

(6) Le 19 septembre 1584, Brûlart écrivait à Dinteville qu'il était question d'armements en Champagne « comme s'il y avoit quelque apparence demotion que lon voulust mettre sus. » Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 537, fol. 213; le 14 novembre, il en écrit à De Maisse, *Négoc. du Levant*, t. IV, p. 309, note. D'après L'Estoile, qui a mentionné la réunion de septembre (t. II, p. 169), le roi en fut informé par le duc de Bouillon; cependant celui-ci ne paraît pas avoir connu l'affaire (Von Bezold, t. II, p. 235, n. 2).

(7) Lettres des 12 et 13 novembre 1584. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 542 et 544.

(8) Cf. plus haut, p. 72, n. 2.

(9) « Declaration du roy contre ceux qui font ligues, associations, enrôlements, menées et pratiques contre l'Etat de son royaume. » Capefigue, t. IV, p. 195, n. 2.

dinal de Bourbon et les Guises ⁽¹⁾; mais les uns et les autres n'avaient garde de venir : Bourbon était réfugié à Gaillon ⁽²⁾, les Guises, priés à plusieurs reprises, s'étaient excusés sous divers prétextes ⁽³⁾; le Balafre, retiré à Joinville, profitait de ce que l'ambassadeur espagnol, Bernardino de Mendoza, avait remplacé à Paris Jean-Baptiste de Tassis, pour faire venir celui-ci, avec le commandeur Moreo ⁽⁴⁾, à la réunion d'où devait sortir l'acte constitutif de la Ligue.

A cette assemblée assistaient, avec Henri de Guise, Tassis et Moreo, le cardinal de Guise, les ducs de Mayenne, d'Anjou et d'Elbœuf; Méneville y représentait le cardinal de Bourbon ⁽⁵⁾. Charles III, arrivé à la fin de décembre ⁽⁶⁾, s'y trouva avec Rosne et Bassompierre. Comme lors de l'assemblée de Nancy, le duc joua à la prime avec les deux capi-

(1) Lettre du 12 novembre 1584 citée plus haut, p. 81, n. 3.

(2) *Mém. de Chiverny*, p. 483.

(3) Lettre des ambassadeurs vénitiens, 21 décembre 1584. Ms. Ital. 1733, p. 513. Cf. Granvelle à Marguerite de Parme, 11 janvier 1585. *Corr.*, t. XII, p. 6.

(4) Tassis quitta Paris le 6 décembre 1584 (Rübsam, ouvr. cité, p. 72, et Morel-Fatio, art. cité, p. 48). Comme le devait faire Mendoza (Morel-Fatio, p. 44-45), il se rendit aux Pays-Bas et peu après Noël alla avec Moreo à Joinville (Rübsam, p. 72). — Tassis prétend dans ses *Commentaires* (l. c.) que ce fut Moreo qui décida Philippe II à l'envoyer à Joinville à la place de Mendoza. Granvelle (*Corr.*, t. IX, *passim*) ne paraît pas avoir eu une grande confiance en Mendoza; Tassis au contraire, au dire de Duplessis-Mornay (lettre à Henri IV, 4 avril 1592, *Mém.*, t. II, p. 236) était « le plus habile homme qu'ait l'Espagnol. »

(5) D'après le texte du traité de Joinville, Du Mont, *Corps universel diplomatique du droit des gens*, 1726-1731, t. V, 1^{re} partie, p. 441-443.

(6) On le trouve à Bar le 24 décembre 1584; de là il fit sans doute demander au duc de Guise s'il était opportun de venir de suite, car le 6 janvier 1585, un courrier ordinaire était remboursé « pour deux voyages qu'il a fait par la poste de Joinville à Bar et retour audit Joinvilles pour les affaires de sadite Altesse. » Le 1^{er} janvier, il avait fait un don aux « pere gardien et Cordelliers de Joinville. » Le 4, on le retrouve à Bar; le 6 il y rembourse « 100 escus pistolets d'Italie » avancés au « maistre d'hostel de monsieur le duc de Guyse pour distribuer aux officiers de mondit seigneur de Guyse... en consideration du séjour » que Charles III « a fait au lieu de Joinville au mois de décembre » 1584. Arch. de M.-et-M., B. 1206, fol. 369; B. 1204, fol. 305 v^o, et B. 1206, fol. 326 et v^o.

taines lorrains et le Balafre⁽¹⁾; pour divertir ses hôtes, celui-ci avait fait venir à Joinville la troupe de Châteaueuil, qui « joua des tragédies et des farces⁽²⁾. » Le traité fut conclu le 31 décembre⁽³⁾. Charles, cardinal de Bourbon, « premier prince du Sang de France » y était déclaré « Successeur de la Couronne de France » et formait, avec les Guises et Philippe II, une « Ligue offensive et défensive, perpétuelle et a toujours... pour la seule tuition, defense et conservation de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, restauration d'icelle, et pour l'entière extirpation de toutes Sectes et Heresies de la France et Pays-Bas. » Le cardinal s'engageait à faire proclamer le concile de Trente et à renouveler avec Philippe II le traité de Cateau-Cambrésis, à lui restituer Cambrai qui, conquis par le duc d'Anjou, avait été gardé par Henri III, et même une partie de la Navarre⁽⁴⁾. Par contre, le Roi catholique promettait aux Ligueurs 50.000 écus par mois pour entretenir la guerre, du jour où elle serait déclarée : il s'engageait à avancer 600.000 écus, l'argent d'une année, en deux fois

(1) Le 6 janvier 1585, mandement pour 446 écus « que S. A. a perdu par trois diverses fois au jeu de prime a Joinville avec monsieur le duc de Guyse et les sieurs de Bassompierre et Rosne. » *Id.*, B. 1206, fol. 138. On peut conjecturer que Pange, qui plus tard paiera les troupes du Balafre (v. plus bas, p. 89, n. 1) était aussi à Joinville et à la réunion précédente de Nancy.

(2) Le 6 janvier 1585, remboursement de 20 écus donnés à Châteaueuil... en consideration des tragedies et farces quil joua pendant le sejour de sadite Altesse audit Joinville. » *Id.*, B. 1206, fol. 323 v°. Cf. Henry, art. cité, p. 80, n. 2.

(3) Cette date, donnée par le traité français (Du Mont, *l. c.*), est reportée par Tassis (*Commentarii*, p. 455) au 11 janvier 1585 (Cf. Rübsam, ouvr. cité, p. 72, et Robiquet, ouvr. cité, p. 195). Nous ne pouvons accepter cette dernière date : le départ de Charles III dans les premiers jours de janvier, la présence de Méneville à Paris le 3 (*Procès-verbal de Nicolas Poulain*, Capefigue, t. IV, p. 252, et *Arch. cur.*, t. XI, p. 290), qui tous deux figurent au traité, nous obligent à maintenir la date traditionnelle.

(4) Par un article secret. *Commentarii*, p. 454. Cf. Ranke, t. I, p. 352 (trad. II, 43) et Rübsam, ouvr. cité, p. 75, qui relève une légère erreur du grand historien allemand.

dans l'espace de six mois et 400.000 pendant le reste de l'année. Le traité devait être secret et ne pouvait « être publié que par l'avis et consentement de toutes les deux parties. » Une place y était réservée pour les ducs de Mercœur et de Nevers ⁽¹⁾. Le tout devait être ratifié pour la fin du mois de mars suivant, date du premier versement, à laquelle on avait évidemment arrêté la prise d'armes ⁽²⁾.

Cet acte, qui resserrait l'alliance des Ligueurs avec l'Espagne, était avant tout un « traité de subsides ⁽³⁾ » qui devait permettre à la maison de Lorraine de combattre Henri III, et, à ce point de vue, Charles III y avait pris une place importante. Evincé dans ses prétentions et ne voulant pas

(1) Ce traité ne fut pas signé par Charles III. Dans une copie (Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 87, fol. 203 ss.), évidemment prise sur l'original, on trouve à la fin, d'une écriture différente du texte :

« Io Batta de Tassis	tambien en nre nom
François de Roncherolles	que nous faisons fort de Messieurs
Henry de Lorraine	le Cardinal de Guise
Charles de Lorraine duc de Maine	et ducs d'Aumale et d'Elbeuf. »

et cette observation en marge :

« Ces lignes sont de monsieur de Guise. »

« N^a Ils ont laissé espace entre la signature de Mr d'Aumalle et la leur pour y mettre deux signatures, et encore plus bas pour en mettre quatre ou cinq. » (*Id.*, fol. 208).

Des « Considerations sur le Traicté de Joinville en l'an 1584 » figurent Bibl. de l'Institut, coll. Godefroy, t. 335, fol. 297-299; elles datent du règne de Louis XIII et sont peut-être de Théodore Godefroy lui-même.

(2) Dans ce traité il n'est pas question de la prétendue assemblée de Magdebourg du 15 décembre 1584 à laquelle, selon les catholiques, aurait répondu celle de Joinville et dont plusieurs historiens catholiques (l'Epinois, ouvr. cité, p. 7-8, Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 599) s'obstinent à affirmer l'existence depuis que le prétendu traité de Magdebourg a été publié par le P. Theiner (continuation des *Annales ecclesiastici* de Baronius, de 1571 à 1590, éd. 1856, t. III, p. 756). Déjà Henri de Navarre, dans son manifeste du 10 juin 1585 (*Mém. de la Ligue*, t. I, p. 135-136; cf. de Thou, l. LXXI, t. IX, p. 323) en avait démontré l'impossibilité. Elle résulte, de plus, pour nous de ce qu'il n'en est pas question dans la correspondance de Jean-Casimir, qui aurait dû y jouer un rôle considérable d'après le texte du prétendu traité. Von Bezold n'en parle qu'incidemment, t. II, p. 205, n. 1, à propos d'une lettre de novembre 1585, en déclarant qu'on ne peut lui rapporter de date exacte.

(3) Segesser, *Ludwig Pfiffer und seine Zeit*, t. II, p. 17.

entrer directement dans la Ligue contre le roi ⁽¹⁾, le duc s'était rattrapé en se faisant la caution de l'argent que Philippe II promettait aux Ligueurs : il devait garantir le paiement des 400.000 écus avancés « sur le courant de la seconde année ⁽²⁾. » Evidemment Charles III, qui connaissait les embarras financiers des Guises et en avait déjà profité ⁽³⁾, qui savait aussi combien le roi d'Espagne, chargé de dettes et déjà son débiteur, pouvait difficilement tenir ses engagements à temps donné, espérait, en jouant le rôle de bailleur de fonds auprès d'eux, comme il l'avait fait auprès de Henri III, se créer de nouveaux droits à leur reconnaissance et, par suite, à la couronne de France. En se posant ainsi en financier complaisant, il voulait, sans paraître adhérer ouvertement à la Ligue, s'attacher à elle et ne pas la perdre de vue ⁽⁴⁾.

Tandis que Moreo retournait en Espagne pour soumettre le traité à la signature de Philippe II et que Tassis veillait à son exécution ⁽⁵⁾, que le Père Mathieu essayait vainement d'obtenir à la Ligue l'approbation de Grégoire XIII ⁽⁶⁾, et qu'on lançait de Reims la déclaration du cardinal de

(1) Cf. plus haut, p. 80, n. 3.

(2) Du Mont, p. 442. « Efficietque ut Dominus Dux Lotharingius illis promittat asseveratque hanc ultimam summam quadragintorum millium aureorum praescripto tempore haud dubie solutum iri. » Tassis, p. 451.

(3) Par le rachat de Hombourg et Saint-Avold. Cf. plus haut, p. 34, n. 3.

(4) Cf. plus haut, p. 80, n. 3. En fait, 20.000 écus furent « fourniz à Nancy » par un commissaire de Philippe II, avant le 5 mai 1585. Quittance de cette date dans Bouillé, t. III, p. 504, et de Croze, t. I, p. 246 (d'après les Arch. nat., aujourd'hui K. 1573, n° 41). — Cette attitude du duc devait donner aux protestants de graves présomptions sur l'entrée de Charles III « en cette Ligue de laquelle, en oultre, *il doit estre tenu pour le principal chef*, n'ayant peu ceulx de la maison de Guyse donner au roy d'Espaigne les assurances requises, si ledict sieur de Lorraine ne se feust constitué pleige et caution pour eux. » Tel est le langage qui aurait été prononcé par Quitry en 1587. *Mém. de la Huguerye*, t. III, p. 17.

(5) Rübsam, ouvr. cité, p. 76.

(6) De Thou, t. IX, p. 294-295; Tortora, t. II, p. 109; Crétineau-Joly, t. II, p. 307, et *Mém. de Nevers* (Traité de la prise d'armes), t. II, p. 77.

Bourbon, datée de Péronne le 31 mars 1585 ⁽¹⁾, Henri de Guise, resté à Joinville, faisait lever en Suisse par le colonel Pfiffer des troupes qui devaient s'assembler à Pont-à-Mousson ⁽²⁾. La prise d'armes se préparait sous les yeux de Charles III. « J'ai vu M. de Lorraine, lequel m'a compté

(1) Ed. *Mém. de Nevers*, t. I, p. 641-646, et *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 56-62. Ce manifeste, qui demandait au roi de rendre à la noblesse tous ses droits et de soulager le peuple, parlait assez peu de religion (cf. plus haut, p. 77, n. 1), alors qu'il s'élevait avec force contre les Mignons. Il en est question dans la *Satire Ménippée*, t. I, p. 126 (éd. Labitte, 150). « Vous forgeâtes votre premier manifeste imprimé à Rheims qui ne parloit pas un seul mot de la religion, mais bien demandiez tous les Estats et gouvernemens de ce royaume... ce que vous corrigeâtes par vostre second manifeste du conseil de Rosne qui, pour tout brouiller, dit qu'il ne falloit que mettre la religion en avant. » Le premier manifeste avait été imprimé à Reims avant le 19 mars 1585. Henry, ouvr. cité, p. 76. C'est là sans doute le « manifeste contre les Mignons, dressé par M. de Roissi » quand « Monsieur de Lion arrivant, on s'advise de rhabiller le manifeste et de prendre vn plus specieux pretexte de la Religion. » *Mém. de Nevers*, t. I, p. 163. Dans la « Concion et harange faicte à Châlons le 26^e jour du mois de mars 1585 par Monsieur le Duc de Guise en presence des chefs et capitaines de son armée », le Balafre dit qu'il a pris les armes « en partie pour deffendre le pouvre peuple de la misère et calamité en laquelle il est reduit par le moyen d'un tas de mignons », flétrit d'Epéron, oppose à son origine de Guillaume de Nogaret sa propre généalogie carolingienne d'après des « livres escripts à la main » et les glorieux services de son père et termine ainsi : « Et maintenant pour recompense de tant de services on nous menace de nous egaller à des mignons lesquels ne sont pas à preferer à un simple soldat. » Il les qualifie d'« aspics et sensues de nostre France » auxquels il faut s'opposer « pour la tuiion du pouvre peuple. » *Travaux de l'Acad. de Reims*, 1902-1903, t. I, p. 149-151, d'après le ms. XLV, n° 13, de la collection Lansdowne au British Museum. Dans ce discours, il n'est pas du tout question de religion. Au contraire, le 10 juin 1585, à Châlons, le cardinal de Bourbon signa « un second manifeste par lequel il déclare de nouveau qu'ils n'ont d'autre but que de maintenir la religion catholique et la fidélité au roi. » Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 601, note, d'après le même ms. de la coll. Lansdowne. C'est là évidemment le manifeste rhabillé sur le conseil de Rosne, après l'arrivée de Pierre d'Epinaç, qui vint à Châlons le 6 avril (Richard, ouvr. cité, p. 219) et fut bientôt renvoyé près du roi. Sans doute, dans cette seconde pièce, les prétextes religieux invoqués par Guise (*Lettres de Cath. de Méd.*, t. VIII, p. 269 et 278) sont amplement développés. — Cette longue note prouve combien les bibliothèques étrangères pourraient utilement contribuer à nous renseigner pour la Ligue sur notre histoire nationale.

(2) Lettre du P. de la Rue, 18 mai 1585. Teulet, t. III, p. 342.

que les affaires estoient beaucoup plus avancées que je ne pensois, et qu'on estoit prest à commencer », écrivait le 11 février le Courrier de la Ligue, qui se trouvait alors à l'Université mussipontaine⁽¹⁾. Charles III, que l'on qualifiait avec le duc de Guise de lieutenant général de la Ligue⁽²⁾, était manifestement le complice du Balafré⁽³⁾. Presque toute la noblesse de Lorraine tenait pour l'Union⁽⁴⁾; dans les levées que l'on faisait pour elle, la plupart des colonels, Bassompierre et le rhingrave Frédéric, son allié, entre autres, étaient lorrains⁽⁵⁾, et la Lorraine ne devait pas tarder à fournir des armements⁽⁶⁾. Bien plus, le duc aidait son cousin à solder les levées, par l'intermédiaire de son

(1) *Mém. de Nevers*, t. I, p. 656. On a cru pouvoir contester cette lettre, avec l'ensemble des *Mémoires* de Nevers (Brémont d'Ars, art. cité, *Rev. des Q. hist.*, t. XXXV, p. 232-233). Son authenticité nous semble résulter de ce fait qu'il s'en trouve, à la Bibliothèque de l'Arsenal (ms. 5.416, p. 649) une copie, signalée par l'abbé Martin (ouvr. cité, p. 22), qui présente sur quelques points des leçons meilleures que l'édition : ce n'est donc pas une copie de l'ouvrage de Gomberville; celle-là et celui-ci proviennent sans doute d'un original perdu. — Pont-à-Mousson était le rendez-vous des Jésuites ligueurs. Le 7 février 1585, l'écossais Robert Bruce écrivait à Marie Stuart par l'ambassadeur Morgan : « Après des persuasions longues et répétées faites en mon nom par quelques principaux chefs des Jésuites au nom dudit ambassadeur et en sa propre instance, je suis revenu de Pont-à-Mousson en Lorraine pour être employé dans les affaires et entreprises qui ont été en délibération l'année dernière comme elles sont encore et spécialement pour voyager grâce aux lettres du duc de Guise. » Burghley, ouvr. cité, p. 458.

(2) En tête de la déclaration du 31 mars 1585, d'après les *Mém. de Nevers*, t. I, p. 647. Cf. D. Calmet, t. V, col. 793 (II, 1387).

(3) Il déclarait plus tard à Philippe II (Lepage, *Instructions*, p. 197) qu'il avait fourni 200.000 écus au duc de Guise au commencement de la prise d'armes. Cf. plus haut, p. 86, n. 4.

(4) Lettre du P. de la Rue citée plus haut, p. 87, n. 2. Cf. Henry, art. cité, p. 77.

(5) Lettres des 14 et 29 mars et du 9 avril 1585. Von Bezold, t. II, nos 319, 322 et 353, p. 248, 249 et 251. Beauvais-Nangis, *Mém.*, p. 36, parle de « MM. de Lenoncourt, de Gondrecourt et autres Lorrains, qui amenaient de l'infanterie » au duc de Guise après le mois de mars 1585. Cf. déposition de Villefallier du 1^{er} avril, *Lettres de Cath. de Méd.*, t. VIII, p. 244, note.

(6) Lettre du 2 juin 1585. *Revue de Champagne*, t. VII (1879), p. 354.

chef des finances, Jean de Beauvau ⁽¹⁾. Enfin Charles III qui, « pour l'apparence de très grands troubles et rumeurs » se produisant au moment de la révolte des Guises, s'était fait accorder un nouveau subside par les Etats généraux ⁽²⁾, faisait lever sur ses terres le plus de troupes qu'il pouvait ⁽³⁾, augmentait considérablement la garde de Nancy et faisait mettre « ordre sur tous les passages tant de la France que de ce pays » pour qu'il ne put « passer personne qu'on ne sache qui il est ⁽⁴⁾. » Aussi devait-il prendre une part directe à l'attaque du Balafré contre les Trois-Evêchés. Lors de la prise de Verdun, le régiment d'infanterie de Jean de Lenoncourt, bailli de Saint-Mihiel, fut envoyé au secours de Saint-Paul, qui opérait pour le duc de Guise ⁽⁵⁾. A celle de Toul, Charles III fournit des vivres et prêta très probablement du canon ⁽⁶⁾. Nul doute que lorsque le fils de François de Guise voulut surprendre Metz, le duc de Lorraine n'ait essayé d'agir dans la place par les vassaux qu'il

(1) « Estat du payement que Mons^r de Panges a faict faire de l'ordre et commandement de Monseigneur le Duc de Guize tant aux 13 compagnies de gens de guerre à pié françois du regiment de Monsieur de Rosne que aux officiers dudict regiment pour le mois d'avril 1585 », paiement opéré au mois de mai et certifié par le Balafré le 16 novembre. Copie. Bibl. nat., coll. Clairambault, p. 357, fol. 99 ss.

(2) Lettres de non-préjudice du 6 avril 1585. Arch. de M.-et-M., B. 682, n° 17. Cf. Henry, art. cité, p. 89.

(3) « Ils mectent en ceste ligue... le duc de Lorraine lequel faict lever ce qu'il fault de gens sur ses terres. » Malpierre à Brûlart, 25 avril 1585. Bibl. nat., fonds Colbert (V°), t. 337, fol. 397 v°. En 1585 on nettoya les armes à Neufchâteau « eu égard au danger et appareil de guerre proche ledict Neufchâteau », on y conduisit de la poudre et des jeunes gens s'y exercèrent au tir de l'arquebuse. Arch. citées, H. 4.497 (*Inventaire*, t. II, p. 95).

(4) Beutterich à Casimir, Nancy, 9 avril 1585. Von Bezold, t. II, p. 253-254.

(5) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 569; cf. Dumont, *Hist. de Saint-Mihiel* citée, t. I, p. 253, et plus haut, p. 88, n. 5, le témoignage de Beauvais-Nangis. La complicité de Charles III est affirmée dans la *Chronique de Buffet*, p. 16.

(6) Rapport du 13 juillet 1595 rappelant que, en mai 1585, du blé, de l'avoine et du vin furent fournis « pour subvenir aux munitions du siège de Toul. » Arch. de M.-et-M., B. 10.392, fol. 192 v°; lettre de Louise de Stainville du 7 mai 1585. *Bull. de la Soc. philomat. vosgienne*, t. XVI, p. 127.

y possédait, entre autres le sieur de Chambley⁽¹⁾. Et lorsque Gaspard de Schomberg, envoyé en Allemagne par Henri III, traversa la Lorraine, il fut arrêté à Briey par Lenoncourt, sur l'ordre du duc, conduit d'abord à Verdun, puis à Châlons⁽²⁾.

Cependant les Guises étaient maîtres, outre Toul et Verdun, des places de Champagne, de Bourgogne et de Picardie. Henri III, après avoir essayé vainement de s'emparer du Balafré⁽³⁾, n'avait osé résister et avait essayé, dès le début, de négocier⁽⁴⁾. Comme il ne réussissait pas, il chargea sa mère d'agir à sa place⁽⁵⁾. Catherine, quoique malade, partit le 30 mars pour la Champagne⁽⁶⁾; elle devait, pendant deux mois, lutter pied à pied contre des ennemis qui se dérobaient sans cesse. Elle essaya vainement, en effet, de forcer Henri de Guise à se déclarer et de séparer

(1) *Chron. de Buffet*, p. 18-19. Celui-ci parle (p. 26) de soldats « advoués de monsieur de Lorraine » et p. 28 des « Gentilshommes qui sont aux gages de Mons^r de Lorraine. » Cf. *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 571. — Peut-être le capitaine Bois, pris en allant à Metz (*Lettres de Cath. de Méd.* des 26 mai et 16 juin, t. VIII, p. 298-299 et 321) est-il le même que le capitaine Dubois et ses compagnons « arrestez par commandement de S. A. » et détenus dans un hôtel de Nancy. Arch. citées, B. 1206, fol. 18.

(2) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 570-571, reproduit par D. Calmet, t. V, col. 794 (II, 1389). Sur la prise de Schomberg, v. lettres des 6 et 9 mai 1585, Bibl. nat., coll. Colbert (V°), t. 19, fol. 226 et 230, et Forneron, *Philippe II*, t. III, p. 237. De Thou, t. IX, p. 281, dit qu'il fut arrêté sur le conseil de Bassompierre; or l'historien qui, en 1588, se lia avec Schomberg (*Mém. de Thou* cités, p. 325) pouvait être bien renseigné. Il y eut sans doute sur la demande du roi un semblant d'enquête : le 14 septembre 1585, le conseiller d'Etat Jean Hennezon recevait 48 fr. pour un voyage fait « avec le greffier de la court des grands jours de Saint-Mihiel allant informer de la prinse du sieur Collonel de Schomberg. » Arch. citées, B. 1206, fol. 387.

(3) Henry, ouvr. cité, p. 69-70, d'après la lettre de Dinteville au roi, 21 mars 1585, éd. *Revue de Champagne*, t. VII (1879), p. 127. Cf. Ranke, t. I, p. 353, n. 1 (trad. II, 44), d'après une lettre de Mendoza du 5 avril 1585 (Arch. nat., K. 1563, n° 155).

(4) Lettre du 29 mars 1585. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 552.

(5) Un peu auparavant, le 29 mars 1585, il écrivait au landgrave Guillaume : « ma mère, qui n'est qu'une meme chose avec moy. » Von Bezold, t. II, p. 248.

(6) L'Estoile, t. II, p. 204.

de lui le cardinal de Bourbon; en même temps, elle poussait Henri III à satisfaire au prétexte de la religion, mis en avant par les révoltés, le suppliant de faire au Parlement une déclaration qui eût enlevé au Balafré toute raison de demander des places de sûreté; sans cesse elle recommanda au roi de s'armer, de payer et de renforcer la garnison de Metz, qu'elle avait elle-même réussi à sauver, et de faire venir des Suisses; finalement elle obligea son fils à traiter, alors que de nouveaux retards lui eussent été funestes ⁽¹⁾. Il est donc complètement faux qu'elle se soit, comme on l'a dit, entendue avec les ducs de Guise et de Bourbon, et qu'elle eût empêché Henri III de venir à Châlons pour mieux favoriser la formation de l'armée ligueuse ⁽²⁾.

En fut-il de même vis-à-vis de Charles III, qu'elle appela dès le début ? On peut en douter. Il est certain que Catherine était portée par ses sympathies à se servir de son gendre, et le chef de la maison de Lorraine, qui paraît d'ailleurs avoir voulu négocier avec Henri III peu avant la prise d'armes ⁽³⁾, était le médiateur indiqué entre le roi son beau-

(1) C'est ce qui résulte de sa correspondance, des mois d'avril et mai 1585, t. VIII, p. 244-301. Cf. Barthélemy, *Le traité de Nemours d'après des documents inédits. R. des quest. historiques*, t. XXVII (avril 1880), p. 465-495.

(2) Comme le disent L'Estoile, t. II, p. 204-205, M^{me} Duplessis-Mornay, *Mém. (Soc. de l'hist. de France)*, t. I, p. 154, et Beauvais-Nangis, *Mém. cités*, p. 36. Estienne Pasquier, au contraire, dans une lettre à Sainte-Marthe (*Œ. compl.*, fol. 288, éd. Feugère, t. II, p. 297), l'en décharge complètement : « La reine-mère... est d'avis qu'il faut composer toutes choses avec les Guises et a pris cette charge en main, pour en après traicter avec le roi de Navarre... quelques docteurs contemplatifs se persuadent que sans son aveu le duc de Guise n'eût pris les armes; et que, ne se voyant plus appelée par le roi son fils aux affaires, elle s'était voulu rendre nécessaire. *On ne peut empêcher les langues venimeuses de mal parler.* » La vérité est que Henri III, qui voulait résister, mais trop tard, s'obstinait et que la paix fut presque conclue malgré lui.

(3) « Je m'estois resolu, sur la prière que M. de Lorraine m'avoit faite d'attendre le retour de Maillane qu'il avoit envoyé devers le roi, de ne bouger de ma maison » écrivait, le 20 mars 1585, Henri de Guise à Dinteville. *R. de Champagne*, t. VII, p. 127. Le 28 mars, 78 écus sont payés à « M. de Maillane, chambellan » du duc pour un voyage qu'il a fait « vers le Roy pour le service de Son Altesse. » Arch. de M.-et-M., B. 1206, fol. 372.

frère et les Guises ses cousins ⁽¹⁾; mais il faut admettre alors que, pour une habile politique, sa belle-mère s'est laissé singulièrement duper par le duc, dont elle n'était pas sans connaître le rôle plus que louche. Elle montra une foi aveugle dans le Lorrain ⁽²⁾, et, bien que celui-ci lui donnât de piètres raisons de son rôle à Joinville, elle parut s'en contenter ⁽³⁾. Il faut voir là tout au moins de la faiblesse maternelle, et les contemporains devaient le lui reprocher vivement ⁽⁴⁾.

Dès le commencement d'avril, Henri III avait fait prier ses deux beaux-frères, les ducs de Mercœur et de Lorraine, d'arrêter la rébellion; Charles III avait répondu qu'il ferait ce qu'il pourrait ⁽⁵⁾. Il accourut à l'appel de Catherine ⁽⁶⁾, accompagné du marquis du Pont, de son premier ministre, le comte de Salm, et de deux secrétaires d'Etat ⁽⁷⁾, et arriva à Epernay le 13 avril. Il avait vu le Balafré à Châlons, l'excusa, en alléguant les intérêts de la religion, et demanda que le roi satisfît à l'honneur des Guises ⁽⁸⁾. Catherine chargea son gendre de faire revenir son cousin à Epernay; Henri de Guise y arriva avec le cardinal de Bourbon et accorda une trêve de quinze jours ⁽⁹⁾. Quand le Balafré se plaignit que

(1) « La Reyna Madre procura que el Duque de lorrena como cabeça de aquella casa viniesse a Reyns. » Mendoza à Philippe II, 18 avril 1585. Arch. nat., K. 1563, n° 58.

(2) *Lettres de Cath. de Méd.* des 14, 16, 24 avril et 30 mai 1585, t. VIII, p. 250-251, 253, 261 et 306.

(3) Lettre citée du 14 avril 1585. *Id.*, p. 251.

(4) L'Estoile, t. II, p. 242-246 et 284-285. Cf. lettre du 11 juin 1585, *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 579.

(5) Lettres des 2 et 6 avril 1585. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 609 et 563.

(6) « Il y a cinq ou six jours que *quelqu'un qui est au service secret de la royne mere m'a accosté* » écrit Beutterich à Casimir de Nancy, dans la lettre citée plus haut, p. 89, n. 4.

(7) L'un d'eux était Michel Bouvet. Comptes des 12 mars, 5 et 12 août 1585. Arch. de M.-et-M., B. 1206, fol. 357 et 347. Cf. *Lettres de Cath. de Méd.* du 19 avril, t. VIII, p. 257.

(8) *Lettres de Cath. de Méd.* du 14 avril 1585. *Id.*, p. 250.

(9) Lettres des 16 et 30 avril 1585. *Id.*, p. 254 et 267-268; lettre du 5 mai, *R. de Champagne*, t. VII, p. 352. Cf. Herelle, t. II, p. 141.

le roi violait cette suspension d'armes, Charles III se chargea de la garantir ⁽¹⁾. Guise et Bourbon devaient venir à Châlons conférer avec la reine-mère; le jour venu, ils refusèrent. Catherine dut aller au-devant d'eux, accompagnée du duc de Lorraine, qui essaya de leur « faire prendre lieu et jour » pour une nouvelle conférence et réclama une prolongation de la trêve ⁽²⁾. Après plusieurs négociations inutiles à Epernay, la vieille reine, lasse et découragée, voulait retourner à Paris : ce fut Charles III qui renoua les négociations dont sortit le traité de Nemours ⁽³⁾.

Ce traité, qui fut signé le 7 juillet 1585 en présence du duc de Lorraine ⁽⁴⁾, était à son avantage. Henri III ne reconnaissait plus en France que la religion catholique et approuvait tout ce qui avait été fait pour la Ligue. Henri de Guise recevait les places de Toul et Verdun, avec une garnison et 100.000 écus pour construire une citadelle dans cette dernière ville. Les levées faites en Allemagne pour la Ligue devaient être payées avec 200.000 écus fournis par

(1) *Lettres de Cath. de Méd.* du 2 mai 1585, t. VIII, p. 271.

(2) Lettre du 7 mai 1585. *Id.*, p. 278-280.

(3) Lettre du 30 mai 1585. *Id.*, p. 306. — D'après une lettre de Malpierre à Brûlart de Bruxelles, 10 juin 1585, les Ligueurs « noseroient conclure la paix sans le roy d'Espagne lequel se dit fort resolu de soustenir ladicte ligue » et Charles III aurait envoyé aux Pays-Bas un de ses écuyers, nommé Haraucourt Meigneres, peut-être pour « chercher icy secours. » Le 17, il écrit : « Il vient icy ordinairement plusieurs gentilshommes de Champagne et Lorraine qui emmenent ce quils peuvent de gens de guerre et quantité d'armes. » Bibl. nat., fonds Colbert (V^e), t. 337, fol. 425 v^o et 427. — Le premier fait nous est confirmé par le mécontentement dont témoigna Philippe II en apprenant la conclusion du traité de Nemours. Quant au second, on peut se demander si le duc de Lorraine voulait plutôt, par des armements nouveaux, empêcher les Ligueurs de conclure la paix que les mettre en état de signer le traité le plus favorable.

(4) Deux copies du traité de Nemours portent : « Articles accordez... a quoy estoit present monseigneur le duc de Lorraine. » Bibl. des Aff. étr., fonds France, t. 761, fol. 103 et 105. Le texte de Tassis (*Commentarii*, p. 462) porte : « praesente Domino Duce Lotharingiae. »

le roi et garantis par Charles III ⁽¹⁾; celui-ci obtenait même, outre la garde qu'il devait avoir depuis Henri II, une compagnie de 50 hommes d'armes ⁽²⁾. Il allait bientôt s'engager à « garantir et desdommager » les reîtres, parmi lesquels figuraient Bassompierre et Mansfeld, de 120.000 écus ⁽³⁾. En exécution du traité de Nemours, Henri III révoqua, le 18 juillet, tous les édits de pacification antérieurs et interdit l'exercice du protestantisme ⁽⁴⁾. Quand le duc vint à Paris saluer le roi ⁽⁵⁾, tout le monde paraissait réconcilié et Charles III joua avec d'Epernon et Joyeuse, comme il l'avait fait auparavant, à Epervier, avec Schomberg, qu'il avait contribué à faire relâcher ⁽⁶⁾. Il s'en retourna à Nancy le 30 juillet, accompagné de Henri de Guise ⁽⁷⁾, et eut une dernière entrevue à Châlons avec lui, Rosne et Bassompierre ⁽⁸⁾.

Charles III avait obtenu de la prise d'armes tout ce qu'il pouvait en espérer après la conclusion du traité de Joinville. Evidemment les Lorrains avaient échoué à Metz; mais ils avaient réussi à arracher Verdun et Toul au favori du roi et le duc de Lorraine, dont le fils était évêque du premier siège, et qui tenait les deux autres par ses cousins, le car-

(1) Du Mont, *Corps diplomat.*, t. V, 1^{re} partie, p. 453-454, et *Lettres de Cath. de Médicis*, t. VIII, p. 477-479; Tassis, *Comment.*, p. 465-466. Cf. de Thou, t. IX, p. 328; Matthieu, t. I, p. 501; D. Calmet, t. V, col. 795-796 (II, 1389-1390) et Digol, t. IV, p. 233.

(2) Procuration du 12 mars 1587. Arch. de M.-et-M., B. 56, p. 85.

(3) Lettres d'indemnité du 24 juillet 1585. *Id.*, B. 684, n° 21. Original en parchemin. Cf. D. Calmet, t. VII, préface, col. cx, et La Huguerye, *Mém.*, t. III, p. 17-18. Le 6 octobre, Charles III promettait d'indemniser les colonels dans le courant de l'année suivante. Arch. citées, B. 54, fol. 132.

(4) Mariéjol, ouvr. cité, p. 248.

(5) Lettres du 23 juillet 1585. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 589. L'Estoile, t. II, p. 204. Argent donné au cocher du roi, aux huissiers et aux portiers du Louvre, comptes des 26 et 27 juillet. Arch. citées, B. 1206, fol. 335 v° et 336.

(6) Comptes des 27 juillet et 18 juin 1585. *Ibid.*, fol. 138.

(7) L'Estoile, t. II, p. 204.

(8) Le 8 août 1585. Arch. citées, B. 1208, fol. 122 v°.

dinal de Vaudémont et son frère Antoine ⁽¹⁾, devenait plus libre d'agir chez lui. Henri de Navarre paraissait définitivement écarté du trône par un vieillard que menaient les Guises et après qui Charles III pourrait faire valoir ses prétentions. Enfin, en se rendant une fois de plus caution pour le roi, le duc fortifiait ses droits éventuels à la couronne, tandis que, par son rôle dans les dernières négociations, il s'était assuré définitivement la reconnaissance de Catherine de Médicis.

(1) Charles III avait lui-même demandé au Pape l'évêché de Verdun pour le cardinal, qui possédait celui de Toul depuis 1580 : lettre du 2 décembre 1584 dans Roussel, *Hist. de Verdun*, 2^e éd., t. II, p. LXXII, reprod. par Pimodan, ouvr. cité, p. 137-138; il l'obtint au début de l'année suivante : Roussel, t. II, p. 33-34, et Pimodan, p. 138-140, et son frère Antoine, encore enfant, fut élu au siège de Toul. Pimodan, p. 143.

IV

La lutte contre les protestants.

L'édit du 18 juillet 1585 allait déchaîner une lutte générale contre les protestants ⁽¹⁾. A Rome, le nouveau Pape Sixte-Quint, sous la pression du P. Mathieu et des partisans des Lorrains ⁽²⁾, déclarait Henri de Navarre et le prince de Condé déchus de la succession au trône de France (9 septembre 1585) ⁽³⁾. Henri III, poussé par le Balafre, envoyait contre les protestants quatre armées, dont celle de Mayenne opposée au roi de Navarre ⁽⁴⁾. Le duc de Guise s'était réservé la défense de l'Est. Depuis le traité de Nemours, le Béarnais avait, en effet, demandé des secours aux Suisses et aux Allemands ⁽⁵⁾ et « s'efforçait

(1) Henri de Navarre racontait plus tard au duc de la Force (*Mém.*, t. I, p. 50, et Matthieu, p. 501) que lorsqu'il en apprit la nouvelle « l'apprehension des maux que je ressentais pour mon pays fut telle qu'elle me blanchit la moitié de la moustache. »

(2) Le P. de la Rue à Marie Stuart, 24 août 1585. Teulet, t. III, p. 350; Guise à Mendoza, 25 août, Capeligue, t. IV, p. 296, et de Croze, t. I, p. 349 (d'après Arch. nat., K. 1563, n° 126). Cf. de Thou, t. IX, p. 340. Plus tard le Pape, se repentant d'avoir cédé à cette pression, relégua à Lorette le P. Mathieu. De Thou, t. XII, p. 53.

(3) Hübner, *Sixte-Quint* (trad. franç., 1870), t. II, p. 156. Cf. Weill, ouvr. cité, p. 203-204.

(4) Bouillé, t. III, p. 166; de Croze, t. I, p. 304. Charles III expédia des secours à Mayenne. « Au sieur de Tremblecourt gentilhomme ordinaire de la chambre de monseigneur le marquis » 500 écus sols « en don pour l'ayder a se monter et esquisper de chevaux et armes pour aller a l'armee de Guyenne pour le service du roy. » Tremblecourt devait avoir sous ses ordres « neuf soldats de M. le Duc de Guyse. » Mandements du 23 octobre 1585. Arch. de M.-et-M., B. 1206, fol. 346 et 355. Cf. Henry, art. cité, p. 89.

(5) *Lettres-Missives* aux ligues suisses et à l'Electeur de Saxe, 21 et 24 juillet 1585, t. II, p. 92 et 99. Cf. t. VIII, p. 298-300, notes.

d'opposer à l'Union catholique une puissante contre-ligue protestante ⁽¹⁾ »; après la déclaration pontificale, il redoubla d'activité, s'adressa en Angleterre à Elisabeth et en Allemagne surtout à Jean-Casimir ⁽²⁾. Un formidable faisceau huguenot se formait contre la France; la Lorraine surtout semblait menacée par les levées qui se faisaient en Allemagne ⁽³⁾.

Ce sont précisément ces préparatifs qui paraissent avoir effrayé Charles III et l'avoir d'abord arrêté dans son action ⁽⁴⁾. Il ne se décida que sous l'influence du Balafre, qui était bien résolu à combattre l'armée allemande ⁽⁵⁾. C'est peut-être déjà grâce à Henri de Guise que le duc de Lorraine avait accepté de se faire caution de la liberté du brave la Noue ⁽⁶⁾ : en garantissant à Philippe II les 100.000 écus de sa rançon, pour lesquels étaient déjà engagées les terres du roi de Navarre aux Pays-Bas, et en répondant au roi catholique que le vaillant capitaine ne porterait pas les armes contre lui ⁽⁷⁾, on privait les protestants d'un soutien précieux. C'était là une sorte de mesure défensive contre les calvinistes; quant aux mesures offensives de Charles III, il est certain qu'elles furent provoquées par le Balafre. Venu à Nancy au mois de novembre

(1) Rott, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses*, 1902, t. II, p. 367.

(2) *Lettres-Missives* du début de janvier, de mi-février et du 29 avril 1586, t. II, p. 177, 189-190 et 210-212.

(3) Lettre du 9 septembre 1585. Von Bezold, t. II, p. 291; Ségur à Henri de Navarre, 4 novembre. *Lettres-Missives*, t. VIII, p. 299-300, note; Guise à Mendoza, 24 novembre. De Croze, t. I, p. 364. Cf. lettre de Busbec du 8 décembre, *Arch. cur.*, 1^{re} série, t. X, p. 130. Ancel à Henri III, 24 décembre. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 398, fol. 753.

(4) Lettre du 3 décembre 1585. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 660.

(5) Lettre du 9 septembre citée. Von Bezold, t. II, p. 293.

(6) Telle est l'opinion du cardinal d'Ossat. Discours cité, p. 109.

(7) Articles du 28 juin 1585. L'Admyrault, *Vie de la Noue*, p. 295-298; Hauser, ouvr. cité, p. 206-207 et 304-307. Cf. de Thou, t. IX, p. 440; Groen van Prinsterer, 2^e série, t. I, p. 25; Von Bezold, t. II, p. 293, et Charles III à Henri III, 9 septembre 1585. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 9, fol. 318 Original.

1585, afin de forcer son cousin à se joindre définitivement à la Ligue, et de le pousser à « s'armer pour se opposer aux estrangers » en lui promettant « de luy mener des forces à la teste de ses pays d'Allemagne ⁽¹⁾ », le duc de Guise régla l'affaire de la Noue avec lui (24 novembre) ⁽²⁾ et le décida à lancer contre les hérétiques un édit qui leur ordonnait d'abjurer dans les vingt jours, sous peine d'être expulsés du duché (17 décembre 1585) ⁽³⁾. Déjà le prince lorrain avait persuadé le roi de France d'envoyer Gaspard de Schomberg effectuer des levées en Allemagne et en Suisse ⁽⁴⁾. Charles III, qui, au début de l'année 1586, commençait « a mander les forces ordonnées pour la defense de son pays, resolu de s'opposer au passage des estrangers, devrait-il tout perdre parce qu'ils l'ont menassé », s'entendait avec le baron de Nanteuil ⁽⁵⁾ et, à la nouvelle d'armements en Alsace, faisait surveiller ses frontières ⁽⁶⁾.

(1) Guise à Mendoza, 18 novembre 1585. De Croze, t. I, p. 313. Cf. Guise à Tassis, 23 novembre. Arch. des Aff. étr. Espagne, 319, fol. 201 v^o, et l'Epinois, ouvr. cité, p. 33 (*La politique de Sixte-Quint en France... R. des quest. histor.*, t. XXVII, janvier 1880, p. 169).

(2) Lettres de caution pour la Noue, Nancy, 24 novembre 1585. Arch. de M.-et-M., B. 54, fol. 176 v^o (cité par Lepage, *Instructions*, p. 123 note), et Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 87, fol. 207-208.

(3) Rogéville, *Dictionnaire historique des ordonnances... de la Lorraine et du Barrois*, 1775, t. I, p. 570 ; cf. Digot, t. IV, p. 234, et lettre du 3 décembre 1585. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 632. L'édit devait être bientôt tempéré. Ce n'est que bien plus tard (22 mars 1587), quand les protestants menaceront directement le duché, que Charles III le renouvellera. Cf. *Chron. de Buffet*, p. 56.

(4) Guise à Mendoza, 24 novembre 1585. De Croze, t. I, p. 364. Cf. lettre du 12, *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 598. Sur les levées de Schomberg, v. lettres des 21 novembre, 11 et 23 décembre 1585, des 5, 30 janvier et 27 février 1586. Von Bezold, t. II, p. 310 ss., 320 ss., 329, 337-338 et 351 ss., et lettres manuscrites de Schomberg des 9, 14, 15, 18 et 23 janvier, 22 et 23 février 1586. Bibl. nat., fonds Colbert (V^e), t. 9, fol. 395, t. 10, fol. 22, 25, 29, 38, 46 et 65, et t. 398, p. 791 ss.

(5) Lettre de Schomberg de Nancy, du 9 janvier 1586. Ms. cité, t. 10, fol. 22 et v^o.

(6) Lettre de Schomberg du 22 février 1586. *Id.*, fol. 65. — Sur les préparatifs militaires de Charles III, v. Lepage, *L'organisation et les institutions militaires de la Lorraine*, 1884, p. 194-197.

Au faisceau protestant, Guise pensait, d'ailleurs, opposer « ung beau commencement d'une ligue generale des catholiques », qui eût compris tous les voisins de la Lorraine : l'évêque de Strasbourg, le baron de Bolweiler, gouverneur de l'Alsace pour l'archiduc Ferdinand d'Autriche, soutenus par le comte de Champlitte, gouverneur de la Franche-Comté, et par le duc de Parme aux Pays-Bas ⁽¹⁾. Quand le duc de Montpensier se joignit à son parent le roi de Navarre, le Balafgré chercha à faire contre-poids à cette alliance en attirant à la Ligue le maréchal de Montmorency par l'intermédiaire de Charles III et de Farnèse ⁽²⁾.

Mais si les Lorrains étaient résolus à exécuter l'édit de Nemours, le roi de France voulait la paix. Dans le Midi, Mayenne n'était pas secondé ⁽³⁾; en Allemagne, Schomberg négociait avec les partisans du Béarnais et poussait le duc de Lorraine à la paix ⁽⁴⁾. Henri de Guise, conseillé par Charles III ⁽⁵⁾, vint à la cour pour décider Henri III à la résistance ⁽⁶⁾. Le roi le combla de caresses et parla de lui donner une armée considérable ⁽⁷⁾; mais ce fut tout ⁽⁸⁾, et bientôt Schomberg revint d'Allemagne ⁽⁹⁾. Le Balafgré, parti

(1) Guise à Mendoza, 29 janvier 1586. De Croze, t. I, p. 368-369. Cf. Schomberg à Brûlart, 23 janvier, fonds cité, t. 10, fol. 47; du 12 janvier, Von Bezold, t. II, p. 334, et Parme à Philippe II, 28 février. Arch. des Aff. étr. Espagne, 320, fol. 46 v^o.

(2) Guise à Mendoza, 3 février 1586. De Croze, t. I, p. 370-371.

(3) Bouillé, t. III, p. 172; de Croze, t. I, p. 314.

(4) Beutterich à Ségur, 6 février 1586. Von Bezold, t. II, p. 347, et Schomberg à Brûlart, Ms. Colbert (V^o), t. 10, fol. 46.

(5) *Ibid.*

(6) « M. de Guise est icy venu pour adviser aux moyens d'empescher l'entrée de ce royaume aux reistres. » Villeroy à de Maisse, 1^{er} mars 1586. *Négoc. du Levant*, t. IV, p. 468 note. Cf. Bouillé, t. III, p. 181.

(7) L'Epinois, art. cité (*R. des quest. hist.*, t. XXVII), p. 176-177.

(8) D'après un passage chiffré de l'ambassadeur de Venise, lettre du 27 mai 1586, le Balafgré aurait été mécontent de voir que le roi désirait la paix. Ms. Ital. 1735, p. 36. Cf. lettre de l'ambassadeur de Savoie du 14 mai dans Michelet, *Hist. de France*, t. X, p. 332.

(9) Le 13 mars 1586, d'après une lettre du 17 de l'ambassadeur vénitien. Ms. cité, p. 15.

de Paris le 18 mai, retourna en Champagne et de là en Lorraine « afin d'être prêt, disait-il au Nonce, de s'opposer à la venue des reîtres ⁽¹⁾. » C'est évidemment pendant ce voyage dans son gouvernement que fut signé à Châlons avec un ambassadeur espagnol — peut-être le commandeur Moreo — un nouveau traité de subsides qui renouvelait celui de Joinville en confirmant le versement de 50.000 écus par mois aux Ligueurs pendant la guerre contre les protestants ⁽²⁾.

Dans cette réunion, où assistaient sans doute les principaux représentants de la maison de Lorraine ⁽³⁾, on songea

(1) D'après les Archives du Vatican, cité par l'Epinois, *R. des Quest. hist.*, t. XXVII, p. 179. Cf. Mendoza à Philippe II, 6 mars 1586. Arch. nat., K. 1564, n° 60, et lettre du 24 octobre 1586 de l'ambassadeur vénitien, ms. cité, fol. 182.

(2) « Mémoire du Conseil tenu par ceux de la Ligue, et de ce qui y fust arrêté en la ville de Chaalons, au mois de 1586. » (sic). Il y est parlé du « traicté de Chaalons avec les Princes Estrangers pour la continuation de la Ligue » et des 50.000 écus que Philippe II promit par ce traité. Villeroy, *Mémoires d'Estat*, 1623, t. II, p. 207. D'après une lettre du duc de Parme à Philippe II, du 24 décembre 1586, 50.000 écus étaient promis par mois aux Guises pour la guerre civile et 300.000 devaient leur être versés le jour où ils prendraient les armes. Arch. des Aff. étr. Espagne, 320, fol. 235-236. Il est question de ces 300.000 écus dans une lettre de Philippe II à Mendoza du 11 août 1587. Capefigue, t. III, p. 344. Guise reçut 50.000 écus le 19 juin 1586. De Croze, t. I, p. 372 (Cf. Bouillé, t. III, p. 505). Dès le 20 janvier, Philippe II écrivait à Mendoza qu'il avait appris le passage à Reims de Tassis « reualidendo la primera que hauian secho en Joinville y lleuo la ratificacion para usar della en el caso. » Arch. nat., K. 1564, n° 39, minute. Le 4 mai et le 6 juin, un courrier était envoyé de Nancy vers le duc de Guise « étant à Châlons », la première fois « en diligence de poste porter lettres. » Arch. de M.-et-M., B. 1208, fol. 328 v° et 340. L'ambassadeur espagnol paraît avoir été Moreo. Ce ne put être Jean-Baptiste de Tassis, qui n'en parle pas dans ses *Commentaires*, ni, semble-t-il, son neveu, qui, suivant Schomberg (lettre du 22 février, fonds cité, t. 10, fol. 65), arrivait d'Espagne par l'Italie et la Franche-Comté, à moins qu'on ne suppose à la lettre de Philippe II citée plus haut une erreur de date, comme plus bas, p. 102, n. 4.

(3) « Dernièrement a été tenue une grande assemblée de la maison de Lorraine et il est certain que le roi Catholique vient de leur envoyer 200.000 écus. » Lettre de l'ambassadeur vénitien du 4 août 1586, passage chiffré. Ms. cité, p. 130.

à la nécessité d'étendre la Ligue hors de France et principalement en Italie; on devait essayer d'y faire entrer Venise, le grand-duc de Toscane, les ducs de Ferrare et de Savoie : le mariage que proposait alors Catherine de Médicis entre sa petite-fille, Christine de Lorraine, et le duc de Nemours, frère utérin du duc de Savoie, mariage que Charles III était prêt à ratifier, devait être l'appât qui attirerait le Savoyard ⁽¹⁾. On devait s'entendre en Suisse avec le colonel Pfiffer et agir en Ecosse, d'accord avec Philippe II, puis demander l'appui du Pape ⁽²⁾, en protestant auprès du roi catholique que, si Henri III mourait sans enfants, « on luy aidera a l'abolition de la Loy Salique plus tost que de tomber sous la puissance d'un Here-tique ⁽³⁾. » « Il faut traiter avec Joyeuse et d'Epernon pour faire ses affaires, et non pas s'y fier ⁽⁴⁾ », avait-on résolu, et chercher à gagner quelque commis de Villeroy « pour descouvrir s'il est possible les secretes intentions du Roy ⁽⁵⁾. » « Sur tout tendre tous iours à demeurer armez et se servir de l'autorité et menaces du Pape pour empescher qu'on ne traicte de paix, et que les personnes qui traiteront avec l'Ambassadeur d'Espagne ne soient descouvertes. Flatter tous iours le Roy, et faire tous iours entendre de s'estre despartis de toute ligue et association ⁽⁶⁾. »

De Châlons, l'envoyé de Philippe II alla peut-être en Lorraine. Charles III venait lui-même d'expédier en Espagne le conseiller Georges de Chastenoy pour réclamer

(1) L'évêque de Vence, ambassadeur de Savoie, était venu à la cour pour en traiter. Lettre de l'ambassadeur vénitien du 17 mars 1586 et de Mendoza du 30, ms. cité, p. 17, et Arch. nat., K. 1564, n° 67. Cf. Zeiller, « Un projet de mariage inédit pour une des filles du duc Charles III. » *Journal de la Soc. d'arch. lorr.*, 1897, p. 88-90.

(2) *Mémoire* cité, p. 208-210, 212-213 et 206.

(3) *Id.*, p. 214. C'était là un point qui ne devait pas moins plaire à Charles III qu'à Philippe II.

(4) *Id.*, p. 215.

(5) *Id.*, p. 216.

(6) *Id.*, p. 218.

l'argent qui lui était dû du chef de la succession de son beau-frère, Eric de Brunswick ⁽¹⁾, sans doute aussi pour réclamer des secours contre les protestants, et l'on peut croire qu'il était chargé, comme jadis Jean de Beauvau, d'une mission politique. Sans doute le roi catholique voulait rassurer son beau-frère au sujet de ses deniers et répondre à ses demandes de secours. Du moins il est certain qu'il attachait alors une grande importance aux « affaires de Lorraine ⁽²⁾. » Tout ce que nous en savons malheureusement est qu'il s'agissait de l'Ecosse et que Philippe II fut très satisfait de la manière dont avait agi son ambassadeur ⁽³⁾. Nous sommes mieux informé des négociations postérieures. A la fin du mois de mai, le commandeur Moreo, envoyé au duc de Parme à travers la France ⁽⁴⁾, y vit le Balafre ⁽⁵⁾, puis vint à Nancy vers le milieu de juin ⁽⁶⁾. Il était chargé d'assurer Charles III de

(1) Commission du 13 mars 1586, citée plus haut, p. 38, n. 1. Un mandement du 20 février, avec récépissé du 20 mars, concerne l'argent fourni à Chastenoy pour les frais « qu'il luy convient faire pendant son séjour en Espagne a la sollicitation et expedition des affaires du duc. Arch. de M.-et-M., B. 1208, fol. 356. C'est seulement au mois de mars 1587 que Philippe II régla l'affaire : pièce du 14 septembre 1590, citée également plus haut, p. 38, n. 1.

(2) « En ... materia de Lorrena. » Philippe II à Mendoza, 18 juillet 1586. Teulet, t. V, p. 365 (d'après les Arch. nat.). Cette lettre est une réponse à celle de Mendoza du 22 mai, qui a disparu des Archives : seule la chemise du dossier K. 1564 portant le n° 95a et le mot « Lorrena » subsiste. Les recherches faites sur notre demande ont été infructueuses.

(3) *Ibid.* Il était probablement question de la renonciation des droits de Marie Stuart sur l'Angleterre « en cas que son fils ne se reduise pas avant sa mort à la religion catholique », droits qu'elle abandonnait au souverain espagnol au mois de mai. Forneron, *Philippe II*, t. III, p. 238 et n. 5.

(4) Instructions de Moreo et lettre de Philippe II au duc de Parme. Arch. nat., K. 1548, nos 53 et 56, toutes deux datées du 26 août 1586, mais certainement antérieures, comme le prouve la concordance des deux documents cités ci-dessous.

(5) « Le chevalier Moreo estant par deça m'a discoursu. » Guise à Parme, Nancy, 25 juillet 1586. Arch. des Aff. étr. Espagne, 320, fol. 152.

(6) « Et suis depuis quinze jours seulement arrivé en ce lyeu, Dont j'ay sceu que monsieur le commandeur mereau estoit parti ung peu

toute la sollicitude de son maître, d'empêcher le mariage projeté entre le marquis du Pont et Catherine de Bourbon, et de toucher le dessein des Guises d'une « ligue de Lorraine avec les Etats voisins », la Franche-Comté et les Pays-Bas, l'archiduc Ferdinand, le duc de Bavière et l'évêque de Liège ⁽¹⁾. Il trouva le duc très bien disposé et résolu à « remédier aux mouvements qui peuvent arriver des desseins des heretiques ⁽²⁾. »

Sa résolution était définitivement arrêtée. Aussi, quand le Balafré arriva en Lorraine, Catherine de Médicis eut beau envoyer secrètement à son gendre un messenger pour le disposer, comme elle avait essayé de le faire pour le duc de Guise, à « trouver bon que le roi fasse la paix avec le roi de Navarre et ses autres partisans », en invoquant cette fois la misère du royaume et l'impopularité des Guises ⁽³⁾, le Balafré avait « faict plus que jamais resoudre le duc de Lorraine à s'opposer et se declairer ouvertement contre la venue des reystres heretiques ⁽⁴⁾, et Charles III annonça au roi sa résolution « d'employer les forces » qu'il pourrait « rescouvrer », et celles de ses « amys » avec les secours qu'il recevrait de France ⁽⁵⁾. Les forces du duc devaient comprendre 1.200 chevaux et 4.000 fantassins, sans compter 10.000 Suisses que devait lever Pfiffer, les

auparavant. » Royssieu du Treul (Pompeo de la Torre) à don Juan de Idiaquez, Nancy, 10 juillet 1586. Arch. nat., K. 1564, n° 120. Original autographe.

(1) Instruction et lettre citée, dont la dernière en partie éd. par Von Bezold, t. II, p. 403.

(2) Lettres citées plus haut, p. 102, n. 5 et 6.

(3) Lettre de l'ambassadeur vénitien, 5 juin 1586. Ms. cité, p. 63. Toutes ces raisons étaient vraies. Cf. lettre de Des Traas, Paris, 30 juillet. Von Bezold, t. II, p. 399.

(4) Guise à Mendoza, Nancy, 17 juillet 1586. De Croze, t. I, p. 377. L'original, portant au verso quelques mots autographes, et à la Bibl. nat., Coll. Clairambault, t. 357, fol. 139.

(5) Charles III à Henri III, Nancy, 8 juillet 1586. Bibl. nat., fonds Colbert (V°), t. 10, fol. 119 (résumé dans Von Bezold, t. II, p. 393). Original.

reîtres du roi, les troupes propres du Balafgré et celles que l'on espérait obtenir du duc de Parme ⁽¹⁾. Les princes lorrains ne se bornèrent pas à préparer la lutte contre les protestants. Ils s'occupèrent probablement du mariage de Christine avec le duc de Nemours, certainement des affaires d'Ecosse ⁽²⁾ et de la reprise d'Auxonne ⁽³⁾. Profitant de ce que Mayenne était absent de son gouvernement, les habitants de cette ville, par réaction contre la Ligue, s'étaient, en effet, emparés du château et en avaient arrêté le commandant, Jean de Tavannes ⁽⁴⁾. La place, située sur la frontière de la Franche-Comté, était la clé de la Bourgogne ⁽⁵⁾. Aussi le Balafgré n'avait-il cessé de la réclamer pour son frère; mais le roi la lui avait refusée ⁽⁶⁾. Il profita de son séjour en Lorraine pour tirer du duc, qui avait fait reconnaître la place ⁽⁷⁾, des « pièces de canon de batterie », dirigées par un « contrôleur en l'artillerie de Son Altesse ⁽⁸⁾ », avec lesquelles Mayenne alla reprendre la

(1) Lettre de Guise du 17 juillet 1586, citée plus haut, p. 103, n. 4.

(2) Guise à Philippe II, 10 juillet 1586, et à Mendoza, du 16. De Croze, t. I, p. 373-374 et 375-376. Cf. Guise à Parme, lettre du 25 juillet (citée plus haut, p. 102, n. 5), fol. 152.

(3) « Je ay envoyé quelques troupes pour enfermer... la ville d'Aussone et suis encore en doute dy aller moi-mesme dans peu de jours. » Lettre du 25 juillet 1586 citée ci-dessus, fol. 153 v^o.

(4) Pingaud, *Les Saulx-Tavannes*, 1876, p. 133-138, et *Lettres de Cath. de Médicis*, t. VIII, p. 365 note.

(5) Pingaud, *Correspondance des Saulx-Tavannes*, p. 324-325. Cf. Brémond d'Ars, *Jean de Vivonne*, p. 214, et Baudouin, ouvr. cité, t. II, p. 253.

(6) Lettres de l'ambassadeur vénitien, 14 mars et 27 mai 1586. Ms. cité, p. 10 et 36.

(7) Le 31 mai 1586, 12 écus sont payés à un archer des gardes « pour fournir à un voyage que luy a esté ordonné faire avec un sien compagnon vers la ville d'Auxonne. » Arch. de M.-et-M., B. 1208, fol. 339 v^o.

(8) *Ibid.*, fol. 243. Le 8 juin 1588 sont remboursés à un valet de chambre du duc 56 écus avancés « à plusieurs charestiers conduisant certaines pieces d'artillerie de Larcenal que Son Altesse envoioit a Monsieur le Duc du Maine pendant le siege d'Auxonne. » *Id.*, B. 1214, fol. 380 v^o. Cf. Henry, art. cité, p. 89, et Tortora, ouvr. cité, t. II, p. 189, d'où l'a pris Davila, p. 443 (trad. II, 534). Aucun autre historien ne parle de l'aide donnée par

place (août 1586) ⁽¹⁾. Dès lors toute la Bourgogne appartient définitivement à la Ligue ⁽²⁾.

Des résolutions bien plus graves pour Henri III et Charles III allaient bientôt être prises à Ourscamp, abbaye située près de Noyon et qui appartenait au cardinal de Guise. Là, dans une réunion tenue au début d'octobre et où assistaient les princes lorrains et le cardinal de Bourbon, on décida « que le roi serait supplié de faire observer de point en point... le dernier edit de reunion, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune façon que ce soit », de « ne jamais consentir a tresues, paix ou accord » avec les protestants sans le « legitime et sur consentement » des ligueurs ⁽³⁾. Le duché de Bouillon, situé aux portes de la France, était depuis longtemps l'asile des proscrits politiques ou religieux; depuis l'édit de Nemours, ses deux principales villes, Sedan et Jametz, servaient de refuge aux huguenots de Picardie, de Champagne et de Lorraine ⁽⁴⁾. Les Ligueurs résolurent « d'atta-

Charles III. H. Chevreul, *Pièces sur la Ligue en Bourgogne*, 2^e série, Dijon, 1883, dit, p. 37 de la « Relation de ce qui s'est passé en 1585 et 1586 en la ville d'Auxonne », que « Rosne fit prendre 600 bestes à corne qu'il envoya en Lorraine. »

(1) Mayenne était à la reprise d'Auxonne. *Livre de souvenance de Pépin*, éd. par Jos. Garnier, dans *Analecta Divionensia*, t. I, 1866, p. 35. — D'après l'ambassadeur vénitien, lettre du 29 août 1586, ms. cité, p. 145 (Cf. *Mém. des Saulx-Tavannes* cités, p. 472), le gouverneur Pleuvant aurait été acheté par les Guises; l'argent paraît avoir été fourni par Philippe II à Bassompierre : lettre de Mendoza, 1^{er} octobre 1586. Arch. nat., K. 1564, n^o 185.

(2) Guise à Mendoza, 22 septembre 1586. Capesigue, t. IV, p. 304; de Croze, t. I, p. 384, et *Lettres de Cath. de Médicis*, t. IX, p. 68, note. — C'est sans doute Mayenne qui donna plus tard la place d'Auxonne au baron de Sénecey, qu'il enverra comme ambassadeur à Rome en 1593. De Thou, t. XII, p. 59 et 53.

(3) « Extrait de la resolution faicte en l'assemblée d'Orchamp » le 7 octobre 1586. Bibl. nat., Coll. Dupuy, t. 844, fol. 446. Cf. Bouillé, t. III, p. 190-191.

(4) Henry, ouvr. cité, p. 84; Lallemand, *Jean Errard de Bar-le-Duc*, 1884, p. 22 et 25 (d'après Palma Cayet, *Chron. nov.*, p. 118).

quer incessamment ces deux boulevards des protestants ⁽¹⁾ » et « de tenir leurs forces en garnison tout l'hiver » pour faire la guerre au printemps ⁽²⁾. Dès le commencement de l'année, le duc de Guise avait attaqué le duché et Saint-Paul s'était emparé de Douzy ⁽³⁾; puis le Balafré s'était borné à faire surveiller la ville de Sedan par les garnisons de Châlons ⁽⁴⁾. L'occasion qu'il cherchait ne tarda pas à se présenter après l'assemblée d'Ourscamp. Les protestants de Sedan s'emparèrent de Rocroi (17-18 novembre 1586). Aussitôt le duc de Guise courut reprendre la ville, viola la capitulation ⁽⁵⁾ et marcha sur Sedan, peut-être avec l'appui des troupes lorraines et espagnoles ⁽⁶⁾. Au début de l'année suivante, il mit le siège devant la ville ⁽⁷⁾. Charles III paraît l'avoir assisté, par l'intermédiaire du bailli de Saint-Mihiel, Jean de Lenoncourt ⁽⁸⁾. En même temps, dans la Picardie, le duc d'Aumale s'emparait de plusieurs villes ⁽⁹⁾.

(1) De Thou, t. IX, p. 610-611. Cf. de Croze, t. I, p. 321.

(2) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 575. Cf. Bouillé, t. c.

(3) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 574. Cf. de Thou, t. IX, p. 593-594, et Henry, ouvr. cité, p. 85. Digot dit à tort, t. IV, p. 235, que l'armée de Saint-Paul comprenait des Lorrains : le *Discours de la prise de Jametz* du protestant Schelandre (*Mém. de la Ligue*, t. c.) n'en parle pas; il n'y en a pas trace dans les comptes des receveurs de Lorraine, et Villeroy, dans une lettre du 1^{er} mars 1586 (*Négoc. du Levant*, t. IV, p. 468, note), ne mentionne que des « garnisons de Champagne. » Le 28 février, Charles III avait mobilisé son arrière-ban, mais n'avait pas marché. Digot, t. IV, p. 235-236, et Buvi-gnier, *Jametz et ses seigneurs*, 1861, p. 37.

(4) Hérelle, t. I, p. 228-229.

(5) Hérelle, t. II, p. 161-166; *Mémoire des choses les plus notables advenues en la province de Champagne* (1585-1598), éd. par le même (*Travaux de l'Acad. de Reims*, t. LXVIII, 1879-1880), p. 310; *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 575. Cf. dom Calmet, t. V, col. 796 (II, 1591).

(6) *Mém. de la Huguerie*, t. II, p. 368.

(7) Hérelle, t. II, p. 168; *Mém. des ch. les pl. notables*, p. 311, et *Journalier ou Mémoires de Jean Pussot*, éd. par E. Henry, Reims, 1856, p. 22.

(8) D'après les *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 576, Lenoncourt était tantôt en France, tantôt au Luxembourg « pour y pratiquer. » Le 19 janvier 1587, le Balafré l'envoyait à Châlons en le recommandant comme un « second moy-même. » Hérelle, t. I, p. 130. Dès le 4, Lenoncourt avait eu à réprimer les courses de la garnison de Jametz. Palma Cayet, p. 108.

(9) Palma Cayet, p. 30. Cf. Bouillé, t. III, p. 205, et de Croze, t. II, p. 27.

Pendant que les princes lorrains attaquaient ainsi les protestants alliés de la France et mettaient la main sur des places du royaume, le roi et sa mère essayaient d'établir la paix entre les huguenots et les Ligueurs en réconciliant les deux maisons de Bourbon et de Lorraine. Quels étaient exactement leurs projets ? C'est là une question assez délicate à résoudre. Il est certain que Henri III voulait la paix, puisqu'il la proposait aux Allemands et à Charles III ⁽¹⁾ ; il semble aussi qu'il eût voulu rester en bons termes avec les huguenots français : d'Epemon, qui sans doute le poussait, avait empêché qu'on appliquât à Metz l'édit de Nemours ⁽²⁾, ce qui était un échec pour le parti lorrain, et Catherine de Médicis allait, au nom de son fils, négocier longuement avec Henri de Navarre ⁽³⁾. Mais le roi n'avait-il pas une pensée politique plus profonde ? On peut le croire. D'après le huguenot Quitry, la Verrière, envoyé par Henri III comme ambassadeur à l'électeur de Saxe, devait lui dire « que le roy de France n'est point entré en ligue avec le roi d'Espagne; *que ce qu'il faict et monstre en apparence favoriser ladite ligue, n'est que pour gagner temps, et trouver à la longue moyen de la rompre et ruiner*; que le but du roy est de faire à l'imitation des princes ses voisins, qu'il n'y ait autre religion en son royaume que la sienne... qu'il desire la paix et que le roi de Navarre se soumette à la recevoir telle qu'il plaira au roy la donner ⁽⁴⁾. » Il semble bien, en effet, que c'était pour diviser la Ligue que Henri III se réconciliait à ce moment avec le duc de Nevers et poussait ce prince à marier sa fille au duc de Montpensier, de la maison de Bourbon, plutôt qu'au fils

(1) Cf. plus haut, p. 99, n. 4.

(2) Thirion, ouvr. cité, p. 191.

(3) V. plus bas, p. 109 ss.

(4) Lettre de Jean-Casimir du 24 mai 1586. Von Bezold, t. II, p. 381.

du duc de Guise ⁽¹⁾. Cependant, si on en croyait un autre correspondant de Jean-Casimir, le roi aurait été par lui-même assez porté à la paix, mais il lui fallait subir l'ascendant de sa mère, qui l'obligeait à écouter « le Pape, le roi d'Espagne, le duc de Lorraine et les Papistes et le diable » même. Elle aurait fait espérer au Lorrain que sa parenté avec le roi lui permettrait d'obtenir la couronne plutôt que les Guises. « *En somme, la vieille reine voulait ruiner Navarre et transférer la couronne* » ⁽²⁾. »

Nous ne pouvons accepter complètement ce témoignage. Il est en contradiction formelle avec celui de l'ambassadeur de Savoie à Paris, d'après lequel Henri III était entièrement détaché de sa mère ⁽³⁾, et avec les faits, qui nous montrent Catherine de Médicis entreprenant pour son fils, avec le roi de Navarre, une négociation pénible et parfois dange-reuse durant sept mois et demi ⁽⁴⁾. Tout ce que nous pouvons admettre, c'est qu'elle poussait Henri III à redouter la Ligue, qu'elle avait sa politique particulière, parfois en opposition avec celle du roi, et qu'elle songeait aux moyens de donner la couronne à Charles III, ou du moins

(1) Lettre de l'ambassadeur vénitien du 2 juillet 1586, en partie chiffrée. Ms. cité, p. 116. — Sur cette réconciliation de Nevers avec Henri III, v. une série de lettres dans la correspondance de Catherine de Médicis, t. IX, p. 397-402, dont les originaux, que n'a pas connus M. Baguenault de Puchesse, se trouvent à la Bibl. de l'Institut, coll. Godefroy, t. 267, fol. 36 à 71.

(2) Schregel à Jean-Casimir, Paris, 6 août 1586. Von Bezold, t. II, p. 402. Voici les passages principaux : « Dem Lothringer macht sie einen mut, das sie bei dieser des Königs blütigkeit ime die Kron lieber gönnen den andern, den Guisianern, das sie in diesem schiffbruch auch etlich struck ahn sich reissen... *in summa, die alte Königin wöll Navarra ruiniren und die kron transferiren.* »

(3) « Le roi ne consulte plus sa mère. » 23 mars 1586. Michelet, t. X, p. 332.

(4) *Lettres de Cath. de Méd.*, du 3 août 1586 au 7 mars 1587, p. 24 à 190, et, en particulier, p. 190 et 192, lettres des 7 et 13 mars 1587 : « quelque grande patience que j'aye eue et quelque chose que j'aye pu faire, durant sept mois et demy qu'il y a que je suis tousjours après le roy de Navarre et ceulx de la nouvelle oppinion, je n'ay peu rien faire avec eulx. » Cf. introduction, p. VIII-XI.

d'en rapprocher ses enfants. Ce fut, croyons-nous, ce qui la décida à négocier avec ses deux gendres certains mariages.

Peu de temps après la signature de l'édit de Nemours, la reine-mère, « pour mieux parvenir à la paix générale », songeait à faire divorcer Henri de Navarre, à marier Marguerite de Valois au marquis du Pont, le prince de Condé avec la fille du Balafre et « l'un des frères dudict prince avec la fille de M. de Nevers »; mais ni Charles III, ni Guise, ni Nevers ne voulaient de cette alliance ⁽¹⁾. Un projet analogue paraît avoir été conçu l'année suivante, ce fut le mariage du marquis du Pont avec Catherine de Bourbon, sœur du Béarnais ⁽²⁾. Même, si l'on en croyait l'ambassadeur de Toscane à Paris, l'on aurait été plus loin. Au début de l'automne, Marguerite de Valois, disait-il, est dangereusement malade; « si elle vient à mourir, la princesse de Lorraine », jusqu'alors promise au duc de Nemours, « sera donnée au roi de Navarre qui, grâce à cette alliance, se fera catholique; sa sœur sera unie au fils aîné du duc de Lorraine, qui mariera ses deux autres filles au duc de Longueville et au comte de Soissons, fils du prince de Condé. » Un peu plus tard, le même ambassadeur parlait encore du mariage de Christine avec le Béarnais et de son frère aîné avec Catherine de Bourbon, « pour assurer la paix », et l'on devait « de main en main faire d'autres mariages qui seraient des liens ou des chaînes indissolubles pour tenir l'union des deux maisons » de Lorraine et de Bourbon ⁽³⁾. D'autre part, la Huguerye, si bien informé de toutes les intrigues des cours de Paris

(1) Guise à Mendoza, 1^{er} octobre 1585. De Croze, t. I, p. 359.

(2) Philippe II au duc de Parme, 26 août 1586, lettre citée plus haut, p. 102, n. 4; Parme à Philippe II, 21 septembre. Arch. des Aff. étr. Espagne, 320, fol. 185. Cf. *Mém. de la Huguerye*, t. III, p. 16.

(3) Cavriana à Vinta, 23 octobre et 11 novembre 1586. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 662 et 664.

et de Nancy, dit que Henri III, ayant fait surprendre sa sœur Marguerite à Carlat, en Auvergne, l'avait fait mettre en prison par le marquis de Canillac, la faisait passer pour morte « et sur ce bruit faisoit entendre audit sieur roy de Navarre que, s'il vouloit s'accommoder avec luy, il avoit le moyen de faire en ung jour le mariage de luy et de la princesse, sa sœur, avec la fille et le filz aîné de Lorraine, et par ce moyen, réconcilier les deux maisons de Bourbon et de Lorraine, et faire une bonne paix ⁽¹⁾. »

Ce témoignage repose sur des faits très précis. A ce moment, Henri de Guise négociait avec Canillac la liberté de Marguerite, et le geôlier de la reine écrivait au duc que le roi, très heureux de la captivité de sa sœur, serait furieux contre celui qui la délivrerait « pour en une heure luy aduoir rompus tous les desseins qu'il auoit bastis depuis la mort de feu Monsieur », il ajoutait « qu'en la mort de ladicte royne se forgeoit le remariement du roy de Navarre et la desunion de la maison de Lorraine par les mariages que la Reyne mere du roy pretendoit faire et ralier par la partie de ladicte maison... *en donnant en propre le pais messin a monseigneur de lorraine* que facilement il condessandroit a la volonté du roy... se proposoit aussi ladicte royne mere du roy ralier avec ledict roy de Navarre les maisons de Bourbon, Longueville et Neuers, et fere encore le mariage de Madame la princesse de nauarre avec monsieur le marquis du pont, pour plus estroitement lier damitié ledict roy de nauarre et seigneur de lorraine ⁽²⁾. » D'après le même Canillac, le projet avait « procedé du duc d'espersion lequel bastit se miserable

(1) *Mém.*, t. II, p. 373-374.

(2) « Memoyre pour suplier Monseigneur de guise de la part du marquis de Canilhac puisqu'il luy plaict embrasser les affaires de la royne de Navarre et sa delivrance. » 30 janvier 1587. Bibl. nat., Coll. Clairambault, t. 357, fol. 323. Cf. Merki, *La reine Margot et la fin des Valois*, 1905, p. 353-354.

dessain au voyage qu'il fit en gascongne vers le roy de nauarre pour remarier ledict roy et le fortifier de nouvelles alliances afin qu'il fust plus assuré de paruenir à ceste couronne ⁽¹⁾. » Mais là encore il y a eu, croyons-nous, une confusion entre les projets de Henri III et ceux de sa mère. Certes, le roi haïssait sa sœur et voulait la traiter durement ⁽²⁾; mais à aucun prix il n'acceptait de voir Henri de Navarre divorcer d'avec elle. « estant fille de France. » Il aurait désiré « qu'elle fust mise en lieu où » son mari « la peusse voir quant il voudroit, pour essayer d'en tirer des enfans. » *Car*, ajoutait-il, « *il fault qu'il se resolve de n'en espouser jamais d'autre tant qu'elle vivra, et que, s'il s'oubloit tant que de faire auttrement, oultre qu'il mettroit sa lignée en doubte pour jamais, il me auroit pour ennemy capital* ⁽³⁾. »

On a cru pouvoir tirer de ce passage qu'aucun projet de mariage entre le Béarnais et Christine de Lorraine n'a pu être mis en avant aux conférences de Saint-Brice, à l'opposé de ce que dit Davila ⁽⁴⁾. Nous y voyons, au contraire, la preuve formelle que Catherine avait tenté de remarier son gendre, mais que le roi s'y opposait. D'après l'historien italien, Henri III et Catherine auraient résolu de faire divorcer Marguerite pour « marier le roi de Navarre avec Christine » de Lorraine, « que la Reine-mère prenait soin d'élever comme si elle eût été sa propre fille, princesse extrêmement agréable et en âge d'avoir un

(1) « Copie de l'article que ledit de Canilhac demande estre mis dans la requeste que les Estats presenteront au Roy pour le faict de la royne de Navarre », février 1585. Bibl. nat., Coll. Clairambault, t. 357, fol. 321 v^o et 322.

(2) Lettres de Henri III au conseil des finances et à Villeroy. *Corr. de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 108-109, n. 1.

(3) Henri III à Catherine de Médicis. *Id.*, p. 437.

(4) Brémond d'Ars, *Les conférences de Saint-Brice. Rev. des quest. historiques*, t. XXXVI (1^{er} octobre 1884), p. 303. La lettre de Henri III y est citée en partie, p. 515.

mari ⁽¹⁾. » C'est dans ce but que Catherine se serait fait accompagner à Saint-Brice par la jeune princesse. Il est certain que Christine était avec sa grand'mère à Cognac, où elle avait un appartement à côté d'elle ⁽²⁾, et c'est de cette ville qu'elles vinrent toutes deux trouver le roi au château de Saint-Brice ⁽³⁾. D'après un contemporain, qui paraît avoir été un témoin oculaire, le Béarnais y discourut d'abord avec sa belle-mère et le duc de Nevers. « Ces propos finis la roine le mena voir les dames. Il sallua madame la princesse de Lorraine, puis se retournant vers la roine luy dit qu'il voyoit bien qu'elle n'estoit point venue pour le decevoir, car ellé ne les avoit point amenées trop belles, exceptant toutesfois ladicte princesse, à qui il parla assez longuement; et luy dit que monsieur le duc de Lorraine estoit un bon prince, et qu'il estoit tres marri de ce qu'il s'estoit laissé transporter à la Ligue, *et amusé de l'espérance qu'ils luy avoient donné de faire son fils roy*; et qu'il devoit tenir pour certain que si la Ligue avoit ceste puissance, elle en useroit pour elle et non pour ledit sieur duc de Lorraine, joint que le roy d'Espagne y voudroit prendre le droit d'ainesse ⁽⁴⁾. » Dans ces conditions, on peut croire que Catherine lui avait fait quelques ouvertures qu'il négligea, résolu qu'il était de « ranger les Ligueurs à leur devoir, et d'humilier l'orgueil de la maison de Lorraine ⁽⁵⁾. » D'ailleurs, le *veto* du roi était formel et il ne

(1) « La quale gratissima per le sue maniere, e constituita, gia in età nubile, si alleuaua appresso la Reina madre in grado e in conditione di figliuola. » Davila, p. 432 trad. II, 521). Nous n'avons pu trouver la source de cette information : de Thou, Tortora et les ambassadeurs vénitiens n'en parlent pas; mais Henri-Catherin Davila, qui était le filleul de la reine-mère, a pu l'apprendre d'elle.

(2) Catherine à M. de Bellegarde, 30 novembre 1586, *Lettres*, t. IX, p. 98.

(3) Catherine au roi, Cognac, 13 décembre 1586. *Id.*, p. 112.

(4) « Discours de la roine mère et du roy de Navarre à l'entrevue de Saint-Brice. » Von Bezold, t. II, p. 454.

(5) Ch. Duvernet, *Louis de Gonzague, duc de Nevers*, 1870, p. 48, d'après une lettre confidentielle du duc à Henri III.

fut plus question de ces alliances qui troublaient le duc de Guise ⁽¹⁾, parce qu'elles auraient réconcilié les deux maisons rivales. Henri de Navarre avait, du reste, refusé de conclure la paix aux conditions que lui offrait Henri III ⁽²⁾. Ainsi, cette fois encore, Catherine de Médicis avait échoué dans ses tentatives pour rapprocher du trône ses « petits-enfants de Lorraine » et pour réconcilier les calvinistes et les Ligueurs.

Elle ne devait pas mieux réussir en essayant d'éviter le conflit qu'elle prévoyait entre le roi et le duc de Guise. La guerre continuait toujours entre celui-ci et le duc de Bouillon. Dès qu'il se vit assiégé dans Sedan, celui-ci, pour faire diversion, lança la garnison de Jametz sur Verdun ⁽³⁾, la place de sûreté du Balafré. Guise fut battu dans un bois et dut y laisser son manteau ⁽⁴⁾; l'évêché de Verdun fut tellement ravagé que vingt-cinq villages durent composer avec les envahisseurs ⁽⁵⁾, et que les Etats de la

(1) Dans la lettre à Mendoza, du 22 septembre 1586, citée plus haut, p. 105, n. 2, le Balafré exprime ses craintes des « desseins de la royne mère » vis-à-vis du roi de Navarre et il les répète encore le 1^{er} mars 1587. De Croze, t. II, p. 279 et 13, note.

(2) On reprit, par suite, à Nancy, le projet de mariage de Christine avec le duc de Nemours. Au début de 1587, celui-ci vint à Nancy : le 4 février, 195 fr. sont remboursés au bailli Lenoncourt, qui les avait dépensés « a la conduite et reception de monsieur le duc de Nemours depuis l'entree des pays de Son Altesse jusques en ce lieu à Nancy. » Arch. de M.-et-M., B. 1208, fol. 352 v^o. On courut alors la bague « à la carrière du jardin de la Court », sans doute à l'occasion du mardi-gras qui tombait le 11 février. *Id.*, II. 7.663, fol. 32. Evidemment le prince venait pour s'entendre avec son futur beau-père, car le 22 juillet 1587 — en pleins préparatifs de guerre — Charles III chargeait le cardinal de Vaudémont et Bardin de passer le contrat du mariage de Christine et du jeune duc. Lepage, *Instructions*, p. 1-4. Cf. Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 386 v^o. Le départ de Henri III pour l'armée en retarda la conclusion; le projet fut ensuite abandonné. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 707.

(3) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 576. Cf. de Croze, t. II, p. 7.

(4) L'Estoile, t. III, p. 100; *Mém. des ch. les plus notables*, p. 312. Cf. Hérelle, t. II, p. 168, d'Aubigné, t. VII, p. 195, et de Thou, t. X, p. 2.

(5) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 579. Cf. Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 384 v^o et 385. Cf. D. Calmet, t. V, col. 1392 (II, 797).

ville résolurent, sur l'avis de leur évêque, le cardinal de Vaudémont, de demander la protection de Charles III ⁽¹⁾. Ils se croyaient, en effet, abandonnés du roi, qui était impuissant à arrêter la guerre. En vain Henri III avait-il essayé de négocier avec le duc de Guise, par l'intermédiaire de Bassompierre ⁽²⁾, pour l'obliger à abandonner le duché de Bouillon, le Balafré n'y avait point consenti. Cependant, l'agitation continuait aussi en Picardie, où d'Epéron venait d'être battu par le duc d'Aumale ⁽³⁾. Au mois d'avril 1587, le roi envoya à Henri de Guise M. de Bellièvre pour l'obliger à abandonner Sedan et à accommoder les affaires de son favori. La conférence eut lieu à Attichy, près de Compiègne. Le Balafré consentit à signer une trêve avec le duc de Bouillon du 27 avril au 15 mai, mais fit de dures conditions pour la Picardie ⁽⁴⁾. La guerre reprit aussitôt. Il fallut, pour l'arrêter, que Catherine de Médicis, qui revenait à peine du Poitou ⁽⁵⁾, vint de nouveau négocier en Champagne. Accompagnée de Christine de Lorraine ⁽⁶⁾, elle alla à Reims (24-30 mai), où était déjà Bellièvre, trouver les Guises et les cardinaux de Bourbon et de Vaudémont. Les Ligueurs se plaignirent de ce que l'édit de Nemours n'était pas encore appliqué, de ce que leur garde et les 100.000 écus accordés pour la citadelle de Verdun n'étaient

(1) Hérulle, t. II, p. 169.

(2) Guise à Henri III et à Mendoza, 24 et 30 décembre 1586. De Croze, t. I, p. 405-406 et 408. Dans une lettre anonyme de Rosne au Balafré où, à propos de la prise de Rocroy, on lit : « Vous avez véritablement fait choix d'un orateur bien entier que M. de Bassompierre : Lequel a mon avis n'aura rien omis de sa commission et charge... et nous en aurons nouvelles de Paris. » Bibl. nat., coll. Clairambault, t. 357, fol. 36. Cf. *Mém. de la Huguerie*, t. III, p. 391.

(3) Bouillé, t. III, p. 207.

(4) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 580-581 ; Hérulle, t. II, p. 169-170 ; la Huguerie, t. II, p. 396 note. Cf. Bouillé, t. III, p. 208-209, et l'Epinois, *R. des Quest. hist.*, t. XXVII, p. 194.

(5) Le 29 mars 1587, elle était encore à Saint-Dié-sur-Loire et le 31 seulement à Paris. *Lettres de Méd.*, t. IX, p. 517.

(6) *Journalier* de Jean Pussot, p. 23.

pas convenablement payés, et surtout de ce qu'une partie de l'assignation de Charles III n'était pas encore remboursée. Ils protestèrent contre les attaques des garnisons de Sedan et Jametz contre l'évêché de Verdun, et le cardinal de Vaudémont prétendit même que les habitants, pour échapper à ces maux, voulaient se mettre sous la protection de Philippe II ⁽¹⁾. Catherine dut accorder l'exécution entière de l'édit, le paiement des sommes dues et déclara que « ce qui a esté par elle promis à Monsieur de Lorraine en ce faict sera suivy de poinct en poinct. » Et, bien que le Balafre se vantât de mettre Sedan « avec Jametz entre les mains du roy dedans la Saint-Jean », il consentit, sans doute à la persuasion de Vaudémont, à une trêve avec le duc de Bouillon jusqu'au 20 juin. Toutefois, la reine-mère n'avait rien pu obtenir pour la Picardie ⁽²⁾.

Cette nouvelle négociation avait été si dure et les Guises y avaient montré tant de mauvaise foi, que Catherine avait pensé un moment y faire venir son gendre de Lorraine ⁽³⁾. Doit-on voir là, avec l'ambassadeur florentin, une marque de complicité de la part de la reine-mère vis-à-vis des

(1) Sur les prétentions de ce prince sur Verdun, v. plus bas, p. 185, n. 4.

(2) Bellièvre à Villeroy, 18 mai 1587; mémoire des Guises du 29 mai; Catherine au roi, 24, 25 et 29-30 mai et 3 juin, *Lettres*, t. IX, p. 452-456 et 205-213, 215-217. Compte rendu de l'entrevue, 25 mai, dans de Croze, t. II, p. 284-286 (d'apr. Arch. nat., K. 1566, n° 136), éd. aussi dans les *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 459-460, comme datant du commencement de juin, et dans les *Mém. de Nevers*, t. I, p. 702-709, comme s'il s'agissait de l'assemblée de Meaux (v. plus loin, p. 121). « Memoire donné par le cardinal de Bourbon à la prière de la Reine mère des griefs allégués par lui et les confédérés » et « Exposé des griefs de M. de Guise remis par lui à M. de Bellièvre pour le roi de France. » s. d. Arch. nat., K. 1566, nos 150 et 132.

(3) Catherine à Schomberg, juin 1587. *Lettres*, t. IX, p. 282. D'après l'ambassadeur vénitien, elle l'aurait appelé et, au cas où il ne pourrait venir, s'était « offerte à aller le trouver à Bar-le-Duc », car Charles III faisait « de grandes difficultés pour quitter Nancy » à cause de ses « affaires très importantes. » Ms. Ital. 1736, p. 73. Pendant son séjour à Reims, Catherine reçut de son gendre « trente fromages de bergerie. » Comptes du 29 mai 1587. Arch. de M.-et-M., B. 1210, fol. 216 v°.

Guises ⁽¹⁾ ? Nous ne le croyons pas : Catherine, persuadée de l'ascendant qu'avait Charles III sur les autres membres de la maison de Lorraine, et aveuglée sans doute par son affection, se figurait naïvement que la présence du chef de la maison aurait rendu la tâche plus facile; d'ailleurs, la difficulté qu'elle y trouva alors, comme deux ans auparavant, prouve amplement qu'elle n'était pas d'accord avec les Guises, mais bien avec son fils. Du moins on peut affirmer, cette fois encore, la complicité de Charles III et de ses parents. Evidemment le duc aidait le Balafgré dans ses attaques contre le duché de Bouillon, car les habitants de Jametz avaient à lutter contre des Lorrains ⁽²⁾, et il devait en recueillir le bénéfice, puisque nous avons vu l'évêque de Verdun agir pour lui et les Ligueurs réclamer en sa faveur ⁽³⁾. Si l'on en croit Rosières de Chaudeney, le roi « avait peu auparavant l'assemblée de Reims envoyé vers Son Altesse Liancourt son escuier et Chonberg Colonel des Allemans pour le divertir de l'Union, mais le Cardinal de Vaudemont devança Liancourt, y estant venu en poste; pour le prevenir et retenir en ce party » et le duc « se laissa gagner et couler a leurs desseins ⁽⁴⁾. » Quant à Schomberg, il ne devait arriver qu'un peu plus

(1) « La Regina Madre, la quale favorevole ai Guisi per amora del duca di Lorena, suo genere e amatissimo da lei, e per essere principe di valore e marito, vorebbe vedere costoro debedienti al Re; e veggendolo espoto alle insidie, vorebbe pure terminare le cose con una pace; però ella è partita di qui, e se ne va verso Reims. » Cavriana à Vinta, 18 mai 1587. *Négoc. avec la Tosc.*, t. IV, p. 688. Le 7 juin, le même écrit que Catherine penche pour les Guises et qu'elle est encore à Reims. *Id.*, p. 692.

(2) Le 24 mai 1587. *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 582 et 598.

(3) V. plus haut, p. 114, n. 1, et 115.

(4) Ms. cité, fol. 384 v°. N'y a-t-il pas là une confusion ? Le 24 juin 1587, Henri III envoya de Meaux Charles du Plessis, sieur de Liancourt, son premier écuyer, en Lorraine pour s'entendre avec le duc « en vue de concerter avec ce prince une action commune » contre les ennemis. Tuetey, ouvr. cité, t. I, p. 39. La question serait de savoir si Liancourt n'était pas alors renvoyé à Nancy. Nous n'avons trouvé, dans les comptes de Lorraine, aucune mention de cette ambassade.

tard ⁽¹⁾, pour surveiller l'armée étrangère qui se préparait à venir au secours du roi de Navarre.

L'arrivée de cette armée allait faire éclater la haine de Henri III et du Béarnais contre la maison de Lorraine et les prétentions de Charles III au trône de France. C'est là un épisode capital de cette histoire, qui devait décider de la lutte ouverte entre le duc de Lorraine et le roi.

Après deux ans de tergiversations, l'armée protestante de secours avait pu enfin s'organiser. D'après la capitulation signée le 11 janvier 1587 entre Henri de Navarre et Jean-Casimir, le palatin devait « conduire ou faire conduire en France... au plus tost... une bonne, forte et grande armée » composée de reîtres et de fantassins allemands et suisses « avec artillerie, pionniers, poudres et munitions suffisantes » et le roi de Navarre fournir « un mois auparavant la monstre quatre mille bons Arquebusiers François », conduits par M. de Chastillon, avec deux cornettes de 100 lances chacune et avoir lui-même une armée française de 15.000 fantassins et 2.000 chevaux ⁽²⁾. Bientôt on stipulait que Casimir lèverait 6.000 reîtres et 4.000 lansquenets ⁽³⁾, et une capitulation signée le 12 mai assurait le recrutement de 16.000 Suisses ⁽⁴⁾. Tout d'abord il n'avait pas été fixé d'itinéraire; mais le roi de Navarre et ses négociateurs, pour punir Charles III de la fondation de la Ligue, avaient exigé que l'on passât par la Lorraine, afin d'y faire le plus de mal possible ⁽⁵⁾. Depuis longtemps ce

(1) Il était, au début de juin 1587, à Nancy, où Catherine lui écrivait. V. plus haut, p. 115, n. 3. C'est elle qui avait poussé Henri III à l'y envoyer. *Lettres* du 4 février au roi, t. IX, p. 157.

(2) Recueil A-Z, Paris, 1786. Lettre G (année 1587), p. 160 ss., en particulier 167 et 173. Cf. Tuetey, ouvr. cité, t. I, p. 46-47.

(3) *Mém.* de la Huguerye, t. II, p. 388.

(4) *Id.*, p. 387, et Rott, ouvr. cité, p. 371. Cf. Tuetey, t. I, p. 47.

(5) La Huguerye, *Mém.*, t. III, p. 7-8 et 12. Le 8 février 1587, le Béarnais avait déjà déclaré « que ses reystres seront à la fin de mars à la frontière et dans la Loreyne. » *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 158. Cf. l'avis d'un protestant, de mars 1587 environ : « ils sont resoluz de passer

projet était celui des huguenots. Dès la fin de 1586 l'on savait en Allemagne qu'ils avaient l'intention « si leur levée est grande d'en laisser partie en lorraine pour la ruyner faisant par ce moyen paroistre aux françois, que *c'est aux Autheurs de la ligue qu'ils en veuillent* et non a la France. » Si leur levée était petite, elle irait de suite rejoindre le Béarnais « avec mesme intention de revenir droict en Lorraine... *en somme c'est a la Lorraine qu'ils en veulent* ⁽¹⁾. » En vain Jean-Casimir, parent et allié de Charles III, voulant le ménager, avait représenté que la Lorraine « estoit comme ung fort boulevard au devant » du Palatinat et de l'Alsace, qu'elle formait un véritable Etat-tampon entre l'Allemagne et la France et que son duc était toujours resté neutre dans les guerres de religion ⁽²⁾, les envoyés français avaient exhibé des pouvoirs de leur maître ⁽³⁾, et le palatin avait dû s'incliner; mais il n'avait

par la Lorraine soit par douceur ou par force. » Von Bezold, t. III, p. 15, note, et l'Avis d'Allemagne que nous donnons à la note suivante. — Au mois de janvier 1588, Duplessis-Mornay écrira (*Mém.*, t. I, p. 827) : « Il avoit esté ordonné que l'armée s'occupoit quelque temps à faire la guerre en Lorraine et y prendroit quelque pied, *afin d'y laisser une espine à ceux de la Ligue* et de montrer à la France qu'on se prenait aux auteurs de ses malheurs. » De même, dans son « Mémoire justificatif » du début de 1588, Quirry écrira : « chacun savoit que ladicte guerre s'estoit faicte par le commandement expres du roy de Navarre... et que Monsieur de Lorraine estoit chef de la Ligue. » *Ephémérides* de la Huguerye, Appendice, p. 488.

(1) Avis d'Allemagne anonyme, s. d. Arch. nat., K. 1564, n° 13. Il y est question de la journée de Lunebourg; la pièce est donc postérieure au 10 juillet 1586 (de Thou, t. IX, p. 21) et probablement du début de 1587.

(2) *Mém.* de la Huguerye, t. III, p. 14-16. Cf. Georges-Jean à Henri III, 29 mai 1587. Von Bezold, t. III, p. 31.

(3) *Mém.* cités, p. 5 et 80, et lettre de Jean-Casimir, du 25 juillet 1587. Von Bezold, t. III, p. 52-53. Dans la « Protestation du roi de Navarre au sujet de l'entrée de son armée en France », du 14 juillet, le roi dit que les habitants d'Auxonne ont trouvé dans le cabinet du vicomte de Tavannes le projet des Guises « d'exterminer totalement la maison de France et de parvenir à usurper ce Royaume » (Cf. du Bellay, *Discours* cité, fol. 4), parle de « la rage de ceux de la maison de Lorraine » et dit que ses troupes « ne sont point pour nous opposer à Sa Majesté... mais pour la delivrer de l'oppression et de la tyrannie des Lorrains, ses plus cruels ennemys et les nostres. » *Lettres-Missives*, t. II, p. 294-296.

pas pris le commandement de l'armée et avait mis à la tête des troupes allemandes son conseiller, le baron Dohna, avec la Huguerye pour secrétaire, et nommé, à la requête du Béarnais, le duc de Bouillon généralissime de l'armée de secours ⁽¹⁾.

Charles III, qui savait depuis longtemps de quel coup il était menacé, se préparait aussi depuis deux ans. Il lui fallait des ressources en argent et en hommes, et il tâchait de se les procurer. Dès la fin de 1585, lors de la venue du Balafre à Nancy, il avait convoqué les Etats généraux qui lui avaient accordé un million payable en trois ans ⁽²⁾; l'année suivante il tirait un décime du clergé ⁽³⁾, augmentait le droit de la bourgeoisie ⁽⁴⁾, réclamait ses créances à Philippe II ⁽⁵⁾, à Henri III ⁽⁶⁾, même au duc de Guise ⁽⁷⁾, et, en 1587, empruntait, soit dans le duché en engageant une partie de son domaine ⁽⁸⁾, soit à l'étranger ⁽⁹⁾. Cet argent

(1) Lettres des 29 juin et 6 juillet 1587. Von Bezold, t. III, p. 35, 39 et 43. Cf. la Huguerye, *Mém.*, t. III, p. 29, et de Thou, t. X, p. 22.

(2) Arch. de M.-et-M., B. 683, n° 34. Cf. Digot, t. IV, p. 234.

(3) Argent fourni le 20 mai 1586 « aux commis et delegués pour monseigneur de Vaudemont a l'evaluation des biens Ecclesiastiques des pays de S. A. pour sur iceulx proceder a la... taxe du decime... accordée à sadicte Altesse pour quatre années par Sa Sainteté », et, le 6 mai, pour l'impression du « mandement de rescription aux Prelatz et beneficiers des pays de Son Altesse touchant le fait du denier octroyé » au duc par le Pape. *Id.*, B. 1208, fol. 357 et 447.

(4) Le 22 décembre 1586, il était porté à 40 francs barrois. Lionnois, t. II, p. 111.

(5) Envoi de Chastenoy en Espagne (v. plus haut, p. 102, n. 1).

(6) Commission du 20 janvier 1587. Arch. citées, B. 56, fol. 4 v°-5 v°, et procuration du 12 mars pour réclamer à Henri III ses créances, citée plus haut, p. 94, n. 2.

(7) Procuration du 31 janvier 1586 à Etienne Poggio « pour recevoir des officiers de Monseigneur le Duc de Guise la somme de » 121.648 écus « de bonne et juste dette à cause d'argent à luy presté. » Arch. citées, B. 55, fol. 9.

(8) Les « gagières », ou emprunts à constitution de rente (à 7 %) avec faculté de rachat, abondent surtout en 1587 : du 31 juin au 19 octobre seulement, nous en avons relevé pour plus de 200.000 fr. *Id.*, B. 56, fol. 120 v° à 329 v°.

(9) *Ibid.*, fol. 211 et 218.

était destiné surtout à lever des troupes ⁽¹⁾. Aussi le duc amassait-il de la cavalerie et de l'infanterie, fortifiait-il ses places ⁽²⁾. Vers le milieu de juillet, il comptait avoir bientôt un peu plus de 16.000 hommes, dont 4.000 reîtres catholiques, et 8 régiments d'infanterie; mais ni les reîtres, ni les cavaliers italiens n'étaient encore arrivés ⁽³⁾. Aussi Charles III s'adressa-t-il au roi de France et au duc de Parme.

Henri III, que sa mère poussait dès le commencement de l'année à s'armer ⁽⁴⁾, était peut-être d'accord avec le duc de Bouillon ⁽⁵⁾ et sûrement avec Henri de Navarre ⁽⁶⁾ pour faire tomber tout le poids de la guerre sur la Lorraine et la ruiner ⁽⁷⁾. Aussi préparait-il la guerre très mollement, bien que le duc de Lorraine l'avisât de l'imminence du danger ⁽⁸⁾. Le 23 juin seulement il ordonna la formation de trois armées : la première à Chaumont-en-Bassigny,

(1) D'après les considérants des gagières.

(2) Lepage, *Institutions militaires de la Lorraine*, p. 194-197. Cf. Henry, art. cité, p. 89.

(3) « Declaration de l'armée que Son Altesse fait lever pour la seureté et deffense de son pays », Nancy, 12 juillet 1587. Hérelle, t. II, p. 183-184. Le détail diffère un peu des chiffres donnés par de Croze, t. II, p. 22; mais l'ensemble est sensiblement le même.

(4) *Lettres de Cath. de Médicis*, 29 janvier et 7 février 1587, t. IX, p. 148 et 157.

(5) L'Estoile, t. III, p. 61, et *Mém. de la Huguerye*, t. III, p. 110.

(6) La Huguerye, t. III, p. 7. Cf. *Lettres* de George-Jean et de Casimir, 15 et 29 juillet 1587. Von Bezold, t. III, p. 47 et 54; lettre de l'ambassadeur vénitien du 9 octobre 1587, passage chiffré où il est dit que le roi sait bien « que cette guerre est d'état et non de religion. » Ms. Ital. 1736, p. 209. C'était là aussi l'opinion de Montaigne (*Mém. de Thou* cités, p. 330). Cf. Michelet, t. X, p. 106.

(7) Les sentiments de Henri III sont nettement exprimés dans une lettre de Strafford à Elisabeth, du 25 février 1588, rapportant un propos du roi. Forneron, *Les Ducs de Guise*, t. II, p. 333, note, d'après Froude. Depuis près de deux ans, Henri III voulait éviter le poids de la guerre à la France et, semble-t-il, la faire peser sur la Lorraine. Lettre de Beutterich du 13 novembre 1585. Von Bezold, t. II, p. 307. Cf. Schomberg à Henri III, 2 septembre 1587. *Id.*, t. III, p. 64, et l'Épinois, ouvr. cité, p. 88, n. 1.

(8) Lettre de l'ambassadeur vénitien, 3 juillet 1587. Ms. cité, p. 95.

composée de Ligueurs et placée sous le commandement des princes lorrains, Guise en tête, pour se joindre avec les forces de Charles III et repousser l'invasion, la seconde à Saint-Florentin près de Troyes, sous le duc de Montpensier, pour soutenir la première en cas de besoin, la troisième à Gien sur la Loire pour s'opposer directement à Henri de Navarre ⁽¹⁾. Le lendemain, il envoyait à Nancy M. de Liancourt, sans doute pour en aviser son beau-frère, et certainement pour prendre avec lui des dispositions en vue de la défense ⁽²⁾. En même temps, il faisait venir à Meaux le duc de Guise pour s'entendre avec lui ⁽³⁾. Si l'on en croyait l'Estoile, le roi y aurait voulu traiter avec lui de la paix ⁽⁴⁾; mais il eût été bien tard pour en parler et nous ne trouvons pas trace de cette proposition dans les documents originaux. D'après une relation authentique de cette entrevue, Henri III, au contraire, « feinct de prendre en bonne part, et promet de belles forces audict duc et au Duc de Lorraine afin de les empescher d'en chercher ailleurs, et que l'ennemy survenant fort et les trouuant despourueuz Ils les peult accabler, ou pour le moins reduire en telle necessité qu'il en peust puis aprez disposer selon son bon plaisir ⁽⁵⁾. » Le roi ayant, en effet, demandé que le Balafre « emploie les forces qu'il luy a ordonnées pour empescher retarder et incommoder la venue des Alemans hors de la frontiere », le duc demanda des forces

(1) Ed. *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 196-199. Cf. t. III, p. 586; de Thou, t. X, p. 24; Buffet, *Chron.*, p. 174, et Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 387 v°. Le 13 juillet 1587, Henri III écrivait au comte de Vaudémont de faire avancer sa « gendarmerie » à Chaumont « dedans le temps spécifié par » sa « lettre de publication. » Bibl. nat., Coll. de Lorraine, t. 12, fol. 47.

(2) V. plus haut, p. 116, n. 4.

(3) Guise à Mendoza et Villeroy à de Maisse, 4 juillet 1587. De Croze, t. II, p. 294-295, et *Négoc. du Levant*, t. IV, p. 596 note.

(4) *Mém.*, t. III, p. 51.

(5) Arch. nat., K. 1562, n° 48, s. d. Cf. la communication de l'ambassadeur de Charles III à Sixte-Quint, p. 155-156.

nouvelles qui lui furent refusées; Guise réclamant un maréchal de France pour recevoir les troupes que Henri III lui donnerait, le roi déclara que la Châtre, partisan des Lorrains, était retenu en Berry « pour la seureté de son gouvernement » et n'accorda qu'un commissaire des vivres. Et cependant il se déclarait « tres aise que ledit sieur duc sefforce de faire quelque effect qui puisse empescher... la venue desdicts Allemans. Car c'est le plus utile et agreable service qu'il luy puisse faire maintenant ⁽¹⁾. » Bientôt, Henri de Guise ayant demandé à Henri III de « Descrire ce qui luy plaist quil face avec Monsieur de Lorraine au cas que les forces estrangeres sarrestent ou ne sarrestent pas en son pays », le roi, qui avait envoyé à Charles III un plan de défense assez complet ⁽²⁾, déclara d'une façon vague son désir « que m^r de Guyse secoure de ses forces m^r de lorraine... et que monsieur de lorraine secoure aussi des siennes mondit sieur de Guyse ⁽³⁾. » C'est sur cette réponse que celui-ci se rendit en Lorraine ⁽⁴⁾.

Si Henri III abandonnait Charles III, il n'en était pas de même de Philippe II. Le Balafré avait réclamé à celui-ci

(1) Requête de Guise au roi, suivie de la réponse de celui-ci, du 21 juillet 1587. Bibl. nat., coll. Clairambault, t. 357, fol. 333. Original. Sur la Châtre, « le porc-sanglier de la Ligue », v. dans les *Ann. de l'Est*, t. XV (janvier 1901), p. 84, notre notice extraite en grande partie des *Lettres-Missives* de Henri IV. On trouve dans les *Mém.* de Beauvais-Nangis, p. 30-31, les raisons qui l'avaient poussé dans la Ligue.

(2) Le 19 juillet 1587. Tuetey, t. I, p. 43-44.

(3) « Ce que M. de Guyse supplie le Roy lui accorder » avec réponse en marge. Paris, 29 juillet 1587. Ms. cité plus haut (note 1), fol. 336. Original. — Bientôt Henri III devait lui envoyer le maréchal de Retz (lettre du 15 août, *ibid.*, fol. 342), qui arriva aussitôt en Lorraine. (Guise au roi, 19 août. Arch. nat., K. 1565, n° 57), ce qui n'empêcha d'ailleurs pas la Châtre de venir (cf. sa relation citée plus bas, p. 127, n. 3).

(4) Il était le 6 août 1587 à Nancy, d'où il écrivait à Bellièvre. Von Bezold, t. III, p. 53. C'est sans doute dès son arrivée que le Balafré reçut trois chevaux de 80 écus pièce achetés le 21 juillet par Charles III, et « Desquels il a fait don à Monsieur le Duc de Guyse. » Arch. de M.-et-M., B. 1208, fol. 361.

l'argent et les secours promis en cas de guerre par le traité de Châlons ⁽¹⁾, et envoyé même au duc de Parme « de la part des princes de France, unis pour la religion catholique » un ambassadeur l'avertissant de la prochaine arrivée des reîtres ⁽²⁾. Alexandre Farnèse était très bien disposé pour le duc de Lorraine, dont il appréciait le zèle et la prudence ⁽³⁾; il « eust bien désiré marier le prince son fils avec » Christine de Lorraine ⁽⁴⁾. Aussi ne fut-il pas difficile au Balafre de lui faire opérer des levées d'infanterie et de cavalerie « sous le nom du Duc de Lorraine ⁽⁵⁾. » Parme, exposant à son maître la nécessité de secourir les Ligueurs « pour ne pas laisser perdre le duc de Lorraine » et, par suite, les Pays-Bas, disait avoir envoyé à Guise 10.000 écus et à Charles III 30.000 pour lever ses reîtres, de plus « pour la grande instance que faisaient l'un et l'autre » et afin d'assurer le recrutement de la cavalerie et de l'infanterie allemandes, il pensait en expédier encore au Balafre 40.000 autres qui seraient nécessaires « pour la première paie et mois de solde de ses reîtres ⁽⁶⁾. » Ces secours étaient amenés par le marquis de Havré, cousin de Charles III et de Bassompierre, qui devait se joindre au comte de Mansfeld, et Farnèse, au témoignage du duc

(1) Lettres à Mendoza des 24 mars et 2 avril 1587. De Croze, t. II, p. 280-283.

(2) Instructions à Latreul, *id.*, p. 287-288.

(3) Lettres à Philippe II, 24 décembre 1586 et 23 avril 1587. Arch. des Aff. étr., Espagne 320, fol. 237, et Espagne 321, fol. 114.

(4) Pisani à Henri III, 10 août 1587. Aubery, ouvr. cité, *Preuves*, p. 71. Cf. lettre de Jean Casimir du 31 octobre. Von Bezold, t. III, p. 81. — Henri III devait s'efforcer d'empêcher ce mariage. Mendoza à Philippe II, 13 septembre 1587. Arch. nat., K. 1565, n° 54.

(5) Parme à Philippe II, 31 mai 1587. Arch. des Aff. étr., Espagne 321, fol. 120. Cf. Guise à Charles III, lettre citée plus bas, p. 126, n. 2 : « Jay envoyé traicter avec ledit prince (de Parme) pour une levée de 5.000 reistres que son maistre ma offerte qui se fera soubz le nom du roy catholique qui estant licenciée nous suivra soubz les lieutenants couronnelles comme nos reistres firent a feu don jouan lan 78, quils traicta avec eux a Namur. et se payeront par luy en deduction de l'argent quil nous doit fournir. »

(6) Parme à Philippe II, 6 août 1587. Aff. étr., ms. cité, fol. 139 v° et 140.

de Lorraine, n'aurait « pu faire election de personnaige plus propre à un tel effect ⁽¹⁾. » Bientôt Charles III allait recevoir des Pays-Bas 400 cavaliers italiens, albanais, wallons et du pays de Cambray ⁽²⁾, « 1500 lances ordinaires de Flandre et le régiment de Wallons et de Bourguignons du marquis de Varembo ⁽³⁾. »

Cependant, même avec ce secours, le Lorrain n'avait encore que des forces insuffisantes pour résister aux 35.000 protestants qui avaient passé les Vosges à la fin du mois d'août ⁽⁴⁾. A ce moment, le duc de Guise écrivait au roi : « les forces de Lorraine sont belles, ayant pour le moins trois mil lances et dix mil hommes de pied ⁽⁵⁾ », mais avec les quelques mille hommes qu'il avait amenés lui-même ⁽⁶⁾ et les 2.000 soldats des Pays-Bas, cela faisait à peine la moitié du contingent de l'ennemi. On espérait prochainement voir arriver les reîtres catholiques ⁽⁷⁾, mais

(1) Charles III à Parme, Nancy, 16 et 26 août 1587. *Ibid.*, fol. 151 v^o et 154 ss. Sur la parenté du marquis d'Havré avec Charles III, v. plus haut, p. 28, n. 7, et Lepage, *Instructions*, p. 83, n. 2. — Le 2 novembre 1587, le duc de Lorraine donnera au marquis une pension de 4.000 écus « assignée sur le Tresor general de Lorraine » à cause de son zèle, « nommesment a la conduite et commandement de douze compagnies d'ordonnance » envoyées par le duc de Parme. Arch. de M-et-M., B. 56, fol. 315 v^o.

(2) C'était le régiment de Balagny. Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 386. Il était à Void et Vaucouleurs le 9 juillet 1587. Arch. citées, B. 1210, fol. 451.

(3) Cabrera, t. III, p. 134. Cf. Campiglia, ouvr. cité, p. 352, Tassis, *Commentarii*, p. 476, et Rosières, ms. cité, fol. 390. — Sur Marc de Rye, marquis de Varembo, colonel bourguignon au service de l'Espagne, qui en 1597 devait épouser la sœur de Charles III, Dorothée de Lorraine, voir p. v et ix de l'Introduction à ses *Mémoires*; éd. d'après le t. 412 de la collection de Lorraine, ils ne vont malheureusement pas jusqu'en 1587.

(4) Tuetey, t. I, p. 50-53 et 57. Sur toute leur expédition, voir, outre ce volume, Paul Fournier, *Histoire de Chaligny, de ses seigneurs et de son comté*, *Mém. de la Soc. d'arch. lorr.*, 1903, p. 172 ss.

(5) Lettre du 24 août 1587. De Croze, t. II, p. 24.

(6) Dom Calmet, t. V, col. 1393 (II, 198).

(7) Lettre de Guise citée.

les levées d'Italie se faisaient attendre ⁽¹⁾. Certes, le duc de Lorraine était bien résolu à combattre ⁽²⁾; mais devant l'inégalité des forces, il dut se résigner à la défensive ⁽³⁾. Aussi accepta-t-il volontiers les négociations que Casimir, désireux de le ménager, lui proposait par l'intermédiaire de la Huguerye ⁽⁴⁾. Il semble bien qu'il voulait retarder le passage des étrangers jusqu'après les récoltes ⁽⁵⁾, tandis que les protestants comptaient « tirer de l'argent de Lorraine ⁽⁶⁾. » Quoi qu'il en soit, ce fut le duc de Guise et le trio des Ligueurs lorrains qui rompirent les négociations ⁽⁷⁾. A l'encontre de son cousin, le Balafre désirait certainement l'offensive ⁽⁸⁾. Persuadé que Joyeuse allait battre Henri de Navarre dans le Midi, il comprenait que, si l'armée lorraine exterminait celle des étrangers, la France était à la merci des Ligueurs. Il voulait, d'ailleurs, se venger et de Henri III qui pensait le perdre et du Béarnais qu'il haïssait. Vers le mois de mai, ayant appris que le plan des calvinistes était « d'assiéger Mons^r de

(1) De Maisse à Villeroy, Venise, 25 août 1587. *Négoc. du Levant*, t. IV, p. 607, note.

(2) « Mesures prises dans le Conseil de Charles III, le 9 avril 1587. » Arch. nat., K. 1566, n° 94. Le 15 avril, le duc convoquait en armes des seigneurs lorrains. Bibl. nat., Coll. de Lorraine, t. 12, fol. 47. Cf. lettres des 28 avril et 6 juin. Von Bezold, t. III, p. 21, note, et 30.

(3) Lettre de Schomberg, du 20 septembre 1587. Bouillé, t. III, p. 221. Cf. lettre de Pisani du 7, citée plus bas, p. 130.

(4) *Mémoires*, t. III, p. 50-75, et *Ephémérides*, p. 70-80. Cf. Von Bezold, t. III, p. 62-65. Sur ces négociations, dont M. de Ruble a placé à tort le siège hors de Lunéville, v. Beaumont, *Histoire de Lunéville*, 1900, p. 28 ss.

(5) Rapport envoyé de Lorraine à l'ambassadeur de Navarre, 14 avril 1587. Von Bezold, t. III, p. 27, note.

(6) Journal de Jean-Casimir, 1588. *Ibid.*, p. 99.

(7) *Ibid.*, p. 62, note, et *Mém. de la Huguerye*, t. III, p. 85.

(8) Bouillé, t. III, p. 226. Cf. Fournier, art. cité, p. 176-177. C'est sans doute Henri de Guise qui avait fait savoir au Pape « qu'en Lorraine on estoit assez fort et encore plus délibéré de courir sus et de... combattre » les protestants. Pisani à Henri III, 24 août 1587. *Mém. de Nevers*, t. I, p. 757.

lorrainne quel que part quil soyt sil est dedans ses pays ou ses enfans se voulant ataqner à la lorraine directement et non a la France, voulant faire paroystre au seigneur Roy et aux Francoys qui ne sont amis de ceste maison, que *ce nest que a la maison de lorraine à qui ils en veulent* ⁽¹⁾ », il écrivait à Charles III : « J'envoye à V. A. Vn avis que je viens de recevoir d'Allemagne. Je supplie a V. A. de ne le negliger et lestimer venir du lieu qui le peut le mieux savoir, se nest pour cela que je desire vous voir en aucune despence, mais que commencez a donner lordre necessaire pour apporter Remede a tout le mal quon desire vous procurer a la honte et confusion de seux qui lentreprendront, a vostre proffict honneur reputation et commencement destablis la belle fortune d'un gran monarque, Car de lestime quon fera de vous despens non seulement vostre conseruation, mais ce que pouuez esperer. » Et plus loin : « *il faut croire que la france paiera le tout pourveu quon soit le plus fort.* » Après avoir parlé des fortifications à faire à Nancy et à Lunéville, des levées de reîtres à opérer par le duc de Parme et de la nécessité de récrire à Pfiffer, il ajoutait : « Et croyez que le Roy vous donnera le mesme secours que firent ses ayeulx aux vostres contre le duc de Bourgogne. Dieu nous y doit par sa grace aussi bonne fortune et vostre prudence et serviteurs (?) feront que vous en serez mieux partagé et que les regardans nen tireront la recompense ⁽²⁾. »

(1) « Avis anonyme concernant les levées d'Allemagne. » Arch. nat., K. 1566, n° 69. Le début contient des renseignements qui sont reproduits dans une lettre de Guise à Pfiffer, sans date, mais où il est question du 12 mai 1587. Bibl. nat., coll. Clairambault, t. 357, fol. 411.

(2) Guise à Charles III, s. d. *Id.*, t. 358. fol. 1 ss. Original. La lettre devait être portée par « MM. de Saume et d'Ossonville. » Or d'Haussonville, envoyé vers Catherine de Médicis le 5 mai 1587 (Arch. de M.-et-M., B. 1210, fol. 444 v°), la voyait à Reims lors du séjour qu'y fit le duc de Guise vers le commencement de juin. *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 222.

Ainsi le Balafré, qui se posait vis-à-vis des Espagnols en prétendant au trône ⁽¹⁾, pensait profiter de l'expédition allemande en France pour s'en emparer, soit pour lui, soit pour le duc de Lorraine ⁽²⁾. C'est sans doute dans ce dessein qu'il essaya, à Pont-Saint-Vincent, de livrer une bataille décisive où il pensait exterminer les ennemis; mais cette fois encore il dut se heurter à la prudence de Charles III, qui redoutait un échec ⁽³⁾. Et cependant on peut croire que Henri de Guise avait fait partager au chef de sa maison l'espoir d'arriver en cette circonstance au trône de France, car dès que les étrangers furent sortis de Lorraine et eurent

(1) « Despues de la muerte de su Rey y del Cardenal de Borbon, pretendia hazer (?) su poder por ser Rey de Francia o de la major parted, y mas con el favor de V. M^a. » Moreo à Philippe II, 16 janvier 1587. Arch. des Aff. étr., Espagne 321, fol. 26.

(2) Il est bien difficile de dire s'il travaillait pour Charles III. « Bien est vray que MM. de Lorraine et de Guyse estoient si proches, si uniz, si alliez en ceste guerre, que qui fraploit l'un fraploit l'autre », dit Brantôme, t. VII, p. 228, en parlant de l'expédition de 1587. Mais l'argument donné par le roi de Navarre à Christine, l'année précédente, à Saint-Brice (v. plus haut, p. 112) paraît très plausible; de même les précautions prises contre le duc de Lorraine par le Balafré (v. plus bas, p. 135) et la façon dont il semblait agir indépendamment de lui (v. p. 162), semblait bien prouver qu'il travaillait pour soi. — D'après une lettre de George-Jean à Henri III, du 29 mai 1587, Henri de Guise aurait recommencé avec les protestants ce qu'on avait projeté en 1580 à la première assemblée de Nancy (v. plus haut, p. 30), après une paix faite à l'avantage des protestants « le duc Casimir devoit revenir avec son armée en France » au secours du duc de Guise contre Henri III, à condition de donner au palatin les Trois-Evêchés. Von Bezold, t. III, p. 31. D'après la Huguerye, t. III, p. 228, au contraire, d'Epéron devait s'entendre avec Casimir et, en lui donnant Metz, reprendre aux ligueurs Toul et Verdun et le palatin « tenir le tout soubz la couronne de France et le posseder en son nom. »

(3) Tous les contemporains sont d'accord là-dessus. V. La Chastre, *Discours ample et tres veritable concernant les plus memorables faits advenus en l'annee 1587*... Paris, 1587, p. 48, 49 et 54. Cf. Tuetey, t. I, p. 68, et Fournier, art. cité, p. 187-188. Charles III, qui ne voulait pas « que la bataille se donne dans son pays, pour le hazard de son pays. » (Schomberg au roi, 2 septembre 1587, Von Bezold, t. III, p. 64), suivait probablement sans s'en douter, le conseil de Christine de Danemarck, renouvelé de Charles-Quint, « de ne combattre point en son estat. » La Huguerye, t. III, p. 156.

fait leur jonction avec Chastillon, ils s'emparèrent, le 27 ou le 28 septembre ⁽¹⁾, d'un messager lorrain nommé Villy, porteur d'une lettre de Christine de Danemarck, où la vieille princesse exhortait son fils à profiter de l'occasion qui s'offrait à lui pour devenir roi de France. D'après Chastillon, cette lettre, « fort mal écrite », contenait « en substance » ces mots : « je suis tres aise d'entendre l'état de vos affaires, *et suis d'avis que vous passiez outre ; car jamais ne se presentera une plus belle occasion de vous mettre le Sceptre en main, et la Couronne sur la tête* ⁽²⁾. » D'après la Huguerye, qui paraît l'avoir transcrite *in extenso*, le passage capital était : « Je supplie... sa divine majesté vous donner bon succez et victoïre de vostre entreprise... et qu'il puisse sortir et à vostre païs et estat兹 un bon repos. *Et en ceste occasion, je désirerois bien que puissions jouyr de la couronne qu'aultrefois m'avez escript; et me semble que le temps ne seroit mal a propos d'y penser.* » Toutefois l'ambition devait être subordonnée à la prudence, car la vieille reine ajoutait : « Je vous prie, mon filz, de ne tomber en chose que n'en pourriez sortir et vous mectre en plus grande peine. » Telle était la lettre qui, d'après les protestants français, convainquait le « duc de Lorraine d'une entreprise manifeste sur la couronne et royaume de France, au préjudice du roy et de la maison de Bourbon, laquelle sienne ambition il vouloit couvrir du manteau de la religion ⁽³⁾. »

On a cru pouvoir contester ce passage, comme celui de Chastillon, sous prétexte d'invraisemblance ⁽⁴⁾; la présente

(1) A Châteauvillain. La Huguerye, dans ses *Ephémérides*, p. 244, place l'interrogatoire de Villy le 18 septembre 1587 (anc. style), à Orges,auj. dép. de la Haute-Marne.

(2) *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 213. Cf. de Thou, t. X, p. 35.

(3) *Mém. de la Huguerye*, t. III, p. 148-150.

(4) Lepage, *Instructions*, p. 8, note; M. de Ruble dans la note 1 de la p. 170 du t. III de son édition.

étude montre le peu de valeur de cet argument. Tout d'abord la lettre de la Huguerye est plus plausible que le résumé de Chastillon; tout en ayant le même sens, le passage que cite l'auteur des *Memoires* est beaucoup plus acceptable : les prétentions à la couronne ne sont pas toute la lettre; il n'en est question qu'incidemment. Il semble bien que si la Huguerye avait inventé ce passage, il l'aurait imaginé plus fort, plus complet. D'autre part, il ne peut l'avoir inventé : étant secrétaire pour la correspondance française, il a dû avoir en mains l'original et, par suite, le transcrire; bien plus, dans un ouvrage dédié à Charles III, l'auteur, qui à ce moment était à son service ⁽¹⁾, n'aurait pas osé mentir aussi effrontément, fût-ce pour flatter la vanité de son maître. Et Chastillon, dont le caractère est si noble ⁽²⁾, n'a pu, à son tour, farder la vérité par esprit de parti. Enfin, toutes les circonstances rapportées par les deux auteurs, et surtout par le secrétaire de Casimir, sont rigoureusement exactes. M. de Villy, « chambellan des écuries ⁽³⁾ », envoyé le 2 août avec 500 écus d'Italie « pour subvenir et employer aux frais du voyage que Son Altesse luy avoit ordonné faire... vers M. le Duc de Savoye à Thurin, et de la a Milan... et puis a Rome vers Sa Sainteté ⁽⁴⁾ »; arrivé à Rome le 24 août ⁽⁵⁾ et « fort discret » de

(1) *Mém.*, t. III, p. 1-2, et Introduction, p. xxviii.

(2) V. sur lui le comte Delaborde, *François de Chastillon, comte de Coligny*. Paris, 1886.

(3) D'après un acte du 13 septembre 1588. Arch. de M.-et-M., B. 58, fol. 273 v°. C'est peut-être Louis de Custine, sieur de Villy, qui fut fait capitaine et prévôt de Briey, le 4 janvier 1591, par décès de Jean de Lenoncourt. *Id.*, B. 16, fol. 239 v°. — Matthieu, qui en parle incidemment, p. 663, l'appelle « l'abbé de Billy » ! Dom Calmet, t. V, col. 802 (II, 1395) le nomme Villiers.

(4) Mandement du 2 mai 1587. Arch. citées, B. 1210, fol. 453. D'après la Huguerye, t. III, p. 143-144, 155 et 158-159, ses instructions étaient du 1^{er} août, il passa par la Franche-Comté, vit le duc de Savoie à Guiers le 14 août pour en obtenir le passage de la cavalerie italienne, apprit en Milanais que celle-ci partirait le 17 septembre, et alla ensuite à Rome.

(5) La Huguerye, t. III, p. 151.

sa nature, « se tint caché deux jours, se disant Milanois » et le troisième vint se loger « au quartier du Cardinal de Pellevé » et demeura enfermé chez lui « tout le reste du jour » avec l'abbé d'Orbais et l'agent du duc de Lorraine, Dominique Hatton. Ils négocièrent ensuite avec le cardinal Rusticucci, d'origine espagnole; le lendemain, Villy et Hatton retournèrent chez Pellevé qui, le soir, envoya au chambellan un bref du Pape, daté du 27 août ⁽¹⁾, par lequel Sixte-Quint donnait à son maître « de belles paroles ⁽²⁾. » Amené par le cardinal Pellevé, Villy était venu voir le Pontife pour se plaindre de la part de Charles III de ce que Henri III « ne luy avoit pas tenu parole pour empêcher que les forces estrangeres n'entrassent pas ses frontieres; et que pour s'estre attendu à Sa Majesté, il n'auoit pas fait toutes les leuées qu'il auroit pu faire. Qu'il se voyoit ainsi réduit à demeurer sur la deffensive ⁽³⁾ » et avait demandé à Sixte-Quint de l'argent que celui-ci lui avait refusé, déclarant qu'il ne devait en donner qu'au roi, à qui il venait de renouveler l'aliénation des biens ecclésiastiques ⁽⁴⁾. L'envoyé de Charles III partit de Rome le 4 septembre ⁽⁵⁾, revint sans doute par Tortone ⁽⁶⁾, et, arrivé

(1) Pisani à Henri III, 7 septembre 1587. *Mém. de Nevers*, t. I, p. 757-758, et lettre du même du 21 septembre dans Brémond d'Ars, *Jean de Vivonne*, p. 220. Cf. la Huguerye, t. III, p. 146, 151 et 157.

(2) *Mém. de Nevers*, t. I, p. 757. Cf. la Huguerye, t. III, p. 147, et lettre de Pisani du 5 septembre 1587 dans Aubery, ouvr. cité, *Preuves*, p. 73, et *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 213.

(3) Lettre de Pisani citée, p. 758. Cf. la Huguerye, t. III, p. 151-152.

(4) Le cardinal de Joyeuse à Henri III, 7 septembre 1587. Aubery, ouvr. cité, *Preuves*, p. 111-113. Cf. la Huguerye, t. III, p. 144-145, 147 et 152, *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 213, et L'Épinois, ouvr. cité, p. 77 (*R. des g. hist.*, t. XXVII, p. 198).

(5) Lettre de Pisani citée, p. 757.

(6) Il existe une lettre de Christine de Danemarck à Charles III, datée du 17 septembre 1587, où elle recommande à son fils un officier italien. Ed. par Tuetey, t. II, p. 83-84, en note. Peut-être fut-elle provoquée par l'arrivée de Villy; mais elle ne fut sans doute pas portée par lui, car la Huguerye n'en parle pas.

à Châteauvillain, fut « pris des Huguenotz avec tous ses memoires, instructions et brefs qu'il portoit ⁽¹⁾ », et bientôt relâché moyennant rançon ⁽²⁾.

La lettre de Christine de Danemarck eut un grand retentissement ⁽³⁾; la nouvelle en arriva sans doute à Henri III et ne peut qu'accentuer le brusque changement d'attitude du roi vis-à-vis du duc de Lorraine. Celui-ci, pour se venger des ravages commis par les protestants dans ses Etats ⁽⁴⁾, était résolu à venir les combattre en France avec ses troupes et celles du duc de Parme ⁽⁵⁾, et Henri III avait d'abord accepté sa collaboration. Suivant Charles III, « sur les offres de son secours » le roi aurait fait savoir à la Bastide, par une instruction datée de Gien, « qu'il auroit à contentement son voyage » et, à Neufchâteau, Schomberg le lui aurait confirmé, l'assurant « que c'estoit l'intention de Sa Majesté que... le duc de Lorraine l'allast trouver avec ses forces, et mesme avec les quinze cens lances qu'en ce temps mesme monsieur le duc de

(1) Pisani à Henri III, 1^{er} décembre 1587. Aubery, ouvr. cité, p. 82. Cf. lettres de Jean-Casimir du 31 octobre. Von Bezold, t. III, p. 81.

(2) « Au sieur de Villy », 1.500 écus sol sont donnés le 4 mars 1588 « en consideration des services qu'il a faict a sadicte Altesse au veage que pour ses expresses affaires il a fait en Court de Rome et les pertes quil auroit supportees par le moyen de la prinse et rançon quil auroit payee. » Arch. de M.-et-M., B. 1217, fol. 345 v^o. — Il n'avait pas dû être prisonnier longtemps; dès le 25 février 1588, 2.111 fr. 8 gros sont, en effet, remboursés « au sieur de Villy Chambellan de Son Altesse... pour dépenses par luy faictes et autres de sa compagnie en allant Licentier... et faire paier les Colonels de Rheistres des quatre régimentz levez pour le service de Son Altesse Auquel voyage ils ont vacqué dix neuf jours entiers. » *Ibid.*, fol. 498.

(3) D'après La Huguerye, t. III, p. 160, les Français demandaient à retourner en Lorraine pour « y passer ceste guerre. »

(4) Lettre du 22 novembre 1587. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 736.

(5) Le 6 septembre 1587, Charles III lui écrit : « L'armée de ceulx de la Religion estant entrée dedans mes pays... et parce que je me delibere de la suyvre et faire quelque bon effect sur elle... je vous prie de trouver bon que lesdictes compagnies me suyvent pour quelques jours en France et qu'estant licenciées il vous plaise... permettre que quelques lieutenans enseignes et cornettes dicelles puissent prendre des compagnies de chevaux legers soubz moy. » Arch. des Aff. étr., Espagne 321, fol. 163 et v^o.

Parme lui avoit envoyé de Flandres jusques a ce que partye de ses reistres fussent arrivez⁽¹⁾. » Tout cela était vrai ⁽²⁾. Sur l'assurance qu'il ne déplairait pas au roi, Charles III était entré au pays de Joinville avec le duc de Guise, à la poursuite des reîtres, et l'envoyait dire à Henri III par la Bastide ⁽³⁾. A peine le Lorrain était-il arrivé en France, que la scène changeait ! Le roi exigeait que le duc payât les reîtres, que le marquis n'eût « poinct de commandement sur eulx », qu'ils abandonnassent « l'escharpe jaune » et « le nom de forces de M. de Lorraine », c'est-à-dire qu'ils prêtassent serment au roi. Charles III en fut tellement ému que des larmes de rage lui en vinrent « aux yeulx », et qu'il dit à Schomberg : « Ne suis-ie pas bien malheureux de vouloir sacrifier mon pays et ma vie pour vostre prince, qui me tient pluslot pour ung traistre que pour un fidel serviteur tel que je suis : ie ne suis pas si marry de la ruine et extreme despence que mes subiets et moy avons supporté pour son bien et son service, comme ie suis de ce que ie seruiray de risée a mes ennemys, qui triompheront de ma honte, voyant la bonne opinion que sa Maiesté a de moy ⁽⁴⁾ ! » Quelques jours après, le duc se décidait à retourner à Nancy pour préparer ses forces, à licencier les troupes espagnoles et à envoyer le marquis du Pont en

(1) Instruction à Lenoncourt du 8 novembre 1587. Lepage, p. 6-7.

(2) L' « instruction » dont parle le duc est le mémoire du 23 septembre cité plus bas, p. 134, n. 3. Ce jour même, Charles III était à Neufchâteau. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 10, fol. 225. D'après une lettre de Guise à Mendoza, du 8 février 1588 (De Croze, t. II, p. 309). Schomberg avait dit au duc de Lorraine de venir en France. Le 2 octobre 1587, le Balafre écrivait à l'ambassadeur espagnol : « Nous avons tout faict pour que le Roy soit... secouru de lances flamandes dont il a pleu au duc de Parme assister Monsieur de Lorraine, et n'y a plus aucune excuse que n'en puisions estre assistez, *puisque la demande en vient de Sa Majesté tres chrestienne*. » Bouillé, t. III, p. 228.

(3) Lettre autographe, Sorcy, 18 septembre 1587. Ms. cité, fol. 220.

(4) Schomberg à Brûlart, Ligny, 20 septembre 1587. *Ibid.*, fol. 222-223 Autographe.

France avec la cavalerie italienne, dont une partie venait d'arriver; il remplaçait la croix jaune par la croix blanche, et devait donner aux reîtres l'escharpe blanche à la seule condition que le marquis ait le commandement de ses troupes et que le roi s'engageât à en payer la solde qu'il avançait; mais il refusait de changer le serment que lui avaient prêté les reîtres ⁽¹⁾.

Que s'était-il donc passé ? A quoi était dû le changement subit du capricieux monarque, dont l'éditeur des lettres de Catherine de Médicis paraît n'avoir pas saisi toute la portée ⁽²⁾ ? Si nous en croyons un ministre de Philippe II, renseigné par un rapport du nonce du 22 novembre, il venait du favori de Henri III. Le roi, « ayant de concert avec son conseil, pendant l'absence du duc d'Epéron, chargé le duc de Lorraine de venir avec ses troupes et de se réunir avec lui, Epéron, arrivé auprès du roi, obtint de Sa Majesté de changer d'avis et d'écrire catégoriquement de sa main au duc de Lorraine qu'il ne devait pas venir sans faire prêter serment de fidélité à ses troupes ⁽³⁾. »

(1) Schomberg à Brûlart, Neufchâteau, 25 septembre 1587. *Id.*, fol. 227-228. Autographe; Charles III à Henri III, même lieu et date, p. 370, dans l'art. cité ci-dessous, et dans les *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 465-466, et du même au même, 26 septembre, ms, cité, fol. 230, autographe. Cf. Tuetey, t. I, p. 85, et Henry, art., p. 86.

(2) Baguenault de Puchesse, *Le projet d'intervention armée du duc de Lorraine lors de l'invasion des reîtres allemands en France*. Communication faite au Congrès des Sociétés savantes tenu à Nancy en 1901, éd. dans le *Bull. histor. et philologique* de 1901, p. 377.

(3) Olivares à Philippe II, 14 décembre 1587. Hübner, ouvr. cité, t. III, p. 24. Cf. L'Epinois, *R. des quest. hist.*, t. XXVII, p. 209. De même Cabrera, t. III, p. 257, rapporte que, pendant que le duc d'Epéron était absent du conseil, le Balafre avait déterminé le roi à faire venir Charles III; mais « el de Epéron, que no queria fortificar tanto la casa de Lorena y entrar mas en la gracia del Rey, le metio en la antigua sospecha de quitarle la corona. Pudo tanto, que escribio al de Lorena no entrasse en Francia si no le juraban fidelidad sus soldados en manos, de ministros reales. » L'historien espagnol paraît ici avoir eu connaissance de la dépêche d'Olivares, car plus loin il reproduit exactement les termes d'une autre lettre que nous citons plus bas, p. 137, n. 2.

Evidemment le favori, qui haïssait la maison de Lorraine et était sans doute renseigné sur ses desseins par le roi de Navarre ⁽¹⁾, craignait, après les succès partiels de Guise et de Charles III, de les voir, réunis, écraser définitivement les protestants et peut-être détronner Henri III ⁽²⁾. Aussi, le 23 septembre, en renvoyant la Bastide à son beau-frère, le roi l'avait-il fait remercier d'avoir combattu les protestants et essayé de « débaucher une bonne partie des Suisses »; mais avait déclaré qu'il ne pouvait accepter que provisoirement les troupes flamandes et désirait qu'elles fussent renvoyées dès que les 1.500 reîtres de Schomberg et de Bassompierre auraient rejoint le duc de Guise. Il se disait heureux de voir que Charles III voulait avec son cousin « suivre l'armée étrangère »; toutefois il déclarait avoir promis à Montpensier « le commandement de son avant-garde ⁽³⁾. » Le 5 octobre, le roi envoya M. de Liancourt pour « régler les conditions de l'entrée en campagne du contingent lorrain. » Il acceptait « à son service et à sa solde » tous les soldats appartenant en propre au duc, « à la condition expresse » qu'ils prêteraient serment au roi et que les troupes du marquis de Havré, « admises à titre provisoire en attendant l'arrivée des reîtres de MM. de Schomberg et de Bassompierre », seraient renvoyées ⁽⁴⁾.

(1) Sur la rivalité d'Epemon et de Guise, v. L'Epinois, ouvr. cité, p. 202-203 (art. cité, p. 81-82). Sur ses rapports avec Henri de Navarre, v. Capefigue, t. IV, p. 354; cf. La Huguerye, t. III, p. 202.

(2) Cf. passage de Cabrera cité ci-dessus, p. 133, n. 3. — D'Epemon ne se trompait sans doute pas.. Cf. plus haut, p. 126, et lettres de Guise à Mendoza du 2 octobre 1587 citée plus haut, p. 132, n. 2, et les autres textes donnés par Bouillé. t. III, p. 230 ss., et de Croze, t. II, p. 298.

(3) Mémoire de Henri III au duc de Lorraine, 23 septembre 1587. *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 464-465. — C'est sans doute à cette pièce que répond Charles III dans une lettre autographe s. d., où, parlant de la charge donnée à Montpensier, le duc déclare « ne prétendre aucun commandement à l'armée » du roi. Bibl. nat., fonds Colbert (Vo), t. 10, fol. 142.

(4) Tuetey, t. I, p. 86. Cf. Guise à Mendoza, 13 octobre 1587. Arch. nat., K. 1565, n° 77.

Catherine de Médicis ne doutait pas que son gendre n'acceptât ces conditions, car elle priaît Schomberg de dépêcher 15 à 1.600 reîtres pour remplacer les Flamands et demandait l'envoi d'un « personnage de qualité à la frontière pour recevoir les forces et secours » du duc « de Lorraine et ung commissaire des vivres ⁽¹⁾. » Au contraire, Henri de Guise, qui déclarait à Mendoza avoir « par plusieurs despèches fait instance » au duc de Parme « afin qu'il luy pleust soubz le nom de monsieur de lorraine » d'envoyer ses troupes, sans pouvoir d'ailleurs l'obtenir ⁽²⁾, prétendait que Charles III ne pouvait ni ne devait prêter ce serment; « toutefois, ajoutait-il, la facilité de monsieur de lorraine me tient en quelque doute et seroit tres a propos que vous l'escrivissiez au Duc de Parme et a Tassis... ⁽³⁾ pour luy dire comme il ne peult faire changer ce serment et l'intention de Sa Majesté Catholique en l'assistance et secours quil a pensé nous donner... ie desirerois aussi que le sieur de Lorraine demeurast en son pays et layssat a Monsieur le Marquis de Pont son filz la conduyte de ses troupes en France afin que estant avec la

(1) Catherine à Brûlart, 5 octobre 1587. *Lettres*, t. IX, p. 246-247. Les reîtres de Schomberg devaient arriver quinze jours plus tard : lettre du roi, 19 octobre, dans les *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 380.

(2) Cf. lettre de Mendoza à Philippe II, d'après laquelle Guise ne voulait pas faire entrer les troupes flamandes en France sous les enseignes rouges d'Espagne, mais sous la bannière jaune de Lorraine. Forneron, *Philippe II*, t. III, p. 241. D'après la Chastre, Discours cité, p. 75, le marquis d'Havré avait déclaré « qu'il n'entreroit pas avec ses forces dans les terres du Roy, sans en estre requis, et congédié du Prince de Parme, son general. »

(3) Celui-ci, envoyé au duc de Guise pendant son séjour en Lorraine (Mendoza à Philippe II, 9 octobre 1587, Arch. nat., K. 1565, n° 61), était alors à Nancy, où une médaille « du portrait » de Charles III lui fut donnée avant le 30 octobre. Arch. de M.-et-M., B. 1210, fol. 436, cité par Lepage dans les *Mém. de la Soc. d'archéolog. lorr.*, 1875, p. 102. Dans une lettre du 14 novembre, le duc de Parme donne au roi catholique des informations qu'il vient de recevoir de Nancy par Tassis. Arch. des Aff. étr., Espagne, 321, fol. 205.

Royne (ce quil est) sa presence n'apportast facilité et avancement a la conservation de la paix ⁽¹⁾. »

Catherine de Médicis et le duc de Guise se trompaient également. Charles III refusait de changer le serment des reîtres, « pour estre chause qui me touchoit a ma reputation », disait-il à Schomberg ⁽²⁾. Et cependant il était résolu à venir en France; il l'avait dit à la Bastide et la reine-mère s'en réjouissait ⁽³⁾; le 22 octobre, à Gondreville, il confiait à l'évêque de Metz la lieutenance-générale du duché pendant le voyage que « pour ses urgentes affaires » il avait « avisé et résolu de faire en France »; quelques jours plus tard, pressé par le roi, il était à Bar-le-Duc ⁽⁴⁾. Mais, à son tour, Henri III tenait bon : évidemment il venait d'être informé de la capture de Villy, car non seulement il exigeait pour l'armée lorraine le serment et les couleurs françaises ⁽⁵⁾, mais il réclamait le renvoi des troupes flamandes que le duc avait toujours promis, surtout il ne voulait pas que Charles III vint lui-même en France et demandait l'envoi du marquis à sa place ⁽⁶⁾. Le

(1) Lettre du 13 octobre citée plus haut, p. 134, n. 4. — Philippe II craignait lui-même que le duc de Guise, en se joignant au roi en France contre les protestants, n'aménât « la paix générale. » Lettre à Mendoza, 14 novembre 1587. Capefigue, t. IV, p. 345.

(2) Lettre du 26 septembre 1587 citée plus haut, p. 133, n. 1. La lettre du 13 octobre envoyée à l'arrivée de Liancourt ne contient que des protestations de fidélité. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 10, fol. 245. Original.

(3) « Vous sçavez que je suis aize de les voir bien ensemble », dit-elle du roi et du duc « et que je l'aye... »; malheureusement la fin manque dans le manuscrit. Y avait-il là une preuve de tendresse pour son gendre? *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 261. — Cette lettre est tirée d'une copie; l'original est peut-être plus complet.

(4) Lepage, *Instructions*, p. 6, note. Cf. lettre de Schomberg du 9 octobre 1587. Von Bezold, t. III, p. 73.

(5) Lettre de Catherine du 26 septembre 1587 citée plus haut, n. 2. La reine mère y parle de l'arrivée de Chastillon, qui précéda de peu la prise de Villy.

(6) Ambassade de Rieux, 28 octobre 1587. Tuetey, t. I, p. 87-88; *Mém. de la Huguerye*, t. III, p. 199, n. 2, et Baguenault de Puchesse, art. cité, p. 377. Cf. *Instructions de Lenoncourt* des 8 et 30 novembre. Lepage, p. 11 et 12.

Lorrain s'entêta. Il expédia le bailli de Saint-Mihiel, Lenoncourt, pour protester contre les soupçons du roi, affirmer la nécessité de sa présence à la tête de ses troupes et l'impossibilité de modifier leur serment ⁽¹⁾. Catherine, qui se doutait du retentissement qu'aurait cette affaire ⁽²⁾ et, au fond, blâmait son fils de pousser à bout son beau-frère, mais reconnaissait que la manière dont celui-ci s'y prenait était « pour donner au Roy soupçon » et que tout le monde lui donnerait tort ⁽³⁾, essaya d'accommoder les choses par Bellièvre ⁽⁴⁾. Il était trop tard, Henri III était devenu intransigeant : il écrivit à Charles III une lettre très raide; il n'admettait, disait-il au duc, « l'acheminement de ses forces » dans le royaume « qu'avec les conditions de serment... et non autrement » et il sommait son beau-frère de ne pas transgresser ses ordres, s'il voulait le « conserver pour amy et parent proche ⁽⁵⁾. » Charles III, « mal satisfait de ce que Bellièvre lui avait dit par ordre du roi ⁽⁶⁾ », mais décidé par Guise à agir ⁽⁷⁾, protesta une dernière fois par le renvoi de Lenoncourt, et déclara toutefois que, devant les soupçons du monarque, « il n'avoit pas voulu le mesconter davantage » et s'était « resoult de se contenir en

(1) Instructions du 8 novembre 1587. *Id.*, p. 5-12, et lettre à Henri III de même date, *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 466-467.

(2) Le nonce du Pape s'en préoccupait beaucoup et Catherine redoutait une révolution contre le roi. Pisani à Henri III, s. d., *Mém. de Nevers*, t. I, p. 761; le cardinal de Joyeuse au même, 15 décembre 1587. Aubery, ouvr. cité, *Preuves*, p. 155-157; lettre d'Olivarès du 14, Hübner, t. III, p. 24-27, et Cabrera, t. III, p. 257. Cf. l'Épinois, *R. des quest. hist.*, t. XXVII, p. 207-209.

(3) Lettre à Villeroy, 12 novembre 1587. *Bull. hist.*, 1901, p. 378-379, et *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 279-281.

(4) Lettre de Charles III à Catherine du 12 novembre 1587. *Bull. l. c.*, *Lettres de Cath.*, p. 468, et Instructions à M. de Bellièvre allant en Lorraine, novembre, *id.*, p. 467.

(5) Le 16 novembre 1587. *Id.*, p. 468.

(6) Mendoza à Philippe II, 4 décembre 1587. Arch. nat., K. 1565, n° 97.

(7) Guise à Mendoza, 8 février 1588. De Croze, t. II, p. 311.

son païs, sans passer plus oultrè. Mais, afin que l'injure ne luy soit faite toute entière, et qu'enfin le roi recoipve quelque service... des siens, et que la despence » des levées ne soit pas perdue, il avait commandé au marquis de « s'y acheminer et de l'aller trouver pour, avec ses forces, exposer sa vie à son service. » Il consentait, cette fois, à faire prêter un nouveau serment à ses troupes ⁽¹⁾.

A ce moment, Henri III venait de signer avec les Suisses, par l'entremise du duc de Nevers, une honteuse capitulation ⁽²⁾. Il en avertit aussitôt son beau-frère, en lui déclarant que désormais il avait « moins affaire... que jamais » de ses troupes, par suite, « si elles estoient jà acheminées » dans son royaume, « de les revocquer et faire retourner incontinent » en Lorraine où elles pourraient servir contre les étrangers allemands; quant aux Suisses, Charles III ne devait « riens atenter à l'encontre » car, ajoutait le roi, « il y va de l'observation de ma foy et parole ⁽³⁾. » Ainsi Henri III avait mieux aimé traiter avec l'ennemi à des conditions onéreuses que de laisser le duc de Lorraine venir en France avec ses forces ! Mais déjà le marquis était en route avec 4.000 reîtres et 1.200 lances italiennes, et il devait faire bientôt sa jonction avec le Balafre ⁽⁴⁾. Alors

(1) Instructions du 30 novembre 1587. Lepage, p. 12-14.

(2) Estienne Pasquier à M. de Sainte-Marthe, s. d., *Œ. compl.*, I. XI, lettre 15, p. 305-306 (éd. Feugère, t. II, p. 302-303). Cf. Nevers à Henri III, s. d. *Mém. de Nevers*, t. I, p. 773 et 777-778. C'est la défaite d'Auneau qui avait décidé les Suisses à traiter.

(3) Lettre du 27 novembre 1587. *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 469-470. Cf. lettre du 29 à Catherine, *id.*, p. 305, et *Bull.* cité, p. 379, et La Huguerye, t. III, p. 199, note 2. — Les Suisses ne furent pas inquiétés. Tuetey, t. I, p. 137-138.

(4) D'après une lettre de l'ambassadeur vénitien du 4 décembre 1587, il était près de Montereau. Ms. Ital., 1736, p. 285. Cependant, le 9, un courrier était envoyé « vers M. le marquis du Pont estant alentour de Chastillon », tandis que le 13 novembre on en avait envoyé un à « Montereau fault ion. » Arch. de M.-et-M., B. 1210, fol. 472 v^o et 468 v^o. Il est donc impossible que Henri de Lorraine se soit trouvé, comme le dit dom

le duc d'Epemon traita de nouveau avec l'ennemi, cette fois avec les Allemands, qu'il craignait de voir anéantir par les Lorrains ⁽¹⁾. En vain le roi donna-t-il au marquis l'ordre de retirer ses forces du royaume ⁽²⁾ et à Bassompierre celui de renvoyer ses reîtres ⁽³⁾, il ne fut pas obéi. Le duc de Guise, qui était venu signifier ce commandement à son cousin ⁽⁴⁾, n'avait garde de laisser en repos les restes de ceux qu'il avait vaincus; il se proposait « sans avoir égard à nulle parole donnée, de les attaquer et parachever ⁽⁵⁾. » Il se mit en qualité de « simple soldat » sous les ordres du marquis du Pont « pour parachever et defayre ce qui restoit des reystres ennemis ⁽⁶⁾ et, après les avoir poursuivis en Franche-Comté, alla de concert avec lui ravager le comté de Montbéliard ⁽⁷⁾; peut-être le Balafre alla-t-il

Calmet, t. V, col. 803 (II, 1396) au combat de Vimory qui se livra le 27 octobre et à la suite duquel le duc de Guise écrivait, le 30, à Mendoza, qu'il attendait les forces lorraines « dans 5 ou 6 jours. » Bouillé, t. III, p. 235, et de Croze, t. II, p. 299. Il n'était pas non plus à Auneau, comme le dit Mourin, ouvr. cité, p. 199.

(1) Le 8 décembre 1587. Articles dans *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 237-239. Cf. Tuetey, t. I, p. 146-147.

(2) Henri III à de Maisse, 16 décembre 1587. *Négoc. du Levant*, t. IV, p. 630. Cf. Guise à Mendoza, 8 février 1588. De Croze, t. II, p. 312.

(3) L'Epinois, ouvr. cité, p. 89.

(4) « Je suis venu voir icy monsieur le marquis du Pont et luy donner advis et conformer à l'intention du Roy. » Guise à Mendoza, 15 décembre 1587. Tuetey, t. I, p. 152 (d'après Arch. nat., K. 1565, n° 139).

(5) Lettre à Mendoza, 11 décembre 1587. De Croze, t. II, p. 302. Cf. Tuetey, t. I, p. 151.

(6) Guise à Mendoza, 16 et 23 décembre 1587. De Croze, t. II, p. 303-304. Cf. Tuetey, t. I, p. 152, et la Chastre, *Discours* cité, p. 161.

(7) Tuetey, t. I, p. 154-310, et t. II pour les documents. V. « Histoire tragique des cruautés et méchancetés horribles commises en la Conté de Montbelliard sur la fin de l'an 1587 et commencement de l'an 1588 par les troupes des sieurs de Guise et Marquis de Pont. » *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 667-692. Le marquis, fanatique et inintelligent, est en grande partie responsable de ces violences (Tuetey, t. II, p. 209-210, 215, 217, 224, 226, 244-245 et 250), sans doute par ordre de son père (*Id.*, p. 209, 218, 224 et 246), car le duc de Guise, moins dévôt et plus politique, paraît y avoir été étranger (*Id.*, p. 212, 215, 226, 228, 237 et 250).

même piller les alentours de Metz au commencement de l'année suivante ⁽¹⁾.

Les protestants étaient repoussés malgré Henri III; mais les Lorrains en voulaient au roi de ne pas leur avoir permis de les exterminer. Ils allaient essayer de se venger de lui.

(1) *Histoire de Metz par les religieux Bénédictins*, 1769-1790, t. III, p. 125, d'après la Chronique de Saint-Clément, 2^e partie. Les Bénédictins croient que ce fait eut lieu avant l'expédition de Montbéliard, ce qui est impossible. Digot, t. IV, p. 247, pense qu'il s'agit d'une méprise. Et cependant ce renseignement se retrouve dans le ms. 4.530 (fol. 57 v^o) de la Bibliothèque nationale, qui est une chronique de Metz au XVI^e siècle. Si, comme le dit Tuetey, t. I, p. 198, le Balafre était le 20 janvier 1588 à Phalsbourg pour arriver à Epinal le lendemain (v. ci-dessous, p. 141, n. 3), il pouvait revenir du pays messin.

V

La lutte contre Henri III.

Tandis que le marquis du Pont et le duc de Guise poursuivaient les reîtres au mépris des capitulations et saccaageaient le comté de Montbéliard contre tout droit des gens, Charles III faisait assiéger Jametz ⁽¹⁾ et venait lui-même au-devant des deux princes jusqu'aux portes de la Franche-Comté ⁽²⁾. Il les rejoignit probablement à Epinal ⁽³⁾. Ils s'y concertèrent sans doute, car, le 21 janvier, le Balafré écrivait à Mendoza : « Je suis maintenant venu joindre monsieur de Lorraine afin de faire résoudre... l'entretien des forces de cet hiver, que j'ai estimé estre tres a propos vers Sedan et Jametz, pour estre lieux approchés de Paris, Flandre et Lorraine où selon les inconvénients l'on se pourra servir soubz le nom de monsieur de Lorraine. » Et leurs résolutions paraissaient définitives, car il

(1) En décembre 1587. D. Calmet, t. V, col. 806 (II, 1398). D'après les *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 598, la résolution en aurait été prise le 27 octobre. Dès le 20 septembre, Schomberg la faisait pressentir. Lettre à Brûlart, Bibl. nat., fonds Colbert (V^e), t. 10, fol. 223. Original.

(2) Le 6 janvier 1588, il était à Charmes; les 9, 10, 12, 13 et 16 janvier, nous le trouvons à « Fontenoy en Vosges », aujourd'hui Fontenoy-le-Château, département des Vosges, au S.-O. d'Epinal. Les 17, 19 et 22 janvier, il était à Epinal. Arch. de M.-et-M., B. 1210, fol. 481 v^o, 482, 415 v^o, 414 v^o, 480 et 413; Tuetey, t. II, p. 348 et 350. A Fontenoy, « Jean Vincent Conseiller et agent » du duc en France vint le trouver de Paris « en diligence de poste par commandement de la Royne mere du Roy », nous ne savons pourquoi. Comptes du 28 janvier. *Id.*, fol. 484.

(3) D'après Tuetey, t. I, p. 198, les Lorrains revinrent par Plombières; le 21 janvier, Guise était à Epinal, d'où il termine ainsi une lettre à Mendoza : « je escript à Espinal. » Arch. nat., K. 1568, n^o 6.

ajoutait : « Je m'en retourneray dans quatre jours en mon gouvernement pour remedier à beaucoup de choses qui important ⁽¹⁾. » Ce fut évidemment Bassompierre qui fit changer ces dispositions. En revenant d'Epinal, les deux ducs eurent, en effet, chez lui, au château de Haroué, une conférence secrète de « quelques jours ⁽²⁾. » C'est de cette entrevue, croyons-nous, que sortit la troisième et dernière assemblée de Nancy.

Elle eut lieu à la fin de janvier 1588 ⁽³⁾. D'après Davila, qui paraît très bien renseigné sur cette réunion, elle comprenait, outre Charles III et son fils, Henri de Guise et Mayenne, le duc et le chevalier d'Aumale, les ducs de Nemours et d'Elbœuf et le comte de Chaligny ⁽⁴⁾; de plus il est certain que l'évêque de Metz ⁽⁵⁾ et Bassompierre ⁽⁶⁾ s'y trou-

(1) Lettre citée ci-dessus, éditée par de Croze, t. II, p. 306-307, avec la date erronée du 22 décembre 1588. Cf. le 23 janvier : « monsieur de lorraine et nous sommes resoluz d'enclore Jametz... pour auoir subject de retenir tous iours des forces. » Arch. nat., K. 1568, n° 7.

(2) *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 40. Les comptes du 12 février 1588 mentionnent un don de 12 écus « aux Domestiques de Monsieur de Bassompierre pour le vin, en consideration... du sejour que S. A. a faict au chateau de Harouel. » Arch. de M.-et-M., B. 1210, fol. 419. Ce séjour se place entre le 22 janvier, où nous avons trouvé le duc à Epinal, et le 27 où nous le revoyons à Nancy. *Ibid.*, fol. 413.

(3) D'après les articles cités plus bas (cf. Robiquet, ouvr. cité, p. 580, et Zeller, *Le mouvement guisard en 1588... Catherine de Médicis et les Barricades. Revue historique*, t. XLI [novembre 1889], p. 258), et non en février comme l'ont dit Palma Cayet, p. 42, et, d'après lui, D. Calmet, t. V, col. 804 (II, 1396), et Digot, t. IV, p. 248. D'après le cardinal d'Ossat, *Discours* cité, la conférence aurait eu lieu au carnaval; or le mardi-gras tombait, cette année, le 1^{er} mars. Il y a peut-être là une confusion avec l'assemblée de 1580.

(4) *Istoria*, p. 480 (trad. II, 578-579). Davila donne la date exacte de fin janvier 1588.

(5) *Histoire de Metz par les Bénédictins*, t. III, p. 134.

(6) *Mémoires de Bassompierre*, l. c.; Christophe de Bassompierre devait tomber malade à Nancy. Il s'était trouvé à Montbéliard avec Rosne (Tuetey, t. I, p. 173-177); quant à Pange, il était mort l'année précédente. Le 24 juin 1587, Charles III faisait, en effet, un don « aux Tuteurs des enfans de feu Monsieur de Pange, ancien chef des finances. » Arch. de M.-et-M., B. 1210, fol. 429.

vaient. Si l'on en croyait l'historien italien, dont nous ne connaissons malheureusement pas les sources pour ce passage, le Balafré voulait profiter de sa victoire pour détrôner Henri III, « ruiner la maison de Bourbon, exterminer les favoris de la cour » et partager avec les autres seigneurs lorrains « les principales charges du royaume »; mais Charles III, soutenu par Mayenne, se serait opposé à ces résolutions peu politiques. Ces indications sont fort plausibles; mais, comme dit le P. Maimbourg⁽¹⁾, l'on n'en trouve aucune trace même chez les auteurs protestants contemporains. D'après Scipion Dupleix, le Balafré aurait poussé son cousin à prendre la couronne ⁽²⁾; enfin, selon d'Ossat, « le projet de s'emparer de la Ville de Paris et de la personne du Roi, fut formé » en cette assemblée ⁽³⁾. Tous ces renseignements sont également vraisemblables et corroborent fortement le texte de Davila; malheureusement nous ne sommes pas en état de les critiquer. Il est également difficile, et de les admettre, car ils ne sont appuyés sur aucun témoignage précis, ce sont peut-être des conjectures, et de les rejeter, car ils sont en quelque sorte corroborés par les prétentions de Charles III et la politique du duc de Guise. Nous devons nous en tenir, pour cette dernière assemblée, aux résolutions qui nous sont connues d'une manière certaine.

(1) *Histoire de la Ligue*, p. 207.

(2) « Le Duc de Guise beuffloit le Lorrain son parent en luy donnant du vent par les oreilles et en luy faisant entendre qu'ayant l'honneur » d'être de sa maison, il voulait lui assurer le trône. Page 155.

(3) Discours cité, p. 55 et 66. D'après le *Dialogue d'entre le Maheustre et le Manant*, 1594 (Ed^m Labitte de la *Satire Ménippée*, p. 117), le projet datait de l'année précédente. Cf. le mémoire touchant Sedan et Jametz : « Ceux de la Ligue ont tenu un Conseil à Nancy au mois de Janvier dernier. Et y ont conclu de fort iniques articles... Ils prennent leur couverture sur l'aneantissement de la Religion en France, mais tous les plus clairvoyants concluent qu'inafailliblement ils se font un haut dais, pour monter plus haut. » *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 268.

Or, il est incontestable qu'on s'éleva à Nancy, comme dans les deux réunions précédentes, contre la scandaleuse fortune des favoris, en particulier du duc d'Epéron, déjà gouverneur de Metz, de Boulogne et de la Provence, et à qui Henri III venait de donner les dépouilles de Joyeuse, tué à Coutras, en le nommant amiral de France ⁽¹⁾ et gouverneur de Normandie ⁽²⁾, et qu'on chercha le moyen de l'écarter du roi ⁽³⁾. De plus, on dut fulminer contre la politique du monarque qui, dans la dernière guerre, s'était montré si favorable aux hérétiques et si contraire aux Lorrains et, en attendant qu'on trouvât le moyen de l'attaquer directement, les princes conclurent en faveur de ce qui avait été résolu à Epinal « d'attaquer Jametz et de fermer Sedan » afin de « demeurer armés et d'entretenir des forces lesquelles ne scauroient estre ni demeurer en lieu plus propre que celui là pour servir s'il estoit besoing, tant en Flandre qu'en France, aux occasions qui s'en peuvent presenter a toutes heures, et en Lorraine ⁽⁴⁾. » Enfin à Nancy Henri de Guise parla de venger sa cousine, Marie Stuart, que la reine d'Angleterre venait de faire exécuter, et il déclarait avoir « induit et attiré les principaux du pays à la bonne et sainte résolution » de lutter contre Elisabeth, d'accord avec Philippe II ⁽⁵⁾.

Nous ne savons si l'on prit à Nancy de plus graves résolutions. Pour exécuter celles-là, on résolut de s'adresser à

(1) Le 11 janvier 1588. L'Estoile, t. III, p. 115.

(2) Lettre du 31 janvier 1588. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 745. Cf. de Croze, t. II, p. 46.

(3) *Chron. nov.*, p. 42. Cf. Cabrera, t. III, p. 277.

(4) Guise à Mendoza, 8 et 24 février 1588. De Croze, t. II, p. 308-315, surtout 313-314. D'après une lettre de Mendoza à Philippe II, du 30 janvier, Guise était venu à Nancy surtout pour décider le siège de Jametz. Arch. nat., K. 1568, n° 8. Dans une lettre de Parme au même roi, du 22 février, il est question de l'entrevue de Nancy et des armements de Charles III pour Jametz. Arch. des Aff. étr. Espagne, 322, fol. 23. Cf. Davila, p. 481 (trad. II, 579).

(5) Capefigue, t. V, p. 77.

Henri III lui-même. Les princes assemblés décidèrent de lui présenter une requête « qui contiendrait plusieurs demandes avantageuses pour eux et qui réduiraient nécessairement le roi à leur déclarer sa dernière volonté ⁽¹⁾. » Ce furent « les onze articles de Nancy. » Il y était dit que le roi serait « sommé de se joindre plus ouvertement et à bon escient à la Ligue » et d'enlever les « offices importants à ceux qui lui seront nommés », c'est-à-dire à d'Épernon et à la Valette, et, par contre, de donner des places de sûreté, avec le droit d'y bâtir des citadelles et d'y entretenir garnison, aux Ligueurs qui lui seraient désignés, « de faire publier le Concile de Trente en tous ses Païs », « d'établir la Sainte Inquisition, au moins ès bonnes Villes » du royaume, à condition que les officiers en soient étrangers, de permettre au clergé le rachat des biens aliénés de l'Eglise, de faire vendre ceux des protestants et de forcer leurs parents à les racheter, de faire payer aux catholiques un dixième de leur revenu et aux gens soupçonnés d'hérésie un tiers ou au moins un quart du leur, le tout devant servir à payer les dettes contractées par les chefs de la Ligue dans la lutte contre les hérétiques ; dans cette guerre, on ne devait faire quartier à aucun prisonnier, à moins qu'il ne s'engageât à « vivre catholiquement », à payer une somme égale à la valeur de ses biens et à « servir trois ans » au moins et à ses frais pour la Ligue. Enfin on devait prier le roi « de fournir à la solde des gens de guerre, qu'il est nécessaire d'entretenir en Lorraine et ès environs, pour obvier à une invasion des Estrangers voisins ⁽²⁾. » C'était

(1) Davila, p. 482 (t. II, p. 580).

(2) « Aucuns articles proposés par les Chefs de la Ligue en l'Assemblée de Nancy en Janvier 1588, pour être arrêtés en la générale de Mars prochain. » *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 269-279, et, avec quelques variantes, *Mém. de Nevers*, t. I, p. 723-724; Capefigue, t. V, p. 354-355. Cf. Hérelle, t. II, p. 188; de Thou, l. xc, t. X, p. 236-237; d'Aubigné, t. VII, p. 196-199; *Chron. nov.*, p. 43, et D. Calmet, t. V, col. 804-805 (II, 1396-1398).

là une déclaration, non seulement « purement aristocratique et cléricale ⁽¹⁾ », mais encore lorraine. Le programme de Nancy était à la fois l'exaltation de la noblesse, du clergé et de la maison de Lorraine, et c'est alors que les Lorrains, « se voiant au comble de leur fortune, avoient le cœur si hault, que parlant des Princes qui ne tenoient leur parti, les appelloient petits Saints ⁽²⁾. » Ces articles furent envoyés aux Seize ⁽³⁾, puis à Henri III, qui d'abord y parut favorable et tarda ensuite à y répondre ⁽⁴⁾ ; peut-être comptait-il, pour s'en dispenser, sur les représailles que les Allemands préparaient contre Charles III ⁽⁵⁾.

Une nouvelle assemblée devait avoir lieu, semble-t-il, au mois de mars ⁽⁶⁾, sans doute pour prendre des résolutions définitives. En attendant, le duc de Guise se rendit en Champagne ⁽⁷⁾, et le duc de Lorraine envoya à Jametz Rosne et d'Haussonville pour pousser le siège ⁽⁸⁾. Charles III prétendait que cette ville était un ancien fief du duché de Bar que le duc de Bouillon, en combattant contre lui, avait

(1) Robiquet, ouvr. cité, p. 580.

(2) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 608.

(3) *Chron. nov.*, p. 43. Cf. D. Calmet, t. V, col. 807.

(4) De Thou, t. X, p. 237. Cf. *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 279, et Davila, p. 483 (trad. II, 582).

(5) *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 280. Il était encore question de ces levées le 25 mars 1588. Ms. Ital. 1737, p. 16.

(6) D'après le titre même des articles (v. plus haut, p. 145, n. 2). Si l'on en croit une lettre de Pisani à Henri III, 4 avril 1588, elle devait avoir lieu au sujet des affaires de Cologne et de la reprise de Bonn; d'après celle du cardinal de Joyeuse au roi, 30 mars 1588, « *cette diète qui se doit tenir en Lorraine* » se serait faite à l'occasion des funérailles de Marie Stuart à Reims. Aubery, ouvr. cité, *Preuves*, p. 94, 191 et 193. L'ambassadeur d'Ecosse devait, en effet, faire célébrer à Reims un service pour la feue reine, morte le 8 février 1587. Mendoza à Philippe II, 15 mars. De Croze, t. II, p. 332.

(7) « A mon retour de Lorraine j'ay passé par Langres et vay aux aultres villes de mon gouvernement. » Guise à Mendoza, 24 février 1588. *Id.*, p. 315.

(8) *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 262.

perdu par sa félonie ⁽¹⁾ ; il proclamait aussi qu'il voulait venger sur le duché les ravages commis l'année précédente par l'armée protestante en Lorraine ⁽²⁾ ; enfin il déclarait qu'il voulait convertir Mademoiselle de Bouillon pour la marier à son second fils, le comte de Vaudémont ⁽³⁾. C'étaient là de mauvais prétextes, et l'attaque de Jametz, tout comme celle de Montbéliard, était une violation du droit des gens : le duc de Lorraine profitait, en réalité, de la mort du duc de Bouillon, survenue le 11 janvier ⁽⁴⁾, pour essayer de s'emparer des terres d'une orpheline. De plus, les rois de France avaient toujours été protecteurs des places du duché de Bouillon ⁽⁵⁾. Aussi, dès le mois de février, Henri III envoya-t-il à Nancy M. de Rieux pour sommer Charles III de se retirer du pays ⁽⁶⁾ ; le duc, que le Balafré avait sermonné d'avance, n'accorda rien ⁽⁷⁾. En même temps, le roi se proposait d' « envoyer devers » les ducs de Lorraine et de Guise « quelques personnages d'auctorité, tant pour agir par voie de douceur, si faire se peut, que pour faire cesser plusieurs déliances », nées de la guerre passée ⁽⁸⁾. Ce furent MM. de Bellièvre et de la Guiche. Ils devaient demander au

(1) Henri III à Pisani, 22 mars et 27 avril 1588. *R. rétrospective*, t. XIII, p. 457-458 et 466; rapport du 30 mai. Von Bezold, t. III, p. 153; lettre de Bouvet à Christine de Danemark, s. d. Bibl. nat., Coll. de Lorraine, t. 28, fol. 225. Cf. D. Calmet, t. V, col. 805 (II, 1398).

(2) Charles III au duc de Parme, 20 mars 1588. Arch. des Aff. étr. Espagne, 322, fol. 43, et instructions à Lenoncourt du 23, Lepage, p. 26.

(3) *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 263.

(4) *Id.*, p. 261. Cf. Hauser, ouvr. cité, p. 215-216.

(5) Hauser, p. 222.

(6) Henri III à Pisani, 19 février 1588. *R. rétrospective*, t. XIII, p. 452. Cf. *Chron. de Buffet*, p. 62; *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 605, et D. Calmet, t. V, col. 805 (II, 1399). François de la Tugie, sieur de Rieux, gouverneur de Narbonne, alla ensuite à Sedan. *Mém. cités*, t. II, p. 267. Il ne faut pas le confondre avec M. des Réaux, qui y vint pour le roi de Navarre. *Id.*, p. 265, et Duplessis-Mornay, *Mémoires*, t. I, p. 881.

(7) Guise à Mendoza, 24 février 1588. De Croze, t. II, p. 215.

(8) Lettre à Pisani, p. 453. Cf. instructions à Lenoncourt, du 23 mars 1588. Lepage, p. 22-23, et lettre de Moreo à Philippe II, 29 mars (Arch. des Aff.

Balafré, entre autres choses, de faire recevoir les garnisons du roi en Picardie, de se réconcilier avec d'Epéron et d'abandonner les prétentions qu'il élevait sur Jametz; mais, sur les premières questions, le duc soutint qu'il ne pouvait décider à lui seul, et, sur la dernière, refusa de céder ⁽¹⁾. Les deux négociateurs, arrivés à Nancy au mois de mars, réclamèrent de Charles III qu'il se retirât de Jametz, lui offrirent de l'aider contre les Allemands en cas d'attaque et lui proposèrent « la réconciliation des princes de sa maison. » Le duc répondit, pour le siège, qu'il attendait « sans désarmer » l'avis formel du roi; il accepta les secours que Henri III lui offrait; enfin, sur l'entente avec ses parents, il prétendit que les choses étaient moins faciles à arranger que l'année précédente « attendu quelques particularités qui ont passé », mais qu'il allait « s'employer à ce que Sa Majesté put demeurer satisfaite de ceux de sa maison ⁽²⁾. » Quelques jours après, Charles III, n'ayant pas reçu de réponse du roi au sujet du duché de Bouillon, en concluait hypocritement que le roi l'approuvait dans son entreprise et chargeait Lenoncourt de lui réclamer « dix canons et quelque nombre de gens de pied pour subvenir aux munitions de son armée ⁽³⁾. » Or, à peine le bailli de Saint-Mihiel venait-il de partir, que Henri III écrivait à son

étr., Espagne 322, fol. 47 ss.), d'après laquelle Henri III se serait proposé de marier le marquis du Pont avec Catherine de Bourbon, pour réconcilier les deux maisons.

(1) Guise à Mendoza, 9 mars 1588. De Croze, t. II, p. 318; lettres du 14 février et du 9 avril. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 760 et 766, et Bellièvre à Brûlart, 7 mars. *Revue de Champagne*, t. XIV (1882), p. 70. Cf. l'Epinois, ouvr. cité, p. 111-112.

(2) La Guiche et Bellièvre au roi, 21 mars 1588. De Croze, t. II, p. 49, n. 3; Bellièvre au même, 31 mars. *R. de Champagne*, t. XIII (1882), p. 240-241. Hérelle, t. II, p. 194-195; lettre de Strasbourg, du 14 mars. Von Bezold, t. III, p. 118, et Instructions de Lenoncourt, du 23 mars. Lepage, p. 20-21. Cf. l'Epinois, ouvr. cité, p. 112.

(3) Instructions du 23 mars 1588 citées, p. 23-24. Sa résolution était prise depuis quelques jours déjà, comme le prouve sa lettre au duc de Parme du 20, citée plus haut, p. 147, n. 2.

beau-frère que « lesdites places ayant esté de longtemps soubz la protection de la couronne de France », il ne pourrait souffrir « qu'elles fussent forcées et tirées hors des mains de ceux a qui elles appartiennent. » « Je vous prie donc de nouveau, concluait-il, incontinent retirer vos forces desdites places et cesser toute entreprise à l'encontre d'icelles daultant que j'auray occasion de la tenir dressée contre moi-mesme ⁽¹⁾. »

C'était, comme l'année passée ⁽²⁾, un *ultimatum*; mais cette fois le duc de Lorraine ne céda pas. Il se sentait soutenu, non seulement par le Balafre, mais encore par l'Espagne. Au moment de l'ambassade de Bellièvre et de la Guiche, le duc de Guise, non content vis-à-vis de son cousin de l'avoir « préparé aux responses qu'il peult honnestement faire et selon sa dignité », avait prié l'ambassadeur Mendoza de « luy depescher ung courrier exprès, pour luy faire entendre toutes les justes raisons qui luy doybvent donner sujet de rejeter les tromperies de telles ambassades » qui ne pouvaient « tendre qu'à le détourner et l'attirer à la court pour y servir de fable et de risée et pour en mesme temps courir sus à tous ceux de sa maison. Et faictes luy... cognoistre, ajoutait-il, que c'est pour perdre son crédit avec le Roy catholique, et toute espérance de secours et d'amitié; *c'est ce qui le retiendra le plus* et vous suplie y user de diligence extrême ⁽³⁾. » Sans doute don Bernardino s'était exécuté. D'ailleurs, à ce moment, Philippe II avait en Lor-

(1) Henri III à Charles III, 27 mars 1588. Lepage, p. 26-27.

(2) V. plus haut, p. 137.

(3) Guise à Mendoza, 24 février 1588. De Croze, t. II, p. 315. — Le Balafre paraissait toujours se défier de Charles III. Cf. lettre au même, du 10 mars. *Id.*, p. 319. D'après l'ambassadeur florentin, 9 avril 1588, le duc de Guise avait des projets « qu'il ne communique ni au duc de Lorraine ni à Mayenne son frère. » *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 768. Il est certain qu'il avait des secrets pour celui-ci (Forneron, *Philippe II*, t. IV, p. 244); on peut croire à plus forte raison qu'il en avait pour le premier. Cf. plus bas, p. 161-162.

raîne un ambassadeur, Jean de Moreo. Le roi catholique, qui préparait son *Armada* contre Elisabeth, voulant empêcher une diversion de Henri III en faveur de la reine, avait envoyé en France le commandeur pour forcer les Ligueurs à prendre les armes ⁽¹⁾. Moreo passa à Nancy au commencement de mars ⁽²⁾, y poussa à la résistance Charles III qu'il trouvait « froid, timide et ami de la paix ⁽³⁾ », alla de là voir le duc de Guise, puis le duc de Parme ⁽⁴⁾, et revint au début d'avril à Nancy, où il rencontra Mayenne ⁽⁵⁾. Le duc de Lorraine, de son côté, avait envoyé aux Pays-Bas son ancien ambassadeur en Espagne, George de Chastenoy, pour avertir Alexandre Farnèse de la résolution qu'il avait prise de persévérer dans le siège de Jametz, l'informer des levées que Jean-Casimir préparait contre la Lorraine et lui demander son appui contre elles ⁽⁶⁾. Déjà le duc de Parme avait versé à Charles III 60.000 écus sur les 150.000 que celui-ci devait aux reîtres ⁽⁷⁾, et il pressait le roi d'Espagne

(1) Mignet, *Histoire de Marie Stuart*, 5^e éd., 1877, t. II, p. 398.

(2) « Le commandeur Moreo estoit passé par Nancy. » Guise à Mendoza, 10 mars 1588. De Croze, t. II, p. 319.

(3) Moreo à Philippe II, Gand, 29 mars 1588, lettre citée plus haut, p. 147, n. 8.

(4) Parme à Philippe II, 20 mars 1588. Arch. des Aff. étr. Espagne, 322, fol. 43.

(5) Pièce du 7 avril 1588 citée ci-dessous (p. 152, n. 1). Cf. Buffet, *Chron.*, p. 64, et Bouillé, t. III, p. 263. Mayenne était parti de Dijon le 17 mars « pour s'acheminer en Lorraine pour quelques affaires » et en revint en avril. *Livre de souvenance de Pépin*, p. 40.

(6) Lettre de Parme à Philippe II, 20 mars 1588, citée, et « Envoi de la copie de ce que propose Charles III » du même jour, même ms., fol. 43-45. Pièces des 7 et 11 avril citées plus bas, p. 152, n. 1, et 155, n. 2), fol. 4 et 16 v^o. Cf. Mémoire sur les affaires de Sedan et de Jametz, de mars 1588 environ, *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 267-268, où on lit : « Il y a sur la frontière de Picardie nombre d'Espagnols qui viennent pour assister le Duc de Lorraine au siège de Jametz. »

(7) Parme à Philippe II, lettre du 22 février 1588 citée plus haut, p. 144, n. 4, fol. 21 v^o, et Copie de Moreo du 7 avril, fol. 4 v^o et 6 v^o. D'après la remontrance faite à Philippe II par le voué de Condé en 1591 de la part de Charles III, « le commandeur Moreo... a esté celuy qui l'a disposé à se déclarer. » Lepage, *Instructions*, p. 300.

de fournir la somme entière ⁽¹⁾ : aussi Farnèse chargea-t-il Moreo de demander au duc, au cas où Henri III l'obligerait à abandonner le siège de Jametz, « chose à la vérité qui doit estre meurement considerée pour la reputation et grandeur de Son Altesse », déclarait le commandeur, « de ne se desaisir de sesdites forces », de lui promettre son appui contre Casimir, et de le prier de communiquer à Moreo « tous les besoings et necessitez que il a presentement et qui luy peuvent ariver par cy apres et quelles assurances a tous evenemens » l'on pouvait tirer du Lorrain « et de ses confederez. » Le commandeur promettait « le plus tost possible » de nouveaux subsides, réclamait, en échange, des avis de France et surtout des renseignements sur les levées d'Allemagne et demandait entre le duc de Parme, Charles III et les « princes de sa maison » l'établissement d'une alliance défensive réciproque en cas d'attaque des Pays-Bas ou de la Lorraine, alliance qui eût même été offensive, si l'on venait à « traverser les desseings de Sa Majesté en l'entreprinse d'Angleterre. » « Il ne sera que bon de m'avertir, demandait le commandeur, du nombre des soldats à pied et à cheval que V. A. se delibere entretenir » et de leur donner un chef agréé à la fois du duc de Lorraine et du roi catholique. « Sur tout il sera necessaire que les princes parens de V. A. ayent bonne correspondance avec Icelle et qu'ils n'entreprendront chose quelconque sans en faire part et communication à Vostre Altesse comme au chef de la maison. Oultre ce que dessus S. M. et le Duc de Parme, ajoutait-il, desirent savoir qu'en cas de nécessité estant contraintz de se secourir les uns aux autres avec quel nombre de gens à pied et à cheval Messieurs de Guyse du Mayne d'Aumalle et aultres chefs de la Ligue se pourront

(1) Lettre du 31 janvier 1588. *Calendars of State Papers. Spanish*, 1587-1608, p. 202.

mettre en campagne et de quel temps leurs forces seront prestes ⁽¹⁾. »

Ainsi Philippe II proposait au duc de Lorraine de devenir, comme le duc de Guise, son pensionnaire ; en revanche il lui demandait de le renseigner sur les affaires d'Allemagne, de France et au besoin sur les agissements du Balafré et des autres chefs de la Ligue, de l'aider non seulement d'une façon éventuelle à l'occasion de l'*Armada*, mais encore de collaborer, tout au moins moralement, à la nouvelle prise d'armes qui se préparait contre le roi de France. En un mot, Charles III pouvait devenir l'agent et, par suite, le prisonnier du souverain catholique. A un autre moment, peut-être, le chef de la maison de Lorraine eût hésité ; mais alors ses Etats étaient tellement ruinés par la guerre et les épidémies ⁽²⁾, il craignait tellement les représailles des Huguenots ⁽³⁾, il désirait tellement s'emparer de Jametz, « le boulevard de la France contre les plans et entreprises de la Ligue et les Lorrains ⁽⁴⁾ », enfin il atten-

(1) « Copie traduite de l'original de ce que le commandeur Moreo proposa à Nancy de la part de sa Majesté et son Altesse par une lettre de creance de Mr. le Duc de Parme le 7 » avril 1588. Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 582, fol. 4-5 (original en espagnol signé Jean de Moreo, fol. 12). — Si l'on en croit Charles III (Instructions au marquis d'Haurech [de Havré], étant auprès du duc de Parme, 24 janvier 1589, Lepage, p. 84), le commandeur lui aurait offert la toison d'or et « une compagnie d'hommes d'armes des ordonnances des Pays-Bas. »

(2) Rapport au conseil de Strasbourg, Nancy, 30 mai 1588. Von Bezold, t. III, p. 163.

(3) Lettre du 19 avril 1588. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 767. Il est encore question des levées de Casimir le 30 juin. Von Bezold, t. III, p. 157. Le 9 juillet, dans une ordonnance aux baillis de Lorraine, Charles III parlait des protestants qui s'assemblaient sur ses frontières « du côté d'Allemagne. » Lepage, *Inst. militaires*, p. 31. Dès le 14 avril, Mendoza avait écrit à Philippe II : « Le duc de Lorraine ayant conçu quelques défiances au sujet des levées qui se font actuellement en Allemagne par le duc Casimir, celui-ci l'a averti de n'en prendre aucune inquiétude, parce qu'elles n'ont que la défense de Bonn pour objet. » De Croze, t. II, p. 327. Cf. la Huguerye, *Mém.*, t. III, p. 328. Cependant, on voit que Charles III continuait à les redouter.

(4) Von Bezold, t. III, p. 165.

daît sans doute tant de la nouvelle révolte des Guises, qu'il ne balançâ pas un instant ⁽¹⁾. Il répondit au commandeur : « *Je ne me desnueray des forces que j'ay a present*, quelque instance qu'on puisse faire envers moy pour Sedan et Jametz, d'autant que j'ay assez d'autres occasions pour me tenir armé, Tant pour la conseruation de la Religion catholique dans mon propre estat et de mes parens et allyéz. Et parce que mes pays sont exposez à la bouche de la Germanye et que tous les passages et effortz sy adressent tousiours... il me faut plus de quarante mil escuz par mois » dont le roi catholique fournira 25.000 « payez a termes limitez et asseurez, pour secours ordinaire et entretenement de mil chevaulx et trois mil hommes de pied. *Car je ne desarmeray pas de ce nombre*, sy ce n'est de l'aduis et consentement de Sa Majesté. » Au cas où il serait attaqué par les protestants d'Allemagne, le duc demandait un « secours extraordinaire de cinq mil Suisses, quatre mil Lansquenetz, seize bandes d'ordonnances de Flandre et de sa cavalerie legiere » avec faculté « d'accroistre et diminuer ce secours extraordinaire » selon « la force ou faiblesse de l'armée ennemye... en mesme temps que messieurs mes parens seront secouruz par sa majesté d'un secours extraordinaire pour semblable agression. » Dans ce cas, il se départirait du « secours ordinaire des vingt cinq mil escus par mois. » En attendant, il demandait le paiement du « surplus » des 60.000 écus « pour la parpaye » des reîtres qu'il avait dû licencier. Il promettait d'avertir soigneusement de toutes les levées faites en Allemagne « et de fait, ajoutait-il,

(1) Dans la remontrance citée plus haut, p. 150, n. 7, Charles III dit, en parlant de la conclusion du traité : « Et cela fut conclud et négocié au mois de may, en l'an 1588, *soubs la seule assurance de laquelle promesse il s'est declaré ouvertement et entremis en ceste guerre; ce qu'autrement il n'eût pu ny voulu faire*, connoissant la médiocrité de ses moyens et situation de ses pays, qui sont descouverts de toutes parts du côté de la France et Allemagne. » Lepage, p. 300.

j'ai escrit a l'Empereur, a la Chambre Imperiale, a tous les princes electeurs, excepté au Palatin, et [à] la plupart des princes de l'Empire, Que je ne desire rien plus que vivre en bonne paix avec les voisins, moyennant qu'ils se comportent de mesme en mon endroit. » En retour il promettait, en cas d'invasion des Pays-Bas, 4.000 arquebusiers et 1.000 cavaliers et offrait, à toute réquisition, les « trois mil harquebuziers et mil chevaulx » qu'il avait alors sur pied, et à qui il donnerait un chef agréable à Farnèse et à Philippe II. Il avait écrit, disait-il, à « messieurs de Guise pour savoir leurs resolutions » afin d'en avertir le duc de Parme. « Quant a la bonne et mutuelle correspondance dentre moy et les princes de mon sang, ajoutait-il, elle se continuera fidellement comme jusques a present elle a esté, et m'assurant tant d'eulx et du respect qu'ils me portent, comme au Chef de la maison, qu'ils ne feront ny entreprendront rien d'important, sans m'en advertir. De scavoir dans quel temps je pourray avec lesdits sieurs mes parens fournir nostre secours à Sa Majesté, J'espère en satisfaire à mon aduenant, pour l'esgard de l'Infanterie dans trois semaines apres l'interpellation, et pour la Cauallerie dans cinq ou six. » Il attendait, d'ailleurs, la résolution de ses parents. Enfin il déclarait que, devant les levées de Casimir, il avait « capitulé » avec le marquis Jacques de Baden, son « parent et proche voisin et très affectionné à la cause catholique ⁽¹⁾. »

Moreo, que Charles III avait royalement gratifié ⁽²⁾, le remercia « pour les bienfaits honneurs faveurs » qu'il en

(1) « Résolution de S. A. sur les propositions faites de la part du Roy Catholique », Nancy, 11 avril 1588. Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 582, fol. 16-19 (traduction espagnole, fol. 10-13).

(2) Don d'une chaîne d'or de 1.060 écus « au sieur Commandeur Moreo gentilhomme espagnol », le 28 avril 1588. Arch. de M.-et-M., B. 1210, fol. 438. Le 23, des chaînes d'or de moindre valeur avaient été distribuées « à quatre commissaires du Roy Catholique », le 4 et le 21, d'autres à un surintendant et à un commis des finances « de Sa Majesté Catholique ez Pays bas. » *Ibid.*, fol. 437 v^o et 437.

avait reçus, promet de lui faire obtenir les 25.000 écus par mois, plus, en cas d'attaque, le secours extraordinaire, et de lui faire donner la suite du paiement des reîtres ⁽¹⁾. Il se rendit de là à Soissons, où une réunion était préparée entre Bellièvre, La Guiche, Mayenne, Guise ⁽²⁾, le cardinal de Bourbon, l'archevêque de Lyon, Pierre d'Epinaç, et Méneville, qui attendaient le commandeur avec impatience, et, caché derrière un lit, assista à leurs conférences avec les agents du roi ⁽³⁾. Les princes lorrains, stimulés par l'agent espagnol, qui les poussait à rompre avec Henri III en leur promettant 300.000 écus, 6.000 lansquenets, 1.200 lances « et l'envoi d'un ambassadeur accrédité près du Conseil de l'Union au lieu de l'être auprès du roi ⁽⁴⁾ », n'accordèrent aux envoyés du souverain aucune satisfaction à propos de la Picardie et de Jametz ⁽⁵⁾. Cependant Moreo parvint à contenir le Balafré et son frère, qui prétendaient « pénétrer dans le palais du roi pour y tuer d'Epèrnon et les autres conseillers, soupçonnés d'hérésie »; il craignait un échec qui eût porté un coup mortel au parti catholique. L'archevêque de Lyon se rangea à cet avis, en soutenant avec raison que, si le roi remplaçait son mignon par un autre favori catholique, les Ligueurs « n'auraient plus pour rester sous les armes le prétexte d'Epèrnon ⁽⁶⁾. » Après cette conférence, qui devait déterminer la rupture avec le roi, le

(1) « Autre copie de l'original de ce que le Commandeur Moreo traita avec Son Altesse à Nancy le 10^e d'Avril » 1588. Ms. cité, fol. 6 (le texte espagnol est au fol. 22).

(2) Pièce du 11 avril 1588 citée, au fol. 17 v^o.

(3) Moreo à Parme, 13 mai 1588. Arch. des Aff. étr. Espagne, 322, fol. 69 v^o. Cf. Guise à Mendoza, 19 avril. De Croze, t. II, p. 332.

(4) Mignet, *Marie Stuart*, p. 398-399, et l'Epinois, ouvr. cité, p. 114. Cf. Guise à Mendoza, 29 mai 1588. De Croze, t. II, p. 340-341.

(5) Bellièvre à Henri III, 26 avril 1588. Capeligue, t. IV, p. 369-371; le même à Catherine de Médicis, 26 avril, Villeroy à Matignon, 28 avril. *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 335, n. 1, et 334, n. 1; Henri III à Pisani, 27 avril, *R. rétrosp.*, t. XIII, p. 464-465.

(6) Lettre de Moreo du 13 mai, citée plus haut, note 3.

commandeur se rendit de nouveau en Flandre, pour y chercher les subsides destinés aux princes ⁽¹⁾, poussa le duc de Parme à profiter des bonnes dispositions de Charles III pour se l'attacher en lui fournissant des hommes et de l'argent afin de l' « affranchir entièrement de l'autorité du roi de France ⁽²⁾ » et, au mois de mai, put assurer le Lorrain qu'on lui envoyait « quelque quantité de deniers » pour payer les reîtres et qu'il essaierait de lui faire « fournir bientôt le surplus » et que Farnèse avait résolu de lui accorder par mois « pour secours ordinaire quinze mil escus lesquels se commenceront de payer le premier jour du present mois de May. Quand a laultre secours », l'extraordinaire, il devait être fourni comme le demandait Charles III « ainsi que les necessitez et occasions requerront ⁽³⁾. » Désormais le duc s'était « déclaré ouvertement » contre le roi de France ⁽⁴⁾. Il poursuivit de plus belle le siège de Jametz, après un échec partiel ⁽⁵⁾. A ce moment, le Balafré, sans doute d'accord avec son cousin ⁽⁶⁾, faisait les Barri-cades et Charles III l'appuyait.

La seconde prise d'armes de Henri de Guise avait été retardée afin de faire coïncider la guerre civile avec le

(1) La lettre du 13 mai est datée de Bruges. Dans celle du 7 avril, citée plus haut, p. 152, n. 1, Moreo écrit à Charles III (fol. 6 v°) : « J'ay laissé à Gand les banquiers qui preparent les deniers du paiement des reistres. »

(2) Lettre du 13 mai citée.

(3) Moreo à Charles III, Bruges, 23 mai 1588. Ms. cité, fol. 8. Copie (l'original autographe, en espagnol, est au fol. 24). — Le 8 juin, 100.000 écus avaient été déjà payés « au duc de Lorraine et à ses amis », sans doute pour payer les reîtres. *Cal. of St. Papers* cités ci-dessus (p. 151, n. 1), p. 309.

(4) Cf. plus haut, p. 153, n. 1, et p. 150, n. 7. Dans sa remontrance de 1590 », le duc suppose que la réduction de 25 à 15.000 écus se fit à cause des dépenses nécessitées par l'*Armada*. Cf. Henry, art. cité, p. 87.

(5) Cf. plus bas, p. 159, n. 1.

(6) Charles III avait dû lui fournir de l'argent. D'après un inventaire, il existait « une promesse ou cedulle » de 81.648 écus faite « le 6 mai 1588 au profit du duc de Lorraine par le duc de Guise » (Arch. de M.-et-M., B. 448, fol. 131 v°); la pièce est malheureusement en déficit.

départ de l'*Armada* des côtes ibériques ⁽¹⁾. « La réunion de Soissons n'était qu'un prétexte pour gagner du temps et donner » au Balafré « l'occasion de se rendre dans la ville de Paris ⁽²⁾. » Henri III, qui se doutait de ses projets, lui intima l'ordre de ne pas venir dans la capitale ⁽³⁾ ; mais le duc, sans doute décidé par Catherine de Médicis qui pensait se servir de lui pour combattre l'influence de d'Epemon ⁽⁴⁾, enfreignit les ordres du roi et, devant les préparatifs militaires de celui-ci, souleva le peuple de Paris à la journée des Barricades (12 mai 1588) ⁽⁵⁾. Henri de Guise qui, quelques jours auparavant, disait à Moreo « qu'il travaillait sérieusement à mettre la couronne impériale de Charlemagne sur la tête » de Philippe II et parlait de lui céder la Provence et la Bourgogne ⁽⁶⁾, et à qui le commandeur devait bientôt déclarer, pour le stimuler, que le roi catholique avait « répondu favorablement à la proposition qui

1) Mignet, *Marie Stuart*, p. 399, sans doute d'après la lettre suivante de Mendoza à Philippe II, 14 avril 1588 : « Si le projet en question s'exécute... le Roy aura les mains tellement liées, qu'il lui sera impossible de venir au secours de la Reine d'Angleterre. *C'est dans ce but que j'ai jugé à propos de faire retarder l'exécution du projet jusqu'au moment où la flotte de Vostre Majesté sera sur le point de partir.* » De Croze, t. II, p. 329-330.

(2) Lettre de Mendoza citée. *Ibid.*, p. 329.

(3) L'Estoile, t. III, p. 135; Capefigue, t. IV, p. 374-375 et note suivante.

(4) Zeller, art. cité (*Revue historique*, t. XLI), p. 26-27 et 269, d'après la relation de Miron, médecin ordinaire du roi, et les *Mémoires de Nevers*. Cf. le passage de Jacques Caroguy, greffier de Bar-sur-Aube, cité dans les *Lettres de Cath. de Médicis*, t. IX, p. 338, note. — D'après les *Mém. de Castelnau*, t. II, p. 313-314, ce serait pour faire régner le marquis du Pont que la reine-mère engagea le Balafré à faire les Barricades « où elle eut la principale part. »

(5) V. sur cette journée, entre autres : la lettre d'Estienne Pasquier à Sainte-Marthe, 20 mai 1588. *Œ. compl.* (lettre 4 du l. XII), t. II, col. 331-334; *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 315-322, et *Satire Ménippée*, t. II, p. 64 ss.; « Relation de ce qui s'est passé à Paris du 9 au 13 mai. » Arch. nat., K. 1568, n° 4. Cf. l'art. de Zeller cité plus haut, et surtout Robiquet, ouvr. cité, p. 312-349.

(6) Moreo à Philippe II, 14 mai 1588. Arch. des Aff. étr. Espagne, 322, fol. 87.

lui avait été faite de le reconnaître pour empereur de France ⁽¹⁾ », poussait-il et Catherine de Médicis et Charles III à l'aider en leur faisant espérer que le marquis du Pont pourrait remplacer Henri III ? On peut le croire ⁽²⁾. Toujours est-il que, dès que le roi se fut échappé de Paris, grâce à la connivence de sa mère qui avait bien vite reconnu combien elle jouait un jeu dangereux ⁽³⁾, le Balafre, « qui lors n'avoit aucunes forces par devers luy », en demanda à son cousin et celui-ci, bien qu'il vint d'être défait à Jametz ⁽⁴⁾, luy envoya « quatre cens lances » italiennes et albanaises sous le commandement de Rosne, le 24 mai ⁽⁵⁾.

(1) « De jurarle emperador de Francia. » Philippe II déclarait, en marge, qu'il ne s'en souvenait pas. Moreo à Philippe II, Paris, 26 juin 1588. *Id.*, fol. 128.

(2) Guise averti que le duc de Lorraine est un homme timide et ami du repos, « y con estas aparienças y esperanzas, procuran de traerlo a su voluntad, y que haun le hacen asomar, que si este Rey viniese a morir, sin sucesion, la Reyna Madre ha de querar mas que su hijo sea Rey de Francia, que otro ninguno, y que para esto alla ayudará con todo su poder, » Catherine en aurait fait part au nonce. *Ibid.*, fol. 129. Cf. le passage de Scipion Dupleix cité plus haut, p. 143, n. 2, et la lettre de l'ambassadeur florentin du 9 avril 1588. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 767.

(3) Zeller, art. cité, p. 267-269.

(4) Cf. ci-dessous, p. 159, n. 1.

(5) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 626. Cf. D. Calmet, t. V, col. 800 (II, 1401); *Chron. nov.*, p. 53, et Henry, art. cité, p. 89. Plus tard (instruction de Lenoncourt du 4 juin 1588, Lepage, p. 34), Charles III protestait que Rosne était parti à son insu; de même, Michel Bouvet écrivait à Christine de Danemark : « Et sy le sieur de Rosne n'eust sans le consentement ny permission de sadite Altesse mené en France a monsieur de Guise environ quatre cens bonnes lances », on aurait pu prendre Jametz (Bibl. nat., Coll. de Lorraine, t. 28, fol. 225); mais Charles III, dans la remontrance de 1591 à Philippe II, déclarait les avoir envoyées. Lepage, p. 302. — Peut-être la demande en avait-elle été faite par Rosne le 21 mai. La lettre du duc de Guise à Bassompierre de cette date, dont l'authenticité est établie dans les *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 20, note, commence, en effet, ainsi : « J'escriis à Son Altesse une lettre que je vous prie de voir. » *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 313; Matthieu, p. 585, et d'Aubigné, t. VII, p. 225-227. Quoi qu'il en soit, les comptes du 25 mai indiquent l'envoi d'un courrier à Reims « trouver M. de Rosne pour le service de Son Altesse. » Arch. de M.-et-M., B. 1210, fol. 503. C'est sans doute avec ces forces que Rosne s'empara de Château-Thierry pour le cardinal de Guise (*Lettres de Cath. de Méd.* du 27 mai 1588, t. IX, p. 357). Elles paraissent avoir agi ailleurs. D'après la

Il n'en continuait pas moins le siège de la ville, renforcé de 3.000 lansquenets qu'il avait pu lever grâce à un subside accordé par les Etats ⁽¹⁾. En même temps les autres princes lorrains agissaient, Mayenne à Dijon, le cardinal de Guise à Troyes, d'Aumale contre Boulogne ⁽²⁾, tandis que le Balafré s'efforçait de faire venir en France les forces du duc de Parme et que l'*Armada* quittait les rives du Tage ⁽³⁾.

Le duc de Guise, tout décontenancé de la fuite du roi ⁽⁴⁾, presque sans troupes et n'ayant pour lui que Paris et les villes du Nord ⁽⁵⁾, dut négocier. Henri III lui fit proposer la guerre contre Henri de Navarre; mais le Balafré n'acceptait de la faire que « au préjudice de d'Epéron ⁽⁶⁾. » Le 24 mai, les Ligueurs présentèrent au roi une requête qui

« Copie d'une lettre écrite en latin par un gentilhomme françois au sieur Hermand Vineberg, Jurisconsulte, traduite en françois », de 1592 environ, Charles III envoya « apres les barricades sous la conduite de Rhosne au siege de Melun 500 Albanois pour secourir au duc de Guise defunt. » Bibl. nat., ms. franç. 5.045, fol. 370.

(1) Le 19 avril, les troupes lorraines, fort maltraitées, s'étaient retirées, attendant des renforts. Charles III tint « à cet effet une Assemblée de sa Noblesse à Nancy, et la peste les ayant obligés de quitter cette ville, ils continuerent leur Assemblée a Pont-a-Mousson. On y resolut de continuer le siege de Jametz et on leva 3.000 lansquenets.... Les Troupes Lorraines recommencerent leurs opérations dès le 5 May. » *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 623; cf. D. Calmel, t. V, col. 809 (II, 1401). Il y a là une légère interversion de dates. Les Etats généraux avaient été convoqués pour le 6 mai à Nancy et accordèrent une aide pour combattre les « heretiques retirez ez villes et forteresses voisines, faisans courses et actz d'hostilité » en Lorraine. Lettres de non-préjudice du 27 mai 1588. Arch. de M.-et-M., B. 682, n° 20. Cf. le 28 mai « ordonnance sur une ayde liberalement accordé au Souverain, pour les Etats assemblés à Nancy le 16 mai 1588. » François de Neufchâteau, ouvr. cité, p. 32. Il n'est pas dit qu'ils se tinrent hors de la capitale lorraine. Nous ne trouvons, d'ailleurs, que le 8 mai 1588, de séjour de Charles III à Pont-à-Mousson, d'où un laquais fut envoyé à Soissons « trouver Monseigneur le duc de Guyse pour le service de Son Altesse. » Arch. citées, B. 1210, fol. 203. Sans doute, Charles III faisait part au Balafré de sa résolution.

(2) Bouillé, t. III, p. 281.

(3) Mignet, ouvr. cité, p. 399.

(4) De Croze, t. II, p. 85.

(5) L'Epinois, art. cité (*R. des quest. hist.*, t. XXXIX), p. 50-51.

(6) Mendoza à Philippe II, 16 mai 1588. De Croze, t. II, p. 338.

reproduisait la plupart des articles de Nancy ⁽¹⁾ et tendait « directement à la ruine d'Epéron ⁽²⁾. » Ils demandaient à Henri III de s'unir à la Ligue et d'utiliser le duc de Guise, de chasser d'Epéron et la Valette, « reconnus, non seulement, par toute la France, mais généralement par toute la chrestienté, pour principaux fauteurs et supposts d'Heretiques » et de les remplacer par les bons conseillers qu'ils avaient écartés du roi; de continuer la guerre contre les protestants en Guyenne et de rétablir le catholicisme en Dauphiné; de pardonner la révolte des Parisiens, de changer leur municipalité et de n'amener désormais de troupes « à douze lieues ès environs » de la capitale ⁽³⁾. A cette demande très respectueuse pour le roi, et où l'on ménageait la reine-mère ⁽⁴⁾, Henri III répondit, le 29 mai, en convoquant les Etats généraux pour le 15 août prochain à Blois et en promettant, au sujet des favoris, de montrer « qu'il étoit Prince équitable et droicturier ⁽⁵⁾. » Il sacrifia d'Epéron, qui abandonna son gouvernement de Normandie à M. de Montpensier et se retira dans l'Angoumois ⁽⁶⁾. Après de longs pourparlers fut signé à Rouen l'*édit d'Union* (15 juillet 1588), qui renouvelait celui de 1585, en l'aggra-

(1) De Thou, t. IX, p. 315.

(2) Guise à Bassompierre, 21 mai 1588. Lettre citée plus haut, p. 158, n. 5.

(3) « Requête présentée au Roi, par Messieurs les Cardinaux, Princes, Seigneurs et les Députés de la Ville de Paris et autres Catholiques, associés et unis pour la défense de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine. » *Mém. de Nevers*, t. I, p. 714-720; *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 342-350, et, en part., Capefigue, t. IV, p. 61-64. Cf. de Thou, t. X, p. 315. — Une requête s. d., plus circonstanciée, en 21 articles, intitulée : « Les articles que la ligue demandent (*sic*) au roi » se trouve Bibl. nat., fonds Colbert (V^e), t. 16, fol. 263. Il y est dit, entre autres : Art. 15. « Que la ville et le pais messin sera joinct au gouvernement de Champaigne et que le prince de Joinville en sera gouverneur; » et : Art. 17, « que le roi abandonnera la protection de Sedan et Jametz. »

(4) *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 345.

(5) *Id.*, p. 350-353, et *Mém. de Nevers*, t. I, p. 720-721.

(6) *Mém. de Thou* cités. p. 326. L'Epinois, art. cité, p. 72. — Un catholique avait essayé de défendre le favori en répondant à la requête du 24 mai. *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 354-361.

vant dans le sens des articles de Nancy. Le roi ordonnait à tous les catholiques de s'unir à lui « pour la défense et conservation de la Religion Catholique Apostolique et Romaine »; ses sujets devaient « protéger et défendre tous ceux qui entrèrent dans ladite union » et « abandonner toute autre ligue », promettre d'exterminer l'hérésie du royaume et de ne recevoir comme roi aucun hérétique. Henri III s'engageait à jurer et à faire jurer cet édit par les princes, les officiers et les villes et à envoyer contre les protestants une armée en Guyenne et une autre en Dauphiné. Il promettait de publier « au plus tost » le concile de Trente, donnait aux Ligueurs « encore pour quatre ans » les places de sûreté que leur avait reconnues le traité de Nemours, en y ajoutant Dourdan, s'engageait à traiter les garnisons de Toul, Verdun et Marsal comme celles de Metz, à payer les régiments de Saint-Pol et de Birague, à rétablir certains gouverneurs et à se servir des compagnies d'ordonnance pour lesquelles les Princes avaient « fait instance. » Enfin il approuvait les Barricades et changeait les officiers des villes ⁽¹⁾. Le cardinal de Bourbon était donc véritablement reconnu comme l'héritier présomptif ⁽²⁾. Bientôt le Balafré allait être nommé « Grand Maître de France » avec pleins pouvoirs sur les armées du royaume (4 août) ⁽³⁾.

Ainsi un Bourbon allait régner après Henri III, qui reconnaissait comme seconde personne du royaume un cadet de Lorraine ! Pour la première fois, le Balafré

(1) « Traité entre Catherine de Médicis au nom de Henri III, le Cardinal de Bourbon et le duc de Guise. » Du Mont, *Corps diplom.*, t. V, 1^{re} partie, p. 476-477, et, sous le titre d' « Articles secrets de l'Union de l'an 1588 », dans les *Mém. de Nevers*, t. I, p. 725-729 (reprod. dans le *Traité des causes de la prise d'armes* au t. II, p. 56-58); Cayet, *Chron. nov.*, p. 58-60. Cf. de Thou, t. X, p. 324, et Robiquet, ouvr. cité, p. 409. Ces articles étaient en partie secrets et certains même étaient cachés à la reine-mère. Lettre de Cavriana du 28 juillet 1588. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 796.

(2) D'Ossat, *Discours* cité, p. 74. Cf. l'Épinois, art. cité, p. 193.

(3) *Mém. de Nevers*, t. I, p. 730-731. Cf. Bouvet à Christine de Danemarck, 18 août 1588. Bibl. nat., Coll. de Lorraine, t. 28, fol. 223.

découvrait son jeu, car dans le nouvel édit, il n'était pas question de Charles III : c'est à peine si le paiement par le roi de la garnison de Marsal, dont le gouverneur, la Route, tenait depuis longtemps pour la Ligue et avait de « grandes familiarités et accointances... avec monseigneur de Lorraine ⁽¹⁾ », pouvait paraître une concession à ce dernier ⁽²⁾. Sans doute le roi avait intentionnellement omis son beau-frère, pour le punir de son antagonisme. Charles III n'ayant tenu aucun compte de l'*ultimatum* du 27 mars, Henri III, un mois après, lui avait renvoyé M. de Rieux pour réitérer ses ordres : il comptait surtout que le peu de succès des armes du Lorrain le dégoûterait du siège de Jametz ⁽³⁾. Le duc avait répliqué par les griefs qu'il avait contre la maison de Bouillon et renvoyé en France le bailli Lenoncourt, qui s'aboucha avec l'ambassadeur espagnol à Paris ⁽⁴⁾ et assista aux Barricades ⁽⁵⁾. Cette journée, d'ailleurs, avait changé la situation de Charles III et fait du roi un suppliant vis-à-vis du chef de la maison de Lorraine.

A en croire l'ambassadeur florentin, le duc n'aurait « pas trouvé bon ce que ses cousins avaient fait à Paris, et si d'Epéron eût été enlevé d'à côté du roi, il » aurait aidé « à panser cette plaie ⁽⁶⁾. » Ce témoignage n'est guère exact que dans sa dernière partie. Charles III avait, en effet, non seulement aidé le Balafré, mais encore à peu près repoussé, peut-être par haine d'Epéron, les offres de médiation que lui avait faites le roi. Sans doute, comme en 1585, Catherine de Médicis avait appelé son gendre au début de la prise

(1) *Chron. de Buffet*, p. 53, à la date d'août 1586. Cf. en juillet 1588, p. 72.

(2) C'était, d'ailleurs, pour Guise, un moyen de se rapprocher de Metz, place qu'il avait vainement demandée. Cf. plus haut, p. 160, n. 3.

(3) Henri III à Pisani, 27 avril 1588. *Rev. rétrospective*, t. XIII, p. 466. Cf. instructions à Lenoncourt du 4 juin. Lepage, p. 41.

(4) Mendoza à Philippe II, 8 mai 1588. Arch. nat., K. 1567, n° 71. Instructions citées. Lepage, p. 33.

(5) Lettre de Guise à Bassompierre, du 21 mai, citée plus haut, p. 158, n. 5.

(6) Cavriana à Serguidi, 23 mai 1588. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 786.

d'armes, et sûrement le roi avait parlé à Lenoncourt du « désir qu'il avoit de venir à une réconciliation » avec son beau-frère ⁽¹⁾; mais cette fois celui-ci s'était bien gardé de venir. Le 4 juin, il renvoyait auprès du roi le bailli de Saint-Mihiel pour s'excuser de ce qu'il ne « peult si promptement abandonner ses païs, pour l'ordre qu'il luy convient mettre, tant a l'occasion des levées qui se font en Allemagne que pour le siege de Jametz », tout en protestant que « sy la nécessité des affaires du roy est telle qu'il estime que, pour le bien de son service » sa présence « soit nécessaire », il ne manquerait pas « de s'acheminer par delà. » Lenoncourt était, d'ailleurs, chargé « de parler à monsieur de Guise de l'estat des presentz troubles et de le disposer à se rendre traictable » et de lui déclarer que, si le duc pouvait « apporter quelque advancement » à « une bonne réconciliation... par sa présence », il viendrait très volontiers. L'envoyé de Charles III avait à disculper son maître auprès du roi de l'envoi de Rosne, en soutenant que celui-ci était parti « sans le sceu de S. A. » et à réclamer du Balafré le renvoi de ses troupes. Il devait aussi se plaindre ouvertement « de quelque refroidissement » survenu entre Henri III et lui depuis l'exécution de Salcède et le procès de Rosières, « qui sont deux subjectz sur lesquels ses malveillantz ont tasché, avec tous artifices et calomnies, de le rendre odieux et suspect auprès » du roi, rappeler l'interdiction que celui-ci lui avait faite l'année précédente « d'aller en France avec ses forces » et la rigueur des derniers *ultimatums* de Henri III, réprover indirectement les menées que dirigeait contre le duc Epernon, par sa créature Montcassin, gouverneur de la citadelle de Metz, qui s'était emparé du château de Pange ⁽²⁾ et de différents villages

(1) Instructions de Lenoncourt du 4 juin. Lepage, p. 37.

(2) Cf. *Mém. de la Huguerye*, t. II, p. 397-398, au commencement de l'année 1587.

lorrains et dont le fils détenait l'abbaye de Saint-Vincent de Metz, au mépris d'une bulle qui l'accordait à l'évêque de cette ville, enfin réclamer pour les « assignations de deniers à luy deuz », qu'on prétendait « rompues et révoquées », et pour tous les arrérages de ses créances. Quant à la ville de Jametz, le duc déclarait sa volonté formelle de la prendre, sous réserve d'y reconnaître la protection du roi.

L'ambassadeur avait charge de visiter à Paris le cardinal de Lenoncourt, son parent, le nonce du Pape et l'ambassadeur d'Espagne, don Bernardino de Mendoza, pour leur faire « sommairement entendre l'occasion de son voiage et le regret incroyable qu'il a de veoir les troubles presentz » et de visiter au château de Vernon le roi et la reine-mère ⁽¹⁾. Il devait reconnaître l'état des affaires, surtout s'entendre avec Catherine de Médicis et obéir à ses ordres ⁽²⁾. C'est à elle qu'il avait ordre d'expliquer le vrai motif de son abstention : le duc serait venu en France, s'il n'avait « crainst que son voiage ne fust prins en aultre part » qu'il n'était réellement ⁽³⁾. Mais Lenoncourt était chargé auprès de la vieille reine d'une mission plus délicate, celle de proposer pour le gouvernement de Metz, qui appartenait toujours à d'Epernon, le marquis du Pont, peut-être dans le dessein de lui faciliter l'accès du trône. Afin de montrer aux calomniateurs « la mutuelle et reciproque intelligence » existant entre le roi et le duc, celui-ci priaît Henri III « de se servir de messeigneurs ses enffantz, qui luy sont nepueux et serviteurs tres fidelz. » Il faisait remarquer que Henri de Lorraine avait « de l'âge, de la prudence et capacité suffisante »,

(1) Instruction de Lenoncourt du 4 juin 1588. Lepage, p. 32-44. Henri III était à Vernon dès le 3 juin (L'Epinois, art. cité, p. 73) où le courrier de Charles III était allé, le 18, trouver le bailli de Saint-Mihiel. Arch. de M.-et-M., B. 1214, fol. 382 v°. — Le nonce était Morosini (v. l'Epinois, p. 58-59) et non Frangipani, comme l'a dit par erreur Lepage, p. 42, n. 1.

(2) Instruction citée, p. 36 et 42.

(3) *Id.*, p. 33.

une inébranlable fidélité pour le roi, à laquelle il était poussé « par ung debvoir et zel de nature que la proximité du sang... a engendré en luy », étant « nourry en l'obligation » qu'il devait « au service de la couronne de France », un grand amour « pour le bien » de ce royaume « qui luy est comme un pays naturel à cause de sa splendeur et réputation », et qu'en sa qualité de prince souverain le marquis du Pont-à-Mousson était en quelque sorte indépendant de son père. Il ajoutait que c'était l'intérêt du roi de se l'attacher et que, d'ailleurs, il était assez naturel que Metz échut à la maison de Lorraine. « Dadvantaige, sy tant est... que le roy vienne à décéder sans enfantz, n'est-il pas raisonnable, devait déclarer l'ambassadeur, que ceste ville demeure à ceste maison, pour sa conservation, que de tomber entre les mains du roy de Navarre ou aultres ennemis de Son Altesse, qui tascheront de la ruyner par le moyen des garnisons et forces de ladite ville? » Et Charles III indiquait les précautions que Henri III pouvait prendre contre son neveu. Lenoncourt devait communiquer d'abord cette proposition à la reine-mère « suivant l'advis de laquelle il se comportera en ceste affaire » et en conférer avec Guise ⁽¹⁾. Sans doute ces projets étaient plus anciens ⁽²⁾ et avaient déjà transpiré, car à la même époque on parlait, chez les protestants, d'« un nouveau establissement du royaume d'Austrasie » pour le duc de Lorraine ⁽³⁾.

L'envoyé lorrain passa à Paris où il conféra avec Mendoza ⁽⁴⁾, vit le duc de Guise sans pouvoir en obtenir aussitôt

(1) « Articles de certaine charge particuliere donnée par S. A. au Sieur de Lenoncourt, son ambassadeur vers le roy, pour l'esgard du gouvernement de Metz pour monseigneur le marquis », 4 juin 1588. Lepage, p. 28-32. Cf. Henry, art. cité, p. 98-100.

(2) Cf. plus haut, p. 110.

(3) La Noue à Walsingham, 4 juin 1588. Hauser, ouvr. cité, p. 313. Cf. plus haut, p. 45, n. 6.

(4) Mendoza à Philippe II, 14 juin 1588. Arch. nat., K. 1567, n° 71.

le renvoi de la cavalerie de Rosne ⁽¹⁾, mais réussit à lui faire proposer à Henri III, par l'intermédiaire des deux reines, que « la protection de Sa Majesté et de la couronne de France » sur Sedan et Jametz ne « puisse ne doibve empescher » les entreprises de Charles III, « ny que made-moiselle de Bouillon ny aultre s'en puissent prévaloir » contre lui. Le duc de Lorraine demandait que cette clause soit « couchée ès articles généraulx de la paix » ⁽²⁾, tandis que le roi consentait seulement à « faire ce qu'il pourra pour faire sortir ceulx de la nouvelle religion desdites villes, estimant par là avoir suffisamment satisfait aux propositions et requestes » des Ligueurs. Tout en réclamant pour Jametz, Charles III se plaignait de ce que les habitants en étaient aidés par Montcassin; il donnait des détails précis et ajoutait que le gouverneur de la citadelle devait « y être poulcé par le S^r d'Epèrnon. » Aussi demandait-il que « tel gouvernement soit mis entre les mains d'aultre que dudit d'Epèrnon et des siens » et fût donné au marquis du Pont « qui, pour l'obligation naturelle qu'il porte au bien de la couronne de France, pour avoir cest honneur d'estre nepveu de Sa Majesté, s'acquittera si fidèlement de sa charge. » En cas de refus, le duc regretterait « de se veoir esloigné du service du roy auquel il s'est toujours dedié ⁽³⁾. » Ainsi il faisait introduire subrepticement et indiquait comme une conséquence logique des événements et de la situation du pays, la demande du gouvernement de Metz que Catherine n'avait peut-être pas osé formuler au roi et que Guise, qui élevait lui-même des prétentions sur

(1) Cavriana à Serguidi, 1^{er} juill. 1588. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 796.

(2) Cf. plus haut, p. 160, n. 3.

(3) « Recharge d'instructions à monsieur de Lenoncourt, ambassadeur vers le roy », 2 juillet 1588. Lepage, p. 44-49. — Charles III n'avait pas encore à se plaindre alors, comme plus tard (v. plus bas, p. 182, n. 3), d'une autre créature d'Epèrnon, le gascon Roger de Comminges, sieur de Soboles (V. sur lui, *Mém. de la Ligue*, t. II, p. 517).

Metz ⁽¹⁾, avait sans doute déconseillée. Quoi qu'il en soit, Henri III n'accepta pas, le gouvernement de Metz fut donné au beau-père de d'Epernon, le comte de Brienne, et les Ligueurs ne purent obtenir, ni l'inscription du duc de Lorraine dans le préambule de l'édit d'Union, ni l'abandon par le roi de la protection du duché de Bouillon ⁽²⁾. Il semble qu'il ait essayé dans la suite de s'expliquer là-dessus avec Charles III ⁽³⁾.

Ainsi celui-ci était joué par Henri III et peut-être par le duc de Guise. Il resta cependant en bonnes relations avec celui-ci ⁽⁴⁾, qui lui renvoya bientôt sa cavalerie ⁽⁵⁾, mais se vengea du premier en poursuivant le siège de Jametz, qui capitula le 29 décembre ⁽⁶⁾. Le roi, tout occupé à lutter contre le Balafré, semble avoir laissé faire son beau-frère. L'assassinat des Guises (23 décembre 1588) ⁽⁷⁾ redonna un

(1) Cf. plus haut, p. 160, n. 3.

(2) L'Epinois, ouvr. cité, p. 192 (*R. des quest. hist.*, t. XXXIX, p. 71 et 78).

(3) Bouvet écrivait le 18 août, dans la lettre citée plus haut, p. 161, n. 3 : « Le bailli de Saint-Mihiel doit revenir dans trois jours. Aussi le Roy doit envoyer un gentilhomme vers S. A. pour accomoder toutes les affaires. Toutes foyz comme toutes choses sont incertaines en France, lon ny peut assurer (?) que bien peu de jugement. »

(4) Mention de courriers envoyés à Chartres au duc de Guise les 14 et 17 août 1588. Arch. de M.-et-M., B. 1214, fol. 391 v^o et 392. Le 11 octobre, Charles III prêtait au Balafré 40.000 écus d'or. Pièce *en déficit* indiquée dans l'inventaire cité plus haut, p. 156, n. 6.

(5) « Sadicte Altesse a faict tant d'instances qu'en fin sa dicte cavallerie retourne de France », mais sous un chef différent de Rosne. Bouvet, lettre citée plus haut, p. 158, n. 5.

(6) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 648-656. Cf. D. Calmet, t. V, col. 812-814 (II, 1404-1406), et de Thou, t. X, p. 230-231.

(7) Sur ce meurtre, v. « Relation de la mort de MM. le Duc et Cardinal de Guise par le médecin Miron, 1588. » Aubery, *Histoire générale des cardinaux*, 1649, t. V, p. 551-570; Enquête criminelle faite à la requête de Catherine de Clèves par commission du 31 janvier 1589. *R. rétrosp.*, t. IV (1834), p. 200 ss. — Il semble prouvé que le Balafré voulait détrôner le roi; v. le passage de L'Estoile, éd. par H. Ormont, *Mém. de la Soc. de l'hist. de Paris*, t. XXVII, p. 20, et l'instruction de Henri III à de Maisse, envoyé à Ferrare, 23 mars 1589. Aubery, ouvr. cité, t. V, p. 620, et *Négoc. du Levant*, t. IV, p. 712, note; cf. Robiquet, ouvr. cité, p. 470-471; Ranke, p. 395-396 (trad. I, 92-93) soutient à tort, croyons-nous, que le duc de Guise n'aspirait pas à la couronne. Il s'appuie pour cela sur Moreo; nous avons

moment la première place au chef de la maison de Lorraine ⁽¹⁾. Charles III se vit sollicité de toutes parts de venger ses cousins ⁽²⁾ : l'on prétendait même que Mayenne s'était réfugié à Nancy pour en conférer avec lui ⁽³⁾. Henri III devait nécessairement compter avec son beau-frère. Si l'on

vu (p. 158, n. 1) que celui-ci entretenait précisément cet espoir dans le Balafre. — Si l'on en croyait Biré, *Alliances généalogiques de la maison de Lorraine*, s. l. n. d. (Nantes, 1593), p. 332, Henri III aurait voulu exterminer à la fois toute la maison de Lorraine en décembre 1588 et, dans ce but, en aurait convoqué tous les membres au mariage de Christine; « mais aucun d'eux n'y voulut aller, se déffians de ce qui arriva », sauf Mercœur qui fut sur le point de venir. Ce dernier point seul est exact, car Bouvet écrivait, le 28 décembre, à Christine de Danemark sur ce qui se passait à Blois : « Lon espere que monsieur de Mercœur y arrivera pour les fiançailles de madame la princesse de Lorraine, qui se debuoiert faire le vingtiesme de ce mois, mais la reine mere ayant tombé malade », on les a différées jusqu'après Noël. Coll. de Lorr., t. 28. fol. 229. Cf. Mendoza à Philippe II, 31 décembre 1588. De Croze, t. II, p. 388-389. D'après ce dernier, p. 136, le roi avait profité d'une fête donnée le 18 décembre, à l'occasion de ce mariage, pour décider le meurtre des Guises. — Charles III paraît en avoir été averti dès le début de l'année suivante et l'avoir fait aussitôt savoir à Alexandre Farnèse : le 2 janvier 1589, le comptable « Faict despence de la somme de 42^l 6 gr. Qu'il a delivré a ung quidam qui a apporté nousvelles pour le service de S. A. » et le 3, « Georges de Chastenoy, conseiller d'Estat » était « envoyé vers le Prince de Parme. » Arch. de M.-et-M., B. 1214, fol. 411 v^o et 412.

(1) Cf. Henry, art. cité, p. 93.

(2) Lettres du duc d'Aumale et des échevins de Paris à Charles III, 25 décembre 1588. D. Lobineau, *Histoire de la ville de Paris*, 1725, t. V, *Preuves*, p. 449; *R. rétrosp.*, t. III, p. 451-452; Digot, t. IV, p. 250; Henry, art. cité, p. 91-92. Lettre des Parisiens « à la duchesse de Montpensier allant près du duc de Lorraine » et à Charles III, 7 janvier 1589. Lepage, *Instructions*, p. 60-62; Henry, p. 92-93. — Ces lettres devaient être surprises par les royalistes : « Copie des Mémoires secrets en forme de missives Envoyez de Blois », janvier 1589, n^o xxiv. *Arch. cur.*, t. XII, p. 233-251. Cf. Henry, p. 93. — Est-ce ici que nous devons placer le fait d'« Oudineau le pipeur » (*Sat. Mén.*, t. III, p. 465), grand prévôt de Paris (*Id.*, 475-476), agent secret du cardinal de Guise? D'après le *Dialogue d'entre le Maheustre et le Manant*, « Oudinot, estant envoyé par les Seize vers le Duc de Lorraine pour le prier de venir en France et prendre le party sous sa protection et voyant que ledit Duc y estoit disposé, il rapporta tout le contraire afin de mettre les Seize hors d'espérance d'y avoir recours. » *Sat. Mén.*, t. III, p. 510. Nous n'avons trouvé dans les comptes aucune mention de cet Oudinot, non plus que dans l'ouvrage de Robiquet.

(3) Lettres de l'ambassadeur vénitien des 1^{er} et 6 juin 1589. Ms. Ital. 1737, p. 356 et 362.

en croyait l'ambassadeur florentin, le roi, après le meurtre des Guises, aurait promis à sa mère de favoriser le duc et les autres membres de la maison de Lorraine qui lui étaient « restés fidèles et affectionnés ⁽¹⁾. » Dès le 27 décembre, il envoyait à Nancy M. de Rieux pour informer Charles III « du sujet qui l'avoit meu à faire mourir le Cardinal et le Duc de Guise, qu'il disoit avoir attenté contre sa personne et son Estat, et que pour ce qui regardoit Son Altesse, Il lui desiroit toute sorte d'amitié, et la vouloit aider au mariage de sa fille, la Princesse de Lorraine... avec le grand Duc de Toscane, et de son fils le comte de Vaudemont avec M^{lle} de Bouillon ⁽²⁾. » L'ambassadeur apportait une lettre écrite de la propre main de Henri III; il y déclarait qu'il envoyait une personne en qui il avait grande confiance et à qui il s'en remettait entièrement. « Après tout, écrivait-il à propos du meurtre des Guises, vous et moi sommes souverains et ne pouvons, sans manquer à la justice et à la raison, souffrir à côté de nous, ni un égal ni un maître ! J'avais mis en oubli les affaires passées; mais, voyant que tout était inutile, j'y ai porté remède. » La lettre contenait encore « plusieurs propositions et offres », entre autres celles de l'amitié du souverain, de favoriser ses fils et d'accorder le mariage du second ⁽³⁾. M. des Rieux resta six jours entiers à la cour de Lorraine ⁽⁴⁾ et, sans doute, fit au duc des propositions d'accommodement dont le duché de Bouillon faisait les frais, car les Lorrains se vantaient de

(1) Lettre du 24 décembre 1588. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 843.

(2) Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 429 v^o. Cf. Cavriana à Serguidi, 31 décembre 1588. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 852; *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 656, et la Noue à Montpensier, 28 janvier 1589, Hauser, ouvr. cité, p. 326.

(3) « Relacion del viaja que Gabriel de Alegria hizo a los Duque de Lorena y Umena. » *S. d.* Arch. des Aff. étr. Espagne, 324, fol. 200. Nous empruntons la traduction de la lettre de Henri III au sommaire du folio 39.

(4) *Ibid.* Le 10 et le 22 février 1589, différentes sommes étaient payées à des archers des gardes qui venaient de reconduire M. de Rieux. Arch. de M.-et-M., B. 1214, fol. 423 et 421.

ce que le roi leur laisserait « poursuivre le siège de Jametz et la prendre, moyennant que Mons. de Lorraine luy promette de ne favoriser la Ligue ⁽¹⁾ »; mais il dut partir « peu satisfait » avec la réponse du duc, qui remerciait son beau-frère en termes généraux, sans parler de la mort de ses cousins ⁽²⁾, c'est-à-dire de la question capitale. Peut-être que la mort de Catherine de Médicis, survenue peu de jours après l'assassinat de Blois (5 janvier 1589) ⁽³⁾, avait rendu Charles III plus intraitable : il perdait en elle un soutien précieux et pensait sans doute voir avec elle s'évanouir l'espoir de voir son fils arriver au trône de France.

Il se trompait peut-être. Le roi, privé d'une habile conseillère, avait absolument besoin de se réconcilier avec les Lorrains, et il ne devait reculer devant aucune concession pour ramener à lui le chef de leur maison ⁽⁴⁾. De plus, la mort de la reine-mère pouvait remettre en question le

(1) La Noue à Montpensier, 7 février 1589. Hauser, ouvr. cité, p. 329.

(2) Relacion de Alegria, ms. cité, fol. 200 v°. Cf. lettre de l'ambassadeur de Venise, 26 février 1589. Ms. Ital. 1737, p. 390.

(3) *Lettres*, t. IX, p. xix. Catherine, déjà malade (v. plus haut, p. 167, n. 7) mourut de douleur à la suite du meurtre des Guises. L'Etoile, t. III, p. 232; peut-être avança-t-elle ses jours. *Id.*, éd. par Omont, *Mém. Soc. hist. Paris*, 1900, p. 22. — Charles III fit célébrer en même temps, au mois d'avril 1589, en l'église des Cordeliers, un service pour sa belle-mère et ses cousins. Comptes du 18 mai 1589 et du 20 janvier 1590. Arch. de M.-et-M., B. 1217, fol. 163 v° et 164. A la première de ces dates, 2.400 fr. furent remboursés à un marchand de Nancy « pour les Cires et tandues de drap noir, que pendant le mois d'april il aourny... pour les services funebres de feu la Royne mere du Roy et de deffunts messeigneurs le Cardinal et Duc de Guyse faictes pendant ledit mois de l'ordonnance de Son Altesse a leglise des Cordeliers de Nancy »; et à la seconde 444 fr. 3 gr. à un poursuivant d'armes « pour armoyries tant grandes que petites qu'il a fait pour les services funebres » des mêmes. Cf. Henry, art. cité, p. 94. L'abbé de Belchamp avait été « mandé de commandement expres » par Charles III « pour assister aux funeraux » de la reine et des princes. Mandement du 12 décembre 1590. *Id.*, B. 1223, fol. 165 v°. — Dès le 8 février 1589, le duc de Lorraine avait fait célébrer à Paris un service pour le duc de Guise. *Registre des délibérations du bureau de la ville de Paris*, t. IX, p. 277, note 1.

(4) Lettre de l'ambassadeur vénitien, du 6 janvier 1589. Ms. Ital. 1737, p. 360-361.

rêve qu'elle caressait depuis plus d'un an ⁽¹⁾, de marier enfin sa petite-fille Christine en Italie dans la propre famille des Médicis, avec le nouveau grand-duc, Ferdinand. En effet, si Catherine avait laissé à la princesse tous ses biens situés en Toscane et ses droits sur le duché d'Urbain et, par testament, 200.000 écus, un hôtel à Paris et la moitié de ses meubles ⁽²⁾, tout cela était loin de faire, avec les 100.000 que consentait à verser Charles III, les 600.000 écus de dot qui étaient convenus ⁽³⁾; mais Henri III consentit à parfaire la différence ⁽⁴⁾, et le mariage de Christine et du grand-duc fut célébré le 26 février par le cardinal de Gondi ⁽⁵⁾. De plus, Henri III allait envoyer en Italie, pour accompagner sa nièce, deux conseillers d'Etat, chevaliers de ses ordres, et bientôt un troisième ⁽⁶⁾. En même temps, il paraît que le roi était favorable à un autre mariage, celui du comte de Vaudémont avec l'héritière de Bouillon ⁽⁷⁾.

(1) Sur les origines de ce mariage, v. lettre de Pisani à Catherine, du 11 octobre 1587. On en avait parlé depuis la fin de l'année 1581. V. plus haut, p. 21, n. 5.

(2) Testament du 5 janvier 1589. Lepage, *Instructions*, p. 75, note, et *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 495.

(3) Lepage, p. 70.

(4) Dans le contrat de mariage du 25 février 1589, il est dit que des 600.000 écus, 250.000 seront fournis sur les recettes de Lyon et de Rouen. Bibl. nat., fonds Colbert (V°), t. 11, fol. 8. Le résumé de D. Calmet, t. VII, préface, col. cxi, est très incomplet. Le 7 mars, Charles III renvoyant la ratification du contrat, devait faire remercier le roi « de sa libéralité. » Instruction à Bardin, Lepage, p. 104.

(5) Sur le mariage de Christine de Lorraine, v., outre les Instructions, les *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, les *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, Galluzzi, *Histoire du grand-duché de Toscane sous le gouvernement des Médicis* (trad. de l'italien), Paris, 1782, t. V, p. 11-33; Palma Cayet, *Chron. nov.*, p. 106-107; Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 488-491. Cf. Forneron, *Les Ducs de Guise*, t. II, p. 374-376, et Meaume, ouvr. cité, p. 89-91.

(6) « Instructions pour les sieurs Sessac et Dabin ordonnez pour accompagner Madame la princesse de Lorraine. » Blois, février 1589. Arch. des Aff. étr., fonds France, t. 371, fol. 457 ss. Dans l'« Instruction au sieur de la Clielle envcyé par le roi en Italie », 3 mars 1589. Bibl. nat., coll. Brienne, t. 289, fol. 15, il est dit que l'ambassadeur « s'acheminera en Italie en la compagnie de Madame la princesse de Lorraine. »

(7) Dès le 6 janvier 1589, Charles III avait proposé au roi de conclure ce mariage. Lepage, p. 57 ss. Le 27 février, M. de la Ferté apportait à

Il semble même que Henri III ait été plus loin. « Quelque temps apres la mort de Mons^r de Guise », raconte un secrétaire de Schomberg, « Il fut proposé par le Cardinal Morosini, de la part de Sa Sainteté, Que si sa Maiesté vouloit declarer le Marquis du Pont son nepveu heritier de la Couronne, et le faire recepuoir pour tel avec les sollemnitez requises, que Sa Sainteté s'assuroit que le Roy d'Espagne bailleroit en mariage audict S. Marquis l'Infante, et qu'en ce faisant tous les troubles de la France prendroient fin. *A quoy le Roy estant prest à s'y laisser aller, et ce a la persuasion de quelques ungs qui pour lors estoient pres de sa Maiesté, Monsieur de Schomberg rompit ce coup, par telles raisons. Que ce seroit inuertir l'ordre de la France, abolir les loix fondamentales, laisser à la postérité un argument certain de sa lacheté et pusillanimité, Dont sa Maiesté à bon droict seroit blamée par les Historiens, et ses serviteurs notez de perfidie et desloyauté, Duquel vice quant a luy il ne vouloit estre taché ; Que ceste guerre estoit entre François contre François, lesquels de prime face se monstroient chaults, et puis apres se reduiroient deux mesmes à la raison ; Que sa Ma^{te} ne mist peine qu'à vivre, gagner temps et se donner une garde de quelque meschant déterminé, qui en ces premieres fureurs pourroient entreprendre contre sa personne. » Là-dessus, Schomberg conseilla à Henri III de rappeler le duc de Nevers, qui combattait Henri de Navarre, et de s'allier à celui-ci ⁽¹⁾.*

Sedan les articles que le duc en remettait à Henri III. *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 658; cf. D. Calmet, t. V, col. 814 (II, 1406). Enfin le 28 mars, au dire de Charles III, le roi lui promettait encore des secours contre Jametz. Instructions à Bardin, du 29 mai. Lepage, p. 133. Cf. *Chronol. nov.*, p. 120.

(1) Bibl. nat., Fonds Colbert (V^o), t. 30, fol. 187. *S. d.* A la fin (fol. 188) se lisent ces mots : « Ce memoire s'est trouvé entre les papiers de feu Monsieur de Schomberg, escrit de la main de son Secrétaire Widemacquer. »

Nous ne pouvons malheureusement, ni dater avec précision ce fait ⁽¹⁾, ni le critiquer suffisamment, car nous ne savons pas bien quelles étaient au commencement de 1589, les intentions de Sixte-Quint et de Philippe II, qui, un peu plus tard, paraissent avoir été assez favorables au duc de Lorraine et à son fils aîné ⁽²⁾; toutefois on peut remarquer que le légat Morosini aurait bien été ici dans son rôle ⁽³⁾, et que Schomberg n'aurait pas été en contradiction avec sa politique, bien plus favorable au roi qu'à Charles III ⁽⁴⁾. Quoi qu'il en soit, la politique de Henri III devait, jusqu'au mois de mai 1589, rester dirigée surtout vers un but : la réconciliation avec la maison de Lorraine, et en particulier avec Mayenne, par l'intermédiaire de Charles III. Peu avant la conclusion du mariage de Christine, Henri III demandait au Pape d'accorder le grand prieuré de France à son beau-frère, le marquis de Chaussin, frère du duc de Mercœur ⁽⁵⁾, sans doute pour attirer celui-ci à son parti.

(1) Il est évidemment du début de 1589, sans doute peu après la mort de Catherine de Médicis, qui avait dû pousser son fils à reconnaître le marquis. On pourrait en préciser la date en sachant à quel moment fut rappelé le duc de Nevers « qui pour lors estoit devant la Garnaiche. » *Ibid.*, fol. 187 vo.

(2) Sur les sentiments de Sixte-Quint par rapport à Charles III, v. plus bas, p. 176, n. 2, et p. 207-208; sur ceux de Philippe II, p. 191, n. 2, p. 195, n. 7, et p. 214-215.

(3) Cf. plus bas, p. 176.

(4) Schomberg déplorait l'assassinat des Guises et craignait que l'alliance de Henri III et de Henri de Navarre n'aliénât au premier beaucoup de catholiques. Von Bezold, t. III, p. 752. Cependant un extrait de comptes lorrains de la fin de l'année 1589 dit qu'il est du « party du roy de Navarre », c'est-à-dire de Henri IV. Lepage, qui rapporte ce document (*Instructions*, p. 108, n. 2) confond le comte de Nanteuil avec Dietz de Schomberg, colonel au service du duc de Lorraine. Cf. plus bas, p. 244, n. 2.

(5) « Instructions à messire Claude d'Angennes de Rambouillet, Evêque du Mans, allant de la part du Roy Henri troisieme devers nostre Saint Pere le Pape Sixte V. » *Mémoires dits du duc d'Epemon (Recueil de Memoires et instructions servans à l'Histoire de France*, Paris, 1624, in-4°), p. 621-622. Cette pièce est sans date, mais probablement du début de février 1589, car l'évêque en passant par Florence devait assurer le grand-duc que le roi désirait « plus que jamais d'estraindre leur amitié, tant par le mariage de Madame la princesse de Lorraine... que par tous autres

En même temps, il essayait, sans succès d'ailleurs, de traiter avec le frère des Guises, soit directement en lui offrant la Bourgogne pour lui et des bénéfices pour son fils ⁽¹⁾, soit indirectement par l'entremise de ses cousins, les ducs de Ferrare ⁽²⁾ et de Lorraine. Si l'on en croyait le duc de Nevers, le roi aurait donné à Lenoncourt, bailli de Saint-Mihiel, « dès le commencement de mars », afin de les porter à son maître, des articles « très avantageux pour M. de Mayenne et pour toute sa maison. Car il n'y manquoit rien des Gouvernements qu'il desiroit d'avoir, comme aussi des villes de seureté et des grandes pensions; et spécialement la delivrance des prisonniers ⁽³⁾ », le prince de Joinville et le cardinal de Bourbon, incarcérés dès l'assassinat des Guises. On y trouvait, en effet, la promesse de la Bourgogne et de la Champagne pour le frère et le fils aîné du Balafre, du gouvernement de Metz, Toul, Verdun et Marsal pour le marquis du Pont avec l'assurance que, si le roi n'avait pas d'enfant mâle, les Trois-Evêchés appartiendraient définitivement à la Lorraine ⁽⁴⁾. Le fait rapporté par

moyens » et le 23 février, il avertissait le roi qu'il était passé à Turin (*Id.*, p. 623). — Sur le marquis de Chaussin, v. Chr. Pfister, *Journal de la Soc. d'arch. lorr.*, 1897, p. 103-104, et Fournier, art. cité, p. 150, note.

(1) Mendoza à Philippe II, 4 mars et 30 avril 1589. Arch. nat., K. 1570, n° 97 et 144. Cf. de Croze, t. II, p. 400.

(2) « Mémoire baillé par le Roy à Monsieur de Maisse allant de sa part trouver Monsieur le duc de Ferrare. » 23 mars 1589. *Mémoires* dits d'Epernon, p. 611.

(3) Traicté des causes et raisons de la prise d'armes faite en janvier 1589. *Mém. de Nevers*, t. II, p. 43, et lettre de Sixte-Quint, d'août 1590, non paginée dans les mêmes *Mém.*; cette lettre a été copiée par Palma Cayet, *Chron. nov.*, p. 115.

(4) Tortora, ouvr. cité, p. 316. Cf. Maimbourg, ouvr. cité, p. 299 (d'après les *Mémoires de Morosini*, que nous n'avons pas trouvés à la Bibliothèque nationale) et Bouillé, t. III, p. 368-369, sans indication d'origine. D'après les Instructions à Chastenoy, envoyé vers Philippe II le 14 septembre 1589, Charles III avertit le roi catholique que Henri III « l'a requis, depuis trois mois en ça, d'estre intercesseur d'une paix et reconciliation, dont les articles lui ont esté envoyez, au commencement desquels ils promettoit de luy mettre en la main les villes de Metz, Toul et Verdun. » Lepage,

Nevers est exact, à part une légère confusion. A la date indiquée, Jean de Lenoncourt était bien en France, mais sur le point d'accompagner en Italie Christine de Lorraine ⁽¹⁾; ce fut son neveu, Antoine de Lenoncourt, prieur de Lay-Saint-Christophe ⁽²⁾, qui apporta au duc une lettre de son oncle avec un « billet » contenant sans doute les articles en question. Mais Charles III, qui avait déjà reçu une semblable proposition, la négligea. « Quant au faict dudit billet, écrivait-il au bailli, le S^r de Schomberg m'en escrivit de mesmes, mais, comme j'ay bien tout considéré, je crains bien que monsieur du Maine et les princes ne se voudront disjoindre de l'Union des villes pour, en leur particulier, entendre au contenu dudit billet. Je le crains tant plus, qu'ayant envoyé, il y a quelque temps, le S^r de Maillane vers mondit S^r du Maine ⁽³⁾, il sentit de luy qu'il ne se vouloit nullement disjoindre ny habandonner les princes ny villes de l'Unyon; ce qui me fait croire que malaisément pourroit l'on venir à bout de l'effect contenu audit billet. *Quant à ce qui touche mon filz*, pour les offres qu'on luy fait, c'est chose que j'ai tousjours bien désiré, ainsi... que vous en aye parlé plusieurs fois; *l'on verra comment les choses se pourront presenter* ⁽⁴⁾. »

p. 201. Il y a une erreur sur la date; mais le duc avait, semble-t-il, intérêt à faire croire à Philippe II que les propositions du roi de France étaient plus récentes : elles pouvaient sembler d'autant plus avantageuses qu'en juin ou juillet 1589, Henri III était tout à fait l'allié du roi de Navarre.

(1) Charles III « au bailli de Saint-Mihiel estant en France », 7 et 11 mars 1589. Lepage, p. 108-110.

(2) Le 16 mars 1589, sommes payées à « Anthoine de Lenoncourt Prieur de Lay », venu de Tours à Nancy et allant retrouver la princesse de Lorraine et le « bailli de Saint-Mihiel son oncle », à cause « de divers voiajes qu'il a faict vers le Roy pour le service » du duc « depuis Paris jusques à Blois et Tours. » Arch. de M.-et-M., B. 1214, fol. 428.

(3) Le 30 janvier 1589, M. de Maillane était revenu d'un voyage vers Mayenne. *Ibid.*, fol. 415.

(4) Charles III à Lenoncourt, 16 mars 1589. Lepage, p. 110-111. — Schomberg; qui voulait sans doute ménager Charles III, et était évidemment inspiré par Henri III, écrivait, le 18 mars, au comte de Deux-Ponts, de

C'était donc un refus, et Henri III se disposa là-dessus à s'entendre avec son autre beau-frère, Henri de Navarre. Cependant il avait si besoin de voir cesser contre lui l'hostilité que Mayenne lui témoignait à Paris, et surtout il redoutait tellement l'excommunication qu'il sentait peser sur sa tête ⁽¹⁾, qu'il accepta les propositions du légat de rouvrir les négociations. « Au mois d'avril 1589 », Morosini partit de Tours « lorsqu'il entendit que le Roy de Navarre y devoit arriver » et alla trouver Mayenne à Châteaudun, avec la copie des articles donnés précédemment à Lenoncourt. « Au pied desquels articles estoit contenue, comme sa Majesté se contentoit de se remectre des difficultez qui pourroient advenir sur l'exécution à Sa Sainteté, pour en estre amiable et compositeur; prenans pour adjoins, s'il luy plaisoit, Messieurs le Grand Duc de Toscane et le Duc de Lorraine auxquels elle ajouta ensuite les seigneuries de Venise et de Ferrare »; mais le frère du Balafré ne voulut rien entendre, déclarant que « quand bien l'accord seroit traité, le Pape ne voudroit iamais le contraindre d'obeir à ce Tyran ⁽²⁾. » Cette réponse décida l'accord du roi de

prier « celui qui commandera les Reistres de se donner bien de garde qu'il en soit fait aucune oppression ny foule aux sujetz de monsieur de Lorraine, luy ayant donné sa Maiesté La parole quil ne recepura aucun dommage par ses gens de guerre, Veu les honorables deportemens dudict sr duc de Lorraine a lendroit de sa Maiesté pour ses derniers accidentz. » Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 30, fol. 323, résumé dans Von Bezold, t. III, p. 183. Le zèle du comte de Nanteuil pour Charles III devait paraître suspect aux royalistes après la mort de Henri III (v. plus bas, p. 208, n. 5), tandis que Schomberg passait à la cour de Nancy pour un navarriste (v. plus haut, p. 173, n. 4).

(1) L'Estoile, éd. par Omont, *Mém. Soc. hist. de Paris*, t. XXVII, p. 25.

(2) *Mém. de Nevers*, traité cité, t. II, p. 43-44, et lettre d'août 1590, non paginée (copié *Chron. nov.*, p. 115 et 120), et Instructions à la Clielle envoyé auprès du Pape, le 30 mai 1589. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 30, fol. 273 v^o; Tortora, t. II, p. 316; Cabrera, t. III, p. 373-375. — Le 13 avril 1589, à Nancy, « François Bardin conseiller et agent en Court de France » recevait 141 écus sols pour un voyage qu'il avait fait « de Paris vers le Roy a Tours » et retour à Nancy « et dudict Nancy audict Paris. » Arch. de M.-et-M., B. 1217, fol. 373. — D'après l'ambassadeur florentin à

France et du roi de Navarre (30 avril) ⁽¹⁾ et l'envoi de Schomberg en Allemagne, pour lever des troupes ⁽²⁾. Et pourtant à ce moment même, Henri III essayait de négocier avec la maison de Lorraine, car il semble qu'il offrit à Charles III de nommer le marquis « général des forces estrangeres de France » que recrutait le comte de Nanteuil et qu'il lui promit de ne rien entreprendre contre lui ⁽³⁾.

Plus encore que l'année précédente, le duc de Lorraine avait refusé de se prêter à une réconciliation entre le roi de France et les Guises, malgré les avantages qui lui étaient offerts. Charles III ne pouvait, en effet, « digérer la mort de ses cousins ⁽⁴⁾ », et, par suite, s'accommoder avec leur meurtrier. Au contraire, il s'entendait avec Mayenne, et, dans la ville de Paris, complètement dominée par la volonté de la plèbe, des Jésuites et des princes de la maison de Lorraine, appuyés des conseils de don Bernardin de Mendoza ⁽⁵⁾ », il semble que ses agents, Bassompierre en tête, travaillaient pour lui ⁽⁶⁾. Vers le début du mois

Rome, Nicollini, du 13 mai 1589, Henri III fit dire au Pape « que s'il était certain de mourir sans successeur, il aurait choisi une personne qui aurait été confident et à la satisfaction de Mayenne »; Sixte-Quint en aurait conclu que c'était Charles III et n'en aurait pas été très content, préférant Mayenne. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 41.

(1) Maricjöl, ouvr. cité, p. 297.

(2) « Instruction au sieur de Chombert allant de present en Allemagne pour le service de Sa Majesté », 12 mai 1589. Bibl. nat., fonds Colbert (Ve), t. 30, fol. 34 ss. Cf. Henri IV à de Maisse, même date. *Négoc. du Levant*, t. IV, p. 727 note.

(3) D'après les instructions à Chastenoy citées plus haut, p. 174, n. 4.

(4) Cavriana à Serguidi, 11 mars 1589. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 867. Cf. lettres de l'ambassadeur vénitien, du 26 février, et de Mendoza, du 4 mars, citées plus haut, p. 170, n. 2, et p. 174, n. 1, et Cabrera, t. III, p. 332.

(5) Lettre de l'ambassadeur vénitien, 21 janvier 1589. Ms. Ital. 1739, fol. 112. Sur les mesures prises à Paris, v. Mendoza à Philippe II, 1^{er} février 1589. De Croze, t. II, p. 398-399.

(6) Après s'être échappé de Blois, où il était venu pour les fiançailles de Christine de Lorraine, Bassompierre se rendit à Paris et y souleva la population. *Mém.*, t. I, p. 28-29 et 381. Cf. de Thou, *Mémoires cités*, p. 334. Il était revenu ensuite aider Charles III : le 8 février 1589, 36 fr. étaient payés

d'avril, on écrivait de Sedan, faisant sans doute allusion aux propos des Lorrains qui assiégeaient Jametz : « les Ligueurs se vantent que dans un mois ils auront un nouveau Roy ⁽¹⁾. » Or à ce moment, dans la capitale, François Pigenat, curé de Saint-Nicolas-des-Champs, ancien élève des Jésuites et frère du jésuite Odon Pigenat, ligueur acharné, membre du conseil des Quarante, docteur en Sorbonne, et qui avait comme tel signé la déchéance de Henri III ⁽²⁾, publiait un livre intitulé : « *L'aveuglement et grande inconsideration des Politiques, dicts Maheustres, lesquels veulent introduire Henri de Bourbon... à la Couronne de France* ⁽³⁾ », où il faisait prévoir qu'à la dynastie des Valois allait être bientôt substituée la maison de Lorraine. L'auteur y déplorait l'assassinat des Guises par « Henry de Valois » et les maux « de la guerre que faict Henry de Bourbon pour la conservation du droit qu'il pretend avoir à la Couronne de France à cause de sa parenté et succession ⁽⁴⁾ », mais déclarait que les deux rois ne tarderaient pas à recevoir leur châtiment. « Et de faict, disait-il, c'est Dieu qui transporte les diademes et sceptres d'une nation en une autre... et mesme d'une race à une ⁽⁵⁾ autre : Comme de la race de Merouee... transportee de la Couronne de France en celle de Charlemaigne, de la race duquel ayant esté ostée par tyrannie exercée en l'an 988, en la personne de Charles Duc de Lorraine vray et legitime heritier de ceste Couronne, elle y sera remise. Et faut croire

à un « chevalcheur descourye pour avoir porté lettres de la part » du duc « au sieur de Bassompierre estant en chemin de Luxembourg, à Conflans-en-Jarnisy. » Arch. de M.-et-M., B. 1214, fol. 420.

(1) La Noue à Longueville, 10 avril 1589. Arch. nat., K. 1570, n° 118.

(2) V. sur lui Crétineau-Joly, ouvr. cité, t. II, p. 332, note, et surtout Labitte, ouvr. cité, p. 231-232.

(3) Par Fr. I. P. Docteur en Theologie. Paris, Thicrry, 1592 (*sic*), in-8° de 118 pages. Bibl. nat., L. 35^b 435. Le privilège est daté du 15 mars 1589.

(4) Page 3.

(5) *Sic*.

que Dieu s'est reservé un fleuron et reieton de ceste noble race de Lorraine, pour maintenir et deffendre ce qui a esté fondé à l'honneur de Dieu, comme l'Vniversité de Paris... et autres lieux Saints, par ce preux et valeureux Charlemaigne ⁽¹⁾. » « Et pour ce que la Couronne de France fut annexée à la parenté, comme ils alleguent : *La Lignée Imperiale et authentique maison Royale de Lorraine ne pert pas son droit de succession à icelle* ⁽²⁾. » Pigenat prédisait que le Béarnais tomberait comme la statue de Nabuchodonosor. « Et croy ce estre faict par lespee de Charlemaigne qui coupera la teste et brisera la cervelle a ceste schismatique et degenerée race François... Que tout ainsi que ce saint personnage pieux et valeureux Charlemaigne surmonte ses susdits » ennemis. « *Ainsi un fleuron de sa sainte et saine race* (qui n'a iamais esté infectée d'heresie) *rompra la teste a l'heretique, où puis sera rendüe à la noble race de Lorraine le droict, comme a la plus ancienne et mieux meritée de ceste belle Couronne de France*, Pour tenir tousiours l'Eglise en bonne assurance, avec la iustice en iuste balance ⁽³⁾. » Il est permis de croire que cette sorte d'appel au public était directement inspiré par Charles III ⁽⁴⁾, mais qu'elle eut peu de succès ⁽⁵⁾.

(1) Pages 90-91. Cf. Labitte, p. 231-232.

(2) Page 112. Cf. Labitte, p. 232.

(3) Pages 117-118 (finales).

(4) L'ouvrage est-il composé en faveur de Charles de Lorraine, chef de la maison ou duc de Mayenne ? La citation que donne Labitte, p. 232 : « La couronne sera remise en la personne de Charles, duc de Lorraine, vray et legitime heritier » est, en effet, un abrégé légèrement inexact du texte que nous avons rapporté. Mais il nous semble que la mention d'un don de 19 fr. à « Anthoine de Bressy Libraire de Paris... que pour cette fois S. A. luy a donné et octroyé », d'un mandement du 27 juillet 1589 (Arch. de M.-et-M., B. 1217, fol. 342), la seule de ce genre que nous trouvions dans les comptes des receveurs de Lorraine ne peut guère se rapporter qu'à l'ouvrage de Pigenat : sans doute le libraire avait vendu l'ouvrage édité chez la veuve Thierry.

(5) Un mois après, le 22 avril 1589, Duplessis-Mornay en lançait un d'une tout autre valeur littéraire, où il attaquait les ambitions de la maison de

En attendant que les événements lui offrissent une occasion de faire valoir ses prétentions, Charles III s'inféodait de plus en plus à l'Espagne et combattait de toutes ses forces Henri III. Dès le début de l'année, le duc de Lorraine avait réclamé à Alexandre Farnèse, par son cousin le marquis de Hâvré, l'envoi des secours extraordinaires que la continuation du siège de Jametz, les menaces du comte de Montbéliard et de Casimir rendaient nécessaires ⁽¹⁾. Il devait renouveler plus tard ses réclamations auprès du gouverneur des Pays-Bas et de Philippe II lui-même en demandant l'exécution du traité conclu par le commandeur Moreo ⁽²⁾. Le duc de Parme s'exécuta partiellement en envoyant un commis des finances, Gabriel d'Alegria, qui versa de l'argent à Charles III ⁽³⁾, et bientôt en lui expédiant quelques troupes qui furent logées aux terres communes ⁽⁴⁾. Les bonnes relations ne devaient pas cesser entre le duc

Lorraine. Ed. par Kentziger, *Documents historiques relatifs à l'histoire de France tirés des archives de Strasbourg*, 1818-1819, t. I, p. 144-145. — Dans le « Saint et charitable Conseil à Messieurs les Prevosts des Marchands et Echevins... de Paris », *Sat. Mén.*, t. III, p. 263-264, qui paraît être de la même époque, l'on raille les prétentions de Charles III.

(1) *Lettres à Philippe II et au duc de Parme, instructions à Baretto*, 28, 29 et 30 mai 1589. Lepage, p. 126-139.

(2) « Instruction au marquis de Haurech estant auprès du duc de Parme », Nancy, 24 janvier 1589. *Id.*, p. 83-85, et surtout « Memoria que presentò el Marques de Avré al duque de Parma del parte de Lorena. » Arch. des Aff. étr., Espagne, 323, fol. 66-67.

(3) La « relacion de Alegria » citée plus haut, p. 169, n. 3, n'en parle pas; mais les comptes de 1589 mentionnent les « Deniers receus du sieur Gabriel d'Alegria commis aux finances de Sa Maïesté Catholique aux Pays-Bas », dont Charles III donna acquit le 12 juillet. Arch. de M.-et-M., B. 1221, fol. 22. — Peut-être le commis aux finances apporta-t-il aussi de l'argent à Mayenne : un certificat de Moreo, du 4 janvier 1590, constate que Gabriel d'Alegria remit 1.500 écus d'or à Péricard, secrétaire du duc. Arch. nat., K. 1573, n° 64.

(4) Charles III à Mansfeld et à Parme, 23 mai et 4 août 1589. Lepage, p. 121 et 152. Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 494 v°, à la date de juin 1589. Parme à Philippe II, 10 juin, et Charles III à don Juan Idiaquez, Nancy, 5 juillet 1589. Arch. étr., ms. cité, fol. 88 v°-89 et 104-105. Lepage, *Institutions militaires*, p. 212.

de Lorraine et Farnèse, qui demanda pour son voisin la distinction, si vivement désirée de Charles III, de la toison d'or ⁽¹⁾. Aussi, quand Philippe II renvoya en France le commandeur Moreo, pour s'entendre avec Mayenne sur les moyens d'affaiblir Henri III, de préparer l'élection du cardinal de Bourbon tout en insinuant « habilement les droicts de l'infante à la couronne de France ⁽²⁾ », le roi d'Espagne s'en remit-il complètement au duc de Parme en ce qui concernait Charles III, se bornant à charger l'ambassadeur de « confirmer » le duc « le plus possible à tenir le parti de la Ligue ⁽³⁾. » Quelque temps après son voyage à Nancy, le commandeur put dépeindre le Lorrain comme « très résolu de vivre et de mourir pour la cause catholique » et incapable de se départir de sa volonté devant les « promesses et menaces que lui fait le roi de France ⁽⁴⁾. »

La lutte, demeurée longtemps sourde, venait, en effet, d'éclater entre Henri III et Charles III. L'assassinat des Guises avait amené une recrudescence de la Ligue dans tout le nord de la France et en particulier dans la Champagne ⁽⁵⁾; dès lors, royalistes et Lorrains n'avaient cessé

(1) Lettre de Parme, du 10 juin 1589, citée note précédente, fol. 87 v^o-87. Cf. plus haut, p. 152, n. 1.

(2) Capefigue, t. IV, p. 410; Bouillé, t. III, p. 364-365, et de Croze, t. II, p. 194.

3) Instructions de Philippe II à Moreo envoyé en France, 1^{er} mai 1589. Arch. nat., K. 1449, n^o 20. Le passage édité par Von Bezold, t. III, p. 195, et qui suit celui que nous avons cité, concerne les relations que devait avoir le commandeur avec le comte de Salm et le colonel Saint-Baslemont, qui servait aux Pays-Bas, et les informations à prendre sur les levées de Casimir. — Moreo devait, semble-t-il, pousser Charles III à s'emparer de Metz. Bouillé, t. III, p. 365.

(4) Moreo à Philippe II, 3 août 1589. Arch. des Aff. étr., ms. cité, fol. 134 v^o. Le 27 juillet, M. de Chastenoy, conseiller d'Etat, était remboursé pour avoir été « querir le commandeur Moreo... a Pulligny avec ung coche et trois Chevaux et le conduire de mesme au Pont a Mousson. » Arch. de M.-et-M., B. 1217, fol. 386.

(5) Weill, ouvr. cité, p. 222; Hérelle, t. II, p. 218 ss., et *Mém. des ch. les plus notables*, p. 337 ss. Cf. Henry, ouvr. cité, p. 112-124.

dans l'Est de se harceler, mais ni les uns ni les autres n'osaient encore se déclarer ouvertement, le roi négociant avec le duc et celui-ci ayant besoin de Henri III pour faire aboutir le mariage de sa fille et ses projets sur Jametz. D'une part, en effet, Dinteville, lieutenant général en Champagne, interceptait les courriers, préparait une attaque contre la Lorraine ⁽¹⁾ et, sans doute, était complice de la surprise tentée sur Bar par les troupes de Châlons et de Sainte-Menehould ⁽²⁾; Sobole et les Messins ne cessaient de piller les Lorrains ⁽³⁾, sans provoquer, semble-t-il, de la part de Charles III, de réclamations auprès de son beau-frère; d'autre part, le duc envoyait à Paris 200 lances à Mayenne ⁽⁴⁾ et, pendant une trêve avec les Sedanais, laissait enrôler sous les ordres de Saint-Paul des troupes qui tentaient de prendre Verdun, s'emparaient de Montfaucon et se faisaient battre à Saint-Juvin (12 février 1589) ⁽⁵⁾, sans que Henri III

(1) D'après le n° xxv de la « Copie des mémoires secrets » de janvier 1589 cités plus haut, p. 168, n. 2, Dinteville promettait à Henri « qu'il fera des courses jusques en Lorraine ce qui réjouit tellement le Roy que cela contrepoise une partie des fascheries qu'il reçoit d'infinis autres endroits. »

(2) Le 23 janvier 1589, Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 442. M. Max-Werly, « Le siège de Bar en 1589 », *Journal de la Soc. d'arch. lorr.*, 1897, p. 100 ss., ne parle pas de cette tentative.

(3) Charles III « aux eschevin et Treize de la cité de Metz » et à Soboles, 7 janvier et 27 février 1589. Lepage, p. 65, et Arch. de M.-et-M., B. 10.385.

(4) Relacion d'Alegria citée plus haut, p. 169, n. 3, au fol. 201. Dans les instructions à Chastenoy du 14 septembre 1589 (Lepage, p. 199), Charles III dit qu'au mois de février il a secouru Mayenne de deux régiments d'infanterie et de cinq compagnies de cavalerie. D'après une lettre de l'ambassadeur vénitien, 5 juillet 1589, des Wallons étaient venus à Mayenne « sous ombre du duc de Lorraine. » Ms. ital. 1739.

(5) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 657. Cf. *Chron. nov.*, p. 120; de Thou, t. X, p. 663, et D. Calmet, t. V, col. 814 (II, 1406); *Mém. des Ch. les plus notables*, p. 343; Hérelle, t. II, p. 233-235; Lepage, *Instructions*, p. 107, et Henry, art. cité, p. 94, et note 2. — Les *Mémoires de Saint-Paul* (R. de Champagne, t. XXI (1886), p. 298), portent que ce capitaine, d'origine lorraine, « se rendit en Lorraine ou il eut une assez longue communication et conference avec le duc du pays ne pouvant tirer pour lors autre chose que des troupes albanaises », avec lesquelles Saint-Paul aurait été vainqueur.

parût s'en apercevoir. L'alliance des deux monarques changea cette honteuse situation.

A la nouvelle que « le roi très chrétien favorisait ouvertement les huguenots », le duc de Lorraine envoya au duc de Parme son secrétaire George de Chastenoy, lui signifier qu'il était « résolu de s'unir » désormais aux catholiques et de se déclarer complètement pour la Ligue, « ayant pour cet effect envoyé des personnes au duc de Mayenne et au conseil de Paris ⁽¹⁾. » Bientôt il expédiait à Philippe II un ambassadeur, Baretti, pour l'informer que la réunion de Henri III avec « le roy de Navarre, capital et infeste ennemy des catholiques », avait faict prendre résolution à S. A. de joindre sa fortune et ses moiens avec ceulx des princes catholiques unis et d'avoir avec eulx une sainte, inséparable et perpétuelle confédération, pour l'exaltation et gloire du nom de Dieu, deffense et tution de son Eglise catholique, apostolique et romaine, par ce que la ruine de sa vie luy seroit une chose trop plus doulce que de veoir la subversion de ceste Eglise ⁽²⁾. » Déjà, muni d'argent par différents emprunts ⁽³⁾ et de nouveaux subsides que lui avaient accordé les Etats généraux ⁽⁴⁾, et fortifié par des trêves successives, il avait repris le siège du château de Jametz ⁽⁵⁾. Cette fois le roi de France, poussé évidemment par le roi de Navarre, semblait résolu à ne pas le lui laisser prendre : il le signifia à Charles III, « remectant à terminer à l'amiable les prétentions qu'il y a contre la demoiselle de Bouillon, ajoutant qu'il ne peut souffrir la continuation

(1) Parme à Philippe II, 6 mai 1589. Aff. étr., ms. cité, fol. 81.

(2) Instructions à Baretti, 30 mai 1589. Lepage, p. 137-138.

(3) De janvier à mars 1589 pour environ 200.000 fr. Arch. de M.-et-M., B. 58, fol. 17 v^o, 20, 27, 57 et 86 v^o. Cf. Digot, t. IV, p. 256-257.

(4) En février 1589. *Id.*, B. 681, n^{os} 34 et 48, et B. 686, n^o 13. Cf. François de Neufchâteau, t. I, p. 33-34, et Digot, t. IV, p. 255.

(5) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 658-659. Cf. D. Calmet, t. V, col. 814-816 (II, 1406-1407), et Hauser, ouvr. cité, p. 243 ss. Sur l'armée de Charles III, v. Lepage, *Institut. militaires*, p. 211-212.

de ce siège, pour estre ville en sa protection ⁽¹⁾. » Il essaya d'opérer une diversion au moyen des troupes levées en Allemagne, qu'amenait Sancy ⁽²⁾; mais cette armée était attendue dans l'Ile-de-France, elle dut se diriger à l'Ouest sans tourner au Nord et Charles III qui, voulant en finir avec Jametz, avait envoyé sous les murs de la ville son fils aîné, put s'emparer du château le 24 juillet ⁽³⁾. D'ailleurs, averti de l'arrivée de Sancy par le duc de Savoie, il avait reçu de lui des forces qu'il avait jointes à celles qu'il tenait du duc de Parme ⁽⁴⁾ et, réconcilié avec Jean-Casimir, il n'avait plus à surveiller la frontière d'Allemagne ⁽⁵⁾.

(1) Instructions à Bardin envoyé au duc de Parme, 29 mai 1589. Lepage, p. 182-183. Dans Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 471 v^o, est une lettre de Henri III du 2 mai, à Soboles, que nous avons publiée au *Supplément de l'Austrasie*, mai-juillet 1907, p. 176-177, où on lit : « j'écris à mon Frere le Duc de Lorraine et le prie de laisser ma Cousine de Bouillon en patience, et de retirer ses forces de la ville et des environs de Jametz, remettant de traiter de ses pretentions à la miable. » D'après le fol. 494, « le Roy envoya Ludieu à Son Altesse pour le sommer de retirer les forces qu'il avoit du costé de Metz et lever le siege de Jametz, autrement qu'il lui donneroit la guerre, de laquelle legation Ludieu reçut tout le contentement qu'il desiroit. » — Et cependant Henri III n'osait, semble-t-il, rompre ouvertement avec Charles III. « Les raisons pour lesquelles le roy s'est servy du roy de Navarre et de ses forces » (mai) 1589, in-16 de 12 p., ne parlent que de Mayenne et des Guises, non du duc de Lorraine. Bien plus, le 31 mai, Charles III écrivait à Dinteville : « je sais, comme me l'avez mandé, n'estre la volonté du roy ny la vostre que les forces de Sa Majesté facent aucune course en mes païs. » Lepage, p. 140.

(2) Discours fait par Messire... de Sancy... sur l'occurrence de ses affaires. *Mém. de Villeroy*, t. III, p. 171 ; *Mém. du vicomte de Turenne* (*Soc. de l'hist. de France*), p. 239. Cf. Rott, ouvr. cité, p. 378-380.

(3) *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 662 ss., et Hércile, t. II, p. 259. Cf. D. Calmet, t. V, col. 815 (II, 1407); de Thou, t. X, p. 664-665; d'Aubigné, t. VII, p. 367-368; Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 497; Buvignier, ouvr. cité, p. 68-69, et Hauser, p. 245. — La Huguerye, *Mém.*, t. III, p. 305-306, s'attribue le mérite de la reddition de la place.

(4) Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 494 v^o. Le duc de Savoie avait envoyé à Nancy M. d'Issey et Charles III l'en fit remercier par M. de Romain. Lettre du 2 juin 1589. Lepage, p. 141-142; Arch. de M.-et-M., B. 1221, fol. 76 et 80 v^o, comptes des 2 et 13 juin. Cf. *Mém. de la Ligue*, t. III, p. 696.

(5) Lettres de Charles III et de Casimir, d'avril, juin et juillet 1589. Lepage, p. 115-116; von Bezold, t. III, p. 202-210. Cf. la Huguerye, t. III, p. 263, 295 et 307.

Partout s'affirmait l'hostilité du duc de Lorraine contre le roi de France et presque partout la fortune le favorisait. En Champagne, où Dinteville ne cessait de harceler les Lorrains, tantôt la garnison royaliste de Sainte-Menehould allait piller le bailliage de Clermont-en-Argonne, tout en étant désavouée par le roi et le gouverneur ⁽¹⁾, tantôt les « garnisons françaises des villes frontières de Lorraine ravageaient trop licentieusement le Duché de Barrois, enlevant les hommes et leur famille avec telle insolence qu'ils faisaient leurs courses et butin jusque dans les portes des villes ⁽²⁾ »; mais dans les Trois-Evêchés, le duc se rattrapait amplement. Là, Saint-Paul, agissant pour lui, s'emparait de Toul, qui se rendait au Lorrain à condition de conserver ses privilèges ⁽³⁾, puis de Verdun, où les Espagnols essayaient d'entrer au nom de Philippe II, « soi-disant protecteur de ceste ville, à cause de son duché de Luxembourg ⁽⁴⁾ », et qui se donna également au duc de Lorraine, pendant le mois de mai ⁽⁵⁾. Il est vrai que dans l'évêché de Metz, Soboles s'emparait de Marsal ⁽⁶⁾, dont la garnison ne tarda pas à courir le duché ⁽⁷⁾; il y avait, du reste, des

(1) Lettres de l'évêque de Metz et de Charles III, du 3 avril 1589, et de Charles III à Dinteville, du 31 avril et du 30 mai. Lepage, p. 111-112 et 129-130; Hérelle, t. I, p. 287-288. Cf. Henry, art. cité, p. 94-95 et 126-127.

(2) Il prétend qu'elles furent repoussées par le prévôt de Saint-Mihiel, Rosières. Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 494 v^o.

(3) *Id.*, fol. 470 v^o. Hérelle, t. II, p. 245. Cf. *Mémoires de Saint-Paul* cités (*R. de Champagne*, t. XXI), p. 426, et Instruction de Charles III à Bardin, 12 mai 1589, Lepage, p. 119. Par suite, Benoît Picard, ouvr. cité, p. 67, et Pimodan, ouvr. cité, p. 203, se trompent en donnant le mois d'août comme date de la prise de Toul.

(4) Rosières, ms. cité, fol. 471.

(5) *Mém. de Saint-Paul* cités, p. 427-430; Roussel, 2^e éd., t. II, p. 38, et D. Calmet, t. VII, col. 136; Hérelle, t. II, p. 248-249. Cf. Henry, art. cité, p. 93, n. 2. Le 5 mai 1589, Charles III envoyait « en diligence de poste » un courrier à Saint-Paul « estant aux environs de Verdun. » Arch. de M.-et-M., B. 1221, fol. 72.

(6) Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 470. Cf. *Hist. de Metz* par les Bénédictins, t. III, p. 129-131.

(7) Instructions à Bardin citées, Lepage, p. 118.

attaques de part et d'autre ⁽¹⁾, mais le Lorrain, qui craignait beaucoup les forces de Metz, protestait de son désir de paix ⁽²⁾.

Quoi qu'il en soit, l'hostilité de Charles III était trop marquée contre Henri III et ses succès trop éclatants; une guerre paraissait imminente entre lui et le roi ⁽³⁾, quand celui-ci fut assassiné par Jacques Clément (1^{er} août 1589).

(1) Charles III à la Verrière et à Soboles, 20 et 27 mai et 14 juin 1589. *Id.*, p. 123, 125 et 144-145.

(2) Instructions à la Bastide envoyé vers Soboles, 3 juillet 1589. *Id.*, p. 149, et Charles III à Soboles, 21 juillet. Arch. de M.-et-M., B. 10.385, fol. 65 v^o.

(3) Le 26 juillet 1589, Soboles écrivait au duc des Deux-Ponts en lui apprenant la reddition de Jametz : « Les Lorrains menacent Sedan. Mais quoy qu'il arrive je tiens que le premier morceau leur coustera cher, la perte estant pour Mademoiselle de Bouillon et l'injure au Roy *qui ne la lairra long temps impunie*. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 30, fol. 324.

VI

Les prétentions déclarées de Charles III

La mort de Henri III décida son beau-frère à se déclarer ouvertement en faveur de la Ligue ⁽¹⁾. A peine averti de l'assassinat du roi ⁽²⁾ et, sans doute, de la proclamation de Henri de Navarre sous le nom de Henri IV, Charles III résolut d'agir directement contre lui, tout en essayant d'étendre sa domination dans les Trois-Evêchés et en France, et d'assurer au marquis du Pont la couronne, ou tout au moins une partie de l'héritage des Valois.

Dans ce dessein, il déploya une grande activité. Le 10 août 1589, il envoyait à Paris un de ses chambellans, M. de Gournay ⁽³⁾, avertir Mayenne de « la résolution » qu'il avait « prinse d'embrasser de tous » ses « pouvoirs et moyens la cause des catholiques » et de leur expédier son fils aîné à la tête de 700 lances de 2.000 fantassins ⁽⁴⁾. A Paris il adressait le même ambassadeur aux Seize ⁽⁵⁾ et, hors de France, écrivait au duc de Parme et au *veedor*

(1) Charles III au duc de Parme, à Baretta et au grand-duc de Toscane, 10 et 11 août 1589. Lepage, p. 153, 159 et 169. Cf. Henry, ouvr. cité, p. 176, et art., p. 96.

(2) Par Bardin, le 8 août 1589. Lepage, p. 153, n. 1, d'après Bouillé, t. III, p. 401, n. 4.

(3) Arch. de M.-et-M., B. 1221, fol. 92.

(4) Lettres à Mayenne et à Gournay, 11 et 22 août 1589. Lepage, p. 173-174 et 179. Cf. Henry, *l. c.*, et lettre de Mendoza à Philippe II, 17 août 1589. Bibl. nat., fonds Colbert (Ve), t. 33, fol. 367 v^o.

(5) Le 22 août 1589, il écrivait à Gournay de le « venir retrouver avec la responce de ceulx dudict conseil de Paris. » Lepage, p. 181.

Jean-Baptiste de Tassis ⁽¹⁾, à Philippe II ⁽²⁾, au grand-duc de Toscane ⁽³⁾, au Pape ⁽⁴⁾ et même en Suisse au colonel Pfyffer ⁽⁵⁾, pour leur faire connaître sa résolution et leur demander des secours. Tandis qu'il agissait ainsi auprès des chefs de la Ligue ou de leurs alliés, Charles III essayait d'attirer à lui les villes et les seigneurs de Champagne, variant ses déclarations suivant leur situation ⁽⁶⁾. A Reims, cité ligueuse, il faisait sonner son ancienne fidélité à la religion catholique ⁽⁷⁾, tandis qu'en demandant à la Viéville, gouverneur de Mézières, de « joindre sa fortune à la sienne », il protestait qu'il n'avait « aucun dessein ni ambition particulière ⁽⁸⁾. » Aux habitants de Châlons, ville royaliste, il rappelait son « ancienne confédération, alliance et bienveillance » à la couronne de France et leur zèle pour le catholicisme ⁽⁹⁾; à ceux de Langres, qui étaient aussi pour Henri IV, il tenait le même langage, mais en insistant sur ses devoirs ⁽¹⁰⁾, alors qu'il se contentait de demander aux Chaumontois, entrés dans l'Union, la continuation de leur alliance et promettait de les soutenir ⁽¹¹⁾.

(1) Le 10 août 1589. *Id.*, p. 153 et 157.

(2) Le 11 août 1589. *Id.*, p. 162 et 169.

(3) *Ibid.*

(4) L'Epinois, ouvr. cité, p. 346.

(5) Rott, ouvr. cité, t. II, p. 314. Le 10 août, un garde suisse était envoyé à Lucerne « vers le Colonel Pfyffer. » Arch. citées, fol. 92 v^o.

(6) Cf. Henry, art., p. 104 ss.

(7) Lettre du 11 août 1589. Lepage, p. 170 ss.; Henry, art., p. 104-105, et ouvr., p. 423-424.

(8) Même date. Lepage, p. 172-173; Henry, art., p. 107-108, et ouvr., p. 424-425.

(9) Lettre du 10 août 1589. Lepage, p. 161-162; Henry, art. p. 108-109 et 110-111. La lettre aux Châlonnais fut envoyée par eux à Henri IV (Hérelle, t. I, p. 385 note), après qu'ils eurent dévalisé le courrier lorrain : le 23 août, 16 écus sont remboursés à un courrier du marquis du Pont à qui 8 écus avaient « esté prins par les gens de guerre desquelz il a esté rencontré » lors d'un voyage que « de l'ordonnance de son Altesse il a fait en diligence de poste a Châlons en Champagne. » Arch. citées, fol. 94 v^o.

(10) Même date. Lepage, p. 161-162, et Henry, art., p. 108-109. Cf. Hérelle, t. I, p. 315.

(11) Même date. Lepage, p. 159-160, et Henry, art., p. 105-106.

Il alla ensuite accompagner jusqu'à Bar ⁽¹⁾ le marquis du Pont, qui partit le 23 août, avec son cousin, le comte de Chaligny, et une armée d'environ 3.000 hommes et 1.000 chevaux ⁽²⁾.

Tandis que son fils allait chercher fortune en France, Charles III, sans perdre de temps, s'assurait de la possession des deux villes épiscopales conquises par Saint-Paul. Il s'était rendu facilement maître de Toul, en soutenant qu'il voulait la conserver sous la protection de la France ⁽³⁾; bientôt il y nomma comme gouverneur un de ses chambellans, M. de Maillane ⁽⁴⁾. Il eut plus de mal à Verdun. M. d'Haussonville, qu'il y envoya d'abord et qui devait en être bientôt gouverneur, paraît n'avoir pas réussi ⁽⁵⁾; Bassompierre, qui y retourna ensuite, eut plus de succès. Il déclara au conseil de la cité que Mayenne avait chargé le duc de Lorraine « de s'entremectre de la conserver et fournir les deniers et garnisons à ce nécessaires », fit entendre « la grande nécessité qu'il y avoit de garder cette cité contre les entreprises des hérétiques et l'importance que ce seroit pour tout l'estat catholique et mesmes pour les pays de Lorraine et de Barrois sy elle estoit occupée par le party contraire », rappela l'ancien droit de protection que les ducs de Lorraine avaient eu sur Verdun et demanda qu'il leur fût rendu, « sans préjudice de la saulvegarde et protection de la couronne de France. » Le conseil accepta, moyennant promesse de « lettres du consentement de Monseigneur de Mayenne,

(1) Lettre autographe d'Elisabeth de Lorraine, s. d. Bibl. nat., Collection de Lorraine, t. 487, fol. 79.

(2) Lepage, p. 199, et Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 512.

(3) Instructions à Bardin, 12 mai 1589. Lepage, p. 119.

(4) « Estat de gouverneur de la ville et cité de Toul pour M. de Maillane », 22 août 1589. Arch. de M.-et M., B. 58, fol. 236 v°. Cf. Hérelle, t. II, p. 277.

(5) Hérelle, t. II, p. 278. Les comptes du 28 mai 1589 mentionnent un voyage fait par d'Haussonville à Verdun. *Id.*, B. 1221, fol. 75 v°.

lieutenant-général de la Couronne de France ⁽¹⁾. » Charles III vint en personne à Verdun régler cette affaire et promit aux habitants de leur fournir les « lettres de consentement de M. du Maine devant la Toussaint ⁽²⁾. » En réclamant à Mayenne sa ratification, il lui déclara qu'il avait agi « pour le seul bien public de la cause de l'Union », prétendant qu'il avait été sollicité par les habitants et poussé par la crainte des protestants de Metz et de Châlons ⁽³⁾. Craignant peut-être d'échouer et désireux cependant de tenir Toul et Verdun, il paraît avoir traité directement avec les Seize pour obtenir, par l'intermédiaire du président Jeannin, les deux places « comme en dépôt et seurté de S. M. catholique »; il y eût entretenu une garnison payée par Philippe II. moyennant la cession de Cambrai ⁽⁴⁾. Mais il n'eut pas besoin d'en venir là. Mayenne ratifia, le 22 septembre, la prise de possession de Charles III, et, un mois après, celui-ci accordait aux deux cités des lettres de protection ⁽⁵⁾. Désormais son autorité allait s'y substituer à celle du roi de France.

Tandis qu'il se rendait maître incontesté de ces deux places et se préparait peut-être à attaquer Metz ⁽⁶⁾, le duc de Lorraine essayait d'entamer directement la position de Henri IV en faisant proclamer le marquis du Pont roi de

(1) Le 28 août 1589. Hérelle, l. c. Traité entre Charles III et les habitants de Verdun, même date. Henry, art., p. 200.

(2) Hérelle, t. II, p. 279.

(3) Instruction à Bardin. 26 août 1589. Lepage, 188-189, reproduit par Pimodan, ouvr. cité, p. 204.

(4) Lepage, p. 192, et Pimodan, p. 205. Cf. D. Calmet, t. V, col. 827 II, 1418, et Henry, art., p. 100. Pour les prétentions de Philippe II sur Verdun, v. plus haut, p. 185. n. 4.

(5) Le 23 octobre 1589. Hérelle, t. II, p. 280. La pièce a été publiée par Roussel, *Hist. de Verdun*, 2^e éd., t. II, p. LXXIV ss. et 40, d'après un ms. Séguier, et par Lepage, p. 235 ss., d'après les Arch. de M.-et-M., B. 58, fol. 309 v^o et suivants.

(6) Lettre au duc de Parme, 20 août 1589, Lepage, p. 175-176. Cf. la Huquerye, t. III, p. 382-383, et plus haut, p. 181, n. 3.

France. La tactique de Charles III paraît avoir été très simple. La Ligue n'ayant point encore donné de successeur à Henri III, le Lorrain pensait en profiter pour prendre les devants. Philippe II et les ambassadeurs espagnols voulaient à tout prix écarter du trône Henri de Navarre; nommer le cardinal de Bourbon pouvait paraître préparer la place à son neveu ⁽¹⁾. Charles III se savait certainement soutenu auprès du roi catholique ⁽²⁾ et surtout auprès du Pape ⁽³⁾; il avait à Paris des partisans. En faisant réclamer par des Ligueurs français la couronne pour son fils, il préparait sa reconnaissance dans la capitale. Il tenta l'expérience en Champagne.

Une assemblée devait se tenir à Chaumont, ville entièrement ligueuse, « pour adviser à ce qui concerne le bien public de la province de Bassigny et lieux circonvoisins ⁽⁴⁾. » Le duc y envoya son premier chambellan, M. de Bour-

(1) Le cardinal le déclarera lui-même. *Chron. nov.*, p. 232. Cf. *Apologie et Discours de M. de Villeroy* (éd. Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, t. XI), p. 141.

(2) D'après un « Escritto que Don Bernardino de Mendoça responde a algunos puntos del papel que Sa M. C. manda emboja (?) al Commendator Moreo, y al dicho Bernardino di Mendoça con el pliego del VII de Setiembre 1589 », postérieur à l'avènement du cardinal de Bourbon, les catholiques de France auroient vivement désiré le mariage du marquis du Pont avec l'infante Isabelle, ce qui aurait sauvegardé et consacré leurs droits respectifs à la couronne. Bibl. nat., fonds Colbert (V^e), t. 31, fol. 216 v^o. Il concluait ainsi : « Los aficionados a la casa di Lorena Infieren por estas razones que quando se casasse la Señora Ysabella con el marques de Pont se juntaron los dios actiones y derechos y con estados los frances vendrian a tener un (?) Rey casi natural y ver se libros de la guerra si V. M. viniesse en este Casamiento y en dar ijel escudos Cada mes para continuar la guerra y estirpacion de heregeos » pendant quelques années.

(3) D'après l'ambassadeur florentin Nicollini, qui y patronnait leur candidature, on parlait à Rome de porter au trône le duc de Lorraine ou son fils, les princes réputés les plus sûrs de tous; le marquis surtout avait des chances, comme passant pour « plus belliqueux » que son père « et né même d'une sœur charnelle du feu roi »; aussi l'ambassadeur conseil-lait-il au grand-duc de le marier à Marie de Médicis. *Négoc. avec la Toscane*, 22 août 1589, t. V, p. 52-54.

(4) Lettre de Charles III au corps de ville de Chaumont, 25 août 1589. *Lepage*, p. 185.

bonne, avec des instructions concernant les trois ordres. Il y louait surtout le zèle qu'apportaient à la religion les députés du clergé et du tiers, flattait la noblesse et renouvelait ses promesses d'aider les habitants ⁽¹⁾. Charles III, qui avait ses créatures dans la ville et comptait surtout dans le clergé sur les abbés de Morimont et de Clairvaux, dans la noblesse sur M. de Guyonvelle ⁽²⁾, pensait faire accepter facilement ses projets. Bourbonne proposa à l'assemblée de reconnaître le marquis du Pont comme roi et son frère, le comte de Vaudémont, comme gouverneur de Champagne. Plusieurs Chaumontois acceptèrent et sollicitèrent ceux de Langres de se « mettre en l'obéissance » du duc. Mais ceux-ci avaient pour maire un fervent royaliste, Roussat. Ils répondirent qu'ils avaient « un roy et un gouverneur prince de France », Henri IV et le duc de Nevers, pour lesquels ils étaient prêts à mourir, et offrirent à Charles III « d'assister M. le Marquis pour venger la mort de son oncle et comme françois maintenir les lois fondamentales de la couronne ⁽³⁾. » Dans leur indignation, les Langrois voulaient tuer le porteur des propositions des Chaumontois, tandis que ceux-ci restèrent fidèles au duc de Lorraine et gardèrent Bourbonne comme gouverneur, mais sans avoir résolu affirmativement la demande de Charles III ⁽⁴⁾.

(1) Crédences sur le sieur de Bourbonne. *Id.*, p. 185 ss.

(2) Lettre de Dinteville, 3 septembre 1589. *Revue de Champagne*, t. XII (1881), p. 222, d'après le ms. Béthune 9.103, fol. 77 (cité par Bouillé, t. III, p. 404). Cf. Hérelle, t. II, p. 281-282, et Lepage, p. 185.

(3) *Ibid.* Cf. Traité de la prise d'armes (*Mém. de Nevers*, t. II, p. 121), copié par Palma Cayet, *Chron. nov.*, p. 185 (reprod. à propos d'une lettre de Henri IV à Roussel du 7 septembre 1589, *Lettres-Missives*, t. III, p. 39, n. 2, et Lepage, p. 186, note).

(4) Ces propositions avaient été « agitées entre eulx et non du tout résolues. » Dinteville, lettre citée. — Cependant Chaumont restait l'allié de Charles III qui, le 3 novembre 1589, répondait à ses demandes de secours : « Je vous despècheray homme exprès pour vous advertir du temps que je pourray m'acheminer en vos quartiers. » Lepage, p. 246.

Le duc avait donc échoué dans la ville sur laquelle il comptait le plus. Il espéra un moment mieux réussir à Paris, où un parti exaltait, non seulement sa parenté avec le feu roi ⁽¹⁾, mais encore son origine carolingienne. A peine le marquis du Pont était-il arrivé en vue de la capitale, « que l'on commença, par toute la ville, à le nommer et proclamer vray petit-fils de France : comme le preignant heritier de la Couronne. » L'on composa même, à ce sujet, un livre « qui fut imprimé et vendu à Paris avec permission ⁽²⁾. » Il avait pour titre : « *Origine, généalogie et démonstration de cette excellente et héroïque maison de Lorraine et Guyse en dépendant, avec plusieurs excellens, généreux et très haults faicts des Ducs Charle de Lorraine à présent chef des armées, Charles (sic) marquis du Pont-à-Mousson, son aîné, Nicolas et Claude de Lorraine, frères et Ducs de Vaudémont, et Guyse, et leurs enfans* » et avait été imprimé le 23 septembre 1589, chez Jean Périnet ⁽³⁾.

L'auteur anonyme ⁽⁴⁾ y déclarait que la maison de Lorraine « prend son origine et lustre de Lotaire XXIII.

(1) Rapport de Diego Maldonaldo à Philippe II, du 14 décembre 1589. « Sobre la succession de la corona de Francia. » Arch. nat., K. 1570, n° 176.

(2) Traité de la prise d'armes, p. 122.

(3) Le titre, cité dans Bouillé, t. III, p. 403, note, est reproduit par Le-page, p. 244, n. 4. La date est donnée dans l'original. Bibl. nat., Lb³⁴, 562, à la p. 30 et dernière.

(4) Une note manuscrite de l'exemplaire cité ci-dessus indique Jacques Baron. Ce personnage, « Licencié ès droictz », est l'auteur d'un « Advertissement av roy tres-Chrestien Charles de Bourbon, dixiesme de ce nom, avec une remontrance aux Prelatz de France, demonstrative de l'extresme misere de ce temps. » Imprimé à Paris chez la veuve Plumion en 1589 (« Donné à Paris le 4^e de Septembre » 1589, p. 20. Bibl. nat., Lb³⁵, 81). La seule phrase qui concerne la maison de Lorraine est la suivante (p. 4) : Dans la perturbation de la France, « Dieu s'est réservé quelques bons grains. Du nombre desquels est se Prince excellent : Charles de Lorraine frere des deux homicides. » Il s'agit de Mayenne. L'ouvrage fut traduit en latin (*Epistolæ dedicata regi Christianissimo Carolo Borbonio...* Bibl. nat., Lb³⁵, 78) et édité à Paris (Datum Lutetiae, quarto Nonas Octobris) chez Jean Périnet, au petit Pont, sous le bouclier de Bourgogne.

Roy de France, fils de Louys XXIII. Roy de France, l'an du monde 4.917 et de Iesus Christ 975. ans, et l'an 988. Hug Capete usurpa ledict Royaume : sur Charle Duc de Lorraine : fils de Louys XXV. Roy de France, qu'estoit fils de Lotaire XXIII. Roy de France. Et Charle fils dudict Roy Louys, eust la Duchee de Lorraine par donation à luy faicte par son cousin Othon, second de ce nom, Empe-
reur des Romains : l'an de Iesus Christ 977. » Dès lors « la maison de Lorraine s'est continuée iusques à huys, de pere en fils, De laquelle Augustale, regie et ducale maison de Lorraine, Aujourd'huy se trouue excellent Prince Charle de Lorraine.... Et iceluy Charle Coriphee conseruateur, et chef des armoiries, terres et pays de ses predecesseurs ⁽¹⁾. » Après avoir mentionné le père, la mère et la femme du duc, l'auteur traite de ses enfants. Il parle d'abord de « se genereux, heroïque et belliqueux Prince Charle de Lorraine Marquis de Pont à Mousson, aîné de ladict maison, lequel a demontré sa generosité au Comté de Belliard, des l'an 1587... et en Iuillet dernier 1589 à l'opugnation furieuse batterie, fabrication de ponts subtils, et soudaine prise de ce tant renommé, fort, et bien garny Chasteau de Iametz, aussi à la genereuse et diligente conduite de huict mil hommes de chevaux *(sic)*, au camp de ce Marcial Prince Charle de Lorraine ⁽²⁾. » Il est ensuite question de l'évêque de Metz, « qui est l'honneur des lettres, vertus et splendeur du Clergé, Sainct, pieux et Catholicque ⁽³⁾ », puis de la grande-duchesse de Toscane : « Et pour maintenant, laissant les autres Princes et Princesses, enfans legitimes desdits Charles duc de Lorraine et feu Claude de France... apres avoir fidelement asseuré les Chrestiens que

(1) Ouvr. cité, page. 6.

(2) *Id.*, p. 7. Ce dernier prince est Mayenne. On voit que l'auteur a donné aussi, par erreur, le nom de Charles au marquis du Pont.

(3) *Id.*, p. 8.

ledict Charle de Lorraine, ainsi qu'il est chef des armées de sa maison, aussi est-il *chef et premier souslenement et support de la susdite Vnion Catholique* ⁽¹⁾ », l'auteur passe à ses sœurs, puis à la branche de Vaudemont ⁽²⁾, et enfin à celle de Guise, qu'il détaille abondamment ⁽³⁾. Il termine, après avoir invectivé Henri III et Henri IV, par le vœu qu'il n'y ait « que un Dieu, une Foy, une Loy, un Baptesme, une Religion, un Roy ⁽⁴⁾. »

Il était déjà trop tard. Les vacations à la couronne avaient commencé le 8 septembre ⁽⁵⁾; mais le choix n'avait pas été en faveur du marquis du Pont. Avec Mayenne, écarté du trône par Villeroy ⁽⁶⁾, la maison de Lorraine étant évincée, tous les Ligueurs se rallièrent à la candidature du cardinal de Bourbon, soutenue par Philippe II ⁽⁷⁾, et qui ne pouvait qu'être agréable à Sixte-Quint ⁽⁸⁾. Cependant il semble que Henri de Lorraine ait voulu prendre sa revanche : quand l'armée ligueuse marcha contre Henri IV en Normandie, il obtint de Mayenne le commandement de l'avant-garde ⁽⁹⁾; aux combats qui se livrèrent près d'Arques, il marcha devant le lieutenant-général et,

(1) *Id.*, p. 9. En marge : « Assurance que le Duc de Lorraine est chef de la sainte Vnion Catholique. »

(2) *Id.*, p. 10.

(3) *Id.*, p. 10-24.

(4) *Id.*, p. 30 et dernière.

(5) *Discours* du duc de Nevers, *l. c.*

6 *Mém.* cités, p. 142. Cf. Ranke, p. 433 (trad. II, 132).

(7) Philippe II à Mendoza (s. d., mais après l'avènement du cardinal). Capeligue, t. V, p. 350-351. Philippe II à Olivares, 30 août 1589. Arch. des Aff. étr., Espagne, 323, fol. 196 ss. Le roi catholique y déclarait que les droits des ducs de Lorraine et de Savoie n'étant pas comparables à ceux de l'infante, le Pape devait les exhorter à aider les catholiques français (fol. 198). Dans ses instructions à Don Diego Macdonaldo, du 12 septembre 1589 (éd. par Carné, *Correspondance du duc de Mercœur*, t. I, p. 5), Philippe II recommandait l'élection du cardinal de Bourbon et craignait de voir le duc breton appuyer les prétentions d'un prince lorrain.

(8) Hübner, ouvr. cité, t. II, p. 230.

(9) Lepage, *Instructions*, p. 213.

« soutenu de la cavalerie des Pays-Bas », se battit bravement, mais sans succès ⁽¹⁾.

Evincé dans ses prétentions directes à la couronne, Charles III essaya du moins de se rattraper sur le royaume de France, en s'efforçant de sauver la succession de Catherine de Médicis et en cherchant à l'étendre le plus possible. En ce qui concernait Christine de Lorraine, l'héritage de la feue reine donnait lieu à de nombreuses difficultés. Ses créanciers voulaient faire vendre les meubles et l'hôtel qu'elle avait laissés à sa petite-fille; le duc pria le président Brisson d'empêcher cette vente, par respect pour « la memoire de ladite dame » et en considération de la grande-duchesse de Toscane ⁽²⁾. D'autre part, la reine de Navarre, Marguerite, prétendait que la succession de sa mère lui appartenait « privativement » de ses cousins et cousines germaines de Lorraine, « et ce en vertu de la clause de substitution portée par le traicté de mariage » de Catherine avec Henri II; elle avait l'intention « d'en desbouter non seulement les legataires et créanciers, mais aussi les legitimes successeurs ⁽³⁾. » Charles III aurait désiré, au lieu de plaider, « composer de ceste difficulté » avec sa belle-sœur; malheureusement, il ne savait alors où elle se trouvait; aussi conseillait-il à Bardin, son agent à Paris, de faire « dilayer ceste procedure et tenir les choses en surséance le plus » possible ⁽⁴⁾.

(1) *Mém. du duc d'Angoulême* (éd. Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, t. X), p. 79-80; cf. Bouillé, t. III, p. 413. Ce que dit Palma Cayet, *Chron. nov.*, p. 178-179, que le marquis s'était vu refuser le commandement par jalousie de Mayenne, n'a donc aucun fondement. Le duc de Nevers n'en parle d'ailleurs pas dans son *Traité* cité.

(2) Charles III au capitaine Joannès, 22 août 1589. Arch. de M.-et-M., B. 10.385, fol. 101.

(3) Charles III à la grande-duchesse de Toscane, 11 octobre 1589. Lepage, p. 226-227.

(4) Charles III à Bardin, même date. *Id.*, p. 228. Le même à Bymont, 24 octobre 1589. Arch. de M.-et-M., B. 10.385, fol. 88.

Il ne se contentait pas de réclamer dans la succession la part qui revenait à sa fille aînée, il voulait encore en profiter pour revendiquer « d'aultres grandz droictz en la succession des Vallois », et il le faisait à l'instigation de l'ambassadeur d'Espagne, don Bernardino de Mendoza ⁽¹⁾, et à l'exemple de Philippe II. Le roi catholique réclamait, en effet, pour les infantes, petites-filles de Catherine de Médicis, la moitié de la Bretagne et la Bourgogne ⁽²⁾. Le duc de Lorraine devait aussi demander pour ses enfants « les terres, païs et seigneuries, provenans de la succession des Vallois » où ils avaient « part et portion du chef de leur mère ⁽³⁾. » Quels étaient ces territoires ? Charles III, moins bien renseigné que son beau-frère, l'ignorait, et, pour le savoir, s'adressa à l'avocat René Choppin, ligueur ardent et l'un des plus fameux jurisconsultes du temps ⁽⁴⁾. Nous ne savons quelle réponse il en reçut avant 1593 ⁽⁵⁾; toutefois, il n'est pas téméraire de supposer qu'il se crut bientôt en droit de revendiquer, comme le roi d'Espagne, une partie de la Bretagne et, de plus, l'Auvergne, le Languedoc et le comté de Blois ⁽⁶⁾. Peut-être même toutes ces

(1) Lettre à Bymont, 7 novembre 1589. Lepage, p. 251. Cf. fol. 215 de la lettre de Mendoza, citée plus haut, p. 191, n. 2. Sans doute l'ambassadeur poussait le duc de Lorraine à réclamer ces territoires pour donner plus de valeur aux prétentions du marquis du Pont unies à celles de l'infante (v. plus haut, au même passage). Moreo et Tassis allaient venir à Paris au mois de novembre, composant avec Mendoza le « triumviratus Hispanicus ». Rübsam, ouvr. cité, p. 99-100.

(2) Ranke, p. 432 et 455 (trad. II, 131 et 156), et Forneron, *Philippe II*, t. IV, p. 81. Les prétentions du roi catholique au sujet de la Bretagne venaient de ce que l'infante Isabelle descendait de l'aînée des filles de Henri II. Gachard, *les Bibliothèques de Madrid et de l'Escurial*, 1875, p. 140-141, et Carné, ouvr. cité, p. 6 à 8.

(3) Lettre à Bardin, 8 novembre 1589. Lepage, p. 253.

(4) *Ibid.*

(5) V. plus bas, p. 266.

(6) Ce sont précisément les territoires indiqués par Mendoza dans sa lettre citée plus haut, p. 191, n. 2. Dans une pièce s. d., de 1592 environ, concernant les prétentions des ducs de Lorraine, de Guise et de Nemours,

provinces, qui furent réclamées dans la suite, n'étaient-elles pas dues exclusivement comme héritage de Catherine; sans doute, une partie au moins en représentaient les arrérages de la dot de Claude de France, qui n'était pas encore payée à la mort de Henri III, et pour laquelle le duc s'adressait au prévôt des marchands et aux échevins de Paris ⁽¹⁾.

Il semble même que Charles III ait fait davantage encore. Non content de réclamer sa part de l'héritage des Valois, il paraît avoir revendiqué tous les droits émis jadis par la maison de Lorraine, en particulier sur la Provence ⁽²⁾. Il était depuis longtemps en relations avec la noblesse de cette province, et surtout avec le comte de Sault ⁽³⁾, François-Louis d'Agoult-Montauban, qui jouait un rôle considérable dans les affaires du comté ⁽⁴⁾. C'était un ardent ligueur, comme son frère, le baron de Saint-André, qui mourut à Arques, chamarré de croix de Lorraine ⁽⁵⁾, et comme son beau-frère, Hubert de la Garde, sieur de Vins,

on lit, après avoir parlé de la « juste et légitime pretention qu'a la maison de Lorraine sur la Provence » : « Tambien devea saber (el duque de Lorena) que satisfaccion se pretende dar á sus hijos, por los derechos que han adquirido por causa de la Duquesa defunta, su Madre, sobre el Ducado de Bretagne y Condado de Bloys. » Arch. des Aff. étr., Espagne 330, fol. 57. — De plus, Catherine de Médicis possédait en propre l'Auvergne et le Lauragais. V. plus bas, p. 271.

(1) Lettre à Bardin, Leclerc, Pogges et Bymont « touchant les poursuites que leur font les créanciers du duc », 8 octobre 1589. Lepage, p. 222.

(2) Nous devons remercier ici M. F. Arnaud, ancien notaire, auteur d'une *Histoire de la vallée de Barcelonnette*, et M. l'abbé Pellissier, aumônier du Collège de Barcelonnette, qui ont bien voulu nous prêter sur la Provence les ouvrages de leur bibliothèque.

(3) Le 3 mars 1584, 10 écus sols sont « délivrés aux serviteurs du sieur Comte de Sault... pour avoir présenté de la part dudit sieur Comte plusieurs paillemailles anchois d huylle a Son Altesse. » Arch. de M.-et-M., B. 1201, fol. 330.

(4) C'est à lui, « le caméléon de la Ligue » (L'Estoile, t. II, p. 225), et son beau-frère, de Vins, que Henri III pensait s'adresser en 1584 pour « remédier » aux affaires de la Provence. Lettre de Duplessis-Mornay (*Mém.*, t. I, p. 313 et 317, et *Mém. de la Ligue*, t. I, p. 570 et 572), du 9 mars 1584.

(5) *Mém.* cités du duc d'Angoulême, p. 80. Cf. Bouillé, t. III, p. 413.

baron de Forcalquier, chaud partisan du Balafré⁽¹⁾. Il avait épousé en 1578 une Lorraine, Christine d'Aguerre, fille de Claude, baron de Vienne et maréchal du Barrois⁽²⁾, veuve d'Antoine de Blanchefort-Créqui, prince de Poix. La comtesse de Sault était une « femme d'un très haut cœur et d'un esprit sublime » qui, après la mort de son second mari, survenue en 1586, s'était « acquis tant de pouvoir et d'autorité » grâce à son caractère et à ses relations de famille, qu'elle allait « gouverner tout le Parlement et toute la Provence... non comme comtesse de Sault, mais comme si elle eût été Comtesse de Provence⁽³⁾. » Depuis les Barri-cades, elle intriguait à Aix avec son beau-frère, M. de Vins; après l'assassinat des Guises, profitant de l'affection des Provençaux pour la maison de Lorraine, ils firent reconnaître la Ligue dans la capitale de la province⁽⁴⁾ et, après la mort de Henri III, réclamèrent le secours du duc de Savoie « à condition que la Provence demeurerait sous l'obéissance du roi très chrestien. » Ils firent part de cette résolution à Mayenne⁽⁵⁾.

Dès qu'il eût appris ces menées, sans doute par le grand-maitre, Jean de Lenoncourt, qui revenait de Toscane, Charles III s'empessa de renvoyer celui-ci en Pro-

(1) Bouché, *L'histoire chronologique de Provence*, 1736, t. II, p. 687, et Fabre, *Histoire de Provence*, 1834, t. III, p. 238.

(2) Lepage, p. 222, note. Cf. *Mém. de Nevers*, t. II, p. 69. Fabre, t. III, p. 302, lui donna à tort une origine bourguignonne.

(3) Bouché, t. II, p. 736-737. Cf. Papon, *Histoire de Provence*, 1786, t. IV, p. 286, et Fabre, t. III, p. 302 et 310.

(4) Bouché, t. II, p. 703-704, 715, 718 et 729. — D'après les *Mém. de Nevers*, l. c., elle avait poussé M. de Villars, gouverneur du Havre, à adhérer à la Ligue.

(5) Fabre, t. III, p. 292. D'après Mauroy, *Discours de la vie et faits heroïques de Monsieur de la Vallette, Admiral de France*, Metz, 1624, in-4°, p. 164, les Etats de Provence se donnaient à Charles-Emmanuel « puisque les Lorrains ses princes naturels ont eu si peu de cœur et de soin pour les recevoir. » Cf. Ranke, p. 451 (trad. II, 153). La comtesse de Sault paraît en avoir informé Charles III un peu plus tard. Instructions à Lenoncourt, 11 octobre 1589. Lepage, p. 222-223.

vence, où il avait été quelques mois auparavant, à la suite de Christine de Lorraine ⁽¹⁾. Charles III s'exprimait, dans sa procuration, en des termes prouvant qu'il revendiquait la province comme un héritage de sa famille : « Comme nous soions deument informez des vexations et molestes que recoivent les estatz... du Comté de Provence.... Et... qu'aions tousiours eu en singuliere recommandation leur bon repos et conservation pour l'affection particuliere que nous et nos predecesseurs Comtes de prouence leur auons porté et portons », disait-il, il envoyait Lenoncourt « pour traicter et conferer avec les depputez dudict Comté de Provence des moiens les plus propres et convenables pour conserver cette province ⁽²⁾ »; peut-être songeait-il déjà à envoyer, pour les soutenir, le comte de Vaudémont, comme il avait fait pour le marquis du Pont à Paris ⁽³⁾. Il semble même que cette action eût été déjà concertée avec le grand-duc de Toscane ⁽⁴⁾.

Cette intervention en Provence devait être soutenue par une autre dans le Dauphiné. Là, le duc de Lorraine ne pouvait invoquer de droit; mais il voulait sans doute y faire pièce au Savoyard ⁽⁵⁾ qui, pour fonder un « royaume des

(1) Christine, passant par la Provence en avril 1589 pour s'embarquer vers la Toscane, avait vainement essayé de ramener au parti du roi de Vins et les Ligueurs provençaux. Bouché, t. II, p. 714; Fabre, t. III, p. 279.

(2) Procuration sur M. de Lenoncourt, 12 septembre 1589. Arch. de M.-et-M., B. 58, fol. 258 et v°.

(3) C'est sans doute dans ce but qu'il voulait envoyer en Italie son second fils au lieu du troisième. Rucellai à Schomberg, 11 novembre 1589. Von Bezold, t. III, p. 243.

(4) D'après Galluzzi, t. V, p. 57, Ferdinand de Médicis, qui devait se prévaloir des droits de Charles III « pour conquérir la Provence », continua, en 1589, à « secourir Marseille au nom du duc de Lorraine. »

(5) Malgré leurs rapports déjà vus plus haut (p. 184, n. 4), et qui devaient continuer après la mort de Henri III (le 15 septembre 1589, Charles III envoyait un messenger à Charles-Emmanuel. Arch. de M.-et-M., B. 1221, fol. 102 v°), les deux ducs étaient naturellement jaloux l'un de l'autre comme rivaux à la couronne. L'Epinois, ouvr. cité, p. 359 (*R. des Quest. hist.*, t. XXX, p. 468).

Allobroges », convoitait Grenoble, alors que le Parlement de cette ville aimait mieux « se donner au diable qu'à lui⁽¹⁾. » Charles III avait évidemment projeté depuis quelque temps déjà une action en Dauphiné. Le jour même où il apprit la mort de Henri III, il envoya un de ses gentilshommes servants, M. de la Tour, « à Lyon et de Lyon en Provence⁽²⁾. » Ce personnage — originaire peut-être de La Tour-du-Pin — était le neveu de M. de Pelou, gouverneur d'Annonay dans le Lyonnais, qui agissait pour le duc dans le Dauphiné⁽³⁾, secondé par un écuyer d'écurie, sans doute aussi originaire de ce pays, M. d'Iseron⁽⁴⁾, et par l'abbé de Saint-Pierre⁽⁵⁾. Grâce à leurs efforts combinés, « Messieurs du Parlement de Grenoble et Estatz du pays⁽⁶⁾ » réclamèrent le secours du Lorrain et 10.000 écus par mois, en promettant d'en fournir autant pour lutter contre les protestants; mais il fallait promptement agir, de peur que les Dauphinois n'eussent recours au duc de Savoie, comme avaient fait les Provençaux. Charles III y consentait volontiers; toutefois son action était subordonnée à deux conditions : l'argent nécessaire et le consentement de Mayenne. Ce consentement, le duc espérait l'obtenir en expliquant au lieutenant-général de la Ligue qu'on s'adressait à lui comme à un prince très catholique, qui assiste comme chacun sait, de tous ses moyens et forces le parti de cette cause. » Restait l'argent. Lenoncourt était chargé

(1) Forneron, *Philippe II*, t. IV, p. 16.

(2) Mandement du 9 août 1589. Arch. citées, fol. 92. — Le 12 décembre 1589, Charles III l'envoyait à Paris vers Mayenne, les Seize et le Légat pour leur rendre compte de sa victoire de Battenheim. Lepage, p. 273 et 275-276.

(3) Lettre à M. de Pelou, du 18 octobre 1589, Lepage, p. 229 et 231 ss. V. sur lui *Histoire du Languedoc*, t. V, p. 357, et *Preuves*, p. 248.

(4) Lettre à M. d'Iseron, 19 octobre 1589. *Id.*, p. 234-235. — Le 16 février 1584, le duc jouait à la paume avec M. d'Iseron. Arch. de M.-et-M., B. 1201, fol. 169.

(5) Lepage, p. 230-231.

(6) Lettre à M. de Pelou, citée, p. 230.

de demander au grand-duc une avance de 200.000 écus, en lui remontrant « que de la négociation du Dauphiné dépend celle de la Provence pour estre les deux provinces proches et contigües et qui ne peuvent se passer de leurs conserves réciproques. » L'envoyé lorrain devait même demander à Christine d'employer son crédit auprès du colonel Alphonse, qu'elle avait connu à Paris, et qui voulait attaquer la ville de Grenoble, pour le « disposer à suivre la fortune de S. A. ⁽¹⁾. » Ce n'était pas tout. Lenoncourt était encore chargé de négocier à Florence et au besoin à Rome la réconciliation du duc de Lorraine avec Montmorency, gouverneur du Languedoc, et son entrée dans la Ligue : déjà Pelou avait été chargé d'aller trouver le maréchal, d'invoquer l'ancienne amitié de Charles III, son « alliance... à la couronne de France » et la protection qu'il avait donnée à Christine, lors de son départ pour l'Italie ⁽²⁾.

Que résulta-t-il de toutes ces négociations ? Evidemment très peu de chose ⁽³⁾, puisque Lenoncourt n'obtint pas à Florence la somme dont il avait besoin pour agir ⁽⁴⁾. Cependant le duc de Lorraine reprit sa tentative l'année suivante. Un de ses secrétaires arriva, le 15 avril 1590 semble-t-il, à Arles où le lieutenant Pierre Biord, maître de la ville, appuyait le parti lorrain. L'envoyé de Charles III était chargé « d'offrir à la Provence son secours et l'assistance de ses armes, sous le commandement du comte de Vaudemont, son fils, si elle en avait besoin ; comme encore d'un Commandant, personnage d'autorité pour toutes ses

(1) Instruction à Lenoncourt, du 11 octobre 1589. Lepage, p. 223-225. Il s'agit, croyons-nous, non d'Alphonse Sforce, mais d'Alphonse Corse, cité dans *l'Histoire générale du Dauphiné*, de Chorier, t. II, p. 736.

(2) Lettre citée, p. 231-234.

(3) Le 26 novembre 1589, M. de Carelle, commissaire-général des guerres de Provence, reçut à Nancy 100 écus « pour aller de ce lieu à Paris trouver Monseigneur le Duc du Mayne. » Arch. de M.-et-M., B. 1221, fol. 121.

(4) Cf. plus loin, p. 210, n. 2.

troupes ⁽¹⁾. » Le duc de Lorraine était soutenu par le comte de Carces, Gaspard de Pontevès, fils de l'ancien lieutenant du Roi en Provence et cousin germain de la comtesse de Sault, jaloux de voir celle-ci maîtresse d'Aix et de presque toute la Provence depuis la mort de M. de Vins, survenue à la fin de 1589, et désireux de l'empêcher de s'emparer d'Arles ⁽²⁾.

Quel était ce secrétaire du duc ? Peut-être Lenoncourt lui-même, qui revenait alors de Florence ⁽³⁾, car nous ne connaissons personne qui, à cette époque, ait été envoyé de Lorraine en Provence. Nous ignorons de même si cette nouvelle tentative eut plus de succès que la précédente. Cependant il est certain que les négociations continuèrent avec les Arlésiens ⁽⁴⁾ et que, l'année suivante, après que l'ambassadeur lorrain Bardin eût passé en Provence pour se rendre en Espagne, où il devait protester contre l'occupation de la Provence par le gendre du roi catholique, au mépris de la maison de Lorraine ⁽⁵⁾, Carces mettait à la disposition de Charles III « la ville d'Arles et la plupart de la noblesse de ce pais la moyennant quelque huit mil

1) Bouché, t. II, p. 738. Cf. Fabre, t. III, p. 370, avec la date du 15 mars 1590, Papon, t. IV, p. 291, sans date précise, et Mauroy, p. 167.

(2) *Ibid.* D'après Galluzzi, t. V, p. 76 et 82, Carces était soutenu par le grand-duc de Toscane contre le duc de Savoie ; d'après Mauroy, p. 161, il s'adressait aussi au Pape. Carces était surtout dévoué à Mayenne (Gaufridi, *Histoire de Provence*, 1694, t. I, p. 690) à qui il annonçait, le 12 juillet 1590, que la comtesse de Sault avait été chassée de Marseille (Arch. des Aff. étr., Espagne 326, fol. 121-122) et dont il allait devenir le gendre (Legré, *La Ligue en Provence*, 1867, p. 173).

(3) V. plus bas, p. 210, n. 1.

(4) Le 14 décembre 1590, un messager à pied d'Arles avait apporté des « lettres à Son Altesse depuis ledit Arles » jusqu'à Nancy. Arch. de M.-et-M., B. 1226, fol. 284. — Dans l'intervalle, en août 1590, M. de la Croix avait été « envoyé en ambassade » vers Charles III, « de la part de monsieur le duc de Savoye », nous ne savons à quelle occasion. *Id.*, B. 1223, fol. 161.

(5) Raulich, ouvr. cité, t. II, p. 209 et 211, d'après les dépêches des ambassadeurs vénitiens en Espagne de mai et juin 1591.

escus en attendant de faire mieulx ⁽¹⁾. » Charles III comptait se servir des 100.000 écus qui lui étaient alors donnés par Philippe II ⁽²⁾; mais il paraît douteux qu'il le fit. Il semble bien aussi que le duc de Lorraine devait s'entendre avec son gendre, Ferdinand de Médicis, pour les affaires de Provence ⁽³⁾, et que ce fut à cette occasion que le grand-duc, qui voulait empêcher le roi d'Espagne de s'emparer de Marseille ⁽⁴⁾, mit garnison au château d'If; malheureusement le rôle de la Toscane dans cette affaire est très obscur ⁽⁵⁾, et celui de Charles III en Provence et dans le Midi nous échappe à peu près complètement à

(1) Minute anonyme, Nancy, 27 juin 1591. Bibl. nat., Coll. Dupuy, t. 582, fol. 30. Ce même jour, à Nancy, un cheval était donné à « un gentilhomme de Monsieur le Comte de Cars. » Arch. de M.-et-M., B. 1226, fol. 294 v°.

(2) V. plus loin, p. 220.

(3) Tassis à Philippe II, 14 mai 1592. Arch. des Aff. étr., Espagne 328, fol. 170, où on lit : « Le grand duc a fait venir de Rome Desportes pour traiter les affaires de Provence et a offert de secourir l'Union d'une grande somme de deniers si le duc du Maine donne la charge de cette province à Monseigneur de Vaudémont, son cousin.... En même temps que le Grand-Duc traitait cette affaire avec Desportes, sont venues des personnes expresses de Provence et du duc de Lorraine pour négocier la même chose avec Mayenne; mais il leur a répondu par des généralités, remettant la chose à un autre temps. »

(4) Sur l'importance de Marseille pour Philippe II, v. lettre du 9 avril 1590 dans Von Bezold, t. III, p. 499.

(5) D'après Galluzzi, t. V, p. 106-109, le gouverneur du château d'If, Beausset, « créature de la maison de Lorraine et par conséquent attaché à la Ligue », et qui avait accompagné jadis Christine à Florence, sentant que « la Ligue et le Duc de Lorraine ne pouvaient lui donner de secours » et désireux d'empêcher le duc de Savoie et les Espagnols de s'en emparer, s'adressa à Ferdinand de Toscane. Celui-ci « fit demander par le duc de Lorraine et par les chefs de la Ligue le secours que le Grand-Duc était prêt à fournir et que Beausset fut chargé de solliciter, sous prétexte de conserver à la maison de Lorraine les droits qu'elle avait sur la Provence. Tout devait paraître l'œuvre de la Grande-Duchesse et se faire en son aveu » évidemment pour garantir la partie de sa dot due par Henri III et qui n'avait pas été payée (*Id.*, p. 81); mais le gouverneur s'engageait à conserver le château au futur roi de France. Il est dit plus loin (p. 111-112) que Ferdinand représenta à Philippe II « qu'étant si étroitement lié avec la Maison de Lorraine, il ne pouvait refuser cette faveur » à Charles III et « s'opposer aux droits incontestables que la Maison de Lorraine avait sur la Provence. » Enfin (p. 129) : Les ducs de Lorraine et du Maine firent

partir de 1591 où le duc de Savoie lui-même dut évacuer le Dauphiné et la Provence ⁽¹⁾. Il est permis de croire que le Lorrain, qui avait tant à faire auprès des souverains étrangers et des princes français, ne chercha plus à agir de ce côté-là ⁽²⁾.

remercier le gouverneur du château d'avoir accepté le secours et prouvèrent à Philippe que rien ne s'était fait que de leur demande dans cette affaire. » — Au contraire, d'après les historiens provençaux, Bouché, t. II, p. 826-827, et Fabre, t. III, p. 425-426, le grand-duc, allié de Henri IV, aurait occupé le château d'If uniquement pour le garder au roi de France.

(1) Le bâtard de Savoie fut vaincu à Pontcharra par Lesdiguières le 16 octobre 1591 et le duc à Vinon par la Valette, le 14 décembre. *Actes et correspondance du connétable de Lesdiguières*, 1884, t. IV, p. 627-632. Cf. Dufayard, *Le connétable de Lesdiguières*, thèse, 1892, p. 126-139.

(2) Le 12 février 1592, 50 fr. sont donnés à un trompette de Charles III « pour un voyage a luy ordonné faire vers Monsieur le Baron daix la part ou il sera »; le 25 avril, 25 écus sont octroyés « au sieur Desdier assesseur de Marseille... pour luy ayder aux despens qu'il lui convient faire sen retournant audict Marseille »; le 7 juin, 30 écus accordés « au sieur de Sisoyne... pour luy aider à faire un voyage en Provence pour le service de l'Union. » Arch. de M.-et-M., B. 1227, fol. 378 v^o, 389 v^o et 359. — Notons encore un projet de mariage entre une des filles de Charles III et le fils du connétable de Montmorency, négocié par l'entremise de Vêrac (v. plus loin, p. 246, n. 5), signalé par de Maisse, lettre à Henri IV, 20 juin 1592. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 369, fol. 236 v^o, et qui n'aboutit pas.

VII

Charles III et les souverains étrangers.

Lenoncourt n'était pas seulement envoyé en Italie vers le grand-duc de Toscane; il devait pousser jusqu'à Rome. De graves intérêts politiques et religieux y appelaient l'ambassadeur lorrain. La Ligue avait, il est vrai, un roi; mais l'âge et les infirmités de Charles X permettaient d'espérer que sa succession ne tarderait pas à s'ouvrir et il était bon pour le duc de Lorraine de s'assurer le consentement du Pape à ses prétentions. De plus, Charles III avait besoin d'argent pour défendre son duché et étendre son action au dehors, et à qui pouvait-il mieux s'adresser qu'au chef suprême des catholiques? Enfin il rêvait l'indépendance des Trois-Evêchés qu'il possédait soit directement, soit au point de vue spirituel par l'évêque de Metz, et il était temps pour lui de reprendre l'ancien projet de nommer son dernier fils cardinal ⁽¹⁾.

Tel était le triple objet de l'ambassade de Lenoncourt. Il devait essayer de contrebalancer auprès du Pape l'influence de M. de Diou, envoyé de Mayenne ⁽²⁾. Sa mission officielle était de réclamer des secours en faveur du duc de Lorraine, menacé d'une invasion des protestants allemands ⁽³⁾; sa charge secrète d'appuyer auprès de Sixte-

(1) Cf. plus haut, p. 69, n. 3.

(2) Bouillé, t. III, p. 404-405.

(3) Lettre de Nicollini, 11 septembre 1589. *Négoc. avec la Toscane*, t. V, p. 69. Cf. lettre de Charles III au comte palatin Jean, 17 novembre. Von Bezold, t. III, p. 250.

Quint la candidature de Charles III ou du marquis du Pont, déjà recommandée par le grand-duc ⁽¹⁾. Si l'on en croyait l'ambassadeur de Toscane à Rome, Nicollini, Lenoncourt aurait réussi dans ce projet : « le Pape était résolu d'aider Lorraine, le père ou le fils, selon qu'il serait plus facile, pour arriver à la couronne de France, de la manière qu'il jugerait la meilleure » ; il devait s'entendre là-dessus avec Philippe II ⁽²⁾. D'après le même ambassadeur, Sixte-Quint, poussé par Lenoncourt, aurait même proposé à M. de Diou de nommer roi le marquis du Pont ⁽³⁾. Ainsi Henri de Lorraine, protégé à la fois par le grand-duc et par le Pape, n'aurait plus eu à compter qu'avec l'Espagne et les Ligueurs de France !

La partie eût été vraiment trop belle pour le duc et nous devons douter de l'exactitude du témoignage florentin. Il semble, en effet, étrange que Sixte-Quint, qui jusque-là était assez perplexe, se fût tout à coup dérobé à son attitude politique, au point de conseiller à l'envoyé même du duc de Mayenne la candidature du chef de la maison de Lorraine. Bien plus, il est certain que Nicollini était souvent partial dans ses opinions : le Pape lui reprochait de ne songer qu'à l'Italie, et non au bien général de la chrétienté ⁽⁴⁾. On peut voir, par suite, dans le récit de l'ambassadeur toscan l'expression de ses désirs : il aurait aimé voir nommer roi de France le beau-père ou le beau-frère de son maître et, sachant Lenoncourt bien accueilli de Sixte-Quint, il put croire la chose à moitié réalisée. Il semble bien, d'ailleurs, que le Pontife eût été volontiers porté en

(1) « Lotharingus etiamnunc de Galli regno sibi pontificem intercessore Florentino sollicitat. » Lettre de Venise, 1^{er} septembre 1589. *Id.*, p. 217. Cf. Olivarès à Philippe II, 3 janvier 1590. Arch. des Aff. étr. Espagne 328, fol. 59.

(2) Lettre du 25 octobre 1589. *Négoc. avec la Toscane*, t. V, p. 69.

(3) Lettre du 5 novembre 1589. *Id.*, p. 71.

(4) Hübner, t. II, p. 230.

faveur de Charles III, chef de la maison de Lorraine et de son fils ⁽¹⁾; mais, au fond, il ne les favorisait pas plus qu'aucun autre prince ligueur. Toute candidature catholique, « Savoie, Lorraine et peut-être même Maine » lui était égale ⁽²⁾ et il n'avait aucune raison pour ne pas bien accueillir la royauté de Charles X: peut-être qu'à Mayenne Sixte-Quint eût préféré le duc de Lorraine comme successeur du cardinal de Bourbon, c'est tout ce que nous pouvons concéder à Nicollini ⁽³⁾.

On peut se demander, de plus, si le grand-duc de Toscane appuyait la candidature de son beau-père auprès du Pape aussi vigoureusement que son ambassadeur. Certes, Ferdinand de Médicis eût été heureux de se voir proche parent d'un roi de France; mais peut-être l'habile italien ne se faisait-il pas illusion sur les chances du duc de Lorraine. Il était trop politique pour ne pas comprendre la supériorité de la position de Henri IV, son allié, déjà proclamé roi, et la valeur de son génie; Christine de Lorraine elle-même, formée à l'école de Catherine de Médicis et qui attribuait à la Ligue la mort des Guises et de Henri III, n'était pas favorable aux projets de son père ⁽⁴⁾. Aussi, dès l'avènement du Béarnais, le grand-duc était-il entré en relations avec lui et, d'accord avec sa femme et Schomberg ⁽⁵⁾, essayait

(1) Cf. Olivarès à Philippe II, 1^{er} et 20 janvier 1590, disant que le Pape tient pour le cardinal de Vendôme ou le duc de Lorraine, et qu'il parle d'élire pour roi Charles III. Arch. des Aff. étr. citées, fol. 53 et 65.

(2) Dépêche de Venise du 30 septembre 1589, citée par Ranke, *Die römischer Papste in XVI^{ten} Jahrhundert*, t. II, p. 173, n. 1. Cf. plus bas, p. 211, n. 1.

(3) Encore cela peut-il paraître en contradiction avec la dépêche de mai 1589 citée plus haut, p. 176, n. 2.

(4) Rucellai à Schomberg, 11 novembre 1589. Von Bezold, t. III, p. 242.

(5) *Ibid.*, et Henri IV à de Maisse, 30 novembre 1589. Bibl. nat., fonds Colbert (V^e), t. 369, fol. 53. — Le rôle de Schomberg a été souvent aussi mal interprété que celui du grand-duc : d'après certain florentin, il aurait voulu favoriser la candidature de Charles III. Lettre du 17 septembre. Von Bezold, t. III, p. 223. En réalité, il essayait vis-à-vis du duc de Lorraine la même médiation que Ferdinand : lettres du 11 novembre citée et du 9 décembre. *Id.*, p. 257.

d'obtenir la neutralité de son beau-père. Au fond, comme Sixte-Quint, Ferdinand voulait voir à la tête de la France un prince fort, qui sût tenir tête au roi d'Espagne et pût, au besoin, maintenir contre lui l'indépendance de l'Italie ⁽¹⁾. La république de Venise était dans les mêmes dispositions. Le grand-duc et elle envisageaient de la même façon la candidature de Charles III : tous deux l'eussent soutenue si elle avait été encouragée par le Pape ⁽²⁾.

Cependant, si Lenoncourt avait échoué dans sa seconde tentative, il avait réussi dans la dernière. A l'instigation de la grande-duchesse de Toscane ⁽³⁾ et peut-être de Philippe II ⁽⁴⁾, il avait obtenu pour l'évêque de Metz le chapeau de cardinal ⁽⁵⁾. Désormais le plus important des Trois-Evêchés avait à sa tête un prince de l'Eglise et le nouveau cardinal de Lorraine pouvait être l'utile auxiliaire de la politique de son père dans le duché et en Allemagne. Cependant l'ambassadeur n'avait pas obtenu satisfaction sur le premier point. En vain il avait montré au Pape combien la Lorraine, route obligée des secours protestants qu'appelait Henri IV, était menacée par l'Allemagne et combien, avec une cinquantaine de milliers d'écus par mois, il eût été facile de

(1) Ranke, *Franz. Gesch.*, p. 495 (trad. II, 261).

(2) Olivares à Philippe II, 17 août 1589. Bibl. nat., fonds Colbert (V^e), t. 33, fol. 274 v^o à 276. Cf. dépêche de l'ambassadeur florentin de janvier 1590. *Négoc. avec la Toscane*, t. V, p. 75.

(3) Lettre de Rucellai citée, 11 novembre 1589. Von Bezold, t. III, p. 243.

(4) Voir plus bas. p. 213, n. 2

(5) Il fut apporté à Nancy par Decio Cavenago, camérier de Sixte-Quint. Benoit Picard, *Supplément à l'hist. de la maison de Lorraine*, 1^{re} partie, p. 171. Dès le 28 décembre 1589, un courrier du duc de Savoie recevait 40 écus pistolets d'Espagne pour avoir apporté à Charles III des lettres « par lesquelles il l'avertit de la promotion de Monseigneur l'évesque de Metz au Cardinalat. » Arch. de M.-et-M., B. 1221, fol. 195. Le bref apporté par le camérier au nouveau cardinal est daté du 6 janvier 1590; celui qui lui notifie sa nouvelle dignité est du 15. Bibl. nat., Coll. de Lorraine, t. 30, fol. 66 et 75, originaux. Charles III donna deux chaînes d'or d'une valeur de 630 écus au nonce qui apporta le chapeau et le fit reconduire jusqu'à Luxeuil. Arch. citées, B. 1217. fol. 368 et 392 v^o.

conjuré ce péril en entretenant « une petite armée de 2.000 chevaux et de 6.000 fantassins », en vain il avait prouvé que cette armée eût pu agir non seulement en France, mais encore en Allemagne, d'accord avec les trois électeurs ecclésiastiques « pour rendre le pays plus libre jusqu'au Rhin ⁽¹⁾ », Sixte-Quint ne s'était pas laissé convaincre par cette extension de la Ligue et avait gardé son argent. Charles III n'avait pu également rien obtenir du grand-duc ⁽²⁾ et, réduit à ses ressources et à ce qu'il avait pu emprunter au duc de Bavière ⁽³⁾, ne put agir dans le Midi de la France ⁽⁴⁾.

M. de Diou avait été un peu plus heureux. Venu pour demander au Pape un secours de 500.000 écus et l'envoi d'un nouveau Légat, il s'était vu accorder celui-ci avec 100.000 ducats pour distribuer aux Ligueurs ⁽⁵⁾. Le cardinal Caietani, nommé Légat par Sixte-Quint le 25 septembre 1589, avait pour mission politique de grouper ensemble tous les catholiques et d'obliger Henri IV à se convertir ⁽⁶⁾.

(1) L'Epinois, ouvr. cité, p. 350-351. Charles III pensait former une ligue avec les électeurs ecclésiastiques pour « tenir la bride à Casimir. » On avait vent de ce projet en Allemagne, car dans l'automne de 1589, un pamphlet, fabriqué à Strasbourg ou dans le Palatinat, y courait contre lui. Von Bezold, ouvr. cité, t. III, n° 220, p. 222, et surtout du même : *Nuntiaturreicht am Deutschland* (*Göttingische Gelehrte Anzeigen*, juillet 1900), p. 540. Droysen, *Geschichte der Preussischen Politik*, t. II, p. 504, a donné un extrait de cette pièce.

(2) De Maisse à Henri IV, 15 mars 1590. Bibl. nat., fonds Colbert (V°), t. 369, fol. 58 v°.

(3) Instruction à Louis Henry, envoyé au duc de Bavière, 11 septembre 1589. Lepage, p. 193 ss. et 219 note. — 60.000 florins à 3 bâts, soit 150.000 fr. furent prêtés par le duc Guillaume III à son beau-frère Charles III, « pour subvenir à ses affaires de guerre, Et ce pour le temps de deux ans à compter du » 16 février 1590. Arch. de M.-et-M., B. 1217, fol. 121. Cf. Lepage, p. 217, note, qui indique tous les « deniers extraordinaires » empruntés ou levés en 1589.

(4) D'après une lettre de Venise, du 6 janvier 1590, Charles III aurait de nouveau réclamé des secours au grand-duc au commencement de cette année. Von Bezold, t. III, p. 269. Ce fut évidemment sans plus de succès.

(5) L'Epinois, ouvr. cité, p. 352 (*R. des quest. hist.*, t. XXX, p. 465).

(6) *Id.*, art. cité, p. 460. Cf. Hübner, t. II, p. 231.

Il devait voir en route les ducs de Toscane et de Savoie et, arrivé en France, s'adresser à Mayenne, examiner si le cardinal de Bourbon était vraiment reconnu de tous les Ligueurs et rechercher quelles étaient les tendances du duc de Lorraine. En cas de mort de Charles X, il ferait élire un roi catholique ⁽¹⁾. C'était un grand avantage pour le cardinal de Bourbon et son lieutenant, Mayenne, que l'envoi de Caietani. Aussi Charles III essaya-t-il d'en profiter en devançant ses rivaux.

Dès qu'il eût appris le départ du Légat, il envoya au-devant de lui à Lyon le protonotaire de Lenoncourt, frère de l'ambassadeur, pour le féliciter de son arrivée ⁽²⁾; bientôt le princier de Metz, Antoine Fournier, rejoignit Caietani ⁽³⁾. Il devait rappeler ce que le duc de Lorraine avait fait pour la cause catholique, demander pour lui un subside, offrir ses services, en particulier proposer de protéger le Légat en le faisant passer par la Lorraine ⁽⁴⁾. Caietani, craignant de paraître partial en faveur d'un prétendant, ne se laissa pas gagner, mais accepta une escorte qui, sous la conduite de Saint-Paul, devait le conduire à Paris ⁽⁵⁾. Le princier l'accompagnait ⁽⁶⁾. Sixte-Quint loua le zèle de Charles III dans un bréf et lui envoya un morceau de la vraie croix ⁽⁷⁾; mais ce fut tout ce que le duc obtint de lui.

Il essaya de se rattraper sur le roi d'Espagne. Au début de l'année 1590, Charles III avait de plus en plus besoin

(1) L'Epinois, ouvr., p. 352-354 (art., p. 465-466). Ces instructions prouvent nettement que Sixte-Quint ne se prononçait pas en faveur de Charles III.

(2) Lettres des 6 et 7 novembre 1590, Lepage, p. 248 ss. Le 27, Lenoncourt, prieur de Lay, recevait 24 écus pour être allé « à Lyon trouver le Légat du Pape de l'ordonnance de Son Altesse ». Arch. de M.-et-M. B. 1221, fol. 121 v^o.

(3) Lettre du 19 novembre 1590. Lepage, p. 262-263.

(4) L'Epinois, ouvr., p. 373 (art., p. 478).

(5) *Id.*, p. 373-374 (art., p. 478 sq.). Cf. *Mém. de la Ligue*, t. IV, p. 200, et Tortora, t. III, p. 25.

(6) Lettres des 1^{er} et 29 décembre 1590. Lepage, p. 267 et 288.

(7) L'Epinois, ouvr., p. 373 (art., p. 478).

d'argent et de secours. Il venait, il est vrai, de battre en Alsace (5-7 décembre 1589) l'armée allemande qui se préparait à venir à travers la Lorraine au secours de Henri IV; mais cet acte d'hostilité avait exaspéré le roi, qui lui avait suscité la guerre dans son propre duché en déchainant contre lui la ville de Metz ⁽¹⁾. Le duc avait dû lever de nouveaux impôts ⁽²⁾, renforcer son armée ⁽³⁾ et avait failli un moment perdre Pont-à-Mousson. Mais les Messins, affaiblis par leurs propres succès, durent disperser leurs forces et Charles III s'empara de Marsal. Alors la position avait changé, le Lorrain put un moment bloquer Metz; mais, affaibli à son tour, il dut lever le siège et signer avec ses ennemis la trêve de Novéant (28 septembre 1590). Il ne quittait, d'ailleurs, les bords de la Moselle que pour aller combattre sur les frontières de la Champagne ⁽⁴⁾.

Dès qu'il avait appris la mort de Henri III, le duc de Lorraine, écrivant à Philippe II pour l'avertir de l'envoi du marquis du Pont en France, laissait entendre au roi catholique tout ce qu'il attendait de « son autorité, son assistance et moiens » et parlait de lui adresser un messenger plus précis ⁽⁵⁾. Un mois plus tard ⁽⁶⁾, le conseiller d'Etat

(1) Cf. notre article *Les Relations de Henri IV avec les ducs de Lorraine*. *Ann. de l'Est*, t. XIV (1900), p. 437-438.

(2) Résolutions des Etats généraux des 6 et 12 février 1590. Arch. de M.-et-M., B. 684, fol. 43 et 51. Cf. François de Neufchâteau, t. I, p. 36, et Digot, t. IV, p. 263.

(3) Nomination d'un trésorier-général extraordinaire des guerres, 1^{er} mars 1590. Arch. citées, B. 59, fol. 53 (et nombreuses nominations d'officiers dans le même registre). Cf. Lepage, *Institut. militaires*, p. 284, et Digot, *Hist. de Lorraine*, t. V, p. 271.

(4) Art. cité, *Ann. de l'Est*, t. XIV, p. 438.

(5) Lettre du 11 août 1589. Lepage, p. 162-163.

(6) Charles III venait, à ce moment, de « signifier sa grande nécessité d'argent au duc de Parme », comme celui-ci l'écrivait au roi, le 13 septembre 1589. Arch. des Aff. étr., Espagne 324, fol. 12. — Chastenoy paraît avoir été envoyé dès le 9 septembre. Arch. de M.-et-M., B. 1221, fol. 96. Les minutes non datées des lettres que Charles III écrivit alors à Philippe II et à ses ambassadeurs à Paris sont à la Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 582, fol. 28-29.

Georges de Chastenoy était chargé d'aller retracer au souverain espagnol tout ce que son maître avait fait pour la Ligue depuis la prise d'armes de 1585, de lui réclamer des secours comme « le premier, le plus digne et le plus puissant protecteur de cette Sainte cause » et à titre de parent, enfin de lui demander l'exécution du traité de subsides conclu par Moreo l'année précédente ⁽¹⁾. Philippe II ne se pressa pas de répondre et Charles III n'osa peut-être pas lui rappeler directement sa demande ⁽²⁾. Ce fut la défaite des Ligueurs à Ivry (14 mars 1590) qui décida le roi à s'exécuter. Cette défaite était indirectement due au duc de Lorraine, en partie tout au moins, puisque les troupes qu'il avait fournies à Mayenne après l'expédition d'Alsace avaient refusé de donner ⁽³⁾; elle avait tellement découragé Charles III, attaqué alors en Lorraine par les Messins, qu'on craignait qu'il « ne s'arrangeât avec le vainqueur. » Aussi Philippe II, pour l'en détourner, se décida-t-il à lui fournir de l'argent ⁽⁴⁾. « Considérant combien le duc de Lorraine était un membre important de la Ligue et du parti catholique », il lui fit verser 100.000 écus en deux fois, envoya un de ses ambassadeurs de France à Nancy le

(1) Instructions à Chastenoy, 14 septembre 1589. Lepage, p. 195-204. Cf. Dom Calmet, t. V, col. 826-827 (II, 1416-1418). Un peu plus tard, Charles III devait faire réclamer directement à Moreo. Lettre à de Maillane, 28 septembre. Lepage, p. 215.

(2) Il profita de la nomination du cardinal son fils pour remercier le roi, en termes emphatiques, de la part qu'il avait dû y prendre, mais ne réclama pas de secours. Lettre du 23 février 1590 citée par Forneron, *Philippe II*, t. IV, p. 92, note 5, d'après Arch. nat., K. 1573, n° 70.

(3) Forneron, ouvr. cité, t. IV, p. 25-26, notes, et l'Epinois, ouvr. cité, p. 412, note. Cf. Capeligue, t. V, p. 383; d'Aumale, *Histoire des princes de Condé*, t. II, p. 204, et *Mémoires de la Ligue*, t. II, p. 246-247, 253, 259 et 256-257, et t. V (*Satire Ménippée*), p. 489.

(4) Tomaso Contarini au doge, Madrid, 26 mai 1590. Hübner, t. III, p. 145. Cf. Moreo à D. M. Idiaquez, 11 avril. Arch. nat., K. 1574, n° 54; Moreo à Philippe II, 18 avril. Arch. des Aff. étr., Espagne 328, fol. 364. Dans cette dernière lettre, le commandeur dit que Charles III étant en grande extrémité à cause de la guerre de Metz et des menaces de Casimir « s'il

complimenter de sa part, lui et sa famille, « pour l'exciter à persévérer dans l'Union », lui offrit une compagnie d'hommes d'armes de Flandre et lui promit la toison d'or, s'il consentait à abandonner l'ordre du roi de France ⁽¹⁾. Chastenoy rapporta d'Espagne les 50.000 écus du premier versement ⁽²⁾ et le *veedor* général de Flandre, Jean-Baptiste de Tassis, vint à Nancy faire part au duc des propositions du roi; mais Charles III, tout en remerciant son beau-frère de l'offre de la compagnie et de l'honneur qu'il lui faisait en lui promettant la Toison, désira garder l'ordre français ⁽³⁾; aussi l'affaire n'aboutit pas.

Cependant le cardinal de Bourbon venait de mourir (9 mai 1590) et la couronne paraissait de nouveau s'offrir à l'ambition des chefs de la Ligue. Cet événement changea naturellement les dispositions de Philippe II et la situation de Charles III par rapport à lui. Dans les instructions qu'il envoyait à ses ambassadeurs de France un mois après, le souverain espagnol déclarait qu'on devait élire un roi catholique pris en dehors de la famille de Bourbon et tâcher de revendiquer les droits de l'infante Isabelle en combattant la loi salique; dans la maison de Lorraine, il acceptait

n'est secouru, il sera forcé d'avoir la paix. » Aussitôt après la bataille d'Ivry, Moreo était allé réclamer de l'argent à son maître pour les Ligueurs. Henri IV à Schomberg, Von Bezold, t. III, p. 759. Cf. Philippe II à Moreo, 20 mai 1590. Arch. nat., K. 1449, n° 127. — Il devait mourir bientôt, le 18 août 1590 (Forneron, *Philippe II*, t. IV, p. 52); le roi catholique parle de son décès dans une lettre à Tassis du 24 septembre 1590. *Ibid.*, n° 163.

(1) Philippe II à ses ambassadeurs en France, 3 mai 1590. Hübner, t. III, p. 417-421 (et II, 311). Cf. Philippe II à Tassis. Arch. nat., K. 1449, n° 155.

(2) Exactement 42.208 écus pistoles d'Espagne, faisant 198.036 fr. 8 gros. Arch. de M.-et-M., B. 1225, fol. 4.

(3) Tassis à Philippe II, 5 août 1590. Arch. des Aff. étr., Espagne 326, fol. 179 ss., et minute d'une instruction à Baretta, datée de Spa, juillet 1590. Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 582, fol. 32. Cf. Tassis à Philippe II, 20 septembre. Arch. nat., K. 1449, n° 162. — Peu après l'arrivée de Tassis, le 26 septembre 1590, on donnait 63 écus à un orfèvre de Nancy pour faire « trois medailles du commandement de Son Altesse Qu'elle a envoyé en Espagne. » Arch. de M.-et-M., B. 1223, fol. 361 v°.

comme un pis aller l'élection du marquis du Pont ou du duc de Guise, à condition que Mayenne gardât le second rang dans le royaume et la direction générale de l'armée. Le nouveau roi devait restituer Cambrai et s'engager à se marier conformément aux désirs de Philippe. Si le sort tombait sur le marquis du Pont, celui-ci ne pourrait « réunir à la couronne de France le duché de Lorraine », à cause de la situation de cet Etat entre les Pays-Bas et la Franche-Comté, qui pouvait permettre de barrer le passage aux troupes espagnoles. Philippe II pensait alors réclamer la Lorraine comme prix de ses services; s'il ne l'obtenait pas, il exigerait que le duché fût donné au comte de Vaudémont et à ses descendants, « sans pouvoir être réuni à la couronne de France. » Le candidat à la main de l'infante ne devait pas être connu encore ⁽¹⁾; ce n'était sans doute pas Henri de Lorraine, quoiqu'il semble que le roi catholique lui ait donné, comme à beaucoup d'autres, l'espoir d'épouser l'infante ⁽²⁾.

Mais l'action de l'Espagne ne suffisait plus, cette fois, pour donner un roi à la Ligue; il fallait encore l'appui de la Papauté. Et Sixte-Quint ne paraît pas avoir beaucoup favorisé le candidat lorrain. Si l'on en croyait encore Nicolini, le Pape aurait proposé à l'ambassadeur d'Espagne de nommer le duc de Lorraine ou le duc de Savoie et ce serait le cardinal de Lorraine qui aurait eu la faveur secrète du Pontife ⁽³⁾. Tout autre était le renseignement transmis à

(1) Instructions de Philippe II, juin 1590, texte espagnol. Hübner, t. III, p. 434 ss. (cf. II, 314-315). La traduction française en a été donnée partiellement et sans date par Bouillé, t. III, p. 362-364, d'après la Bibl. nat., fonds Colbert (V^e), t. 16, fol. 268. — Toutes ces dispositions paraissent avoir été connues des contemporains : v. Nevers, *Traité de la prise d'armes* (*Mém.*, t. II, p. 128), et Dondinus, *Historia de rebus in Gallia gestis ab Alex. Farnesio (1585-1592)*, Romae, 1673, p. 539, d'après la correspondance du prince de Parme.

(2) Nevers, ouvr. cité, p. 129-130, et Henri IV à Schomberg, 7 mars 1590. Villeroy, *Mém. d'Etat*, t. II, p. 415. Cf. plus haut, p. 191, n. 2.

(3) Lettre du 9 juin 1590. *Négoc. avec la Toscane*, t. IV, p. 135-136.

l'ambassadeur de Henri IV à Venise par le grand-duc de Toscane, suivant lequel Sixte-Quint, ayant perdu toute assurance de la conversion du Béarnais, s'était « entièrement tourné du costé du Roy d'Espagne » et « se contentoit de... l'un des Ducs de Savoye ou de Lorraine, tel qu'il voudroit ⁽¹⁾. » Sixte-Quint avait, en effet, déclaré au duc de Sessa, l'ambassadeur de Philippe II à Rome, qu'il acceptait le candidat patronné par son maître, que ce fût « le duc de Savoie, le duc de Lorraine ou même le duc de Mayenne », peu lui importait, pourvu que ce fût un catholique ⁽²⁾. Cependant il pensait que ce n'était ni à Philippe II, ni à la nation qu'il convenait de choisir un roi de France, mais à lui, comme l'avait fait la Papauté à l'avènement des Carolingiens ⁽³⁾. Au fond, Sixte-Quint, furieux des avances que Caietani avait faites aux Ligueurs en dédaignant Henri IV, l'homme d'Etat auquel allaient ses secrètes préférences, voulait temporiser pour permettre au Béarnais de se convertir ⁽⁴⁾. Le Pape déclarait, en effet, qu'il ne voyait aucun prince du sang qui pût être nommé roi de France, et que « ceux de la maison de Guise et de Lorraine ne seraient jamais acceptés, étant étrangers ⁽⁵⁾. » En vain le cardinal de Pellevé, créature des Guises, lui démontrait,

(1) De Maisse à Henri IV, 27 juin 1590. Bibl. nat., fonds Colbert (V°), p. 369, fol. 89.

(2) Lettre de Nicollini citée, p. 136.

(3) Le duc de Sessa à Philippe II, 30 juin 1590. Hübner, t. III, p. 174-175 (cf. II, 321-322).

(4) Un prince d'Italie ayant fait parler au Pape par un cardinal de la conversion du roi, Sixte-Quint lui aurait répondu : « *Qu'il nestoit a propoz que sa maiesté se declarast si tost catholique*, Et que sa sainteté vouloit laisser faire Dieu se contentant de gagner le temps et quelle supporteroit que sa maiesté vescu quelque temps en ceste façon et ce daultant plus que le Pape se sentoît avoir esté mal traicté des Espagnols. » De Maisse à Henri IV, 10 mai 1590. Bibl. nat., fonds Colbert (V°), t. 369, fol. 75 v°.

(5) Alberto Badoer au doge, 7 juillet 1590. Hübner, t. III, p. 182. Peut-être Sixte-Quint tenait-il ce renseignement de Caietani, qui écrivait le 21 mai : « le duc de Lorraine est tenu pour étranger et si dépendant de l'Espagne qu'il en est abhorré. » Arch. des Aff. étr. Espagne, 326, fol. 45.

dans l'espoir secret de le disposer en faveur de Mayenne, que « le duc de Lorraine serait plus acceptable » que le duc de Savoie ⁽¹⁾, le Pape s'obstinait à ne pas subir la pression espagnole et il allait entrer en conflit aigu avec le roi catholique quand il mourut (27 août 1590) ⁽²⁾.

Quoi qu'il en soit, Charles III perdait en Sixte-Quint un soutien éventuel; à sa mort, le Légat, qui n'avait cessé de ménager les Ligueurs, dut retourner en Italie. Lorsque Caietani revint de Reims à Verdun, conduit par Saint-Paul et le comte de Chaligny ⁽³⁾ et qu'il alla de là à Toul et à Nancy, accompagné d'une nombreuse suite, il fut « reçu magnifiquement » par le duc de Lorraine ⁽⁴⁾, qui comptait peut-être sur lui pour le favoriser auprès du nouveau Pape.

Cependant, à la fin de l'année 1590, Charles III se trouvait dans une fâcheuse position. Il se voyait abandonné de Philippe II, ne savait si le nouveau Pontife lui serait favorable, et se sentait menacé par les protestants allemands. Il tenta, cette fois, de parer à ce danger en cherchant des secours dans l'Allemagne catholique et se tourna du côté de l'Empire. Il se servit, comme intermédiaire, d'un envoyé bavaïois, le colonel Hans Albert de Sprinzenstein, venu à sa cour au mois d'août, pour le réconcilier avec l'archiduc Ferdinand d'Autriche, dont les possessions d'Alsace avaient été, l'année précédente, pillées par les troupes lorraines. Sprinzenstein, renvoyé à Innsbrück à la fin de novembre, avait mission de proposer à l'archiduc une ligue entre la

(1) Olivares à Mendoza, 28 juillet 1590. Hübner, t. III, p. 191.

2 *Id.*, t. II, p. 323-333. Cf. plus haut, p. 216, n. 3.

(3) De Thou, t. XI, p. 198; Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 577. Caietani vint à Verdun le 7 octobre 1590. Héroelle, t. II, p. 343.

(4) Rosières, l. c. Il était arrivé à Toul le 9 octobre 1590. Arch. de M.-et-M., G. 116, fol. 27. Il séjourna à Nancy du 11 au 31 octobre, semble-t-il; il y était accompagné de plusieurs gentilshommes, de nombreux « serveurs du train » et de l'évêque de Grencin. Sa suite comportait « dix neuf chevaux de charrois. » *Id.*, B. 1223, fol. 161-162, 163 et 165, et B. 1226, fol. 134 v^o.

Lorraine et l'évêché de Strasbourg pour fermer le passage du Rhin aux levées protestantes d'Allemagne. Tous les Etats catholiques de l'Empire, la Franche-Comté et le Luxembourg entreraient dans cette ligue et Charles III faisait craindre que, si elle n'était pas conclue, Henri IV ne s'emparât de la Lorraine et bientôt de l'évêché de Strasbourg. De plus, l'envoyé devait presser Ferdinand d'adresser au roi d'Espagne une ambassade pour appuyer expressément les demandes que le duc lui faisait alors directement. Enfin il était chargé de prier l'Empereur et les princes catholiques d'envoyer en Lorraine deux régiments d'infanterie, quand la trêve conclue avec les Messins prendrait fin. Comme caution, le duc promettait de reconnaître la protection de l'Empire sur les cités de Toul et de Verdun, qu'il possédait déjà, et sur celle de Metz, dès qu'il l'aurait conquise avec l'appui du duc de Parme ⁽¹⁾.

L'envoyé de Charles III alla d'abord trouver son ancien maître, le duc de Bavière, lui parla des menaces des protestants contre l'évêché de Strasbourg et du péril qui résulterait pour la chrétienté de l'attaque de la Lorraine par le roi de France, soutenu de Casimir, du duc de Deux-Ponts et du comte de Montbéliard, mentionna la promesse que le duc de Parme faisait au duc d'assiéger Metz et déclara que, si Philippe II ne l'aidait, le Lorrain devrait s'accommoder avec le roi de France. Pour le sauver, il n'y avait d'autre moyen que de conclure une alliance défensive avec

(1) Ritter, *Briefe und Akten zur Geschichte des dreissigen Krieges*, t. IV, p. 21-25. Cf. « Instruction de ce que le sieur baron de Sprinzenstein Colonel entretenu de Monsieur le Duc de Bavière nostre beau frere et capitaine general de son artillerie envoyé de sa part vers nous aura a traicter en nostre nom en divers lieux d'Allemagne. » Bibl. nat., Collect. de Lorraine, t. 12, fol. 95 ss. — D'après une lettre d'Auguste de Brunswick-Lunebourg, Strasbourg, 28 septembre 1590, une assemblée papiste se serait tenue à Pont-à-Mousson, où aurait assisté Sprinzenstein, qui devait être « commissarius et executor imperialis » de l'évêché de Strasbourg. Von Bezold, t. III, p. 387.

l'archiduc Ferdinand, l'évêque de Strasbourg et leurs voisins, alliance où entrerait bientôt le roi d'Espagne pour les provinces voisines de la Lorraine. Il ébaucha le plan d'une vaste Ligue dont auraient fait partie non seulement les princes catholiques laïques, les électeurs ecclésiastiques et la plupart des évêchés du Rhin, mais encore plusieurs villes libres d'Allemagne, des protestants, dont les comtes palatins, alliés de Charles III, l'Espagne et même la Savoie ⁽¹⁾. Mais la Bavière n'était pas menacée par les calvinistes; son duc, qui avait peut-être pensé un moment à donner à son beau-frère une armée pour protéger ses pays contre les protestants ⁽²⁾, se contenta d'entretenir avec lui une bonne correspondance ⁽³⁾. L'archiduc d'Autriche ne se prêta pas non plus aux propositions de Charles III. « Il serait certainement fort utile, déclara-t-il, de former une ligue » catholique en réponse à celle des protestants. « Mais les bons et fideles sujets de Sa Majesté Impériale ne doivent en quoi que ce soit se mêler des affaires de la France. La ligue catholique ne doit rapprocher que des princes catholiques; elle espère voir des membres protestants se joindre à elle dès le début. Avant toute chose elle sollicitera l'approbation de l'Empereur ⁽⁴⁾. » Des pourparlers eurent lieu de la part du duc de Bavière et de l'archiduc pour obtenir ce consentement ⁽⁵⁾; mais il ne fut pas accordé. Rodolphe II se contenta de régler en faveur de Charles III l'affaire de Strasbourg, en approuvant le choix du cardinal de Lor-

(1) Rapport à Guillaume de Bavière, janvier 1591. Von Bezold, t. III, n° 470, p. 418-421. Charles III était alors réconcilié avec Jean Casimir.

(2) Dolfin au doge, 16 avril 1591. *Id.*, p. 507.

(3) Jean Pistorius à Guillaume de Bavière, 5 avril 1591. *Id.*, p. 499.

(4) Le 4 mars 1591. Cité par Jannsen, *l'Allemagne et la Réforme*, trad. sur la 3^e éd., 1899, t. V, p. 99. — Les comptes du 3 mars indiquent qu'« un messenger a cheval de monseigneur larchiduc Ferdinand d'Austrie » resta cinq jours à Nancy, « attendant response aux lettres qu'il a apporté à Son Altesse. » Archives de M.-et-M., B. 1223, fol. 164 v°.

(5) Visconti à Sfondrati, 25 mai 1591. Von Bezold, t. III, p. 519.

raine comme coadjuteur de l'évêque ⁽¹⁾, et déclara « que la ligue se bornerait à défendre les catholiques et surtout qu'elle se tiendrait éloignée de toute relation avec l'étranger ⁽²⁾. » Sans doute, l'offre de remettre les Trois-Evêchés sous la protection de l'Empire avait d'autant moins séduit Rodolphe que le duc de Lorraine avait abandonné ses projets sur Metz ⁽³⁾.

Déjà Charles III avait essayé de nouveau d'agir sur l'Espagne. Au début de l'année 1591, il venait de recevoir, dans une visite de Don Diego d'Ibarra, les seconds 50.000 écus promis, avec une lettre où Philippe II lui présentait ses condoléances au sujet de la mort de sa mère, Christine de Danemarck, décédée à la fin de l'année précédente. L'envoyé espagnol déclara au duc que son maître ne pouvait donner davantage dans la nécessité où il était de secourir Paris, lui rappela les obligations générales des catholiques et le renvoya au duc de Parme ; mais Charles III ne pouvait se contenter de 100.000 écus et de protestations de politesse. Il savait, d'ailleurs, que Mayenne venait d'envoyer au souverain catholique le président Jeannin pour lui demander de se prononcer en faveur d'un roi en France ⁽⁴⁾.

(1) Le nonce Caietano à Sfondrati, 16 juillet 1591. *Id.*, p. 546.

(2) Janssen, *l. c.* Cf. Stieve, t. I, p. 26. — Le 23 décembre 1591, le comte palatin Philippe-Louis écrivait que l'Empereur, pour assurer la paix des Pays-Bas, aurait fait un traité général de paix entre l'Espagne, la Lorraine, la Savoie et autres membres de la Ligue d'une part, la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies de l'autre. Von Bezold, t. III, p. 594. Ce témoignage prouve tout au moins les intentions pacifiques de Rodolphe II.

(3) A ce moment, le duc George-Jean, ce palatin brouillon que nous avons vu souvent intriguer (V. sur lui Dag. Fischer, *Le Comté de la Petite-Pierre sous la... maison palatine. Revue d'Alsace*, nouvelle série, t. IX (1880), p. 98-112; A. Benoît, *Quelques lettres de Georges-Jean, comte palatin de Veldenz et Lutzenstein. Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Alterkunde*, t. III [1891], p. 17-30), essayait de se faire livrer cette ville pour la céder au duc de Parme. Lettre de celui-ci à Philippe II, 14 décembre 1591, Von Bezold, t. III, p. 589-590, et Benoît, art. cité, p. 25 ss.

(4) Instructions de Philippe II à Don Diego d'Ibarra, 18 novembre 1590. Arch. nat., K. 1449, n° 172. Ibarra à Philippe II, Nancy, 11 juillet 1591. Arch. des Aff. étr. Espagne, 328, fol. 1-3. Don Diego venait de Savoie et fut

Il résolut, dans la seconde moitié de janvier, d'envoyer à Madrid son ancien agent en cour de France et au Parlement, François Bardin, voué de Condé, maître des requêtes, pour contrebalancer l'influence de Mayenne, remercier Philippe II de l'argent qu'il lui avait accordé, lui rappeler les promesses du commandeur Moreo et réclamer les subsides qui lui étaient dus depuis près de trois ans. Le duc décrivait de nouveau au roi le rôle qu'il avait joué dans la Ligue, vantait son union étroite avec le duc de Parme et Mayenne, son action en France et en Alsace, et dépeignait l'épuisement de la Lorraine depuis la guerre de Metz. Pour obtenir des secours du roi catholique, il lui rappelait sa parenté et lui demandait si le refroidissement qu'il avait constaté chez lui ne provenait pas « des prétentions qu'il et sesdits enfants peuvent avoir dedans le royaume de France ou autrement », et contre lesquelles il avait semblé, d'avance, protester ⁽¹⁾. Il suppliait le monarque de ne pas l'abandonner et, pour réparer le dommage que lui avait causé son oubli, réclamait, au lieu des 15.000 qui lui avaient été promis, 40.000 écus par mois. Il insistait sur l'utilité qu'il y avait pour Philippe II à l'aider en raison de la position de son duché, intermédiaire entre les possessions espagnoles, et déclarait qu'à défaut du secours demandé, force lui serait de céder aux propositions que lui faisait Henri de Navarre ⁽²⁾.

de retour à Bruxelles le 20 janvier 1591. *Coleccion de documentos ineditos para la historia de España*, t. LXXIV (1880), p. 12. C'est évidemment le « sieur d'Uaize An, bassadeur du Roy Catholique » qui fut hébergé avec 16 chevaux à Nancy. Mandement du 22 mai 1591. Arch. de M.-et-M., B. 1223, fol. 165 v^o.

(1) Idiaquez écrivait (fol. 4) dans sa lettre citée à la note précédente : « Le duc de Lorraine n'est pas ambitieux et ne désire rien de plus que ce qu'il a; il se complait dans la volonté de Votre Majesté. »

(2) Instruction au Voué de Condé, 16 janvier 1591. Lepage, p. 289-297. Une copie avec souscriptions se trouve à la Bibl. nat., Collection de Lorraine, t. 53, fol. 276. Le 21 janvier Chastenoy, le 22 Charles III recommandaient

Le Voué partit avec Jeannin, qui passait par la Lorraine ⁽¹⁾; ils gagnèrent la Provence et s'y embarquèrent avec le duc de Savoie ⁽²⁾ qui, prétendant à la couronne comme Charles III et Mayenne, ne voulait pas se laisser devancer auprès de son beau-père. Ils arrivèrent à Madrid dans la seconde partie du mois d'avril ⁽³⁾. Afin d'obtenir des secours de Philippe II, Jeannin proposa d'assembler les Etats généraux qui nommeraient un roi catholique; il fit rehausser aux yeux du monarque l'espoir qu'il pourrait prendre la couronne, comme l'avaient fait les Carolingiens et les Capétiens, moyennant la cession de quelques provinces à Mayenne ⁽⁴⁾, et il eut soin de ne pas mettre en avant les prétentions de celui-ci à la couronne.

Bardin ne pouvait être aussi habile, ni surtout aussi discret. Nous possédons le discours qu'il prononça, discours qui fut évidemment composé en Lorraine et lui fut sans doute envoyé tout fait ⁽⁵⁾. Le Voué y suivait de point en

le Voué à Idiaquez. Arch. nat., K. 1578, n° 20 et 19. La lettre de Charles III (original à signature autographe) du 28 mars 1591, par laquelle le duc recommandait au roi son envoyé est aux Arch. citées, K. 1575, n° 116.

(1) *Mém. de Chiverny* (Coll. Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, t. X), p. 511.

(2) *Mém. de la Ligue*, t. IV, p. 357. Cf. de Thou, t. XI, p. 358. D'après Bouché, ouvr. cité, t. II, p. 751, partis d'Aix le 8 mars 1591, ils s'embarquèrent le 3 avril.

(3) Mayenne à Diou (*Correspondance du duc de Mayenne*, éd. par Henry et Loriquet, *Travaux de l'Acad. impériale de Reims*, t. XXV, 1861-1862, p. 68. Sur tous les solliciteurs qui étaient à Madrid, le duc de Savoie, Jeannin, « les deputez de Marseille et d'Aix, les Agens du Sieur de Joyeuse et du Cardinal son frere, Celuy du duc de Mercœur » et Bardin, v. lettre de Maise à Henri IV, 1^{er} juillet 1591. Bibl. nat., fonds Colbert (V^e), t. 369, fol. 146. D'après l'ambassadeur vénitien, ils formaient véritablement « une assemblée de France à la cour d'Espagne. » Dépêche du 21 avril 1591, dans Raulich, ouvr. cité, t. II, p. 206.

(4) Mémoire du président Jeannin à Sa Majesté catholique, *id.* (d'après les Archives de Simancas). Capefigue, t. VI, p. 111-115.

(5) « Remontrance de Philippe II... en l'an 1591... par le Voué de Condé. » Lepage, p. 297-306. C'est la pièce des Arch. nat., K. 1578, n° 5 (signalée par de Croze, t. II, p. 205). Une copie d'écriture espagnole, *s. d.*, qui en est une sorte de résumé et dont le titre est : « Pour le Duc de Lorraine », figure à la Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 582, fol. 20-21. La composition de ce discours

point les instructions qu'il avait reçues, faisait le détail des sommes que devait le roi catholique au duc de Lorraine et de celles qu'il avait déjà payées, rappelait que Charles III avait dépensé jusque-là deux millions d'or ⁽¹⁾, tant pour agir en personne que pour secourir les autres Ligueurs, et montrait quelle était la détresse de la Lorraine, menacée par une nouvelle invasion allemande ⁽²⁾. Il déclarait que son maître, se voyant dans la nécessité d'entretenir « 6.000 hommes de pied et plus de 2.000 bons chevaux ⁽³⁾ », avait besoin de 75.000 écus par mois, et suppliait le roi de lui en fournir la moitié ⁽⁴⁾. Malheureusement pour le succès de sa demande, il ne s'en tenait pas là. Au lieu de disculper son maître de ses prétentions au trône, il semblait prendre plaisir à appuyer sur elles, sans doute pour donner plus de poids à ses demandes et pour mieux assurer Philippe II du remboursement de ses avances. Rappelant la parenté de Charles III et du roi catholique, le Voué suppliait celui-ci « très humblement d'avoir autant de confiance que d'aucuns autres princes de la chrestienté. *Et quand mesme il auroit pleu à Dieu luy donner quelque changement de fortune par un accroissement de grandeur en sa maison* », disait-il de son maître en parlant de son élection possible à la couronne de France, « il sçait assez que cela ne luy

en Lorraine ressort des renseignements concernant l'invasion des reîtres (v. plus bas, n. 2) et surtout de ceux qui se rapportent aux vœux des Parisiens en faveur de Charles III (v. p. 224, n. 1); de plus, il se trouve, avec toutes les pièces officielles, consigné dans le Cartulaire de Lorraine.

(1) Lepage, p. 302.

(2) *Id.*, p. 304. Cf. lettre de Charles III à Philippe II, du 28 mars 1591. Arch. nat., K. 1575, n° 116. Original.

(3) *Id.*, p. 300-301. Charles III devait demander aux Etats généraux, le 10 mars 1591, 100.000 francs par mois pour lever « 4.000 hommes de pied et 600 chevaux » en plus. Arch. de M.-et-M., B. 682, n° 8; reprod. par Lepage, *Institut. militaires*, p. 221-222 (Cf. Frang. de Neufchâteau, t. I, p. 39).

(4) *Id.*, p. 301. Dans la pièce citée plus haut, page précédente, note 5, il est dit que le duc a besoin de 80.000 écus par mois et en réclame de 30 à 35.000.

pourroit arriver, ny aux siens, que par les moyens de Vostre Majesté, et partant, luy et sa fortune, et toute sa maison, seroient, comme ils sont et seront perpétuellement, obligez de luy en rendre à jamais très-humble et très-fidèle service. » La phrase suivante était un correctif insuffisant : « *Et encore que la plus part du peuple françois, mesmement le corps de la Sorbonne de Paris et autres ecclesiastiques, jettent l'œil sur luy et les siens a l'establissement qu'ils desirent estre fait d'un roy, si est-ce qu'en cet endroit et en tous autres, il a toujours esté fort esloigné de toute ambition, et ne désire rien, pour ce regard, que ce qui sera agréable à Vostre Majesté* ⁽¹⁾. »

Un tel langage était bien imprudent. L'étalage de ses prétentions à la couronne ne pouvait que desservir Charles III auprès de Philippe II, qui était à peu près persuadé que les Ligueurs ne pouvaient élire un Lorrain ⁽²⁾. Aussi, tandis que Mayenne obtenait la promesse d'une puissante armée et d'un subside de 100.000 écus par mois ⁽³⁾, le duc de Lorraine ne reçut de son beau-frère qu'une lettre très froide. Le roi catholique se bornait à y louer l'intention de Charles III de « favoriser et assister le party des Catholiques en France », protestait qu'il ne faudrait « en toutes occasions que se presenteront faire ce qui convient pour

(1) *Lepage*, p. 305. Cette dernière phrase reproduit presque textuellement une note envoyée de Nancy, le 14 mars, « de la part du duc de Lorraine » à l'ambassadeur Bernardino de Mendoza, et transmise par lui à Philippe II. On y lit : « *Lon mande de Paris que messieurs de la Sorbonne et le peuple de Paris demandent un Roy de la maison de Lorraine et nommement le chef dicelle.* » Arch. nat., K. 1578, n° 44 (cité par Bouillé, t. IV, p. 12). Nous n'avons trouvé aucun renseignement sur ce fait dans l'histoire manuscrite de l'Université de Paris, citée plus haut, p. 69, n. 4. Ascanio Zuffarino écrivait à Philippe II, de Bruxelles, 1^{er} juin 1594, à propos des divers bruits qui couraient à Paris sur les prétendants : « *Algunos darse... al Duque de Lorrena, confiado que el Marques du pont, su hijo, casaba con la Infanta de España.* » Arch. des Aff. étr. Espagne, 329, fol. 80.

(2) Philippe II à Don Diego d'Ibarra, s. d., Capefigue, t. VI, p. 102-103.

(3) L'Estoile, 20 août 1591, t. V, p. 306.

l'avancement d'une si juste cause » et, pour le surplus, s'en remettait à l'ambassadeur ⁽¹⁾. Sa réponse équivalait évidemment à un refus. C'en était fait désormais de l'appui militaire et pécuniaire de Philippe II en Lorraine ⁽²⁾. Pour la première fois, semble-t-il, Charles III s'était départi auprès du roi catholique de sa réserve habituelle et il avait eu à s'en repentir.

Une telle politique peut nous sembler inopportune; mais on doit précisément se demander si l'effet n'en était pas calculé. Peut-être le duc de Lorraine voulait-il forcer le roi d'Espagne à se déclarer au moment où il essayait d'avoir pour lui le Pape. A Sixte-Quint avait succédé, après Urbain VII qui ne régna que treize jours, Grégoire XIV. C'était un partisan des Espagnols et il devint, de suite, protecteur des Ligueurs ⁽³⁾. Ce vieillard maniaque, qui passait son temps à arranger des montres, n'avait nullement l'esprit politique. Charles III pouvait espérer ainsi se voir accorder par lui l'argent qu'il avait vainement sollicité de

(1) Lettre du 14 juin 1591. Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 582, fol. 26. Original à signature autographe.

(2) En même temps qu'il envoyait Bardin en Espagne, Charles III avait réclamé l'aide de Philippe II pour la rançon du marquis d'Elbeuf, prisonnier du duc d'Épernon, « qui surpasse deux cens mil escuz. » Il était question d'échanger le prisonnier avec le fils de La Noue. Charles III à Philippe II, 11 février et 1^{er} mars 1591. Arch. nat., K. 1578, nos 33 et 43, originaux à signature autographe. Le roi catholique n'accorda rien, car le 15 juillet 1592, nous trouvons une « Promesse de la somme de 20.000 escus sur la rançon du sieur de Brion, a employer a celle de M. le Marquis d'Elbeuf. » Arch. de M.-et-M., B. 62, fol. 136 v^o. Le duc de Mercœur s'intéressait également au prisonnier lorrain, d'après un Mémoire des Cordeliers d'Ancenis « sur ce qu'on peut faire touchant la délivrance de M. le duc d'Elbœuf. » Carné, ouvr. cité, t. I, p. 85. — Cependant Charles III devait bientôt envoyer en Espagne Baretli, qui écrivait le 29 juillet 1592 de Valladolid à Philippe II, qu'il était venu lui représenter de vive voix la nécessité de son maître non seulement en France, mais en Allemagne à cause de l'évêché de Strasbourg. Arch. nat., K. 1582, n^o 11. Les comptes de février 1596 mentionnent les gages de Baretli comme agent en Espagne du 15 août 1593 au 15 août 1594. Arch. de M.-et-M., B. 1244, fol. 288.

(3) D'après d'Ossat, lettre du 22 janvier 1591 (*Lettres inédites*, éd. Tamisey de Larroque, 1882), p. 32, il aurait accordé 15.000 écus par mois à la Ligue.

Sixte-Quint ⁽¹⁾. Il avait, d'ailleurs, dans son troisième fils, un auxiliaire naturel. A peine Grégoire eut-il été élu que, sur la demande du cardinal, il l'appela à Rome pour lui donner le chapeau ⁽²⁾. Charles de Lorraine, passant par Florence, arriva à la ville éternelle vers la fin de mars 1591 ⁽³⁾. Si l'on en croyait l'ambassadeur de Henri IV à Venise, le cardinal « se seroit montré homme de suffisance, pour ne pas dire plus » et serait parti mal satisfait du Pape ⁽⁴⁾. D'après d'Ossat, qui était alors à Rome, il s'était, au contraire, « comporté en ceste Cour avec une grande moderation » et avait obtenu à peu près tout ce qu'il demandait ⁽⁵⁾. Il est certain qu'il agit avec habileté. Pour flatter les goûts de Grégoire XIV, il lui offrit une horloge qu'il avait fait venir de Nancy ⁽⁶⁾. Aussi le Pontife lui accorda-t-il des avantages considérables pour lui et pour son père. L'évêque reçut successivement des bulles de cardinal-diacre,

(1) La nouvelle de son avènement avait dû lui être agréable, car le 14 décembre 1590, il avait donné à un courrier de Rome « 50 écuiz pistoletz d'Italye » valant 225 fr. pour « avoir apporté... nouvelles de la creation du nouveau pape Gregoire. » Arch. de M.-et-M., B. 1223, fol. 345 v^o.

(2) « Tuis in hac parte supplicationibus inclinanti, annum praedictum ad alium annum a fine illius computandum, intra quem iuxta constitutionis praefatae tenorem ad Urbem te conferre omnium debeas, auctoritate apostolica praesentium prorogamus. » Bref du 10 janvier 1591. Bibl. nat., Collection de Lorraine, t. 31, p. 3 (original sur parchemin).

(3) De Maisse à Henri IV, 1^{er} juillet 1591. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), p. 369, fol. 144 v^o.

(4) De Maisse à Henri IV, 12 juillet 1591. *Id.*, fol. 148 v^o.

(5) Lettre à la reine Louise, 9 juillet 1591. *Lettres*, t. I, p. 134 (éd. in-4^e, p. 62).

(6) Dépense de 5 fr. 7 gr. 8 d. « pour empacquer ung horloge quil a pleu à Son Altesse envoyer a monseigneur le Cardinal de Lorraine a Rome », d'après un certificat de Thierry Alix. Arch. de M.-et-M., B. 1223, fol. 160 v^o. Certificat donné à Dimanche Bassac, messenger de Saint-Dié, le 25 mars 1591, pour avoir rendu au cardinal « un horloge qui lui avait été baillée par Monsieur le president de Lorraine ». Coll. de Lorraine, t. 32, fol. 24. Cf. Arch. citées, B. 1226, fol. 287. — D'après l'inventaire qui fut fait après sa mort, le cardinal de Lorraine possédait lui-même plusieurs montres de valeur. Coll. citée, fol. 34 et 35 v^o.

du titre de Sainte-Agathe ⁽¹⁾ et de légat *a latere* pour les Trois-Évêchés. Cette dernière dignité avait pour Charles III une importance considérable. Grégoire avait renouvelé à son fils les privilèges que Pie V avait jadis accordés au grand cardinal de Lorraine et qui lui donnaient pleins pouvoirs sur tout le clergé et la disposition de tous les bénéfices dans la légation ⁽²⁾. En un mot, l'évêque de Metz devenait « un véritable Pape en Lorraine ⁽³⁾ » et l'indépendance spirituelle du cardinal complétait la puissance temporelle que le duc s'était attribuée à Toul et à Verdun.

Là ne s'était pas bornée son action. Il avait fait auprès du Pape les démarches les plus pressantes en faveur de la candidature de son père. D'après de Maisse, qui tenait ses renseignements du grand-duc, Grégoire XIV ne voulait pas s'y prêter et, partisan des Espagnols, « desiroit que le Duc de Savoye fust déclaré Roy de France ⁽⁴⁾. » Un peu plus tard, l'ambassadeur français annonçait à Henri IV l'échec des tentatives de l'évêque de Metz en ces termes : « Le cardinal de Lorraine a eu l'exclusion de ce qu'il poursuit près du pape pour faire nommer son père roy de France, et la reponse luy a esté faicte par un jésuite nommé *il padre Toledo* dont il ne se contante, et la veult avoir par escrit et en sont là dessus ⁽⁵⁾. » Il ajoutait que le Pape était toujours « fort enclin à la nomination du duc de Savoye » et annonçait le retour du cardinal à Florence, en déclarant que « de trois choses qu'il avoit demandées au Pape » pour son père, savoir l'autorisation de vendre les biens ecclé-

(1) Bref du 23 mars et bulle du 1^{er} mai 1591. Collection de Lorraine, t. 31, fol. 4 et 7. Originaux.

(2) Bulles des 22 et 26 juin 1591. *Ibid.*, fol. 12 et 21. Originaux. L'édition de Trèves, 1603, reproduit à peu près textuellement la bulle de 1567. Cf. *Hist. de Metz*, t. III, p. 167, et lettre d'Ossat, du 9 juillet 1591, p. 135.

(3) D'Ossat, lettre n° cccj, t. V, p. 288-289.

(4) Lettre du 18 mai 1591. Bibl. nat. fonds Colbert (Vo), t. 369, fol. 141.

(5) Lettre du 8 juin 1591. *Ibid.*, fol. 141 v°. Cité en partie par de Croze, t. II, p. 206, note 1, d'après le ms. 245 de la coll. Dupuy.

siaistiques, un prêt de 200.000 écus et une armée, il n'en avait obtenu aucune. « *La principale ne se publie pas, qui est de le faire declarer roy de France, dont il a esté refusé tout a plat.* » Il déclarait enfin que, pour le satisfaire, Grégoire XIV avait ordonné à son neveu, le duc de Montemarciano, qui allait en France au secours de Mayenne, de passer par la Lorraine pour aider Charles III « contre les forces d'Allemagne ⁽¹⁾. »

Cependant, si l'évêque de Metz n'avait pu faire triompher à Rome la candidature de son père, il avait obtenu pour lui l'autorisation de « continuer les decimes des benefices pour quatre ans ⁽²⁾ » et il avait vu s'entrouvrir pour lui-même les trésors du château Saint-Ange, reçu 4.000 écus pour son voyage et détourné le secours de 15.000 écus offert à la Ligue ⁽³⁾. De plus, l'ordre de faire passer par la Lorraine l'armée pontificale équivalait presque à un secours direct en hommes. Aussi Charles III, qui au mois de mai avait reçu à Nancy « le Nunce de Sa Sainteté », Mgr Landriano ⁽⁴⁾, et l'avait fait « conduire et deffrayer » de là jusqu'à Montfaucon « en consideration qu'il a esté envoyé par deca pour les affaires de guerre et bien du service de sadicte Altesse et ceulx des princes de l'Union ⁽⁵⁾ » allait-il

(1) Lettre du 1^{er} juillet 1591. *Ibid.*, fol. 144 v^o. Cf. p. 135 de la lettre du cardinal d'Ossat citée plus haut, p. 226, n. 5.

(2) D'après une minute datée de Nancy, 27 juin 1591. Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 582, fol. 30. Les comptes de 1592 mentionnent, en effet, les « Deniers provenant des decymes du clergé... que Sa Sainteté auroit de nouveau accordé et continué à Son Altesse, pour quatre ans, commencez au premier... janvier... 1592... jusques au remboursement de la somme de 150 M. francs avec l'intérêt à 10 % en 4 ans. » Arch. de M.-et-M., B. 1234, fol. 109 et v^o.

(3) Lettre de d'Ossat, citée du 1^{er} juillet 1591, p. 135.

(4) Dès le 16 mars 1591, de Maisse écrivait à Henri IV que Landriano devait passer « à Nancy vers le duc de Lorraine et de là vers le duc du Mayne. » Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 369, fol. 126 v^o.

(5) Comptes du 21 mai 1591. Arch. de M.-et-M., B. 1227, fol. 340. De là il devait gagner Reims, le 24 mai. L'Epinois, ouvr. cité, p. 485.

envoyer d'abord un de ses baillis « sur les frontières de Savoye », ensuite le secrétaire François de Chastenoy « vers la Bourgogne pour traiter et accorder avec les compagnies de Monsieur le Duc de Montemarçiano du prix et taux des vivres et munitions pour l'armée de Sa Sainteté qui vient au secours de la Sainte Ligue ⁽¹⁾ », puis faire des dons aux « trompettes et tambours de l'armée de Sa Sainteté » et aux officiers du duc ⁽²⁾. Malheureusement pour Charles III, Grégoire XIV allait bientôt mourir (15 octobre 1591) et avec lui tombait pour le duc tout espoir d'intéresser la Papauté à sa cause ⁽³⁾.

1) Comptes des 1^{er} et 2 août 1591. Arch. citées, t. 1227, fol. 364-365. C'est la seule fois que, dans les comptes, nous avons trouvé la mention du mot de *Ligue*.

(2) Comptes des 15 et 16 septembre 1591. *Ibid.*, fol. 264 v^o et 265.

3) « On peut considérer comme un grand événement que Grégoire XIV, ce pontife attaché à poursuivre la restauration du catholicisme avec une force que ne modérait aucune considération politique, mourut au début de l'entreprise dans laquelle il voyait le salut du monde. » Ranke, p. 469 (trad. II, 172).

VIII

Charles III et les princes français.

Pendant que le duc de Lorraine essayait directement de faire accepter ses prétentions à l'étranger, il était obligé d'y apporter plus de ménagements vis-à-vis des princes français, principalement de Mayenne et même de Henri IV.

La candidature de Charles III ne pouvait laisser indifférent le lieutenant-général de la Ligue, qui aspirait à la royauté et y comptait en quelque sorte ⁽¹⁾. Il était naturel que Mayenne fût jaloux du chef de la maison de Lorraine, qu'il n'aurait vu triompher qu'avec beaucoup de peine. Il déclarait, en effet, que si on nommait un catholique de la maison de Bourbon, jamais il ne le reconnaîtrait; que si c'était quelqu'un « de celle de Lorraine, il le prendrait en patience », à condition de garder le second rang; mais que, si Philippe II mettait sous sa protection le marquis du Pont, « il ne pourrait s'accorder avec lui ⁽²⁾. » D'après Panigarole, l'évêque d'Asti, qui travaillait à Paris à faire élire son maître, le duc de Savoie, et lui parlait du « peu d'estime » où étaient en France Charles III et son fils aîné,

(1) Voir des passages significatifs dans les lettres de Mayenne à Diou, 7 mars, 16 avril et 11 mai 1591. *Travaux de l'Acad. de Reims*, t. XXXIII, p. 104 et 175, et t. XXXV, p. 20. Cf. Bouillé, t. IV, p. 113.

(2) Moreo à Philippe II, 26 mai 1590. Arch. des Aff. étr. Espagne, 326, fol. 68. Cf. la Huguerye, *Mém.*, t. III, p. 341, et *Satire Ménippée*, t. I, p. 40 et 43. Dans ses instructions au commandeur, du 15 février 1590, le roi catholique avait tracé la marche à suivre, au cas où Mayenne aurait été favorable à la candidature du marquis du Pont : il fallait surtout « tenir la chose secrète aux ministres du Pape. » Arch. nat., K. 1449, n° 82.

« du Mayne plustost accepteroit le Diable que aucun de la maison de Lorraine ⁽¹⁾. » Cette hostilité n'éclata pas dès la mort de Henri III, car le duc de Lorraine prit soin de montrer toujours beaucoup de condescendance pour son cousin lorsqu'il s'agit des Trois-Evêchés ou de la Provence ⁽²⁾; mais elle ne devait pas tarder à se manifester, surtout après la défaite d'Ivry, qui était en partie imputable à Charles III ⁽³⁾, et après la mort du cardinal de Bourbon, qui pouvait ouvrir aux deux ducs l'accès du trône.

Si l'on en croit Tortora, que copie fort consciencieusement Davila ⁽⁴⁾, un différend se serait élevé entre eux à propos de Villefranche, une petite forteresse de la frontière champenoise. Le duc de Lorraine s'en étant emparé, prétendait y nommer un gouverneur à sa guise et y mettre garnison; Mayenne s'y opposa, parce que la place appartenait à la couronne de France ⁽⁵⁾. Il en résulta que Charles III, « qui ne voulait pas faire la guerre pour autrui, leva le siège de Sainte-Menehould, où il était venu après la prise de Villefranche ⁽⁶⁾. »

Que devons-nous penser de cet épisode? Bien que l'historien vénitien soit seul à rapporter, il semble que l'on puisse, à part une confusion de date, admettre le récit de

(1) Villeroy, *Mem. d'Etat*, t. II, p. 627. Ce témoignage, tiré d'un « Abregé fait au Duc de Savoye par Panigarole sur les derniers evenemens de la France » et reproduit par Michaud et Poujoulat dans l'édition de L'Estoile (2^e série, t. I), p. 55, note, est postérieur au 30 août 1591, date citée au début (p. 615). Si l'on en croyait le rapport de Diego Maldonaldo, du 14 décembre 1589, cité plus haut, p. 193, n. 1, Mayenne aurait incliné « plutôt vers Savoie que Lorraine. »

(2) V. plus haut, p. 190, 201 et 204, n. 3.

(3) Cf. plus haut, p. 213, n. 3.

(4) Tortora, t. III, p. 113; Davila, p. 702 (trad. III, 849). Cabrera, t. IV, p. 459, a textuellement traduit Tortora.

(5) « ... per esser quel luogo membro della Corona di Francia. » Tortora, *l. c.*

(6) *Ibid.* Il appelle Sainte-Menehould *Montealto*, ce que reproduit Davila (traduit par Beaudoin en *Montealte*).

Tortora⁽¹⁾ qui, nous l'avons vu, est ordinairement très bien informé. Peut-être Mayenne n'avait-il pas voulu coopérer avec Charles III, par jalousie contre lui au sujet de ses prétentions. D'après l'ambassadeur vénitien, on aurait intercepté des lettres de Philippe II disant qu'il comptait peu sur le frère du Balafre, qui n'était pas suivi de la noblesse, et déclarant à son ambassadeur que « si l'on ne pouvait mettre en avant les prétentions de l'infante, il pensait à faire déclarer roi le marquis du Pont. » Le lieutenant-général, l'ayant appris, aurait été vexé de se voir si peu estimé et aurait résolu de souffrir plutôt un prince

(1) Nous savons que le duc de Lorraine s'empara de Villefranche le 16 octobre 1590 (d'après Henry, art. cité, p. 121-123, qui donne de longs détails sur le siège de Villefranche, il l'aurait occupée le 9. C'est la date de la capitulation de la place. Hérelle, t. II, p. 327 ss.). Il se porta dès le lendemain sur Sainte-Menehould, mais en dut lever le siège le 30, par suite de la défaite de Saint-Paul à Poix. Hérelle, t. I, p. 330-331. Cf. de Thou, t. XI, p. 202. Il est certain que la possession de cette ville, qui était la clé de la Champagne, tenait fort à cœur à Charles III, car elle lui eût permis d'attaquer Châlons, et le duc de Lorraine, qui au Sud pouvait compter sur Chaumont et devait attaquer Langres, essayait de tous côtés de pénétrer en Champagne. Cf. notre résumé, *Ann. de l'Est*, t. XIX, p. 438-439. D'après Caietano, Charles III songeait à s'emparer de la Champagne entière. Mais nous ne voyons pas, d'autre part, que Mayenne ait songé à collaborer avec lui en 1590. Il semble, au contraire, qu'il aurait dû le faire l'année suivante et que ce fut par sa faute que Charles III échoua une seconde fois sur Sainte-Menehould. Lettre anonyme à M^{me} de Guise, 9 avril 1591. Hérelle, t. II, p. 370-371. Est-ce à cette seconde tentative que Tortora a voulu faire allusion et n'a-t-il pas confondu les deux sièges ? On peut d'autant mieux le croire que les confusions chronologiques paraissent assez fréquentes chez Tortora (ainsi il place en 1585 la prise de Mézières, qu'il semble confondre avec celle de Rocroy, de l'année suivante. Cf. plus haut, p. 106, n. 5) et que le lieutenant-général de la Ligue, au lieu de marcher sur Châlons, qui était l'objectif du duc de Lorraine, s'en alla à Reims pour y convoquer les Etats généraux. Or l'historien italien rapporte le fait de Villefranche pour expliquer le peu d'accord que les deux princes avaient eu dans leur entrevue de Reims, et Davila, s'il le copie, place l'épisode en 1591. « Né co'l Duca di Lorena quello di Mena haueua del tutto buona corrispondenza : anzi di Rens, ove a' giorni passati si erano abboccati, partirono poco d'accordo. » Suit l'exposé général de leurs griefs et l'affaire de Villefranche et de « Monlealto. » Tortora, l. c. Cependant Davila ne parle que plus loin, p. 716 et 723 (trad. III, 860 et 877) de l'assemblée de Reims.

étranger « que de voir couronner une personne de la maison de Lorraine ⁽¹⁾. »

Quoi qu'il en soit, Mayenne s'était décidé, selon les promesses qu'il avait faites au roi catholique ⁽²⁾, à convoquer les Etats généraux à Reims. « Je fais une assemblée des depputez des villes et provinces en ceste ville, écrivait-il le 22 mai 1591, affin de prendre une bonne et ferme resolution avecques eulx, nous recognoistre et réunir et penser à nos affaires ⁽³⁾. » Il avait appelé les évêques ⁽⁴⁾ et les gentilshommes, les députés et même les maires des villes, le nonce du Pape, Landriano, les ambassadeurs d'Espagne et de Savoie, et sans doute le duc de Lorraine en personne ⁽⁵⁾; le discours d'ouverture était prêt ⁽⁶⁾ et cependant l'assemblée n'eut pas lieu. Il n'était venu à Reims qu'une quarantaine de députés, et Mayenne, obligé de s'absenter fréquemment, les avait toujours laissés sans direction ⁽⁷⁾.

D'ailleurs Charles III n'était pas allé à Reims ⁽⁸⁾. Peu après son arrivée à Reims, le nonce Landriano, poussé

(1) Mocenigo au doge, Tours, 17 mars 1591. Bibl. nat., ms. Ital. 1740, fol. 6. *Chiffré* dans l'original.

(2) Capefigue, t. VI, p. 108.

(3) Lettre au duc de Ferrare, *Travaux de l'Acad. de Reims*, t. XXXV, p. 90.

(4) Lettre du 15 mai 1591. *Ibid.*, p. 42.

(5) L'Estoile, t. V, p. 299.

(6) Henry, ouvr. cité, p. 282-283. Ce discours figure, à la date du 22 mai 1591, dans la Correspondance de Mayenne. *Travaux cités*, t. XXXV, p. 90-103.

(7) Henry, ouvr. cité, p. 296-297. Y eut-il une assemblée ailleurs l'année suivante? V. l'« *Avis aux deputez assemblez à Soissons en 1592.* » Radouant, ouvr. cité, p. 296, n. 2.

(8) D'après l'Estoile, *Supplément* de 1736, éd. Jouaust, t. V, p. 299, au commencement du mois de mai, Mayenne s'était rendu dans cette ville « avec les Princes de sa maison, l'ambassadeur de Savoye et le cardinal Pelevé où ils ont discoursu sur la prochaine élection d'un Roy, sans pouvoir s'accorder. » D'après Anquetil, ouvr. cité, t. III, p. 176, qui reproduit l'Estoile en l'amplifiant, « il se tint à Reims une assemblée où se trouvèrent avec le Nonce, les Ducs de Mayenne, de Lorraine et les autres princes de leur maison, les envoyés de Savoie et d'Espagne et le Cardinal Pelevé. » On voit comment il dénature sa source, sans doute en s'inspirant de Davila cité ci-dessous. Si l'on en croyait Davila, p. 724 (trad. II, 877),

par la duchesse de Guise, avait lancé contre Henri IV un nouveau monitoire dont Mayenne avait en vain essayé d'arrêter la publication ⁽¹⁾. L'évasion de son neveu, Charles de Guise, survenue le 15 août ⁽²⁾, et qui touchait de près le duc de Lorraine ⁽³⁾, allait bientôt donner au lieutenant-général de nouveaux soucis, en le rapprochant d'un concurrent à la couronne, non moins redoutable que Charles III ⁽⁴⁾.

cf. plus haut, p. 232, note, le duc de Lorraine aurait assisté à cette réunion, et voulu y réclamer la prééminence, mais sans y réussir. Cependant il est certain que Charles III n'avait pu être à Reims : le *Journalier de Pussot*, qui note soigneusement tous les voyages des principaux princes, dit simplement, p. 38, en mai 1591 : « En ce temps mondit sieur le nonce, Monsieur l'evesque de Plaisance et Monsieur l'evesque de Soissons, estoient en ceste ville de Reims. » Il dit plus loin que Mayenne vint à Reims le 4 septembre; c'est à cette date que Henry, ouvr., p. 294 et note, place la réunion de mai. Charles était à Nancy les 9 et 16 avril, 11, 22 et 26 mai, 1^{er} et 26 juin 1591. Arch. de M.-et-M., B. 61, fol. 36 (éd. *Mém. Soc. d'archéolog.*, 1881, p. 25 ss.); B. 1226, fol. 253 v^o, 255 et 288, et B. 60, fol. 47 v^o. On le trouve encore dans sa capitale le 1^{er} et le 5 juillet 1591. *Id.*, B. 1226, fol. 288 v^o et 256 v^o; B. 60, fol. 87, et lettre du 17 juillet, Hérelle, t. II, p. 373. C'est seulement dans la seconde partie du mois qu'il paraît en être parti pour s'acheminer à Verdun retrouver le lieutenant-général; pendant les deux derniers mois, d'ailleurs, il avait correspondu avec lui à Reims : mandements des 26 mai, 3, 19 et 21 juin, 9 et 13 juillet 1591. Arch. citées, B. 1227, fol. 288, 341 v^o, 342, 343, 365 et 385 v^o. Ainsi, tous les développements de Davila portent à faux; ils ne sont, d'ailleurs, que le délayage de la phrase de Tortora citée plus haut, p. 232, note. Il semble qu'il y ait ajouté les réflexions de De Thou, t. XI, p. 356-357, à propos de la convocation des Etats dont s'occupait Mayenne. — Anquetil, *l. c.*, a encore amplifié Davila, et Bouillé, t. IV, p. 19, paraît l'avoir reproduit.

(1) Bouillé, t. IV, p. 25. Le 16 août 1591, le Parlement donna défaut contre le nonce Landriano à cause de la bulle qu'il avait publiée. *Mém. des choses les plus notables*, Supplément, p. 488-491.

(2) V. là-dessus la lettre d'Estienne Pasquier au comte de Sanzay, 31 août 1591. *Œ. compl.*, lettre 12, livre xiv, t. II, p. 427-430.

(3) Charles III donna 10 écus « à frere Estienne Gillot religieux au Couvent des Cordeliers de la ville de Troyes... pour recognoissance des agreables nouvelles quil a apporté... de la liberté de monseigneur le duc de Guise eschappé de prison Et apporté lettres de Monseigneur le Duc de Cheureuse son frere. » Arch. de M.-et-M., B. 1227, fol. 271 v^o.

(4) Cf. *Lettres-Missives*, t. III, p. 469, note, et ci-dessous, p. 260, n. 1, et p. 275-276.

Cependant celui-ci avait envoyé au secours de Mayenne son second fils ⁽¹⁾, et l'arrivée des forces allemandes qui venaient au secours de Henri IV allait forcer les deux ducs à se rapprocher temporairement. Dès qu'il eut été informé des levées ennemies, Mayenne s'était adressé à l'Empereur et aux princes catholiques d'Allemagne, en particulier au duc de Bavière, beau-frère de Charles III, pour leur demander de les arrêter ⁽²⁾; mais ses prières n'eurent aucun succès. L'armée allemande traversa la Lorraine au mois de septembre, vers le moment où y arrivaient les troupes italiennes envoyées par Grégoire XIV ⁽³⁾. Le lieutenant-général, qui avait envoyé quelqu'un au duc de Lorraine « pour le prier de s'approcher ⁽⁴⁾ », alla au devant du duc de Montemarçiano jusque dans le Barrois ⁽⁵⁾, et, après avoir opéré sa jonction avec lui, vint par la Meuse retrouver à Verdun Charles III, qui redoutait une révolte de la ville ⁽⁶⁾.

Les deux princes lorrains, dont l'armée s'était « resserrée d'effroy dans Verdun ⁽⁷⁾ », n'osèrent pas affronter Henri IV, qui tenta de les en faire sortir le 1^{er} octobre ⁽⁸⁾; mais, obligés de rester en présence l'un de l'autre, force leur fut de s'entendre. Charles III, à bout de forces et d'argent ⁽⁹⁾, et voyant son duché ruiné par la guerre, eût

(1) Le comte de Vaudémont était parti avec 600 lances et 3 régiments d'infanterie et le comte de Chaligny allait suivre avec 400 chevaux. Charles-Philippe de Croy à un lorrain, Nancy, 13 juin 1591. Bibl. nat., Coll. de Lorraine, t. 28, fol. 248 v^o.

(2) Lettres du 1^{er} juin 1591. *Travaux de l'Acad. de Reims*, t. XXXV, p. 103-121.

(3) Cf. *Ann. de l'Est*, t. XIV, p. 439.

(4) « Avis de France », 20 août 1591. Arch. des Aff. étr. Espagne, 329, fol. 122.

(5) L'Etoile, t. V, p. 306, et Hérelle, t. II, p. 402. Cf. l'Epinois, ouvr. cité, p. 504.

(6) Le 23 septembre 1591, Hérelle, t. II, p. 404. Déjà Verdun avait refusé de construire une citadelle. *Id.*, p. 308.

(7) Henri IV à Nevers, 3 septembre 1591. *Lettres-Missives*, t. III, p. 391.

(8) *Id.* Cf. *Annales de l'Est*, t. XIV, p. 439.

(9) Lettre du 28 septembre 1591. L'Epinois, ouvr. cité, p. 504.

volontiers traité avec Henri IV; il était fort « mal content des Espagnols », qui le laissaient sans argent ⁽¹⁾. D'autre part, Mayenne, que Jeannin venait de retrouver et qui ne cessait de réclamer, sans succès, des secours à Philippe II ⁽²⁾, n'était guère plus satisfait du roi catholique, qui ne cachait plus devant lui le projet de faire élire sa fille reine de France ⁽³⁾. Tous deux se plaignirent du roi catholique. Selon Villeroy, « ils promirent de ne traiter du general l'un sans l'autre », c'est-à-dire qu'ils s'entendirent pour agir de concert, non seulement pour conclure la paix avec Henri IV, mais encore pour négocier avec Philippe II au sujet de la couronne. Et comme le roi d'Espagne s'en était remis, pour l'exécution de ses volontés, au duc de Parme, qui était sur le point d'entrer en France, Charles III envoya avec Mayenne « le comte de Vaudémont, son fils, accompagné du sieur de Bassompierre, pour assister à la négociation que l'on prétendoit faire avec luy », dans le seul but « d'entendre les propositions et les conditions » espagnoles, auxquelles le duc de Lorraine était absolument contraire ⁽⁴⁾.

N'y eut-il pas de la part de Charles III de résolution plus décisive? Si l'on en croit Tortora, Mayenne et le duc de Lorraine, en présence de Jeannin et de Bassompierre,

(1) Apologie de Villeroy. *Mémoires* (Coll. Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, t. XI), p. 176. Charles III ne cessa, à Verdun, de réclamer des Espagnols des secours, dont le refus le mettrait dans « l'impossibilité de faire la guerre pour sa part au prince de Béarn. » Ibarra à Philippe II, 23 octobre 1591. Aff. étr., ms. cité, fol. 171 v^o.

(2) Lettre datée de Saint-Mihiel, 23 septembre 1591. Arch. nat., K. 1578, n^o 89, citée par Bouillé, t. IV, p. 60-61.

(3) Don Diego d'Ibarra, à qui son maître l'avait ordonné dans ses instructions (citées plus haut, p. 220, n. 4), en parlait ouvertement à Mayenne, promettant de le nommer seconde personne du royaume. Lettre à Philippe II, Saint-Mihiel, 23 septembre 1591. Aff. étr., ms. cité, fol. 143.

(4) Villeroy, *l. c.* Cf. passage du ms. Béthune 8.953, cité par Bouillé, t. IV, p. 58, n. 2 : « Ils meslerent leurs plaintes ensemble, leurs résolutions inclinèrent plus à la patience qu'à l'esperance, ils ne firent que se donner parole que l'un ne traiteroit sans l'autre. »

avaient résolu « d'exclure de la couronne tout prince étranger, d'y porter celui de leur famille qui plairait le plus au roi d'Espagne et de consentir que les États dérogeassent à la loi salique par rapport à l'infante pour qu'il la mariât à celui qu'il préférerait, en particulier au duc de Guise » ; mais ils n'auraient pas mis cette résolution par écrit, « parce qu'ils désiraient que la capitulation fût signée du duc de Guise ⁽¹⁾. » On peut croire que ce fut là une résolution d'apparat, prise devant l'envoyé espagnol et pour lui complaire ; mais, n'étant pas écrite, elle n'engageait à rien et pouvait, d'ailleurs, paraître revisable en présence du duc de Guise. Car elle ne pouvait être conforme aux sentiments intimes des princes lorrains. Il est difficile, en effet, de croire que Charles III, qui avait tant à se plaindre de Philippe II et qui désespérait sans doute d'obtenir la main de l'infante pour le marquis du Pont ⁽²⁾, ait pris, de cœur gai, de telles résolutions, et que Mayenne, qui était naturellement jaloux de son neveu ⁽³⁾, y ait volontiers accédé.

La suite du récit est plus acceptable. Le duc de Lorraine, ne pouvant faire venir Guise auprès de lui, « donna pleine

(1) Tortora, t. III, p. 150. — Ce fait est confirmé par les dépêches d'origine espagnole et italienne. Jeannin acceptait — ou faisait semblant d'accepter — l'infante, « dût-on pour cette fois violer la loi salique. » Ibarra à Philippe II, Verdun, 19 novembre 1591. *Aff. étr.*, ms. cité, fol. 162 v°. D'autre part, le duc de Sessa écrivait au même, le 30 novembre (*Id.*, fol. 218) : « Les ducs de Mayenne et de Lorraine en une réunion qu'ils eurent avec le Président Jeannin et Bassompierre... résolurent de perdre plutôt leurs Etats et la vie, que d'admettre pour roi quelqu'un de la maison de Bourbon... et même que, considérant que de tous ceux de leur maison personne ne pourrait être roi plus facilement que le duc de Guise », auraient désiré voir celui-ci marié à l'Infante pour porter remède aux affaires de la France. Ce renseignement aurait été donné à l'ambassadeur par le cardinal Caletani.

(2) Saint-Paul, parlant à Richardot des chances qu'avaient le duc de Guise et surtout Charles III d'être proclamé roi, le président aurait riposté par « la poca salud de su hijo. » Parme à Philippe II, 17 juin 1591. *Ibid.*, fol. 87.

(3) V. plus bas, p. 275.

autorité à M. de Bassompierre de traiter l'affaire en son nom et de souscrire la capitulation qui serait faite en commun, et l'envoya avec Mayenne qui, le 22 octobre, commença à marcher sur Rethel avec Montemarciano et toute leur troupe ⁽¹⁾. » Mais les conseillers du lieutenant-général, entre autres Villeroy, qui voulaient nommer roi un prince du sang pour faciliter l'avènement de Henri IV, poussèrent Mayenne contre Philippe II, qu'ils montraient attaquant la France de tous côtés, et le décidèrent à s'allier au duc de Lorraine pour « exclure les étrangers de la couronne » et « porter au trône quelqu'un de leur maison », ou, si l'élection en était trop difficile, « un Prince du sang Royal. » De cette façon ils « se rendraient arbitres des affaires. » Tortora ajoute que Mayenne, avec le président Jeannin et Bassompierre, au nom de Charles III, « firent un écrit » contenant cinq articles. Il y était résolu que Henri de Navarre serait toujours écarté du trône comme hérétique, qu'on excluerait de même les étrangers, qu'on essaierait d'y faire arriver un prince de la maison de Lorraine et, si cela ne se pouvait, un prince catholique du sang royal, enfin « qu'aucun d'entre eux ne pourrait traiter de ces affaires par soi-même et séparément des autres ⁽²⁾. »

Que devons-nous penser de ces détails ? Le récit de Tortora est fort circonstancié ; avant et après l'entrevue de Verdun, il y est donné des dates précises et qui paraissent exactes : on peut l'admettre ⁽³⁾ plus facilement, croyons-

(1) Tortora, t. III, p. 151.

(2) *Id.*, p. 151-152.

(3) Pour la partie concernant Villeroy, cf. et les *Mémoires* de celui-ci cités ci-dessus, p. 236, n. 1, et le texte suivant, où le grand-duc de Toscane fait dire à Henri IV par la Clielle (14 décembre 1591) que Charles III, « les Ducs de Mayenne et de Mercure et autres de sa maison se sont esclaireis en leur derniere entrevue de Verdun que aucun autre que qui que ce soit que le Roy de Navarre ne peult estre Roy de France... et partant quilz sont tres resolus de le reconnoitre pour tel et lui obeir pourveu quil se veuille faire catholique. » Arch. des Aff. étr., fonds France, 371, fol. 91.

nous, pour cette dernière partie que la transcription qu'en a faite Davila ⁽¹⁾. Selon Tortora, la capitulation fut « acceptée de Mayenne et de Bassompierre pour le duc de Lorraine ⁽²⁾ », ce qui est bien plus vraisemblable, que de Charles III, comme l'écrit Davila.

« Restait à la faire accepter du duc de Guise, car à la suite de ces trois chefs les autres membres de la famille donneraient facilement leur consentement. » Guise vint, au début du mois de novembre, trouver Mayenne à Rethel; mais sa mère l'empêcha de souscrire aux conditions des autres princes lorrains, dans l'espoir qu'il épouserait l'infante ⁽³⁾. La date et les circonstances sont encore exactes ⁽⁴⁾, et le dernier fait est vraisemblable, car tels semblaient être les sentiments de la veuve du Balafré ⁽⁵⁾.

(1) D'après Davila, cette résolution fut prise par Mayenne et Charles III lui-même dans un « accord secret » et la résolution « confirmée par un écrit mutuel, qui fut signé de leur main », « confirmata anco in una scrittura sottoscritta da loro », p. 738 (trad. III, 896). C'est là évidemment une confusion avec la première résolution dont parle Tortora; Davila a mal résumé son prédécesseur, sans voir qu'il faisait faire au duc, à Verdun, ce qui s'est fait plus tard en dehors de lui et de cette ville : il y a peut-être là encore un de ces procédés artistiques ou littéraires dont cet écrivain est coutumier, et il y a certainement de sa part une prétention politique, celle de connaître les secrètes résolutions des princes. Il insiste plusieurs fois sur cette résolution secrète, qu'il appelle une « Ligue particulière » faite entre Mayenne et Charles III. P. 739, 741 et 747 (trad. III, 897, 899 et 908). — Cependant Davila paraît avoir été avec Henri IV à l'affaire de Verdun, sur laquelle il donne des détails précis et exacts, p. 737-738 (trad. III, 894-895).

(2) Sur les pouvoirs de Bassompierre, v. non seulement le passage de Villeroy cité plus haut, p. 236, n. 1, mais encore celui de l'espagnol Vasquez, qui dit que « Bassompierre avait pouvoir du duc de Lorraine pour traiter en son nom. » *Colection de documentos ineditos para la historia de España*, t. LXXIV, p. 247.

(3) Tortora, t. III, p. 152-153.

(4) Le 3 novembre 1591, Don Diego d'Ibarra écrivait de Rethel à Philippe II que Guise était venu trouver Mayenne et en avait été bien reçu. Aff. étr., ms. cité, fol. 176. Cf. Apologie de Villeroy, *Mém.* cités, p. 176.

(5) D'après une autre lettre d'Ibarra, du 10 décembre 1591, on aurait résolu « par écrit » dans « une grande assemblée » que « le Duc de Lorraine, Monsieur de Mayenne et de Guise étaient unis et d'accord en tout » et se résignaient à la volonté de Philippe II « pour la couronne de

Cependant Mayenne, suivi des comtes de Vaudémont et de Chaligny, de Bassompierre et de Villeroy ⁽¹⁾, s'était joint au duc de Parme. Des conférences eurent lieu d'abord à Guise, puis à La Fère, à la fin de l'année 1591; les Espagnols y parlèrent de faire élire l'infante. Le lieutenant-général fit semblant d'accepter la proposition, « moiennant que pour cette fois on rompit la Loi salique, avec condition que dedans un an elle se mariât, avec l'aduis des Princes et Officiers de la Couronne de France, disant, en outre, que pour ce fait, « en faudrait particulièrement traiter » avec le duc de Lorraine et les autres princes de sa maison « et les satisfaire et recompenser en choses de ce Roiaume. » A la première réunion, il n'y avait que Parme, Mayenne et leurs représentants, Don Diego de Ibarra, Richardot et le président Jeannin. Le lieutenant-général demanda qu'à la seconde assistassent les comtes de Vaudémont et de Chaligny, comme représentants du duc de Lorraine. Alexandre Farnèse y consentit, parla de nouveau de l'élection d'un roi catholique « et leur toucha sur les droits de Madame l'Infante », rappelant les obligations que la maison de Lorraine avait à Philippe II; « mais ils ne repondirent rien », Mayenne s'efforçant de reculer la convocation des Etats généraux, ou réclamant sans cesse de nouveaux subsides ⁽²⁾. Pendant ce temps, le lieutenant-général envoyait à Pontoise Villeroy « pour de la ebauscher la communication de traicter avecq le roy et scauoir quelle assurance

France. » Ont signé : Mayenne et le fils du duc de Lorraine pour son père; Guise a demandé de consulter sa mère auparavant. Aff. étr., ms. cité, fol. 232 v^o. Il est évident que Don Diego, revenu de Bethel, et à qui on n'avait communiqué qu'une résolution d'apparat, a confondu ici le comte de Vaudémont avec Bassompierre. — Sur les sentiments de la veuve du Balafré, v. Parme à Philippe II, 15 janvier 1591. Capefigue, t. VI, p. 146.

(1) Bouillé, t. IV, p. 66.

(2) Don Diego de Ibarra à Philippe II, 12 janvier 1592. *Mém. de la Ligue*, t. V, p. 50-53. Cf. de Thou, l. cii, t. XI, p. 461; P. Cayet, *Chron. nov.*, p. 350, et D. Calmet, t. V, p. 842-843 (II, 1429-1430).

on pourra prendre de la maison de Bourbon. » Les villes de la Ligue ne pouvaient plus, en effet, supporter la guerre, l'armée du Pape avait diminué, de sorte que le comte de Vaudémont conseillait à son père « d'avoir deux cordes à son arc et d'établir de bonne heure leurs affaires ⁽¹⁾. » Pendant que Charles III suivait cet avis, le duc de Parme persuadait le roi d'Espagne d'accorder à Mayenne ce qu'il demandait, afin de le mieux jouer, et entretenait la rivalité du lieutenant-général et de son neveu ⁽²⁾; mais ses lettres furent surprises par les royalistes et envoyées aux Ligueurs ⁽³⁾. Ainsi les principaux chefs de la maison de Lorraine, Mayenne et Charles III, semblaient disposés à s'entendre avec le roi de France.

Les rapports du duc de Lorraine avaient sensiblement changé avec Henri IV depuis son avènement. A ce moment, Charles III considérait le Béarnais comme son ennemi mortel et avait toujours sur le cœur les ravages de l'invasion de 1587; loin de le reconnaître comme roi de France ou même de Navarre, il ne l'appelait que « prince de Béarn ⁽⁴⁾ »; aussi n'avait-il pas voulu tout d'abord entendre les avis du grand-duc et de sa femme qui voulaient l'arracher à la Ligue et le réconcilier avec Henri IV ⁽⁵⁾, bien que celui-ci eût accueilli favorablement ses ouvertures ⁽⁶⁾. Le roi était averti par Schomberg du désir qu'avait

(1) Le comte de Vaudémont à Charles III, La Fère, 23 décembre 1591. Bibl. nat., ms. franç. 5.045 (anc. Béthune 9.675 E., cité par Bouillé, t. IV, p. 74).

(2) Parme à Philippe II, 18 décembre 1591 et 15 janvier 1592. Capefigue, t. VI, p. 145-148; du 18 janvier 1592, dans *Chron. nov.*, p. 351-355.

(3) *Chron. nov.*, p. 355-356. — Le comte de Vaudémont devait suivre Mayenne à Paris, et y figurer dans la fameuse procession de la Ligue, le 7 décembre 1591. Estienne Pasquier à Sainte-Marthe, s. d. *Œ. compl.*, lettre 2 du livre XVII, t. II, p. 491.

(4) Lepage, p. 153, 158, 175, 199, 279, 292 et 295. C'est encore le titre que lui donnera l'ambassadeur d'Espagne, Feria, dans sa harangue aux Etats généraux de 1593. *Mém. de la Ligue*, t. V, p. 325 et note.

(5) Rucellai à Schomberg, 11 novembre 1589. Von Bezold, t. III, p. 243.

(6) Henri IV à de Maisse, 30 novembre 1589. Bibl. nat., fonds Colbert (V°), t. 369, fol. 52 v°.

Ferdinand de Médicis d'opérer une médiation entre lui et son beau-père ⁽¹⁾. Il chargea son ambassadeur à Venise de s'entendre secrètement avec le grand-duc ⁽²⁾. M. de Maisse vint à Florence. Ferdinand en fut « extrêmement ayse » et « soudain il resolut de depescher ung sien principal gentil-homme nommé le sieur Raphael de Medicis vers ledit duc de Lorraine pour l'en advertir et l'admonester de se retirer de ceste guerre. » L'envoyé florentin devait expressément parler à Charles III « en toute façon qu'il le face retirer de ceste Ligue d'Espagne », sous peine de ne plus recevoir de son gendre ni secours ni argent ⁽³⁾. Raphaël de Médicis ne demeura pas longtemps à Nancy ⁽⁴⁾. Revenant « en diligence » en Italie, il alla secrètement trouver de Maisse à Venise, et lui déclara que le duc demandait que « le fait de cet accommodement se traitast » en Italie seulement et par le grand-duc et l'ambassadeur seuls, « sans que ce fait passast par aultres mains » en attendant qu'il ait reçu une réponse de Philippe II; toutefois il priait son gendre « de continuer ceste pratique et d'essayer de scavoir les conditions » du roi. « Le retour si soudain dudit Cavalier, écrivait l'ambassadeur français, a veritablement estonné ledit grand Duc qui en attendoit autre chose », mais croyait que Charles III se déciderait quand il aurait la réponse d'Espagne. Toutefois de Maisse ne désespérait pas d'arriver à un accord et pensait que le duc de Lorraine redoutait, si

(1) De Maisse à Henri IV, 15 mars 1590. *Ibid.*, fol. 58. Cf. Priuli à Montalto, 17 septembre, et Rucellai à Schomberg, 11 novembre 1589. Von Bezold, t. III, p. 323 et 242.

(2) Henri IV à de Maisse, lettre du 30 novembre 1589, citée plus haut, p. 241, n. 6.

(3) De Maisse au roi, lettre du 15 mars 1590 (citée plus haut, note 1), fol. 58-59.

(4) Les comptes du 11 juillet 1590 n'indiquent qu'une dépense de 56 fr. 5 gros faite à l'hôtel du Porte-enseigne de Nancy « par l'ambassadeur de monsieur le grand duc de Toscane au mois de mars... Et depuis par un courrier dudit sieur Grand-Duc. » Arch. de M.-et-M., B. 1223, fol. 156 v°.

on le voyait traiter en France avec Henri IV, de se rendre suspect à la Ligue ⁽¹⁾.

Le roi eût « esté bien aise », comme il l'écrivait lui-même, de « commencer à dissouldre la Ligue par le chef de la maison » de Lorraine et admettait à « condescendre pour cest effect à toutes conditions raisonnables ⁽²⁾. » Nous ne savons quelles étaient les conditions que Charles III eût proposées au roi; il semble toutefois qu'il eût réclamé, outre Toul et Verdun, la ville de Metz ⁽³⁾ ou une partie de son temporel, et il est certain qu'il avait repris, en cas de paix avec lui, l'idée déjà ancienne de faire épouser la sœur du roi, Catherine de Bourbon, au marquis du Pont, sans doute afin de fortifier les prétentions de ce dernier à la couronne. A la suite de l'ambassade de Lenoncourt, la grande-duchesse de Toscane, Christine, fit, en effet, proposer ce mariage à Henri IV ⁽⁴⁾; mais le roi répondit que cela dépendait uniquement de sa sœur et déclara qu'il ne traiterait avec le duc de Lorraine qu'« en remettant pour son regard les choses ainsi qu'elles estoient auparavant l'alteration que la Ligue y a apportées ⁽⁵⁾. » Aussi l'affaire n'eut-elle aucune suite. D'ailleurs, Charles III attendait alors trop de l'Espagne ⁽⁶⁾ et du Pape pour se réconcilier avec le Béarnais.

1) Instruction baillée à M. de la Chaize par le sieur de Maisse, 10 mai 1590. Ms. cité, fol. 77 v^o et 78. Cf. Galluzzi, ouvr. cité, t. V, p. 79-80.

(2) Henri IV à des Réaux, 18 juin 1590. Von Bezold, t. III, p. 338.

(3) Un « Memoire sur les Affaires d'Italye », s. d., mais postérieur au 7 mai 1590, puisqu'il y est dit que le Pape est irrité du décret de la Sorbonne contre le roi, porte : « Monsieur de Lorraine désireroit avoir Marsal et Jamais et a ce que lon en peult juger, Les princes d'Allemagne pensent traicter cest affaire et accord et le sortir de la ligue. Car son grand filz ne s'en veult plus mesler qu'avec eulx. » Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 30, fol. 329. On y dit aussi que M. de Brives est à Rome.

(4) De Maisse à Henri IV, 15 mars 1590. *Id.*, t. 369, fol. 60. Cf. Galluzzi, t. V, p. 79.

(5) Henri IV à de Maisse, 28 avril 1590. Ms. cité, fol. 82 v^o et 83.

(6) Instruction citée à M. de la Chaize. *Ibid.*, fol. 77 v^o.

Cependant le duc n'avait à peu près rien obtenu des deux souverains étrangers et était de plus en plus las de la guerre. La trêve qu'il avait conclue en 1590 à Novéant avec les Messins fut plusieurs fois renouvelée ⁽¹⁾. Il essaya bientôt de traiter complètement avec Henri IV ⁽²⁾ ; mais, comme il ne lui fit pas d'avances officielles ⁽³⁾, le roi n'y répondit pas, attendant les événements et sachant que le duc de Nevers ne voulait pas de la paix en Champagne ⁽⁴⁾.

De nouvelles tentatives furent faites, cette fois par l'intermédiaire de Ferdinand de Médicis, qui, comme sa femme, « avait une peur très grande que Sa Majesté ne se retire de ceste negociation ⁽⁵⁾. » Le grand-duc employa une première fois à cette négociation le cardinal de Lorraine et l'ambassadeur français à Venise ⁽⁶⁾ ; puis l'abbé de Gadagne,

(1) *Annales de l'Est*, t. XIV, p. 438. Cf. Digot, t. IV, p. 267.

(2) Il y était, sans doute, poussé par Schomberg, qu'il paraît avoir fait venir à la fin de l'année : le 16 décembre 1590, 346 fr. sont remboursés à l'hôtelier du « Vieil porte enseigne à Nancy » pour les dépenses faites « par le sieur de Schomberg et gens de sa suite pendant huit jours entiers qu'il a séjourné en ce lieu du commandement de Son Altesse. » Arch. de M.-et-M., B. 1223, fol. 153. Schomberg revenait évidemment d'Allemagne, car il était encore à Francfort le 30 novembre 1590 (Von Bezold, t. III, p. 395, n. 1), et il ne peut s'agir du colonel ligueur Dietrich de Schomberg, mort au mois de mars 1590 (*Id.*, p. 560, n. 1).

(3) Dès le début de janvier 1591, les principaux gouverneurs des frontières de Lorraine semblaient « désirer traicter » avec les habitants de Sainte-Menehould et promettaient « de se faire avouer par le duc de Lorraine » (lettre du 30 janvier 1591. Hérelle, t. II, p. 357). Au début du printemps, M. de Vannes, ancien gentilhomme du prince de Condé, passé au service de Charles III (*Mém. de la Huguerye*, t. III, p. 175, n. 1), vint trouver le roi pour lui « dire le propos qu'il avoit eu avec l'un de ceux du conseil de Lorraine » sur « la volonté de traicter » du duc avec lui.

(4) Henri IV à Nevers, 19 avril 1591. *Lettres-Missives*, t. III, p. 379. Le duc de Nevers avait déjà protesté contre la trêve signée en Lorraine. Hérelle, t. II, p. 342-343.

(5) Instruction de M. de Maisse à la Chaize, citée plus haut, p. 243, n. 1, fol. 78.

(6) Il semble que le cardinal de Lorraine soit « parti de Rome resolu de faire entendre a son Pere que jusques icy. Il s'estoit tres mal gouverné en ses affaires et qu'il » était « besoin qu'il y pourveoye par autre façon qu'il a faict par le passé. » L'évêque de Metz conseillait de chercher en Alle-

un Florentin qui avait servi jadis de négociateur entre le roi de Navarre et Catherine de Médicis ⁽¹⁾; mais aucune de ces tentatives ne réussit. A ce moment, d'ailleurs, le roi de France se méfiait fort des ouvertures du Lorrain, qui faisait savoir au duc de Luxembourg, alors à Châlons, « qu'il desiroit sortir de la guerre »; Henri IV se doutait que cette ouverture n'était que pour gagner du temps et éviter à la Lorraine les ravages des protestants allemands ⁽²⁾. Il ne se trompait pas, car dès que Charles III apprit que l'armée de secours ne s'arrêtait pas dans son duché, il contremanda Luxembourg ⁽³⁾. Bien plus, profitant de la captivité du maréchal de camp Montreuil, pris à Verdun le 2 sep-

tagne des négociateurs, le duc de Bavière et l'archiduc Ferdinand pour Charles III, le margrave de Brandebourg pour Henri IV. Le duc de Lorraine se fût engagé à ne point « aller au secours du duc de Parme ni de la Ligue » et à « donner passage libre par ses pays aux forces d'Allemagne » levées pour le roi. De Maisse à Henri IV, 13 juillet 1591. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 369, fol. 148 v^o. L'ambassadeur français en fut aussitôt averti par le grand-duc qui, de son côté, faisait vainement « instance » auprès de Henri IV en faveur de son beau-père. Lettre à des Réaux, citée plus haut, p. 243, n. 2.

(1) *Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 24, 31, et surtout instructions du 13 août 1586, p. 403 ss. Catherine, dans son testament, lui légua 6.666 écus. *Ibid.*, p. 497. C'était sans doute l'aumônier de Henri III et de sa mère, cité par Kervyn de Lettenhove, t. V, p. 150. — L'abbé partit d'Italie au mois de juillet 1591, recommandé par de Maisse « pour les affaires de Lorraine. » Il allait « de la part de la grande-duchesse vers le duc de Lorraine » pour qu'il ne parût pas que Ferdinand y ait mis la main (« Le grand duc ne veut estre nommé ni que l'on dise que cela vient de luy. » Henri IV à de Maisse, 4 septembre 1591. Ms. cité, fol. 169), gagna Soleure où il demanda au roi un passe-port que celui-ci lui adressa par Sillery, son ambassadeur en Suisse. (*Ibid.*, et lettres à l'abbé de Gadagne, même date. *Lettres-Missives*, t. VIII, p. 431, d'après Galitzin, *Lettres inédites de Henri IV*, 1860, p. 74-75). Gadagne devait essayer de dégager Charles III de l'alliance espagnole pour l'amener du côté de Henri IV; malheureusement il ne put « exécuter la charge qu'il avoit. » « Instruction au sieur la Clielle pour traiter avec le grand-duc », 20 octobre 1591. Arch. des Aff. étr., fonds France, t. 371, fol. 83 v^o.

(2) Lettre à de Maisse citée note précédente, fol. 163 v^o. — Le duc de Luxembourg possédait l'abbaye de Notre-Dame de Vaulx-en-Barrois. *Lettres-Miss.*, 15 août 1591, t. III, p. 464.

(3) De Maisse à Henri IV, 25 septembre 1591. Ms. cité, fol. 178.

tembre ⁽¹⁾, le roi l'ayant « laissé aller sur la foy pour moyenner sa delivrance par eschange » et lui ayant « parlé et faict parler assez ouvertement de sa disposition a quelque bon accord » avec Charles III, Montreuil « allégua lorsqu'il lui en fut parlé que ledit Duc est si ruiné et engagé qu'il aime mieux hazarder son reste que vivre miserable comme il demeureroit », s'il s'accordait avec Henri IV ⁽²⁾.

Cependant le roi eût désiré assurer la tranquillité à la Champagne. Au moment de quitter cette province, Henri IV, songeant au mariage qu'il projetait déjà de conclure avec Marie de Médicis, envoyait à Florence son maître d'hôtel, M. de la Clielle, qui, au début de l'année, avait été dépêché comme ambassadeur à Rome ⁽³⁾. La Clielle reçut à Sedan, le 20 octobre 1591, des instructions « pour traiter avec le Grand Duc » : en cas d'ouverture de celui-ci, il devait dire combien Sa Majesté avait été « marrie » de l'échec des négociations précédentes avec le duc de Lorraine, tout en l'assurant que « néanmoins, s'il se reduit a mieulx faire Sa Majesté sera tousjours preste de le recevoir a toutes conditions qui seront trouvées raisonnables ⁽⁴⁾. » Le 14 décembre, Ferdinand de Médicis donnait à l'ambassadeur la réponse de Charles III que venait de lui apporter M. de Vêrac ⁽⁵⁾. Le duc déclarait qu'il était tout prêt à traiter, ainsi que Mayenne, Mercœur « et

(1) Hérelle, t. II, p. 402, et *Mém. des ch. les pl. notables*, p. 416. Mis en liberté bientôt, Montreuil devait être tué à la fin de septembre. Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 661.

(2) Instruction de la Clielle citée plus haut, p. 245, n. 1.

(3) Rott, ouvr. cité, t. II, p. 571 et notes. — Sur La Clielle et le rôle qu'il devait jouer plus tard en Lorraine de la part de Henri IV, v. nos articles : *Ann. de l'Est*, t. XV, p. 89-90, et *Revue historique*, t. LXX, p. 35-37 et 63-65.

(4) Instruction de Henri IV à la Clielle, 20 octobre 1591. Arch. des Aff. étr., France 371, fol. 84.

(5) Tortora, t. III, p. 212, dit que Henri IV envoya à Rome, par la Lorraine, le cardinal de Gondi, et le fit « s'aboucher avec M. de Verrac, grand confident du duc de Lorraine, qui revenait à peine de Rome » pour traiter de la paix. Copié par Cabrera, t. IV, p. 12. Ce Vêrac, qui devait être employé à des négociations dans le Languedoc (v. plus haut, p. 205, n. 2),

autres de sa maison », si le roi se convertissait, « promettant ledit duc de Lorraine pour lui et pour ceux de sa maison qu'ilz reconnoîtront sa Majesté pour Roy de France et comme tel lui voudront tout service, fidellité et obéissance ⁽¹⁾. » Peut-être Henri IV se fût-il alors décidé si le Pape actuel, le florentin Innocent IX, avait continué à régner; malheureusement celui-ci devait succomber au bout de deux mois (décembre 1591), laissant la place à un esprit intransigeant, Clément VIII ⁽²⁾.

Aussi les hostilités continuèrent-elles entre Charles III et le roi de France. Non seulement le Lorrain attaquait la Champagne ⁽³⁾, mais il menaçait même la Bourgogne. Le maréchal de France d'Aumont assiégeait Autun; le maréchal de camp lorrain d'Amblise fut envoyé dégager la ville et d'Aumont dut lever le siège ⁽⁴⁾. Dans le Bassigny, Charles III s'était emparé de Coiffy, la forteresse la plus importante des environs de Langres, et menaçait cette dernière place ⁽⁵⁾. Il fallait, à tout prix, contenir le turbulent

était évidemment le gentilhomme suivant de Catherine de Médicis qu'elle avait envoyé au maréchal de Montmorency en 1586. *Lettres*, t. IX, p. 10.

(1) Instructions données par le Grand-Duc de Toscane au sieur de la Clielle, 14 décembre 1591. Arch. des Aff. étr. France, 371, fol. 91 et v^o. Cf. Rott. t. II, p. 571, n. 3.

(2) Il disait lui-même qu'il était « *un animal très obstiné*. » A. Baschet, *la Diplomatie vénitienne*, p. 210. — Sur cette obstination, dont devaient souffrir Henri IV et Charles III lui-même, v. notre article *Le mariage de Catherine de Bourbon*. *Annales de l'Est*, t. XV (juillet 1901), p. 411-412, 423-425 et 429-431.

(3) *Annales de l'Est*, t. XIV, p. 439.

(4) D'Aumont à Nevers, 30 juin 1591. *Mém. de Nevers*, t. II, p. 393. Le 23 juillet 1591, argent remboursé à d'Amblise « pour plusieurs messagers, guides et hommes secretz employés ez affaires de guerre au voyage que du commandement de Son Altesse il a fait en Bourgogne avec dix compagnies de Cavallerie au secours de la ville dathun. » Arch. de M.-et-M., B. 1227, fol. 364. De Thou, I. CII, t. XI, p. 431, dit que Charles III avait envoyé des troupes au secours de la ville sous le commandement du duc de Nemours. Cf. Abord, *Histoire de la Réforme et de la Ligue à Autun*, 1881, t. II, p. 242.

(5) *Ann. de l'Est*, t. XIV, p. 438.

duc. Henri IV en chargea le vicomte de Turenne, qui venait de ravager la Lorraine à la tête des protestants allemands; il le nomma « lieutenant-general pour commander » son armée « es pais de Lorraine ⁽¹⁾ » et le maria à la duchesse de Bouillon, afin de « donner un homme au duc de Lorraine qui le tint toujours en cervelle et l'empeschat d'entreprendre sur ses voisins ⁽²⁾. » Le nouveau duc de Bouillon prit Stenay, que Charles III tenta inutilement de reprendre ⁽³⁾. Le roi de France était bien vengé et la Champagne bien gardée, du moins au Nord.

(1) « Pouvoir donné par le Roy à M. de Bouillon vicomte de Turenne pour commander à son armée qui est en Lorreyne. » Sedan, 21 octobre 1591. Bibl. nat., coll. Brienne, t. 260, fol. 216 ss.

(2) *Chron. nov.*, p. 309. Le projet de mariage était ancien : il en est question dès le 26 mars 1588. Von Bezold, t. III, p. 119. Cf. mémoire à M. de Ségur, mai 1588. *Mém. de Duplessis-Mornay*, t. I, p. 847. V. sur ce mariage, Baluze, *Histoire de la maison d'Auvergne*, 1702, t. I, p. 438.

(3) La prise de Stenay eut lieu « la veille des noces » de Turenne, d'après une lettre anonyme datée de Sedan, 24 novembre 1591 (Bibl. nat., ms. franç. 5.045, fol. 312). Elle tomberait ainsi le 18 novembre 1591. On a contesté cette date. Or elle est absolument exacte. La prise de la ville eut certainement lieu entre le 15 novembre, où un archer des gardes lorrain, avait été « trouver la compagnie de lances du sieur de Hugues aux environs de Thiaucourt » et l'a conduite à Stenay « pour y tenir garnison », et le 22, où 50 écus sont donnés « Au capitaine Bonœil Lieutenant de l'artillerie » de Charles III « pour fournir aux frais de son voyage a la conduite de l'artillerie au siege de Sathenay. » Arch. de M.-et-M., B. 1227, fol. 350 et v^o. — Sur les différentes opinions, v. Robinet de Cléry, *la Ligue sur les bords de la Meuse. Mém. de la Soc. des naturalistes et archéologues du Nord de la Meuse*, t. XI (1899), partie *Archéologie et Histoire locale*, p. 9-10, qui croit à tort, p. 11, pouvoir placer l'événement le 27 octobre; Palma Cayet, *Chron. nov.*, p. 421, avait déjà donné la date fausse du 15 octobre, en confondant la date du contrat avec celle du mariage (v. d'Aubigné, t. VIII, p. 346, et Baluze, t. I, p. 438, et *Preuves*, t. II, p. 792), qui eut lieu le 19 novembre. D'ailleurs Rosières de Chaudeney (ms. cité, fol. 621), dont la chronologie est si exacte, place la prise de Stenay le 18 novembre 1591 et dit que Turenne en revint le lendemain pour épouser Charlotte de la Marek. Cf. Hérelle, t. II, p. 410, et Bonnabelle, *Notice historique sur la ville de Stenay. Mém. de la Soc. des lettres, sc. et arts de Bar-le-Duc*, 1^{re} série, t. V (1875), p. 160-161. — L'investissement de la ville commença le 25 novembre 1591 (Robinet de Cléry, art. cité, p. 22) : le 26 un soldat lorrain avait été blessé dans Stenay et quatre autres avaient eu leurs chevaux tués, Arch. citées, fol. 249 v^o à 250.

Cet échec changea les dispositions du duc de Lorraine et le porta à demander la paix. Depuis le passage des armées protestante et catholique, le duché était ruiné ⁽¹⁾; pour la première fois, au début de 1592, les Etats généraux, à Nancy et dans le bailliage d'Allemagne, allaient se plaindre d'être foulés par les gens de guerre ⁽²⁾. Aussi les sentiments pacifiques de Charles III ne devaient être un mystère pour personne. En Espagne même, le bruit courait qu'il allait traiter avec Henri IV⁽³⁾, tandis qu'en France, l'archevêque Matteucci, commissaire général près l'armée pontificale, écrivait : « Le duc de Lorraine surtout est très décidé à entrer en relations avec le roi de Navarre, et il sera sans doute le premier à donner l'exemple ⁽⁴⁾. » Il en était, d'ailleurs, de même de Mayenne et des autres princes lorrains, excepté le duc de Guise ⁽⁵⁾ : tous se détachaient de plus en plus de Philippe II. Ils se seraient certainement entendu avec le Béarnais, s'il s'était converti ⁽⁶⁾; mais celui-ci n'y était pas encore disposé et, d'ailleurs, ne voulait « traicter avec eulx... que de Roy a subiect et leur oster

(1) L'Epinois, ouvr., p. 504. Cf. Parme à Philippe II, 19 septembre 1591. Arch. des Aff. étr., Espagne 329, fol. 140 v°. D'après une lettre de l'ambassadeur vénitien, 26 octobre 1591 (Ms. Ital. 1740, fol. 69), les reîtres auraient brûlé plus de 30 villages, en représailles des mesures que le duc avait prises pour les affamer, comme en 1587. — Cependant, Turenne prétendait qu'il s'était conduit « sagement » et n'avait pas « incommodé et presque ruiné mons. de Lorraine » comme il l'aurait pu, s'il n'avait dû « obeyr et non eslire. » Lettre du 25 septembre 1591. Von Bezold, t. III, p. 571. Il avait donc reçu de Henri IV l'ordre de ménager Charles III.

(2) Arch. de M.-et-M., B. 682. n° 10 (8 janvier 1592), et B. 684, n° 43 (10 avril 1592).

(3) Lettre de l'ambassadeur de Venise, 10 février 1592. *Calendar of State Papers. Venitian (1592-1607)*, p. 9.

(4) Début de 1592. L'Epinois, ouvr., p. 537 (*R. des quest. hist.*, t. XXXIV, p. 44).

(5) Cf. plus haut, p. 239.

(6) *Mém. de Mme de Duplessis-Mornay* (*Soc. de l'hist. de Fr.*), t. I, p. 227-228. Cf. plus haut, p. 238, n. 3.

tout moyen a l'advenir de remettre sus leur ligue ⁽¹⁾. » De là sans doute l'échec de toutes ces tentatives.

Dès la fin de l'année 1591, à la suite de la prise de Stenay, Charles III avait fait savoir à Henri IV, par M. de Vannes, que lui et Mayenne désiraient « entrer en traicté de quelque accord » et le roi avait renvoyé l'ambassadeur à M. de Luxembourg ⁽²⁾. Au mois de janvier suivant, M. de Vannes, d'Haussonville, gouverneur de Verdun, et le maître des requêtes Bardin vinrent à Sainte-Menehould trouver Luxembourg. Les Lorrains essayèrent de donner le change : d'Haussonville prétendait qu'il venait écouter les propositions du roi; mais le maréchal de France le rappela à la vérité et le força à reconnaître que c'était le duc de Lorraine qui avait demandé la paix. Une trêve concernant les laboureurs et les vigneron fut conclue « pour Champagne, Bassigny, Mouzon, Sedan, Stenay, pour Lorraine et Barrois, terres de mouvance d'évêché de Verdun, pays de Verdunois et terres de Jametz », sous condition de ratification de Henri IV dans six semaines ⁽³⁾. Luxembourg, « ne voulant perdre l'avantage auquel il se voyait par la bonne disposition desdits deputez », demanda au gouverneur de Verdun de venir trouver le roi; le député lorrain promit d'en parler à son maître afin de « répondre à ce que sa Majesté monstre desirer d'enfiler tellement ceste negociation que on en puisse reprendre le file (*sic*) toutes et quantes fois que l'on en voudra ⁽⁴⁾. »

(1) Instruction de De Maisse à la Clielle, 4 janvier 1592. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 369, fol. 194.

(2) Henri IV à de Maisse, 9 décembre 1591. *Ibid.*, fol. 202 v^o.

(3) Le 17 janvier 1592. Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 88, fol. 119 ss., et lettre de Luxembourg à Henri IV du 18. *Ibid.*, fol. 115-116. Cf. Hérelle, t. II, p. 416-427, et comptes du 1^{er} janvier 1592. Arch. de M.-et-M., B. 1227, fol. 358.

(4) Lettre de Luxembourg citée, fol. 115-116. — D'après le *Mém. des ch. les plus notables*, p. 425, une entrevue du même genre aurait eu lieu à Sainte-Menehould, « sur la fin de février » entre les mêmes personnages,

Bientôt Mayenne, autorisé par Charles III, Mercœur et Joyeuse, essayaient de traiter avec Henri IV à Pontoise, pour toute la maison de Lorraine; mais ils exigeaient que le roi se convertit ⁽¹⁾, aussi rien ne fut conclu. Une autre tentative de paix essayée entre le roi et le duc ne paraît pas avoir donné plus de résultats ⁽²⁾, car les hostilités reprirent aussitôt entre Henri IV et Charles III, qui s'empara des forts situés autour de Langres, Montigny, La Faulche et Montclair ⁽³⁾, et essaya même de se rendre maître d'Épernay ⁽⁴⁾. Aussi ne renouvela-t-on même pas les trêves du labourage et de la vendange ⁽⁵⁾, et il est fort douteux que Henri IV ait recommencé ensuite des tentatives de paix que, d'après Rosières de Chaudeney, le duc de Lorraine

et « il ne sortit aucun fruit de cette conférence. » Il y a là évidemment une erreur chronologique et il s'agit de l'entrevue de janvier, car les lettres de Dinteville du 14 janvier 1592 (*R. de Champagne*, t. XI, 1881, p. 286), et les comptes du 27 janvier (Arch. de M.-et-M., B. 1227, fol. 377 v^o) mentionnent la première conférence seule.

1) Duplessis-Mornay à Henri IV, 4 avril, 16 et 28 mai 1592. *Mémoires*, t. II, p. 211, 225 et 236. Cf. *Lettres-Missives* du 18 mars 1592, t. III, p. 580.

2) Henri IV, d'après les ouvertures de Sainte-Menehould, avait chargé le duc de Luxembourg et le président Blancmesnil, du Parlement de Châlons, « de traiter avec le... duc de Lorraine, ou ses deputez ayans sur ce pouvoir special pour ce faire, tant pour luy que pour autres de sa maison qu'il y voudra comprendre », c'est-à-dire évidemment Mayenne et les différents princes de la maison de Lorraine. Les deux envoyés devaient « à cest effect se transporter » avec les députés lorrains « en telle ville et lieu que de communion advis sera choisy » et s'entendre avec eux « pour parvenir à une bonne, ferme et solide paix, confederation et amytié. » Procuration du 26 mars 1592. *Journal de la Soc. d'arch. lorr.*, 1884, p. 75 ss. Cependant, le 16 avril 1592, Henri IV demandait à Blancmesnil de s'opposer, avec Nevers et Dinteville, « aux mauvais desseings du duc de Lorraine. » *Lettres-Miss.*, t. III, p. 615.

3) *Ann. de l'Est*, t. XIV, p. 439.

4) *Ibid.*, et Henry, *Siège et prise d'Épernay* (1592). *Travaux de l'Acad. imp. de Reims*, t. XXXIX, p. 92-108, textuellement reproduit dans son ouvrage, p. 195-205.

5) Les trêves d'Avenay, entre Reims et Châlons, ne concernaient pas la Lorraine. Hérelle, t. II, p. 458 ss. Ce ne fut que l'année suivante que des traités de ce genre furent conclus entre la Champagne et la Lorraine. *Id.*, p. 494-495. Cf. plus loin, p. 264, n. 2.

aurait repoussées ⁽¹⁾. A ce moment, en effet, Charles III devait retirer de Champagne une partie de ses forces pour agir en Alsace où le cardinal de Lorraine venait d'être nommé évêque de Strasbourg ⁽²⁾, et il ne cessait de protester auprès des Espagnols de la nécessité où il était de s'entendre avec le Béarnais ⁽³⁾. Cependant il continuait d'attaquer celui-ci. Quand le roi envoya à Rome le marquis de Pisani pour prêter obédience au nouveau Pape Clément VIII, le duc, si l'on en croit toujours son historien, essaya d'arrêter en Lorraine l'ambassadeur ⁽⁴⁾, craignant sans doute de voir le roi s'entendre avec le Pontife. Aussi Henri IV, qui venait de nommer le duc de Bouillon maréchal de France ⁽⁵⁾, puis son lieutenant-général en Champagne ⁽⁶⁾, n'eut-il, pour se venger de Charles III, qu'à pousser le maréchal : celui-ci battit et tua à Beaumont le maréchal du Barrois, d'Amblise, s'empara de Dun ⁽⁷⁾, tenta d'en faire

(1) Si l'on en croyait Rosières de Chaudeney, après la prise d'Epernay (15 juillet 1592), le roi « tascha de desunir de la ligue Son Altesse a laquelle il envoya La Rochepot pour traicter de paix et lui presenter la carte blanche; mais la poire n'estoit encore meure. » Ms. cité, fol. 639. D'après lui, à ce moment, Charles III était sollicité en même temps par les ambassadeurs de l'Empereur et de Philippe II pour traiter les affaires de l'Union. Nous ne savons de quoi il est fait ici allusion. Si le fait est exact, il est bien douteux que Henri IV ait profité d'un succès pour proposer au duc de Lorraine une paix sans condition, et que celui-ci l'eût alors refusée.

(2) Dagobert Fischer, *Le cardinal Charles de Lorraine. Revue d'Alsace*, nouv. série, t. V (1876), p. 153. Cette élection, faite le 9 juin 1592, était due en partie aux menées de Bassompierre. *Id.*, p. 150. Cf. *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 30.

(3) Parme à Philippe II, 20 septembre 1592. Arch. des Aff. étr. Espagne, 330, fol. 153.

(4) Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 643, à la date du 15 octobre 1592. — D'après Galluzzi, t. V, p. 155, la Clielle, parti aussi vers le 11 octobre, devait « désabuser le duc de Lorraine du vain espoir d'être roi de France et le déterminer à s'accorder avec Henri IV. »

(5) Le 9 mars 1592, en remplacement de Joyeuse. Baluze, ouvr. cité, t. I, p. 439. Cf. Daniel, *Histoire de France*, t. IX, p. 671.

(6) Le 18 juin 1592. Hérelle, t. II, p. 435-436.

(7) *Mém. de la Ligue*, t. V, p. 152-156 et 179-182. Cf. *Ann. de l'Est*, t. XIV, p. 439-440.

autant de Longwy ⁽¹⁾ et même de Nancy ⁽²⁾, si bien que le duc, pour protéger la Lorraine à la fin de 1592, fut obligé d'y lever de nouvelles troupes ⁽³⁾.

(1) « Au temps que le duc de Bouillon qui doit surprendre Longwy », des armes avaient été délivrées à Charles III par un Liégeois dans un « marché conclu au mois de novembre 1592. » Bibl. nat., Coll. de Lorraine, t. 598, fol. 240.

(2) « L'entreprise faillie sur Nancy », connue à Paris le 17 décembre 1592 (L'Estoile, t. V, p. 196), eut sans doute lieu entre le 10 novembre, où Rosières de Chaudeney (fol. 644 v^o) place le départ de Turenne de Sainte-Menehould, et le 19, où le comte de Champlitte, gouverneur de la Franche-Comté, écrivait de Gray à Chassev, commis des finances de Charles III : « Vous aurez ja bien sceu la trahison decouverte a Nancy. » Bibl. de l'Institut, Coll. Godefroy, t. 262, fol. 44. Nous n'avons rien trouvé là-dessus dans les Archives de Meurthe-et-Moselle.

(3) Digot, t. IV, p. 182. Lepage, *Institutions militaires*, p. 34-35.

IX

Les Etats généraux de 1593.

Tandis que Mayenne faisait tous ses efforts pour éluder les propositions de Philippe II et que Henri IV essayait de s'entendre avec Charles III, les Ligueurs français réclamaient de plus en plus un roi. A Paris, la Sorbonne demandait qu'il fût, au besoin, nommé par l'armée ⁽¹⁾ et, en septembre 1591, faisait part au souverain espagnol de ses désirs. Les ecclésiastiques offraient de faire élire l'infante, à condition qu'elle fût mariée à un prince de la maison de Lorraine, en particulier au duc de Guise ⁽²⁾. Les Seize étaient plus catégoriques : ils poussaient Philippe II à prendre la couronne ou à la donner à l'infante en se choisissant un gendre ⁽³⁾; ils allaient, d'ailleurs, bientôt se rallier aux mêmes conclusions que la Sorbonne ⁽⁴⁾. Le vœu général des Ligueurs était d'exclure du trône la maison de Bourbon et de choisir dans celle de Lorraine un prince qui, marié à l'infante, bénéficiât à la fois de la popularité des Guises et de la protection de Philippe II. La personne et même les fils de Charles III étaient résolument écartés, tandis que

(1) Ranke, p. 456-457 (trad. II, 158).

(2) « La charge et creance donnée au P. Mathieu Aquarius par ceux de la Sorbonne à Paris », 20 septembre 1591. Villeroy, *Mém. d'Estat*, t. II, p. 57, 60-63.

(3) Même date. *Id.*, t. III, p. 20 ss.; *Satire Ménippée*, t. II, p. 176 et 412; Cayet, *Chron. nov.*, p. 322-323; Sc. Dupleix, *Henri IV*, p. 51.

(4) Les Seize à Philippe II, Capefigue, t. VI, p. 199 ss.; sans date, mais se rapportant certainement à 1592.

la majorité s'accordait en faveur du fils du Balafré, à condition de satisfaire Mayenne ⁽¹⁾.

Le roi catholique pesa certainement ces avis ⁽²⁾. Dans ses instructions du 25 janvier 1592 à ses ambassadeurs, renouvelées de celles qu'il avait données le 6 novembre précédent à Don Diego d'Ibarra, Philippe II écartait les princes de la maison de Bourbon comme « imbus de l'hérésie ou fauteurs des hérétiques. » Il considérait comme incontestables les droits de l'infante Isabelle, née de la fille aînée de Henri II, et demandait de la faire déclarer « reine propriétaire », persuadé qu'il ne fallait tenir aucun compte de la loi salique. Si les Français désiraient un roi, on leur déclarerait que Sa Majesté catholique se choisirait un gendre; s'ils voulaient l'élire eux-mêmes, on leur proposerait l'archiduc Ernest. Ainsi Philippe II voulait assurer la couronne de France à sa fille aînée et à un prince de la maison d'Autriche, la vieille ennemie du royaume! Cependant il prenait ses précautions pour le cas où ce choix ne serait pas ratifié. « Si les Français, par leur attachement excessif à leur langue naturelle, ajoutait-il, s'opiniâtraient à vouloir élire pour roi quelqu'un de leurs princes », on pourrait leur proposer le duc de Guise, à cause de sa popularité : on s'acquitterait ainsi envers la maison de Lorraine et Charles III devrait s'en trouver content; même, déclarait le souverain, « il y aidera certainement. » Au contraire, il faudrait tout faire pour fermer l'accès du trône au marquis du Pont, « qui pourrait réunir la Lorraine à la couronne de France. » Si cependant l'élection du neveu de Mayenne présentait des difficultés, et qu'on voulût avoir un prince de la maison souveraine de Lorraine, Philippe II admettait

(1) Pièces citées, Villeroy, t. II, p. 61-62; Capefigue, t. VI, p. 200-201.

(2) Le 10 janvier 1592, Don Diego de Ibarra lui écrivait de Bruxelles : « Al Duque de Lorena, ni à su hijo, no inclina el partido Catolico, antes vendria en el Duque de Guisa. » Arch. des Aff. étr. Espagne, 330, fol. 2.

le cardinal seul, sans doute en sa qualité d'ecclésiastique qui pourrait rallier à lui les suffrages du Saint-Siège. « Mais on n'en viendra à ce point que comme un dernier refuge » et cette proposition devait rester secrète; c'était là un point sur lequel le roi catholique insistait fort ⁽¹⁾.

Ainsi Philippe II, tout en essayant de faire élire sa fille et son neveu, connaissait les préférences que les Ligueurs avaient pour le duc de Guise; quant à Charles III, dont il admettait encore moins de deux ans auparavant le fils aîné ⁽²⁾, il l'écartait résolument du trône et admettait au plus son dernier fils. Cette attitude s'explique, croyons-nous, par une véritable jalousie qu'avaient suscitée en lui les prétentions déclarées de son beau-frère et par le fait que le fils du Balafré était devenu, depuis ce moment, un candidat nouveau et populaire, qu'il espérait d'ailleurs mener à son gré. Ainsi les chances qu'avait le chef de la maison de Lorraine de faire souche royale, d'accord avec le roi d'Espagne, diminuaient de plus en plus. Charles III devait s'en douter, car il allait bientôt déclarer en Italie et en Espagne qu'il abandonnait toutes prétentions à la couronne ⁽³⁾. Il semble, d'ailleurs, à ce moment, que Clément VIII se fût « du tout rataché avec le Roy d'Espagne » et favorisât la seule candidature du duc de Guise dans la

(1) Instruction du 25 janvier 1592. Traduction (avec texte espagnol), Gachard, *Lettres de Philippe II à ses filles (1581-1583)*, p. 74-80. Toutes ces résolutions se trouvaient déjà dans les Instructions à Ibarra au sujet des négociations pour les Etats généraux. Après avoir proposé différents candidats : 1^o l'infante, 2^o le roi que Philippe choisirait, 3^o l'archiduc, 4^o le duc de Guise, le souverain ajoutait : « le quinte que en falte desto si se viere camino para Introduzir para (?) el cardenal de Lorrena despues de tener desengano de todo lo richo por poster refugio se le ayude para allo si paregiere que con estò. » — Plusieurs historiens ont su que Philippe II admettait comme pis aller la candidature du cardinal de Lorraine.

(2) V. plus haut, p. 214-215.

(3) Lettres des ambassadeurs vénitiens de Rome et de Madrid, 16 mai et 19 juin 1592. *Calendar of State Papers. Venitian, 1592-1607*, p. 32 et 39.

maison de Lorraine ⁽¹⁾. Cependant un revirement dut se faire dans l'esprit du Pape et, par suite, dans les dispositions du Lorrain. A la fin de 1592, Clément VIII, dont le prédécesseur Innocent XI avait obstinément refusé de donner de l'argent à Charles III ⁽²⁾, reconnaissant évidemment que le duc de Lorraine le servait bien ⁽³⁾, et vivement pressé par l'archevêque d'Embrun, agent à Rome du cardinal de Lorraine ⁽⁴⁾, avait accordé à celui-ci 3.000 écus par mois pour agir à Strasbourg ⁽⁵⁾ et, malgré les efforts faits sur l'entourage du Pontife en faveur de Mayenne, de Maise pouvait écrire bientôt : « Cependant le bruit de Rome est que le Duc de Lorraine sera Roy ⁽⁶⁾. » A Paris, d'ailleurs, Charles III

(1) Henri IV à de Maise, 31 juillet 1592. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 369, fol. 252 v^o.

(2) De Maise à Henri IV, 28 décembre 1591. *Id.*, fol. 191.

(3) Quand les subsides accordés par le Pape aux Ligueurs de France avaient été réduits, Charles III céda un régiment au comte de Mansfeld. L'Epinois, ouvr., p. 562-563.

(4) Le cardinal de Lorraine avait chargé l'archevêque d'Embrun de le représenter à Rome, lui et son père. De Maise à Henri IV, 28 décembre 1591. Ms. cité, fol. 191. — Sur ce personnage, Guillaume d'Avançon qui posséda la métropole d'Embrun de 1568 à 1600, l'*Histoire ecclésiastique du diocèse d'Embrun*, 1783, anonyme, t. II, p. 239, et Marcellin Fornier, *Histoire des Alpes Maritimes ou Cottiennes, et principalement de leur métropolitaine Ambrun*, 1890, t. II, p. 589, disent seulement qu'il s'était retiré à Rome pendant la Ligue. Il avait été député aux Etats de Blois en 1588. C'était, dit de Thou, un « homme livré basement au duc de Guise » et « un prélat dévoué à la maison de Lorraine, bigot et turbulent. » Martha Freer, *o. c.*, t. III, p. 219. Charles III essaya d'obtenir pour lui de Clément VIII le chapeau, mais le Pape répondit « qu'en temps si troublé il fallait songer à prier Dieu, et non à faire des Cardinaux. » De Maise au roi, 26 décembre 1592. Ms. cité, fol. 280 v^o.

(5) De Maise à Henri IV, 17 octobre et 1^{er} novembre 1592, ms. cité, fol. 261 et 266. Ce secours avait été demandé depuis longtemps. Lettre du 4 juillet 1592. *Id.*, fol. 240.

(6) Lettre du 26 décembre 1592, ms. cité, fol. 280 v^o. Cf. de Croze, t. II, p. 225. D'après une lettre du 30 juin 1592 du même de Maise, *id.*, fol. 236, on aurait envoyé de Rome à l'infante les portraits du cardinal de Lorraine et du marquis du Pont « afin que celui qui luy sera plus agreable soit esleu Roy son mary. » — Les dispositions ne devaient pas tarder à changer à Rome. Le 6 janvier 1593, de Maise écrivait à Henri IV que le Pape avait « refusé secours au duc de Lorraine pour la guerre de Strasbourg

travaillait également l'opinion, grâce aux ecclésiastiques; sans doute il y pouvait compter sur l'évêque de Senlis, Guillaume Rose, qui, à la fin de la même année, s'élevait contre la jalousie que Mayenne témoignait à son neveu, et à « ce bon duc de Lorraine, chef de la maison » et fulminait contre ses négociations avec Henri IV par « les menées de l'archipolitique Villeroy ⁽¹⁾. »

Ce n'était cependant plus cette fois à l'Espagne ni à Rome, mais à la France qu'il appartenait de parler par l'organe des Etats généraux. Malgré son désir de gagner du temps, le lieutenant-général de la Ligue avait dû, en effet, s'exécuter. Philippe II, qui s'apercevait de sa mauvaise volonté ⁽²⁾, avait menacé de lui refuser des secours devenus de plus en plus nécessaires depuis la mort du duc de Parme (3 décembre 1592) ⁽³⁾; la Ligue était partout vaincue et à Paris les *politiques* se ralliaient ouvertement à Henri IV ⁽⁴⁾. Il

qui luy a esté demandé par l'evesque d'Ambrun s'excusant sur les grandes affaires qu'il a sur les bras, toutefois il a envoyé des Brefs aux princes d'Allemagne pour les exciter à son secours et deffense et s'est excusé de ceste façon. » *Id.* fol. 291 v°. Bientôt le cardinal écrivait à Philippe II qu'il avait dû s'accorder avec les protestants de Strasbourg. Nancy, 7 septembre 1593. Arch. nat., K. 1585, n° 97.

(1) Lettre du 31 octobre 1592, citée par Bouillé, t. IV, p. 114-115, d'après le fol. 70 du ms. 8.746 de la collection Béthune. Une copie en existe aux Arch. des Aff. étr., France 242, fol. 65-70. Cette lettre a été publiée dès 1622 dans le *Recueil de plusieurs harangues, remontrances, etc.*, p. 560. Par suite, nous ne pouvons la considérer avec Labitte, ouvr. cité, p. 252, comme « une plaisanterie de collecteur. » Le jugement de ce judicieux historien sur Rose, appuyé uniquement sur un passage de l'Estoile, qui le traite de « fol », paraît infirmé par ce qu'on dit de lui dans l'*Essai biographique sur Guillaume Rose, évêque de Senlis (1583-1602). Comptes rendus et Mémoires du Comité archéologique de Senlis*, 1867, p. 87 ss. et surtout, p. 111-119.

(2) Philippe II à Ibarra, 25 mars 1592, et à Tassis, s. d. (fin de 1592). Capefigue, t. VI, p. 191-192 et 203.

(3) Cf. G. Picot, *Histoire des Etats généraux*, t. III, p. 219. — Après la mort d'Alexandre Farnèse, « son corps fut conduit par la Lorraine en Italie et... porté par le Pont-à-Mousson, suivi de cent soixante chevaux, tous en deuil. » *Mém. de la Ligue*, t. V, p. 189.

(4) P. Cayet, *Chron. nov.*, p. 395. Cf. Picot, t. III, p. 219.

fallait remédier à cette situation en donnant un roi à la France. Mayenne se décida, le 20 décembre 1592, à convoquer les Etats généraux à Paris; les élections eurent lieu jusqu'au début de l'année suivante ⁽¹⁾. Les députés vinrent peu à peu dans la capitale, ainsi que les divers candidats au trône ou leurs représentants.

Ces candidats étaient : l'infante Isabelle, représentée par ses ambassadeurs ordinaires, Don Diego de Ibarra et le *véador* Jean-Baptiste de Tassis, et par des envoyés extraordinaires, Lorenzo Suarez Figueroa, duc de Feria, un grand seigneur vaniteux, que le roi d'Espagne avait envoyé pour rehausser les Etats de sa présence, et Don Inigo de Mendoza, parent de l'ancien ambassadeur de France, et qui, en sa qualité de jurisconsulte, devait établir les droits de l'infante ⁽²⁾; le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, fils, lui aussi, d'une fille de Henri II, et représenté par son ambassadeur, M. de Molart ⁽³⁾; Charles de Lorraine, duc de Guise, à qui allaient les sympathies des Ligueurs; peut-être un fils de Mayenne; le duc de Nemours, qui promettait de faire élire l'infante afin de l'épouser ⁽⁴⁾; enfin Henri de Lorraine, marquis du Pont-à-Mousson, représenté par Christophe de Bassompierre ⁽⁵⁾. Si l'on en croit Chiverny, ce prince prétendait « comme chef de la maison et fils d'un prince souverain, que ceste eslection le devoit agrandir plustost que pas un de ses cousins, fust qu'elle se fist directement en sa faveur, ou bien en espousant ladicte infante d'Espagne, afin d'interesser la Lorraine et la cabale d'Espagne à son

(1) Du Mont, *Corps diplom.*, t. V, 1^{re} part., p. 494 ss. Picot, t. III, p. 218-220.

(2) Ranke, p. 478 (Trad. II, 183).

(3) Raulich, *o. c.*, t. II, p. 278.

(4) L'Estoile, t. V, p. 342-343.

(5) V. plus bas, p. 260, n. 4, et plus loin, p. 262, 273 ss. On pourrait aussi considérer comme candidat le cardinal de Lorraine, dont parlait l'archevêque de Lyon dans une lettre du 4 novembre 1592. Richard, *ouvr. cité*, p. 479.

dessein ⁽¹⁾. » Cependant il était un de ceux qui avaient le moins de chance de réussir auprès des Parisiens et de Philippe II, en dépit de ce qu'on en disait en France et en Espagne ⁽²⁾.

Dès le début de janvier 1593, il y avait eu à Paris des réunions où on avait discuté les affaires de la maison de Lorraine et les différentes candidatures ⁽³⁾. La première séance des Etats eut lieu le 24, Bassompierre y assistait ⁽⁴⁾; mais les députés étaient encore trop peu nombreux pour qu'on pût rien décider. L'assemblée ne se compléta qu'au mois de mars ⁽⁵⁾ et ne fonctionna véritablement qu'en mai. Dès le mois de février, le lieutenant-général avait, en effet, quitté Paris pour aller au-devant du duc de Feria et des troupes du comte de Mansfeld, successeur d'Alexandre Farnèse. Mayenne les rencontra en Picardie, s'entendit provi-

(1) *Mém. cités* (éd. Michaud et Poujoulat, 1^{re} sér., t. X), p. 520. — D'après les confidences de Rosne, Guise et Nemours espéraient épouser l'infante; mais « jamais Mayenne n'appuiera les prétentions d'aucun de ces deux prétendants parce que, n'ayant pu obtenir le pouvoir souverain pour lui-même, il ne voudrait ni être le vassal de son neveu ou de son frère cadet, ni avoir travaillé pour eux. » Il pensait demander le mariage d'Isabelle « avec un prince de son propre sang », faisant, semble-t-il exception en faveur « du duc de Lorraine, chef de la maison, ou un de ses fils ». J.-B. de Tassis à Philippe II, 22 décembre 1592. Arch. des Aff. étr. Espagne, 330, fol. 153. D'après une lettre de l'ambassadeur de Venise à Paris, du 26 mars 1593, Mayenne, « en apparence du moins », semblait disposé en faveur de Charles III. *Calendar* cité plus haut (p. 256, n. 3), p. 62.

(2) En avril 1593, on faisait courir le bruit que le duc de Lorraine serait élu « et qu'il épousera l'infante. » *Journal de Breunot. Analecta Divionensia*, 1866, t. I, p. 303. D'après une lettre de l'ambassadeur de Venise en Espagne, du 6 avril, Philippe II aurait désiré voir nommer Charles III, espérant obtenir, outre la Bretagne, « la Provence en remboursement de l'argent et de l'assistance fournis au duc. Pour ces raisons, le duc est le candidat le plus populaire et, s'il est élu, le roi pense le marier, lui ou un de ses fils, à l'infante. Mais cette idée n'est pas en faveur près du peuple espagnol. » *Calendar* cité, p. 66. Nous avons vu plus haut, p. 255-256, quels étaient les sentiments du roi catholique à l'égard de la maison de Lorraine.

(3) Ibarra à Philippe II (avant le 27) janvier 1593. Capefigüe, t. VI, p. 219.

(4) *Procès-verbaux des Etats généraux de 1593*, p. 21, note.

(5) *Id.*, p. 43, 45, 51, 56, 68 et 81-89.

soirement avec eux ⁽¹⁾ et, tandis que l'ambassadeur d'Espagne s'en allait à Paris, gagna Reims où devait se réunir toute la maison de Lorraine.

Devant la résolution qu'allaient prendre les Etats de nommer un roi et le désir que manifestaient les politiques d'entrer en conférence avec Henri IV, il importait, en effet, que les différents princes lorrains, presque tous candidats au trône par eux-mêmes ou par leurs enfants, s'entendissent pour désigner au besoin celui qu'il faudrait nommer roi de France et s'accordassent sur une action commune vis-à-vis du Béarnais. Le duc d'Elbeuf était arrivé à Reims dès le 8 avril, Mayenne et le duc d'Aumale y vinrent le 17, Guise le 27, et Charles III, que l'on attendait depuis longtemps, le lendemain ⁽²⁾. Le duc de Lorraine était accompagné d'un envoyé du roi d'Espagne, le marquis d'Urfé, et « de bon nombre de seigneurs ⁽³⁾ »; il avait fait venir de Paris Bas-sompierre. Il resta à Reims jusqu'au 4 mai ⁽⁴⁾. La conférence dura ainsi six jours entiers ⁽⁵⁾.

A quoi fut-elle employée? D'après un envoyé espagnol qui se trouvait alors à Reims, les princes de Lorraine devaient y résoudre quatre points : le premier était de savoir s'il convenait de traiter avec Henri IV, le second « d'examiner les prétentions que chacun d'eux pourrait avoir sur la couronne », le troisième d'examiner les offres du cardinal de Vendôme qui promettait, s'il était élu, d'attirer à lui la plus grande partie des royalistes, le quatrième de discuter les prétentions de l'infante. Si l'on en croyait le même

(1) Bouillé, t. IV, p. 141-142.

(2) *Procès-verbaux*, p. 455, et Pussot, *Journalier*, p. 45. Dès le 3 avril 1593, Henri IV écrivait à Nevers : « le duc de Mayenne est allé à Reims pour voir le duc de Lorraine. » *Lettres-Missives*, t. III, p. 746.

(3) Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 650 v°. D'après Henry, *art.*, p. 134, note, Charles III fit son entrée à Reims avec 50 archers de sa garde.

(4) Pussot, *l. c.*

(5) *Procès-verbaux*, p. 453.

témoin, les confédérés auraient résolu, sur le premier point, « de demeurer tous unis comme par le passé, entre eux » et avec Philippe II, et de ne jamais traiter avec Henri IV, même s'il se convertissait et se voyait absous par le Pape; sur le second, que aucun d'entre eux ne pourrait arriver par soi-même à la couronne, mais par mariage; quant aux deux derniers points, les Lorrains auraient déclaré qu'ils en laissaient la résolution aux Etats. L'Espagnol ajoutait que l'on avait « fait grande instance au duc de Lorraine pour qu'il vînt à Paris »; mais qu'il s'en était excusé sur la nécessité où il était de retourner en Lorraine et avait nommé, pour le représenter auprès des Etats, Bassompierre et Mondreville ⁽¹⁾.

Il est difficile d'accepter complètement ce récit. Certes, l'auteur était bien renseigné sur les articles que devait débattre l'assemblée, peut-être même assista-t-il à quelques conférences; mais il est hors de doute qu'il ne prit aucune part aux résolutions importantes et on peut affirmer qu'il n'a rapporté que ce que les princes ont bien voulu lui dicter ⁽²⁾. A en croire Mayenne, il y aurait eu entre eux une entente complète ⁽³⁾; mais c'est là encore un témoignage d'apparat, destiné à rassurer les Etats généraux et les Espagnols, et, quand cela eût été, on peut se demander sur quoi aurait pu porter cette union, que la conduite des différents prétendants allait formellement démentir. D'après Herrera, il est vrai, le lieutenant-général, persuadé que les Espagnols ne pouvaient faire élire l'infante, aurait proposé à ses parents de s'unir tous « pour que la couronne ne sortit pas de leur famille » et demandé que chacun d'eux

(1) Antoine Escobar à Fuentès, Reims, 3 mai 1593. Arch. des Aff. étr. Espagne 331, fol. 137-139 v^o.

(2) Il en a été, sans doute, de même que pour la prétendue résolution de Verdun en 1591. Cf. plus haut, p. 237.

(3) *Procès-verbaux*, p. 454 et 656.

promit d'aider celui qui pourrait y arriver le plus facilement; mais l'historien ne dit pas s'ils le firent et, d'ailleurs, il semble douteux que Mayenne, connaissant les chances du duc de Guise, eût fait une telle proposition ⁽¹⁾. D'après Tortora, au contraire, le frère du Balafre « avait rangé à son avis les ducs d'Aumale et d'Elbeuf, mais non ceux de Lorraine et de Guise, qui étaient plus inclinés à l'élection de l'infante, espérant pouvoir l'épouser, bien que le duc de Lorraine l'espérât moins que Guise et estimât plus difficile l'élection d'une femme, et parce qu'il prêtait l'oreille à certaines pratiques, que Girolamo Gondi avait introduites avec lui au nom des Vénitiens et du grand-duc, qu'ils consentaient à reconnaître le roi de Navarre quand il se serait converti ⁽²⁾. » Ce témoignage a une grande valeur, car Tortora était vénitien et paraît généralement bien informé; il est, d'ailleurs, confirmé indirectement par ce que nous savons des négociations de Jérôme de Gondi, envoyé de Toscane en Lorraine ⁽³⁾. C'étaient ces pourparlers qui, d'après l'historien italien, retardaient le départ de Charles III

(1) Ouvr. cité, fol. 246 v°.

(2) Ouvr. cité, t. III, p. 271. — Davila l'a naturellement copié, p. 862 (Trad. II, 1047), il a rédigé, à propos de l'assemblée de Reims, une dissertation sur les chances des différents prétendants; il y mêle aussi le projet de mariage de Catherine de Bourbon avec le marquis du Pont, évidemment d'après de Thou, t. XII, p. 2, cité plus bas, p. 275.

(3) Jérôme de Gondi, banquier (*Lettres de Cath. de Méd.*, t. IX, p. 258 note), et « un des principaux fermiers des revenus de la couronne de France », avait été employé en 1590 par Henri IV et le grand-duc à propos des affaires de Lorraine. Galluzzi, t. V, p. 81-82. Il fut envoyé en 1593 en Lorraine (*Id.*, p. 177), tandis que le cardinal de Gondi restait à Florence (V. plus bas, p. 281, n. 2). La correspondance originale de Jérôme de Gondi de 1591 à 1593 est aux Arch. des Aff. étr. (fonds Correspondance politique, Toscane 1, fol. 186 à 291); mais il n'y est pas question de la Lorraine. — Le 8 janvier 1593, main-levée avait été donnée de la maison de Jérôme de Gondi, située au faubourg Saint-Germain, comme étant « au service... de Madame la grande-duchesse de Toscane », d'après les certificats de celle-ci et de ses frères, le comte de Vaudémont et le cardinal de Lorraine, des 5 et 29 novembre et 5 décembre 1591. *Registre des délibérations de la ville de Paris*, t. X, p. 327.

pour Reims. Lorsqu'il y fut arrivé, continue Tortora, le duc poussa le lieutenant-général, qui croyait que l'élection d'un prince de la maison d'Autriche était la plus facile, à se décider pour un membre de la famille de Lorraine ou de Bourbon, et Mayenne, se voyant exclu, aurait fait proposer au Pape trois partis : s'accorder avec Henri IV s'il se convertissait, élire un prince du sang, par exemple le cardinal de Vendôme, ou enfin un prince de la maison de Lorraine qui épouserait l'infante ⁽¹⁾.

Le récit paraît exact. Charles III était si bien entré en relations avec le Béarnais, qu'étant à Reims, il envoya Bardin, son maître des requêtes, négocier à Avenay une trêve avec les royalistes ⁽²⁾; il voyait si peu de chances de faire triompher les prétentions de son fils qu'il refusa d'aller à Paris les soutenir ⁽³⁾; enfin il était si disposé à traiter définitivement avec le roi, que Bassompierre fut renvoyé de Reims à Paris avec des instructions qui « ne tendaient qu'à désunir les chefs de la Ligue pour faire un traité avantageux à son maître avec Henri IV ⁽⁴⁾. » Evidemment le duc, mécontent de la façon cavalière dont l'avaient traité les envoyés de Philippe II ⁽⁵⁾ et ayant « cogneu la resolution

(1) Tortora, t. III, p. 272-275.

(2) Hérelle, t. II, p. 497-498, et t. I, p. 434, aux dates des 2 et 3 mai 1593.

(3) Cf. voir plus haut, p. 262.

(4) Benoit Picard, *Réplique* (citée plus haut, p. VIII, n. 1), p. 34, d'après les mémoires manuscrits d'Elisée de Haraucourt, gouverneur de Nancy, que l'historien dit avoir possédés et qui sont aujourd'hui perdus. Ce passage a été reproduit par Dom Calmet, t. V, col. 849 (non dans la 1^{re} édit.).

(5) D'après ses instructions du 2 janvier 1592 (Arch. nat., K. 1450, n° 109), le duc de Feria devait voir Charles III, lui remettre une lettre que nous possédons (*id.*, n° 107), et qui contenait des protestations générales. D'après le *Journal* de Breunot (cité plus haut, p. 260, n. 2), t. I, p. 284, non seulement Feria ne vit pas le duc, mais encore, en passant la Lorraine, il l'aurait fait attendre « en une gallerie quatre heures, pensant qu'il alloit le saluer; seroit sorti de Nancy sans ce faire. » De plus, « le comte de Fuentès, don Pedro Mariquez de Toledo, envoyé d'Espagne aux Pays-Bas », avait été cherché aux frontières de la Lorraine « par bon nombre de cavalerie » et bien reçu de Charles III, qui attendait sa visite; mais « le vaniteux

des Espagnols sur sa personne et du... marquis son fils, en avoit conçu un tel mescontentement et despit ⁽¹⁾ » qu'il s'était décidé à entraver les ambitieux desseins du roi catholique et à s'entendre avec le roi de France ⁽²⁾.

Cependant cette modération subite peut sembler mal s'accorder avec certains documents lorrains. Les comptes des receveurs du duché paraissent, en effet, dans cette année 1593, témoigner d'un regain de vigueur des prétentions de Charles III à la couronne, tout au moins dans leur manifestation extérieure. Le 16 février, diverses sommes avaient été payées à un peintre de Nancy « en consideration des peines salaire et vacations qu'il a faict... a peindre une nouvelle table de genealogie de la maison de sadite Altesse depuis Charlemagne jusques a present, nouvellement mise en Lumiere », et à deux graveurs « pour avoir travaillé à graver et disposer ladicte table de genealogie ⁽³⁾. » Le 16 juillet, Charles III enverra une coupe d'argent « au secretaire de Monsieur l'archiduc Ferdinand d'Autriche en recognoissance d'un libure qu'il a composé et envoyé a sadicte Altesse contenant la genealogie de la maison d'Autriche La ou est aussy faict mention de la maison de Lor-

espagnol » crut que c'était à lui de recevoir celle du duc et « partit le lendemain sans dire adieu. » Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 645. D'après une lettre d'Ibarra à Philippe II, du 5 décembre 1592 (Arch. nat., K. 1582, n° 79), le comte de Fuentès avait été « hospitalisé dans la maison » de Charles III, avait visité son fils, la duchesse de Brunswick, le marquis de Hâvré et était « parti sans voir le Duc », qui en fut « peu content. »

(1) La Huguerye, t. III, p. 364.

(2) Le 29 mai 1593, de Maisse écrivait à Henri IV : « Il est arrivé un Courier depeesché vers le Pape de la part du Duc de Lorraine et de ceux qui sont assemblez à Reims qui n'a apporté autre chose, que l'on sache jusques icy, sinon que une partie d'eux s'en alloit à Paris pour l'élection d'un Roy, qui seroit de la maison de Lorraine. *On me donne cependant avis de Florence que les affaires du duc de Lorraine vont très mal et que l'on a opinion qu'il s'entende avec V. M^{te}.* » Bibl. nat., fonds Colbert (V°), p. 369, fol. 331.

(3) Arch. de M.-et-M., B. 1234, fol. 269 v°.

raine ⁽¹⁾. » Or, à cette dernière date, le duc était sur le point de signer une trêve complète avec Henri IV, ce qui prouve bien que ces généalogies ne pouvaient servir qu'à satisfaire la vanité du Lorrain : au moment où il abandonnait ses prétentions effectives à la couronne de France, il se complaisait dans le tableau de son illustre origine et allait essayer d'en tirer le meilleur parti possible.

Un autre fait pourrait paraître plus significatif encore. A Reims même, Charles III donna à Bardin 30 écus « pour faire tenir au Sieur Choppin Advocat de Son Altesse a Paris, oultre 20 ecus quil a heu, Et ce pour aulcunement le recompenser des poines quil a prins a rediger par escript les droictz et pretentions que sadicte Altesse et Messeigneurs ses enfians pretendent en plusieurs des provinces du Royaume de France ⁽²⁾ » ; mais cette détermination, prise le jour même de la conclusion de la trêve d'Avenay, montre simplement que le duc avait pris ses précautions pour le cas où il pourrait réclamer efficacement quelque partie de la couronne ⁽³⁾.

Sur quelles provinces portaient ces prétentions ? C'est évidemment celles-là même que Charles III exposait aux

(1) Arch. de M.-et-M., B. 1234, fol. 294. En 1521, le généalogiste Gebwiler, dans une biographie de Sainte Odile, avait avancé que les Habsbourg descendaient des anciens ducs d'Alsace. Chr. Pfister, *Le duché mérovingien d'Alsace et la légende de Sainte-Odile. Annales de l'Est*, t. VI (1892), p. 66-70. Son ouvrage avait été connu en Alsace vers la moitié du XVI^e siècle (*Id.*, p. 73, n. 1). Celui qu'écrivit le secrétaire de l'archiduc figure sans doute parmi ceux qui sont cités à la p. 8 de Guilliman (*Id.*, p. 78, n. 1) ; mais nous n'avons pu l'identifier, faute d'indication de date.

(2) « Comme appert par mandement donné à Rheims le deuxiesme mai 1593. » Arch. citées, fol. 271 v^o. Cf. Henry, *art.*, p. 132.

(3) Les « Alliances généalogiques de la maison de Lorraine » par Biré, 1593, que nous avons citées plus haut, p. 167, n. 7, ne sont pas, comme la mention au *Catalogue Favier* (n^o 403) pourrait le faire supposer, un livre composé en faveur de Charles III, mais bien du duc de Mercœur. Il renferme beaucoup de détails sur celui-ci et la Bretagne. L'auteur, avocat du roy à Nantes, y expose l'origine troyenne de la maison de Lorraine ; le dernier chapitre (p. 130-135) seul traite de Charles III et de sa famille.

Etats à la suite de l'assemblée de Reims. Le duc parlait des résolutions qu'il y avait prises avec Mayenne et les autres princes lorrains « pour moiennner une tranquillité, repos et soulagement au peuple françoys... soubz l'auctorité du prince qui sera recogneu pour Roy catholique, apostolique et romain... en procedant a laquelle nomination sadicte Altesse supplie humblement Messieurs des Etats de lui faire droict raison et justice sur les droictz par elle pretendus et specifiez ez articles et propositions qui s'ensuivent. » Il réclamait certaines provinces de France en son nom propre et au nom de ses enfants. C'était : 1° en qualité de duc de Lorraine, descendant du roi René, les comtés d'Anjou et de Provence; 2° comme duc de Bar, la seigneurie de Coucy, à titre d'héritier de Marie de Soissons, femme d'Edmond de Bar; 3° les duchés du Bourbonnais, d'Auvergne et le comté de Forez, comme petit-fils de René de Bourbon, femme du duc Antoine; 4° le comté de Valois, à titre de descendant de la fille de Charles de Valois, mère de Raoul I^{er}; 5° la Bretagne, du côté de Charles de Blois, dont la fille, Marie, épousa Charles I^{er}, duc d'Anjou; 6° les comtés de Brie et de Champagne, par héritage des filles des comtes, mariées au duc de Lorraine Frédéric II ou aux comtes de Bar Raymond II et Edmond II; 7° le comté de Clermont-en-Beauvaisis, comme dot de Claude de France, garantie par les 50.000 livres sur l'hôtel-de-ville qui ne lui étaient pas payés. C'était là des droits bien considérables sur des territoires tant soit peu lointains; aussi, pour ce qui touchait au Barrois, Charles III, « pour euter la multiplicité des procès que sont ordinairement suscitez par aucuns particuliers des bailliages de Bar et Bassigny qu'on appelle terres de mouvance », suppliait-il « que la souveraineté desdits bailliages lui soit plainement et entierement delaissée » pour lui et ses successeurs. Outre ces droits qu'il revendiquait en personne, le duc énonçait ceux qui

appartenaient « à Messeigneurs ses infans sur lesquels en leur nom » il demandait aux Etats de lui faire justice. C'était : 1° les comtés d'Auvergne et de Lauraguais comme succession de Claude de France; 2° la Bretagne du côté de Jean de Montfort, ancêtre de la reine Anne, grand-tante de Claude; 3° le comté de Blois comme appartenant à la maison d'Orléans, dont descendait la même princesse ⁽¹⁾.

Toutes ces prétentions se retrouvent, exposées avec un plus grand luxe de détails et suivant un ordre un peu différent, dans une « remontrance » que le président de la cour des comptes de Lorraine, Thierry Alix, avait composée « pour présenter aux Etats de la Ligue ⁽²⁾. » Ce mémoire, beaucoup plus étendu que le précédent, en diffère essentiellement en ce qu'il expose tout au long les prétentions de Charles III à la couronne de France. L'auteur, en matière d'introduction, rappelle aux Etats que le roi qu'ils se proposent d'élire doit posséder trois qualités : « à savoir qu'il soit d'abord très chrétien et très catholique », en second lieu « qu'il soit Francigène, de l'alliance royale et de la langue de France, zélateur et amateur de cette nation, pratique et entendu aux lois d'icelle et de son royaume, tiercement qu'il soit de son estoc, très noble et puissant par la manutention des droictz prérogatives et dignitez de ceste couronne, ensemble pour la protection de ses pays et subjectz. *La conjonction des quelles trois parties et qualitez*

(1) Résolution de S. A. sur la nomination d'un roy catholicq. Bibl. nat., Coll. Dupuy, p. 582, fol. 71-75.

(2) Le titre donné par le Cartulaire de Lorraine est, en effet : « Remonstrance de la part de Charles III, duc de Lorraine, pour presenter aux Etats de la Ligue tenus à Paris l'an 1593.... Mise par escrit par Theodore Alix, sieur de Veroncourt, President en la Chambre des Comptes de Lorraine » (Boyé, thèse latine citée, p. 58). C'est aussi celui d'un sommaire de la pièce, qui se trouve à la Bibl. nat., Collection de Lorraine, p. 531, fol. 271. Il est beaucoup plus exact que celui de « Mémoire présenté aux Etats de la Ligue » sous lequel Digot l'a publié, car ce dernier titre explique précisément ce qui est en question, à savoir la présentation du mémoire aux Etats généraux.

royalles ne se peult en effect suffisamment reconnoistre et remarquer en aultre prince que en » Charles III ⁽¹⁾. Thierry Alix développait ensuite ces trois points en montrant d'abord que son maître, descendant comme duc de Lorraine de Godefroy de Bouillon et comme duc de Bar de vaillants croisés, petit-fils du pieux Antoine, lui-même « chef de la sainte union de tous ceux de sa lignée pour la conservation entière de la foy catholique en France » et s'étant « opposé à diverses fois avec toutes ses forces » au passage des hérétiques d'Allemagne, était digne de succéder au roi très chrétien ⁽²⁾. Puis il présentait le duc comme « indigène de France », descendant « directement de la seconde lignée des rois », à la fois comme duc de Lorraine à titre d'« héritier et successeur au duché de Charles I. » ou de descendant de « Lothaire I., fils de Louis le Débonnaire » et comme duc de Bar ⁽³⁾. Il exposait ensuite les alliances des ducs de Lorraine et de Bar avec les Capétiens depuis le XII^e siècle et montrait que, comme gendre de Henri II et beau-frère de Henri III, Charles III était leur héritier direct. « Toutes lesquelles affinitez nuptiales des princes lorrains et barrois avec la maison royale de France et autres familles illustres de sang royal, déclarait-il, portent reconnaissance de commune patrie, société et confédération entre tous ces princes, prochainement alliez ensemble de si longue main et par tant de siècles ⁽⁴⁾. » Cette union était encore fortifiée par les alliances défensives et offensives qui avaient été de tout temps conclues entre les ducs et les rois de France. « Par quoy, ores que les ducs de Lorraine et de Bar ne fussent de la consanguinité et famille ancienne des roys de France comme ils sont... si doivent-ils estre tenus pour

(1) *Id.* Digot, p. 3.

(2) *Id.*, p. 3-5.

(3) *Id.*, p. 11 et 29.

(4) *Id.*, p. 16.

régnicoles et concitoyens de la France ⁽¹⁾. » Et quand cette parenté et ces alliances ne seraient « d'aucun effect au droict de la couronne contre ceux de la troisieme lignée royale appelés à la succession des derniers roys de la mesme race », le seul fait de la réunion des Etats généraux lève l'objection, puisque c'était à eux de choisir un roi ⁽²⁾. Thierry Alix contentait, d'ailleurs, « les charnels, qui se voudroient encore arrester au sang royal de la Troisième race » en montrant que les fils de Charles III « sont enfans d'une fille et sœur des derniers rois ⁽³⁾ » et réfutait « la loy salique purement masculine », invoquée en France pour exclure du trône « les masles et les femelles descendants dicelles », en montrant que « *cette loy qui ne parle directement que des terres allodiales...* n'est extensible à la dignité et domaines de cette monarchie ⁽⁴⁾. » Il déclarait que l'application qui en avait été faite en faveur des Valois était abusive et que, en présence de « masles collateraux, cousins au vingtieme degré et encore plus remot des derniers roys », on ne pouvait « empêcher que le plus proche parent desdits roys, bien qu'en ligne féminine, ne soit appelé par eslection unanime du peuple à ce magistrat royal ⁽⁵⁾. »

Enfin le président témoignait de la « puissance » de Charles III, « tant de sa noblesse et de son estoc et de ses pères que d'alliances hors de ce royaume comme dedans ⁽⁶⁾ », en le montrant possesseur de deux duchés, la Lorraine et le Barrois, de trois comtés, ceux de Vaudémont, de Blâmont et de Clermont, et d'un marquisat, celui du Pont-à-Mousson, territoires dont la réunion à la couronne amènerait la France « jusques à ses plus anciennes et primitives bornes

(1) Edit. Digot, p. 20-21.

(2) *Id.*, p. 22.

(3) *Id.*, p. 27.

(4) *Ibidem.*

(5) *Ibidem.*

(6) *Id.*, p. 28.

du Rhin ⁽¹⁾ », en exposant les alliances de Charles III à l'étranger avec tous les princes d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, d'Angleterre, ses prétentions sur les duchés de Gueldre et de Zutphen, sur le royaume de Sicile et le duché de Calabre ⁽²⁾, et en développant longuement « plusieurs droits évidens de propriété en certains ducheux et comtés de ce royaume » qu'il possède « à tiltre héréditaire de ses prédécesseurs ⁽³⁾ », la Provence, le comté de Blois, l'Anjou et le Maine, le Valois, le Bourbonnais, l'Auvergne et le Forez, la Bretagne, la Brie, la Champagne, le comté de Dreux, même la Bourgogne et les comtés d'Auxerre et de Nevers ⁽⁴⁾, les comtés d'Auvergne et de Lauraguais, devenus en 1533 propriété personnelle de Catherine de Médicis et ne pouvant être compris dans la renonciation de Claude de France « aux futures successions paternelles et maternelles en faveur des masles », puisqu'ils résultent d'une donation antérieure et que, d'après les termes mêmes de cette donation, la propriété en revient aux filles, après les mâles ⁽⁵⁾. Tous ces « droits de propriété qu'a la maison de Lorraine sur les plus grandes terres du royaume de France » n'étaient certes pas des quantités négligeables ; mais outre ces « moyens qui serviront de beaucoup à l'entretienement de cet estat », il y en a un autre, « consistant en la prudence et discrétion de sa personne », qui ferait du duc « un roy pourveu d'âge, meur de sagesse et de bonne condition ⁽⁶⁾. » Et Thierry Alix terminait en disant qu'élire Charles III serait le seul procédé convenable pour le dédommager des « frays incroyables » et des « pertes et dommages de guerre

(1) Ed. Digol, p. 30.

(2) *Id.*, p. 32-33.

(3) *Id.*, p. 38.

(4) *Id.*, p. 38-62.

(5) *Id.*, p. 63-65.

(6) *Id.*, p. 65-66.

inestimables » qu'il avait soufferts pour défendre la cause catholique en France ⁽¹⁾.

Telle est la teneur de ce long mémoire, d'une facture pédantesque, hérissé de citations de jurisconsultes et d'historiens qui, destiné à être présenté aux Etats généraux de 1593, a été évidemment composé avant cette date, et probablement l'année précédente ⁽²⁾. On peut se demander s'il a été réellement communiqué aux députés et il est à peu près certain que non. On n'en trouve aucune mention dans les documents français du temps, non plus, d'ailleurs, que dans les documents lorrains. C'est pourquoi l'historien Digot, qui l'a publié *in extenso*, a émis l'hypothèse qu'il a été communiqué, sous forme de copie, aux principaux membres des Etats ⁽³⁾. Cette hypothèse, à laquelle nous nous étions jadis rallié ⁽⁴⁾, ne nous semble plus aujourd'hui admissible. Elle impliquait, en effet, la croyance que Charles III avait soutenu jusqu'au bout ses prétentions ; l'étude précédente a montré qu'il n'en était rien. D'ailleurs, au moment où le duc de Lorraine allait traiter avec le roi de France, il eût été imprudent d'agir ainsi et surtout d'attaquer l'hérésie du Béarnais, comme le faisait, en maint endroit, le mémoire du président Alix ⁽⁵⁾. Nous croyons

(1) Edit. Digot, p. 67.

(2) La date la plus rapprochée qui y soit citée est celle de juin 1591 (p. 6). D'autre part, il y est dit que « depuis sept ans en çà le duc Charles a esté chef de la sainte union » (p. 5). La date dont il s'agit paraît être 1585, l'année de la prise d'armes, à moins qu'il ne s'agisse de la Ligue de Nancy de 1584, ce qui est très douteux, car jamais il n'en est question dans les documents émanant de la cour de Lorraine. D'autre part, l'âge de Charles III, « quarante-huit ans ou environ » (p. 65-66), reporte la date du document à la fin de 1591 au plus tard. D'après M. Fourier de Bacourt (*Journal de la soc. d'arch. lorr.*, 1895, p. 234-235, un manifeste en faveur du duc aurait été composé le 25 août 1592. Serait-ce celui de Thierry Alix ?

(3) *Histoire de Lorraine*, t. IV, p. 285 et Préface, non paginée, du *Mémoire*.

(4) *Annales de l'Est*, t. XIV, p. 441.

(5) Henri IV y est nommé « un hérétique se disant roy » (p. 6), « l'hérétique et excommunié s'intitulant roy de France » (p. 10). Cf. p. 26, où il est question de religion.

pouvoir affirmer que cette pièce, si elle a été remise à Bassompierre avant l'ouverture des Etats de 1593, ne lui a jamais servi. Bien plus, il nous paraît certain qu'elle a été remplacée, après l'entrevue de Reims, par la « résolution » concernant les provinces françaises; mais celle-ci ne devait évidemment être utilisée que si une élection avait lieu; comme il n'y en eut point, Bassompierre n'eut pas, sans doute, à en faire usage vis-à-vis des Etats. Ainsi ces deux documents qui, à première vue, paraissent d'une importance capitale et dont le premier a soulevé tant de polémiques ⁽¹⁾, n'ont pas eu de valeur effective.

Quel fut donc le rôle de Bassompierre? Renvoyé par Charles III à Paris « avec pouvoir d'assister de sa part à toutes les conférences et assemblées qui se feroient, pour agréer toutes les bonnes et saintes résolutions qui y seront prises pour le bien de la religion et de l'état ⁽²⁾ », il exécuta, semble-t-il, fidèlement ses instructions en ce qui concerne les Etats, les princes lorrains et Henri IV. De retour à Paris le 8 mai ⁽³⁾, il entra aux Etats le lendemain ⁽⁴⁾, assista le 10 au matin à l'assemblée extraordinaire convoquée en la chambre royale du Louvre, où Mayenne rendit compte de la conférence de Reims ⁽⁵⁾; le 13 il se trouvait chez le Légat avec le lieutenant-général et tous les autres Lorrains ⁽⁶⁾; le 20 il devait être aussi dans une autre réunion, tenue chez le Légat, rue de la Plâtrière, en présence de Mayenne, des princes, de six représentants des Etats, quand

(1) V. plus haut, p. VIII, n. 1 : Baleicourt, *Traité historique*, Préface et p. 229-230, *Réflexion des deux ouvrages*, p. 11, et Benoît Picard, *Première réplique*, p. 32-33. Cf. D. Calmet, t. V, col. 847-849.

(2) *Procès-verbaux des Etats* du 12 mai 1593, p. 454.

(3) *Id.*, p. 451.

(4) Lettre d'Etienne Bernard, du 12 mai 1593. *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, 3^e série, t. I, p. 513.

(5) *Procès-verbaux*, p. 179, 451 et 656. Cf. Villeroy, *Mém. d'Estat*, t. IV, p. 243.

(6) *Id.*, p. 463.

les ambassadeurs proposèrent de donner la couronne à l'infante et que Rose protesta au nom de la loi salique ⁽¹⁾. Feria et Mendoza ayant soutenu cette proposition devant les Etats, les députés demandèrent quel gendre comptait prendre Philippe II ⁽²⁾. Les Espagnols répondirent le 13 juin que ce serait l'archiduc Ernest ⁽³⁾. Huit jours après, le lieutenant-général de la Ligue déclara que les lois du royaume ne permettaient pas d'élire un prince étranger ⁽⁴⁾. Les ambassadeurs firent volte-face et proclamèrent, le lendemain, que le roi catholique marierait sa fille à un prince français « y compris toute la maison de Lorraine » à la volonté de Philippe II, « qui feroit entendre son choix dedans deux mois après l'eslection faicte ⁽⁵⁾. C'était, semble-t-il, la porte ouverte aux prétentions de Charles III. Les Etats paraissaient sur le point d'accepter, quand le Parlement sauva la situation et la royauté de Henri IV en déclarant que la loi salique interdisait l'élection des étrangers (28 juin

(1) *Journal de la Ligue* du 17 mai au 6 novembre 1593. *Revue rétrospective*, t. IX, p. 51-53. Bernard en parle dans sa lettre du 22 mai 1593 (*Bibl. citée*, p. 516), Bassompierre dans une lettre au comte de Salm datée du 22 avril, mais qui est évidemment du 22 mai (*Bibl. nat.*, ms. franç. 17.312, fol. 382), car on y dit que la conférence de Suresnes se tenait « depuis le 29^e du mois passé »; or elle avait commencé le 29 avril (*Discours... de la conférence*, fol. 29). M. Baguenault de Puchesse, *R. des quest. hist.*, t. XV (1^{er} janvier 1879), p. 55, critique à tort de Thou (t. XI, p. 756), en disant que cette réunion eut lieu chez le Légat, non le 20, mais le 14 mai. — Sur cette conférence et l'attitude de Rose, v., outre de Thou, Davila, p. 865-866 (trad. II, 1050-1051), qui lui donne la date du 19, et Labitte, ouvr. cité. p. 248-250, avec les réserves que nous avons indiquées plus haut, p. 258, n. 1.

(2) *Procès-verbaux*, p. 487 et 243.

(3) *Id.*, p. 252. C'était là un projet très ancien. Dès le 25 avril 1582, Saint-Gouard écrivait à Henri III : « Lon me dict que l'imperatrice vient bien résolue de faire que mesdames les Infantes soient mariées toutes deux avec l'Empereur et l'Archiduc Arnest. » Le 22 novembre, il en reparle encore. *Bibl. nat.*, ms. franç. 16.108, fol. 456. Proclamé par Philippe II dans ses instructions de 1591-1592, il fut bientôt divulgué, car de Maisse en écrivait à Henri IV le 4 juillet 1592. *Id.*, fonds Colbert (V^o), p. 369, fol. 239 v^o.

(4) *Procès-verbaux*, p. 281-282.

(5) *Procès-verbaux* du 21 juin 1593, p. 287. Cf. Lettre d'Etienne Bernard, du 22 juin (*Bibl. citée*), p. 524.

1593) ⁽¹⁾. Cet arrêt excluait du trône, non seulement les Espagnols, mais encore les Lorrains ⁽²⁾. Quelques jours après les Etats généraux ajournaient l'élection ⁽³⁾.

Jusque-là Bassompierre n'avait eu à jouer aucun rôle effectif. Il n'en fut bientôt plus ainsi. En dépit de l'arrêt du Parlement, la question restait pendante. Les Espagnols n'avaient pas fait de proposition décisive, ni les Etats donné de réponse officielle. Vers le début du mois de juillet, il y eut une assemblée secrète qui se tint, semble-t-il, chez le Légat, ou tout au moins en sa présence, devant Mayenne, les principaux des Ligueurs et le duc de Feria. L'ambassadeur d'Espagne y proposa d'élire le duc de Guise pour le marier à l'infante. Le lieutenant-général, croyant que c'était une promesse gratuite, dissimula son ennui et remercia Philippe II de l'honneur qu'il faisait à sa maison, puis demanda à voir l'ordre du roi : Feria, dépliant un papier, ne montra que la partie qui concernait le duc de Guise. Mayenne, surpris, ne put se dédire. D'après de Thou, Bassompierre, qui avait aperçu son embarras et qui tentait de traverser la fortune de Guise, vint à son secours. Il déclara que Charles III, en sa qualité de chef de la famille, devait être consulté, qu'une telle résolution prisé sans l'avis du duc de Lorraine pourrait le pousser au désespoir, c'est-à-dire à traiter avec le Béarnais. Il dépeignit toutes les conséquences de cette paix : le mariage de Henri IV avec Marie de Médicis, nièce du grand-duc, et celui du marquis du Pont avec Catherine de Bourbon, sœur du roi, montra la Lorraine ouverte aux secours d'Allemagne et les communica-

(1) *Procès-verbaux*, p. 546 ss. Cf. Picot, ouvr. cité, p. 243-246 et Mariéjol, ouvr. cité, p. 378. Sur les circonstances de la rédaction de cet arrêt et la part qu'y eurent Pierre Pithou, Nicolas le Fèvre et surtout Guillaume du Vair, v. Radouant, ouvr. cité, p. 327-338.

(2) *Mém. de Nevers*, t. II. p. 410. Feria, en protestant contre l'arrêt du Parlement, disait que par la qualification d' « étrangers » il semblait « que l'on ait voulu priver Messieurs du sang de Lorraine de la grandeur à quoy leur mérite les pourroit porter. » *Procès-verbaux* du 5 juillet 1593, p. 336.

(3) Picot, t. III, p. 247.

tions entre la Franche-Comté et les Pays-Bas coupées aux Espagnols. « Le Légat et les ambassadeurs, croyant que tout ce que Bassompierre venait de dire était inventé à dessein pour retarder l'élection », ne firent qu'en rire; toutefois ils déclarèrent que Philippe II n'agirait pas sans le consentement de Charles III et que Bassompierre pouvait l'avertir ainsi que le cardinal son fils ⁽¹⁾. Feria s'entretint, d'ailleurs, avec Bassompierre de l'effet que produirait sur le duc de Lorraine la candidature du duc de Guise. L'ambassadeur lorrain déclara « que le duc aimait Guise comme

(1) De Thou, t. XII, p. 7-9. Cf. Davila, p. 874-875 (trad. III, 1060-1061), tous deux sans date précise. De Thou dit, p. 9 : « Cela arriva dans le temps que l'arrêt dont nous avons parlé fut donné », renvoyant ainsi au 28 juin 1593. Dans une lettre du 13 juillet, Don Diego d'Ibarra parle d'une réunion tenue chez le Légat le 28 juin même, mais sans donner de détails. Arch. nat., K. 1589, n° 32. L'Estoile, t. VI, p. 50, dit que le duc de Feria proposa, le 4 juillet, de marier le duc de Guise à l'Infante et que Mayenne, « fort étonné et mal content », répondit « qu'il y avoit M. de Lorraine qui ne se pourroit jamais contenter de ceste élection, pour ce qu'on lui feroit tort, estant l'ainé de leur maison, les autres princes pareillement, qui avoient tous bien fait. » Il ajoute, p. 51, que le lieutenant-général, « troublé de ceste nouvelle élection du duc de Guise... tint conseil, depuis quatre heures du soir jusques à minuit ». Dans le *Supplément* tiré de l'édition de 1736 (*Id.*, p. 300), il est question d'une « assemblée particulière laquelle s'est tenue au logis du Legat, et à laquelle se sont trouvés le Duc de Mayenne, le Duc de Guise et le sieur de Bassompierre, Ambassadeur du duc de Lorraine, et les principaux des trois Ordres de l'Estat », où le Légat proposa « de nommer un Prince pour estre Roy solidairement avec l'infante. A quoy le Duc de Mayenne a répondu, que si ce pouvoir estoit special et déterminé, il feroit aussi-tost proceder à l'élection. » Le 14, « les mesmes Seigneurs se sont assemblés dans le logis du Legat et... le Duc de Feria a remis entre les mains dudict Legat un pouvoir par lequel le Roy d'Espagne nomme le Duc de Guise pour estre l'époux de sa fille.... Le Duc de Mayenne... a fait mine d'estre joyeux et content de l'honneur que luy faisoit le Roy d'Espagne, en nommant un Prince de sa maison » et le lendemain en fit part aux Etats. Enfin le *Dialogue d'entre le Maheustre et le Manant* (*Sat. Mén.*, t. III, p. 579), donne les deux dates du 10 et du 20 juillet; mais à cette dernière réunion n'assistait pas Bassompierre (Richard, *Pierre d'Epinac*, p. 519). Au contraire, il était à celle du 10, qui se tenait chez le Légat, d'après la lettre d'Ibarra citée ci-dessus. — La séance dont parle de Thou eut peut-être lieu le 28 juin, sûrement au plus tard le 4 juillet 1593, car le 5, l'Espagne réclamait la nomination du duc de Guise (*Procès-verbaux*, p. 316, note), et le 6 Feria écrivait à Philippe II la conversation tenue avec Bassompierre et dont nous parlons plus bas. De Thou devait être bien renseigné : nous avons déjà vu les propositions de mariage du marquis du

s'il eut été son fils, et qu'il serait très content d'apprendre la fortune qui lui survenait ⁽¹⁾ »; il endormit ainsi les soupçons des Espagnols.

Si l'on en croit encore de Thou, Bassompierre ne s'en serait pas tenu là et aurait poussé le lieutenant-général à faire composer par la Huguerye, pour se justifier, un discours où il aurait montré le danger qu'il y avait pour la France à nommer Philippe II ou sa fille ⁽²⁾. Nous possédons le texte de ce discours ⁽³⁾ : la grande connaissance des affaires d'Allemagne et la subtilité du raisonnement permettent d'y reconnaître l'ancien secrétaire de Jean-Casimir; mais il nous semble très douteux que ce discours ait été composé pour le duc de Mayenne. Comme le fait remarquer l'éditeur des *Mémoires* ⁽⁴⁾, la Huguerye n'aimait pas ce prince; il montre même pour lui, dans son œuvre, une haine féroce ⁽⁵⁾ : il est donc peu probable qu'il ait travaillé pour lui ⁽⁶⁾. De plus, il est des passages qui ne peuvent s'appliquer au lieutenant-général de la Ligue, mais au chef de la maison de Lorraine ⁽⁷⁾. Enfin, la conclusion rappelle singulièrement le

Pont avec Catherine de Bourbon (v. p. 243, n. 4) et depuis longtemps il était question de celui de Henri IV avec Marie de Médicis; au mois de mai 1593, on avait appris à Nancy que le roi lui avait envoyé son portrait (Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 653 v^o). C'était sans doute en réponse à celui de la princesse au roi, mentionné dans une lettre de Philippe II au duc de Sessa, 25 décembre 1592. Arch. des Aff. étr. Espagne, 330, fol. 199.

(1) Feria à Philippe II, 6 juillet 1593. Arch. nat., K. 1585, n^o 70.

(2) De Thou, t. XII, p. 11-22.

(3) Bibl. nat., fonds Colbert (V^e), t. 31, fol. 443-453, et extraits dans les *Mémoires* de la Huguerye, t. III, Introduction, p. xxxvj ss. Une copie figure aussi dans les Arch. des Aff. étr. France, 761, fol. 36 v^o à 50.

(4) T. III, p. xxxix.

(5) *Id.*, p. 341 et 391.

(6) C'est l'avis de M. de Ruble.

(7) Il s'agit du péril que la Lorraine a eu à redouter de Charles le Téméraire (ms. cité, fol. 448 v^o) et de l'importance du duché pour le passage des Espagnols (*Id.*, fol. 450 v^o). — La phrase : « le college mesmes de Sorbonnes qui est sa peppinière demande un roy de mœurs humeur et langue françoise » rappelle à la fois celle de Bardin à Philippe II (v. plus haut, p. 224, n. 1) et la division du discours de Thierry Alix (Cf. plus haut, p. 268).

mémoire de Thierry Alix. « Le fait present gist en eslection. Elle requiert liberté mûre, délibération et discours de raison pour choisir le plus utile, agréable et tolérable à la chrestienté et à nous, *un roy très catholique, de nostre langue, droicturier, cognoissant nos coustumes et les secrets de cest estat*, nullement suspect de tyrannie, *qui confonde le plus de droicts en ceste couronne, qui luy ait tousjours esté favorable*, qui y apporte quelque accroissement sans jalousie, qui luy suscite le moins d'ennemis, qui luy acquière le plus d'amis, qui luy ait des moyens et forces tolérables pour joindre aux nostres *et auquel toutes ces parties et qualités se rencontreront ensemble*. C'est celui lequel nous fault, c'est celui que toute la chrestienté sup-portera plus aisément avec nous. C'est celui que nous supplions Dieu ardemment de nous octroyer pour la conser-vation de la religion et de cet estat et pour le bien et repos général de la chrestienté ⁽¹⁾. » La Huguerye, qui était à Paris depuis la fin de l'été de 1590 ⁽²⁾, et s'y occupait des affaires de Charles III dont il allait, en récompense, devenir l'« agent en court de France ⁽³⁾ », qui lui écrivait peut-être des lettres où, pour piquer sa vanité, il le nommait « roi

(1) *Mém.* cités, t. III, p. xxxviii-xxxix. Cf. plus haut, p. 271.

(2) *Id.*, p. xxii.

(3) « Comme depuis quelques années en çà nous ayons... cogneu et remarqué la... dilligence et fidellité que nostre tres cher et bien amé le sieur de la Huguerie... a démontré en plusieurs et divers endroitz ou l'avons chargé de nos Commissions pour affaires très importantes et concernantz le bien et utilité de vos pais et estat ». Eslat d'agent en court de France pour le sieur de la Huguerie. Arch. de M.-et-M., B. 65, fol. 106, éd. par Lepage, dans le *Journal de la soc. d'arch. lorr.*, 1882, p. 52 ss. avec la date erronée du 26 janvier 1594. La vraie date est rétablie dans l'*Annuaire-Bulletin de l'histoire de France*, 1882, 2^e part., p. 309, où l'auteur dit la Huguerye établi le 20 janvier 1594 comme agent en cour de France aux gages de 590 francs, d'après le fol. 200 v^o du registre B. 1244. On y peut ajouter la mention suivante : « Au sieur de la Huguerie dict de Monthierand Conseiller et Agent de S. A. en Court de France », 200 écus, soit 950 fr. « pour ses gages de l'année entière mil V^e quatre vingtz et quatorze... des laquelle Son Altesse l'auroit reçu en son service. Ainsi qu'il appert par la

de Jérusalem ⁽¹⁾ », qui, au mois de mars 1593, lui envoyait divers avis pour l'engager à prendre la couronne ⁽²⁾, a pu vouloir travailler encore en faveur de la candidature du duc de Lorraine après que l'arrêt du 28 juin eût enlevé toutes chances à celle de l'infante ⁽³⁾. Mais fut-il en cela encouragé par Bassompierre qui, quelques jours après, devait traiter avec Henri IV? Nous en doutons fort : c'était là, sans doute, un excès de zèle de la Huguerye et peut-être même n'en fut-il pas récompensé; c'est à cela que nous attribuerions volontiers l'oubli que cet auteur, qui se vante si volontiers d'avoir joué des rôles importants, semble avoir fait de cet épisode dans ses *Mémoires*.

Mayenne ne se contenta pas de s'unir à Bassompierre contre le duc de Guise. « Il se servit enfin d'un moyen sûr pour empêcher l'élection » en concluant la trêve avec Henri IV ⁽⁴⁾. Charles III en fit autant par l'entremise de son ambassadeur. Celui-ci s'était, en effet, moins concerté avec les députés des Etats généraux qu'avec les royalistes. Pendant l'ouverture de la session, le lieutenant-général avait invité ceux-ci à y assister; ils répondirent en offrant aux

copie de ses lettres de provision cy rendues avec mandement donné à Nancy le XVII^e Novembre 1595 portant continuation à ladvenir, tant et sy longuement qu'il sera par deça occupé au service de sadite Altesse. » *Id.*, B. 1243, fol. 309 v^o.

(1) Lettre du 4 janvier 1592. Bibl. nat., Collection de Lorraine, t. 12 bis, fol. 145. La lettre n'est pas signée; nous supposons qu'elle est de la Huguerye car, dans l'avis du 12 mars 1593 citée ci-dessous, il est dit que « la Couronne de Jerusalem est la couronne d'epines » (fol. 29).

(2) « Advis » des 8, 10 et 12 mars 1593. Bibl. nat., ms. franç. 17.312, fol. 27-31. Ces avis ne sont pas signés; mais ils se trouvent dans le même manuscrit que les « Memoires des choses memorables entre Casimir de Bavières et Charles de Lorraine depuis 1567 », mémoires dédiés à ce dernier, et qui sont ceux de la Huguerye.

(3) La date d'avril 1593, inscrite à la suite du Discours, et reproduite par M. de Ruble, est, en effet, inexacte : au fol. 451 v^o, la Huguerye parle de « l'arrêt prononcé naguère au Parlement de cette ville », qui « porte un roy catholique françois selon les loix fondamentales du royaume. » C'est évidemment l'arrêt du 28 juin.

(4) De Thou, t. XII, p. 23.

Ligueurs une conférence ⁽¹⁾. Bassompierre semble avoir assisté à la séance où on avait lu aux principaux membres des Etats la proposition que leur faisaient les royalistes de s'assembler à Suresnes ⁽²⁾. Les premières conférences eurent lieu pendant l'entrevue de Reims; mais le 10 mai l'ambassadeur lorrain assistait à la sixième, où il fut fort question de la conversion du roi ⁽³⁾. Il semble bien que Bassompierre ait ensuite continué à s'y rendre ⁽⁴⁾.

Ces conférences visaient à une trêve ⁽⁵⁾, prélude d'une paix durable entre Charles III et le roi de France. Cette pacification avait pour auteur le grand-duc et surtout la grande-duchesse de Toscane ⁽⁶⁾, qui désirait vivement réconcilier son père avec Henri IV. Celui-ci y employa comme intermédiaire le cardinal Pierre de Gondi, évêque de Paris, d'origine florentine ⁽⁷⁾, et le duc de Lorraine Nicolas Gleysenove, sieur de Marainville, conseiller d'Etat, qui avait été déjà envoyé en mission auprès de différents Papes et connaissait parfaitement l'Italie ⁽⁸⁾. En septembre 1592, le cardinal, envoyé en Italie par Henri IV pour y négocier le

(1) Picot, t. III, p. 225.

(2) Le 28 janvier 1593. D'après Davila, p. 841 (trad. III, 1022). Cf. Bouillé, t. IV, p. 138.

(3) P. Cayet, *Chron. nov.*, p. 463.

(4) Cf. la copie de la lettre du 22 avril (l. mai) 1593, citée plus haut, p. 274, n. 1.

(5) Henri IV à Nevers, 24 mai 1593. *Lettres-missives*, t. III, p. 776 et 778.

(6) La Huguerye, *Mémoires*, t. III, p. 364. Cf. plus haut, p. 263, n. 3.

(7) V. sur lui, *Négoc. avec la Toscane*, t. V, p. 648, n. 3; Rott, t. II, p. 574, et Brémond d'Ars, *Jean de Vivonne*, p. 329.

(8) Fourier de Bacourt, *Mém. de la Soc. des lettres, sc. et arts de Bar-le-Duc*, 3^e sér., t. X (1901), p. 280. Il avait été nommé conseiller d'Etat, le 18 juillet 1590, à la suite de « voyages tant en France, Espagne qu'Italie » et devait être nommé agent de Charles III dans ce dernier pays le 25 mars 1594. Arch. de M.-et-M., B. 65, fol. 39 vo. Clément VIII le nommera secrétaire de ses commandements et de la république de Venise. Fourier de Bacourt, art. cité. La Huguerye, t. III, p. 364 et 366, le nomme « Geisennesme » et Geisenne. V. encore sur lui, *Ann. de l'Est*, t. XV, p. 88, n. 6.

mariage du roi avec Marie de Médicis ⁽¹⁾, avait passé par la Lorraine et s'y était entendu avec M. de Vêrac, qui revenait de Florence ⁽²⁾. Quand il revint, rapportant au roi de l'argent prêté par Ferdinand de Médicis et chargé de « désabuser le duc de Lorraine du vain espoir d'être roi de France » et de le déterminer à s'accorder avec Henri IV, le grand-duc « expédia tacitement un secrétaire avec Gondy, pour traiter un arrangement à la cour de Lorraine et en donner avis au grand-duc et au roi ⁽³⁾. » Le cardinal, qualifié d'« Ambassadeur de Monsieur le Grand-Duc de Toscane », séjourna seize jours à Nancy avec dix autres personnes et quatorze chevaux, à la fin de janvier 1593 ⁽⁴⁾. Il y détermina le duc à faire la paix, à la seule condition que le roi se convertirait, et le décida à envoyer « Bassompierre à Paris, pour assister à ce traité et y faire à part ce qui seroit requis par son estat ⁽⁵⁾. » C'est sans doute pour avertir de ces résolutions

(1) Philippe II au duc de Sessa, lettre citée plus haut, p. 276, note. Gondy arriva à Rome au début d'octobre 1592 et paraît s'être entendu à Florence avec un aumônier du cardinal de Lorraine, « Advis de Rome du XXIII^e octobre » envoyé par de Maisse à Henri IV. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 369, fol. 267.

(2) Tortora, t. III, p. 212. V. plus haut, p. 246, n. 5. Le 20 septembre 1592, un courrier avait été « en diligence de poste vers monsieur le cardinal de Gondy ». Arch. de M.-et-M., B. 1233, fol. 185.

(3) Galluzzi, t. V, p. 162.

(4) Arch. de M.-et-M. B. 1234, fol. 139 (l. 137). « Le sieur de Gondy est arrivé à Nancy il y a desja quelques jours. Je luy ay envoyé tel passeport qu'il a désiré de moy pour le surplus de ses voyages. » Henri IV à de Maisse, 8 février 1593. Ms. cité, fol. 317 v^o.

(5) La Huguerye, t. III, p. 364. Tout cela est confirmé par une lettre « A Charles II, duc de Lorraine par Monsieur de Gondy pour traicter avec le roy Henry IV », sans date, mais certainement écrite entre le 10 mai où Bassompierre était à la conférence de Suresnes et le 24, où Henri IV (*Lettres-missives*, t. III, p. 776) dit que la trêve a été « accrochée ». C'est une minute informée, mais d'autant plus précieuse qu'on ne peut douter de son authenticité. Il y est dit que Charles III avait promis d'envoyer Bassompierre « par deca avec tous pouvoirs et charge de traiter » et que l'ambassadeur lorrain ne peut agir avant que le duc « ait vu l'assurance de la conversion ou consiste la principale difficulté ». Bibl. nat., nouv. acq. franç. 5.167, fol. 11.

la grande-duchesse que Gleysenove alla à Florence, d'où il était de retour le 17 avril ⁽¹⁾, et ce ne fut qu'après ce voyage que Charles III put gagner Reims ⁽²⁾. Malheureusement, si le duc de Lorraine s'engageait à « traiter si tost que le roy de Navarre seroit catholique ⁽³⁾ », Henri IV subordonnait sa conversion à la paix qu'il comptait conclure avec Charles III. Le 26 avril, le roi écrivait, en effet, à Ferdinand de Médicis : « Non seulement je veux confirmer ce que je vous ai mandé par ledit sieur cardinal de Gondi touchant ma conversion, mais j'ai voulu et *je veux* de plus vous *promettre*, comme je fais, en foi et parole de Roy par la présente écrite et signée de ma main de *faire déclaration et profession publique de la religion catholique*, selon les constitutions de l'Eglise (comme ont fait les rois de France mes predecesseurs) *dans deux mois apres que mon cousin le duc de Lorraine sera tombé d'accord avec moi par juste et convenable composition* ⁽⁴⁾. »

Les pourparlers s'engagèrent entre Bassompierre et Gondi; sans doute le roi attendait grand effet de cette déclaration, quand tout à coup la négociation fut rompue. A la condition de la religion, Charles III paraît en avoir bientôt joint une autre. Il craignait qu'un traité particulier ne le rendit suspect aux autres princes lorrains et, résolu de « ne se separer de ses parenz », demanda de conclure une « paix générale ⁽⁵⁾. » En effet, les ecclésiastiques, et surtout le Légat, ayant protesté contre la trêve, Mayenne, qui avait besoin d'une suspension d'armes, envoya ses partisans, au

(1) Comptes de ce jour. Arch. de M.-et-M., B. 1223, fol. 204 v^o.

(2) V. plus haut, p. 261, n. 2. Charles III paraît avoir quitté Nancy le 23 avril 1593. Hérelle, t. II, p. 491.

(3) La Huguerye, l. c.

(4) *Lettres-missives*, t. III, p. 763-764. Cf. Galluzzi, t. V, p. 163.

(5) Lettre de Gondi citée plus haut, p. 281, n. 5. Cf. la Huguerye, t. III, p. 365 et 367, qui se vante d'avoir suggéré cet expédient à Bassompierre, tandis que Henri IV, dans sa lettre du 24 mai citée au même passage, l'attribue à Mayenne.

lieu des députés des Etats, pour traiter avec le roi et, le 16 juin, y adjoignit Bassompierre ⁽¹⁾. Il semble, en outre, que Charles III ait été plus loin et ait exigé un traité en forme, placé entre les mains du grand-duc de Toscane, et dont on eût ajourné la publication jusqu'à la paix générale ⁽²⁾. Mais le changement de résolution du duc de Lorraine, révélé à Henri IV par une lettre interceptée, ne faisait pas l'affaire du roi, qui y voyait de la mauvaise foi. Pour punir Charles III, il s'adressa au duc de Bouillon, le chargeant de donner au duc de Lorraine « quelque bonne estrette ⁽³⁾ » et le maréchal en profita, semble-t-il ⁽⁴⁾. Charles III, averti par Gondi ⁽⁵⁾ et par Bassompierre ⁽⁶⁾, revint sans doute à ses projets primitifs et envoya évidemment à son ambassadeur le pouvoir de traiter, d'autant que Henri IV avait abjuré le 25 juillet ⁽⁷⁾. Bassompierre, qui avait continué à assister à la conférence de Suresnes ⁽⁸⁾,

(1) *Procès-verbaux* des Etats généraux, p. 270, n. 2 et 271 note. Cf. Dávila, p. 886 (trad. III, 1075). D'après le Journal de la Ligue cité plus haut, *Revue rétrosp.*, p. 68, Bassompierre, Zamel et Villeroy se trouvaient « à Chaillot pendant que les députés du parti du Roy étaient à Surène. » L'auteur anonyme ne donne pas de date, mais place le fait avant le 25 juin 1593.

(2) La Huguerye, t. III, p. 369.

(3) *Lettres-missives* du 27 juin 1593, t. III, p. 812.

(4) Dès le 26 février 1593, Henri IV parle d'un ordre du même genre. *Id.*, p. 731. Il y avait encore eu des attaques des Lorrains en Champagne pendant le mois d'avril. *Id.*, p. 752-753, et *Mém. des ch. les pl. notables*, p. 433 ss. D'après ces derniers, p. 435, Bouillon prit différents châteaux et allait investir Varennes quand la trêve fut publiée. Cf. Dufresne au comte Jean de Nassau, 29 juillet 1593 : « J'attens dans huit jours nouvelles de ce que Monseigneur le Mar^{al} de Bouillon aura exécuté sur les Lorrains qui se sont approchés de Stenay. » Groen van Prinsterer, ouvr. cité, 2^e sér., t. I, p. 254.

(5) Lettre citée plus haut, p. 281, n. 5. — Gondi, partant de Mantes, le 30 mai 1593, avec l'assurance formelle de la conversion du roi, passa par la Lorraine. *Lettres-missives*, t. III, p. 783-784. Fut-il accompagné par Gleysenove en Italie ? Le 25 avril 1593, celui-ci reçoit 200 écus pour un voyage que le duc « lui a fait faire en diligence de poste à Florence. » Arch. de M.-et-M., B. 1234, fol. 305 v^o.

(6) La Huguerye, t. III, p. 368.

(7) *Chron. nov.*, p. 495-496, et *Lettres-Missives* du 8 août 1593, t. III, p. 497-498.

(8) On l'y trouve le 9 juillet 1593 (*Procès-verbaux*, p. 307 note, reproduisant un passage de la p. 76 du Journal de la Ligue), le 14, le 23, le 24 (*Id.*, p. 310 note et 317 note) et enfin le 27 (l'Estoile, t. VI, p. 299).

signa avec Schomberg à Saint-Denis une trêve particulière pour la Lorraine, le 2 août 1593, le surlendemain du jour où une trêve générale était conclue par Mayenne ⁽¹⁾.

La suspension d'armes allait du 15 août au 15 novembre. Tous actes d'hostilité étaient suspendus entre le roi de France et le duc de Lorraine et les prisonniers rendus de part et d'autre. Toutes choses restaient en l'état, mais les souverains pouvaient ravitailler leurs places. La liberté du labourage et du commerce était établie sur les frontières. Du côté de Henri IV, le duc de Bouillon était compris dans la trêve, comme le cardinal de Lorraine du côté de Charles III ⁽²⁾. Le roi la ratifia le 8 août à Saint-Denis, le duc à Nancy le 13; elle fut publiée à Châlons ⁽³⁾. Il semble que Bassompierre ait continué de traiter pendant une partie du mois d'août et qu'il ait ensuite quitté Paris ⁽⁴⁾.

(1) *Lettres-missives* du 8 août 1593, citées.

(2) « Articles accordez entre les sieurs deputez pour Sa Majesté et le sieur de Bassompierre, député de Monseigneur le duc de Lorraine sous le bon plaisir de sa dicte Majesté et de Son Altesse. A Nancy, par J. Janson, in-8° de 4 feuilles. » Beaupré, *Nouvelles recherches de bibliographie lorraine*. Cf. Digot, t. IV, p. 291 note, et Hérelle, t. II, p. 503 ss.

(3) Hérelle, t. II, p. 524-527.

(4) Le 10 août 1593, Bassompierre, Villeroy, Jeannin et Zamet allèrent à Pontoise pour traiter de la paix « et commencèrent à s'assembler le mercredi XI^e à Andressy » entre Poissy et Pontoise. *Journal de la Ligue* cité, p. 104. L'ambassadeur lorrain est signalé par Ibarra comme traitant des conditions de la paix avec Jeannin, Schomberg, Sancy, Bellièvre, Révoil et Zamet à Allincourt, maison de Villeroy. Arch. nat., K. 1589, n° 50^B (résumé n° 40^E), et le 14 par l'ambassadeur vénitien comme envoyé avec Villeroy et Jeannin par les Parisiens, du consentement de Mayenne, vis-à-vis de Révoil, Schomberg et Bellièvre. Ms. Ital. 1742, fol. 48. Le 25 août, Ibarra écrit à Charles III que Bassompierre lui a remis sa lettre. Arch. nat., fonds cité, n° 57. Le 23, Feria avait écrit au duc que Bassompierre l'avertissait « de toutes les négociations qui ont lieu aux Etats généraux. » Au contraire, le 17 septembre, le duc de Lorraine écrivait de Nancy à Feria qu'il avait « entendu par Bassompierre les particularités des affaires de France ». L'envoyé était sans doute revenu depuis peu. Le 9 octobre, Feria avertissait Philippe II que Charles III lui avait envoyé Bardin « qui vint me visiter et m'apporta une lettre du duc en réponse de celle que je lui avais écrite par Bassompierre. » *Id.*, K. 1585, n° 104.

X

La paix de Folembray.

Charles III était sincèrement résolu à conclure la paix avec Henri IV : sa conduite lors des Etats généraux le prouvait. Il refusa, semble-t-il, de renouveler la Ligue avec Mayenne ⁽¹⁾ et exécuta ponctuellement les clauses de la trêve. « Dès le jour de la publication », le 15 août, on avait mis en garnison dans les villes et les bourgs fermés de Lorraine les soldats du duc, « affin de descharger les villages de les loger et estre foullé deux comme du passé ⁽²⁾ ». Pour cela, il fallut lever de nouveaux impôts; le duc réunit plusieurs fois les Etats généraux dans ce dessein, jusqu'à ce que la paix fût assurée. Ils lui accordèrent des subsides ⁽³⁾, mais demandèrent le désarmement et réclamèrent contre les corvées militaires ⁽⁴⁾. Aussi le duc s'efforça-t-il de transformer en paix définitive la première trêve de trois mois.

(1) Apologie de Villeroy (éd. Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, t. XI), p. 224-226.

(2) Arch. de M.-et-M., B. 686, nos 16 et 19, et B. 65, fol. 105. Cf. Lepage, *Institutions militaires*, p. 226.

(3) François de Neufchâteau, t. I, p. 49-50. Cf. Digot, t. IV, p. 289-290.

(4) « A esté aussy supplié son Altesse de donner ordre au repos de son pauvre peuple a laduenir, ensemble et retrancher partie de ses forces pour le soulagement de ses subjectz, Ce qu'il a asseuré de faire. » Résultats des Etats du 6 décembre 1591. Arch. citées, B. 682, n° 60, pièce 7. Cf. B. 686, n° 31. Plus tard ils devaient se plaindre de la misère du peuple et de la « diminution des conduictz », produite « par mort, absence, ou mendicité des habitans. » Résolution des Etats du 25 août 1595. Arch. citées, B. 686, n° 18.

Cette trêve fut successivement prolongée du 15 septembre au 31 décembre 1593 ⁽¹⁾, puis jusqu'au 15 mars et au 15 mai de l'année suivante. A l'expiration de cette nouvelle trêve, on pensait signer la paix ⁽²⁾. Si l'on en croyait Palma Cayet, ce serait Charles III qui l'aurait demandée ⁽³⁾; mais le récit du chronologiste n'a pas de valeur officielle. D'après le duc, au contraire, il lui aurait « été fait de la part du Roy par le sieur de Sancy ouverture et quelque pourparler d'une réconciliation » entre lui et Henri IV ⁽⁴⁾. Ce témoignage est d'accord avec celui de Sully, d'après qui le roi se serait laissé aller à faire la guerre à Philippe II malgré lui, et sur les conseils de Bouillon et de Sancy, en espérant qu'il pourrait avoir à sa solde tous les gens de guerre de Charles III⁽⁵⁾; c'est donc à cette fin qu'il aurait proposé la paix au duc de Lorraine.

Quoi qu'il en soit, Bassompierre regut le 28 mars 1594 pleins pouvoirs pour en traiter et ne revint que le

(1) *Chron. nov.*, p. 532. Ce fut sans doute l'œuvre de Sancy, qui était en Lorraine en septembre. Arch. citées, B. 1234, fol. 140 (*lege* 138).

(2) Hérelle, t. I, p. 460, et II, p. 528, et lettres de non-préjudice des Etats tenus à Nancy au mois de novembre 1592, datées du 20 février 1594. Arch. citées, B. 65, fol. 104-105.

(3) « La trefve finie le dernier jour de l'année (1593), dès le lendemain on r'entra en guerre. M. le duc de Lorraine, desirant en obtenir la continuation pour ses pays, envoya vers le Roy qui la lui accorda, moyennant que l'on traiteroit de la paix entr'eux deux. » *Chron. nov.*, p. 532. — D'après des Considérations sur le traité de Saint-Germain qui paraissent dater du règne de Louis XIII (Bibl. nat., Coll. Clairambault, t. 358, fol. 314), après « l'heureux retour de Henry le Grand dans le giron de l'Eglise Romaine », Charles III envoya en France Bassompierre Gentilhomme Lorrain pour luy rendre ses respects et luy tesmoigner que n'ayant point eu d'autre interest dans les Troubles de son Royaume que celuy de la foy Catholique il se réjouissoit de sa conversion et supplioit sa Maiesté de luy accorder son amitié ce qu'il obtint aussitost de la generosité de ce grand Roy lequel accorda a son Altesse le traicté de paix. » Les choses ne se passèrent pas si facilement.

(4) Commission donnée à Bassompierre, le 28 mars 1594. Arch. citées, B. 65, fol. 46. C'est évidemment en septembre 1593 (v. plus haut, n. 1), que Sancy avait fait cette proposition.

(5) *OEconomies royales* (Coll. Michaud et Poujoulat, 2^e série, t. II), p. 190.

10 août ⁽¹⁾. Il alla trouver le roi à Paris, semble-t-il ⁽²⁾, et le suivit de là sous les murs de Laon, que Henri IV assiégeait contre Mayenne ⁽³⁾, s'y rencontra avec l'envoyé de celui-ci, le président Jeannin ⁽⁴⁾, et y négocia avec M. de Sancy. Les deux princes avaient choisi, en cette circonstance, leur plus habile financier et diplomate, qui étaient, d'ailleurs, leur créancier respectif ⁽⁵⁾. Le baron lorrain, conseiller d'Etat, grand-maître de l'hôtel du duc et chef de ses finances ⁽⁶⁾, diplomate retors, depuis le début affilié à la Ligue, eut à s'aboucher avec Nicolas de Harlay, chevalier, seigneur de Sancy, conseiller au Parlement, premier grand-maître de l'hôtel du roi, surintendant de ses finances, ancien ambassadeur en Angleterre et en Allemagne, qui avait jadis, grâce à sa prodigieuse éloquence, à sa merveilleuse habileté et à son peu de scrupules, accompli des prodiges en faveur de Henri IV ⁽⁷⁾. Aussi les

(1) Commission citée plus haut, p. 286, n. 4, et Arch. citées, B. 1240, fol. 140, concernant une somme dépensée pour l'entretien de « Daniel Metzger, jeune homme de la chancellerie de Bavière » parti de Nancy « sur la fin du mois de mars pour aller en France avec M. de Bassompierre auquel voyage il auroit vacqué jusques par tout le 12^e du mois d'aoust. » Ne serait-ce pas là le gouverneur allemand que le baron lorrain devait donner à ses fils au retour de Laon (*Mém.*, t. I, p. 42)?

(2) Henri IV était maître de Paris depuis le 22 mars 1594. L'ambassadeur vénitien Mocenigo, le 25 avril et le 1^{er} mai, parle de l'envoi de Bassompierre comme s'il venait à Paris; le 3 mai, il dit qu'il était allé à Saint-Germain avec Mesdames de Nemours, de Montpensier et de Guise. Ms. Ital. 1743, fol. 25, 27 et 29.

(3) *Mém.* de Bassompierre, t. I, p. 31.

(4) Cf. plus bas, p. 290, n. 6.

(5) Bassompierre avait souvent prêté de l'argent à Charles III et était, en outre, le créancier de Henri III. *Mém.*, t. I, p. 147-152, et la Huguerie, t. III, p. 386-387. Cf. plus bas, p. 297, n. 3. Sancy avait également prêté de fortes sommes à Henri IV.

(6) Depuis le 7 octobre 1593. Lepage, *Offices*, p. 206. Il avait, pour cette charge, 1.200 fr. qui devaient être payés jusqu'en 1596, après sa mort, d'après les comptes du 12 juillet « Attendu qu'il estoit serviteur domestique » de Charles III. Arch. de M.-et-M., B. 1240, fol. 200, et B. 1244, fol. 288 v^o.

(7) Discours fait par M. de Sancy sur l'occurrence de ses affaires. Villeroi, *Mém. d'Etat*, t. III, p. 197-211, et Rott, t. II, p. 555-568. Cf. Kentziger, ouvr. cité, t. II, p. 149-156.

négociations durent-elles être longues et difficiles ⁽¹⁾. Elles roulèrent, semble-t-il, sur trois chefs principaux : d'abord la paix générale et la question religieuse, ensuite le règlement des territoires à céder à Charles III, des prétentions à lui reconnaître sur diverses provinces de France et des indemnités à lui accorder, enfin un mariage avantageux en faveur de la maison de Lorraine.

Le duc paraissait une fois de plus disposé à traiter en faveur de sa maison. Mayenne, qui tour à tour penchait pour Philippe II et pour Henri IV, et qui ne voulait conclure la paix avec celui-ci que s'il recevait l'absolution du Pape, sachant Charles III bien résolu à s'entendre avec le roi, était allé, avec Saint-Paul et plusieurs princes lorrains, le trouver à Bar-le-Duc afin de l'empêcher de le faire ⁽²⁾. Les deux princes demeurèrent huit jours en pourparlers, évidemment sans pouvoir s'entendre, le duc de Lorraine inclinant à la paix et son cousin à la guerre ⁽³⁾; toutefois, il semble que le lieutenant-général, qui venait d'essayer de négocier sans succès avec Henri IV ⁽⁴⁾, ait

(1) Elles manquèrent d'être interrompues par le roi. Cf. plus bas, p. 291, note 1.

(2) Le 9 avril 1594. Pussot, *Journalier*, p. 152, et Hérelle, t. II, p. 544. Un avis reçu de France, du 25 mars, dit que Mayenne s'est rendu « à Bar-le-Duc avec les ducs de Guise et d'Elbœuf pour s'aboucher ensemble avec le duc de Lorraine, le 29 de ce mois. » *Négoc. avec la Tosc.*, t. V, p. 695. D'après Herrera, fol. 329, les ducs de Guise et d'Aumale auraient assisté à cette entrevue et ils auraient résolu de demeurer « conformes et unis et de continuer la guerre. » Davila, p. 920-921 (trad. III, 1114-1115), dit, au contraire, que Guise, ne pouvant y assister, y envoya son secrétaire Péricard. D'après l'ambassadeur vénitien, 18 avril 1594, presque toute la maison de Lorraine se trouvait réunie à Bar-le-Duc, et ses membres auraient « discours des moyens de conserver leur grandeur et de capituler à leur avantage. » Les ducs de Mercœur, d'Aumale et d'Elbœuf auraient remis à Charles III leurs prétentions « à sa volonté » et tous auraient résolu de se « tenir unis et de courir une même fortune. » Ms. Ital. 1743, fol. 23. Le 25 avril, le même ambassadeur écrit que Guise était à Reims pendant l'entrevue de Bar (*Id.*, fol. 25), ce qui confirme Davila.

(3) Henry, ouvr., p. 321.

(4) Par l'intermédiaire de Zamet et de Sancy, le 1^{er} avril 1594. L'Estoile, t. VI, p. 197. Cf. lettre du 16 avril 1594. *Correspondance politique adressée*

permis à Charles III de « faire traiter au nom de tous ⁽¹⁾. » Il semble bien aussi qu'on ait tenté de mêler à cette pacification la religion et surtout Philippe II ⁽²⁾.

En ce qui concernait personnellement le duc de Lorraine, nous sommes moins bien renseignés. Evidemment, Charles III demandait de conserver les villes qu'il avait prises en Champagne et en Lorraine, et de recouvrer celles qui lui avaient été enlevées. Il est certain qu'il comptait garder Toul et Verdun et il est fort probable qu'il fit demander d'occuper Metz ⁽³⁾, afin de s'assurer la possession des Trois-Evêchés. Certes, ces cessions n'étaient à ses yeux que de légitimes dédommagements pour toutes les dépenses qu'il avait faites durant la Ligue. Et surtout il est indubitable qu'il demandait au roi la reconnaissance pleine et entière de tous les droits qu'il invoquait sur les provinces de France, tout au moins au nom de ses enfants, comme dot de Claude de France et comme héritage de Catherine de Médicis. Et naturellement il réclamait le paiement de toutes les créances des Valois pour lui, ses enfants, sa famille et ses sujets, et une forte indemnité de guerre.

au magistrat de Strasbourg par ses agents à Metz [1594-1683], éd. par E. de Bouteiller et Eug. Hepp, 1882, p. 1.

(1) Davila, p. 321 (trad. III, 1115). Cf. plus bas, p. 290. D'après le *Journal* de Breunot déjà cité, t. II, p. 90, Mayenne aurait fait dire qu'il était avec Charles III à Bar « en résolution d'aller trouver Sa Majesté à Fontainebleau pour le reconnoistre et faire sa paix. »

(2) Sur la religion, v. lettre de Mocenigo du 3 mai 1594, citée plus haut, p. 287, n. 2. Pour Philippe II, à propos d'une réunion des princes de Lorraine à Reims, en avril 1594, qu'il doit confondre avec celle de Bar, Breunot dit (t. II, p. 96) : « L'on tient qu'il y a longtemps qu'ils fussent d'accord, n'estoit qu'on veut que le roi d'Espagne y soit compris, ce que le Roi ne veut en aucune façon. »

(3) « Quant au Duc de Lorraine, ostez-luy le Duché de Bouillon, et luy baillez Sedan, Metz, toute la Champagne et partie de la Bourgogne qui est à sa bienséance, vous l'appaiserez par après pour un morceau de pain. » *Sal. Mén.*, t. I, p. 86. Le bruit paraît avoir couru à Metz que Henri IV pensait en abandonner la protection — évidemment à Charles III (la Huguerye, t. III, p. 369). *Lettres-Missives* du 10 octobre 1593, où le roi proteste contre « les faulx bruits... que pour avoir la paix avec nos voisins nous voulions ceder vostre protectorat. » T. IV, p. 41-42.

Enfin il demandait pour sa famille un bon établissement dans la maison de Bourbon. Il comptait alors faire épouser sa seconde fille Antoinette, déjà âgée de vingt-six ans ⁽¹⁾, au duc de Montpensier, « prince du sang et le plus riche du royaume ⁽²⁾ », à la fois apparenté au roi et à la maison de Bouillon, et avec qui il s'entendait au sujet de Jametz ⁽³⁾, ville qui eût peut-être constitué la dot de sa fille. Ce mariage lui tenait fort à cœur, c'était « une des conditions de la conclusion » de la paix ⁽⁴⁾. Peut-être même Charles III pensait-il encore marier son fils aîné, le marquis du Pont, avec la sœur unique du roi, Catherine de Bourbon ⁽⁵⁾.

Toutes ces questions demandaient une mûre délibération, à l'exception des premières, que Henri IV était résolu à écarter sans discussion. Tout en protestant de son sincère désir de paix et en rappelant les tentatives qu'il en avait faites vis-à-vis de Mayenne, le roi refusait de traiter avec le duc ligueur « comme chef de party », de s'occuper « du faict de la religion » et de comprendre « le roy d'Espaigne avec luy en traicté »; il se contenta de prolonger la trêve, tout en continuant le siège de Laon ⁽⁶⁾. Le second point dut

(1) Elle était née le 25 août 1568 et devait épouser en 1599 le duc de Clèves. Bibl. nat., Coll. de Lorraine, t. 20, fol. 6.

(2) Girard, *Vie du duc d'Epéron*, p. 191. D'après le même auteur, Charles III aurait donné à sa fille 800.000 écus de dot. C'eût été sans doute pour désintéresser le duc de tous ses droits sur Jametz.

(3) V. plus bas, p. 304, n. 6.

(4) Le comte de Fuentes au duc de Sessa, 30 août 1594. Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 33, fol. 492.

(5) Dès le 5 janvier 1594, Mocenigo écrivait : « On croit que le roi mariera sa sœur au fils de Lorraine *ce qui établira la paix avec ce Prince et apportera une grande prétention à ses héritiers par l'autorité que cette maison de Lorraine a eu jadis en France.* » Il en parle encore le 5 août, à propos des négociations de Bassompierre et de Sancy. Ms. cité, fol. 166 et 171 v^o.

(6) « Mémoire baillé par le Roy estant au camp devant Laon aux sieurs de Bassompierre et President Jeannin estans pres de sa Majesté de la part du duc de Mayenne », début de juillet 1594. Galitzin, *Lettres inédites de Henri IV*, citées, p. 134-139 (d'après Bibl. nat., fonds Dupuy, t. 88, fol. 212-214). — Charles III paraît avoir repris directement auprès du Pape ses

être plus longuement discuté; mais il fut résolu dans le sens où l'entendait Henri IV. Celui-ci était fermement décidé à faire avec Charles III une paix honorable, où « il recouvrira en un coup tout ce qu'il a perdu de son patrimoine, moyennant qu'il rende ce qu'il tient de la France ⁽¹⁾. » Mais, en fait, le duc de Lorraine possédait beaucoup plus de places que le roi de France ne lui en avait pris : il avait, en Champagne Jametz, Villefranche et les petites villes des environs de Langres, Coiffy, Montigny, Montéclair; en Lorraine Toul, Verdun et Marsal, tandis que Henri IV ne possédait que Dun et Stenay sur la basse-Meuse ⁽²⁾. Aussi imagina-t-on une transaction : Charles III rendit Villefranche et Jametz contre Dun et Stenay, tout en gardant des droits sur Jametz. Il obtint de conserver Marsal « en récompensant l'évesché de Metz ⁽³⁾ » et la possession de Toul et de Verdun, en rendant les forteresses voisines de Langres; mais naturellement le roi ne voulut pas céder Metz ⁽⁴⁾. Il est vrai que sur ses prétentions Henri IV lui donnait pleinement satisfaction : il reconnaissait les droits de son beau-frère sur toutes les provinces qu'il réclamait en qualité de duc de Lorraine et de Bar, de mari de Claude de France et de

tentatives en faveur de la religion : le 21 janvier 1595, Dominique [Hatton], son agent à Rome, y montrait « une lettre de son maître, disant que Navarre avait publié ordre par tout le royaume que les hérétiques pouvaient obtenir tous les emplois. » *Négoc. avec la Toscane*, t. V, p. 195.

(1) Discours de la légation de M. le duc de Nevers, 14 janvier 1594. *Mém.*, t. II, p. 452. Mocenigo écrivait le 3 mai, à propos de la venue de Bassompierre à Saint-Germain : « Sa Majesté avant de le voir, a voulu savoir s'il avait commission de rendre les forteresses de Villeneuve (*lege* Villefranche) et, voyant qu'il n'est pas question de leur restitution, n'a voulu ni voir ni entendre Bassompierre, qui est parti mal satisfait. » Lettre citée plus haut, p. 287, n. 2. — Henri IV pensait échanger Villefranche contre Stenay. Lettre à Sancy du 7 décembre 1594. Arch. des Aff. étr. France, 762, minute, fol. 308, et copie, fol. 309.

(2) « Villes et places qui tiennent en France pour le Roy et la Ligue, Champagne, Brie et Lorraine. » 25 février 1594. Hérelle, t. II, p. 531-532.

(3) La Huguerye, t. III, p. 385.

(4) V. plus haut, p. 289, n. 3.

gendre de Catherine de Médicis; seules les réclamations surannées sur d'autres provinces furent écartées. Naturellement, les dettes des rois, prédécesseurs de Henri IV, étaient reconnues, ainsi que les créances de la duchesse de Brunswick, sœur de Charles III, et que celles de Bassompierre, et une indemnité de guerre était promise. Quant au mariage de sa fille avec le duc de Montpensier, il ne put avoir lieu, peut-être parce que celui-ci pensait déjà épouser la sœur du duc d'Epemon, héritière de la maison de Joyeuse ⁽¹⁾; mais sans doute Sancy fit luire aux yeux du Lorrain la perspective de s'allier de plus près au roi de France.

Les préliminaires du traité furent signés après la prise de Laon et, le 31 juillet 1594, le négociateur de Henri IV accordait au représentant de Charles III des articles « pour finir et terminer la guerre qui est entre eux ⁽²⁾. » Ces articles contenaient en germe tout l'accord définitif. Cependant ce n'était là qu'une proposition soumise à l'agrément des deux princes. Henri IV la ratifia, car le lendemain il promulguait la prolongation de la trêve jusqu'à la fin de l'année, selon les articles précédemment arrêtés, modifiés seulement en ce que « la levée et entretenement des places que ledit duc tient en France se fera à partir du premier may dernier par les officiers de Sa Majesté ⁽³⁾. » De plus, Bassompierre avait conclu avec Sancy un traité de neutralité vis-à-vis de l'Espagne ⁽⁴⁾.

Le roi n'avait pas signé de paix définitive avec Charles III, parce qu'il pensait y faire entrer le cardinal de Lorraine, alors en guerre avec les princes protestants au sujet de l'évêché de Strasbourg ⁽⁵⁾. L'affaire lui tenait

(1) Girard, *l. c.*

(2) Bibl. de l'Institut, Coll. Godefroy, t. 52, fol. 157-159.

(3) Hérulle, t. II, p. 528. Cf. Henri IV à Nevers, 2 août 1594. *Lettres-Missives*, t. IV, p. 196.

(4) *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 31 et 42.

(5) *Lettres-Missives* du 29 juillet 1594, t. IV, p. 195.

fort à cœur, puisqu'il s'agissait des alliés qu'il avait des deux côtés des Vosges. Il envoya Sancy à Metz pour tout accorder; de là ce diplomate se rendit à Nancy où il ratifia le traité ⁽¹⁾. Alors Bassompierre quitta de nouveau la Lorraine et alla trouver le roi « sur la fin d'octobre en son chasteau de Saint-Germain-en-Laye ⁽²⁾. » C'est là que fut signé le traité, le 16 novembre 1594 ⁽³⁾. Il comprenait tous les articles proposés à Laon; quelques-uns avaient été allongés ⁽⁴⁾, d'autres ajoutés ⁽⁵⁾. On y peut distinguer deux parties, l'une ayant trait à la pacification proprement dite, l'autre aux prétentions de Charles III.

La paix devait désormais régner entre Henri IV et le duc de Lorraine, leurs sujets et leurs alliés ⁽⁶⁾; les usufruitiers des bénéfices situés en France et en Lorraine pourraient en jouir réciproquement dans les deux Etats ⁽⁷⁾. Toutes les mesures qui résultaient de l'ancienne hostilité des deux princes étaient annulées et tout ce qui y avait trait oublié ⁽⁸⁾. La neutralité de la Lorraine était rétablie comme avant la guerre ⁽⁹⁾. La paix s'étendait aux alliés des deux partis : en Allemagne, du côté de Charles III, à l'électeur palatin, au duc des Deux-Ponts « et autres Princes des Maisons Palatine et de Bavière »; du côté de Henri IV, la plupart des princes protestants, en particulier

(1) *Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 31.

(2) *Chron. nov.*, p. 608. — Dans la lettre du 7 décembre 1594, citée plus haut, p. 291, n. 1, Henri IV écrivait à Sancy que le comte Charles de Mansfeld avait été reçu à Marville « sans avoir egard a la Neutralité que le sieur de Bassompierre poursuiuoit pour ladicte Ville et le Pais *Lorsque j'estois a St Germain en laye* au nom de mon frere de Lorraine. »

(3) Le texte a été donné par P. Cayet, *Chron. nov.*, p. 608-610, Du Mont, *Corps dipl.*, t. V, 1^{re} part., p. 510, et D. Calmet, t. III, *Preuves*, col. 351-355.

(4) Articles 16 et 17.

(5) Articles 12, 21 et 23.

(6) Art. 1.

(7) Art. 13.

(8) Art. 17.

(9) Art. 18.

l'électeur et la maison de Brandebourg, le duc de Wurtemberg et la ville de Strasbourg y étaient compris ⁽¹⁾. En Lorraine, seuls les Etats du duc et les villes de protection royale conquises par lui entraient dans le traité. La justice du Barrois demeurait « en l'état qu'elle étoit pendant la présente guerre ⁽²⁾ »; Marsal restait aux mains de Charles III, à condition qu'il en indemniserait le cardinal son fils ⁽³⁾, et la question de la seigneurie de Pange devait être réglée conformément au traité de Nomény ⁽⁴⁾. Toul et Verdun retombaient sous la protection de la France, mais devaient avoir pour gouverneur le comte de Vaudémont et, en cas de décès de celui-ci, passer à un autre fils du duc; il est vrai que le roi, qui en gardait la souveraineté, recouvrait la faculté de nommer les lieutenants du gouverneur ⁽⁵⁾. Il en était à peu près de même pour les villes et forteresses du Bassigny conquises par Charles III ⁽⁶⁾. En Champagne, Villefranche étoit restitué à Henri IV ⁽⁷⁾ et, dans le duché de Bouillon, le Lorrain recouvrait Dun et Stenay, en échange de Jametz, mais conservait ses droits sur cette dernière ville et en partageait la juridiction avec le roi ⁽⁸⁾.

Ces arrangements territoriaux n'étaient pas, au fond, très avantageux pour le duc qui, outre la possession temporaire des deux villes de protection et des forteresses de Champagne, n'obtenait que Marsal et quelques droits sur

(1) Art. 21. — On n'y trouve pas stipulé le margrave de Bade, bien que Henri IV ait écrit à Bongars : « Et par le traité que le sieur de Sancy fera avec Monsieur de Lorraine, sera expressément porté que ledict sieur duc de Lorraine ne favorisera ou portera en quelque façon que ce soit les ennemis dudict marquis. » Capéfigue, t. VII, p. 273.

(2) Art. 19.

(3) Art. 3.

(4) Art. 10.

(5) Art. 4.

(6) Art. 4 à 6.

(7) Art. 9.

(8) Art. 7.

Jametz, deux villes qui lui avaient coûté bien cher à prendre. Il n'en était pas de même au sujet de ses prétentions, et l'on peut affirmer que leur reconnaissance avait seule pu lui faire signer un traité où il obtenait si peu d'avantages effectifs. Le second article portait, en effet : « Qu'il sera faict justice à Messieurs les Enfans de Son Altesse pour le regard des biens de la feue Royne leur grand mere *sans prejudice des droits que Son Altesse pretend, tant de son chef que de mesdits sieurs ses enfans, sur les duchez de Bretagne et Anjou, les comtés de Provence, de Blois et de Couussy* ⁽¹⁾. » Ainsi Henri IV reconnaissait à Charles III des droits sur une bonne part des provinces que le duc avait pensé réclamer aux Etats généraux l'année précédente. Il consacrait ses prétentions directes sur l'Anjou et la Provence, comme descendant de Yolande d'Anjou, épouse de Ferry II, comte de Vaudémont, et héritière présomptive de René I^{er}; celles de ses enfants sur les comtés de Blois et de Coucy, comme descendants de Valentine de Visconti, dont la dot avait servi à l'acquisition de ces comtés et dont le contrat stipulait que ces terres devaient être solidairement partagées entre les enfants de Valentine, en cas que son mari Charles d'Orléans « *décédât sans enfans masles légitimes* »; or, Henri III était le dernier mâle issu du mariage de Valentine et de Louis; enfin sur la Bretagne, « *fief féminin, réversible aux femelles par l'extinction des mâles de la race de Valois* » et, par suite, aux enfants de Claude de France. La succession de Catherine de Médicis, également reconnue à ceux-ci, comprenait surtout les comtés d'Auvergne et de Lauragais et la baronnie de la Tour-en-Auvergne, et le contrat de mariage de cette princesse stipulait que ses biens, à défaut des mâles « *devaient estre partis entre les*

(1) Article 2. Reproduit par Baleicourt, *Traité historique et critique* cité, p. 231, et par Lepage, *Instructions*, p. 228, note.

filles également ⁽¹⁾ »; malheureusement ces droits n'étaient pas définis dans le traité et Charles III, aveuglé par le mirage de ses prétentions, n'avait, semble-t-il, oublié de réclamer qu'une chose, la plus solide et la plus utile, et qu'il eût pu obtenir sans doute le plus facilement, l'indépendance du Barrois mouvant ⁽²⁾.

Après les territoires et les droits, venaient les questions d'argent. Le roi s'engageait à acquitter les dettes de ses prédécesseurs. Il promettait de payer au duc, « comme garend de la dot » de Claude de France, « les Rentes constituées pour iceluy Dot, et mesme par preferences à tous autres » et s'engageait à ordonner « les verifications... de ce qu'il est deu d'arrérages ⁽³⁾ » sur les deux millions que réclamait Charles III ⁽⁴⁾. De plus, il s'engageait à lui faire verser la somme de 900.000 écus « tant à ce qui luy est deub de son chef » et de celui de sa femme « et ses Enfans, des pensions à eux accordées respectivement » de Henri II à Henri III, que pour aider le duc « a supporter les frais et dépens qu'il luy a convenu faire pendant la guerre. » Et le roi, n'étant pas en état de payer comptant une pareille somme, promettait de « lui faire vente et engagement à faculté de rachat perpetuel de son domaine » jusqu'à concurrence de 500.000 écus et de « luy payer le surplus en bonnes et valables assignations, sur les plus clairs deniers, tant ordinaires qu'extraordinaires de son épargne », s'engageant à en faire « dépêcher tous les

(1) Baleicourt, ouvr. cité, p. 231-233.

(2) Digot, t. IV, p. 292. — Remarquons qu'il songeait à la solliciter devant les Etats généraux. V. plus haut, p. 267.

(3) Art. 11.

(4) En 1589, il était déjà dû à Charles III 1.724.200 livres d'arrérages. Le page, *Instructions*, p. 41, note. En 1593, la somme s'élevait à 2.050.250 (Arch. de M.-et-M., B. 1234, fol. 104 v°), en 1594 à 2.129.250 (*Id.*, B. 1240, fol. 106), en 1595 à 2.208.250 (*Id.*, B. 1243, fol. 108), en 1596 à 2.287.250 (*Id.*, B. 1244, fol. 109) livres d'arrérages, soit une augmentation de 79.000 livres par an.

contrats d'acquisition et Lettres nécessaires, à la première instance qu'il lui en sera faite ⁽¹⁾. » De plus, la duchesse de Brunswick, à qui étaient dues 30.000 livres de rente, devait recouvrer le comté de Clermont-en Beauvaisis et la seigneurie de Creil, le tout évalué à 19.500 livres; le surplus lui était assigné sur la recette générale d'Orléans et on devait lui payer les arrérages ⁽²⁾. Enfin Bassompierre se voyait garantir les créances de Henri III par l'engagement des seigneuries de Vaucouleurs en Champagne et de Saint-Sauveur en Normandie ⁽³⁾.

Ainsi Charles III pouvait se croire à peu près satisfait par ce traité. Il gardait, momentanément au moins, ce qu'il avait acquis pendant la Ligue, recouvrait ses

(1) Art. 12.

(2) Articles 14 à 16.

(3) Article 23 et dernier. — En outre, Henri IV promettait d'indemniser Mondreville, l'ancien gouverneur de Sainte-Menehould (v. plus haut, p. 73, n. 1). « Jacques de Metz, seigneur de Mondreville, comte de Dampierre » avait été l'intermédiaire de la trêve signée entre Charles III et les Messins à Novéant, le 28 septembre 1590. Coll. Godefroy, t. 97, fol. 118. Déjà il était prisonnier à Metz, et ne devait être libéré qu'à la fin de 1592 (Margry, *Pierre Séguin, ligueur, reclus et écrivain, 1558-1630*, Senlis, 1896, p. 10-11, 103, 121). Pendant sa captivité, les 3 et 14 septembre 1591, Charles III donna de l'argent à sa veuve. Arch. de M.-et-M., B. 1227, fol. 299 et 247. Etant à Verdun, le duc envoya un de ses trompettes « en l'armée du Roy de Navarre avec le sieur de Vannes pour la délivrance de Monsieur de Mondreville », le 26 octobre 1591. *Id.*, fol. 353. Lui-même écrivit à Charles III plusieurs lettres, datées de la citadelle de Metz, les 21 et 30 septembre, le 23 octobre 1591 et le 4 mai 1592. Coll. de Lorraine, t. 12, fol. 126 à 136. Originaux. Il semble qu'il ait encore servi d'intermédiaire entre le duc et les princes d'Allemagne, d'après les comptes du 18 décembre 1590 (Arch. citées, fol. 266 v°) et une lettre d'un comte palatin à Casimir, du 21 août (Von Bezold, t. III, p. 359). Cf. plus haut, p. 64, note. Aussi différents dons lui furent-ils faits de 1591 à 1593 « en considération de ses services », sans doute comme diplomate, et finalement « pour certaines considérations », peut-être parce qu'il était chargé, avec Bassompierre, de représenter Charles III aux Etats généraux (v. plus haut, p. 262, n. 1). Arch. citées, fol. 267 v° et 268, et B. 1223, fol. 136 v° et 138 v°. — En 1596, Mondreville fut, avec Voillot, envoyé « vers l'excellence de Monseigneur le duc de Fuentès demandant la neutralité » avec Philippe II. Arch. des Aff. étr., fonds Lorraine, t. I, non folioté.

créances et se voyait reconnaître les droits auxquels il tenait tant. Sans doute il était content d'une paix qui consacrait sa puissance et ses prétentions. Peut-être même pourrait-il espérer davantage ! Lors de la venue de Sancy en Lorraine pour ratifier les préliminaires de Laon, il y avait eu « quelque pourparler de mariage » entre le marquis du Pont et Catherine de Bourbon, et si ces propositions n'avaient pas abouti « à cause de la religion⁽¹⁾ », elles allaient être bientôt reprises. A ce moment, Henri IV n'avait pas d'enfant et sa sœur était son unique héritière. La marier à son fils aîné, c'était évidemment aux yeux de Charles III fortifier les prétentions que le roi reconnaissait à la maison de Lorraine⁽²⁾.

La neutralité rétablie en Lorraine par le traité de Saint-Germain visait surtout les rapports de Henri IV avec Philippe II⁽³⁾. Elle fut proclamée en France et en Lorraine le 30 novembre 1594 pour le Duché, les Trois-Evêchés et les autres territoires qui étaient compris dans celui-ci⁽⁴⁾. Le roi profita de l'attentat de Châtel⁽⁵⁾ pour déclarer la guerre avec l'Espagne (17 janvier 1595)⁽⁶⁾. Il espérait employer les troupes lorraines contre Philippe II, qu'il voulait

(1) *Mém.* de Bassompierre, t. I, p. 31.

(2) V. plus haut, p. 290, n. 5, lettre de Mocenigo, du 5 janvier 1594. Cf. notre étude : *Le mariage de Catherine de Bourbon*, *Ann. de l'Est*, t. XV (1901), p. 388-389. Il semble, par ce que nous avons vu plus haut, p. 243, n. 4, que la proposition de mariage soit venue de Charles III, ou plus exactement de sa fille, la grande-duchesse Christine. Elle était, d'ailleurs, reprise de plus haut. V. p. 109, n. 2.

(3) *Mém.* de Bassompierre, t. I, p. 31.

(4) Rosières de Chaudeney, ms. cité, fol. 684.

(5) Il expulsa les Jésuites de France; beaucoup, comme le P. Commolet (v. sur lui le P. Abram, dans Carayon, ouvr. cité, p. 177; Labitte, p. 338; Douarche, *l'Université de Paris et les Jésuites*, thèse, 1888, p. 101-103; et notre article, *Ann. de l'Est*, t. XV, p. 392 et 410), se retirèrent à Pont-à-Mousson, où affluèrent les jeunes Français, quoique l'édit du 29 décembre 1594 le leur défendit. *Mém. de la Ligue*, t. VI, 265, 639, 685 et ss. Cf. Digot, t. IV, p. 341, et Henry, art., p. 136, note.

(6) L'Estoile, t. VII, p. 11.

attaquer en Franche-Comté afin d'y soutenir le prince d'Orange ⁽¹⁾, et depuis quelque temps déjà il comptait sur deux seigneurs lorrains, les barons d'Haussonville et de Tremblecourt ⁽²⁾, qui avaient pénétré dans la Comté dès la fin de 1594 ⁽³⁾. Charles III était-il fermement résolu à exécuter la neutralité et ne voulait-il pas plus s'aliéner Philippe II que Henri IV ? On peut le croire. Dans le courant de l'année précédente, Mayenne, qui s'était enfui à Bruxelles après la reddition de Laon ⁽⁴⁾, avait voulu passer par Nancy, sans doute pour entraver une dernière fois le traité que le chef de la maison de Lorraine était en train de conclure avec Henri IV ; Charles III, « craignant de donner aucun ombrage au Roy, ne voulut quasy point voir le duc de Mayenne ⁽⁵⁾. » Aussi, quand la guerre eût été déclarée à l'Espagne, Charles III empêcha-t-il ses sujets de servir à l'étranger et fit-il publier un ban contre d'Haussonville, Tremblecourt et leurs partisans ⁽⁶⁾. Il fallut que Henri IV intervînt personnellement en faveur de ces seigneurs pour que le duc leur permit de continuer, pour le roi, une campagne commencée « à l'adveu du comte

(1) Ranke, t. II, p. 18 (trad. II, 225). Cf. *Chron. nov.*, p. 622, et Rott, t. II, p. 476.

(2) Dès le 7 octobre 1594, Henri IV avait donné aux deux gentilshommes une commission pour lever des troupes. Hérelle, t. II, p. 571. Cf. Hérelle à Thomassin, 8 octobre. *Id.*, t. I, p. 471; *Lettres-Missives* du 30 décembre, t. IV, p. 288, et VIII, p. 539, et Bouillon à Villeroy, même date. Bibl. de l'Institut, Coll. Godefroy, t. 262, fol. 180. Original.

(3) Hérelle, t. II, p. 589. Cf. d'Aubigné, t. IX, p. 42.

(4) Feria à Philippe II, 31 août 1594. Capefigue, t. VII, p. 224. Il avait été prévenu par Bassompierre de ce que Henri IV voulait s'emparer de lui à Laon. *Mémoires* de Villars-Houdan (minute autographe). Bibl. nat., fonds Colbert (V^o), t. 32, fol. 101 v^o.

(5) *Mémoires* de Villars-Houdan, fol. 109 et v^o. Cités par Bouillé, t. IV, p. 307. Cf. de Thou, t. XII, p. 359. — Une lettre d'un agent de l'archiduc Ernest nous apprend que Mayenne arriva à Lunéville le 23 octobre 1594. Bibl. nat., ms. franç. 16.945, fol. 454. Original.

(6) Ordonnance du 31 mars 1595. François de Neufchâteau, t. I, p. 55. Cf. Digot, t. IV, p. 297.

Maurice » d'Orange ⁽¹⁾, et où ils allaient s'illustrer ⁽²⁾. Sans doute Charles III satisfait le roi ⁽³⁾; mais la guerre amenait en Lorraine des troubles nouveaux ⁽⁴⁾ et le voisinage des ennemis poussa le duc à faire une déclaration de neutralité (9 septembre 1595) ⁽⁵⁾ à laquelle l'Espagne, puis la France répondirent l'année suivante ⁽⁶⁾. Dès lors Charles III paraît avoir aidé sous main Henri IV ⁽⁷⁾.

A ce moment la paix était définitivement conclue entre les deux princes. Dès la fin de 1594, le roi déclarait qu'il avait accordé au duc une trêve dans l'« intention de conclure avec luy quelque chose de mieulx et plus asseuré »; mais que, comme il n'y avait « pas eu assez de temps pour ce faire », tous deux avaient convenu de prolonger encore cette trêve pour quatre mois de l'année suivante ⁽⁸⁾. Le retard provenait évidemment des affaires d'Alsace, où la guerre avait repris contre le cardinal de Lorraine ⁽⁹⁾. Sancy devait aller en Lorraine dès le printemps pour régler cette question ⁽¹⁰⁾. Il n'y vint qu'à la fin de l'été ⁽¹¹⁾, mais conclut

(1) *Lettres-Missives* du 7 avril 1595, t. IV, p. 333-336.

(2) A la bataille de Fontaine-Française. D'Aubigné, t. IX, p. 55. Cf. Forneron, *Philippe II*, t. IV, p. 243-245.

(3) D'après les *Lettres-Missives* du 23 octobre 1595, t. IV, p. 432, Sancy amena des troupes de Lorraine. Il est donc inexact, comme le croit Forneron, p. 245, que Charles III ait fait mourir Tremblecourt par représailles. Cf. là-dessus Chr. Pfister, *Catherine de Lorraine*, art. cité, p. 248-249.

(4) Lepage, *Institutions militaires*, p. 36 et 227. Cf. Digot, t. IV, p. 294-295. La guerre d'Alsace en produisit également en Lorraine. *Mém. des ch. les pl. notables*, p. 447.

(5) François de Neufchâteau, t. I, p. 59. Cf. Digot, t. IV, p. 298.

(6) Philippe II le 31 janvier 1596. *Ibid.*, Henri IV le 19 juin 1596. Du Mont, *Corps dipl.*, t. V, 1^{re} part., p. 527-528. Le 20 juillet, Charles III promettait d'observer la neutralité vis-à-vis de l'Espagne. Arch. de M.-et-M., B. 67, fol. 154 v^o.

(7) V. plus haut, n. 3. Cf. *Discours de Sancy*, passage cité plus bas, n. 9.

(8) *Lettres-Missives* du 27 novembre 1594, t. VIII, p. 536-537. Cf. Hérelle, t. II, p. 278.

(9) *Discours de Sancy. Mém. d'Etat* de Villeroy, t. III, p. 228.

(10) Lettre du 28 février 1595. *Mém. de Duplessis-Mornay*, t. II, p. 514, et lettre de Henri IV du 7 avril, citée plus haut, n. 1.

(11) Lettre de Nevers à M. de Sancy, adressée « à Nancy », 21 août 1595. *Mém. de Nevers*, t. II, p. 717 ss. Le 28 septembre, l'agent de Metz écrivait

la paix entre les princes alsaciens ⁽¹⁾ et ratifia le traité de Saint-Germain ⁽²⁾. Dès son départ la paix fut publiée entre le duc de Lorraine et le roi de France, le 9 octobre 1595 ⁽³⁾. Le traité signé par Sancy fut ratifié à Folembay, près de Coucy, où Mayenne allait aussi conclure la paix avec Henri IV ⁽⁴⁾, par celui-ci en décembre 1595 et par Charles III le 12 mars 1596 ⁽⁵⁾. Les chefs des maisons de Lorraine et de Bourbon allaient désormais rester alliés.

au magistrat de Strasbourg qu'il allait à Nancy « tout presentement pour y baiser les mains à mons^r de Sancy. » *Correspondance politique* citée, p. 5. Sur le détail du séjour de Sancy à Nancy, voir note suivante.

(1) *Discours de Sancy. Mém. d'Etat*, t. III, p. 229, et *Lettres-Missives* du 23 novembre 1595, t. IV, p. 461. En 1595, 3.477 fr., 9 gros, 7 deniers furent payés « pour despense de bouche faicte par Monsieur de Sancy et sa suite par huict jours du mois d'aouût... qu'il a séjourné à Nancy, ledit sieur et les Deputez de Strasbourg par trois jours de Septembre qu'il a sejourné à Sarbourg. Son Altesse y estant et par six jours du mois d'octobre que le sieur de Sancy y a esté à son retour audict Nancy. » Le 1^{er} septembre, Bassompierre était revenu d'un voyage « en Allemagne vers Monsieur de Sancy de l'ordre de S. A. et pour ses expresses affaires. » Arch. de M.-et-M., B. 1243, fol. 166 et 352. Le premier de ces deux comptes se rapporte à la transaction de Saarbourg, signée par Sancy le 20 septembre 1595 (Anquez, *Henri IV et l'Allemagne*, 1887, p. 88), qui accordait au cardinal de Lorraine les abbayes de Hohenburg et de Niedermunster (Cf. Dag. Fischer, art. cité, *Revue d'Alsace*, 1875, p. 176 ss.). Le second se rapporte à un voyage fait par Bassompierre en Alsace pour régler la question de l'évêché de Strasbourg. — Les rapports du diplomate français avec la cour de Lorraine ne devaient pas s'arrêter là. Le 20 décembre 1595, un laquais était envoyé « vers M. de Sancy au siege de la Ferre » et, le 4 octobre 1596, 1.000 écus étaient payés au baron de Créhanges, doyen du chapitre de Strasbourg « que Son Altesse avoit promis au sieur de Sancy avancer sur sa parolle au nom du Roy pour parfournir 3.000 escus promis a monsieur le marquis de Brandebourg pour l'accord faict des difficultez qui estoient entre monseigneur l'Illustrissime Cardinal de Lorraine et luy pour les Abbayes de Hohonborg et Niermunster A charge toutesfois d'en estre remboursé par ledict sieur de Sancy. » Arch. citées, fol. 357 vo, et B. 1244, fol. 412.

(2) Le retard du voyage de Sancy avait nécessité la prolongation de la trêve jusqu'au 12 juin 1595.

(3) Franç. de Neufchâteau, p. 56, et Mémoires de Balthazard Guillerme. Bibl. nat., ms. franç. 14.518, fol. 5. Cf. D. Calmet, t. V, col. 819 (II, 1410), et Digot, t. IV, p. 291 et note.

(4) Le 31 janvier 1596. Texte dans la *Chron. nov.*, p. 726, et dans les *Mém. de la Ligue*, t. VI, p. 347.

(5) D. Calmet, t. III, *Preuves*, col. 353 ss., et Du Mont, t. V, 1^{re} part., p. 512.

Le traité de Folembray était beaucoup moins avantageux pour Charles III que celui de Saint-Germain. Ce n'en était, d'ailleurs, qu'une réduction. De vingt-trois articles il était, en effet, ramené à six. Il ne concernait plus que la paix générale et les deniers dus au duc de Lorraine. Il n'y était plus question, ni de l'héritage de Catherine de Médicis, ni à plus forte raison des droits que Charles III avait sur les diverses provinces de France, ni des arrérages des dettes; le traité mentionnait seulement qu'il lui serait payé 900.000 écus. De même la duchesse de Brunswick n'y était plus comprise; en dehors du duc de Lorraine, le roi de France ne reconnaissait que les créances de Bassompierre ⁽¹⁾. Toutes les prétentions de Charles III étaient donc effacées. Aussi la Huguerye, qui avait tout tenté pour améliorer les conditions accordées par Sancy au négociateur lorrain ⁽²⁾, pouvait-il dire que le duc, après avoir tant lutté, n'obtenait presque rien, tandis « que la graisse de tous les traitez a esté reservée » à Mayenne, et qu'« il n'y a si petit capitaine de place ayant traicté à part, qui n'ait esté plus gratifié que Son Altesse, pour lequel se peult dire le commun proverbe de la guerre : qu'en vain on la faict si on n'en retire ni honneur ni prouffit ⁽³⁾. »

Cependant le chef de la maison de Lorraine se résigna. Sans doute l'article contenant ses prétentions avait été supprimé par le Parlement, comme trop avantageux ⁽⁴⁾, et le duc avait pu, semble-t-il, s'y attendre : à la fin de l'année précédente, quand le duc de Guise, réconcilié avec Henri IV,

(1) Art. 5.

(2) *Mém.*, t. III, p. 385 ss.

(3) *Id.*, p. 391.

(4) D. Calmet, t. V, col. 853 (II, 1435), l'affirme. Dans les « Considerations sur le traité de l'année 1594 » (Arch. des Aff. étr., Lorraine, t. 5, fol. 380), on dit seulement que « ledict Traicté comme exorbitant en beaucoup de points, et grandement contraire aux droits du Roy, et de la couronne, a

avait été envoyé pacifier la Provence en qualité de gouverneur, le chancelier Chiverny, craignant que cette nomination ne ravivât les prétentions que la maison de Lorraine avait sur le comté, s'était opposé « à ceste provision » et avait déclaré au conseil du roi et au Parlement qu'elle ne pouvait « nuire ny préjudicier aux droits de la couronne, ores ny pour l'advenir ⁽¹⁾. » Aussi Charles III, dans sa ratification, déclarant qu'il approuvait les articles de Folembray, promettait-il « en foïd et parolle de prince, *de les garder, observer et entretenir inviolablement selon leur forme et teneur*, sans iamais aller ny venir au contraire directement ou indirectement souffrir ny permettre qu'il n'y soit contrevenu de quelque sorte et maniere que ce soit ⁽²⁾. »

Restait à exécuter ce traité. Depuis longtemps la question de Marsal était résolue entre le duc de Lorraine et son fils ⁽³⁾; Toul et Verdun avaient passé « sous la charge » du comte de Vaudémont ⁽⁴⁾, mais la protection du roi s'y faisait sentir ⁽⁵⁾ et, si le comte de Vaudémont restait gouverneur de la seconde ville, Henri IV avait fait nommer à la pre-

esté réformé, et plusieurs Articles en furent rejetez a ladicté Ratification du Roy. » — Naturellement, en 1599, le contrat de mariage de Catherine de Bourbon avec Henri de Lorraine (D. Calmet, t. VII, *Preuves*, col. ccccxii), tout comme celui de Claude de France avec Charles III (v. plus haut, p. 14, n. 2), ne reconnaît pas au duc le titre de comte de Provence.

(1) *Mém.* de Cheverny cités, p. 639.

(2) Confirmation du 12 mai 1596. Arch. de M.-et-M., B. 67, fol. 44-45. Cf. Henry, art., p. 135.

(3) Echange du 14 décembre 1593. Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 450, fol. 65. Cf. Lepage, *Documents sur l'histoire de Lorraine*, t. III, p. 118, et Henry, art., p. 135 note.

(4) C'est en qualité de « commandeur de Verdun pour le roi sous la charge de M. de Vaudémont » que d'Haussonville publiera à Verdun les lettres de neutralité de Henri IV, le 13 août 1596. Bibl. nat., Coll. de Lorraine, t. 13, fol. 208. Le comte était « Gouverneur et lieutenant général pour le Roy èz villes et places de Verdun, Toul. » Pimodan, p. 261.

(5) Hérelle, t. II, p. 578-579.

mière M. de Vannes ⁽¹⁾, qui lui avait jadis servi d'intermédiaire dans ses négociations avec Charles III ⁽²⁾. En Champagne, les places du Bassigny demeurèrent aux mains des Lorrains quelque temps; dans le Rethélois, Villefranche avait été rendue au roi ⁽³⁾, son artillerie et ses munitions conduites en Lorraine ⁽⁴⁾; quant à Stenay et Dun, le président Miron vint en Lorraine au printemps de 1596 pour leur « reddition » et s'en acquitta à la satisfaction du duc ⁽⁵⁾. Pour Jametz, Charles III devait l'acquérir du duc de Montpensier à la fin de l'année ⁽⁶⁾. Bassompierre était

(1) Pimodan, ouvr. cité, p. 226 et 261. — Toul et Verdun étaient encore en 1600 en quelque sorte « inféodées à la maison de Lorraine », d'après la relation de l'ambassadeur vénitien Francesco Vendriamin. *Relations*, 1^{re} série, t. IV, p. 467.

(2) V. plus haut, p. 244, n. 3.

(3) *Mém. des ch. les pl. notables*, p. 448. Le 27 avril 1594, Charles III y avait encore nommé un gouverneur. Arch. de M.-et-M., B. 65, fol. 56.

(4) Dépense de 543 fr. « pour les voitures par Basteaux faictes de pièces d'artillerie, Bacqs, gros chars et moiens affuz, bouletz, grains, munitions de pouldre, cordages et aultres hardes de la suite des pièces sorties et tirées du magasin de Villefranche, le tout conduit et mené à Dun, Verdun et Saint Mihiel. » Comptes du 18 avril 1594. Arch. citées, B. 1244, fol. 329.

(5) Le 30 avril 1596, don d'un anneau d'or de 500 écus « enrichy d'ung grand rubis de hault feu » et d' « ung anneau d'or enrichy d'ung grand diamant en table de fort belle eau » de 200 écus au « President Miron envoyé par deça de la part du Roy. » *Ibid.*, fol. 325 et v^o. Le 30 mars, remboursement à d'Haussonville « pour les frais » du président (*Id.*, fol. 327), et les 8 et 9 mai, dépenses faites à l'hôtellerie de la Charrue par « la suytte » de Miron, « venu vers Son Altesse de la part du Roy pour la reddition des places de Sathenay et Dun. » *Id.*, fol. 156 v^o. — Toutes les places avaient été restituées le 17 mars 1596. Robinet de Cléry, art. cité plus haut (p. 248, n. 3), p. 22. C'est sans doute pour se rendre compte de leur état que Charles III fit un voyage dans le Nord-Ouest de ses duchés. Le 9 décembre 1596, paiement de 57 fr. à un domestique de M. d'Ancerville, bailli d'Allemagne, qui avait suivi le duc « a Verdun, Dun, Sathenay, Estain, Malatour, Le Pont-à-Mousson et Nancy. » Arch. citées, fol. 339 v^o.

(6) Contrat de vente du 14 décembre 1596. Arch. nat., K. 106, n^o 17. Cf. Buignier, ouvr. cité, p. 73. Le roi devait confirmer cet abandon. Henry, art., p. 136. — Le 15 janvier 1597, Charles III y nommait un gouverneur. Arch. de M.-et-M., B. 68, fol. 7.

devenu maître du bourg de Vaucouleurs et, après sa mort, survenue le 23 avril 1596 ⁽¹⁾, sa veuve le garda ⁽²⁾.

Ainsi le duc de Lorraine avait tenu, de son côté, ses engagements. Il n'en devait pas être de même de Henri IV, du moins au point de vue financier. Charles III attendit jusqu'à la fin de l'année 1601 le règlement de ses créances, et, quand le Parlement dut enregistrer les 900.000 écus promis sept ans auparavant, la cour souveraine déclara « que les obligations passées par le Roy excédant la somme de 250.000 écus » seraient « rendues comme nulles, de nul effet et valeur. » Et Charles III dut consentir « à la reduction des sommes prouvées par le Roy, jusqu'à celle de 250.000 écus, comme le roy le témoigne expressément dans ses lettres de jussion pour l'enregistrement ⁽³⁾. » Est-ce là tout ce qu'obtint le duc de Lorraine et attendit-il jusque-là pour se faire régler ce qui lui était dû, alors que les autres princes lorrains avaient vendu leur soumission à prix d'or ? Il est difficile de le croire. L'« Etat fourni par Groulart » indique que Henri IV avait promis à Charles III 900.000 écus ou 2.700.000 livres, ce qui est le chiffre du traité de Folembray; l'état fourni par Sully, conforme à celui de P. Dupuy, porte « A M. de Lorraine, et autres particuliers suivant son traicté et promesses secrettes

(1) *Mém.* de Bassompierre, t. I, p. 32 et 46, et Arch. citées, H. 1042. Nous avons déjà signalé la mort de Pange (v. plus haut, p. 142, n. 6); quant à Rosne, le troisième boute-feu de la Ligue en Lorraine, devenu maréchal de France et passé aux Pays-Bas, il y mourra le 2 août 1596 (v. lettre du lendemain dans Groen van Prinsterer, 2^e série, t. I, p. 369). Cf. de Thou, t. XIII, p. 48.

(2) *Lettres-Missives* du 20 novembre 1596, t. VIII, p. 621-622.

(3) D. Calmet, t. V, *Preuves*, col. 355, avec la date du 14 décembre 1601, et Du Mont, t. V, 1^{re} part., p. 512. — D'après les « Considérations », citées plus haut, p. 302, n. 4, le traité fut vérifié au Parlement le 24 décembre 1601, à la suite « des lettres du Roy données à Calais le 4^e jour de septembre l'an 1601 et pareillement de l'arrest donné sur icelles au Parlement le 14 de decembre. »

3.766.825 » livres ⁽¹⁾. Par ce mot de « particuliers », il faut évidemment entendre Bassompierre, à qui était dû un total de 143.833 écus ⁽²⁾, soit 331.499 livres qui, ajoutés aux 2.700.000 font 3.031.499 livres. Il resterait donc plus de 730.000 livres promises « secrètement » à Charles III, et il ne peut, croyons-nous, s'agir là des créances de sa sœur, dont le traité de Folembray ne fait pas mention ⁽³⁾. Il faut donc admettre que le duc reçut cette somme directement, sans qu'elle fût indiquée dans les dépenses de la cour et, semble-t-il, dans les recettes des trésoriers de Lorraine ⁽⁴⁾.

Quoi qu'il en soit, ces sommes, un demi-million d'écus tout au plus, étaient bien peu en comparaison de ce qu'avait dépensé Charles III dans la Ligue, et les avantages qu'il retirait de la lutte étaient assez minces, quoiqu'il en sortît grandi moralement par l'influence qu'il avait jouée dans les affaires de France et par le rôle qu'il avait, un instant, donné à son duché ⁽⁵⁾. Aussi ne faut-il pas s'étonner de

(1) Poirson, *Histoire de Henri IV*, 2^e éd., 1862, t. I, p. 644 et 660-666, en partie d'après le ms. Dupuy 549, nos 87-88. Cf. *Lettres-Missives*, t. VI, p. 338 note. L'« Etat des sommes acquittées à la charge du roi et du royaume » a été donné aussi par Capefigue, t. VII, p. 390, d'après le même ms. Dupuy et le ms. 39 du fonds Colbert (V^e). D'après Hérelle, t. II, p. 590, « les Mémoires de Sully donnent des sommes plus fortes » que les traités; « ce sont, semble-t-il, des totaux qui représentent des paiements de nature différente. » En d'autres termes, les chiffres de Grouart concernent les sommes dues officiellement, ceux de Sully celles qui ont vraiment été versées (Cf. Poirson, p. 663). — Les 900.000 livres devaient être payées « sur les domaines de Toul et de Verdun. » Valori, *Journal militaire de Henri IV*, 1827, p. 176. Cf. Hérelle, *l. c.*

(2) D'après l'article du 5 du traité de Folembray. Sur le paiement des créances de Bassompierre, v. *Mémoires*, t. I, p. 147-150.

(3) Cf. la Huguerye, t. III, p. 385-386. Il indique 950.000 écus pour le duc.

(4) Du moins n'en avons-nous trouvé nulle mention. — De l'argent avait certainement été versé après les préliminaires de Saint-Germain. Dans la lettre du 7 décembre 1594, citée plus haut, p. 291, n. 1, Henri IV écrivait à Sancy : « affin que mon dict frere de Lorraine soit de plus en plus asseuré que je veux observer nostre dict accord *faictes delivrer au dict sieur de Bassompierre le comptans qui luy a esté promis.* »

(5) Cf. Henry, art., p. 136, qui évalue les dépenses de Charles III pour la Ligue à dix ou douze millions. Ce chiffre est certainement au-dessous de la vérité. A elles seules les dépenses des trésoriers des guerres, de 1589

l'insistance avec laquelle il rechercha pour son fils aîné la main de la sœur du roi, bien qu'elle fût protestante convaincue et désirât fermement le rester. En 1596, peu après la ratification du traité de Folembray, le comte de Vaudémont allait à Paris négocier ce mariage ⁽¹⁾, pour la conclusion duquel une procuration était donnée, l'année suivante, à trois conseillers d'Etat ⁽²⁾. Quand il fut accompli (31 janvier 1599) ⁽³⁾, le traité de Vervins avait déjà cimenté l'alliance des deux souverains : Henri IV avait fait comprendre dans la paix le duc de Lorraine, à côté du grand-duc, mais avant ce prince, qui venait cependant, avec le légat Alexandre de Médicis, de servir de médiateur entre la France et l'Espagne ⁽⁴⁾ !

à 1594, s'élevèrent à 6.233.954 fr. Lepage, *Institutions militaires*, p. 227. — La Huguerye, t. III, p. 391, dit que le duc « a esté si mal traicté au faict de la paix en toutes choses, qu'il est demeuré fort en arriere et ne peut restablir ses finances. » C'est sans doute pour les refaire qu'à partir de 1595 il vendit des charges (Arch. de M.-et-M., B. 1243, fol. 127 à 139). Dans les comptes des deniers « provenans des estats et offices financez tant en Lorraine qu'en Barrois », de 1597, l'on trouve jusqu'à un « Tailleur de Sayes des Archers des gardes de Son Altesse. » (*Id.*, B. 1249, fol. 188). Déjà, le 21 août 1591, nous trouvons une dépense de 40 écus sols pris sur les « deniers de la vendition des offices » (*Id.*, B. 1227, fol. 331 v^o). De même, le 14 décembre 1592, 800 francs sont rabattus au sieur de Rosières, Conseiller en la Cour des Grands jours de Saint Mihiel pour ses gages des années 1590-1591, d'après l'ordonnance du duc « de deffalquer aux Conseillers de ladicte Cour et d'autres Offices du duché de Bar leurs gages sur la finance de leurs offices. » *Id.*, B. 1233, fol. 225 v^o. Ce système était évidemment emprunté à la France. Il n'a pas encore été étudié. Lepage, *Offices*, p. 362, dit simplement qu'en 1591 Charles III mit « à finance » l'état d'argentier, et, p. 210, qu'en 1607 apparaissent les offices financés.

(1) Mandemens du 9 mai au 7 décembre 1596 concernant le voyage en France du comte de Vaudémont. *Id.*, B. 1244, fol. 402. La présence de ce prince à la cour de Rouen est signalée par Bonciani le 29 octobre 1596. *Négoc. avec la Toscane*, t. V, p. 322.

(2) Le 21 septembre 1597. Arch. citées, B. 68, fol. 152.

(3) *Annales de l'Est*, t. XV, p. 399.

(4) « La preséance adjugée au Duc de Lorraine sur le Grand Duc de Toscane », d'après le précédent constitué par le traité de Cateau-Cambrésis. Bibl. nat., ms. franç. 20.980, fol. 2. Cf. *Corps diplom.*, t. V, 1^{re} part., p. 564, et Matthieu, *Histoire des derniers troubles de la France*, fol. 85.

CONCLUSION

Charles III, que sa foi dans son origine carolingienne et son alliance avec les Valois poussaient à prétendre à la couronne de France, espéra l'obtenir en entrant dans la Ligue contre Henri III et Henri de Navarre. Jusqu'en 1591 environ, sa politique suit une marche ascendante dont les principales étapes sont marquées par les trois assemblées de Nancy et par celle de Chaumont. Après quoi, il abandonne peu à peu ses prétentions.

Il venait de faire établir sa généalogie par François de Rosières (1579) quand, à la première assemblée de Nancy (1580), il décida, d'accord avec les Guises, Jean-Casimir et de nombreux mécontents catholiques et protestants, une action contre le roi de France. Mais ce projet ne fut pas suivi d'exécution. Alors le duc essaya de se tourner vers l'Espagne, tout en continuant ses menées en France. Il paraissait avoir réussi auprès de Philippe II et pouvait croire que Catherine de Médicis était attachée à ses projets, quand la découverte de la conspiration de Salcède (1582) et le procès de Rosières (1583) remirent tout en question.

La mort du duc d'Anjou (1584) lui permit de reprendre ses desseins. Cette fois, la succession du roi très chrétien était convoitée par un hérétique relaps. Le duc de Lorraine réunit dans sa capitale une nouvelle assemblée où se noua définitivement la Ligue. Mais, cette fois encore, il échoua et se vit écarté du trône par le cardinal de Bourbon. C'est sans doute pourquoi il ne prit pas directement les armes l'année suivante. Il semble que, poussé par le duc de Guise, il ait

essayé de se rattrapper en profitant de la lutte déchaînée contre les protestants pour détrôner Henri III. Mais il fut prévenu par ses deux beaux-frères, le roi de Navarre qui le fit attaquer en Lorraine, et le roi de France qui l'empêcha de venir dans son royaume exterminer ses ennemis (1587).

La vengeance contre Henri III fut résolue à la dernière assemblée de Nancy (1588). Tandis que Charles III attaquait indirectement le roi dans le duché de Bouillon, le Balafré tentait de s'emparer de lui à Paris. Mais Catherine, qui avait peut-être provoqué ce danger, sauva son fils et le révolté fut abattu au moment où il devenait par trop puissant.

Charles III était le complice du Balafré et Henri III le savait bien. C'est pourquoi sans doute, après l'assassinat de Henri de Guise, le duc de Lorraine refusa de se réconcilier avec le roi. La lutte, d'abord dissimulée, devint de plus en plus déclarée après l'alliance de Henri III avec Henri de Navarre. Charles III s'inféoda tout à fait à l'Espagne, et il allait sans doute rompre ouvertement avec le roi de France, quand celui-ci fut tué (1589).

Alors le duc de Lorraine, qui n'avait encore agi que secrètement, afficha ses prétentions. Il essaya de faire reconnaître son fils aîné, le marquis du Pont, comme roi de France, à l'assemblée de Chaumont, puis à Paris. Cette fois encore, il échoua. En vain il se tourna vers l'Italie et l'Espagne. Le grand-duc de Toscane, son gendre, les Papes Sixte-Quint et Grégoire XIV, et Philippe II, son beau-frère, ne favorisèrent pas ses prétentions, tandis que dans sa propre maison il avait à compter avec la rivalité de Mayenne et du nouveau duc de Guise, et que Henri IV le faisait attaquer avec succès dans son duché (1591).

Alors, découragé, le duc de Lorraine songea à s'entendre avec le Béarnais, tout en sauvegardant le plus qu'il pourrait

de ses prétentions. Lors des Etats généraux de 1593, il ne songea même pas à poser sa candidature, et, quand Henri IV eût promis de se convertir, Charles III se réconcilia avec lui. Une paix définitive avec le roi de France ne reconnut même pas au duc de Lorraine le moindre droit sur le royaume et ne lui alloua qu'une indemnité dérisoire.

A côté de ce grand plan, Charles III en avait un autre plus pratique : annexer à la couronne les Trois-Evêchés, faire disparaître toutes ces enclaves singulièrement gênantes. Ici aussi le duc a échoué. Metz resta à la France, tandis que Toul et Verdun, momentanément possédées par la Lorraine, devaient bientôt revenir complètement à Henri IV.

Ainsi, dans cette lutte pour faire reconnaître ses prétentions et pour arrondir son territoire, Charles III avait été constamment vaincu, en dépit d'une habile diplomatie et d'une action militaire énergique. Peut-on lui imputer cet échec ? Il ne le semble pas. Pour réussir, le duc comptait sur trois choses : son origine carolingienne, sa parenté avec Henri III et ses propres ressources. Or, tout cela était assez peu de chose. Certes, sa généalogie paraissait incontestée ; mais cette origine même était trop lointaine : le roi que réclamait le pays devait être le Français le plus proche parent des Valois. Or, Charles III, qualifié d' « étranger », était au plus leur allié par les femmes et, en dépit de l'appui de Catherine de Médicis et même de Henri III, il n'eût pu faire abroger la loi salique. Enfin, les ressources de la Lorraine n'étaient rien auprès de celles de la Navarre et d'une partie de la France, et la propre valeur de Charles III était éclipsée par le génie de Henri IV. C'est ce que Ferdinand de Médicis eut le mérite de saisir et de faire comprendre à son beau-père.

Un moment, le duc de Lorraine, évincé dans ses prétentions, parut s'en tenir là, et il semble même qu'après avoir pris pied en Alsace par son fils, le cardinal de

Lorraine, Charles III ait essayé, dans les dernières années du XVI^e siècle, d'orienter sa politique vers l'Allemagne ⁽¹⁾. Mais il se ressaisit bientôt. Le chef de la maison de Lorraine était tellement persuadé des droits qu'il devait à sa naissance ⁽²⁾ et si naturellement ambitieux, qu'il devait essayer de faire revivre ses prétentions en mariant successivement le marquis du Pont à Catherine de Bourbon, sœur unique du roi de France ⁽³⁾, puis à Marguerite de Gonzague, nièce de la nouvelle reine, Marie de Médicis ⁽⁴⁾. Charles III put alors mourir satisfait, dans un rêve de gloire ⁽⁵⁾.

Mais sa politique, si elle avait momentanément élevé la Lorraine, devait lui être longtemps funeste. Henri IV ne pardonna jamais à ses ducs de l'avoir troublé dans la conquête de son royaume; à la fin de son règne, il essaya de s'en venger en tentant d'absorber le duché; sa mort seule

(1) On craignait en Allemagne que le cardinal ne devint coadjuteur de l'archevêque de Trèves et ne lui succédât un jour; les princes protestants redoutaient de voir la maison de Lorraine s'étendre en Allemagne. Le comte Jean-le-Jeune à Guillaume-Louis de Nassau, 1^{er} mai 1596. Groen van Prinsterer, 2^e série, t. I, p. 367-368. Cf. *Mém. de la Huguerye*, t. III, p. 394-404. Dès 1594 on prévoyait le mariage de la troisième fille de Charles III, Isabelle ou Elisabeth, avec l'héritier du duché de Bavière, Maximilien (lettre citée plus haut, p. 290, n. 4), mariage qui devait avoir lieu l'année suivante, le 5 février 1595 (*Mém. de Bassompierre*, t. I, p. 31-32 et 42); en 1599, le duc de Lorraine devait marier sa seconde fille, Antoinette, au duc de Clèves. Cf. plus haut, p. 290, n. 1.

(2) L'ambassadeur Francesco Vendriamin écrivait encore en 1600 que « la maison de Lorraine descend du sang de Charlemagne. » *Corr. des ambass. vénitiens*, 1^{re} série, t. IV, p. 65.

(3) V. notre article, *Le mariage de Catherine de Bourbon (1599-1604)*, *Annales de l'Est*, t. XV (janvier 1901), p. 388-389.

(4) V. notre article, *Le mariage de Marguerite de Gonzague. Le Pays Lorrain*, t. II (10 mars 1905), p. 73-74.

(5) Le 16 juillet 1608, dans l'oraison funèbre de Charles III (*Catal. Favier*, n° 554), le jésuite Léonard Perrin disait, p. 13, que la maison de Lorraine remontait à Godefroy de Bouillon, cinq cents ans auparavant « plus outre nous remontons dedans la noblesse de Lorraine, iusques aux huit cents ans de Charlemagne pour dedans les mil ans accomplis arriver à leur commune source qui est S. Arnould... luy mesme nous portera directement iusques aux Alberons iusques aux Pharamonds. »

prévinrent la catastrophe ⁽¹⁾. Après lui, quand on eût reconnu l'inanité des prétentions carolingiennes des ducs de Lorraine, Richelieu, reprenant la politique du Béarnais, devint le plus implacable ennemi du malheureux duché, et Louis XIV continua à l'opprimer jusqu'à la fin du XVII^e siècle. La politique de Charles III avait en partie provoqué ces représailles et la Lorraine paya d'un siècle d'oppression un moment de grandeur.

Nous pouvons à présent replacer cette étude dans l'histoire de la Ligue et dans l'histoire de la France en général. A la lueur des prétentions de Charles le Grand, la fondation de la Ligue prend un jour nouveau. Ce mouvement si complexe, à la fois religieux, politique et populaire, se comprend mieux quand on voit que chez son chef principal, la religion et le bien public n'ont été qu'un prétexte pour entraîner les masses et asseoir une nouvelle dynastie. D'autre part, l'exposé de la participation du chef de la maison de Lorraine à la révolution où manqua de sombrer la royauté nationale a sa place dans l'histoire de notre pays et les tentatives faites par Charles III pour donner la France à la maison de Lorraine ne sont pas sans intérêt pour l'histoire de notre pays.

(1) V. notre article, *Les relations de Henri IV avec la Lorraine, de 1608 à 1610. Revue historique*, t. LXX (sept.-oct. 1901), p. 34 et 43-67.

Vu, le 21 décembre 1906.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. CROISSET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION P. VII

Position de la question, p. VII. — Etudes antérieures du même genre, p. VII.
— Bibliographie : historiens proprement dits, p. IX; chronologistes, p. XI;
auteurs de mémoires, p. XII; documents d'archives, p. XIII; manuscrits, p. XV.

CHAPITRE I^{er}. — LES ORIGINES DES PRÉTENTIONS DE CHARLES III. P. 1.

Charles III, p. 1. — Sa prétendue origine carolingienne, p. 3. Généalogies de Champier, p. 3; de Du Boullay, p. 5; de Wassebourg, p. 6; leur rapport avec les Guises, p. 8; généalogies particulières à Charles III, p. 9; ouvrage manuscrit de François de Rosières (1574), p. 9; importance de ces généalogies pour la couronne de France, p. 12; pour la maison de Lorraine, p. 14. — Alliance de Charles III et des Valois, p. 14; la dot de Claude de France non payée, p. 15; Charles III créancier de Henri III, p. 16. — Catherine de Médicis l'a-t-elle favorisé dans ses prétentions, p. 16; rapports de la reine mère avec le duc, p. 20; avec Christine de Lorraine, p. 21; avec Henri, marquis du Pont, p. 22; évolution inconsciente de Catherine, p. 23.

CHAPITRE II. — LES PRÉLIMINAIRES DE LA LIGUE DE NANCY..... P. 24

Mécontentement général contre Henri III, p. 24; première assemblée de Nancy (février 1580), p. 27; projets de Charles III, p. 30. — Ambassade de Pange, p. 31; son séjour en Espagne (1580-1582), p. 34; affaires territoriales, p. 36; affaires financières, p. 37; affaires politiques probables, p. 39; comment Pange dut « pratiquer la Ligue », p. 41; effets de cette ambassade, p. 42. — Rapports de Charles III avec Henri III, Joyeuse et d'Epemon, p. 44. — La conspiration de Salcède, p. 46; elle est dirigée par les Ligueurs contre François d'Anjou, p. 50; complicité de Charles III, p. 52. — Affaire de François de Rosières, p. 54; les *Stemmata Lotharingæ*, p. 54; critique de Nicolas Vignier, p. 56; de Duplessis-Mornay, p. 57; procès de Rosières, p. 59; Charles III vient le délivrer, p. 60; sa complicité, p. 62; faveur actuelle et future de Rosières, p. 63.

CHAPITRE III. — LA LIGUE DE NANCY ET LA PREMIÈRE PRISE D'ARMES. P. 65

Maladie de François d'Anjou, p. 65; sa mort (10 juin 1584), p. 66; préparatifs de la Ligue de Nancy, p. 67. — La seconde assemblée de Nancy (septembre 1584), p. 69; récit de Cornejo, p. 70; passage de Pierre Matthieu, p. 71; Ligueurs réunis à Nancy, p. 72; siège de l'assemblée, p. 75; solution des difficultés de Matthieu, p. 77; occasion et objet de la réunion, p. 78; les droits du cardinal de Bourbon y sont proclamés, p. 79; attitude de Charles III, p. 80; agissements de Henri III, p. 82. — Le traité de Joinville (31 décembre 1584), p. 83; part

de Charles III, p. 85. — La prise d'armes de 1585, p. 86, rôle et complicité de Charles III, p. 88. — Négociations de Catherine de Médicis avec les Ligueurs, p. 90; médiation de Charles III, p. 92; le traité de Nemours (7 juillet 1585), p. 93; avantages du duc de Lorraine, p. 94.

CHAPITRE IV. — LA LUTTE CONTRE LES PROTESTANTS..... P. 96

Effets de l'édit de Juillet, p. 96; action de Guise sur Charles III, p. 97; politique pacifique du roi, p. 99. — Traité de Châlons (printemps de 1586), p. 100; Charles III et l'Espagne, p. 101; le duc disposé à la guerre, p. 103; il favorise le siège d'Auxonne, p. 104; assemblée d'Ourscamp (octobre 1586), p. 105. — Essais de pacification de Henri III, p. 107; de Catherine, p. 109; les conférences de Saint-Brice, p. 111. — Lutte des Ligueurs et du duc de Bouillon, p. 113; négociations de Catherine, p. 114; complicité de Charles III et des Guises, p. 116. — L'armée protestante de secours, p. 117; elle veut attaquer la Lorraine, p. 118; préparatifs de Charles III, p. 119; Henri III l'abandonne, p. 120; il est secouru par les Espagnols, p. 122; cependant il est réduit à la défensive, p. 124. — Le duc de Guise le pousse à usurper la couronne, p. 125; la lettre de Christine de Danemark, p. 128; l'ambassade de Villy, p. 129. — Charles III veut venir en France, p. 131; Henri III l'en empêche, p. 132; cause de cette défense, p. 133; négociations du roi et du duc, p. 134; envoi du marquis du Pont, p. 138; ravage du comté de Montbéliard, p. 139.

CHAPITRE V. — LA LUTTE CONTRE HENRI III..... P. 141

Les Ligueurs en Lorraine, p. 141; conférence de Haroué, p. 142. — La troisième assemblée de Nancy (janvier 1588), p. 142; résolutions prises, p. 144; *les 11 articles de Nancy*, p. 145; conséquences, p. 146. — Le siège de Jametz, p. 146; Henri III essaie vainement de l'empêcher, p. 147. — Charles III soutenu par l'Espagne, p. 149; ambassades de Moreo (mars et avril 1588), p. 150; l'assemblée de Soissons, p. 155; exécution du traité de subsides de Moreo, p. 156. — La seconde prise d'armes des Guises, p. 156; les Barricades (12 mai 1588), p. 157; complicité de Charles III, p. 158; le second édit d'Union, p. 160; Henri III s'y venge de Charles III, p. 162; celui-ci refuse sa médiation, p. 162; ambassade inutile de Lenoncourt, p. 163. — Assassinat des Guises (23 décembre 1588), p. 167; négociations du roi avec le duc, p. 169; mariage de Christine de Lorraine, p. 171; propositions en faveur du marquis du Pont, p. 172; nouvelles tentatives de médiation, p. 174; échec de Morosini, p. 176. — Charles III et les Parisiens, p. 177; l'ouvrage de François Pigenat, p. 178; Charles III et le duc de Parme, p. 180; sa lutte sourde avec Henri III, p. 181; la guerre déclarée, p. 183; mort de Henri III (1^{er} août 1589), p. 186.

CHAPITRE VI. — LES PRÉTENTIONS DÉCLARÉES DE CHARLES III..... P. 187

Avènement de Henri IV et politique de Charles III, p. 187; son action en Champagne, p. 188; envoi du marquis en France, p. 189; le duc s'assure de Toul et de Verdun, p. 189. — Tentatives directes pour arriver à la couronne, p. 190; l'assemblée de Chaumont (fin août 1589), p. 191; livre en faveur du duc à Paris, p. 193; élection du cardinal de Bourbon, p. 195. — Réclamation de droits en France, p. 196; l'héritage de Catherine de Médicis, p. 196; provinces réclamées, p. 197; tentatives sur la Provence, p. 198; intervention projetée en Dauphiné, p. 200; action postérieure en Provence (1590-1591), p. 202.

CHAPITRE VII. — CHARLES III ET LES SOUVERAINS ÉTRANGERS... P. 206

L'ambassade de Lenoncourt en Italie (septembre 1589), p. 206; les dispositions de Sixte-Quint, p. 207; de Ferdinand de Médicis, p. 208; demi-succès à Rome, p. 209; succès plus complet de Mayenne, p. 210; Caletani et Charles III, p. 211.

— Le duc et l'Espagne, p. 211; Philippe II envoie 100.000 écus, p. 213; ses dispositions à la mort du cardinal de Bourbon, p. 215; celles de Sixte-Quint, p. 216; sa mort, p. 217. — Action en Allemagne, p. 217; ambassade de Sprinzenstein, p. 217; elle échoue, p. 219. — Dernière tentative auprès de Philippe II, p. 220; ambassade de Bardin, p. 221; il y avoue les prétentions de son maître, p. 223; conséquences et raisons, p. 225. — Charles III et Grégoire XIV, p. 225; ambassade du cardinal de Lorraine, p. 226; ses effets, p. 228; mort du Pape, p. 229.

CHAPITRE VIII. — CHARLES III ET LES PRINCES FRANÇAIS..... P. 230

Charles III et Mayenne, p. 230; l'incident de Villefranche, p. 231. — Les Etats Généraux de Reims, p. 233; évasion du duc de Guise, p. 234. — L'entrevue de Verdun (septembre-octobre 1591), p. 235; attitude de Guise, p. 239. — Conférences de la Fère, p. 240. — Charles III et Henri IV, p. 241; tentative de médiation du grand-duc de Toscane, p. 241; essais directs de rapprochement, p. 244; nouvelles tentatives du grand-duc, p. 245; ambassade de la Cluelle, p. 246. — Lutte entre le duc et le roi, p. 247; demande de paix de Charles III, p. 250; nouvelles hostilités, p. 252.

CHAPITRE IX. — LES ETATS GÉNÉRAUX DE 1593..... P. 254

Attitude des Parisiens, p. 254; dispositions de Philippe II, p. 255; de Clément VIII, p. 256. — Convocation des Etats généraux, p. 258; les candidats au trône, p. 259; premières réunions, p. 260. — L'assemblée de Reims (avril-mai 1593), p. 261; attitude de Charles III, p. 264; ses prétentions sur le royaume de France, p. 266; le mémoire du président Alix, p. 268; il n'a pas servi, p. 272. — Bassompierre aux Etats, p. 273; son rôle effectif, p. 275; discours de la Huguerye, p. 277; les conférences de Suresnes, p. 280. — Négociations du grand-duc pour la paix entre Charles III et Henri IV, p. 280; négociations de Gondî et de Bassompierre, p. 282; la trêve de Saint-Denis, p. 283.

CHAPITRE X. — LA PAIX DE FOLEMBRAY..... P. 285

Exécution de la trêve, p. 285; le roi veut la changer en une paix, p. 286. — Ambassade de Bassompierre, p. 287; entrevue de Bar-le-Duc, p. 288; réclamations de Charles III, p. 288; les préliminaires de Laon (31 juillet 1594), p. 292. — Traité de Saint-Germain (16 novembre), p. 293; questions territoriales, p. 294; reconnaissance des prétentions du duc, p. 295; questions financières, p. 296. — Exécution du traité, p. 297; guerre de Henri IV contre l'Espagne, p. 299. — Affaires d'Alsace, p. 300; traité de Folembray (12 mars 1596), p. 301; les prétentions du duc n'y sont plus mentionnées, p. 302. — Exécution des clauses territoriales, p. 303; réglemens financiers, p. 305. — Mariage de Catherine de Bourbon et du marquis du Pont, p. 307.

CONCLUSION..... P. 308

Résumé de la politique de Charles III. Première période, p. 308; seconde période (1591-1596), p. 309; projets secondaires, p. 310. — Causes de l'échec du duc, p. 310. — Orientation vers l'Allemagne et reprise des anciennes prétentions, p. 311. — Conséquence pour la Lorraine, p. 312. — Intérêt général de cette étude, p. 312.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES

- Adam, 5.
Aix-en-Provence, 199, 203.
205 n. 2, 222 n. 3.
Alberl, 17.
Albéron, 5, 58, 59, 311 n. 5.
Alegria (Gabriel d'), 180
n. 3.
Alexandre de Médicis, 307.
Alix (Thierry), 268-273, 278.
Allemagne, 26, 93, 96-97, 99,
117, 121, 139, 148, 151-153,
177, 209-210, 217-220, 228,
235, 249, 269, 271, 275, 293,
311.
Alphonse (colonel), 202.
Alsace, 98-99, 153, 212-213,
217, 252, 266 n. 1, 300, 310.
Amblise (d'), 247, 252.
Andernach, 16.
Angennes (Claude d'), 173
n. 5.
Angleterre, 39, 46, 82, 97,
144, 151, 271.
Anjou (comté d'), 14, 58,
267, 271, 295.
Annonay, 201.
Anquetil, 17, 233 n. 8.
Antoine de Lorraine, 3, 267,
269.
Antoinette de Bourbon, 43
n. 2.
Antoinette de Lorraine, 45
290, 311 n. 1.
Antonio (don), 21.
Arles, 202-203.
Armada, 156 n. 7, 157.
Arques, 195, 199.
Artigny (d'), 17.
Argillières, 67 n. 6.
Attichy, 114.
Aucy (d'), 5.
Aumale (duc d'), 24, 67, 72,
83, 106, 114, 142, 151, 159,
261, 263, 288 n. 2.
Aumont (d'), 247.
Auneau, 138 n. 2 et 4.
Austrasie, 4, 6, 45-46, 165.
Autriche (maison d'), 255,
264-265.
Autun, 247.
Auvergne, 110, 197, 267, 268,
271, 295.
Auvillars, 33, 47.
Auxerre, 271.
Auxonne, 104, 118 n. 4.
Avenay (trêve d'), 251, 266.
Baden (Jacques de), 154.
Baleicourt, VIII n. 1.
Bar (duché de), XII, 4, 9,
36, 146, 185, 189, 235, 250,
267, 269-270, 294, 306 n. 4.
Bar-le-Duc, 63, 136, 182,
189, 288-289.
Bar-sur-Seine, 56.
Barcelonnette, 75 n. 5, 198
n. 2.
Bardin, 176 n. 2, 196, 203,
221-225, 250, 264, 266.
Baretti, 182, 225 n. 1.
Baron (Jacques), 193 n. 4.
Barrois mouvant, 14, 296.
Bassigny, 191, 247, 250, 267,
294, 304.
Bassompierre (Christophe
de), 25, 28, 29 note, 31,
33, 48, 52, 70, 72, 75-76, 81,
83, 88, 94, 114, 134, 139,
142, 158 n. 5, 177, 189, 236-
240, 259-262, 264, 273-277,
279-284, 286-293, 297, 299
n. 4, 300 n. 11, 302, 304-
306.
Bassompierre (François de),
XII-XIII, 27.
Bavière (duc de), 38, 102,
210, 217-219, 235, 245, 293,
311 n. 1.
Beaucaire-Péguillou (Fran-
çoise de), 47.
Beaudoche (Claude de), 32.
Beaulieu (paix de), 16, 24.
Beaumont, 252.
Beausset, 204 n. 5.
Beauvau (famille de), 32-
34.
Beauvau (Jean de), 32-43,
80, 83, 89, 94, 102, 142 n. 6.
Bellèvre, 114, 137, 147, 149,
154.
Beslise, 33.
Beutterich, 27 n. 2, 28, 30.
Biord (Pierre), 202.
Birague, 161.
Blâmont, 270.
Blancmesnil, 251 n. 2-3.
Blois, 160, 170.
Blois (comté de), 197, 267,
268, 271, 295.
Bolweiler, 99.
Bonn, 146 n. 6, 152 n. 3.
Boudonville, 75.
Bouillé, VIII, XIV, 17.
Bouillon (duc de), 113-115,
119-120, 146-147.
Bouillon (duché de), 105,
114, 116, 147-148, 162, 169,
294, 309.
Bouillon (duchesse de), 147,
166, 169, 171, 183, 248.
Boulogne, 144, 159.
Boulogne (maison de), 3
n. 6, 4, 5, 7, 11.
Bourbon (Antoine et An-
toinette de), 32.
Bourbon (cardinal de), 66,
70, 73, 79-80, 83-84, 86-87,
91-93, 95, 105, 114, 154, 161,
174, 181, 195, 214, 231, 308.
Bourbon (maison de), XIII,
32, 107, 109-110, 128, 161,
214, 230, 241, 254-255, 264,
267, 290.
Bourbonnais, 267, 271.
Bourbonne (M. de), 191-192.
Bourgogne, 67, 81, 90, 104-
105, 124, 126, 157, 174, 197,
229, 247, 271.
Brandebourg (margrave
de), 245, 294.
Brantôme, 18.
Bressy (Antoine de), 179 n. 4.
Bretagne, 48, 67, 197, 260
n. 1, 266-268, 271, 295.
Brèves (M. de), 243 n. 3.
Brie, 267, 271.
Brienne (comte de), 167.
Briey, 90.
Brisson (président), 196.
Bruges, 47.
Brunswick (Eric de), 37-38,
39 n. 2, 102.
Bruxelles, 299.
Bures, 72 n. 3.
Cabrera de Cordoba, XI.
Caietanl, 210-211, 216-217,
237 n. 1.
Calabre, 271.
Calais, 305 n. 3.
Calmet (dom), VIII, 17.
Cambrai, 24, 48, 84, 124, 190,
215.
Campiglia, X, 69 n. 4.
Canillac (marquis de), 110-
111.
Capefigue, VIII n. 7.
Capétiens, 13, 222.
Carces (M. de), 202, 204 n. 1.
Carelle (M. de), 202 n. 3.
Carlat, 110.
Carolingiens, VII, 216, 222.
Castelnau, XII, 17.

- Cateau-Cambrésis (paix de), 18, 84, 307 n. 5.
 Catherine de Bourbon, 103, 109-110, 147 n. 8, 243, 263 n. 2, 275, 290, 298, 300 n. 6, 311.
 Catherine de Médicis, XIV, 16, 18-20, 22-23, 25, 48, 53, 61, 66-79, 90-93, 95, 101, 103, 107-116, 133, 135-137, 157-158, 162, 165-166, 170-171, 173 n. 1, 196-198, 208, 245, 271, 289, 292, 295, 302, 308-310.
 Cavenago (Decio), 209 n. 5.
 Cayet (Palma), XI, 142 n. 3, 196 n. 1, 286.
 Chaligny (comte de), 124 n. 4, 142, 189, 217, 235 n. 1, 240.
 Châlons, 32, 87 n. 1, 91-94, 100-101, 106, 123, 182, 188, 245, 251 n. 2, 284.
 Champagne, 20, 45, 48, 67, 90, 100, 105, 114, 146, 174, 181-182, 185, 188, 192, 244, 246, 247, 250, 252, 267, 271, 289, 291, 294, 304.
 Champier (Symphorien), 3, 6.
 Champplitte (comte de), 99.
 Chantelou (M. de), 25, 28, 31, 48, 52.
 Charlemagne, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 13, 58, 157, 178, 179, 311 n. 5.
 Charles de Lorraine, 7, 12, 178, 194.
 Charles de Lorraine, duc de Mayenne, 24, 27-28, 32, 48, 52, 65, 67, 71-72, 83, 96, 99, 104, 142-143, 150-151, 154, 159, 173-177, 181-183, 187, 189-190, 193 n. 4, 195, 199, 206-208, 211, 215-217, 220-222, 228, 230-241, 246, 249-251, 254-255, 257-264, 267, 273-275, 277, 279, 284, 285, 287-290, 299-302, 309.
 Charles de Lorraine, prince de Joinville, duc de Guise, 72, 81, 174, 215, 234, 237, 239, 249, 254-256, 259, 261, 263, 276, 279, 288 n. 2, 303, 309.
 Charles, premier cardinal de Lorraine, 8, 18, 47, 227.
 Charles, second cardinal de Lorraine, 63, 69, 94, 142, 194, 206, 209, 215, 219, 226-228, 252, 256-257, 259 n. 5, 276, 284, 292, 300, 310.
 Charles-Emmanuel, duc de Savoie, 101, 108, 129, 184, 199, 204, 208, 215-217, 222, 230, 259.
 Charles-le-Téméraire, 126, 277 n. 7.
 Charles-Quint, 2, 127 n. 3.
 Charles IX, 43, 45.
 Chastenoy (George de), 101-102, 150, 167 n. 7, 174 n. 4, 181 n. 4, 182, 212-214, 229.
 Chastillon (François de), 117, 128-129.
 Châteaudun, 176.
 Château-Thierry, 158 n. 5.
 Châteauviel, 84.
 Châteauvillain, 128 n. 1, 130.
 Châtel, 298.
 Chaumont, 120, 191-192, 308-309.
 Chaussin (marquis de), 173.
 Chevillard, 32 n. 3.
 Chevreuse (duc de), 234 n. 1.
 Chiverny, XII, 17, 61, 259.
 Choppin (René), 197, 266.
 Christine de Danemarck, 1, 2, 37-38, 127 n. 3, 128, 130 n. 6, 131, 220.
 Christine de Lorraine, 21-22, 40, 45, 67, 101, 104, 109-112, 114, 123, 167 n. 7, 169, 171, 173, 175, 177 n. 6, 196, 200, 202, 208-209, 241, 243, 263 n. 3, 280-281.
 Clairvaux, 192.
 Claude de France, 10 n. 2, 14-16, 18-20, 194, 267-268, 271, 289, 291, 295-296.
 Claude de Lorraine, duc d'Aumale, 9.
 Claude de Lorraine, duc de Guise, 8.
 Clément (Nicolas), 9.
 Clément VIII, 247, 252, 256-257, 280 n. 8.
 Clermont-en-Argonne, 185.
 Clermont-en-Beauvaisis, 267, 270, 295.
 Cognac, 112.
 Coiffy, 247, 291.
 Cologne, 146 n. 6.
 Côme (cardinal de), 68.
 Commercy, 25.
 Commolet (le P.), 298 n. 5.
 Compiègne, 114.
 Condé, 221.
 Condé (prince de), 21, 24, 109.
 Cornejo, XI, 69-70.
 Coucy, 267, 295.
 Coutras, 144.
 Creil, 295.
 Croze (de), VIII, XIV.
 Dagobert, 11, 57.
 Dalbin, 171 n. 6.
 Dauphiné, 160-161, 200-202, 204.
 David (l'avocat), 13.
 Davila (Henry), X, 17, 111, 112 n. 1, 142, 231, 232 n., 233 n. 8, 239, 263 n. 2, 288 n. 2.
 Deux-Ponts (duc de), 175 n. 4, 218, 293.
 Digot (Augustin), VIII, XIV, 17, 75 n. 7, 268 n. 2, 272.
 Dijon, 159.
 Dinteville, 67 n. 6, 182, 185.
 Diou (M. de), 206-207, 210.
 Dohna (baron), 28-29, 119.
 Dorothee de Lorraine, 38-39, 292, 297, 302.
 Dourdan, 161.
 Douzy, 106.
 Dreux, 271.
 Du Belloy (Pierre), 61 n. 2, 62 n. 1.
 Du Boullay, 5-7.
 Dun, 252, 291, 294, 304.
 Dunkerque, 48.
 Du Pérat (Etienne), 20 n. 4.
 Dupletix (Scipion), 17, 45 n. 4, 143.
 Duplessis-Mornay, 25, 57-59, 179 n. 5.
 Dupuy (P.), 305.
 Du Vair (Guillaume), 47 n. 6, 275 n. 1.
 Ecosse, 39-40, 66, 74, 101-102, 104, 200.
 Elbeuf (duc d'), 83, 142, 188 n. 2, 261, 263.
 Elbeuf (marquis d'), 24, 48, 225 n. 1.
 Elisabeth d'Angleterre, 144.
 Elisabeth de Lorraine, 10 n. 2, 189 n. 1.
 Embrun (archevêque d'), 257.
 Epernay, 92, 94, 251-252.
 Epéron (duc d'), 23, 44-46, 65, 67, 78, 82, 94, 101, 107, 110-111, 127 n. 2, 133-134, 139, 144-145, 154, 157, 159-160, 162-164, 166-167, 225 n. 2, 292.
 Epinac (Pierre d'), 154.
 Epinal, 141-142, 144.
 Epinois (l'), XIV.
 Ernest (archiduc), 255, 274.
 Espagne, 32, 34, 36, 39, 41-48, 51, 67-68, 80, 85-86, 101, 149-150, 164, 180, 219-220, 249, 256, 259, 271, 292, 298-300, 307-309.
 Estienne (Charles et Henri), 7.
 Estolle (l'), XI, 17, 121, 258 n. 1.
 Ferdinand d'Autriche, 103, 217-219, 245, 265.
 Ferdinand de Médicis, 169, 171, 176, 188, 196, 202, 208-209, 227, 241-244, 246, 281-282.
 Feria (duc de), 241 n. 4, 259-260, 264 n. 5, 274-276, 284 n. 4, 307 n. 5, 309-310.
 Ferrare (duc de), 101, 174, 176.
 Flandre, 124, 132, 135, 141, 144, 153, 156, 214.
 Florence, 202, 226-227, 242, 281.
 Foilembray (paix de), 301-303, 305-307.
 Fontaine-Française, 300 n. 2.
 Fontenoy-le-Château, 141 n. 2.
 Forez, 267, 271.
 Forneron, XIV, 17.
 Franche-Comté, 36, 99, 102, 104, 105, 139, 215, 218, 221, 276, 298.
 François d'Anjou, 16, 20-21, 24, 28, 30-31, 40, 46-49, 51-53, 64-66, 68, 72, 77, 79, 84, 308.

- François de Guise, 89.
 François de Lorraine, comte de Vaudémont, 15, 147, 169, 171, 192, 200, 202, 204, 215, 235-236, 240-241, 294, 304, 307.
 François de Lorraine, grand prieur de France, 33.
 François I^{er}, duc de Lorraine, 1.
 François I^{er}, roi de France, 60.
 François II, 8.
 Frédéric, rhingrave, 88.
 Fronton du Duc, 31 n. 1.
 Frontès, 264 n. 5, 297 n. 3.
 Gadagne (abbé de), 245-246.
 Gaguin (Robert), 4.
 Gaillon, 83.
 Gascogne, 111.
 Georges (Saint), 4.
 Georges Jean, 20 n. 1.
 Gérard d'Alsace, 1.
 Glen, 121, 131.
 Gleysenove (Nicolas), 280-281, 283 n. 5.
 Godefroi de Boulogne, 5.
 Godefroi de Bouillon, 4, 8, 10-11, 269, 311 n. 5.
 Godefroi le Bossu, 11.
 Godefroy (Théodore), VII n. 1, XV, 4 n. 1, 85 n. 1.
 Gomberville, XIII n. 4, 19 n. 5.
 Gondi (Jérôme), 263.
 Gondi (Pierre de), 246 n. 5, 263 n. 3, 280-282.
 Gondreville, 136.
 Gournay (M. de), 187.
 Graunvelle (cardinal de), 17, 34, 38-39, 41, 68.
 Grégoire XIII, 67-68, 86.
 Grégoire XIV, 225-229, 235, 309.
 Grenoble, 200-202.
 Groulard, 305.
 Gueldre, 271.
 Gugney, 67 n. 9.
 Guillauld, 8.
 Guise, 240.
 Guise (cardinal de), 24, 71-72, 83, 105, 159, 169.
 Guises (des), VIII, 8, 12, 14, 15, 30-32, 34, 39-41, 46-48, 53, 58-59, 62, 65-67, 73, 75, 78-79, 81, 83-84, 86, 89-90, 92, 95, 102-103, 108, 114-116, 153-154, 167, 169, 174, 177, 193, 195, 216, 254, 308.
 Guyonville (M. de), 192.
 Habsbourg, 266 n. 1.
 Harancourt (Elisée de), 264 n. 1.
 Harancourt (Louis de), 3 n. 6.
 Harancourt-Maignères, 93 n. 6.
 Haroué, 25, 76, 81, 142.
 Hatten (Dominique), 130.
 Haussenville (baron d'), 48, 136 n. 2, 146, 189, 250, 298, 303 n. 5.
 Haussenville (comte d'), VIII, 17.
 Havré (marquis d'), 123-124, 134, 152 n. 1, 180 n. 2.
 Henri de Lorraine, duc de Guise, XV, 13, 24-27, 30, 32, 34, 39, 41-43, 48, 52, 66-68, 71-72, 74-76, 78, 81-82, 84, 87-94, 96-100, 102-104, 106, 108-110, 113-116, 119, 121-127, 132, 134-135, 137-139, 141-147, 149-152, 155-163, 165-168, 170 n. 3, 172, 308-309.
 Henri de Lorraine, marquis du Pont, 15-16, 19-23, 32-33, 66, 71, 80-81, 102, 109-110, 112, 132-133, 135, 138-139, 141-142, 147 n. 8, 157 n. 4, 158, 164-166, 172-174, 177, 187, 189-190, 192-195, 197 n. 1, 206-207, 212, 215, 224 n. 1, 230, 237 n. 2, 238, 245, 254-255, 257 n. 6, 259-260, 263 n. 2, 265, 275, 290, 298, 302 n. 6, 309, 311.
 Henri II, 1, 7, 15, 46, 60, 91, 196, 255, 259, 296.
 Henri III, VII, XV, 12, 14-16, 19-20, 23-25, 29-32, 41, 44-46, 48, 52-54, 59, 61, 65-68, 78-79, 84-86, 90-94, 96, 98-99, 101, 105, 107-108, 110-111, 113-114, 117, 119-122, 125-126, 130-134, 136-137, 140, 143-152, 155-157, 159-164, 166-176, 178-187, 191, 195, 208, 212, 296, 308-310.
 Henri IV, VII, XIV, XV, 19, 30, 41, 46, 57, 65, 70, 72, 77-79, 82, 95-97, 99, 103, 107-113, 117-118, 120-121, 125, 159, 165, 172, 176-179, 183, 187, 190, 192, 195, 208-209, 212, 216, 218, 221, 235, 238, 241-252, 254, 258, 261-262, 264-266, 272 n. 5, 274-275, 279-311.
 Henry (E.), XIV-XV.
 Herelle (G.), XIV.
 Herrera, XI, 262, 288 n. 2.
 Heu (Robert de), 25.
 Hombourg, 34.
 Hotteman, 48.
 Hugues Capet, 12-13, 55, 58, 60, 194.
 Hurault (Philippe), 17.
 Ibarra (don Diégo d'), 220, 255, 259.
 Innsbrück, 217.
 Innocent XI, 247, 257.
 Isabelle, 172, 191 n. 2, 197 n. 1, 214-215, 224 n. 1, 240, 255, 259, 260 n. 1, 274, 277, 311 n. 1.
 Iseron (M. d'), 201.
 Issey (M. d'), 184 n. 4.
 Italie, 81, 101, 125, 129, 171, 175, 207, 209, 217, 242, 256, 271, 280, 309.
 Ivry, 213, 231.
 Jacques VI, 21, 40.
 Jametz, 105, 113, 115-116, 141, 142 n. 1, 144, 146, 151-156, 158, 162-164, 166-167, 170, 171 n. 7, 178, 180, 182-184, 194, 250, 290-291, 294-295, 304.
 Jean-Casimir, XIII, 16, 25-27, 32, 39, 71-72, 74, 77, 79, 97, 108, 117-118, 125, 127 n. 2, 129, 150-151, 152 n. 3, 154, 180, 184, 210 n. 1, 213 n. 4, 218, 277, 308.
 Jeanne d'Arc, 31 n. 1.
 Jeannin (président), 190, 220-221, 236-238, 240, 287.
 Jérusalem, 4, 279.
 Joinville, 43, 68, 70, 81-83, 87, 92, 94, 100, 132.
 Joyeuse (vicomte de), 44-46, 82, 94, 101, 125, 144, 251.
 La Bastide, 131-132, 134, 136.
 La Chastre, 48, 122.
 La Chelle, 171 n. 6, 246-247, 252 n. 4.
 Lacreteille, 71 n. 1.
 La Croix (M. de), 203 n. 4.
 La Faulche, 251.
 La Fère, 24, 240.
 La Ferté (M. de), 171 n. 7.
 La Garnache, 173 n. 1.
 La Guiche (M. de), 147, 149, 155.
 La Ilguerye, XII-XIII, 109, 119, 128-129, 277-279, 282 n. 5, 302.
 Landriano, 228, 233.
 Langres, 146 n. 7, 188, 192, 247, 251, 291.
 La Noue, 97-98, 225 n. 2.
 Lansdowne (collection), 87 n. 1.
 Laon, 287, 290, 292-293, 298-299.
 La Rochepot, 252 n. 1.
 La Rochette, 77 n. 3.
 La Route, 162.
 La Tour (M. de), 201.
 La Tour, en Auvergne, 295.
 Lauraguais, 197, 268, 271, 295.
 La Verrière, 107.
 La Vieville, 188.
 Lav-Saint-Christophe, 175.
 Leibniz, 56 note, 61 n. 4, 75 n. 5.
 Lenoncourt (Antoine de), 175.
 Lenoncourt (cardinal de), 164.
 Lenoncourt (Jean de), 89-90, 106, 137, 148, 163-166, 174-176, 199-203, 206, 210, 243.
 Lenoncourt (protonotaire de), 211.
 Lepage (Henri), XIII.
 Le Petit, 49 n. 3.
 Lesdiguières, 205 n. 1.
 Liancourt (M. de), 121, 134.
 Libus-en-Beauvaisis, 25.
 Liège (évêque de), 103.
 Longlée (M. de), 35, 39.
 Longueville (duc de), 109, 110.
 Longwy, 253.
 Lothaire, roi de France, 194.
 Lothaire I^{er}, 7, 269.

- Louis XI, 60.
 Louise de Vaudémont, 31 n. 1.
 Ludieu, 184 n. 1.
 Lunéville, 125 n. 4, 126.
 Lutuin, 6.
 Luxembourg (duché de), 185, 218, 245, 250.
 Luxembourg (Marie de), 47.
 Lyon, 86, 155, 201, 211.
 Madrid, 34-35, 38-39, 221-222.
 Magdebourg (assemblée de), 85 n. 2.
 Maillane (M. de), 175, 189.
 Maimbourg (le P.), 143.
 Maisse (M. de), xv, 174 n. 2, 242-245, 257.
 Malleloy, 25.
 Mandelot, 48.
 Mansfeld (Charles de), 28, 94, 123, 293 n. 2.
 Mansfeld (comte de), 257 n. 3, 260.
 Marguerite de Gonzague, 311.
 Marguerite de Lorraine, 44.
 Marguerite de Valois, 19, 109-111, 196.
 Marie de Médicis, 246, 275, 311.
 Marie Stuart, 40, 66, 102 n. 3, 144, 146 n. 6.
 Marsal, 160, 162, 174, 185, 211, 291, 294, 304.
 Marseille, 200 n. 4, 203, 205 n. 2, 232 n. 3.
 Marville, 36 n. 3, 37, 293, n. 3.
 Mathieu (Aquarius), 254 n. 2.
 Mathieu (Claude), 67, 71, 74, 176, 81, 86-88, 96, 129 n. 3.
 Matteuci, 249.
 Matteui (Pierre), x, 17, 69-72, 76-78.
 Meaume, 22 n. 1.
 Médicis (les), 22, 171.
 Mendoza (don Bernardin de), 46, 68, 79 n. 5, 80 n. 1, 83, 135, 141, 149, 162, 164-165, 177, 197.
 Mendoza (don Inigo de), 257, 274.
 Menneville, 71, 73, 83, 84 n. 3, 155.
 Mercœur (duc de), 47, 67, 85, 92, 168 n. 7, 174, 238 n. 3, 246, 251, 266 n. 3, 288 n. 2.
 Mérovée, 58, 178.
 Metz, 7, 13, 25, 45-47, 63, 69, 89, 91, 94, 107, 136, 140, 144, 161, 163-167, 174, 181 n. 4, 185-186, 190, 206, 212-213, 218, 220-221, 227, 243, 289, 291, 293, 297 n. 3, 310.
 Mézières, 188.
 Milan, 129.
 Miron (président), 304.
 Molart (M. de), 259.
 Mondreville, 71-72, 262, 297 n. 3.
 Montbéliard, 139, 141, 142 n. 6, 147, 218.
 Montcassin, 163, 166.
 Montclair, 251, 291.
 Montemarciano (duc de), 228, 229, 235, 238.
 Montfaucon, 182, 228.
 Montigny, 251, 291.
 Montmorency (maréchal de), 99, 202, 205 n. 2.
 Montpensier (duc de), 99, 107.
 Montreuil (M. de), 245-246.
 Moreo (Jean de), 68, 73, 81, 83, 86, 100, 102, 150-157, 180-181, 191 n. 2, 197 n. 1, 213, 221.
 Morimont (abbé de), 192.
 Mornay (Pierre de), 25.
 Morosini, 164 n. 1, 172-173, 174 n. 4, 176.
 Mouzon, 250.
 Nabuchodonosor, 179.
 Nancy, x, 2, 4, 26-32, 48, 65, 68-83, 89, 94, 97, 102, 110, 119, 121, 126, 132, 142-148, 150, 159 n. 1, 160-161, 168-169, 170 n. 3, 181, 213-214, 226, 228, 242, 249, 253, 255, 281, 284, 286 n. 2, 293, 299, 308-309, 310 n. 1.
 Nassau (comtes de), 28.
 Nemours (duc de), 101, 104, 109, 142, 259.
 Nemours (duchesse de), 81.
 Nemours (traité de), 93-94, 96, 99, 105, 107, 109, 114, 161.
 Neuchâteau, 89 n. 3, 131, 132 n. 2.
 Nevers (duc de), xii, 17, 48, 65-66, 85, 107, 109-110, 112, 137, 172, 173 n. 1, 174-175, 192, 244.
 Nicollini, 191 n. 3, 207-208, 215.
 Nomény, 294.
 Normandie, 25, 28, 47-48, 144, 160, 195.
 Novéant (trêve de), 211, 244, 297 n. 3.
 Noyon, 105.
 Orange (Guillaume d'), 49-51, 53.
 Orange (Maurice d'), 299-300.
 Orbais (abbé d'), 130.
 Ossat (cardinal d'), 8, 17, 41, 142 n. 3, 143, 226.
 Othon de Lorraine, 4, 55.
 Oudinot, 168 n. 2.
 Ourscamp, 105-106.
 Quincampoix (François de), 26.
 Quiltry, 107.
 Pange (château de), 32 n. 3, 163, 294.
 Panigarole, 230.
 Paris, 34, 48, 54, 62, 69, 82-83, 93, 100, 108-109, 141, 143, 157-160, 162, 164-165, 170 n. 3, 171, 177, 179, 182-183, 187, 191, 193, 198, 211, 220, 224, 230, 254, 257, 262, 264, 266, 273, 284, 287, 309.
 Parme (duc de), 48-53, 99, 102-103, 120, 122-123, 126, 131-132, 135, 150-151, 154, 156, 159, 167 n. 7, 159, 180-181, 184, 187, 212 n. 6, 218, 221, 236, 240-241, 246, 258, 260.
 Parme (Marguerite de), 36-37, 42.
 Pellevé (cardinal de), 68, 130, 217, 232 n. 8, 273-275, 282.
 Pelou (M. de), 201-202.
 Périnet (Jean), 193.
 Péronne, 13, 79, 87.
 Perrin (Léonard), 311 n. 5.
 Pfiffer (colonel), 87, 101, 103, 126, 188.
 Phalsbourg, 74, 140 n. 1.
 Philippe II, xv, 30-31, 34-43, 48-49, 51, 66, 68, 71-73, 79-80, 84-86, 97, 101-102, 107-108, 112, 115, 119, 122-123, 133, 135, 144, 149-154, 157, 172-173, 174 n. 4, 183-185, 188-191, 195, 197, 207-208, 211-225, 230, 232, 236-237, 240, 242, 249, 254-256, 258-262, 264-265, 274-277, 286-290, 297-299, 308-309.
 Picard (Benoit), viii n. 1.
 Picardie, 24, 48, 90, 105-106, 114-115, 148, 155, 260.
 Pigenat (François et Odon), 178-179.
 Pisani, 39 n. 3, 252.
 Plombières, 31 n. 1.
 Poggio (Etienne), 119 n. 7.
 Poix (M. de), 199.
 Pont-à-Mousson, 64, 67, 71, 76 n. 3, 87-88, 159 n. 1, 165, 181 n. 4, 212, 218 n. 1, 258 n. 3, 270, 298 n. 5.
 Pont-Saint-Vincent, 127.
 Pontberacq (M. de), 28.
 Pontoise, 240, 251.
 Portugal, 34-35.
 Priam, 5.
 Provence (comté de), 14, 58, 144, 157, 197 n. 6, 198-204, 222, 231, 260 n. 1, 267, 294, 303.
 Ranke, viii n. 7, x, 19, 66.
 Raphaël de Médicis, 242.
 Reims, 40 n. 3, 86, 87 n. 1, 114, 116, 146 n. 6, 188, 217, 233, 261-264, 267, 273, 280-281, 288 n. 2.
 René I^{er}, René II, 8, 14, 267, 295.
 Rethel, 238-239.
 Rhin, 209, 218-219.
 Richardot, 240.
 Rieux (M. de), 147, 162, 169-170.
 Rocroy, 106.
 Rodolphe II, 219-220.
 Romain (M. de), 184 n. 4.
 Rome, 32, 67, 74, 80, 96, 129-130, 202, 206-207, 216, 226-228, 246, 252, 257.
 Ronsard, 8.
 Rose (Guillaume), 258, 274.

- Rosières (François de), archidiacre de Toul, XII, 54-64, 252, 308.
- Rosières (François de), prévôt de Saint-Mihiel, XI, 9, 62, 116, 163, 306 n. 4.
- Saarbourg, 300 n. 11.
- Saint-André (M. de), 199.
- Saint-Avold, 311 n. 5.
- Saint-Baslemon (M. de), 48-49, 181 n. 3.
- Saint-Brice, 111-112.
- Saint-Denis, 283 n. 4.
- Saint-Dizier-lès-Nancy, 75.
- Saint-Florentin, 121.
- Saint-Germain-en-Laye, 287 n. 2, 291 n. 1, 293, 298, 301-302, 306 n. 3.
- Saint-Juvén, 182.
- Saint-Mihiel, XI, 89, 106, 137, 148, 174.
- Saint-Nicolas-des-Champs, 178.
- Saint-Paul, 89, 106, 161, 163, 182, 185, 189, 211, 217, 288.
- Saint-Pierre, 201.
- Saint-Sauveur, 297.
- Saint-Vincent-lès-Metz, 164.
- Sainte-Menehould, 73, 182, 250, 251 n. 2.
- Salcède (Nicolas de), 33, 40-41, 46-54, 60, 163, 308.
- Salcède (Pierre de), 33, 46.
- Salm (comte de), 3, 28, 92, 181 n. 3.
- Sancy (M. de), 184, 286-293, 298, 300 n. 11, 301-302.
- Sault (comte et comtesse de), 198-199, 203.
- Saulx-Tavannes, XII, 17.
- Savigny (Christophe de), 28 et 29 note, 33, 48, 52, 71-72, 75, 146, 158, 166, 305 n. 1.
- Saxe (électeur de), 107.
- Schomberg (Dietrich de), 134, 244 n. 2.
- Schomberg (Gaspard de), 30-31, 90, 98-99, 116-117, 131-132, 135-136, 172-173, 175, 177, 208, 241, 244 n. 2, 283.
- Sedan, 105-106, 113-115, 144, 153, 166, 178, 246, 250.
- Ségur (M. de), 31.
- Sénecey, 71, 73, 105 n. 2.
- Senlis, 257.
- Sessa (M. de), 216.
- Sessac, 171 n. 6.
- Sillery (M. de), 245 note.
- Simancas (archives de), VIII, XIV.
- Sixte-Quint, 96, 101, 108, 129-130, 172-174, 176, 188, 191, 195, 206-211, 215-217, 225-226, 309.
- Soboles, 166 n. 3, 182, 185, 186 n. 3.
- Soissons, 155, 157.
- Soissons (comte de), 109.
- Sorbonne, 178, 224, 243 n. 3, 254, 277 n. 7.
- Sprinzenstein, 217-218.
- Stavayer de Mollondin, 77 n. 4.
- Stenay, 248, 250, 283 n. 4, 291, 294, 304.
- Strasbourg, 26, 31-32, 218-220, 252, 257, 292, 294, 300 n. 11.
- Suisse, 87, 91, 98, 103, 117, 134, 138, 145 note, 153.
- Sully, 286, 305.
- Suresnes, 280, 283.
- Tassis (Jean-Baptiste de), 50, 79 n. 5, 83, 135, 188, 197 n. 1, 214, 259.
- Tavannes (Jean de), 104, 118 n. 3.
- Thou (Christophe de), 50 n. 1.
- Thou (Jacques-Auguste de), IX-XI, XVI, 17, 49-50, 52, 90 n. 2, 274 n. 1, 275-277.
- Toledo (le P.), 227.
- Tortone, 37-38, 130.
- Tortora, X-XI, 231-232, 236, 238-239, 263-264.
- Toscane, XIV, 21, 82, 101, 109, 171, 203, 263.
- Toul, XII, 7, 64, 89-90, 93-94, 161, 174, 185, 188-190, 217-218, 227, 243, 289, 291, 294, 303, 305 n. 4, 310.
- Tremblecourt, 33 n. 2, 96 n. 4, 299-300.
- Trente (concile de), 70, 145, 161.
- Trèves, 7, 12.
- Trois-Evêchés, 45, 89, 127 n. 2, 174, 185, 187, 206, 209, 220, 227, 231, 298, 310.
- Troyes, 121, 159.
- Tuety, XIV.
- Turin, 75, 129.
- Turenne, duc de Bouillon, 248, 252, 283-284, 286.
- Turquestein, 28.
- Urbain VII, 227.
- Urbain, 171.
- Urfé (marquis d'), 261.
- Valentine de Visconti, 295.
- Valois (les), VII, 79, 178, 197-198, 267, 270, 289, 295, 308, 310.
- Valois (duc de), 271.
- Vannes (M. de), 250, 297 n. 3, 304.
- Vano-le-Château, 43 n. 2.
- Varembon (marquis de), 124.
- Vaucouleurs, 297, 304.
- Vaudémont (Antoine de), 95.
- Vaudémont (Charles, cardinal de), 95, 114-115.
- Vaudémont (maison de), 58, 183.
- Vendôme (cardinal de), 208 n. 1, 261, 264.
- Venise, XV, 82, 101, 176, 209, 216, 226, 242, 263.
- Vérac (M. de), 205 n. 2, 246.
- Verdun, 4 n. 1, 6-7, 12, 64, 89-90, 93-94, 113-115, 161, 174, 189-190, 217-218, 227, 235, 243, 245, 250, 289, 291, 294, 297 n. 3, 303, 305 n. 4, 310.
- Vernon, 164.
- Vervins (paix de), 307.
- Vignier (Nicolas), 56-57.
- Villars (M. de), 199 n. 4.
- Villefranche, 231, 291, 294, 304.
- Villeroy, XII, 101, 195, 236, 238, 240, 258.
- Villy (M. de), 128-131, 136.
- Vimory, 138 n. 4.
- Vins (M. de), 199, 200 n. 1, 203.
- Voillot (président), 297 n. 3.
- Wassebourg (Richard de), 6-7, 60.
- Wurtemberg, 294.
- Zutphen, 271.

